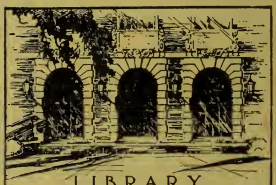
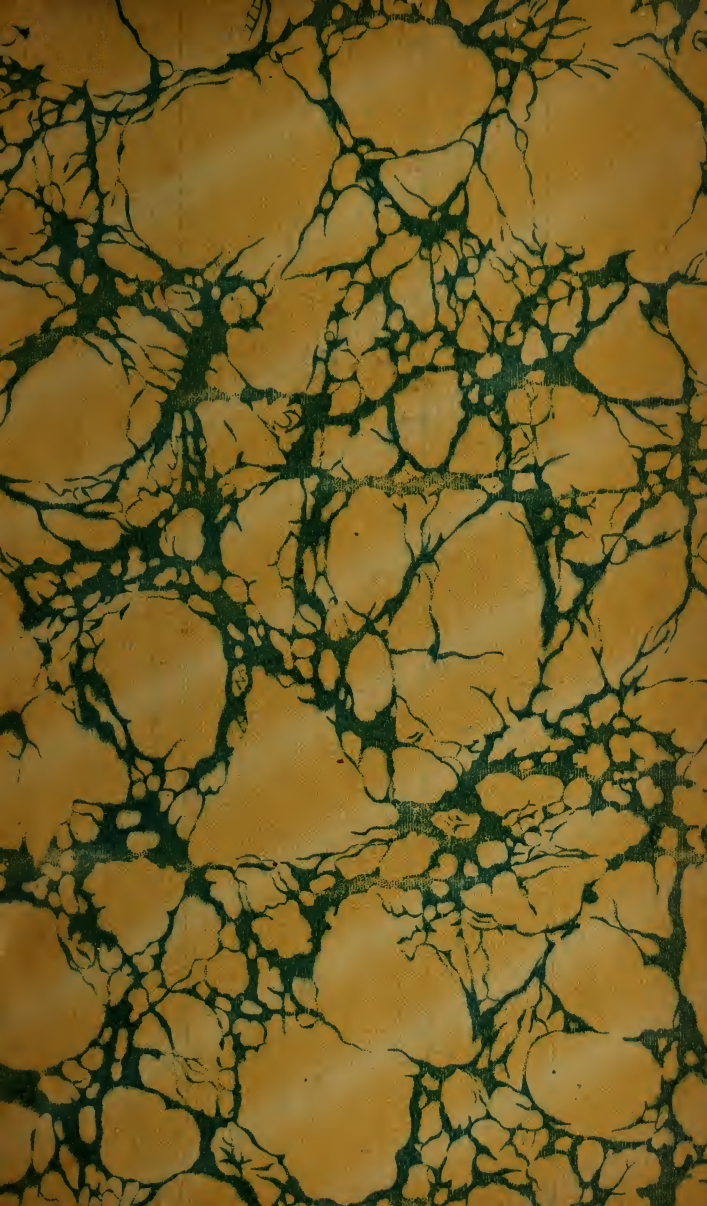


LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY
OF ILLINOIS

940.913
J68tm



TROIS MOIS
DE GUERRE

MAI - JUIN - JUILLET 1915

DU MÊME AUTEUR

EN VENTE

Six mois de Guerre

1er Août 1914-31 Janvier 1915.
Un vol. in-16, illustré de plans. 3.50

Trois mois de Guerre

Février, Mars, Avril 1915.
Un vol. in-16, illustré de plans. 3.50

Trois mois de Guerre

Mai, Juin, Juillet 1915.
Un vol. in-16, illustré de plans. 3.50

EN PRÉPARATION

Trois mois de Guerre

Août, Septembre, Octobre 1915.
Un vol. in-16, illustré de plans. 3.50

GASTON JOLLIVET

TROIS MOIS DE GUERRE

MAI • JUIN • JUILLET 1915

HACHETTE & Cie

1916

Imprimerie Lahure
9, rue de Fleurus, Paris.

940.913
J68tm

TROIS MOIS DE GUERRE

— MAI, JUIN, JUILLET 1915 —

PREMIÈRE PARTIE

FAITS DE GUERRE

CHAPITRE I

FRONT OCCIDENTAL

Mai 1915.

De la Mer du Nord à Reims.

Du 1er au 10 Mai

Le 7, nouveau bombardement de Dunkerque avec un canon à longue portée. A Tracy-le-Mont, les Allemands emploient des tubes de verre qui dégagent de l'éther en se brisant.

Le 8, les Anglais refoulent une offensive allemande près de Saint-Julien (Belgique). Autour de Lens un de nos bataillons enlève un ouvrage important. Dunkerque est encore bombardée avec une pièce de 380.

Le 10, combats importants au nord d'Arras.

LA PRISE DE CARENCY ET D'ABLAIN-SAINT-NAZAIRE
(*9-12 mai.*)

(*Officiel*). — La prise du village de Carency, la capture de près de deux mille prisonniers et d'un nombreux matériel, le progrès de nos troupes vers le Nord et leur installation dans le village d'Ablain-Saint-Nazaire comptent parmi les plus beaux succès remportés par nos troupes en Artois au cours des dernières journées.

Le nom de Carency était devenu aussi familier au public que monotone pour les unités qui, depuis des mois, faisaient face à cette position fortifiée.

Carency est situé dans une cuvette, sur les pentes de laquelle il s'étend en pointe. La commune comprend cinq gros îlots de maisons, un au centre, les quatre autres orientés vers le Nord, l'Ouest, le Sud et l'Est.

Le ruisseau de Carency coule au fond de la vallée, que dessert un chemin de fer à une voie. Au Nord, les pentes assez raides sont couronnées de bois. Vers l'Est se dirige la route de Souchez, bordée au Nord d'une colline boisée, au Sud de ravins qui la séparent du plateau.

Les maisons sont entourées de vergers où l'artillerie se défile aisément. La forme même du village comme la nature du terrain, ondulé et boisé, permettent d'excellents flanquements. Les Allemands, maîtres dans l'art d'organiser une position, avaient supérieurement utilisé toutes les ressources de celle-ci.

Une quadruple ligne de tranchées défendait le village, dont chaque rue et chaque maison étaient fortifiées, avec des passages souterrains de cave à cave. Dans les jardins, toutes les variétés d'artillerie, depuis le 105 et le 21 jusqu'au modeste « crapouillot » en passant par le 77, des lance-bombes de tout modèle, d'innombrables mitrailleuses assuraient la sécurité d'une garnison représentant quatre bataillons et plus de six compagnies du génie.

Un général de brigade commandait ce point d'appui et le secteur voisin. Il y avait là, au moment de notre succès, des Saxons, des Badois et des Bavarois.

A diverses reprises depuis l'automne, nous avions essayé de prendre Carency.

Une attaque eut lieu le 18 décembre. Nous nous rapprochâmes du village par le nord et l'ouest, mais les mitrailleuses nous arrêtèrent. Nous recommençâmes le 27 et nous réussîmes à rapprocher encore nos lignes de celles de l'ennemi. Mais, de nouveau, les mitrailleuses enrayèrent notre progression.

Dès lors s'engagea une lutte de coups de main et de mines qui dura tout l'hiver. Nos tranchées et nos boyaux étaient pleins d'eau. La boue montait jusqu'au ventre de nos hommes. Ils tenaient bon cependant contre l'ennemi abrité dans les caves et qui, de temps à autre, cherchait à se donner de l'air.

A ce jeu, Carency, sur son flanc ouest surtout, ne tarda pas à être entouré d'un vrai chaos d'entonnoirs qui, aussitôt disputés entre les adversaires, ajoutaient des défenses impromptu à celles qu'on avait de part et d'autre patiemment organisées.

Cette situation ne pouvait pas se prolonger. Carency formait en effet, dans nos lignes, un saillant menaçant, et toute offensive en Artois devait comporter en premier lieu la rectification de notre front.

Par contre, les difficultés de l'attaque, constatées dès le mois de décembre, n'avaient fait que s'accroître avec le temps. La « barbette » de grande était devenue formidable, et nous avions en face de nous une citadelle que l'ennemi, nous l'avons su depuis, considérait comme imprenable.

Notre front, face à l'ouest, entre Ablain et Carency, ne pouvait être que passif, en raison des flanquements qui eussent fauché nos attaques. Restait, pour l'assaut, le front du sud du village et le front Est, mais à condition de conquérir d'abord le terrain raviné qui séparait nos tranchées (courant vers le Sud-Est) de la route Carency-Souchez et les bois au nord de cette route.

L'opération s'est faite en quatre jours, les 9, 10, 11 et 12 mai. Elle a été conçue avec une méthode et exécutée avec un héroïsme qui en ont assuré le succès complet.

La première attaque, celle du 9, fut pour nos soldats une véritable fête.

Sortir enfin de leurs trous, en découdre à l'arme blanche, ne plus guetter, l'oreille au sol, le sourd cheminement des sapes, tous ne demandaient que cela. Mais une fois à découvert, quel serait le sort de l'attaque aux lisières des maisons crénelées, d'où les feux se croiseraient sur elle?

Sans doute, l'artillerie avait préparé l'assaut avec une puissance magnifique. Plus de vingt mille projectiles de tous calibres avaient écrasé Carency et ses défenses pendant trois heures. Nos nouveaux canons de tranchées avaient effondré fils de fer et parapets sous des tonnes de mélinite. Les fantassins avaient confiance.

La route, pourtant, fut dure qui, d'un seul bond, les conduisit au contact immédiat des maisons. On les vit courir sur les pentes avec un élan furieux, pousser de l'avant malgré les pertes, franchir trois lignes de tranchées successives, atteindre le village, y entrer même sur certains points, en dépit des ordres donnés qui prescrivaient qu'on ne s'y engageât pas.

Sur un seul point, vers la droite, les défenses allemandes, abritées dans un repli de terrain, tenaient toujours. Entre nos lignes et la route Carency-Souchez, il restait une poche qu'il fallait résorber à tout prix, pour pouvoir, avec chance de succès, poursuivre l'enveloppement du village.

Cette seconde attaque eut lieu le lundi 10 mai.

Elle permit de constater que, malgré le séjour prolongé dans les tranchées, nos chasseurs avaient conservé toutes leurs vertus tactiques. Dans ce ravin, encore hérissé de défenses accessoires, les compagnies s'avancèrent par petits groupes, avec une science complète du terrain et une merveilleuse souplesse.

Comme la veille, nos troupes, emportées par leur ardeur offensive, allèrent plus loin que les ordres ne l'avaient prévu. Dépassant la route de Souchez, elles entrèrent dans l'îlot Est du village, où elles subirent des pertes assez sérieuses.

Ne pouvant s'y maintenir, elles s'établirent en bordure de la route; la poche du Sud était vidée d'ennemis. Carency, étroitement serré sur sa face Ouest et sur sa face Sud, commençait à être menacé par l'Est.

L'ennemi gardait cependant le libre usage des boyaux creusés par lui vers Souchez et vers Ablain. Il pouvait communiquer en

presque absolue sécurité avec l'une et l'autre de ces localités.

C'est cette liberté qu'il fallait supprimer, et c'est à quoi fut employée la journée du mardi 11.

Les ordres pour ce jour-là, qui prévoyaient le resserrement de l'investissement, furent exécutés à la lettre.

Les unités établies en bordure de la route Carency-Souchez se portèrent droit au Nord. Elles atteignirent en quelques heures le bois de Carency, à l'est du village, et, après un dur combat, elles réussirent à s'y maintenir. Dès ce moment, l'ennemi perdait la faculté d'utiliser les boyaux conduisant vers Souchez.

La route d'Ablain lui restait, mais déjà se resserraient les deux pinces qui, bientôt, allaient la couper.

Nous avions, il est vrai, pour fermer notre étreinte, un gros effort à faire.

Notre but était, par deux attaques convergentes partant l'une de l'Est, l'autre de l'Ouest, d'enfermer dans un cercle étroit les défenseurs de Carency. Mais, partant de l'Est, nous rencontrions sur notre route un mamelon boisé, la cote 125, organisée par l'ennemi. Partant de l'Ouest, nous nous heurtions à une vaste carrière, profonde de quatre-vingts mètres, où les Allemands avaient organisé un fort complet, avec des casemates et des abris-cavernes.

L'affaire promettait d'être chaude et les troupes se battaient depuis trois jours et trois nuits. Un régiment de renfort fut mis à leur disposition. Le mercredi, dans l'après-midi, l'opération se déclencha.

L'attaque de droite, bien servie par l'artillerie, qui anéantit trois compagnies sur la cote 125, triompha assez vite de la résistance allemande.

L'attaque de gauche eut plus de mal avec la carrière, mais les hommes étaient littéralement enfiévrés de la volonté de vaincre. Au prix de pertes sérieuses, mais non pas supérieures à l'importance du résultat, elles couronnèrent les pentes et envahirent l'ilot Ouest, tandis que dans l'ilot Est nos progrès se précipitaient aussi.

L'ennemi avait résisté depuis deux heures avec une opiniâtreté remarquable.

Il est à ce moment 17 h. 30. Un cri part soudain de notre tranchée :

« Mon capitaine, ils se rendent! »

Effectivement, à trente mètres, des mains se lèvent; puis des mouchoirs s'agitent et peu à peu, sur le parapet, apparaissent des silhouettes d'Allemands.

Peut-être les éléments qui tenaient le nord du village ont-ils pu retraiter vers Ablain. Mais ceux qui tenaient le sud et le centre n'ont pas osé risquer ce mouvement aventureux et, dans la prairie trouée de marmites, qui sépare les deux tranchées, les voilà qui descendent bras ballants et le sourire aux lèvres avec des cris :

« Kamerad! Kamerad!... » où tous les accents de Bavière, de Saxe et de Bade voisinent dans un concert guttural.

Tout à coup, la file s'arrête au garde à vous. Et sous l'œil narquois de nos poilus, les officiers allemands débouchent à leur tour, escortés de leurs ordonnances. Ce que dura ce défilé, de boyau à boyau, vous le concevrez en songeant que plus de 1 000 Allemands se rendirent en ce point.

Ils sont introduits dans nos tranchées qu'ils apprécient en connaisseurs. Devant un appui de tir, un grand diable roux ne résiste pas à la tentation d'esquisser le geste du tireur et il résume son impression en disant : « Ausgezeichnet », ce qu'un chasseur traduit aussitôt en disant : « Tu la trouves rien bath, hé, mon colon ! »

La procession continue et s'égrène jusqu'à l'issue des boyaux. Ces hommes sont fatigués, mais pas débilités, résignés, mais hostiles. On leur fait suivre la voie ferrée, et, une heure après, les voilà tous parqués au poste de commandement.

Les officiers se détachent : raides, claquant les talons, ils passent devant le général. On se renseigne.

« Qui est-ce qui commandait ? » demande un officier français.

Légère hésitation, puis finalement un colonel s'avance. Ses explications sont confuses. Il est arrivé le matin ; mais il ne commandait pas. Sans doute, ne tient-il pas à attacher son nom à notre victoire. Il parle du général, d'un air navré. Un autre questionne : « L'a-t-on retrouvé ? »

Puis, un silence gêné. Des propos échangés il semble résulter qu'il y avait à Carency un général de brigade à qui il est arrivé malheur. Tué ? Blessé ?

Quelques-uns donnent leur impression sur l'attaque. Elles se résument en deux phrases : « Votre tir a été mathématique. Vos fantassins sont venus si vite qu'on ne pouvait pas résister. »

Cet hommage de l'adversaire couronne la gloire des « poilus »... qui ne se lassent pas de regarder le lourd troupeau des captifs.

La nuit vient ; on pousse en avant, droit sur Ablain-Saint-Nazaire. Qu'allons-nous trouver là-bas ? Si les Allemands ont de l'audace, ils peuvent y tenir encore ; mais c'est risqué.

A ce moment, un grand feu éclaire la nuit : c'est Ablain qui brûle. Les « Boches » s'en vont. Deux heures après, à la suite d'un dernier combat, nous avons tout un régiment dans le village.

L'ennemi tient encore quelques maisons de la lisière Est. Possession précaire et qui nous vaudra de nouveaux prisonniers, car en même temps, plus au Nord, les unités voisines achèvent de nettoyer les hauteurs de Notre-Dame-de-Lorette.

Au petit jour, l'affaire est terminée. Nous avons tout Carency et tout Ablain, sauf cinq ou six maisons. Nous tenons le bois de Carency et le bois de la cote 125. Le grand saillant allemand est à nous.

Dans cette seule région nos prisonniers des quatre jours sont au nombre de 2 000, avec canons, obusiers, lance-bombes, mitrailleuses, fusils, obus, cartouches, matériel téléphonique. Et dans le matin gris, qu'une pluie fine assombrit, la joie fait battre tous les cœurs.

Il faut maintenant visiter Carency. Nous l'avons hier soir traversé en trombe, aux trousses des Allemands. Après six mois de vis-à-vis, un examen détaillé s'impose.

Comme destruction, on ne peut rien concevoir de plus complet. Pas une maison qui ne soit trouée par en haut et par en bas. Les murs sont crevés. Les caves même sont défoncées. Des lits brisés, des fourneaux tordus pendent des murs écroulés.

L'ennemi a démoli à la pioche ceux qui avaient résisté; il a établi ainsi, à travers tout le village, sur le sol et dans le sous-sol, des communications commodes, faciles à couper avec des sacs à terre. Tous les draps de Carency y ont passé; sacs à terre aussi les serviettes, les torchons, les rideaux.

Ici, derrière l'église, plusieurs canons. Pour nous empêcher de les retirer, les Allemands bombardent sérieusement, mais nos travailleurs déblaient sans s'en inquiéter.

Voici l'ambulance allemande. Elle a été construite en briques dans un abri. Le salon du major est orné de glaces et de gravures sentimentales. C'est confortable. Comme les Allemands croient que nous y sommes, ils la bombardent aussi: fâcheuse erreur, car les seuls blessés qui s'y trouvent sont ceux qu'ils y ont laissés.

Les tranchées sont profondes, étroites, bien combinées. Les abris sont très solides. Mais les nôtres sont mieux. Nos tranchées à double fond ne sont pas, comme celles-ci, envahies par l'eau. Surtout, elles sont plus propres.

Pendant que nos hommes font l'inventaire de leur gain, les marmites tombent sur Carency de plus en plus dru. Elles abîment les ruines et les cadavres sans nous gêner beaucoup. Tout ce truquage souterrain nous offre des abris parfaits. Ce n'est pas un cantonnement de repos, mais c'est un cantonnement glorieux.

Là-bas, sur la route, au pas de parade, tête à gauche, garde badoise, chasseurs bavarois, fantassins saxons et pionniers défilent, à la suite de leur colonel, devant le général français.

Nos succès dans le secteur Carency-Neuville.
(*9-11 mai.*)

(*Officiel.*) — Les combats qui se sont livrés depuis le 9 mai au nord d'Arras ont valu aux troupes françaises un succès particulièrement brillant.

L'ensemble de nos attaques entre Loos et Neuville-Saint-Vaast a fait tomber en nos mains plus de 3 400 hommes, une douzaine de canons, une soixantaine de mitrailleuses, plus de 50 officiers, dont un colonel. Le dénombrement de notre butin n'a pu d'ailleurs encore être achevé.

Parmi ces attaques, celle qui a été menée sur la partie du front qui s'étend du nord de Carency au nord de Neuville a été particulièrement heureuse. Elle a valu au corps d'armée qui en avait été chargé une citation à l'ordre de l'armée. Jamais récompense ne fut mieux méritée.

On a souvent parlé de Carency dans les comptes rendus des derniers mois.

De ce village, il ne reste que des ruines, mais des ruines très fortement organisées par l'ennemi qui, poussant une pointe dans nos lignes, se reliait à son système général de défense par la route de Carency à Souchez, puissamment protégée par des tranchées creusées au sud de cette route.

Le front descendait ensuite du Nord au Sud, dédale inextricable de tranchées, d'ouvrages, de boyaux, dont les principaux points d'appui étaient constitués, à l'ouest de la route d'Arras à Béthune, par le village de La Targette

A l'est de La Targette, le village de Neuville était pour les Allemands un second centre de résistance aussi solide que le premier.

Enfin, la route de Neuville à Givenchy-en-Gohelle, à l'est de la route de Béthune, à peu près parallèle à elle, formait, sur la crête qui domine la plaine jusqu'à Douai, un dernier et formidable retranchement.

On peut résumer brièvement les résultats de notre victoire du 9 mai dans ce secteur en disant que :

1° Nous avons pris d'assaut La Targette et la moitié de Neuville ;

2° Nous avons enlevé et dépassé les ouvrages allemands à l'ouest de la route Arras-Béthune, cette route elle-même jusqu'aux abords de Souchez et les trois quarts de la route Neuville-Givenchy ;

3° Face au Nord, nous avons conquis les ouvrages allemands au sud de la route Souchez-Carency, par laquelle les Allemands communiquaient avec ce dernier village, et poussé nos tranchées jusqu'à la route même. L'est de Carency a été enlevé d'assaut. En progressant vers le Nord, nous l'avons investi de trois côtés, si bien que ses défenseurs n'ont plus de communications qu'avec Ablain-Saint-Nazaire, débordé, lui aussi, par notre progression ;

4° N tre gain, dans ces différentes actions, a varié de deux à quatre kilomètres. Nous avons enlevé trois centres puissants de résistance : La Targette, l'ouest de Neuville et l'est de Carency. Le nombre des lignes conquises est, suivant les points, de trois ou de cinq. Dans ce seul secteur, nous avons pris 1900 prisonniers, une trentaine de mitrailleuses et 6 canons.

L'attaque sur La Targette, menée par une division voisine du corps d'armée cité à l'ordre de l'armée, a été conduite avec une audace remarquable et un succès complet.

L'artillerie avait par son tir démoli une grande partie des défenses accessoires. Un certain nombre de mitrailleuses avaient échappé cependant à la destruction et l'ennemi tenait toujours.

Au premier bond, notre infanterie atteignait les lisières, mais elle y fut arrêtée par des feux de flanc. Elle reprit l'attaque aussitôt, et, partie de ses tranchées à 10 heures, elle tenait à 11 heures la totalité de La Targette, ayant fait trois cent cinquante prisonniers, pris plusieurs pièces de 77 et de très nombreuses mitrailleuses.

Tenant La Targette, elle était maîtresse de la croisée des chemins Arras-Béthune et Mont-Saint-Éloi-Neuville. Elle s'y organisa rapidement, grâce au zèle héroïque des sapeurs du génie, et continua sur Neuville.

Le village se présentait à elle en forme de pointe. C'était, suivant l'expression d'un officier, « un vrai paquet de mitrailleuses et de lance-bombes ». L'assaut fut donné cependant, et vers 15 heures nous attaquions l'église.

De chaque maison crénelée, de chaque cave organisée en tranchée couverte, l'ennemi tirait sur nos hommes. On conquit cependant, maison par maison, la moitié du village, et, malgré toutes les contre-attaques, on garda le terrain conquis. Ce fut une lutte épique dans les décombres et la fumée.

De minute en minute, augmentait le nombre des prisonniers. Nous les voyions sortir de leurs trous, sordides de saleté, hébétés de notre bombardement, ahuris de notre élan, et d'instant en instant, vers l'issue du village, des colonnes étaient dirigées que nos cavaliers conduisaient vers l'arrière à la grande joie des populations.

Pendant ce temps, plus au Nord, l'attaque, partie de plus loin, faisait un bond en avant plus important encore.

Elle ne rencontrait pas sur sa route de villages, mais, débouchant du bois de Berthonval, elle avait en face d'elle d'abord une masse de bastions et de tranchées que nos troupes appelaient des ouvrages blancs, parce que, creusés dans un sol crayeux, ils couronnaient la crête d'un labyrinthe blanchâtre; ensuite les organisations de la route Arras-Béthune; enfin les pentes retranchées de la falaise de Vimy dominant de plus de 30 mètres la plaine de Berthonval.

L'attaque, comme au Sud, se déclencha à 10 heures. A 11 h. 30, nos troupes ayant parcouru sous le feu plus de 4 kilomètres, s'engageaient sur les hauteurs.

Ce que fut cet assaut, ceux-là seuls peuvent le comprendre qui l'ont vu se développer et les mots manquent pour le décrire.

Deux régiments sont sortis à 10 heures des tranchées de Berthonval. L'artillerie, particulièrement efficace, leur a ouvert la route. Les fils de fer sont détruits. Mais beaucoup d'abris sont intacts, avec leurs mitrailleuses.

La ligne avance pourtant. Elle bondit, s'incline, disparaît un

moment, reparaît, dépasse les tranchées, où l'ennemi tient encore et continue à tirer.

C'est un flot qui roule. Les hommes, avec un mépris prodigieux de l'adversaire, ne s'arrêtent pas à ces tranchées qu'ils débordent. Tout au plus emmurent-ils parfois dans les abris, dont elles tentent de sortir, des sections entières d'Allemands.

Au passage, à la baïonnette, ils enfoncent ceux des ennemis qui leur barrent la route et toujours ils continuent. Les ouvrages blancs sont loin derrière eux.

Voici la route de Béthune : nouveau bond. Les bataillons de tête escaladent les pentes à l'Est et, derrière eux, les autres arrivent, tuant, emmurant ou expédiant sur l'arrière tout ce qu'ils rencontrent.

Nos officiers tombent en grand nombre. Sur quatre chefs de bataillon, il n'y en a plus qu'un debout. L'un des colonels est grièvement blessé. Le général de brigade, qui s'est porté en avant avec ses troupes, a la poitrine traversée d'une balle.

N'importe, on continue. On redouble d'ardeur. Les hommes sont au pas gymnastique, sautant par-dessus les tranchées ; ils attaquent la crête et le couronnement.

Une estafette part, atteint le poste téléphonique et rend compte. On ne veut pas le croire. En effet, il est 11 h. 30. En une heure et demie, on a fait — en attaquant — plus de quatre kilomètres.

Jamais, dans cette guerre de siège qui dure depuis sept mois, pareil succès n'avait été obtenu ni par les Allemands ni par nous. Un colonel allemand vient d'être fait prisonnier à son poste de commandement. Derrière nos bataillons victorieux, on ramasse dans leurs trous des centaines d'Allemands. Nous avons anéanti ou capturé la valeur d'une brigade.

Au nord du bois de Berthonval, la lutte n'est pas moins dure et la difficulté est accrue par la forme du terrain — une série de ravins et de cuvettes — où le tir de l'artillerie ne peut que difficilement atteindre les défenses ennemies.

Nos régiments sont obligés, après un premier bond qui les rapproche de Carency, de gagner du terrain pied à pied. Il faut, à coups de grenades, enlever morceau par morceau les positions ennemies. On y réussit, et, vers le soir, le village est débordé à l'Est par notre progression ininterrompue.

Cette progression se continue vers Souchez et notre ligne, d'un mouvement régulier, se rapproche de la route Carency-Souchez. A cheval sur la route Arras-Béthune, elle s'infléchit légèrement au Sud, à hauteur de Souchez, se reliant aux positions nouvelles des troupes parties du bois de Berthonval.

Comme sur les autres points du secteur, nous ramassons des prisonniers — plus de 500 — et un nombreux matériel, plusieurs canons-revolvers et une trentaine de mitrailleuses.

Vers le soir, le spectacle qu'offrent les faces sud et est de Carency est le plus singulier qui se puisse concevoir. De toute

part, les maisons en ruine de l'est du village que les Allemands tiennent encore — et que nous enlèverons le 10 et le 11 mai — sont serrées de près par nos tranchées.

Les boyaux creusés par les Allemands le long de la route de Souchez leur sont désormais interdits. Il faut qu'ils fassent le tour par Ablain, débordé dès ce moment par nos attaques du Nord.

Telle fut, dans le secteur Carency-Neuville, la journée du dimanche 9 mai. On ne peut encore donner de détails des actes d'héroïsme qui l'ont marquée, mais les résultats acquis sont là pour en témoigner.

Une parfaite liaison des armes, une préparation d'artillerie supérieurement efficace, enfin et surtout un élan incomparable de l'infanterie, le courage et l'abnégation d'hommes de tous âges électrisés par des chefs dont beaucoup sont malheureusement tombés, tels furent, dans l'un des secteurs où l'opération s'est développée, les caractères de cette journée.

Sur les autres parties du front d'attaque, nos troupes, ce jour-là et les jours suivants, ont affirmé, avec autant d'éclat que dans la région de Neuville et de Carency, leurs magnifiques qualités de bravoure et de ténacité.

Du 11 au 20 Mai

Le 11, les Belges gagnent du terrain au nord de Dixmude. Bombardement de Bergues par les Allemands : 12 morts, 11 blessés, tous civils. Nous enlevons un gros ouvrage allemand et une organisation de tranchées sur le chemin de Lens-Vermelles. A Notre-Dame-de-Lorette, nos troupes prennent d'assaut le grand fortin sud, la Chapelle et toutes les tranchées du Sud, repoussent une contre-attaque et progressent vers Souchez. A Carency, investissement de la position allemande. Nos troupes s'emparent de plusieurs groupes de maisons et font plus de 300 prisonniers. A Neuville-Saint-Vaast, nous repoussons des contre-attaques et occupons le cimetière.

Le 12, l'ennemi reconquiert un peu de terrain à 400 mètres; ses contre-attaques sont repoussées avec forte perte à Ablain, Neuville-Saint-Vaast, Carency. Nous progressons sur ces derniers points. Plus de 4000 prisonniers allemands sont tombés en nos mains en trois jours.

Le 13, à Notre-Dame-de-Lorette, violente contre-attaque repoussée. A Carency, nous prenons d'assaut tout le village et le bois voisin (1000 prisonniers), matériel de guerre important. Nous occupons Ablain-Saint-Nazaire, sauf quelques maisons (plusieurs centaines de prisonniers).

Le 14, au sud-ouest d'Angres; au nord de la route d'Aix-

Noulette à Souchez, nous prenons des tranchées sur un kilomètre de front, un bois organisé, d'autres retranchements et groupes de maisons au sud-ouest de Souchez et de Neuville-Saint-Waast. Depuis cinq jours, dans la région d'Arras, plus de 100 officiers allemands ont été pris, ainsi que 20 canons, dont 8 pièces lourdes, 160 mitrailleuses et lance-bombes.

Le 15, les Belges enlèvent plusieurs tranchées ennemies au nord d'Ypres. Notre avance progresse au nord de Souchez.

Le 16, les Alliés repoussent quatre contre-attaques ennemies à Steenstraete, au sud-ouest de Richebourg-L'Avoué; les Anglais s'emparent d'un kilomètre de tranchées à 1 500 mètres au nord-est de Festubert et réalisent un progrès de 600 mètres de front et de 1 500 mètres de profondeur vers la Quinque-Rue. Vers la sucrerie de Souchez, avance française de 200 mètres. Autre avance à Neuville. A l'est de Vimy, l'artillerie fait exploser un ballon captif allemand.

Le 17, évacuation de diverses positions allemandes à l'ouest du canal de l'Yser. Violentes contre-attaques allemandes repoussées sur les pentes de Lorette.

Le 18, nouvelles contre-attaques repoussées au nord d'Arras. Prise d'un nouveau groupe de maisons à Ablain.

Nos succès sur l'Yser.

(24 avril — 18 mai.)

(*Officiel.*) — Tandis que nos troupes remportaient en Artois les beaux succès, dont elles poursuivent actuellement l'exploitation et l'extension, notre armée de Belgique, achevant l'œuvre entreprise par elle à la fin d'avril, chassait les Allemands de la rive gauche de l'Yser et leur faisait payer par un sanglant échec le succès momentané dû, le mois précédent, à l'emploi criminel des gaz asphyxiants.

Ces opérations ont abouti, le 17 mai au soir, au refoulement complet de l'ennemi, maîtrisé définitivement par la pression continue de notre offensive.

On sait que le 23 avril, les Allemands, grâce à l'effet produit par le nuage asphyxiant qu'ils poussaient devant eux, avaient réussi à rejeter sur la rive gauche du canal de l'Yser une de nos divisions territoriales. Ils étaient maîtres du passage à Steenstraete et à Hetsas, tenaient ces deux localités et avaient organisé plus à l'Ouest, une tête de pont à Lizerne.

A cette surprise, notre riposte fut immédiate. Une division de renfort, concentrée le 24, entre Woesten et Crombeck, s'engagea

dès le 25 sur le front Lizerne-Hetsas et arrêta net l'offensive ennemie.

Deux chefs de bataillon furent tués dans ce violent combat.

Sur ce brusque coup d'arrêt, l'avance allemande fut enrayée. Mais cela ne nous suffisait pas, et immédiatement nous entreprenions le nettoyage de la rive gauche.

Notre attaque allait se prolonger jusqu'au 17 mai, portant d'abord sur les deux ailes, la droite vers Hetsas, la gauche vers Lizerne et Steenstraete.

Dès le 27, les Allemands sont débordés, puis assaillis dans Lizerne où les zouaves les poursuivent dans les rues. Le même jour, nous nous emparons des tranchées allemandes voisines de l'écluse de Hetsas.

Le 28, nous achevons la conquête de Lizerne et nous continuons à progresser aux lisières de Hetsas. Le 29 et le 30, nous dépassons la route, parallèle au canal, qui va de Lizerne à Boesinghe.

Il nous reste, après cette brillante approche, à enlever à l'ennemi le quadrilatère qu'il tient encore entre Steenstraete et Hetsas. Nous avons fait déjà 200 prisonniers dont 5 officiers, pris 7 mitrailleuses, des lance-bombes, du matériel.

Les 214e, 215e, 216e régiments du 23e corps de réserve, auxquels nous avons eu affaire, sont très éprouvés; ils laissent plus de 1000 hommes sur le terrain. Il nous faut parachever notre succès.

La position, qu'il s'agit de conquérir, est particulièrement difficile à aborder. C'est la basse plaine des Flandres, sans vues d'artillerie, où le terrain, coupé de haies et de blancs d'eau oppose à toute action le maximum de résistance passive.

Sur ce terrain les Allemands, depuis le 25 avril, se sont fortement installés.

D'abord, pour assurer leurs communications, ils ont multiplié les passages sur le canal.

Ils ont, outre le pont de Steenstraete à demi détruit, mais encore utilisable pour l'infanterie, un fort pont de bateaux à 600 mètres au Sud, et de très nombreuses passerelles.

Sur la rive gauche, leur organisation comprend plusieurs lignes. La plus avancée court du Nord au Sud, à l'est de la route Lizerne-Boesinghe.

Elle est doublée d'une autre en arrière, et cette seconde ligne est renforcée par un cours d'eau de trois mètres de large, l'Yperlée, obstacle sérieux en raison des marécages dont ses rives sont bordées.

Ces tranchées comportent deux saillants : l'un entre Lizerne et Steenstraete, au pont de l'Yperlée, l'autre au nord de Hetsas, une ferme composée de plusieurs bâtiments et connue sous le nom de « Maison du Collègue », parce qu'un commandant allemand y a installé, face à un commandant français, son poste de combat.

Enfin une troisième ligne longe la rive du canal. Tout cela est abondamment garni de sacs à terre, de chevaux de frise en fer et en bois, armé de nombreuses mitrailleuses.

Le réduit de la « Maison du Collègue » est, en outre, protégé sur toutes ses faces par une profonde nappe d'eau couverte de longues herbes. Tout le terrain ferme au delà est coupé par d'innombrables fossés pleins d'eau.

L'enlèvement d'une position aussi forte comporte un minutieux travail de préparation. Nous avons essayé le 4 mai de brusquer les choses. Nous n'avons pas réussi. Le brouillard, les mitrailleuses et les gaz asphyxiants nous ont arrêtés. La « Maison du Collègue » a fauché nos lignes, et dans le marais couvert de verdure qui l'environne, beaucoup de braves gens ont succombé.

Force est donc de multiplier les tranchées, les cheminements, les boyaux, les postes d'écoute et de resserrer notre investissement, notamment aux deux ailes.

Nous jetons des passerelles sur les fossés. Nous creusons des sapes. Nous accumulons de l'artillerie, principalement sur la droite, car, à gauche, le concours actif et utile de l'artillerie belge nous est acquis.

Le 15, nous jugeons l'heure venue et, après un tir violent, nous attaquons par le Nord et par le Sud.

L'attaque sur Steenstraete a pour objectif l'enlèvement de la tranchée en avant du village. Nos fantassins ne s'en contentent pas et, dans une charge brutale, ils enlèvent la deuxième ligne, après la première.

Les voilà dans Steenstraete. Du village, il reste des ruines. Mais ces ruines sont, comme toujours, supérieurement organisées. La lutte s'engage dans les rues.

Zouaves et tirailleurs algériens gagnent du terrain rapidement. Ils enlèvent 4 mitrailleuses, des fusils, des lance-bombes.

Une ancienne brasserie, avec des caves profondes, où les Allemands se sont terrés, oppose une rude résistance. Le combat continue sous terre.

Au bout de quelques minutes, par l'escalier des caves, obstrué de décombres, on voit remonter des zouaves ; ils sont maîtres des caves.

Par la droite, les tirailleurs progressent aussi. L'ennemi, par un boyau précaire, accède encore au pont de l'Yperlée, mais il craint d'être tourné. Il va, vient, avance, recule.

Sur la berge, à courte distance, nos tirailleurs implacables suivent ce mouvement confus et, chaque fois qu'une tête apparaît, une balle bien placée jette un nouveau cadavre au fond des tranchées ennemies.

A la fin de la journée, nous atteignons le canal et nous le bordons jusqu'à la route qui va de Steenstraete au pont de l'Yperlée et à Lizerne. Nous tenons cette route jusqu'au pont de

l'Yperlée où les Allemands parviennent encore. De là leur ligne descend vers le Sud jusqu'à la « Maison du Collègue ».

Le spectacle qu'offre, le soir, le champ de bataille aux abords de Steenstraete et dans le village même est effroyable. Les Allemands ont laissé sur ce terrain plus de six cents morts. Nos pertes sont sérieuses, mais infiniment moindres que celles de l'ennemi.

A l'instant même où se déclenchait l'attaque sur Steenstraete, une autre attaque était prononcée sur le front Hetsas-« Maison du Collègue ». Sur ce front, la préparation d'artillerie avait été plus facile. La lutte d'infanterie fut donc moins chaude. A la nuit tombante, les zouaves étaient maitres des trois lignes ennemies et de la totalité des maisons de Hetsas (rive gauche).

On s'est battu. Mais on a trouvé l'ennemi hébété par le bombardement, déprimé par la crainte d'être tourné et jeté à l'eau.

Notre progression se poursuit aussitôt vers le Nord, le long du canal. Nous contournons ainsi les ouvrages avancés de la « Maison du Collègue », que nous pourrons désormais attaquer des deux côtés à la fois. Nous prenons trois mitrailleuses, des lance-bombes, trois officiers et trente hommes; dans les boyaux, le nombre des cadavres allemands dépassent 700. Ils appartiennent à deux des trois régiments que l'ennemi avait massés sur la rive gauche pour s'en assurer la possession.

Pendant la nuit, les Allemands, sentant que s'ils attendent au lendemain leur perte est sûre, essaient de profiter de l'ombre pour contre-attaquer.

A Steenstraete, dans un terrain bouleversé que nos troupes n'ont pas eu le temps d'organiser, ils réussissent à se glisser dans l'intervalle de deux sections et à pénétrer dans le village. Ils commencent à avancer dans les rues, quand quelqu'un crie : « Voilà les Boches ! »

A ce cri, les fusils partent tout seuls. Car on ne dort pas.

Les Allemands — une compagnie environ — veulent faire marche arrière : il est trop tard. De hardis tirailleurs les ont débordés. Le cercle s'est refermé derrière eux. Dans la nuit sombre, la compagnie tout entière est cernée.

Du côté de Hetsas, les Allemands préfèrent à l'attaque d'infanterie le bombardement par obus asphyxiants.

Nos soldats mettent leurs masques, évitent de respirer, supportent le choc. Quand l'infanterie allemande débouche, elle les trouve prêts à la riposte, tirant dans le noir, lançant avec une rare précision leurs grenades à main.

L'ennemi est repoussé dans ses lignes. Quelques centaines de nouveaux cadavres s'ajoutent à ceux de la journée.

Nous restons maitres, par conséquent, de tout le terrain gagné. Mais notre situation est difficile.

Utiliser les tranchées allemandes est une ressource médiocre. Nos projectiles, en effet, ont fait voler en pièces les sacs à terre.

Creuser? Il n'y faut pas songer, puisqu'on trouve l'eau à cinquante centimètres.

Nous sommes donc obligés de nous approcher à la sape des objectifs et d'exécuter sur eux un nouveau tir de destruction. La « Maison du Collègue » est le premier à supprimer. Elle garde encore la plupart de ses mitrailleuses intactes. Elle prend de flanc nos attaques. Il faut s'en débarrasser.

Notre bombardement est efficace. Après une forte explosion, une lourde fumée jaune monte vers le ciel : c'est sans doute la provision des gaz asphyxiants qui s'échappe. Nos zouaves sont radieux.

Pendant le cours de cette journée du 16, l'ennemi, à diverses reprises, contre-attaque. Trois de ces tentatives sont insignifiantes, deux sont plus sérieuses, la sixième est vraiment énergique. Toutes échouent.

Vers le soir, personne, pas plus les Allemands que nous, n'a de doute sur l'issue de la lutte. Nous sommes vainqueurs.

Le lendemain 17, nos patrouilles entrent, presque sans coup férir, dans la « Maison du Collègue ». Il n'y a plus d'Allemands sur la rive gauche. Trois Polonais qui, désireux de se faire prendre, se sont cachés dans les caves au moment où la position a été évacuée, nous apprennent que, dans la journée du 16, l'ordre d'abandonner la rive gauche a été donné. Les prisonniers confirment que l'ennemi avait là trois régiments. Nous en avons eu raison avec une brigade.

Les contre-attaques du 16 n'ont eu pour objet que de couvrir la retraite; nos attaques du 15 avaient définitivement brisé la résistance.

Le moral des vaincus laisse d'ailleurs à désirer. Dès le 15, nous avons entendu, à l'intérieur des tranchées allemandes, des feux de salve dont aucune balle n'est venue jusqu'à nous.

Il nous est confirmé qu'une compagnie a dû, en effet, être amenée en hâte pour faire un exemple sur les fusiliers marins qui voulaient se rendre et que, dans les tranchées mêmes, elle en a abattu une trentaine.

Le même jour, nous avions vu un officier tirer avec son revolver sur des hommes qui levaient les mains.

Les pertes subies par l'ennemi sont, il est vrai, formidables, étant donné l'effectif engagé. Le soir du 17, en occupant la totalité du terrain jusqu'au canal, nous trouvons encore des centaines de cadavres, qui, s'ajoutant à ceux déjà relevés par nous, chiffrent à plus de 2000 le nombre des morts allemands entre Steenstraete et Hetsas.

De notre côté, nous avions perdu du monde, mais nous avions eu beaucoup plus de blessés que de tués, beaucoup plus de blessés légers que de grands blessés.

Tout concorde donc pour permettre d'affirmer que, dès avant la décision, nous avions pris sur l'adversaire l'ascendant moral.

Ainsi s'est terminé le nettoyage de la rive gauche de l'Yser. Nous avons réussi, par la continuité et la violence de nos attaques, à chasser de ses positions un ennemi enhardi par son premier succès.

Nos troupes se sont battues dans un terrain atroce, boueux et coupé de mares, avec une admirable âpreté. Elles ont fait des hécatombes d'Allemands et brisé la résistance ennemie.

L'état-major allemand, dans son communiqué officiel, a résumé ces trois semaines de combats en disant : « Nous avons abandonné notre position avancée de la rive ouest de l'Yser et ramené nos forces sur la rive Est. »

En réalité, nous avons dans une série d'actions violentes enlevé trois villages, quatre lignes fortifiées, trois réduits puissants, tué des milliers d'Allemands et détruit au moins trois régiments.

L'abandon de ses positions avancées a donc été, pour l'armée allemande, une opération singulièrement onéreuse.

Nos sapeurs dans la bataille d'Arras.

(*9-10 mai.*)

(*Officiel*). — Toutes les armes engagées dans la bataille d'Arras ont magnifiquement rempli leur devoir. Les précédents comptes rendus ont montré la précision puissante de l'artillerie, l'élan et la ténacité de l'infanterie; le génie, lui aussi, a eu dans ces combats un rôle qui, par son importance et sa diversité, est digne d'être relaté.

Travaux de sape et de mine, destruction des défenses ennemies, organisation du terrain conquis, participation directe à la lutte d'infanterie, nos sapeurs, en exécutant avec un plein succès ces diverses missions ont écrit pendant les trois dernières semaines une page digne de leurs glorieuses traditions.

A dire vrai, depuis plusieurs mois, sur un point surtout du front d'attaque (le secteur de Carency), le rôle du génie avait précédé celui de l'infanterie.

Dans cette région, on se battait à la mine depuis janvier. Nous avions poussé des galeries dans la direction des saillants de la ligne ennemie. Mais au début de février, l'explosion d'un fourneau allemand entre deux de nos sapes nous révéla l'existence d'un système de contre-mines qui menaçait de nous devancer. Des prisonniers, peu de jours après, nous confirmèrent cette menace.

Obligés par là à des précautions défensives, nous creusâmes une série de forages en avant de notre première ligne et grâce à ce dispositif, nous réussîmes à faire sauter successivement tous les rameaux que l'ennemi poussait vers nous. Le péril était conjuré.

C'était le moment, précisément, où l'ordre était donné de préparer une offensive générale sur cette partie du front. Nous savions l'importance des travaux allemands. Nous connaissions la

présence. à Carency, de six compagnies de pionniers de trois cents hommes chacune. Nous résolûmes, en conséquence, de travailler en profondeur, pour tenir le dessous du terrain.

Malgré divers incidents, notre plan put être mené à bien et, au début de mai, 17 fourneaux, chargés chacun de trois cents kilos d'explosifs environ, furent poussés sous les lignes allemandes.

Dès ce moment, nos sapeurs affirmèrent leur supériorité. Ils avaient construit leurs galeries, sans que l'ennemi pût s'y opposer. Les fourneaux allemands, qui avaient explosé entre temps, n'avaient pas gêné sérieusement notre travail. Leurs explosions prématurées prouvaient que nos adversaires ne possédaient pas au même degré que nous la qualité maîtresse de la guerre de mine : le sang-froid.

Notre succès dans la période préparatoire était d'autant plus appréciable que la nature du terrain, argile, silex et craie dure, était peu favorable et que quatre compagnies avaient suffi à produire ce gros effort.

Deux chiffres permettront de mesurer l'intensité de nos travaux. Au début de mai, le développement total de nos galeries et rameaux depuis le 6 mars atteignait, dans ce seul secteur, 2 kilomètres 500. La quantité d'explosifs utilisée dépassait vingt-huit tonnes.

Il avait fallu faire grand pour être sûr du résultat, car les défenses allemandes devant Carency et de Carency à la Targette, en passant par la région de Berthonval, étaient extraordinairement puissantes.

Elles se composaient de plusieurs lignes de tranchées patiemment renforcées, qui constituaient pour une attaque de front un redoutable obstacle.

D'excellentes communications permettaient à l'ennemi d'amener rapidement des réserves de Souchez A mi-chemin entre le cantonnement et la ligne de défense, de profonds abris-cavernes étaient creusés dans la craie dure.

Comme la configuration générale du terrain est, dans ce secteur, assez monotone, la ligne allemande, nécessairement uniforme, était complétée par des ouvrages en saillie qui assuraient les flanquements.

La plupart de ces ouvrages étaient précédés d'un système de mines défensif, grâce auquel l'ennemi se tenait prêt à faire sauter le terrain de nos attaques et à lutter contre notre avance souterraine.

Bien des fois, pendant ces semaines d'effort, nos sapeurs se virent coupés par l'explosion de leurs galeries

Nombre d'entre eux furent sauvés par leurs camarades, qui, creusant d'étroits rameaux dans le sous-sol empesté par les gaz, réussirent à les délivrer.

Dans ces luttes obscures et héroïques, la même solidarité, qui fit partager aux fantassins et aux chasseurs la conquête de Lorette, associa étroitement l'infanterie et les sapeurs.

Certains fantassins, choisis pour leurs qualités professionnelles, originaires des pays miniers, rendirent en ces circonstances, sous le nom de « pionniers » ou de « grenadiers d'infanterie », des services de premier ordre.

Quand sonna l'heure de l'attaque, tout le monde était prêt.

Le 9 mai, à 6 h. 45, au milieu du bombardement commencé à 6 heures, les dix-sept fourneaux explosèrent simultanément sur le front du secteur de Carency. La concurrence du canon fit tort au bruit de l'explosion. Mais quand l'infanterie attaqua, elle put en constater les effets.

La presque totalité des fils de fer et des chevaux de frise était détruite. Les tranchées étaient comblées sur des longueurs variant de 50 à 80 mètres. Beaucoup d'organes de flanquement, armés de mitrailleuses et de lance-bombes, étaient bouleversés.

Le chaos du terrain et les lèvres des entonnoirs constituaient pour nos soldats des protections naturelles. Les communications de l'ennemi avec l'arriere étaient interrompues. De nombreux soldats allemands, bloqués dans leurs tranchées, étaient obligés de se rendre.

Tous les travaux souterrains de l'adversaire étaient anéantis. Ses fourneaux chargés et amorcés étaient enterrés ou rendus inoffensifs par la rupture des transmissions. Les mineurs étaient ensevelis. Une seule de nos compagnies du génie en prenait soixante-dix dans une galerie. Les autres mouraient étouffés.

Ainsi nos fantassins, dans leur offensive violente, étaient libérés de l'appréhension pénible de marcher sur un terrain miné, et c'est d'un cœur plus joyeux que, sur les débris des défenses adverses, ils chargeaient, la pointe en avant, l'adversaire démoralisé.

Les mines de Carency peuvent être considérées comme un modèle de travail souterrain. Sur d'autres points encore, notamment dans le secteur de Lorette, l'explosion de nos fourneaux a donné des résultats excellents.

L'activité du génie a contribué du reste, d'autres manières encore, à la préparation de la brillante attaque du 9 mai.

Ici, c'est un Decauville de plus de deux kilomètres qu'il construit à travers bois. Ailleurs, il multiplie les postes d'eau.

Partout les sapeurs ont un rôle important dans l'aménagement des tranchées, des boyaux, des abris, des parallèles de départ, des places d'armes, des abatis, construisent des gradins de franchissement et des banquettes de tir.

Dans le secteur de Neuville, sur un terrain particulièrement difficile, ils préparent le passage de l'artillerie. Ils sont les artisans inlassables et audacieux de l'attaque méthodique que le commandement a prescrite.

Dans cette attaque même, nos compagnies du génie se sont brillamment comportées. Au premier rang, elles ont participé à l'assaut et contribué au succès.

Dans le secteur de Lorette, dans celui de Carency et dans celui

de Neuville, les sections de sapeurs accompagnent les éléments d'infanterie, sautent avec eux dans les lignes ennemies, assurent la destruction des fougasses.

Au nord de Lorette, le 14 au soir, un adjudant du génie prend le commandement des troupes d'infanterie opérant dans le bois voisin de la route Béthune-Souchez, car tous les officiers d'infanterie ont été mis hors de combat.

Aux abords de Neuville, les sapeurs, munis de cisailles, de pétards et de haches, démolissent les barricades, enfument les Allemands dans leurs abris, mettent le feu aux maisons d'où tirent les mitrailleuses.

Nombre d'entre eux — officiers, sous-officiers et soldats — sont tués ou grièvement blessés, tandis qu'ils lancent leurs pétards ou s'attaquent en rampant aux défenses ennemies.

Toute la journée du 9 mai notamment, les sapeurs se battent comme les fantassins et aussi rudement qu'eux, malgré leur petit nombre.

Le soir, un capitaine, dont la compagnie a été particulièrement éprouvée, écrit dans son rapport : « Je suis embarrassé pour faire des propositions individuelles : tout le monde a fait son devoir avec sang-froid et dévouement. »

Avec le progrès de l'attaque commence pour le génie une tâche nouvelle : celle de l'organisation du terrain conquis, des travaux défensifs et des travaux non moins urgents de communication.

Les comptes rendus quotidiens parlent de tranchées enlevées et d'ouvrages conquis. Mais, pour suivre l'effort héroïque de nos soldats, il faut se rendre compte que la tranchée que l'on enlève et que l'ouvrage que l'on conquiert sont, au moment où l'on s'y installe, un indescriptible chaos.

C'est une succession de trous de profondeur inégale creusés par les projectiles. Pour « progresser », on rampe de l'un à l'autre, on stationne dans chacun en se protégeant tant bien que mal derrière des cadavres ou des débris de maisons.

Il est donc de toute nécessité, pour garder le terrain gagné, d'y remettre de l'ordre, de l'organiser, de tracer des tranchées, de construire des parapets, d'établir des abris provisoires.

Tout cela se fait sous le feu violent de l'artillerie ennemie, dont les tirs de représaille, chaque fois que l'infanterie allemande cède, sont particulièrement intenses.

Ce travail a été accompli par nos compagnies du génie avec un calme et un courage au-dessus de tout éloge. Elles ont déblayé, creusé, bâti, au mépris des marmites et des shrapnells, exécutant jusqu'au bout, sans hésitation ni faiblesse, les ordres de leurs chefs.

A côté de leurs camarades et exposés aux mêmes dangers, les télégraphistes ont suivi l'attaque pour rétablir les communications téléphoniques. Dès le lundi 10, moins de vingt-quatre heures après l'assaut, les quatre kilomètres gagnés par nous étaient

reliés par fil au point de départ et les ordres étaient transmis par téléphone.

On peut citer des sapeurs qui ont ainsi rattaché plus de vingt fois le même fil coupé par les obus. Combien ont succombé, héros obscurs, dans cette tâche ingrate et indispensable !

Effort périlleux et continu dans la préparation de l'attaque, participation immédiate et brillante à cette attaque, organisation du terrain conquis sous le feu de l'ennemi, voilà les trois aspects de l'œuvre accomplie par le génie au cours de la bataille d'Arras.

Dans une lettre non expédiée trouvée sur un mort allemand, on lit : « Les pionniers français nous font une vie infernale ». Cet aveu de l'adversaire vaincu a été au cœur de nos braves sapeurs.

Les combats de Neuville-Saint-Vaast.
(*9-15 mai.*)

(*Officiel*). — La lutte qui s'est développée du 9 au 15 mai autour de Neuville-Saint-Vaast a eu un caractere particulier de violence et d'âpreté.

Nos troupes ont attaqué avec une ardeur et une ténacité magnifiques et obtenu des résultats tactiques d'une grande valeur.

Elles ont trouvé en face d'elles un adversaire d'une réelle bravoure et une organisation défensive d'une puissance extraordinaire. Elles en ont triomphé.

Neuville-Saint-Vaast est un important village disposé en longueur du Sud au Nord, sur une route allant des environs d'Arras vers Givenchy et Liévin.

A l'ouest de Neuville passe la grande route de Béthune à Arras, sur laquelle est situé le village de la Targette ; à l'est de Neuville, la grande route d'Arras à Lille.

Le village de Neuville, qui a 2 kilomètres 5 de long, est à cheval sur la route de Givenchy et se prolonge vers l'Est par un gros îlot d'où part un chemin qui croise perpendiculairement, aux Tilleuls, la route d'Arras à Lille.

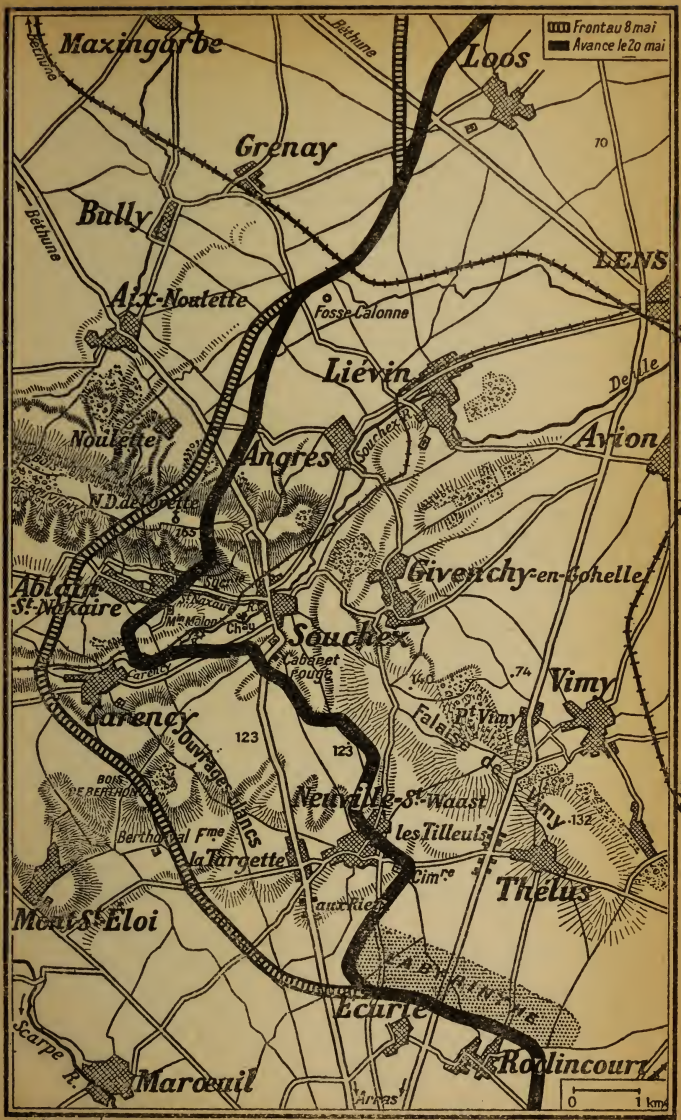
Le village, dans sa plus grande largeur, à hauteur de l'église, a environ 700 mètres ; c'est donc un groupement massif de maisons, très facile à défendre.

Nos premières lignes, au moment de l'attaque, étaient orientées vers le Sud-Est, distantes de 2 kilom. 5 de la lisiere Ouest de Neuville et de 1 kilom. 5 de la lisière Sud. Elles en étaient séparées par quatre lignes de tranchées et par le village de la Targette.

Il fallait donc, pour atteindre les lisières de Neuville, enlever cinq forts obstacles auxquels s'ajoutaient, dans chaque maison isolée, le long de chaque chemin creux, des organisations accessoires.

C'était — et nos hommes le disaient — « un gros morceau à avaler ».

Le « morceau » n'était pas moins dur au Sud et au Sud-Est.



CH. BONNESSEUR

LES COMBATS DE CARENCY, SOUCHEZ ET NEUVILLE-SAINT-VAAST (9-20 MAI 1915).

Outre leurs tranchées ordinaires, les Allemands avaient construit, au delà de la route de Béthune, un ouvrage de près de deux kilomètres de côté, connu chez nous sous le nom de « labyrinthe ».

Il y avait là, reliés par des kilomètres de boyaux, des ouvrages bétonnés, des canons sous coupoles, des mitrailleuses en caponnière tous les vingt-cinq mètres; bref, un point d'appui formidable dont nos avions nous avaient révélé la puissance.

L'artillerie, le 9, de 6 à 10 heures, prépara l'attaque supérieurement. Elle lança, sur les lignes allemandes, des milliers de projectiles qui tous allèrent au but.

Notre infanterie, massée dans les boyaux, était, à ce moment, magnifique à observer Elle écoutait, dans une sorte d'ivresse silencieuse, le concert des canons. De temps en temps un poilu murmurait : « Qu'est-ce qu'ils prennent! »

Les heures passaient, les commandants de compagnie regardaient leurs montres réglées d'avance. Tout le monde savait qu'à 10 heures on sortirait. A 10 heures, sur un geste, sans un mot, tout le monde est sorti.

L'attaque était conduite, de l'ouest de Neuville jusqu'au sud-est du village, par des régiments appartenant à deux divisions de l'Est. Pour ces braves, endurcis par dix mois bientôt de guerre, cette attaque, minutieusement préparée, était une joie depuis longtemps attendue.

Notre attaque de gauche, à travers une prairie, atteignit, après cent cinquante mètres, les premières lignes ennemies. Les fils de fer, épais d'un doigt et barbelés, avaient été anéantis par notre feu. Des passerelles avaient été préparées pour franchir les tranchées. Mais, comme les Allemands ont des tranchées étroites, nos soldats, laissant là les passerelles, sautèrent d'un bond, et continuèrent.

Maintenant, les voilà, sur une croupe qui les sépare de la Targette. En avant du village, deux gros ouvrages avec de l'artillerie. Les Allemands, effarés de la brusquerie de notre assaut, sont cloués dans leurs trous. Seuls, les mitrailleurs, mieux protégés, continuent à nous tuer du monde.

Nous atteignons les maisons de la Targette. Un combat pied à pied, dans les rues et les vergers, nous ralentirait. Comme le village n'est pas grand, nous le débordons et, trois cents mètres plus loin, nous touchons aux premières maisons de Neuville. Il est 11 h. 30.

Au centre, notre attaque, menée avec le même élan, a dépassé la route de Béthune, à hauteur du hameau des Rietz. Elle atteint bientôt les ouvrages ennemis aux lisières sud de Neuville et se prolonge vers le Nord dans la direction du cimetière.

Sur les tombes, une lutte acharnée s'engage. Deux fois, dans la journée, nous sommes maîtres du cimetière, et deux fois nous le reperdons. Nous nous maintenons à proximité après avoir conquis et conservé, comme à gauche, cinq grosses lignes de tranchées.

Notre droite seule est arrêtée dans son bond en avant : elle trouve en face d'elle le « labyrinthe ». Elle y mord cependant, malgré des difficultés énormes et s'empare de la partie sud. Mais les flanquements de l'ouvrage nous causent de lourdes pertes.

Nous gardons ce que nous en tenons ; nous sommes pourtant obligés de stopper et notre front s'allonge par là même, en adoptant la forme d'une équerre dont Neuville serait le sommet.

Tout cela s'est passé en deux heures et demie. Les témoins eux-mêmes ont peine à décrire cette ruée, tant les esprits et les yeux étaient uniquement tendus vers le but à atteindre, absorbés par la volonté de l'atteindre. On se souviendra de quelques incidents saisissants, et c'est tout.

A 11 h. 10, un bruit sourd, entre les intervalles des coups de canon, fait tourner la tête aux fantassins. Derrière eux, nos batteries, audacieusement, traversent les pentes au grand trot. Quelques-uns de nos hommes applaudissent : il y a si longtemps que l'artillerie n'a avancé.

Sous la mitraille, calmes et précises, comme à la manœuvre, les pièces se mettent en batterie aux limites mêmes de la Targette et ouvrent le feu, pour arrêter les renforts ennemis.

Puis, d'autres cris : nos fantassins poussent devant eux des officiers de chevau-légers pris dans un abri; car les cavaliers allemands garnissaient les tranchées. Jamais expression de stupeur, telle que celle dont sont hébétés ces lieutenants, ne se peignit sur des visages.

Ici, capture plus belle : 7 pièces de 77 profondément enfoncées dans une casemate que nos obus ont écrasée. A côté, toujours dans des abris souterrains, 500 obus, un dépôt d'habillement, 2 vaches et une cabane à lapins bien fournie.

Là-bas, sur une petite place à l'entrée de Neuville, il y a une fontaine. On voit les hommes courir, remplir leurs bidons, sous le feu des mitrailleuses, qui en abattent beaucoup.

Dans les chemins creux, dans les boyaux, dans les prairies, des centaines de morts allemands attestent l'étendue des pertes infligées à l'ennemi. Sur certains points, c'est un tragique entassement de cadavres, que, dès le soir, avec un ordre parfait, nous réunissons pour les ensevelir. Notre infanterie a achevé l'œuvre destructrice de notre artillerie.

Dans la nuit du 9 au 10 mai, nous organisons notre nouveau front.

Les tranchées allemandes de première ligne nous servent de boyaux et c'est les tranchées de troisième ligne que nous retournons face à l'ennemi.

Dans Neuville, nous avons, du premier élan, pris pied dans l'ilot sud, où nous nous cramponnons sous un feu d'artillerie qui va d'heure en heure devenir plus sévère.

A l'Est, nous sommes tout près du cimetière, mais nous n'avons pas pu y rester. Puis notre ligne descend au Sud et, filant à l'Est,

entame le labyrinthe, dont nous conservons une partie, mais dont le reste est à prendre.

Dans les journées suivantes, notre effort va tendre à conquérir Neuville et à le déborder si possible.

Nous savions bien que la lutte de rues, de maison à maison, serait dure. Mais notre attente a été dépassée.

Pour concevoir à quel degré peut atteindre l'art des Allemands en matière de truquage des positions, il faut avoir visité le sol et surtout le sous-sol de Neuville.

Les caves vastes et profondes des maisons ne leur ont pas suffi.

Ils ont commencé par en recouvrir les voûtes extérieures d'une couche de béton d'un mètre au moins. Puis, partant du fond des caves, ils ont creusé, en dessous, de nouveaux abris fortement protégés. C'est là qu'ils se cachent pendant le bombardement.

Entre ces caves, ils ont établi des communications souterraines et, d'un bout à l'autre du village, ils circulent comme des taupes, surgissant tout à coup là où on les attend le moins. L'un d'eux, muni d'un périscope, a été vu en arriere de nos lignes et a pu s'échapper sous terre quand on l'a poursuivi.

Chaque pâté de maisons est armé de mitrailleuses placées dans des abris bétonnés. Tels de ces abris étaient munis d'une grille fermée à clef, derriere le mitrailleur.

En outre, amenant en hâte de l'artillerie, l'ennemi avait commencé sur la partie du village occupée par nous un tir dont le réglage n'avait aucune peine à être parfait.

C'est dans ces conditions que nos fantassins, du lundi 10 au vendredi 14 mai, ont continué sans un instant d'arrêt la conquête du village. Nos progrès ont été lents; ils ne pouvaient pas ne pas l'être.

Chaque groupe de maisons a été assailli successivement et presque toujours par le caves, en même temps que par les rues. Il s'est dépensé, dans cette lutte ingrate, des trésors d'abnégation, de patience, d'ingéniosité. Chaque soir, nos poilus ont pu enregistrer un progrès, jamais un recul.

Le 15 mai, à la nuit, nous tenions la masse du village, à l'exception de sa corne Nord et notre progression à l'intérieur était accompagnée et consolidée par notre progression au dehors.

Les régiments qui devaient s'avancer au sud et à l'est de Neuville avaient à remplir une lourde tâche.

Leur attaque devait se développer, en effet, face aux lignes allemandes, dans une sorte de goulot de moins d'un kilomètre, où le « labyrinthe » d'une part, les lisières Est et le cimetiere de Neuville d'autre part, croisaient sur eux des feux convergents.

Le mardi 11 mai, dans une charge héroïque, un de nos régiments a muselé l'un de ces deux flanquements. Traversant, au prix de fortes pertes, la redoutable zone où se croisaient les

mitrailleuses ennemies, il a atteint le cimetière, situé à 300 mètres est du village. Il l'a enlevé et s'y est maintenu.

Dans la nuit du 11 au 12, une contre-attaque violente a tenté de le lui reprendre; elle n'y a pas réussi. Nos fantassins, avec un sang-froid absolu, ont laissé avancer les Allemands à 30 mètres de leur ligne, puis, d'un tir sûr et rapide, ils ont fauché les assaillants.

Ce n'était pas assez pour eux. Bondissant du cimetière, en pleine nuit, ils se sont jetés sur ce qui restait d'Allemands et, à coups de pointes ils ont ramené prisonniers une centaine d'hommes et quatre officiers.

Depuis lors, nous n'avons pas bougé du cimetière, qui constitue pour notre progression ultérieure une base précieuse.

A droite, aux abords du labyrinthe et contre le labyrinthe lui-même, nous n'avons réalisé que de moindres progrès : l'essentiel était, en effet, de nous installer d'abord dans Neuville.

Des deux attaques prononcées par notre droite, l'une a gagné du terrain grâce à la splendide vaillance de nos fantassins. On en a vu, arrêtés par les fils de fer que l'artillerie n'avait pas pu détruire en raison d'un repli du terrain, qui continuaient à répondre à coups de fusil au tir des mitrailleuses.

D'autres, armés de cisailles, ont rompu sous le feu le réseau ennemi. Les officiers marchaient en tête et tombaient les premiers — comme ce petit lieutenant qui, le 11, à l'attaque du cimetière, criait, frappé à mort : « Vive la France! Il nous faut le cimetière ».

Au cours de ces six journées de combats acharnés et meurtriers, nos troupes dans ce secteur ont enlevé cinq lignes de tranchées, deux villages puissamment fortifiés et une partie d'un ouvrage — le labyrinthe — plus fort que ne le sont souvent les fortifications permanentes; infligé à l'ennemi des pertes énormes.

Elles ont pris, dans cette seule partie du front de combat, près de 2000 hommes, une quarantaine d'officiers, sept canons, une trentaine de mitrailleuses, des obus et des cartouches, une grosse quantité de matériel.

L'ennemi retranché, qu'elles ont trouvé devant elles, s'est très bien battu. Mais elles lui ont imposé le sentiment indiscutable de leur supériorité. Officiers et soldats ont rempli leur devoir dans un esprit de sacrifice absolu, avec une connaissance parfaite des difficultés et des dangers au-devant desquels ils allaient.

Beaucoup ont succombé; mais les autres sont aujourd'hui comme hier animés d'une invincible résolution. Et, entre les lignes successives des Allemands, désormais tenues par nous, les petites croix blanches des tombes suggèrent aux survivants, avec la pitié du souvenir, le devoir de la vengeance.

Sur le sol labouré d'obus, dans les boyaux conquis, les troupes sont massées, prêtes aux attaques futures, instruites et grandies par l'épreuve victorieuse de leur force.

Du 21 au 30 Mai

Le 21, à l'est de Notre-Dame-de-Lorette, nous enlevons les retranchements allemands de la Blanche-Voie et le terrain reliant ces ouvrages à Ablain.

Les 22, 23, 24, au nord d'Arras, progression plus lente, mais nous repoussons toutes les contre-attaques.

Le 25, contre-attaques enrayées victorieusement au nord d'Arras. Avance dans le ravin du fond de Buval.

Le 26, nous occupons le fond de Buval et progressons à Souchez, à Saint-Vaast, au nord de la chapelle de Notre-Dame-de-Lorette.

Le 27, nous enlevons des tranchées à Ablain-Saint-Nazaire, au château de Carleul.

Le 28, nous avançons d'une centaine de mètres dans la région du Labyrinthe.

Le 29, les Allemands bombardent le plateau de Notre-Dame-de-Lorette, pendant que nous complétons la conquête du village d'Ablain-Saint-Nazaire.

Le 30, avance de 400 mètres dans le Grand Labyrinthe (nord d'Arras).

Le 31, sur la route de Souchez à Carency, nous nous emparons du Moulin Malon et des tranchées allemandes le reliant à la sucrerie de Souchez.

Notre succès d'Ablain-Saint-Nazaire.

(*28-29 mai.*)

(*Officiel*). — Nos troupes ont achevé la conquête d'Ablain-Saint-Nazaire. Elles en avaient occupé le 12 mai la plus grande partie. Elles ont fini le 28 et le 29 ce qu'elles avaient si bien commencé.

Ablain est une très grosse agglomération, ressemblant par sa disposition générale et par la forme de ses îlots au village voisin de Carency. Son orientation est Est-Ouest, au bas des contreforts sud de Lorette. L'extrémité Ouest est massée au sud de l'éperon Mathis, l'extrémité Est au sud de l'éperon de Souchez. Un fort îlot de maisons, groupé autour de l'église, élargit en profondeur le secteur Est du village.

Notre succès du 12 nous avait donné la partie allongée d'Ablain. La partie épaisse, secteur de l'église, était aux mains des Allemands, qui tenaient aussi le cimetière sis à la corne sud-est de la localité. Une forte tranchée à l'ouest du cimetière constituait de ce côté la première ligne allemande.

Le 28, dans l'après-midi, l'excellente division qui avait mené à bien le 12 l'investissement et la prise de Carency et qui, dans la nuit du 12 au 13, aurait occupé Ablain tout entier si l'ennemi

n'eût été encore maître d'un des éperons de Lorette (éperon de la Blanche-Voie), jugea le moment venu d'en finir.

Le général commandant la division n'estima pas que de gros effectifs fussent pour cela nécessaires. Il connaissait à fond la position de l'ennemi. Il savait le nombre et l'emplacement des mitrailleuses : cinq dans le cimetière, quatre dans la maison du curé, etc. Après une préparation d'artillerie très minutieuse, il lança son monde à l'attaque.

Nous avons appris depuis, par les prisonniers, que les trois compagnies allemandes qui tenaient le cimetière et les alentours se jugeaient condamnées. Les officiers avaient signalé l'épuisement de leurs hommes, les difficultés des communications avec l'arrière : on leur avait prescrit de tenir tout de même. Le moral des défenseurs était donc ébranlé.

Notre infanterie, au contraire, enhardie par ses succès des jours précédents, — cette seule division avait fait du 9 au 15 mai 2 700 prisonniers, — vibrait d'ardeur offensive.

A l'heure dite, et même un peu avant, tout le monde était couché en avant des tranchées de départ, prêt à sauter sur la première ligne allemande. Nos fantassins bondirent avec un mordant admirable et prirent pied sur le parapet.

Le spectacle, à ce moment, est radieux. C'est une journée claire, où ressortent les moindres détails du paysage.

Les maisons d'Ablain se détachent, percées de trous énormes, par où l'on aperçoit les terres blanches des éperons de Lorette ou le ciel bleu. Le clocher de l'église, effondré aux trois quarts, domine encore, par un pan de mur qui croule, les maisons qui l'environnent.

A voir nos soldats attaquer, on sent que l'assaut, sous le soleil, est pour eux une fête enivrante. Notre artillerie, qui les suit de son tir impeccable, exécute au delà du cimetière un feu de barrage qui interdit aux renforts toute intervention. Nous voici dans le cimetière.

Ici une déception nous attend, momentanée, d'ailleurs. Les cinq mitrailleuses ont déménagé. Les tombes sont bouleversées. L'attaque passe comme un ouragan et atteint une pente gazonnée, au bas de laquelle est un chemin de terre.

Par ce chemin, nous remontons aussitôt vers le Nord, conformément aux ordres du commandant de l'attaque. Et ce rabattement brusque donne à l'ennemi le signal de la déroute.

L'infanterie française, qui suit le chemin en contre-bas, ramasse des mitrailleuses et abat à coups de fusil ou de baïonnette une centaine d'Allemands.

Au même moment, notre deuxième ligne est fixée sur place par une étrange apparition.

Une colonne épaisse de gens qui courent débouche sur le talus. Est-ce une contre-attaque? Certains le croient. Mais bientôt on se rassure. Car ces coureurs ont tous les mains levées et, si gênante

que soit cette attitude, ils font des sauts de lièvre jusqu'à notre tranchée.

Plus de doute : ce sont les Allemands qui se rendent. Ils vont vite, car plus encore que de nous ils ont peur de leur artillerie, toujours impitoyable à ce genre de fugue.

D'un seul élan, ils traversent le cimetière, l'ex-première ligne allemande, notre tranchée de départ et arrivent essoufflés à notre tranchée de soutien. Ils sont près de 400, dont 7 officiers, qui déclarent avoir mis fin à une résistance impossible.

Notre succès a été prompt : tout cela s'est passé en moins d'un quart d'heure. Les compagnies placées à droite et à gauche des compagnies d'attaque en profitent aussitôt avec cette admirable spontanéité dont les récents combats ont fourni tant de preuves.

Le soir tombe. Mais la nuit même ne nous arrêtera pas.

Nous commençons par enlever tout l'îlot de maisons qui est au sud de l'église. Notre récolte de mitrailleuses s'augmente.

En même temps, au delà des lisières d'Ablain, au croisement du chemin de terre signalé ci-dessus et d'une route qui longe la voie ferrée Carency-Souchez, nous prenons d'assaut un fortin connu dans le vocabulaire local sous le nom de « fortin des quatre boqueteaux ».

Nous trouvons là du matériel et des approvisionnements. La lutte dure une demi-heure à coups de grenades. Les Allemands se sentent perdus et ne résistent guère.

Il reste à en finir avec le village : la chose se fait dans la matinée du 29. Presbytère, église, fortement tenus encore, tombent aux mains de nos soldats.

Les Allemands, dans ce dernier îlot, ont trois compagnies qui se battent bien, mais moins bien que nos hommes. De cet effectif de plusieurs centaines de soldats, il en reste vingt vivants que nous faisons prisonniers. Les autres sont tués à la baïonnette ou succombent sous les coups de l'artillerie allemande qui exécute sur Ablain, perdu pour les siens, un violent tir de représailles.

Cette dernière partie du combat nous coûte plus cher que la première. Ce fait d'armes nous coûte environ 200 tués ou blessés, la plupart atteints par les « marmites ».

Dans l'après-midi du 29, tout Ablain est en notre pouvoir, 500 cadavres allemands en encombrent les ruines. Environ 500 prisonniers et 14 mitrailleuses — sans compter celles que nous retrouverons vraisemblablement dans les décombres — restent entre nos mains.

Telle est la brillante action que le communiqué allemand résume en écrivant : « Sans que l'ennemi s'en aperçût, nous avons retiré de la partie Est d'Ablain la petite garnison que nous y avions et dont le maintien sur cette position avancée nous eût coûté des pertes inutiles. »

Les morts allemands couchés dans Ablain et les prisonniers que nous avons faits donnent une réplique décisive à cet ingénieux commentaire.

De Reims à Nancy.

Du 1er au 10 Mai

Le 1er. dans le bois Le Prêtre, nous enlevons plusieurs tranchées.

Le 2, bombardement d'un fort avancé de Metz avec nos canons de marine.

Le 3, violentes offensives toutes repoussées à Beauséjour, Bagatelle et dans le bois Le Prêtre.

Le 4, combat acharné dans le bois d'Ailly. Trois régiments allemands y prennent part. Élément de tranchée perdu reconquis.

Le 5, nous prenons deux lignes de tranchées dans le bois Mortmare.

Du 11 au 20 Mai

Le 12, offensive repoussée à Berry-au-Bac, à Marie-Thérèse, à Bagatelle.

Le 14, échec d'une attaque allemande dans le bois d'Ailly.

Le 16, au nord-ouest de Ville-sur-Tourbe, l'ennemi fait exploser une mine et lance sur nos positions huit compagnies qu'une vigoureuse attaque fait reculer après les avoir décimées.

Le 17, au bois d'Ailly, nous enlevons divers ouvrages et faisons 200 prisonniers. Au bois Le Prêtre, progression.

Le 20, près de Beauséjour, guerre de sape et de mines. Plusieurs tranchées enlevées au bois d'Ailly.

L'ÉCHEC ALLEMAND DE VILLE-SUR-TOURBE.
(*16 mai.*)

(*Officiel*). — Le communiqué du grand état-major allemand du 16 mai mentionnait en ces termes une action à Ville-sur-Tourbe : « Une attaque nous a rendus maîtres d'un fort point d'appui français de 600 mètres de large et de 200 mètres de profondeur. Nous nous y maintenons malgré trois contre-attaques de nuit où l'ennemi a subi des pertes considérables; une grande quantité de matériel et soixante prisonniers sont tombés entre nos mains. »

Or, à l'heure où la station radio-télégraphique de Cologne lançait ce message (16 heures), il ne restait plus un Allemand vivant dans l'ouvrage de Ville-sur-Tourbe. Plus d'un millier d'entre eux gisaient morts sur le terrain. Le reste des troupes d'assaut, 9 officiers, 400 hommes, dont cinquante seulement blessés, étaient nos prisonniers. Cinq mitrailleuses complétaient le butin.

De notre côté, les pertes totales (tués, blessés, disparus) ne dépassent pas 500 hommes, dont plus de la moitié ne sont que momentanément hors de combat; aucune perte de matériel.

L'échec allemand est donc complet, coûteux, et d'autant plus significatif que l'attaque avait été préparée de longue date avec une extrême minutie, et que les moyens matériels les plus puissants avaient été mis en œuvre.

Nous tenons à Ville-sur-Tourbe une tête de pont sur la rive nord de la rivière, dont la vallée, encadrée de collines assez hautes marque la transition entre les grandes ondulations de la Champagne et les crêtes boisées de l'Argonne.

Le village battu depuis septembre par l'artillerie allemande n'est plus, au milieu des vergers fleuris, qu'un chaos de ruines.

Deux hauteurs, que sépare la grande route de Sainte-Ménehould à Vouziers, le masquent vers le Nord. Dans le sol crayeux de ces deux mamelons, nous avons creusé et aménagé tout un système de tranchées, reliées au village par un lacis de boyaux. Nous occupons ainsi deux ouvrages qui se flanquent réciproquement et bastionnent notre tête de pont. A l'Est, ce sont les tranchées dites du Calvaire. A l'Ouest, c'est l'ouvrage sur lequel s'est porté l'effort allemand. Cet ouvrage forme un saillant très prononcé, dont la flèche est orientée vers le Nord-Ouest et dont les flancs Nord et Ouest se trouvent ainsi commandés par les tranchées voisines.

Par un croquis schématique trouvé sur un officier fait prisonnier, nous savons que l'objectif de l'attaque était limité à la possession de deux lignes de tranchées de la face Nord de l'ouvrage. Nos adversaires comptaient se rendre maîtres ainsi d'un point d'appui solide en vue d'une attaque ultérieure. L'occupation de ce mamelon leur aurait permis d'avoir des vues sur le village. La circulation y fût devenue impossible et les communications avec l'ouvrage du Calvaire du même coup très précaires. Notre tête de pont eût donc été beaucoup plus difficile à tenir.

L'attaque devait être précédée de l'explosion de trois fourneaux de mines. Pour prévenir la vigilance de nos postes d'écoute, les Allemands s'étaient résolus à faire exploser leurs fourneaux assez loin en avant de nos tranchées, et afin que l'entonnoir atteignît celles-ci, ils avaient forcé la charge. On peut évaluer à près de six tonnes d'explosif le chargement de chaque chambre de mine.

Sur le croquis de l'état-major allemand, l'emplacement éventuel des entonnoirs était marqué. Des lignes et des hachures indiquaient en même temps le secteur de chacune des unités chargées de l'attaque. Deux régiments étaient accolés, poussant chacun un bataillon en première ligne. Un fort contingent de pionniers (une compagnie au moins) et une compagnie de mitrailleuses (six pièces) devaient les suivre. De ces dix compagnies il n'est rien revenu dans les lignes allemandes.

Depuis un mois les hommes savaient qu'ils devaient attaquer. L'état-major avait même eu soin d'organiser sur un mouvement de terrain dans la zone de l'arrière un retranchement reproduisant les contours et le dispositif de l'ouvrage français. Les troupes, dans les périodes de repos, y avaient fait plusieurs répétitions de

l'attaque. L'on espérait ainsi créer chez les exécutants une sorte d'automatisme des mouvements.

Tout le mécanisme avait été soigneusement agencé. Un élément du succès faisait cependant défaut : la foi dans le succès. Les prisonniers n'ont pas caché qu'ils estimaient l'entreprise folle et hasardeuse. Aucun d'eux n'espérait en revenir et les papiers de la plupart contenaient des dispositions testamentaires. Les officiers eux-mêmes ont laissé entendre qu'ils n'avaient jamais cru au succès. Un jeune sous-officier, moins réservé, a déclaré : « Si je connaissais celui qui a eu l'idée de cette attaque, je lui dirais bien quelque chose à mon retour en Allemagne. »

Les explosions se produisirent le 15 mai à 18 h. 25. Elles furent d'une violence inouïe et provoquèrent une secousse analogue à celle d'un tremblement de terre. Sur plusieurs points de notre première ligne les parois des tranchées se fermèrent comme des lèvres. Chaque entonnoir, de forme ovale, mesurait près d'une centaine de mètres sur la plus grande largeur. L'un atteignit le saillant de l'ouvrage. Les deux autres se formèrent sur la face Nord entre les tranchées allemandes et les nôtres. La commotion provoqua, au dire des prisonniers, presque autant de dégâts dans les lignes de l'adversaire que dans les nôtres.

En même temps, tous les feux de l'artillerie ennemie se concentraient sur le front de Ville-sur-Tourbe, battant les tranchées du Calvaire, le village et, sur la ligne des collines au Sud, les positions présumées de nos batteries.

Dès l'explosion, les bataillons d'assaut avaient sauté dans notre position. Quelques-uns de nos hommes, environ l'effectif d'une section et demie, se trouvèrent emprisonnés dans leurs tranchées éboulées. Les autres, après le premier mouvement de surprise, se ressaisissant, luttèrent pied à pied. Les Allemands parvinrent à occuper les deux lignes de tranchées de la face Nord. Nous nous maintenions sur la face Ouest, où nos hommes, un instant refoulés, avaient immédiatement contre-attaqué. Une section parvint à délivrer son lieutenant tombé blessé entre les mains de l'ennemi. Tandis que la nuit tombait, une lutte très âpre s'engagea dans cette partie de l'ouvrage.

Les Allemands avaient affaire à forte partie, la garnison de Ville-sur-Tourbe étant composée de troupes de l'infanterie coloniale qui s'étaient déjà illustrées au fortin de Beauséjour.

A 21 heures nous réoccupions sur la face Nord le tiers de la seconde ligne et nous approchions de l'extrémité du saillant.

Les réserves, aussitôt alertées, essayèrent pendant la nuit de poursuivre la contre-attaque, mais les mitrailleuses allemandes nous interdisaient toute attaque à la baïonnette.

Le jour revint : un beau dimanche printanier, tout ensoleillé. Les marsouins, tenaces et ardents, renoncèrent à la baïonnette. C'est à coups de grenades, par les boyaux et les tranchées qu'ils progressaient, gagnant la pointe du saillant, puis se rabattant

sur la face Nord, derrière les sacs à terre poussés de proche en proche. Les hommes s'allongeaient sur les parapets à plat ventre, lançant des grenades par-dessus les barrages. Largement approvisionnés, ils accablèrent l'adversaire sous une pluie incessante d'explosifs. Bientôt les Allemands demandèrent grâce : acculés, enfermés dans le labyrinthe, les uns après les autres, par paquets de plus en plus gros, ils levaient les mains

Leur situation était désespérée. Toute retraite leur était coupée. Non seulement notre artillerie, par un tir de barrage, écrasait les tranchées allemandes de départ sous un ouragan de fer, mais encore des feux d'écharpe balayaient les deux faces de l'ouvrage. Une compagnie allemande qui s'était accrochée devant nos fils de fer sur la face Ouest demeura toute la nuit couchée à plat ventre sous le tir de nos mitrailleuses. Au matin, il n'en restait que deux vivants; ils osaient à peine lever le bras pour agiter un mouchoir blanc.

A 15 heures, les derniers Allemands s'étaient rendus. Nous réoccupions toute la première ligne et nos marsouins avaient la joie d'y retrouver, avec des mitrailleuses un instant perdues, une douzaine de leurs camarades qui, sous la conduite d'un sous-lieutenant, s'étaient maintenus depuis la veille à l'extrémité Est de la ligne, près de la grand'route, et avaient prêté leur aide au nettoyage définitif.

Il fallut encore vider nos tranchées de cadavres allemands. Entre nos lignes et les leurs, tout le terrain en était également couvert et, si l'on en croit un prisonnier, la première ligne allemande était pleine aussi de morts, les bataillons de soutien qui y étaient massés ayant été fort éprouvés par le tir de notre artillerie.

Le troupeau des captifs a été évacué sur l'arrière : Westphaliens, Hessois et Thuringiens, jeunes hommes, pour la plupart entre vingt et trente ans, dont quelques-uns n'avaient jamais tenu un fusil il y a quelques mois. Sur le visage de la plupart on lit la satisfaction d'en avoir fini avec la guerre. Ils ont regardé d'un œil hébété le théâtre que les troupes coloniales ont organisé dans un de leurs cantonnements de repos; ils regardent aussi avec surprise leurs vainqueurs, tous ces marsouins alertes dont le regard brille vif sous le képi bleu de ciel timbré de l'ancre rouge.

Ceux qui se sont battus à Ville-sur-Tourbe, sont presque tous des côtes de l'Océan, du Poitou, de la Saintonge et de la Guyenne il y a aussi des Médi erranéens, des inscrits maritimes, des Provençaux et des Languedociens. Ce qui frappe chez tous, même les plus gravement blessés, c'est une merveilleuse bonne humeur, un esprit personnel, vivant et original.

Un petit sapeur du génie de vingt ans, élève de l'École des Mines d'Alais, a reçu par l'explosion d'un obus, 150 blessures : sa jambe est presque déchiquetée; on la sauvera cependant. Il

raconte avec un sourire tranquille comment il fut enseveli par l'explosion : « Je n'avais qu'une idée, dit-il, je cherchais ma jambe ».

Un cultivateur de l'Hérault, un homme qui a près de la cinquantaine, a eu le bras emporté par un éclat d'obus ; il a achevé lui-même l'amputation avec son couteau. Il refait avec précision à ses chefs qui viennent le voir le récit du combat. Depuis août il était au front ; ce paysan est devenu un guerrier : toutes les choses de la guerre lui sont familières ; il s'y passionne jusqu'à la mort.

Du 21 au 31 Mai

Du 21 au 31, peu d'action d'infanterie, sauf dans les derniers jours. Action constante de l'artillerie.

Le 31, tranchées enlevées aux lisières du bois Le Prêtre.

La conquête du bois Le Prêtre.

(*Mai 1915.*)

(*Officiel*). — Depuis l'automne on s'est battu sans trêve dans le bois Le Prêtre.

En septembre, nous étions devant les lisières de la forêt. Durant tout l'hiver, nous avons avancé sous les futaies à la sape ou par des attaques de vive force.

Notre offensive ne s'est jamais ralentie. Le commandement a proportionné l'effort aux forces de la troupe, mais jamais l'ennemi ne nous a imposé sa volonté. S'il nous est arrivé de perdre ce que nous avions gagné, une nouvelle attaque nous entraînait au au delà du gain précédent. Après sept mois de lutte incessante, nous sommes enfin au but.

Les régiments à qui revient l'honneur de cette conquête et où Lorrains et Parisiens combattaient côte à côte, ont fait preuve, au cours d'un hiver rigoureux, d'une résistance et d'une santé morale et physique qui sont à l'honneur de la race.

Lorsque la division dont il s'agit arriva devant le bois Le Prêtre, c'était après les durs et glorieux combats de Limey et de Lironville, où elle avait contenu les forces allemandes qui couvraient en flanc-garde la poussée vers Saint-Mihiel (dernière semaine de septembre).

L'ennemi, en retraite, se retrancha sur le rebord de la vaste cuvette que dominent le bois de Mortmare, la forêt des Venchères et la forêt du bois Le Prêtre.

Les positions allemandes du bois Le Prêtre formaient un bastion en saillant, dominant, à l'Ouest, la Haye, à l'Est, la vallée de la Moselle et Pont-à-Mousson.

Un ravin, au fond duquel jaillit une source, la fontaine du Père-Hilarion, entaille la forêt. A l'Est se dessine un fort mouvement de terrain, dont le point culminant se trouve sous bois. A l'Ouest s'élève une hauteur cotée 372, dont l'éperon dépasse la lisière de la forêt. La Croix-des-Carmes en marque le sommet.

La partie du bois en lisière, qui chevauche cette crête, est connue, dans les dénominations forestières sous le nom de « Quart en réserve ».

C'est la conquête de ce saillant Ouest, point d'appui et observatoire d'artillerie, qui a été notre objectif final.

Dès le 30 septembre nous prenons pied aux lisières Sud-Ouest de la forêt.

Le même mouvement se prononce vers l'Est en avant de Montauville. Le 29 octobre un poste allemand est enlevé au saillant sud-est.

Des combats s'engagent qui se terminent par l'occupation de toutes les lisières méridionales de la forêt.

Notre effort se concentre dès lors sur le ravin du Père-Hilarion; après l'avoir occupé nous poussons au delà vers l'Est, nous rendant successivement maîtres de deux layons qui coupent la forêt d'Est en Ouest.

Cette progression est continue et méthodique.

D'une base de départ organisée avec le plus grand soin, nos troupes font tache d'huile à l'intérieur de la forêt, par bonds, en refoulant peu à peu les éléments avancés de l'ennemi.

Notre ligne se trouve ainsi jalonnée par des petits postes qui se retranchent fortement dans les points les plus favorables.

L'infanterie fait ainsi des progrès journaliers. Devant elle les petits postes ennemis lâchent pied et notre ligne arrive bientôt à se mouler sur la principale ligne de résistance ennemie, qu'il faut enlever de vive force.

On amène de nuit des canons jusqu'aux tranchées, en ayant soin de ne pas dévoiler leur présence avant l'heure de l'attaque.

Les sapeurs du génie font sauter avec des pétards de mélinite les défenses accessoires. Puis, soudain, le canon tire à obus explosifs, à bout portant (parfois à moins de cent mètres) sur les blockhaus et les mitrailleuses de flanquement.

Cette intervention produit plus d'une fois une panique dans les rangs de l'ennemi qui cède devant les baïonnettes de nos fantassins.

Et lorsque l'ennemi veut contre-attaquer, le canon l'arrête par un tir d'obus à mitraille.

Tels furent en décembre, sous la neige et la pluie les combats du ravin du Père-Hilarion. Il s'y est dépensé beaucoup d'ingéniosité et d'audace.

Le plus bel éloge qui en ait été fait, nous le trouvons dans la dernière parole d'un des ouvriers de cette œuvre héroïque, un brigadier d'artillerie blessé mortellement au cours d'une de ces actions, qui répondit aux paroles d'encouragement de son lieutenant : « Cela ne fait rien puisqu'on a fait du bon travail. »

A partir de janvier nos attaques s'orientent vers la partie ouest du bois, vers le « Quart en réserve ». Il s'agit de s'emparer de la hauteur de la Croix-des-Carmes, entreprise très dure, car les

Allemands, après leurs premiers échecs, se sont ressaisis et opposent à nos attaques une résistance désespérée. On ne progresse que cent mètres par cent mètres et sur les pentes du mamelon, il faut enlever successivement quatre lignes de tranchées profondes, hérissées de défenses accessoires et flanquées par des mitrailleuses.

Les premières attaques ont lieu le 17 janvier. Elles nous donnent 450 mètres de tranchées; mais une contre-attaque parvient à nous en reprendre une partie.

Un mois après, le 16 février, une seconde ligne tombe en nos mains. Le 28, nous prenons un blockhaus.

A partir de ce moment, l'ennemi réagit avec violence. Il nous lance des torpilles aériennes et nous bombarde à coups de grenades à main. Du 1er au 5 mars, il déclenche d'incessantes contre-attaques qui échouent.

Le 15 mars il fait exploser une série de fourneaux de mine sous nos tranchées, réussit à y prendre pied, mais ne peut s'y maintenir. Au soir nos fantassins sont réinstallés dans les tranchées complètement bouleversées par l'explosion du matin.

Le 30 mars, au matin, nous attaquons et nous enlevons une troisième ligne de tranchées.

Les Allemands nous contre-attaquent alors à cheval sur la lisière du bois avec plusieurs bataillons. Ils refoulent un instant nos troupes. Mais ils sont ensuite eux-mêmes repoussés et laissent entre nos mains 140 prisonniers dont trois officiers.

L'ennemi reste fortement retranché au sommet de la hauteur, dans une ligne de blockhaus souterrains, recouverts de troncs d'arbres d'environ un mètre de diamètre.

C'est sur cette ligne que l'on combat pendant la première quinzaine d'avril, sous des rafales de pluie et de neige, d'une façon continue. Un mouvement de flux et de reflux entraîne et ramène nos hommes. On se bat dans les boyaux, derrière les barrages, à coups de grenade, et les deux artilleries couvrent cet étroit espace de terrain de projectiles qui fauchent les arbres, ébrèchent les parapets, comblent les boyaux.

Alors même que les attaques d'infanterie font trêve il faut travailler, remuer la terre, pour remettre les tranchées en état sous le tir continuel et très précis de l'artillerie ennemie.

Les Allemands, qui ont subi des pertes considérables, amènent sans cesse des troupes de renfort, réserve d'armée, troupes de Metz, environ seize bataillons, montrant ainsi le prix qu'ils attachent à cette position.

Le dernier effort est donné en mai. Nos soldats sont impatients d'attaquer. Les conscrits de la classe 1915 sont les plus ardents. Ils savent qu'on se prépare, et chaque jour ils demandent à leurs officiers : « Quand est-ce qu'on va charger à la baïonnette? »

L'attaque a lieu le 12 mai — elle est précédée d'un bombardement de cinquante minutes — et nous rend maîtres des bloc-

khaus. Une contre-attaque nous les reprend, mais pour peu de temps.

Nous sommes aujourd'hui au delà de la crête, sur la pente nord, l'ennemi restant accroché à notre contact, sur les pentes est et ouest.

Il a vainement essayé depuis lors de contre-attaquer. Nos barrages d'artillerie ont suffi à l'arrêter.

Les prisonniers faits au cours des combats de mai — il y en a environ deux cents — ont paru très déprimés par les pertes subies et la violence de notre feu.

L'aspect de la forêt. — Quand on monte depuis Montauville jusqu'au Quart en réserve, on pénètre aux lisières sous une voûte de vieux arbres à l'épaisse frondaison. Mais à mesure que l'on se rapproche, la forêt s'éclaircit.

Voici le terrain des attaques de janvier. Beaucoup d'arbres sont ébranchés, mais ils verdissent encore et le sol, entre les boyaux, s'est couvert d'une végétation nouvelle.

Plus loin, les troncs se dressent nus et dépouillés, sans une feuille, avec de grandes cassures; c'est ici que l'on s'est battu en février et en mars.

Enfin voici le théâtre des derniers combats : c'est la dévastation la plus complete; tous les arbres fauchés à quelques mètres du sol, un terrain de pierraille, tourné et retourné par les obus; des débris d'armes et de vêtements, les blockhaus allemands écrasés par nos obus, leur toiture de gros troncs broyée et émiettée.

On dépasse ici le changement de pente et maintenant au-dessus du parapet on aperçoit un vaste paysage, le vallon de Vilcey, le bois de Frière, tout le panorama de la Haye.

On a sous les yeux l'envers des positions allemandes, les pistes de ravitaillement et les chemins par lesquels s'en venaient les relèves et les renforts vers ce bois Le Prêtre que les soldats allemands ont baptisé « le bois de la Mort, le bois des Veuves » et que nos troupiers appellent plus gaiement « notre forêt ».

De Nancy à l'Alsace.

Du 1er au 10 Mai	Le 5, nous prenons le mamelon est de Sillecker-Wasen et nous progressons vers Steinbruck.

Le 6, nous reperdons notre avance sur le Sillecker-Wasen.

Le 8, sur la Fecht, progression française de près d'un kilomètre sur un front de 1500 mètres vers Metzeral.

Du 11 au 31 Mai	Le 30, tranchées enlevées dans le massif de Schnepfenrieht-Kopf.

FRONT ITALIEN

Du 25 au 31 Mai Le 25, les Italiens envahissent le territoire autrichien.

Le 26, ils prennent l'offensive sur la frontière.

Le 27, ils occupent plusieurs localités de la frontière du Trentin et de la Carniole.

Sur mer.

Le 2 mai, deux torpilleurs allemands et un anglais sont coulés dans un combat naval.

Le 8, torpillage sans avertissement du paquebot *Lusitania* dans les eaux anglaises. Treize cents victimes, hommes, femmes, enfants, et une centaine d'Américains du Nord.

Le 13, le cuirassé anglais *Goliath* est torpillé et coulé. Le sous-marin anglais *E-14* coule un transport et deux canonnières turcs.

Le 14, bombardement efficace de la côte turque par la flotte russe.

Le 24, dans l'Adriatique, bombardement de quelques villes italiennes par des torpilleurs autrichiens. Venise reçoit quelques bombes.

Le 26, le cuirassé anglais *Triumph* est coulé par un sous-marin allemand. Même sort au cuirassé anglais *Majestic*.

RÉSUMÉ DES OPÉRATIONS MARITIMES DU MOIS DE MAI

Les sous-marins allemands continuent leurs opérations de torpillage. Le paquebot *Transylvania*, de la Compagnie Cunard, frère du *Lusitania*, a été très menacé en vue des côtes ; il a dû éteindre ses feux, manœuvrer et donner toute sa vitesse pour échapper à un sous-marin qui le guettait. On croit à la présence de quelques sous-marins en Méditerranée.

Général Humbel. (*Revue Hebdomadaire.*)

Dans l'air.

Le 2 mai, quatre taubes survolent Épinal et lancent des bombes.

Le 10, des zeppelins lancent 80 bombes sur Southend et Westcliff (Angleterre).

Le 11, un avion bombarde un hangar de zeppelins à Maubeuge. Un taube lance cinq bombes sur Saint-Denis. Six victimes.

Le 18, raid de zeppelins au-dessus de Ramsgate, Rochester, Douvres et Calais.

Le 22, un taube lance huit bombes sur Paris. Dégâts matériels.

Le 23, un taube sur Château-Thierry.

Le 24, deux taubes sur la banlieue nord-ouest de Paris.

Le 26, raid de zeppelins sur la côte anglaise. Bombardement de Southend (70 kilom. de Londres).

Le 27, bombardement de Ludwigshafen par des avions français. Dégâts matériels importants.

Le 29, un aviatik est abattu près de Miancourt.

Le 31, un aviatik italien bombarde Pola.

RÉSUMÉ DES OPÉRATIONS MILITAIRES DU MOIS DE MAI

Dans les Flandres, notre front et celui de nos alliés part de Lombartzyde, à l'ouest de Nieuport, pour suivre l'Yser dont la rive gauche est de nouveau débarrassée d'Allemands depuis le 17 mai, à la suite des combats de Steenstraete et de Hetsas, et en dépit d'une furieuse contre-attaque. Plus au Sud, nos lignes, passant à l'ouest d'Ypres, rejoignent par Messines la frontière française et forment autour de Lille un arc de cercle passant par le hameau des Épinettes, à l'est d'Armentières, et aboutissant à l'ouest de la Bassée sur la route de Béthune à Lille, au sud de Festubert. Dans cette région, nos alliés, qui s'étaient, il y a quelques semaines, emparés de Neuve-Chapelle et de ses environs, ont fait, ces jours-ci, de sérieux progrès autour de Richebourg-l'Avoué, de la Quinque-Rue, de Festubert et de Givenchy. De là, nous nous prolongeons, entre Vermelles et Loos, sur Arras, en passant par Notre-Dame-de-Lorette, Ablain-Saint-Nazaire, Carency et Neuville-Saint-Vaast, points et localités récemment conquis à peu près entièrement.

Au sud d'Arras, nos lignes, peu modifiées depuis plusieurs mois, passent à l'est d'Albert, à la Boisselle, franchissent la Somme à Bray, poursuivent vers le Sud par ou près Chaulnes, Roye, Lassigny, atteignent l'Oise à Ribecourt, la franchissent et gagnent l'Aisne par Tracy-le-Val, Tracy-le-Mont et Nouvion, suivant cette rivière de Cuffies, en aval et près de Soissons, à Vailly; de là, elles montent au Chemin des Dames, le suivent jusqu'à l'ouest de Craonne et descendent à la rivière sur Berry-au-Bac, puis tournent autour de Reims, de la ferme de Luxembourg (nord-ouest), à celle d'Alger (sud-ouest); elles gagnent ensuite l'Argonne en suivant d'abord la voie romaine, puis en passant par Souain, Perthes, la butte du Mesnil, Massiges, Ville-sur-Tourbe. Nos tranchées traversent l'Argonne suivant une ligne nord-ouest-sud-est partant de Bagatelle, passant au Four-de-Paris,

suivant le ruisseau du Meurissone et aboutissant au sud de Boureuilles.

Entre Argonne et Meuse, nos positions sont jalonnées par Vauquois, les bois de Cheppy, de Malancourt et des Forges.

Autour de Verdun, nous occupons le demi-cercle Consenvoye-Ornes-Etain, Parlid-les-Eparges, Saint-Rémy-Spada-les-Paroches.

Au sud de Saint-Mihiel, nous occupons le bois d'Ailly, le bois Brûlé, une partie du bois de Mortmare et la totalité du bois Le Prêtre.

Au nord de Pont-à-Mousson, nous sommes maîtres du signal de Xon ; de là nous gagnons la forêt de Parroy, dont les Allemands n'occupent plus que la corne nord-est, puis Emberménil, d'où une ligne droite tirée jusqu'au Donon donne à peu de chose près, la ligne de démarcation entre les deux armées.

En Alsace, nous avons pris pied sur le versant oriental des Vosges au col de Saint-Dié, où notre avance est faible, à celui de la Schlucht où, dans la vallée de la Fecht, nous luttons pour la possession de Munster. Nous dominons la plaine en face de Cernay par la position du Hartmannswillerkopf; dans la vallée de la Thur, nous occupons Thann et, à partir de ce point, la portion de la Haute-Alsace à l'ouest d'une ligne passant par Burnhaupt, franchissant la voie ferrée de Belfort à Mulhouse, à l'ouest d'Altkirch et rejoignant la frontière suisse près de Ferreto.

Juin 1915.

De la mer du Nord à Reims.

Du 1er au 10 Juin

Le 1er, tranchée conquise dans le bois, à l'est de la route Aix-Noulette-Souchez. Occupation de la sucrerie Souchez après un violent combat. Important progrès dans le Labyrinthe.

Le 2, les Anglais enlèvent le château Hooge près de Zonnebeeke. Progrès dans le Labyrinthe. Conquête d'un groupe de maisons à Neuville-Saint-Vaast.

Le 3, violentes actions d'infanterie à l'est de Notre-Dame-de-Lorette.

Le 4, à l'est de la sucrerie de Souchez, nous enlevons un cabaret fortement organisé.

Le 5, nous gagnons 450 mètres dans le nord du Labyrinthe. Nous tenons plus des deux tiers de Neuville.

Le 6, nouvelles avances dans le village et au Labyrinthe. Près du Moulin-sous-Touvent, nous avons sur un front d'un

kilomètre enlevé des lignes de tranchées et plusieurs ouvrages ennemis.

Le 7, violents combats d'artillerie au nord d'Arras. Près d'Hébuterne, nous enlevons à l'assaut deux lignes de tranchées et la ferme de Touvent (fait 400 prisonniers et pris des mitrailleuses). Près du Moulin-sous-Touvent nous avons repoussé des contre-attaques, fait 250 prisonniers, pris 45 mitrailleuses. L'ennemi laisse 2000 morts sur le terrain.

Le 8, nouveaux progrès à Neuville-Saint-Vaast. Deux lignes de tranchées sont encore prises au sud d'Hébuterne sur un front de 1200 mètres.

Le 9, tout Neuville-Saint-Vaast est en notre pouvoir. Progrès au Labyrinthe. Violentes contre-attaques repoussées à la ferme de Quennevière (Oise).

Comment fut prise la sucrerie de Souchez.

(31 mai — 1er juin.)

(*Officiel*). — La Sucrerie de Souchez est une grosse agglomération de bâtiments de plus de 200 mètres de long, bâtie sur les bords du ruisseau de Saint-Nazaire qui arrose Souchez et Ablain, à peu près à égale distance de ces deux dernières localités.

Des bâtiments, il ne restait, depuis plusieurs semaines, à peu près rien que des pans de mur écroulés. Mais ces ruines mêmes se prêtaient à une organisation défensive que l'ennemi avait renforcée depuis le 9 mai.

Un peu au-dessus de la Sucrerie, dans une île au milieu d'un autre petit cours d'eau, le Carency, trois maisons, démolies également sont connues sous le nom de Moulin Malon.

Les deux cours d'eau coulent dans la même vallée entre deux lignes de hauteurs, celles du Nord constituant les derniers contreforts est du plateau de Lorette, celles du Sud prolongeant les collines boisées de Carency.

A l'est des bâtiments de la Sucrerie, entre ces bâtiments et la voie ferrée, s'étend un vaste terrain marécageux, complètement inabordable. La Sucrerie elle-même est construite en quadrilatère et comporte, autour de plusieurs cours, des hangars, des caves d'un agencement assez compliqué.

Notre offensive contre cette position pouvait partir de l'Ouest (Ablain) ou du Sud-Ouest (Carency et hauteurs voisines). Par l'une ou l'autre voie, nous étions soumis à une redoutable concentration de feux, qui rendait très malaisé l'acheminement des unités.

Le long boyau partant de Carency dans la direction de Souchez, conquis par nous le 12 mai, était lui-même pris en écharpe par l'artillerie ennemie. Entre Ablain et la Sucrerie il n'y avait pas de boyau du tout.

Enfin les hauteurs au Nord étaient encore partiellement tenues

par les mitrailleuses allemandes. Force était donc de procéder avec méthode à la préparation de l'attaque.

Cette préparation fut vivement menée. Maîtres le 28 du cimetière d'Ablain-Saint-Nazaire, notre premier soin fut de nous assurer des communications entre ce point et les bois de Carency.

En face de notre front courait une tranchée allemande hâtivement organisée. Nous réussîmes sans beaucoup de peine à nous en emparer. Cela fait, le 31 mai, nous résolûmes d'attaquer des deux côtés à la fois la position moulin Malon-Sucrerie.

L'une des deux attaques devait partir de l'Ouest, l'autre du Sud. Une violente préparation d'artillerie les précéda.

Cette préparation ne suffit pas à ouvrir la route aux troupes parties d'Ablain. Les batteries allemandes placées sur les hauteurs de Souchez exécutèrent un tir de barrage. En même temps les mitrailleuses des hauteurs au nord de la Sucrerie entrèrent en action. Il fallut stopper.

Au Sud, au contraire, le succès fut prompt. D'un premier bond on sauta sur le moulin Malon qui ne résista guère.

Il était plein — sol et sous-sol — de cadavres allemands, dont beaucoup attendaient depuis plusieurs jours une sépulture, que sans doute la violence de notre feu n'avait pas permis de leur donner.

Du Moulin à la Sucrerie s'étendait un boyau ennemi. Nos fantassins s'y précipitèrent résolument, lançant des grenades à pleines mains. Les Allemands, très démoralisés par notre tir, résistèrent quelques instants, puis se replièrent.

A la baïonnette, on leur donna la chasse et on atteignit ainsi la Sucrerie. Beaucoup de défenseurs de la position levaient les mains avant même que nous y eussions pénétré.

En peu de temps nous fîmes le tour des bâtiments, tuant ce qui résistait, prenant ce qui se rendait, tandis que nos canons interdisaient l'approche de tous renforts. A la nuit, nous étions maîtres du pâté de maisons; il s'agissait de le garder en l'organisant. Une compagnie fut chargée de cette mission. Nos pertes étaient légères.

Le travail était rude, car la nuit était claire et nos travailleurs exposés aux coups de l'ennemi.

Vers minuit, les Allemands, furieux d'avoir perdu une position qui devait leur servir de base pour des contre-attaques sur Ablain, tentèrent un sérieux effort. Ils étaient au moins trois cents contre un effectif inférieur en nombre, fatigué par une journée de lutte, dispersé par les nécessités de l'organisation du terrain.

Après un combat rapide et confus, en pleine nuit, parmi les murs détruits et les trous de marmites, nos hommes refluèrent peu à peu dans le boyau au sud de la Sucrerie jusqu'à courte distance du Moulin.

Si cette situation se maintenait, la Sucrerie était perdue pour nous; tout était à recommencer.

Mais le commandement veillait et en quelques minutes les ordres étaient donnés.

A l'artillerie, un tir de barrage était prescrit sur l'est de la Sucrerie. Aux troupes occupant les lisières est d'Ablain la mission était confiée de se porter sans délai sur la Sucrerie, en suivant le lit du ruisseau profond de quatre-vingts centimètres.

En même temps, la compagnie qui avait un moment cédé à la brusquerie de l'attaque allemande se reformait et, étayée par des renforts, repartait en avant.

Ces dispositions furent prises si rapidement, le tir de notre artillerie se déclencha avec une telle intensité que les Allemands craignirent d'avoir la retraite coupée. Quand notre contre-attaque atteignit la Sucrerie, l'ennemi l'évacuait déjà.

En un clin d'œil, les baïonnettes et les grenades achevèrent le nettoyage. Avant le jour, toute la Sucrerie était de nouveau entre nos mains, et cette fois pour n'en plus sortir.

Une organisation complète de la position fut entreprise aussitôt; le 1er au soir elle était terminée. En même temps, en plein jour et sous un feu violent, des équipes de travailleurs aménageaient les boyaux nécessaires à la sécurité des communications.

Un des sous-officiers de cette équipe resta à son poste huit heures durant, dirigeant ses hommes, avec un éclat d'obus dans la cuisse.

Les soldats qui ont mené à bien cette opération sont ceux qui, depuis le 9 mai, ont conquis Carency et Ablain, ils sont de l'Est. Mais leur amour passionné de la terre française leur rend ces campagnes d'Artois, qu'ils reconquièrent pied à pied, aussi chères que les leurs propres. Ils ne demandent qu'à continuer, pleins d'entrain et de confiance.

Ils ont, en trois semaines, enterré près de 3 000 Allemands et fait plus de 3 000 prisonniers. Agresseurs, s'attaquant à de redoutables positions, ils ont perdu quatre fois moins de monde que l'ennemi.

« C'est, disent-ils, que notre général connaît son métier. » Il est superflu d'ajouter que le chef retourne à ses hommes le compliment.

L'enlèvement du saillant de Quennevière.

(*6 juin.*)

(*Officiel*). — Entre l'Oise et l'Aisne, à l'est de la région vallonnée que couvre la forêt de Laigue, se déploie un vaste plateau, compartimenté par le cours raviné des ruisseaux qui descendent vers l'Aisne.

C'est un pays de grande culture, d'un vaste horizon. Quelques boqueteaux marquent l'emplacement des fermes (Ecafaut, Quennevière, Touvent, les Loges), grands bâtiments entourés de vieux arbres.

Les tranchées sillonnent le plateau, striant de raies brunes les

champs où le blé et l'avoine ont poussé à l'aventure dans les chaumes de l'an dernier.

Ecafaut et Quennevière sont dans nos lignes. Les Loges et Touvent sont à l'ennemi.

Le plateau est incliné en pente légère de l'Ouest vers l'Est.

Devant la ferme de Quennevière, le front allemand formait un saillant à la pointe duquel était organisé une sorte de fortin, tandis que des ouvrages de flanquement protégeaient les deux extrémités.

La première ligne était renforcée à très courte distance d'une seconde, et sur certains points même d'une troisième. A la corde de l'arc formé par le saillant, une tranchée en crémaillère constituait le deuxième front de défense.

Toute cette organisation très puissante a été prise d'assaut le 6 juin. C'est donc l'ensemble du système défensif ennemi, sur un front d'environ 1 200 mètres, qui est tombé entre nos mains.

Les premières pièces d'artillerie allemande se trouvaient immédiatement en arrière, à hauteur d'un ravin qui descend vers Touvent.

L'attaque fut précédée d'un bombardement méthodique de la position. Nos tirs se poursuivirent pendant toute la journée du 5 juin, coupés de longs intervalles, repris ensuite par rafales violentes. A la fin de la journée, les défenses accessoires avaient été bouleversées et brisées.

Pendant la nuit, le tir fut lent mais continu, et accompagné de feux de mousqueterie et du jet de torpilles aériennes, de façon à interdire à l'ennemi tout travail de remise en état.

Le 6 juin, de 5 heures a 9 heures, le bombardement reprit avec une plus grande intensité. Puis il se fit un grand silence jusqu'à 9 h. 45. A ce moment, des rafales courtes, mais d'une extrême violence se succédèrent à des intervalles très rapprochés.

Un fourneau de mine, préparé sous le fortin, fit explosion.

A 10 h. 15, l'infanterie sortit des tranchées.

L'ennemi, à ce moment, avait déjà beaucoup souffert.

Le front de Quennevière était tenu par quatre compagnies du 86e régiment, composé d'hommes des villes hanséatiques et de Prussiens du Schleswig.

Dès le 5, en prévision d'une attaque, les compagnies de soutien placées dans le ravin de Touvent avaient renforcé la garnison des tranchées et deux compagnies de réserve étaient venues prendre leur place.

Les deux bataillons qui se trouvaient ainsi au complet en ligne avaient subi, par le bombardement, de grosses pertes.

Sous le feu de notre artillerie, les Allemands s'étaient terrés, par groupe de quatre, six ou dix, dans leurs abris souterrains. Mais nos gros obus avaient défoncé la couverture de plusieurs de ces trous, tuant ou ensevelissant les hommes.

Les guetteurs eux-mêmes s'étaient cachés.

L'artillerie avait à peine allongé son tir qu'ils virent surgir au-dessus du parapet nos troupiers.

L'assaut fut donné par quatre bataillons, zouaves, tirailleurs et Bretons.

Les hommes étaient sans havresac, ayant chacun trois jours de vivres, 250 cartouches, deux grenades à main et un sac à terre qui, promptement rempli, devait leur fournir un premier abri dans les tranchées prises et retournées contre l'adversaire.

Chaque bataillon avait deux compagnies de première ligne, ayant ordre de pousser au delà des premières tranchées. La seconde vague était chargée du nettoyage de la ligne conquise.

A l'heure fixée, les premières compagnies furent dehors, 150 à 200 mètres les séparaient de la tranchée ennemie. Les baïonnettes brillaient au soleil; on vit toute la ligne d'un même mouvement s'avancer.

L'artillerie allemande, rapidement alertée, s'était mise à battre le terrain. L'infanterie, au contraire, fut surprise. Quelques coups de fusil furent tirés presque à bout portant sur nos soldats au moment où ils abordaient la tranchée. Un officier de zouaves tomba frappé ainsi : il ne poussa qu'un cri : « Vive la France ! »

L'on entendit pendant quelques instants le bruit sec d'une mitrailleuse, mais les mitrailleurs n'avaient plus le sang-froid de pointer; ils tiraient en l'air. La première vague submergea la tranchée. La mitrailleuse se tut.

L'attaque avait été déclenchée à 10 h. 15. A 10 h. 40, les premiers prisonniers arrivaient au poste de commandement du général de division. Un feldwebel, interrogé sur les pertes de l'ennemi, ne put que répéter, avec un œil agrandi d'épouvante : « *Bayonett! Bayonett!* »

Le « nettoyage » prescrit fut rapide et complet. Deux cent cinquante prisonniers représentent les uniques survivants des deux bataillons du 86e.

Les compagnies de soutien du ravin s'étaient portées en avant au moment de l'attaque, mais elles tombèrent sous le feu de notre 75, et en quelques instants furent décimées et dispersées. Quelques hommes, cachés dans des trous ou derrière des buissons, se rendirent dans la journée ou dans la nuit.

Les compagnies ayant un effectif de 230 à 250 hommes, près de 2 000 hommes ont été ainsi, en quelques instants, définitivement mis hors de combat.

Les zouaves, dépassant la deuxième ligne, s'élancèrent vers le ravin de Touvent. Des patrouilles les précédaient. Tout d'un coup, dans un champ de luzerne, on vit les patrouilleurs vaciller et tomber. Il y eut parmi ceux qui les suivaient un instant d'hésitation. Cependant, aucun coup de feu n'avait été tiré.

Le chef de bataillon courut en avant; il reconnut, caché dans le champ, un réseau de fils de fer qui protégeait à quelques mètres plus loin un ouvrage garni de trois canons. Tandis que les

hommes tombés se relevaient, il franchit rapidement les fils de fer et. grimpant sur une pièce, il appela à lui ses zouaves.

Les servants s'étaient tapis dans leur abri. C'est là qu'ils furent pris. On y trouva également un officier d'artillerie couché, en chemise et en caleçon, à qui l'on remit un pantalon de treillis et une veste, et qui fut, dans cet équipage, renvoyé sur l'arrière.

Le commandement s'était aussitôt préoccupé d'organiser la position conquise. Grâce à des têtes de sape déjà poussées avant l'attaque dans la direction des postes d'écoute allemands, la nouvelle ligne était immédiatement reliée à notre ancienne position par des boyaux.

Des équipes de sapeurs aux deux extrémités du saillant mettaient en état de défense, avec des sacs à terre les barrages au point de soudure des deux lignes, où le contact était immédiat.

Les canons de 77 ayant été mis hors d'usage, les éléments qui avaient dépassé la deuxième ligne y étaient ramenés, et notre nouveau front de défense était aussitôt garni de mitrailleuses.

L'ennemi, qui tout d'abord n'avait réagi qu'avec son artillerie, lança bientôt, avec ses réserves locales rapidement alarmées, une contre-attaque mal préparée et follement téméraire.

Les troupes se déployerent en terrain découvert. Sous le feu de nos mitrailleuses et du 75, les lignes de tirailleurs tourbillonnèrent, se brisèrent et fondirent en quelques instants. Quelques officiers vinrent bravement se faire tuer devant la tranchée; ils ne furent pas suivis.

Nos aviateurs avaient signalé l'arrivée de nouveaux renforts : deux bataillons amenés de Roye en autobus. Ces troupes attaquèrent au cours de la nuit, à huit reprises, et furent chaque fois arrêtées par nos tirs de barrage ou nos feux d'infanterie.

Au matin, renonçant à l'attaque de front, l'ennemi chercha à progresser aux deux extrémités du saillant par les boyaux. Mais écrasés sous une pluie de grenades, les Allemands s'épuisèrent. Leur attaque mollit, puis cessa. La fin de la journée du 7 fut calme.

Nous avons compté sur le terrain des contre-attaques environ deux mille cadavres. Les pertes totales de l'ennemi en tués dépassent donc certainement 3 000 hommes, à quoi s'ajoutent les blessés.

Nous avons eu de notre côté 250 tués et 1 500 blessés, presque tous atteints légèrement par éclat d'obus. Les blessures par balles sont très peu nombreuses.

Notre butin comprend vingt mitrailleuses et un très important matériel de tranchées (boucliers, téléphones, cartouches et grenades, jumelles binoculaires).

Le 9 juin, le général commandant l'armée a remis au commandant des bataillons d'assaut la Croix de guerre décernée à ces unités, citées chacune à l'ordre de l'armée.

Dans une clairière, les compagnies déléguées à cette cérémonie

formaient un grand quadrilatère : lignes bleu de ciel des fantassins, lignes khaki des troupes d'Afrique. La canonnade incessante ponctuait les paroles du général qui exprimait à tous sa satisfaction et sa reconnaissance.

L'un des bataillons cités à l'ordre de l'armée appartient au régiment de Palestro, celui sur les contrôles duquel le roi Victor-Emmanuel III figure aujourd'hui, ainsi que jadis son illustre aïeul, avec le grade de caporal.

Le régiment allemand nº 85, auquel l'affaire de Quennevière a coûté la perte totale de deux bataillons, porte le nom de : « Fusilier Regiment Königin ». Son chef est l'impératrice d'Allemagne, reine de Prusse.

La prise des tranchées de Toutvent.
(*7-10 juin.*)

(*Officiel*). — Une double ligne de tranchées sur un front de 1 800 mètres, dont le contour atteint un développement de 2 500 mètres, telles sont les positions allemandes qui, devant la ferme Toutvent, entre Serre et Hébuterne, ont été conquises par nos troupes du 7 au 10 juin.

Le gain en profondeur varie de deux cents mètres à un kilomètre, car la ligne allemande formait, entre les routes Serre-Hébuterne et Serre-Vailly-Naillet, un saillant accentué.

La partie du plateau d'Artois où s'est déroulée cette action, présente un paysage monotone de champs de blé et de betteraves, coupé çà et là de haies vives que jalonnent de grands arbres. Les villages et les fermes sont entièrement cachés dans la verdure. De larges ondulations de hauteur inégale restreignent l'horizon.

Nous occupons Hébuterne. Les Allemands sont à Serre.

Les deux villages se font face à trois kilomètres l'un de l'autre, chacun au sommet d'une légère hauteur. Les tranchées allemandes se trouvaient à mi-distance en avant de la ferme Toutvent dont les champs s'encadrent d'une rangée de grands arbres.

Le système défensif allemand était très perfectionné ; des postes d'écoute formaient des avancées ; les boyaux de communication étaient sinueux et nombreux ; en avant était installé un réseau de fils de fer dense et large. Certaines parties des tranchées avaient été préalablement minées.

De cette organisation si complète, travail de huit mois, nos soldats n'ont plus trouvé que les débris.

Le mérite de cette destruction revient à la perfection de la préparation d'artillerie. Le réglage précis des tirs, l'emploi d'une artillerie lourde puissante, la consommation très large des munitions ont permis ce résultat : les fils de fer étaient arrachés, les tranchées et les boyaux plus ou moins comblés, l'entrée des abris souterrains bouchée.

La garnison de ces ouvrages était assurée par un régiment badois, le 170e.

Cinq compagnies, d'un effectif moyen de deux cents hommes, qui occupaient l'ouvrage, ont été entièrement mises hors de combat. Tué ou prisonnier, aucun homme n'a échappé.

Deux compagnies, qui se trouvaient en réserve de secteur, ont été, elles aussi, presque entièrement détruites au cours des premières contre-attaques. Il est difficile d'évaluer les pertes des autres régiments qui ont participé aux contre-attaques suivantes. Deux bataillons du 99e régiment, ramenés précipitamment de la région d'Arras et lancés dans le combat sans sacs et sans vivres, paraissent avoir beaucoup souffert.

Le nombre des prisonniers faits jusqu'au 11 juin atteint cinq cent quatre-vingts, dont dix officiers.

Les combats ont suivi les phases suivantes : le 7 juin, assaut sur un front de 1 200 mètres ; le 8, élargissement du gain vers le Nord et progression en profondeur ; le 9, extension des gains par un combat dans les boyaux ; le 10, prise de vive force d'une nouvelle ligne d'un développement de 500 mètres au sud des positions déjà conquises.

Les troupes qui ont mené ces diverses actions sont composées de Bretons et de Vendéens ; elles ont été appuyées par des unités appartenant au recrutement des Alpes.

Elles ont toutes fait preuve d'un élan et d'une résistance dignes des meilleures traditions de l'infanterie française. L'esprit de sacrifice s'est révélé, une fois encore, incomparable.

L'heure de l'assaut avait été fixée à 5 heures. Dès 3 heures du matin, l'ennemi alarmé par la préparation d'artillerie et craignant d'être attaqué, avait ouvert sur nos tranchées un feu très violent. Nos batteries achevaient en même temps leur tir de préparation. Des nuages de fumée couvraient toutes les positions.

Au milieu du vacarme des éclatements, sous cette pluie de fer, les troupes d'assaut demeuraient impassibles, dans les parallèles de départ, les commandants de compagnie, l'œil fixé sur leur montre. A 5 heures exactement, d'un même mouvement, sans une hésitation, toute la première ligne sortit et s'élança dans la fournaise. En dix minutes, elle avait dépassé les deux tranchées allemandes et parvenait au point fixé par le commandement où les officiers donnèrent aussitôt l'ordre de se retrancher. Les hommes étaient joyeux : ils criaient : « Vive la France ! », s'embrassaient ; quelques-uns ne voulaient plus s'arrêter et leurs chefs eurent quelque peine à leur faire prendre la pelle.

La deuxième vague avait pénétré dans les tranchées ou plus exactement dans ce qu'il en restait.

Depuis la veille, les communications de ces tranchées avec l'arrière avaient été coupées par notre artillerie ; les hommes n'avaient plus pu recevoir ni vivres, ni munitions. Ils étaient blottis par petits groupes : quelques-uns tirèrent un ou deux coups de fusil.

Les autres levèrent les mains en criant et se précipitèrent à toutes jambes vers nos lignes où les troupes de soutien eurent la

surprise de voir arriver à grande allure cette troupe confuse; les mains en l'air, ils couraient en criant à tue-tête : « Kamerad! Kamerad! »

Ceux qui avaient essayé d'opposer quelque résistance furent rapidement mis hors de combat; chacun de nos hommes s'attachant à « son boche ».

Un troupier qui, depuis longtemps avait pu, à certains indices, repérer dans la tranchée allemande, en face de la sienne, l'abri d'un officier, avait dit à ses camarades : « Pour le jour de l'attaque, celui-là, je m'en charge. » Et, en effet, au jour dit, on le vit foncer à toute vitesse vers l' « offizier unterstand » et en ramener le propriétaire.

Dans les tranchées, on prit ou l'on déterra six mitrailleuses plus ou moins détériorées par notre bombardement, et un matériel nombreux. Nos soldats s'amusèrent à inventorier les sacs des Allemands; ils y trouvèrent une littérature postale assez abondante, quelques conserves de choix et. chez les privilégiés, des saucisses. La position une fois conquise, il fallut la mettre en état; rouvrir les boyaux comblés et aménager les abris.

Tout ce travail de terrassement se fit avec une remarquable célérité. Les hommes se mirent à l'ouvrage sous le feu.

L'ennemi, en effet, avait entrepris, comme il en a coutume, un bombardement systématique des tranchées perdues. Il y employa une artillerie de gros calibre (210 et 105).

Sous les obus, nos soldats ne bronchèrent point, et cette impassibilité sous le feu n'est pas moins digne d'admiration que l'audace dans l'assaut. Un officier, retraçant avec émotion l'attitude de ses hommes, racontait : « Les marmites tombaient et ils plaisantaient. »

Grâce à ce courage, fait de bonne humeur et de fidélité absolue au devoir, nous avons non seulement maintenu tous nos gains en repoussant des contre-attaques, mais nous les avons, par d'incessants combats, élargis en donnant à nos adversaires l'impression de la supériorité incontestable de notre infanterie.

Les ordres du général commandant en chef et la victoire de la Marne.

La légitime curiosité du public français s'applique, parmi tous les événements de la guerre, avec une attention particulière, à la victoire de la Marne. L'heure n'est pas encore venue d'en raconter les détails. Mais on peut dès maintenant préciser les conditions dans lesquelles elle s'est livrée et les ordres qui l'ont préparée :

Le premier de ces ordres date du 25 août. Il est ainsi conçu :

1° *La manœuvre offensive projetée n'ayant pu être exécutée, les opérations ultérieures seront réglées de manière à reconstituer, à notre gauche, par la jonction des 4e et 5e armées, de l'armée*

anglaise et de forces nouvelles prélevées sur la région de l'Est, une masse capable de reprendre l'offensive *pendant que les autres armées contiendront, le temps nécessaire, les efforts de l'ennemi...*

Le mouvement de repli est réglé de manière à réaliser le dispositif suivant, préparatoire à l'offensive :

Dans la région d'Amiens, un nouveau groupement de forces constitué par les éléments transportés en chemin de fer (7e corps, 4 divisions de réserve, et peut-être un autre corps d'armée actif), groupé du 27 août au 2 septembre. Ce groupement sera prêt à passer à l'offensive en direction générale Saint-Pol-Arras ou Arras-Bapaume.

La même instruction générale du 25 août fixe les zones de marche des armées et prescrit :

Le mouvement sera couvert par des arrière-gardes laissées sur les coupures favorables du terrain, de façon à utiliser tous les obstacles pour arrêter par des contre-attaques, courtes et violentes, dont l'élément principal sera l'artillerie, la marche de l'ennemi, ou tout au moins la retarder.

Signé : J. Joffre.

Le but de la manœuvre est ainsi, dès le 25 août, clairement fixé : *elle prépare non point une action défensive, mais l'offensive* qui sera reprise dès que les circonstances paraîtront favorables.

Du 25 août au 4 septembre, les ordres de repli s'exécutent. Mais la rapidité de marche de l'aile droite ennemie, les délais nécessaires à l'armée britannique pour se recompléter et se renforcer, certaines difficultés dans nos transports, provenant de l'encombrement des voies ferrées par les évacuations de Paris, obligent les débarquements d'une partie des troupes envoyées de l'Est au général Maunoury à s'exécuter plus au Sud qu'il n'avait été prévu le 25 août. L'offensive en est retardée.

Le 4 septembre, les reconnaissances de notre cavalerie, celles des avions de l'armée britannique, de l'armée Maunoury et du gouvernement militaire de Paris, font connaître que la droite allemande (armée Kluck) infléchit sa marche vers le Sud-Est (Meaux et Coulommiers), abandonnant la direction de Paris.

Or, à ce moment, notre ancienne armée de gauche (5e armée) est prête à aborder de front les colonnes allemandes et elle est prolongée, vers le Nord-Ouest, par l'armée britannique et l'armée Maunoury, orientée au nord-est de la capitale.

Le dispositif recherché par l'instruction du 25 août pour la reprise de l'offensive est donc réalisé : nous échappons à l'enveloppement; nous prenons la forme enveloppante. Les ailes de notre dispositif trouvent, dans leur contact avec les places de Paris et de Verdun, appui et facilité de manœuvre. Aussitôt, le général en chef décide de passer à l'attaque et donne, dans la soirée du 4 septembre, l'ordre général suivant :

1° *Il convient de profiter de la situation aventurée de la première armée allemande pour concentrer sur elle les efforts des armées alliées d'extrême-gauche. Toutes dispositions seront prises, dans la journée du 5 septembre, en vue de partir à l'attaque le 6.*

2° *Le dispositif à réaliser pour le 5 septembre au soir, sera :*

a) *Toutes les forces disponibles de la 6e* armée, *au nord-est de Meaux, prêtes à franchir l'Ourcq, entre Lizy-sur-Ourcq et May-en-Multien, en direction générale de Château-Thierry. Les éléments disponibles du 1er corps de cavalerie qui sont à proximité seront remis aux ordres du général Maunoury pour cette opération.*

b) L'armée anglaise, *établie sur le front Changis-Coulommiers, face à l'Est, prête à attaquer en direction générale de Montmirail.*

c) La 5e armée, *resserrant légèrement sur sa gauche, s'établira sur le front général Courtacon-Esternay-Sézanne, prête à attaquer en direction générale sud-nord, le 2e corps de cavalerie assurant la liaison entre l'armée anglaise et la 5e armée.*

d) La 9e armée[1] *couvrira la droite de la 5e armée, en tenant les débouchés sud des marais de Saint-Gond, et en portant une partie de ses forces sur le plateau au nord de Sézanne.*

3° *L'offensive sera prise par ces différentes armées, le 6 septembre, dès le matin.* Signé : J. Joffre.

Dès le lendemain matin, des ordres sont donnés en conséquence aux 4e et 3e armées opérant à la droite des precédentes.

4e armée. — *Demain, 6 septembre, nos armées de gauche attaqueront de front et de flanc les 1re et 2e armées allemandes. La 4e armée, arrêtant son mouvement vers le Sud, fera tête à l'ennemi, en liant son mouvement à celui de la 3e armée qui, débouchant au nord de Revigny, prend l'offensive en se portant vers l'Ouest.*

3e armée. — *La 3e armée se couvrant vers le Nord-Est, débouchera vers l'Ouest pour attaquer le flanc gauche des forces ennemies qui marchent à l'ouest de l'Argonne. Elle liera son action à celle de la 4e armée, qui a l'ordre de faire tête à l'ennemi.*

Le 6 septembre au matin, enfin, le général en chef adresse aux armées une proclamation, qu'on a prise, à tort, pour un ordre tactique et qui n'était, en réalité, qu'un appel au dévouement des troupes; cette proclamation, souvent publiée, était ainsi conçue :

Au moment où s'engage une bataille dont dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière; tous les efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée.

Tels sont les ordres qui ont préparé la bataille d'où est

1. La 9e armée avait été constituée le 27 août entre la 5e et la 4e.

sortie notre victoire, conçue, dès le 25 août, dans son but et dans ses moyens.

Du 11 au 20 Juin

Le 11, nous progressons dans le Labyrinthe et enlevons plusieurs boyaux allemands près de la route d'Arras à Lille. A la ferme Touvent nous entamons les lignes allemandes sur une longueur de plus de 2 kilomètres et sur une profondeur d'un kilomètre.

Le 12, lutte d'artillerie autour d'Arras. Progrès dans le fond de Buval.

Le 13, nous nous emparons de la station de la voie ferrée à Souchez. La crête située au nord de la sucrerie est enlevée d'assaut. Lutte à coups de grenades au Labyrinthe. Au sud-est d'Hébuterne nous enlevons trois lignes ennemies. L'ennemi bombarde Soissons.

Le 14, les troupes belges détruisent un blockhaus auprès du château de Dixmude. Progrès à l'est de Lorette. Nous avons perdu une partie des tranchées conquises près de Souchez.

Le 15, l'ennemi bombarde Compiègne avec des pièces à longue portée.

Le 16, au nord d'Ypres les Anglais s'emparent d'une ligne de tranchées allemandes.

Le 17, violents combats au nord d'Arras. Nous enlevons plusieurs lignes de tranchées des deux côtés de la route Aix-Noulette-Souchez. Les Allemands sont presque complètement entourés dans le fond de Buval. Avance sur Souchez. Nous prenons pied dans le parc du château de Carleul au nord, à l'est et au sud de Neuville (première ligne ennemie prise, 600 prisonniers).

Le 19, nous enlevons d'assaut le fond de Buval, prenons plusieurs tranchées dans la direction de Souchez.

Le 20, progrès d'un kilomètre environ à l'est du fond de Buval.

La conquête du Labyrinthe.
(30 mai — 19 juin.)

(*Officiel*). — Le système d'ouvrages et de tranchées que nos soldats ont baptisé le Labyrinthe formait entre Neuville-Saint-Vaast et Écurie un saillant de la ligne ennemie, et c'est sa position qui expliquait sa puissance.

On l'avait renforcé pendant des mois, parce qu'on le sentait exposé, d'où le dédale de blockhaus, d'abris, de tranchées et de boyaux, dont nos avions nous avaient rapporté l'impressionnante image.

U. OF

Orienté d'Ouest en Est, dans une sorte de cuvette, le Labyrinthe avait pour axes principaux deux chemins creux profonds d'où rayonnaient sur deux kilomètres du côté des ouvrages de toutes sortes garnis de mitrailleuses et de lance-bombes.

Notre attaque du 9 mai avait à peine mordu sur l'extrémité sud. Les journées suivantes n'avaient pas modifié la situation et notre offensive soit au nord, soit au sud restait toujours exposée aux feux de ce redoutable flanquement.

A la fin de mai, le commandement français décida d'en finir et l'ordre fut donné d'enlever pied à pied le Labyrinthe.

L'opération comportait deux phases principales et de nature différente.

Il fallait d'abord, par un assaut bien préparé et vivement mené, prendre pied dans l'organisation ennemie. Il fallait ensuite progresser à l'intérieur des boyaux en refoulant pas à pas l'adversaire.

Ces deux opérations ont duré plus de trois semaines. Elles nous ont valu un succès complet.

Le débouché devait être dur, car de nombreuses batteries allemandes, comprenant du 77, du 150, du 210, du 280 et même du 305, concentraient leurs feux sur nous. Il y en avait à Givenchy, à la Folie, à Thélus, à Farbus et à Beaurains, au sud d'Arras.

Les trois régiments chargés de l'attaque disposaient, il est vrai, d'une nombreuse artillerie. Mais si nos canons devaient infliger à l'infanterie ennemie plus de pertes encore que les canons allemands n'en infligeaient à la nôtre, les batteries opposées restaient insaisissables les unes pour les autres et, des deux côtés, c'est le fantassin qui recevait les coups.

Nos hommes le savaient et en prenaient leur parti.

C'est le 30 mai que l'assaut fut donné, un régiment marchant du Sud au Nord, un de l'Ouest à l'Est, l'autre du Nord au Sud.

L'élan fut admirable sur tout le front, et, partout, sauf à droite, on enleva la première ligne, que nos engins de tranchées avaient complètement écrasée.

Derrière cette première ligne, il y avait un grand nombre de barricades et de fortins : nous en prîmes quelques-uns, les autres nous arrêtèrent.

150 prisonniers, surpris dans leurs trous par la charge furieuse de l'infanterie française, tombèrent ce jour-là entre nos mains.

Dans la nuit du 30 au 31, une contre-attaque allemande nous fit perdre 50 mètres de notre gain. A l'aube tout était reconquis.

Dès ce moment la guerre de boyaux commençait : il y avait le boyau von Kluck et le boyau d'Eulenbourg, les Buissons et la Salle des Fêtes, sans compter d'innombrables ouvrages numérotés, dont le plan donne le sentiment des difficultés inouïes que nos troupes avaient à vaincre.

Sans arrêt, du 30 mai au 17 juin, elles se sont battues dans ces terres trouées et pleines de morts. Le combat n'a jamais cessé ni de jour ni de nuit.

Les éléments d'attaque, constamment renouvelés, écrasaient les Allemands à coups de grenades, démolissaient la barricade en sacs à terre quand l'ennemi cédait, la reconstruisaient 50 mètres plus loin : pas une heure de trêve, pas un instant de répit.

Les hommes, sous le soleil si chaud dans les boyaux, se battaient nu-tête, en bras de chemise. Pas un n'eût admis l'hypothèse de s'arrêter avant de tenir le Labyrinthe entier.

On a tout dit de l'élan de nos fantassins. Mais on n'a pas assez dit que leur ténacité égale leur élan et que leur volonté obstinée est un des éléments essentiels de leurs succès.

Chacune de ces journées sanglantes et monotones a vu des actes d'héroïsme incomparables. Le 1er juin, un lieutenant, avec un homme, va reconnaître en rampant la grosse barricade qui barre le chemin creux, centre de la résistance ennemie. L'ouvrage lui semble peu garni. Il saute dedans, appelle sa compagnie : dix minutes après, 250 prisonniers sont cueillis par une force quatre fois moins nombreuse, au sortir de leurs abris.

Le même jour, dans la partie sud, 150 Allemands se font prendre et des mitrailleuses tombent entre nos mains.

Par trois côtés à la fois, nous atteignons le chemin creux, où les Allemands avaient creusé à 10 mètres sous terre de redoutables abris.

L'artillerie ennemie, sans discontinuer, tire en arrière de notre première ligne, que son contact immédiat avec l'adversaire protège contre les obus.

Nos réserves souffrent, car dans ce terrain bouleversé, où chaque coup de pioche déterre un cadavre, on ne peut aménager que lentement les abris profonds qu'exige la situation.

Nous perdons du monde. Mais le moral ne fléchit pas. Les hommes ne demandent qu'une chose : aller de l'avant et se battre à la grenade au lieu d'attendre, l'arme au pied, la chute implacable des marmites.

Ce sont de dures journées. Aux combattants il faut porter constamment des munitions, des vivres et surtout de l'eau. Car à lancer sans arrêt leurs grenades, couverts de sueur et de poussière, ils s'épuisent vite.

Tout le monde fait de son mieux. Sous le feu on pousse en avant les canons de tranchées dont les énormes projectiles, lancés à courte distance, épouvantent l'ennemi.

Les sapeurs creusent la terre pour éventer les mines possibles. L'un d'eux, avec son caporal, est tué. Mais le sapeur continue, repousse l'ennemi et s'en tire sain et sauf, — avec la Médaille militaire.

Tout près de la ligne de combat, un bataillon territorial travaille la terre et fait les corvées. Chacun à sa place, et, de son mieux, collabore à l'effort commun.

La continuité du succès est d'ailleurs le meilleur des réconforts. Après le chemin creux, on atteint le point dit « Salle des Fêtes ».

Les Allemands avaient trouvé ce nom. Pourquoi? On a supposé qu'il y avait là d'anciennes carrières offrant des abris à toute épreuve. Nous les avons cherchées sans les trouver.

Pendant quarante-huit heures, nos hommes ont vécu dans l'attente d'une explosion de mines qui ne s'est pas produite. Nous avons inondé de chaux les cadavres entassés là-dedans et nous avons continué.

Ainsi, peu à peu, notre progression, signalée par le nuage de poussière que soulève le combat à coups de grenades, nous a conduits à l'extrémité nord du Labyrinthe.

Nous étions face à un grand boyau, le boyau d'Eulenbourg. Le 14 et le 15 nous avons creusé à 100 mètres une parallèle de départ. Entre notre parallèle et la ligne ennemie s'étendait un champ de coquelicots d'un rouge éclatant.

Le 16, à midi quinze, nos hommes sont sortis de la parallèle. Ils se sont dressés sur le talus et ont couru à travers les coquelicots. Ils ont atteint le boyau allemand et ils ont sauté dedans. L'opération a duré trois minutes.

Avec une belle précision, l'artillerie ennemie a aussitôt déclenché son tir. Mais le fantassin français garde ce qu'il tient. On s'est battu dans les tranchées Eulenbourg et voisines, l'après-midi du 16, la nuit du 16 au 17, la journée du 17 et jusqu'au 19.

Finalement, tout cela est à nous après des alternatives diverses, et le Labyrinthe nous appartient.

Les Allemands ont perdu au Labyrinthe un régiment entier, le 161e. Nous avons fait un millier de prisonniers : le reste est mort.

Un régiment bavarois a été aussi décimé.

Nos pertes se montent à 2000 hommes dont beaucoup de blessés légers.

La résistance a été furieuse, comme l'attaque. Malgré le terrain, malgré l'organisation défensive accumulée depuis sept mois, malgré l'artillerie, les lance-bombes et les mitrailleuses, nous sommes restés cependant vainqueurs. Nos soldats ont gagné, parmi les souffrances du combat, la foi absolue dans leur supériorité, que le résultat affirme.

Du 21 au 30 Juin

Le 22, Dunkerque a été bombardé par des pièces à grande portée. Les troupes belges se sont emparées d'une tranchée au sud-est de Saint-Georges.

Le 24, l'ennemi bombarde Arras. Des religieuses sont tuées.

Le 27, les Allemands reprennent pied dans le chemin creux d'Ablain à Angres, sur une longueur de 200 mètres.

De Reims à Nancy.

Du 1er au 10 Juin

Le 1er, nous perdons quelques éléments de tranchées dans le bois Le Prêtre.

Le 5, bombardement du front sud du camp retranché de Metz.

Le 7, à Vauquois, nous avons, par représailles, aspergé de liquide enflammé les tranchées allemandes.

Le 10, violent combat d'artillerie aux Éparges.

Du 11 au 20 Juin

Du 11 au 18, combats d'artillerie dans ce secteur.

Le 19, l'ennemi tente d'attaquer au bois Le Prêtre. Il est arrêté net par nos tirs de barrage.

Le 20, à l'ouest de l'Argonne, nous avons repoussé une violente attaque de l'ennemi. Dans le secteur de la tranchée de Calonne, nous enlevons deux lignes ennemies.

Du 21 au 30 Juin

Le 21, sur la route de Vienne-le-Château à Binarville, une violente attaque allemande a été enrayée. Dans le secteur de la tranchée de Calonne, enlèvement de nouvelles tranchées.

Le 23, sur la route de Binarville à la tranchée de Calonne, combats sanglants.

Le 25, en Argonne et à Vauquois, combats à coups de grenades.

Le 27, à la tranchée de Calonne, nous repoussons avec de grandes pertes les Allemands qui se sont servis de bombes asphyxiantes et de liquides enflammés.

Le 30, attaque de nos positions entre la route de Binarville et le Four-de-Paris. L'ennemi a réussi à prendre pied dans quelque élément de nos lignes vers Bagatelle. Partout ailleurs il a été repoussé.

De Nancy à l'Alsace.

Du 1er au 20 Juin

Le 16, progrès importants sur les deux rives de la Fecht. Sur la rive nord, nous nous emparons de Braunkopf.

Le 17, nous nous emparons de Altenhof, faubourg de Metzeral, puis de Steinabruck. Les Allemands incendient Metzeral. Nous faisons 500 prisonniers et prenons du matériel.

Le 18, nous gagnons du terrain sur les deux rives de la Fecht.

Le 19, progrès important en Alsace. Sur la rive gauche de la Fecht, nous tenons aussi Braunkopf, Perchwald, Steinabruck, Altenhof. Nous enlevons la clairière d'Anlasswassen entre les deux branches de la Fecht. Sur la rive droite, nous avons conquis les hauteurs de l'Hilsenfirst et progressé sur les pentes est, dans la direction de Landersbach. Nous avons bombardé les forts de Münster et fait sauter les dépôts de munitions. Metzeral est tout à fait investi.

Du 21 au 30 Juin

Le 21, en Lorraine, nous avons pris d'assaut l'éperon est du Calvaire du Bonhomme et atteint les lisières du village. En Alsace, nous enlevons Metzeral et poussons notre ligne à 500 mètres à l'Est.

Le 22, en Lorraine, nous avons élargi nos positions sur la crête est de Reillon-Alsace; nous progressons vers Sondernach.

Le 23, nous occupons cette dernière localité. A la Fontenelle (Ban-de-Sapt), les Allemands ont occupé l'un de nos ouvrages avancés ; une contre-attaque nous le rend.

Le 23, chute de Metzeral.

Le combat de Metzeral.
(*15-22 juin.*)

(*Officiel*). — Les opérations qui, dans la vallée de la Fecht méridionale, nous ont rendus maîtres de Metzeral et de Sondernach ont été remarquables à la fois par les conceptions mises en œuvre et par l'exécution.

Les alpins et les bataillons des régiments de ligne à qui revient l'honneur de ces succès ont rivalisé d'audace et d'abnégation : ces troupes ont triomphé de toutes les difficultés qui leur étaient opposées.

Quand, après avoir franchi la frontière tracée en 1871, on descend les pentes du Hohneck vers l'Alsace, on aperçoit à ses pieds les profondes échancrures des deux vallées de la Fecht, qui se rejoignent à Münster, encadrant le grand massif de la forêt d'Argent (Silberwald). Depuis le Hohneck jusqu'à Münster, les cimes s'échelonnent et s'abaissent, sommet nu et rocheux du petit Hohneck, croupes boisées du Gascheneykopf, du Sattelkopf, de Reichackerkopf dont les derniers sapins dominent Münster.

Des pentes escarpées descendent brusquement vers la Fecht méridionale, formée elle-même de deux branches qui se rejoignent à Metzeral : l'une très étroite, coupée de prairies et de vergers, où se trouve le village de Mittlach, l'usine de Steinabruck et Altentof, faubourg de Metzeral, est connue sous le nom de Grossthal; l'autre, orientée du sud au nord, est la Fecht de Sondernach.

Les deux vallées sont séparées par le massif du Schnepfenrieth, large montagne couverte de forêts de sapins, coupées de quelques clairières : la grande croupe boisée d'Anlass en forme l'avancée vers Metzeral.

Au moment des attaques, nous tenions déjà les sommets les plus élevés : l'Altmatt, le Sillacker et le Schnepfenrieth. L'occupation de ce dernier sommet, réalisée après des combats très durs, menés avec une grande obstination par nos troupes, nous avait permis de progresser dans le Grossthal jusqu'au delà de Mittlach.

Les Allemands, qui, dans le Grossthal, avaient fortifié les lisières de Steinabruck, restaient accrochés aux seuils qui dominent immédiatement la vallée, Braunkopf, Eichwaldle, cote 830 et Winterhagel.

Ils avaient réussi à en faire des positions que, de l'aveu des prisonniers, ils croyaient inexpugnables. Plusieurs lignes de tranchées s'échelonnaient sur chaque croupe; elles étaient séparées entre elles par d'épais réseaux de fils de fer et communiquaient par une sorte de tunnel qui n'était praticable qu'en rampant.

Dans la troisième ligne étaient établis des blockhaus en épais troncs de sapins, permettant la résistance même en cas d'envahissement de la tranchée. Plus en arrière se trouvaient des abris à l'épreuve de l'artillerie lourde. Les flanquements des mitrailleuses étaient aménagés avec un soin particulier. La disposition des trois bastions voisins, Braunkopf, cote 830 et Eichwaldle, leur permettait de se prêter en cas d'attaque l'appui mutuel de leurs feux d'écharpe.

La préparation de l'attaque fut longue. Il fallut concentrer les troupes, assurer leurs ravitaillements de toutes sortes par delà la crête des Vosges. Plus de 32 kilomètres de chemins furent construits ou aménagés, et les transports quotidiens représentaient un poids d'environ 150 tonnes.

Il fallut également préparer le terrain des attaques, creuser les places d'armes et les parallèles de départ, pousser les boyaux et les sapes sur des pentes rapides, nues, exposées aux vues de l'ennemi; on piochait la nuit, souvent sous le feu de l'artillerie et des mitrailleuses.

C'est le 15 juin, après une préparation violente et minutieuse, que l'assaut est donné des deux côtés de la vallée.

Les bataillons de chasseurs avaient emmené leurs fanfares en première ligne. A l'heure dite, elles jouèrent la *Sidi-Brahim*, et tous les alpins, montagnards de Savoie, du Dauphiné et du Massif Central, partent à l'attaque.

Le bataillon de ligne qui attaquait la cote 830 — bataillon d'un régiment de l'Ain — fait jouer la *Marseillaise* avec un tel entrain que la grosse caisse est crevée. Elle revint sur le dos d'un prisonnier allemand dans le premier convoi que les musiciens accompagnèrent.

Tandis que tous ces cuivres réveillent l'écho des vallées d'Alsace de leurs rythmes français, mitrailleuses et canons allemands entrent en action. L'élan de nos soldats n'est pas arrêté. Une grande partie des tranchées du Braunkopf tombe rapidement entre nos mains. A la cote 830, les fantassins perçant la ligne dévalent sur les pentes, prenant à revers les tranchées, et ils font prisonnières deux compagnies.

A l'Eichwaldle et aux chaumes d'Anlass, l'attaque eut un succès moins rapide. Dans le boqueteau de chênes, Eichwaldle, après avoir enlevé deux lignes, les alpins se heurtèrent sous bois à un mur de pierres sèches garni de mitrailleuses. La section de tête vint s'y briser. Le corps d'un alpin fut retrouvé deux jours après à cheval sur le mur crénelé; il avait été frappé en le franchissant sous les yeux de l'ennemi.

Sur l'Anlass, la lutte fut rapidement circonscrite autour d'un boyau; on s'y battit avec acharnement, à la grenade, mais sans réussir à progresser.

L'attaque fut reprise le 16 juin et nous rendit entièrement maîtres de Braunkopf. C'était le chemin ouvert vers Metzeral et, après la prise de la cote 830, l'encerclement de l'Eichwaldle.

Quelques mitrailleuses demeuraient dans le boqueteau de chênes pour en protéger l'évacuation. Le 17, nous y pénétrions en chassant les derniers défenseurs. Mais les Allemands, restant à l'Anlass, où notre attaque était toujours arrêtée, pouvaient, de l'autre côté de la vallée, battre les pentes du Braunkopf avec leurs mitrailleuses et arrêter ainsi notre progression.

Tout l'effort se concentre alors sur l'Anlass. Renonçant à attaquer par le chaume, nous reportons notre action plus au Sud, sur une partie des lignes où le déboisement réalisé par notre artillerie permet un réglage précis sur les positions ennemies.

Le 18, une première tranchée est enlevée. Le 19, nouveaux progrès. Le 20 juin, la ligne allemande cède definitivement. Les alpins, qui avaient été soutenus par un bataillon d'un régiment de ligne de recrutement vosgien, s'élancent dans les bois, font tomber toutes les défenses et descendent rapidement dans la vallée, capturant six officiers, onze sous-officiers et cent quarante hommes.

Une attaque dirigée en même temps au sud de l'Anlass contre la corne du bois de Winterhagel est marquée par un incident tragique et émouvant.

Un petit groupe de chasseurs qui avaient réussi à franchir les fils de fer ennemis tombe sur le feu d'une mitrailleuse de flanquement. Les chasseurs essaient avec leurs outils portatifs de se faire un abri. On entend les Allemands leur crier : « Rendez-vous ! » Pas un ne répond. La mitrailleuse fait son œuvre. Les corps de ces héros ont été retrouvés dans le bois, la face à terre, alignés comme à la parade.

Après la chute des bastions élevés, les attaques sont concentrées

dans la vallée sur Metzeral. L'usine de Steinabruck avait été prise dans la nuit du 17 juin. Un bataillon était entré dans l'Altenhof dès le 18.

Le 21, les chasseurs descendus de Braunkopf contournaient le village par le Nord et atteignaient la gare.

Les Allemands, menacés d'être pris dans Metzeral, placèrent des mitrailleuses dans quelques maisons et préparèrent l'évacuation du village après y avoir mis le feu.

Notre artillerie eut vite fait de démolir les maisons qui abritaient les mitrailleuses, et, dans les rues en flammes, nos troupes pénétrèrent les unes par le Nord, les autres par l'Ouest. Un chasseur précédant ses camarades poursuivait les Allemands jusqu'aux lisières est.

Toute la nuit du 21 au 22, Metzeral brûla, tandis que la canonnade et le feu des mitrailleuses faisaient rage.

A la suite des Allemands, nous nous étions avancés à travers les vergers à l'est de Metzeral, sur les crêtes dominant le village ; sur l'une d'elles, au faîte d'un petit kiosque, flottait un drapeau allemand qui fut rapidement arraché.

La chute de Metzeral entraîna l'évacuation par l'ennemi du bois de Winterhagel, puis de Sondernach, où nous nous installions dans la nuit du 21 au 22, malgré le feu des mitrailleuses postées dans les bois de la rive droite de la Fecht.

La liaison fut établie entre les troupes descendant du Schnepfenrieth et celles qui avaient occupé Metzeral. Nous tenions ainsi toute la ligne de la Fecht à Sondernach.

Nous avions atteint notre objectif et fait prisonniers 20 officiers, 53 sous-officiers, 638 hommes.

Les Allemands qui avaient sur le front, au moment de l'attaque, sept bataillons, amenèrent successivement la valeur de dix nouveaux bataillons dont les pertes, à en juger par les cadavres laissés sur le terrain, ont été considérables.

Ces troupes appartenant à un bataillon des chasseurs de la garde, à des régiments de réserve, 73e, 74e, 78e, 79e, 189e, ont paru dans un bon état physique, mais moralement très déprimées par leur échec et terrorisées par les « diables bleus ».

Les chasseurs ont été dignes de leur vieille réputation et les fantassins, qui venaient d'une région où ils gardaient les tranchées, déclaraient qu'ils étaient heureux de se battre auprès d'eux.

Dans ces combats de bois, l'action du commandement est difficile, mais chaque soldat connaît son objectif. Il va droit son chemin et accomplit son « travail » personnel avec courage, conscience et habileté.

L'on vit au Braunkopf des hommes déplacer tranquillement, sous le feu, des chevaux de frise qui gênaient leur course. Ils appliquaient tous à la lettre les recommandations du commandant de l'attaque : « Ne pensez aux camarades que pour les aider, jamais pour les attendre. Alignez-vous sur les fractions les plus avancées. »

La valeur de tels hommes est la plus belle récompense des chefs qui leur donnent inlassablement l'exemple.

Un capitaine blessé mortellement à l'assaut du 15 juin à la tête de ses chasseurs refusa les soins de son ordonnance; ses chasseurs l'entendirent crier jusqu'à son dernier souffle : « En avant! Toujours en avant! »

Nos succès en Alsace

(14-17 juin.)

(Officiel). — Pendant que se développaient les opérations qui ont amené l'occupation par nos troupes de Metzeral et de Sondernach, une autre action était engagée du 14 au 21 juin au sud de cette région dans le massif de Langenfeldkopf où, par une série de combats brillants, nous nous rendions maîtres du sommet de l'Hilsenfirst (1 270 mètres).

Au cours de cette lutte se déroule un épisode héroïque. Une de nos compagnies, avant-garde de son bataillon, qui a fait brèche dans la première ligne allemande, se trouve séparée des compagnies suivantes par un retour offensif de l'ennemi. Elle réussit néanmoins, bien qu'entourée de toutes parts, à se maintenir sur le terrain conquis pendant quatre jours, au bout desquels elle est délivrée, renouvelant ainsi l'exploit historique des chasseurs de Sidi-Brahim.

Le 14 juin, à 15 h. 30, la 6e compagnie du 7e bataillon de chasseurs sort des tranchées de départ et se déploie rapidement dans une clairière face à l'objectif qui lui a été assigné. Elle est aussitôt soumise à un feu violent d'infanterie partant de la lisière du bois, d'où l'ennemi, debout et à genoux sur le parapet des tranchées, tire sans arrêt. Deux mitrailleuses allemandes entrent en même temps en action. Le peloton de tête de la compagnie s'arrête, se couche et ouvre un feu meurtrier sur les tireurs allemands qui disparaissent aussitôt.

Les chasseurs se précipitent alors dans les tranchées allemandes et y prennent deux mitrailleuses. L'ennemi s'enfuit à travers bois, vigoureusement poursuivi; puis la compagnie s'arrête et, conformément aux ordres reçus, se fortifie sur place. Les patrouilles envoyées en avant font connaître au capitaine que l'ennemi est en retraite et qu'on peut traverser ses réseaux de fils de fer.

Le renseignement est envoyé au chef de bataillon; les chasseurs commencent à ouvrir une brèche dans le réseau. A ce moment, l'agent de liaison envoyé en arrière revient et rend compte que des patrouilles allemandes circulent derrière la compagnie et que les autres compagnies du bataillon n'ont pas encore traversé la clairière.

Le capitaine donne l'ordre aussitôt à de fortes patrouilles de rétrograder en vue de rétablir la liaison. Au moment où ces patrouilles parviennent aux tranchées, si allègrement enlevées l'ins-

tant d'avant, elles se heurtent à l'ennemi qui essaye d'y reprendre pied et de déménager les mitrailleuses.

Attaqués avec décision et audace, les Allemands nous abandonnent une mitrailleuse; mais des renforts nombreux leur parviennent qui remontent rapidement le long des tranchées et barrent le passage à nos patrouilles.

Il est 17 h. 25, le cercle s'est fermé. La 6e compagnie et deux sections de la 4e, en tout cinq officiers, dont un blessé, et 137 hommes, dont vingt-quatre blessés sont cernés.

Sans perdre un instant, le capitaine délimite un carré sur les quatre faces duquel se creuse rapidement des tranchées.

En arrière au loin, on entend les clairons du bataillon sonner la charge, les fusils et les mitrailleuses crépiter; puis, peu à peu, la fusillade s'apaise; vers 20 heures, le calme s'établit complètement.

Des deux patrouilles envoyées vers l'arrière, l'une est parvenue à passer; l'autre vigoureusement ramenée, a eu deux hommes tués.

Le 15 juin, au petit jour, les Allemands attaquent le détachement. Malgré notre feu très nourri, ils avancent en colonnes par quatre; l'instant paraît critique, mais au moment où la situation semble le plus inquiétante, une rafale de 75, survenue à propos, détruit complètement une des colonnes; le reste tourbillonne et s'enfuit; la lisière du bois est littéralement jonchée de cadavres allemands.

Vers 19 heures, l'on voit encore poindre des partis allemands assez nombreux. Quelques patrouilles envoyées contre eux leur tuent une quinzaine d'hommes et suffisent pour les disperser.

La nuit est venue, le capitaine fait reposer ses hommes par fractions; le reste veille le doigt sur la détente.

Le 16, avant le jour, tout le monde est sur pied.

Dès l'aube, un sous-lieutenant et quelques hommes surprennent un détachement composé d'une vingtaine d'Allemands commandés par un sous-officier. Ils s'élancent sur eux; le sous-officier et deux hommes sont tués, deux grièvement blessés, trois faits prisonniers; les autres s'enfuient à toutes jambes.

Quelques instants plus tard, un brancardier qui est allé soigner un blessé à une centaine de mètres sous bois, se trouve subitement nez à nez avec un Allemand. Bien que sans armes, il l'empoigne immédiatement et le ramène dans le carré.

A 10 heures, le détachement parvient à communiquer par signaux avec le bataillon; en langue provençale sont lancés des appels; au-dessus des lignes allemandes, la conversation s'engage. La compagnie cernée apprend ainsi que le bat illon attaquera le soir l'ennemi qui l'encercle, eu faisant précéder son attaque d'un copieux bombardement.

Des abris solides sont alors construits pour tous dans la redoute quadrangulaire; à l'heure convenue, le bombardement a lieu. Nos

chasseurs anxieux entendent l'attaque se déclencher, puis la fusillade fait rage... puis s'espacer, puis s'éteindre. Ce n'est pas encore pour cette fois, mais nos chasseurs ont confiance.

Vers 21 heures, nouvelle attaque. De nouveau retentit au loin le refrain du bataillon, puis, la charge sonnée par les clairons, la fusillade, les mitrailleuses, et puis, une fois encore, le silence.

Le détachement conserve cependant son excellent moral; mais le découragement commence à s'emparer des blessés : quelques-uns délirent toute la nuit.

Pendant cette même nuit, les Allemands travaillent autour de la compagnie, dans un ravin à cent cinquante mètres environ au-dessus d'elle, protégés par des tirailleurs qui montent peu à peu le long des pentes et deviennent très gênants. La projection d'une quinzaine de grenades à main les refoule précipitamment.

La question des vivres est devenue délicate, depuis le matin. Les hommes sont rationnés; une boîte de conserves pour cinq, sans pain, ni biscuit. Le détachement a pu heureusement s'assurer, de haute lutte, la possession d'une source à environ cent cinquante mètres de son carré de tranchées.

Entre temps, les chasseurs ont eu le loisir de s'initier au maniement de la mitrailleuse allemande; une équipe a été constituée sous la direction d'un sous-lieutenant; un emplacement organisé pour la pièce, à l'angle du carré, d'où elle peut flanquer le côté faible de la position.

La redoute est devenue très forte : tranchées profondes, postes d'écoute poussés très loin et protégés, reliés par les boyaux. Une attaque par surprise de l'ennemi est devenue impossible.

Les patrouilles circulent incessamment, conservant la supériorité sur l'ennemi : elles le harcèlent sans cesse, lui enlèvent des sentinelles, s'enhardissent jusqu'à fouiller ses débris d'où elles rapportent quelques vivres et quantité de couvertures précieuses pour les blessés que la fraîcheur des nuits éprouve.

Le 17 juin au matin, un essaim de patrouilles ennemies cherche à monter vers le quadrilatère, dont nos chasseurs ont fait un réduit inexpugnable. La mitrailleuse tire une bande sur elles et leur tue plusieurs hommes. Elles disparaissent. Plus tard, elles reviennent; comme les grenades et les cartouches deviennent rares, nos Diables Bleus ont l'idée d'utiliser la raideur des pentes pour faire rouler sur elles des blocs de rochers préparés d'avance. Les patrouilles allemandes, dont plusieurs hommes sont écrasés, s'enfuient et ne reviennent plus.

Vers 10 heures, les communications par signaux sont rétablies avec le bataillon qui promet pour le soir un bombardement écrasant. Mais il faut jouer serré, car l'investissement est devenu étroit. Le capitaine donne alors l'ordre de tirer deux fusées à chaque coin du carré pour permettre à l'artillerie de régler son tir le plus exactement possible.

Le soir le bombardement est déclenché. Sous la mitraille le bois s'éclaircit à vue d'œil; les chasseurs voient passer près d'eux de nombreux groupes d'Allemands qui s'enfuient. Ils les saluent au passage par un feu sobre, mais précis; chaque tireur abat son homme.

Cependant, l'héroïque carré est battu en permanence par une grêle de pierres et d'éclats. La poussière et la fumée deviennent compactes et horriblement pénibles. Pourtant, grâce aux abris solides et surtout à la précision du tir de notre artillerie, aucun des nôtres n'est atteint.

A 18 heures, notre artillerie allonge son tir; et soudain une compagnie de secours débouche en trombe dans la petite clairière. Le détachement est délivré. Aussi calmes qu'à l'appel du temps de paix, nos officiers dressent rapidement le bilan de la lutte.

Chose à peine croyable, pendant ces quatre jours d'investissement, nos braves n'ont eu que deux tués et trois blessés. Le détachement n'a laissé aucun homme entre les mains de l'ennemi; il a infligé à ce dernier des pertes sévères, fait dix prisonniers, pris une mitrailleuse, plusieurs fusils et quatre mille cartouches dont il a montré qu'il savait se servir.

Aussi, le général commandant l'armée des Vosges, ancien chasseur lui-même, décide-t-il, qu'en souvenir de son attitude au cours de ces quatre journées, la 6e compagnie du 7e bataillon de chasseurs prendra dorénavant le nom de « Compagnie de Sidi-Brahim ».

Ainsi se perpétuent dans les troupes françaises, les glorieuses traditions du passé.

FRONT ITALIEN

Du 1er au 10 Juin

Le 1er, les Italiens occupent d'importantes positions à la frontière du Trentin.

Du 2 au 9, progrès constants.

Le 10, les Italiens s'emparent de la position de Pfreikopel, combattent avec avantage le long de l'Isonzo et occupent Montalcone.

La prise de Monfalcone, la ville-chantier autrichienne, à l'est de l'Isonzo inférieur, confirme les autres succès tout le long du front.

Les Italiens sont maintenant maîtres des cours inférieur et supérieur du fleuve. A l'heure actuelle, ils ont poussé une pointe hardie ou peut-être même enfoncé le centre autrichien en dessous de Canale. La position autrichienne, en tout cas, court quelque péril, et le danger d'un enveloppement complet devient plus grand d'heure en heure.

La prise de Monfalcone coupe définitivement les communications par chemin de fer avec Trieste, à l'exception de la ligne de

Gorizia, qui se trouve plus à l'Est. La poussée exercée plus au Sud par Monte-Nero menace le chemin de fer d'Assling.

Les Italiens ont traversé l'Isonzo près de Villa-Vicentina et ont marché sur Monfalcone à travers les eaux.

Le 10 juin, de source officielle, la note suivante est communiquée à la presse :

La *Gazette de Voss* annonce que des appareils radiotélégraphiques et des canons antiaériens ont été placés sur la cathédrale de Milan et sur l'église Saint-Marc, à Venise, ce qui justifierait éventuellement les attaques aériennes des Autrichiens.

Cette nouvelle est complètement fausse et paraît avoir pour objet de préparer l'opinion publique à des attaques analogues à celles de Reims et de Louvain. Étant donné que cette nouvelle tendancieuse n'a aucun fondement, il est clair que de telles attaques seraient au contraire complètement injustifiées et en contradiction absolue avec les règles du droit de la guerre relativement aux bombardements, comme avec les principes les plus élémentaires de la civilisation.

Du 11 au 20 Juin

Le 11, les combats continuent sur la ligne de l'Isonzo.

Le 13, des détachements italiens réussissent à passer sur la rive gauche du fleuve.

Le 17, des navires autrichiens canonnent les villes italiennes de Pesaro et de Rimini.

Le 19, l'artillerie italienne démolit la forteresse de Malborghetto. Importante action à Plava sur l'Isonzo.

Le 20, les Italiens s'emparent des hauteurs aux environs de Plava.

Du 21 au 30 Juin

Du 21 au 30 juin, avance méthodique des Italiens sur les frontières du Trentin et de la Carnie. Combats d'artillerie.

RÉSUMÉ DES OPÉRATIONS SUR LE FRONT ITALIEN

Une note officielle du 12 juin résume ainsi les premiers mouvements offensifs de l'armée :

Dans la zone du Trentin, nos forces se sont lancées résolument en avant, corrigeant ainsi, au moins en partie, les inconvénients stratégiques d'une frontière malheureuse, comme celle qui nous fut imposée après la campagne de 1866.

Nos braves troupes de montagne ont occupé des défilés et des sommets dont les noms rappellent d'inoubliables exploits accomplis par nos braves combattants du Trentin il y a un demi-siècle.

Une puissante artillerie couronne les sommets et les plateaux,

d'où on pourra procéder à des occupations ultérieures plus vastes; elle bat efficacement des forts ennemis considérés jusqu'à présent comme presque imprenables et dont elle a déjà démoli quelques-uns.

Dans le haut Cadore, on évoque le souvenir de Fortunato Calvi par l'occupation de Cortina-d'Ampezzo et d'autres points importants.

Ainsi, non seulement sont fermées les voies qui s'ouvraient à une invasion ennemie, d'ailleurs impossible, dans le territoire national; mais on ouvre graduellement la route à une action offensive, dès que celle-ci pourra être regardée comme opportune.

Dans la zone de la Carnie, nos alpins, solidement établis sur les défilés importants, les tiennent vaillamment, repoussant des contre-attaques réitérées de l'ennemi.

Dans la zone du Frioul oriental, nos forces avancées prennent un contact toujours plus grand avec l'ennemi et surmontent progressivement des obstacles qui ne sont pas à mépriser.

La note ajoute :

Les résultats obtenus et les constatations de l'excellence de notre armée ne doivent pas donner lieu à des erreurs d'appréciation optimiste en ce qui concerne la guerre actuelle, qui est âpre et difficile.

Il ne faut pas oublier, en particulier, que le terrain des opérations est presque entièrement montagneux, a été préparé par l'ennemi depuis longtemps et est défendu par des troupes nombreuses et aguerries par dix mois de campagne.

L'armée est décidée à surmonter, à tout prix, les obstacles, les résistances et les difficultés, réconfortée qu'elle est par la sereine confiance et l'attente patiente du pays.

Sur mer.

Le 3, un sous-marin anglais coule un transport turc dans la mer de Marmara. Bombardement de Monfalcone par les Italiens.

M. Balfour annonce à la Chambre des Communes que, tout dernièrement, un sous-marin allemand a été coulé et six officiers et vingt hommes faits prisonniers.

Le 10, les torpilleurs anglais numéros *10* et *12* sont torpillés et coulés par un sous-marin allemand dans la mer du Nord. La flotte russe de la mer Noire bombarde Zonngouldac et Kozla et coule deux vapeurs turcs.

Le 28, l'*Armenian*, paquebot anglais, est torpillé par un sous-marin allemand, au large de la côte de Cornouailles.

L'équipage se composait de 50 hommes, dont des Américains. Plusieurs parmi ces derniers sont manquants.

Dans l'air.

Le 1er, les zeppelins bombardent plusieurs localités voisines de Londres. Nombreux incendies signalés. (Quatre tués, plusieurs blessés.)

Le 3, 29 avions français lancent 178 obus sur le quartier général du Prince Impérial.

Le 4, nouveau raid de zeppelins sur la côte est-sud-est de l'Angleterre.

Le 5, l'aviateur anglais Warneford détruit un zeppelin. Les aviateurs anglais Wilson et Mills incendient un hangar de dirigeables à Evere, au nord de Bruxelles.

Le 9, un dirigeable italien, après avoir bombardé Fiume, prend feu.

Le 15, des zeppelins jettent des bombes sur la côte nord-est anglaise.

Les raids des Zeppelins sur l'Angleterre.

Le raid des zeppelins sur la côte nord-est de l'Angleterre du 15 juin est la quatorzième visite de dirigeables et d'avions sur territoire anglais. Voici, en effet, le tableau dressé par les journaux anglais :

25 décembre. Douvres et embouchure de la Tamise.
12 janvier. Yarmouth, Sherengham et King's-Lynn.
21 février. Colchester, Coggleshall et Braintree.
14 avril. Blyth et Tyneside.
15 avril. Maldon et Lowestoft.
16 avril. Faversham.
29 avril. Ipswich, Bury-Saint-Edmunds.
10 mai. Southend, Westcliff et Leigh.
17 mai. Ramsgate.
27 mai. Southend et Westcliff.
31 mai. Banlieue de Londres.
4 juin. Côtes est et sud-est.
6 juin. Côte est.
15 juin. Côte nord-est.

Ces quatorze incursions sur le territoire anglais ont causé cinquante-six morts.

Le 16, des avions allemands lancent des bombes sur Nancy, Saint-Dié et Belfort.

Le 18, bombardement de la gare de Karlsruhe par une flottille aérienne française composée de 28 avions.

Le bombardement de Karlsruhe.

Récit d'un aviateur. — Un officier aviateur français, qui prit part au raid aérien sur Karlsruhe, en a donné à un correspondant du *Daily Mail* le récit suivant basé tant sur ses observations personnelles que sur les renseignements obtenus directement de différents pilotes :

Malgré que l'on tînt absolument secrets le jour où il aurait lieu et le point de direction qui lui serait donné, le bruit s'était répandu depuis quelques jours dans les champs d'aviation du front de Lorraine qu'un grand raid aérien serait entrepris avant peu. Lundi, veille du jour choisi, pilotes et mécaniciens s'employèrent activement à préparer leurs appareils sous l'œil vigilant des commandants d'escadrilles. L'arrimage des bombes aux appareils fut l'objet de tous leurs soins, car c'est là une besogne très délicate.

Mardi, l'aube pointait à peine sur les collines de l'Est et les grands feux éclairant les hangars flambaient encore, quand l'officier commandant tira sa montre et donna l'ordre du départ.

Le premier aviateur à partir, pour chaque groupe, fut le commandant d'escadrille. Les autres appareils s'élevèrent ensuite à intervalles réguliers.

En semblable occurrence, chaque aviateur est naturellement abandonné à sa propre initiative. On lui donne un itinéraire qu'il devra suivre le plus strictement possible, et on lui détermine exactement, le point à bombarder. Mais, hors cela, la plus grande liberté lui est laissée.

Un à un, les grands biplans quittèrent le sol. Ils traversèrent le front allemand à une altitude d'environ 12 000 pieds, se dirigeant sur Karlsruhe, à petite vitesse, mais en se maintenant toujours à la même altitude.

Il était environ 6 heures quand le premier biplan atteignit Karlsruhe, où l'alarme fut donnée par la première bombe qu'il lança. Les avions qui, tour à tour, et sans se presser, mais avec une régularité automatique, atteignaient la ville, émergeaient du brouillard matinal et se rapprochaient du sol jusqu'à ce qu'ils en fussent assez près pour distinguer nettement les buts qui leur avaient été assignés. Ces buts étaient le château, campé au sommet d'une colline en plein bois, le palais des margraves dans la vallée, la gare, les casernes, les arsenaux.

Ce fut alors sur Karlsruhe un feu infernal. Pendant près d'une heure, il plut des bombes. Non pas des bombes incendiaires visant des maisons particulières, mais de gros obus de 90 et de 105 visant des objectifs militaires. Le fracas des explosions était pour ainsi dire, ininterrompu, et sur au moins quatre points, de violents incendies éclatèrent, témoignant de l'efficacité du bombardement.

On fit sortir les troupes, mais en vain. Nul canon ne pouvait être mis en batterie assez rapidement pour viser les avions français, qui ne cessaient d'évoluer avec rapidité.

Chaque biplan, dès qu'il eut lâché ses bombes, fila à toute vitesse dans la direction des lignes françaises.

Les aviateurs rejoignirent leurs bases respectives en moins de temps qu'ils n'en avaient mis à l'aller. Ils furent, en cours de route, fréquemment bombardés. Deux biplans seulement qui s'étaient écartés de l'itinéraire tracé, furent brusquement surpris par des aviatiks. Il y eut, pour chacun d'eux quelques minutes d'une chasse angoissante. Vainement les avions français s'efforcèrent de survoler l'ennemi. Criblés de balles de mitrailleuses, l'un et l'autre durent atterrir dans les lignes allemandes.

Triste nécessité, évidemment. Mais ce n'était pas payer trop cher ce raid admirable. De gros dégâts matériels en avaient résulté et un gros effet moral avait été produit.

Le récit d'un journal allemand. — On mande de Karlsruhe à la *Gazette Populaire de Cologne* :

« Des bombes tombèrent tout près du palais grand-ducal ; beaucoup tombèrent dans les quartiers du Sud ; mais les plus grands dégâts ont été causés près de l'hôtel Germania, sur la place Rondel et rue Karl-Friedrich.

« Les aviateurs disparurent vers 8 heures. Peu à peu, les habitants se risquèrent hors des maisons et la foule se porta autour des endroits où les explosions avaient causé les dégâts les plus graves.

« L'horreur et la rage étaient peintes sur tous les visages. »

Zurich, 18 juin. — Les journaux allemands annoncent que le nombre des victimes du bombardement de Karlsruhe par les aviateurs alliés, s'élève à 27 tués.

L'enterrement des personnes tuées a eu lieu aux frais de la ville. Dans l'assistance on remarquait la grande-duchesse Hilda et la grande-duchesse douairière, princesse de Prusse.

Selon la *Gazette de Francfort*, le grand-duc de Bade a adressé, du théâtre de la guerre, la dépêche suivante au maire de Karlsruhe :

« Le kaiser me télégraphie son indignation profonde au sujet de la méchante attaque de Karlsruhe. »

De son côté, l'officieuse agence Wolff s'exprime ainsi :

« Les Français disent qu'il s'agit de mesures de représailles pour le bombardement de villes ouvertes françaises et anglaises. A cette explication de l'agression française nous opposons le fait que, de la part des Allemands, seuls des points fortifiés et des localités situés sur le théâtre des opérations ont été bombardés. Chaque fois qu'il s'est agi de villes ouvertes, nos attaques étaient des représailles pour des mesures semblables de nos adversaires....

« Avec une franchise brutale, l'état-major ennemi avoue qu'il

avait désigné comme but à ses aviateurs une ville pacifique située loin du théâtre de la guerre et où précisément les Français étaient reçus avant la guerre avec une hospitalité si prévenante.

« Nous ne pouvons après cela pas considérer cette attaque comme une entreprise militaire, mais comme un crime. »

L'opinion de l'empereur allemand et de son agence ne semble pas partagée par les pays neutres.

« Quand le premier zeppelin, écrit le journal hollandais le *Telegraaf*, vola au-dessus d'Anvers, de nombreuses bombes éclatèrent à Twaalf-Maandenstraat, à proximité du palais où se trouvaient la reine et ses enfants.

« A Gand eut lieu un bombardement aérien, alors qu'aucun soldat n'était dans la ville.

« Deynze a été bombardée un jour de marché, alors qu'il se trouvait dans la ville de nombreux civils et aucun soldat.

« A la même époque, un zeppelin bombardait Lendelede, près de Courtrai, alors que, dans un périmètre de plusieurs milles aux alentours il n'y avait ni soldats ni ouvrages militaires.

« En septembre, à Ostende, où il n'y avait que des fugitifs et aucun soldat, un taube a jeté des bombes.

« Au commencement d'octobre, les Allemands ont bombardé Bruges évacuée.

« Les taubes ont jeté deux fois des bombes sur Poperinghe les jours de marché, tuant onze civils. »

Le *Liberal* de Madrid n'est pas moins explicite :

« L'apostille que les Allemands ajoutent au télégramme annonçant le bombardement de Karlsruhe par 28 avions français mérite un commentaire spécial : « Nous déplorons, disent-ils, cet inutile sacrifice de personnes.... »

« A-t-on jamais entendu une appréciation aussi délicate et aussi légère ? Ceux qui bombardèrent Paris, Londres et toutes les villes ouvertes de France et d'Angleterre qui se trouvent comprises dans le rayon d'action des zeppelins jettent les hauts cris maintenant qu'on leur donne la réplique avec les mêmes procédés. Ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que la patience, la courtoisie et le respect des Alliés aient pu durer près d'une année !

« Le bombardement de Karlsruhe décidera probablement les Allemands à ne pas abuser des escadres aériennes. S'il n'amène pas ce résultat et si les Alliés se voient dans la pénible obligation d'user de pareilles représailles, on y gagnera aussi quelque chose. On y gagnera que le peuple allemand ne conservera plus cette naïveté qui lui fit croire que son pays est le seul maître des airs. »

Le 19, nous bombardons la gare de Münster.

Le 21, nouveaux raids de zeppelins sur les côtes anglaises.

Le 28, un de nos avions a jeté huit bombes sur le hangar de zeppelins de Friedrichshafen.

Juillet 1915.

De la mer du Nord à Reims.

Du 1er au 10 Juillet Attaques et contre-attaques du 1er au 6 autour d'Arras, où notre défensive a l'avantage.

Le 6, à Souchez, lutte acharnée pour la possession de la gare, qui nous reste.

Communiqué du maréchal French, du 6 juillet :

Depuis mon dernier rapport, aucun changement dans la situation ne s'est produit sur notre front. Les combats se sont bornés principalement à des luttes intermittentes d'artillerie, dont la particularité consiste dans l'emploi par l'ennemi d'une grande quantité d'obus contenant des gaz asphyxiants. L'ennemi s'est livré à ce genre de combat, notamment dans le voisinage d'Ypres.

Pendant cette période, les Allemands ont fait sauter huit mines sur divers points de notre front, sans endommager nos tranchées. A la date du 30 juin, nous avons détruit 45 mètres de tranchées de première ligne ennemie au nord de Neuve-Chapelle.

Le 4 juillet, au soir, une sape allemande a été bouleversée au nord d'Ypres par le feu de nos obusiers. Un peloton d'infanterie s'est avancé pour en achever la destruction. Quelques éléments ennemis qui avaient survécu à notre canonnade ont été chassés à la baïonnette. Dans la sape, nous avons trouvé une mitrailleuse complètement détruite.

Nos pertes ont été insignifiantes et notre peloton revint à peu près intact dans sa tranchée, ayant complètement réussi dans la mission dont il avait été chargé.

Un message radiotélégraphique allemand à la date du 5 prétend que les Allemands ont repoussé avec des pertes sanglantes notre attaque sur la route de Pilkem. Ce message paraît donner la version publiée par l'ennemi sur cette affaire. Or, dans la matinée du 5, un groupe d'Allemands ayant, après un bombardement d'artillerie qui dura deux heures, pris d'assaut une barricade sur la voie ferrée d'Ypres à Roulers, fut vivement contre-attaqué par nos troupes, lesquelles reprirent aussitôt leurs positions.

Ce matin, à notre extrême gauche, au nord d'Ypres, nous avons enlevé environ 200 mètres de tranchée et fait 80 prisonniers. Les troupes françaises ont vivement contribué à notre gauche au succès de cette opération à laquelle elles ont participé par une action d'artillerie et de lance-bombes.

Le 8, violents combats d'infanterie entre Angres et Souchez.

Le 10, une attaque allemande sur la Maison du Passeur est repoussée par les Belges.

Du 11 au 20 Juillet

Le 12, au sud de Souchez, une attaque nocturne allemande avec projectiles asphyxiants est repoussée. Une seconde remet l'ennemi en possession du cimetière et de quelques ouvrages adjacents. Une contre-attaque nous rend une partie des positions perdues.

Le 14, bombardement de Furnes et d'Oost-Dunkerque par l'ennemi.

Le 15, au sud du Château de Carleul, enlèvement par nous d'une ligne de tranchées.

Les 17, 18, 19 et 20, violente canonnade autour d'Arras.

Sur l'Aisne, autour de Troyon, lutte de mines.

Bombardement de Reims.

Du 21 au 31 Juillet

Le 27, lutte très vive autour de Souchez après un long combat d'artillerie. Les Allemands sont repoussés.

Du 21 au 31, c'est l'action d'artillerie qui prévaut dans ce secteur.

De Reims à Nancy.

Du 1er au 10 Juillet

Le 1er, lutte d'artillerie en Argonne.

Le 2, en Argonne, la nuit, offensive violente sous la direction du Kronprinz, appuyée par l'emploi de bombes asphyxiantes entre la route de Binarville et Blemweil. Les Allemands réussissent à occuper quelques éléments de tranchées au nord-ouest du Four-de-Paris.

Le 3, la lutte continue avec la même opiniâtreté. Nous avons maintenu nos positions et infligé à l'ennemi de très grosses pertes.

Le 6, sur les Hauts-de-Meuse, violentes et inutiles attaques ennemies sur les ravins de Sonvaux, à l'est de la tranchée de Calonne. Les Allemands éprouvent de fortes pertes.

Le 7, offensive générale allemande sur la ligne qui va de la rive droite de la Meuse à la Tête-à-Vache (sud d'Ailly). A la Vaux-Féry, nous perdons quelques éléments de tranchées. Partout ailleurs l'ennemi est repoussé.

Le 9, combats à la grenade entre Fey-en-Haye et le bois

Le Prêtre. Reprise de tranchées à l'ennemi. A la Croix des Carmes, attaque allemande précédée d'un bombardement de torpilles aériennes et de jets de liquide enflammé. L'ennemi ne prend pied que dans quelques éléments de tranchées.

Du 11 au 20 Juillet

Le 12, combats acharnés dans l'Argonne.

Le 13, dans la forêt de l'Argonne, reprise violente de l'offensive allemande, de la route de Binarville à Vienne-le-Château. Cinq régiments engagés. Sur certains points, l'ennemi progresse, mais non sans avoir subi de fortes pertes. Nous avançons du côté de Fey-en-Haye.

Le 14, conquête du bois Beaurain.

Le 15, l'ennemi reprend le bois Beaurain. Nous repoussons des attaques à Fey-en-Haye, au bois Le Prêtre, à Boureuilles.

Le 17, sur les Hauts-de-Meuse, les Allemands attaquent violemment les positions françaises depuis la tranchée de Calonne jusqu'aux Éparges. Ils reprennent pied dans un de leurs anciens éléments de tranchées.

Le 18, reprise, par nos troupes, du ravin de Sonvaux. Contre-attaque allemande repoussée malgré son accompagnement de jets de liquide enflammé.

Le 20, attaque ennemie repoussée sur la tranchée de Calonne, les Éparges et le bois Le Prêtre.

Du 21 au 31 Juillet

Le 21, en Argonne, l'ennemi s'empare d'un élément avancé de tranchées.

Le 22, il attaque sans succès nos positions de la Tête-à-Vache et de Vaux-Féry.

Le 23, prise d'une tranchée autour de Bagatelle. Nous reprenons des tranchées perdues antérieurement au bois Le Prêtre.

Le 24, en Champagne, lutte de mines à notre avantage.

Le 29, près de Saint-Hubert, les Français font sauter à la mine plusieurs postes ennemis.

De Nancy à l'Alsace.

Du 1er au 10 Juillet

Le 3, canonnade à la Fontenelle et à l'Hartmannswillerkopf. Autour de Metzeral, deux importantes offensives allemandes sont repoussées.

Le 5, dans les Vosges, à la Fontenelle, l'ennemi est chassé de ses anciens retranchements.

Le 8 et le 9, nous nous emparons de tous ses ouvrages de défense sur un front de 600 mètres et une profondeur de 100 mètres depuis la Fontenelle jusqu'à la route Launois-Moyenmoutier. Prisonniers : 767 hommes de régiments différents, 19 officiers dont un chef de bataillon. Capture de mitrailleuses, de lance-bombes, de munitions.

Le combat de la Fontenelle.
(8-9 juillet.)

(*Officiel*). — De larges ondulations, coupées de quelques ravins, des prairies, des champs de pommes de terre, des bois de sapins; çà et là des hameaux dont chaque maison est entourée d'un verger, tel est l'aspect du pays vosgien qui s'étend entre les hauteurs boisées de Senones et le grand massif forestier de la montagne d'Ormont.

C'est dans cette région que s'est arrêtée en septembre dernier la retraite allemande qui a suivi la bataille de la Marne. Depuis lors, le front s'y est stabilisé et l'activité s'est concentrée surtout autour d'un point que les Allemands appellent « la hauteur du Ban-de-Sapt », et que nous désignons sous le nom de « cote 627 » ou de « hauteur de la Fontenelle ».

La Fontenelle est un des hameaux qui composent le Ban-de-Sapt. Il est en notre possession tandis que, plus à l'Est, les autres localités du Ban, Laitre et Launois, sont occupées par les Allemands. Entre la Fontenelle et Launois s'élève la colline 627 qui domine toute la région.

Ce belvédère était jadis un but de promenade; aujourd'hui c'est un bastion et un observatoire ardemment disputé et sur lequel les projectiles d'artillerie n'ont rien laissé subsister du petit bois de sapins qui en couvrait le sommet.

Pour nous enlever la cote 627, sur laquelle nos troupes étaient solidement installées, les Allemands entreprirent un vérirable siège.

Progressant lentement à la sape, faisant exploser de nombreux et puissants fourneaux de mine, ils arrivèrent peu à peu à se rapprocher de nos positions, sans réussir toutefois à les entamer.

Le 22 juin, les lignes étaient en présence à quinze ou vingt mètres, parfois à moindre distance. Ce jour-là, après un violent bombardement d'artillerie, l'ennemi donna l'assaut et réussit, au prix des pertes les plus graves, à prendre pied sur le sommet et même à pousser quelques éléments jusqu'à la Fontenelle. Vigoureusement ramenés par une contre-attaque qui nous permit de faire 142 prisonniers, les Allemands restèrent néanmoins accrochés au haut de la colline.

Ils s'y fortifièrent aussitôt avec un labeur et une ardeur auxquels le général von Knœrzer, commandant la 30e division bavaroise, rendit hommage en ces termes :

« En visitant aujourd'hui la position nouvellement conquise sur la hauteur du Ban-de-Sapt, j'ai eu l'occasion de me convaincre que, depuis que nous l'occupons, on a travaillé avec le plus grand zèle à l'organiser et que l'on continue à la fortifier avec joie et amour.

« J'ai l'assurance que la hauteur du Ban-de-Sapt sera transformée dans le plus bref délai en une forteresse *imprenable* et que les efforts éventuels des Français pour la reprendre échoueront avec les pertes les plus sanglantes. »

L'ordre du général von Knœrzer est daté du 3 juillet.

Le 8 juillet les préparatifs nécessaires étaient terminés.

Ce jour-là, à 7 heures du soir, trois colonnes d'assaut, placées préalablement face à leurs objectifs et appuyées par le tir extraordinairement précis d'une artillerie aussi nombreuse que puissante, abordaient la position ennemie et l'enlevaient d'un magnifique élan.

Au centre, l'attaque prenait pied d'un seul coup sur la ligne de faîte et la dépassait tandis que notre droite, par une démonstration vigoureuse, immobilisait l'ennemi sur ses positions à l'ouest de Launois.

Notre attaque de gauche, qui avait d'abord progressé plus lentement, réussissait, à la faveur de la nuit, à s'emparer de la partie nord-ouest de la hauteur, tandis qu'à l'extrême gauche d'autres éléments débordaient largement la position, encerclant et faisant prisonniers ses derniers défenseurs.

Au lever du jour, non seulement la totalité de la hauteur était reprise, mais encore l'ensemble de l'organisation défensive allemande jusqu'à la route Launois-Moyenmoutier était tombée en notre pouvoir.

La totalité de la garnison du point d'appui (2 bataillons de la 5e brigade d'ersatz bavaroise) avait été tuée ou faite prisonnière. Grâce à la rapidité de l'exécution et à l'appui efficace de notre artillerie, nos pertes étaient légères et s'élevaient à moins du quart de celles de l'ennemi.

Les assaillants de la Fontenelle sont montés à l'assaut avec le même courage, avec le même élan, avec la même impassibilité que leurs camarades d'Arras.

L'attaque principale, qui prit pied au centre sur la hauteur 627, a réussi, en moins de dix minutes. C'était un spectacle impressionnant que de voir nos braves lignards aborder, au milieu de la fumée des projectiles, les retranchements allemands, inspecter ceux-ci pour s'assurer que l'ouvrage était bien fait et continuer la marche en avant, l'arme à la bretelle et la main dans la musette à grenades.

Nous avons fait au cours des combats des 8 et 9 juillet un total de 881 prisonniers, dont 21 officiers : les uns surpris dans leurs abris par l'attaque centrale, les autres débordés et cernés par notre action de flanc. Tous étaient encore sous l'impression de la commotion nerveuse du bombardement. On ne peut imaginer

pareil enfer, disaient-ils, et la plupart ne cachaient pas leur satisfaction d'échapper, pour l'avenir, à de telles émotions, considérant qu'en les ayant subies une fois sans y laisser la vie ou la raison, ils avaient rempli tout leur devoir de soldat.

Les officiers, presque tous à bout de nerfs, exprimèrent eux aussi leur horreur de ce bombardement. « A chaque coup, dirent-ils, nos abris étaient secoués comme une boîte. »

Tous étaient officiers de réserve : professeurs, employés d'industrie et de banque. L'un des plus ébranlés était un candidat en théologie, qui, deux jours après sa capture, croyait encore, au moindre bruit, entendre l'éclatement d'un obus. Seul, le chef de bataillon (major Michahelles, du 11e bataillon d'ersatz), qui commandait le secteur et appartenait à l'active, avait conservé son calme. Il ne cacha pas son admiration pour le « travail » de notre artillerie et de notre infanterie.

L'organisation défensive allemande a été pratiquement annihilée. Elle était pourtant extrêmement sérieuse, puisqu'elle comprenait cinq lignes de tranchées et de boyaux, des ouvrages organisés pour le tir sur les deux faces, pour le cas où la position serait débordée, des blockhaus couverts de rondins et de tôles ondulées, avec embrasures formées par des boucliers et des abris souterrains très profonds.

Le dénombrement du matériel pris : mitrailleuses, fusils, munitions, grenades, etc., n'a pu encore être fait. Chaque jour, on déterre de nouvelles mitrailleuses. Huit ont été déjà retrouvées. Dans un petit bois le long de la route, nous avons trouvé un parc du génie largement approvisionné d'outils, fils de fer, boucliers, sacs à terre. Nous avons pris aussi quatre lance-bombes, deux canons de 39 et un canon de 37.

Le régiment qui a pris la part la plus active au combat de la Fontenelle s'était déjà illustré à la prise de la cote 830, dans la vallée de la Fecht. Il vient d'être cité tout entier à l'ordre de l'armée des Vosges. Une compagnie d'un autre régiment du même recrutement, de l'Ain, ainsi que les sapeurs du génie qui ont accompagné les attaques avec un dévouement admirable méritent un égal tribut d'admiration.

Les corps rivalisèrent d'élan. Même ceux à qui était confiée la garde des tranchées voulurent avoir leur part de gloire. Quelques unités d'un régiment catalan participèrent ainsi de leur propre initiative au nettoyage de la position, et dans un blockhaus oublié par les troupes d'assaut, ils firent 90 prisonniers.

« C'est trop beau ! » s'écria un artilleur préposé au service des canons de tranchées, en voyant l'infanterie s'élancer à l'attaque, et, prenant un fusil, il s'élança à l'assaut avec ses camarades.

De Nancy à l'Alsace.

Du 11 au 20 Juillet

Le 11, l'ennemi a canonné nos positions à l'est de Metzeral, à l'ouest d'Ammertzwiller, ainsi que nos tranchées du col de Wetterstein, au nord de Münster.

Dans la nuit du 11 au 12, il a lancé à l'attaque de nos lignes d'Ammertzwiller plusieurs compagnies qui ont été refoulées en subissant des pertes importantes.

Dans la nuit du 15 au 16, l'ennemi a attaqué sur un front de 3 kilomètres les positions qu'il avait perdues près de Leintrey; il a été complètement repoussé.

Le 16, un coup de main tenté sur nos ouvrages des fermes Tournies a complètement échoué.

Dans la soirée du 16, l'ennemi a attaqué les positions qu'il a perdues au Ban-de-Sapt; il a été refoulé avec des pertes considérables.

Dans la nuit du 16 au 17, nous avons repoussé une attaque contre nos tranchées aux lisières sud-est de la forêt de Parroy.

NOS NOUVEAUX SUCCÈS AU BAN-DE-SAPT.
(*16-25 juillet.*)

(*Officiel*). — Les troupes de l'armée des Vosges poursuivent au Ban-de-Sapt leurs succès. Le 16 juillet, les Allemands lançaient contre les positions qu'ils avaient perdues sur la hauteur de la Fontenelle (cote 627) quatre attaques, en y engageant plus de deux bataillons. Leur échec fut complet. Les 24 et 25 juillet une attaque française, menée avec un effectif équivalent enlevait tous les ouvrages ennemis à l'ouest de Launois et s'emparait des premières maisons de ce village, tuant ou capturant la garnison allemande de ces positions.

Le 16 juillet, dès l'aube, l'artillerie allemande commençait sur nos positions de la cote 627 un tir d'obus de gros calibre qui, vers 8 heures, devint extrêmement violent et se poursuivit pendant toute la journée. A la fin de l'après-midi, la canonnade se ralentit, puis soudain reprit avec plus de vigueur.

Le crépuscule tombait quand les attaques d'infanterie se déclenchèrent. Elles furent lancées sur quatre points différents. Deux attaques débouchèrent de la direction de Launois. L'une essaya de se dérober à travers un petit bois fortement ébréché et éclairci par les bombardements, qui s'étend sur les pentes ouest de la cote 627. Les groupes ennemis rapidement aperçus furent arrêtés par notre feu et ne purent quitter la lisière du bois.

L'autre attaque suivit la route Launois-Moyenmoutier, prenant comme objectif la barricade que nous avions organisée sur cette route. Le fossé qui borde cette route et une légère dépression

couverte de broussailles lui servirent de cheminement. Mais la route et ses alentours furent vite balayés par nos feux d'infanterie et l'ennemi ne put progresser dans cette direction.

Les attaques principales se produisirent sur les tranchées que nous avions aménagées le long de la grand'route. Elles étaient fortes chacune d'un bataillon, l'une débouchant de Laitre, l'autre descendant les pentes d'une large colline (cote 597) qui s'étend entre Laitre et Launois.

Les colonnes ennemies venues de Laitre se jetèrent au pas de course sur un saillant formé par nos ouvrages à l'ouest de la route. Nos mitrailleuses qui, malgré le tir de l'artillerie adverse, avaient été portées sur le parapet même des tranchées, opposèrent à l'assaillant un barrage infranchissable. Nos batteries immédiatement alertées, prirent en même temps les colonnes d'assaut sous leur feu. On vit celles-ci tourbillonner, s'essaimer, puis disparaître.

L'attaque centrale n'eut pas plus de succès. Elle se présenta, en terrain découvert sur six lignes successives.

La nuit était venue. Nos projecteurs fouillèrent de leur gerbe lumineuse les pentes de la cote 597, guidant le tir de nos mitrailleuses. Le barrage de l'artillerie n'était ni moins précis ni moins violent que le feu de celles-ci.

Les lignes ennemies commencèrent à se disloquer. On entendait au milieu du crépitement des mitrailleuses et du bruit des éclatements les cris des blessés qui se traînaient dans l'ombre derrière les buissons.

Les officiers et sous-officiers qui étaient en tête eurent assez d'autorité et d'énergie pour reformer les troupes et les relancer à l'attaque. Mais sous l'efficacité de notre feu, les rangs s'éclaircirent de nouveau; il y eut un flottement dans les lignes. Puis rapidement et en désordre toutes se replièrent. Au petit jour, il y avait encore sur les pentes de la colline plus d'une centaine de cadavres.

Nous n'avions de notre côté que quatre hommes tués et 25 blessés.

Les unités qui repoussèrent l'attaque allemande appartiennent au régiment d'infanterie de ligne à qui revient déjà l'honneur du succès du 8 juillet. Depuis plusieurs jours les soldats travaillaient sous un bombardement incessant à l'organisation de la position qu'ils avaient conquise. Ils l'ont défendue avec sang-froid et résolution; au moment de l'attaque les hommes montaient sur le parapet des tranchées pour mieux découvrir l'ennemi.

L'attaque française du 24 juillet. — L'objectif de notre attaque du 24 juillet comprenait à la fois les organisations défensives allemandes à l'extrémité des pentes sud-ouest de la cote 627 et un groupe de maisons qui forment la partie sud du village de Launois et contre lesquelles s'appuyaient les tranchées ennemies.

Notre préparation d'artillerie, exécutée avec des obus de très

gros calibre, fut réglée avec une grande précision et nous pûmes, après la prise des tranchées, constater son efficacité.

Vers la fin de l'après-midi, à 18 h. 15, les Allemands, s'attendant à une attaque, déclenchèrent un tir extrêmement violent sur nos parallèles de départ. A 18 h. 30, heure fixée, nos troupes bondirent hors des places d'armes et coururent à l'ennemi sans se laisser arrêter par la canonnade, qui redoublait d'intensité.

A 19 heures, nos troupes avaient atteint tous les objectifs qui leur étaient assignés, pénétrant même à l'intérieur de Launois, tandis que les renforts qui les suivaient immédiatement procédaient au « nettoyage » des ouvrages conquis.

Un blockhaus ennemi, complètement entouré, résista seul pendant toute la nuit. Ses défenseurs se rendirent dans la matinée du 25.

Les Allemands ne réagirent que faiblement : une contre-attaque, dans la nuit du 24 au 25, fut facilement repoussée. Depuis lors, une progression journalière nous a rendus maîtres d'un nouveau groupe de maisons dans Launois. Nous tenons à peu près la moitié du village.

Nous avons fait prisonniers 11 officiers et 825 hommes. Nous avons pris 8 mitrailleuses, un lance-bombes et une grande quantité de fusils, de grenades et de cartouches. Les prisonniers, qui appartiennent au 3e brigade-ersatz-bataillon, au 14e régiment de réserve bavarois et au 8e bataillon de chasseurs, ont paru déprimés par la continuité des échecs qui leur ont été infligés dans cette région.

L'attaque a été menée de notre côté par deux bataillons d'un régiment d'infanterie que le général commandant l'armée des Vosges a cité à l'ordre pour sa belle attitude. Un groupe de chasseurs cyclistes a été également l'objet d'une citation. Les chasseurs qui flanquaient l'attaque trouvèrent devant eux des défenses accessoires partiellement intactes et des mitrailleuses encore en action : ils triomphèrent de tous ces obstacles.

La supériorité de notre infanterie s'est nettement affirmée. Fantassins et chasseurs ont su imposer leur volonté à un adversaire qui attendait cependant leur attaque. (*Communiqué.*)

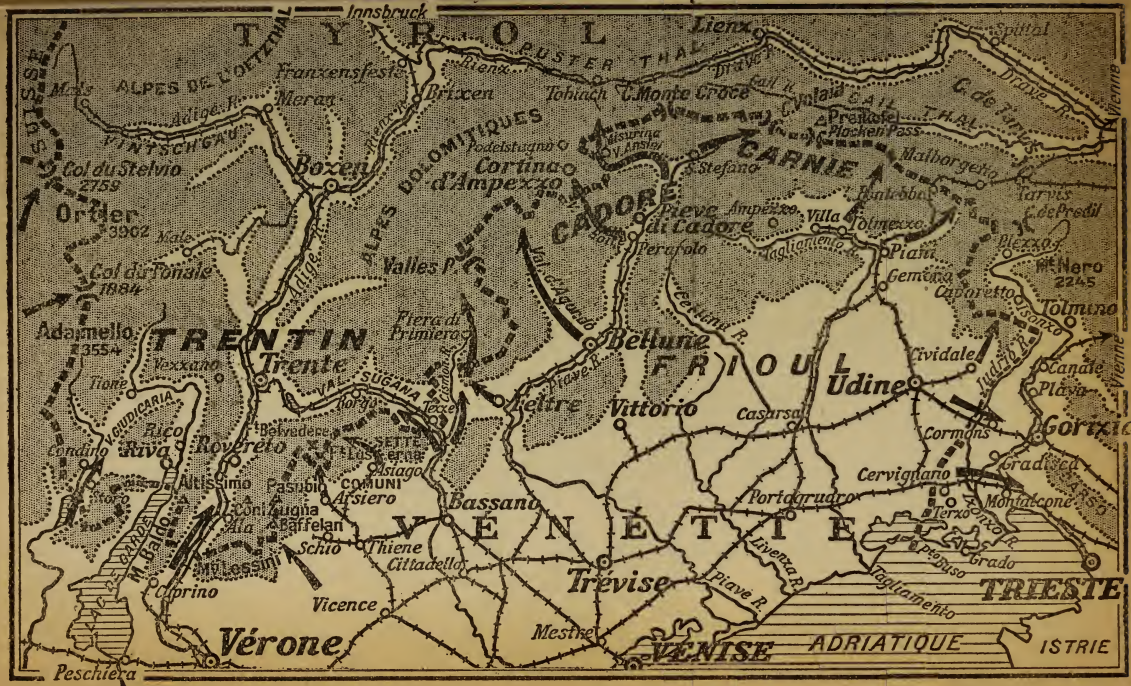
Du 21 au 31 Juillet

Le 21, dans les Vosges, progrès jusque près de la crête du Linge, après avoir pris des ouvrages de défense de l'ennemi sur les hauteurs dominant La Fecht du Nord.

Le 22, nous occupons la crête du Linge, les carrières de Schratzmaennelle et le bois de Barrenkopf.

Le 23, à l'est de Metzeral, l'ennemi reperd des tranchées qu'il nous avait prises.

Le 25, dans les Vosges, au bois de Sapt, nous nous emparons d'ouvrages de défense très puissants entre les hauteurs



LE FRONT ITALIEN ET LES POINTS D'ATTAQUE DES ARMÉES ITALIENNES.

de la Fontenelle et le village de Launois dont nous occupons toute la partie sud. 825 prisonniers dont 11 officiers appartenant à quatre régiments différents. Nombreux matériel de guerre.

Le 25, les Français occupent deux blockhaus ennemis à l'est du Lingekopf et de Schratzmaennelle.

Le 29, au Barrenkopf, contre-attaques allemandes repoussées et destruction d'une batterie ennemie.

Front Italien.

Du 1er au 10 Juillet — Le 1er, succès des Italiens en Carnie.
Du 1er au 10, maintien des positions et progression sur d'autres points.

Du 11 au 20 Juillet — La cime de Falsarego, jugée inaccessible, est emportée par les Italiens.
Le 17, violente attaque autrichienne repoussée dans le haut val Cermonica.

Du 21 au 31 Juillet — Attaque autrichienne repoussée avec pertes, 3478 Autrichiens prisonniers en trois jours, dont 76 officiers.

Le 26, brillant succès italien : 1600 prisonniers.

Le 27, de nouvelles positions sont enlevées par les Italiens, 3200 prisonniers.

Le 28, des tranchées autrichiennes fortement occupées sont enlevées. Progression des Italiens en Corderole, 1500 prisonniers.

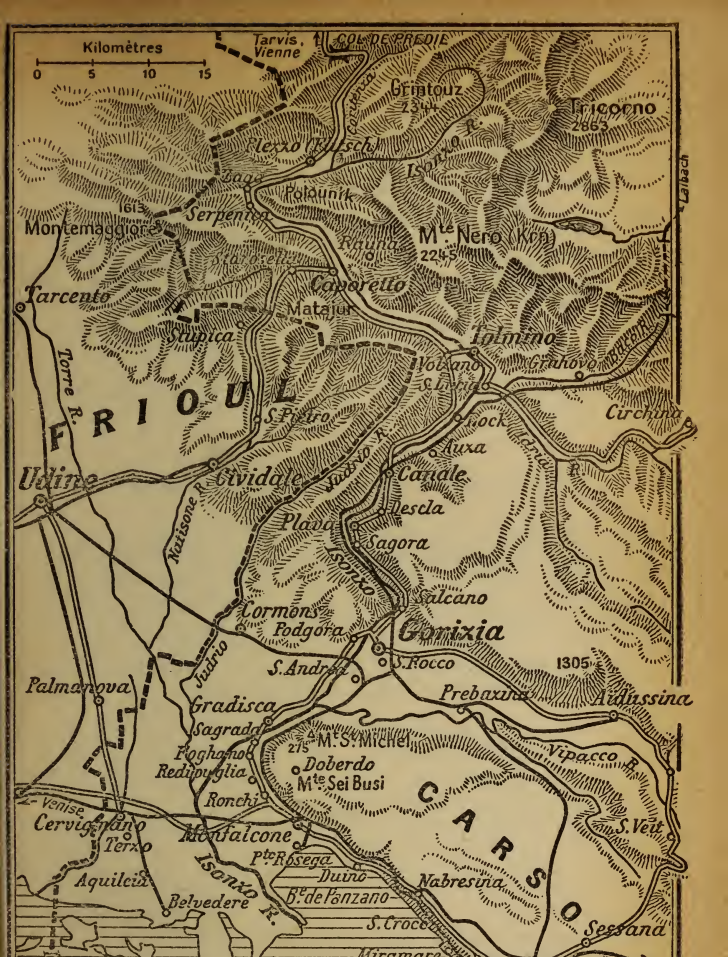
Sur mer.

Le 2 juillet, dans la Baltique, au nord de Gothland, combat naval entre navires allemands et russes.

Le 29 juin, une force navale allemande composée de croiseurs et d'un vieux cuirassé déclassé, type *Siegfried*, attaqua le port de Windau; des transports chargés de troupes suivaient et semblent avoir voulu opérer un débarquement.

Cette action ne réussit pas, en raison de la présence de sous-marins russes, et semble même n'avoir pas eu un commencement d'exécution.

Le 1er juillet, par un temps très brumeux, une escadre russe, appelée sans doute par cette tentative, rencontra l'escadre allemande à l'est de la grande île suédoise de Gothland, et lui livra un combat dans lequel elle eut l'avantage. Le croiseur *Rurik*, de



CH. BONNESSEUR

« LE COULOIR DE L'ISONZO ».

15 170 tonneaux, armé de quatre pièces de 254 millimètres et de huit de 200 millimètres, mit en fuite le croiseur allemand *Roon*, de 9 350 tonneaux, armé de quatre pièces de 208 millimètres et de dix de 150 millimètres.

Le lendemain, dans les mêmes parages, un sous-marin anglais coulait un cuirassé allemand du type *Deutschland*, de 13 000 tonneaux, armé de 4 canons de 280 millimètres, de 12 de 170 et de 22 de 86.

Dans le combat du 29, un croiseur auxiliaire mouilleur de mines, l'*Albatros*, de 2 200 tonneaux, avait reçu des avaries telles qu'il avait été obligé de se jeter à la côte à Œstergarnholm, pointe orientale de l'île Gothland.

On le voit, l'échec a été complet pour les Allemands.

Le 8, le croiseur italien *Amalfi* est coulé dans la mer Adriatique.

Les Italiens bombardent Catarro et Trieste.

Communiqué du chef de l'État-major de la marine. — A l'aube du 18 juillet, une division de nos vieux croiseurs cuirassés *Varese*, *Ferruccio*, *Garibaldi*, *Pisani*, s'est approchée des eaux de Cattaro, signalant sa présence en bombardant et endommageant sérieusement le chemin de fer de cette localité, en même temps que les navires agissaient contre Gravosa, y détruisant le dépôt des machines, des casernes et plusieurs bâtiments militaires, et effectuaient, par un débarquement, une reconnaissance dans l'île Giuppana.

Les cuirassés ennemis réfugiés dans la base de Cattaro, qui, bien que de type non moderne, auraient pu affronter notre division d'anciens et modestes croiseurs, ne sont pas sortis du port, tout en ayant leurs machines prêtes.

Pendant que nos navires s'éloignaient, ils furent l'objet d'une attaque de sous-marins, et le *Garibaldi*, après avoir évité une première attaque, fut frappé par une torpille et coula; l'équipage a gardé un calme et une discipline parfaits, lançant à plusieurs reprises le cri de : « Vive le roi! » avant de se jeter à la mer, selon l'ordre reçu. Il a été sauvé en majeure partie.

Parmi les actions aériennes les plus remarquables, il faut citer : le bombardement accompli le 7 juillet par un de nos dirigeables contre l'établissement technique de Trieste, déjà gravement endommagé dans un précédent raid du 4 juillet; cette fois, les bombes jetées sur cet important chantier ont allumé un incendie si étendu qu'il était encore visible à 40 kilomètres de distance;

Lancement de bombes accompli par un de nos hydravions sur des contre-torpilleurs autrichiens réfugiés dans le canal de Fazano, près de Pola;

Le bombardement accompli par deux de nos hydravions contre une batterie près du phare de Salvorer, le 14 juillet;

Le bombardement intense, accompli avec un excellent résultat par un de nos dirigeables, de la gare de Grignano et des installations contiguës du chemin de fer de Trieste à Monfalcone, le 16 juillet.

Le 17 juillet, un hydravion ennemi, faisant partie d'une escadrille qui avait volé au-dessus de Bari et de Barletta, a été capturé ainsi que les deux officiers qui le montaient.

THAON DI REVEL.

Le 21, soixante-neuf voiliers turcs sont coulés par les Russes dans la mer Noire.

Le 26, occupation des îles Delagosta et Lagosta par l'escadre italienne et le *Bisson*.

DANS L'AIR.

Des avions français bombardent les gares allemandes d'Amaville et de Bayonville ainsi que les baraquements militaires de Neuvroy.

Le 13 juillet, des avions français bombardent la gare stratégique ennemie à Vigneulles-lès-Hattonchâtel.

Le 14, raid d'avions français dans le Nord. Dégâts importants. A la gare de Libercourt, entre Douai et Lille, un train allemand bombardé, un aviatik abattu.

Le 16, raid d'avions français sur la gare militaire allemande de Chauny.

Le 18, bombardement de Bari par des aviateurs autrichiens.

Le 19, au retour, un des avions est abattu par l'infanterie italienne.

Le 19, bombardement de Trieste par des dirigeables italiens.

Le 21, raid d'avions français sur la gare de Conflans-en-Jarnisy, destruction d'un dépôt de locomotives ; mise en fuite de trois aviatiks. Un quatrième est abattu.

Le 22, infructueuse visite d'avions allemands autour du camp de Châlons. Bombardement de la gare d'Autry près de Binarville par nos avions.

Le 23, nouveau raid sur la gare de Conflans-en-Jarnisy.

Le 25, des avions français bombardent la gare de Nantillois au nord de Montfaucon.

RÉSUMÉ DES OPÉRATIONS DU MOIS DE JUILLET

Verdun paraît toujours le grand objectif de l'offensive allemande. Le Kronprinz, qui la commande, a pu obtenir dans l'Argonne quelques succès qui lui ont coûté cher, mais cette mince avance est aujourd'hui enrayée. En Lorraine et en Alsace, le Ban-de-Sapt, la Fontenelle, le Lingekopf, Schratzmaennele sont des noms de victoires.

Sur le reste du front, les combats d'artillerie et de grenades se multiplient avec un avantage marqué pour notre défensive sur la plupart des points attaqués.

Les Italiens exécutent avec une patiente énergie le plan qui est de prendre l'offensive rapide dans la direction de Lazbach et plus loin vers Vienne et Budapest.

CHAPITRE II

FRONT ORIENTAL

Mai 1915.

Du 1er au 10 Mai

Le 2, apparition d'avant-postes allemands autour de Libau. Reprise de l'offensive autrichienne autour de Libau.

Le 3, au Caucase, défaite des Turcs à Dilman.

Le 6, lutte opiniâtre de la Vistule aux Carpathes.

Le 9, l'armée allemande de Mackensen avance en Galicie.

Le 10, les Allemands occupent Libau.

Le 13, bombardement du consulat allemand d'Alexandrette (Syrie), par un croiseur français.

Du 11 au 20 Mai

Le 16, défaite turque au Caucase près de Kizie Dagh.

Le 17, retraite des armées russes sur le San.

Le 19, violents combats autour de Przemysl, Strif, Kolomea.

Le 20, combat autour de Chavli.

Du 21 au 31 Mai

Le 21, bataille sanglante en Galicie. Si les Russes refoulent les Allemands à Opatow, ceux-ci franchissent le San, occupent la région Jaroslow-Radowa et des tranchées russes au sud de Przemysl.

Le 22, au Caucase, les Russes occupent Van, Saraï et Dasch-Kala.

Le 24, combats dans le secteur de Chavli.

Le 25, sur le Dniester, les Russes font 2 500 Autrichiens prisonniers.

Le 30, ils en font 3 500 en Galicie près de Perekhinsko.

Le 31, combats violents dans le secteur de Chavli et sur le San.

RÉSUMÉ DE LA SITUATION MILITAIRE SUR LE FRONT SUD-ORIENTAL

Il est impossible de narrer dans le détail les opérations qui se poursuivent depuis le commencement du mois dans le vaste

triangle compris entre la Vistule qui le délimite au Nord-Ouest, le San et le Dniester qui en sont la frontière au Nord-Est et les Carpathes qui en forment la base. C'est de ce triangle que les armées russes ont été délogées dans les premiers jours de mai, lorsque le général von Mackensen a réussi, grâce à une artillerie formidable, à repousser les Russes jusqu'au San et aux environs de Przemysl et même à passer la rivière.

Depuis ces événements, on continue à se battre avec acharnement. C'est la plus gigantesque bataille que connaisse l'histoire des guerres. Trois millions d'hommes y sont engagés, avec 3000 bouches à feu, sur un front de 450 kilomètres à vol d'oiseau.

Nous voulons rapidement longer ces lignes et en indiquer, en quelques traits, le parcours, maintenant que les Russes paraissent avoir repris pied solidement après avoir cédé une étendue de terrain considérable en Galicie comme en Pologne.

Au nord de la Vistule opèrent les deux armées autrichiennes des généraux Woyrsch et Dankl. Après avoir chassé les Russes de la Nida jusqu'à Kielce et poussé leur gauche jusqu'à Ilza, elles ont été arrêtées et, d'après les dernières nouvelles, elles seraient aujourd'hui en défensive sur la ligne Nova Stupia-Lagow-Klimontow, leur gauche au massif montagneux de la Lysa Gora, leur droite aux marais de la Vistule, avec Lagow au centre du front. L'enveloppement d'Opatow, que ces deux armées projetaient, n'aurait donc pas réussi.

Passons le fleuve. Au sud de la Vistule, entre la grande rivière et Przemysl, sur le San, les Russes ont aussi fait tête. C'est là que, débouchant de la Dujanec, avec l'armée de l'archiduc Joseph-Ferdinand couvrant sa gauche, le général allemand Mackensen a fait sa fameuse trouée avec une batterie de 1500 pièces de canon, préparant les voies à une masse compacte de 200000 hommes, formés, dit un correspondant du *Times*, en une sorte de phalange macédonienne. Il a refoulé les Russes jusque derrière le San par une sorte d'irrésistible coup de bélier, s'avançant, dès le 1er mai, à raison de 6 à 7 kilomètres à la journée. Il a réussi à passer le San et à pousser un coin dans le front russe jusqu'à Sieniawa et Jaroslaw. Il s'est fortement retranché sur la rive conquise et a repris l'offensive après avoir laissé, pendant quelques jours, reposer ses troupes. Les dépêches annoncent que c'est avec de nouveaux succès, malgré les énormes sacrifices que le général a dû faire. S'il en faut croire les nouvelles de Petrograd, le général aurait perdu jusqu'à 25 et 33 pour 100 de ses effectifs.

Cependant, l'armée assaillante n'a pas réussi jusqu'ici à trouer le front russe. L'armée du général Mackensen se trouverait même dans une situation assez précaire. Les Russes ont repris l'offensive, dès le 17 mai, au sommet du grand triangle dont nous parlions plus haut, entre la Vistule et le cours inférieur de son affluent le San, obligeant l'archiduc Joseph-Ferdinand à former un

LA RETRAITE RUSSE EN GALICIE (MAI 1915).

crochet défensif pour couvrir le flanc gauche de Mackensen. Inquiété sur sa gauche, le général allemand l'est aussi sur sa droite. Les Russes se sont toujours maintenus dans cette région sur la rive occidentale du San; s'avançant entre Przemysl et Jaroslaw, ils disent avoir remporté le 19 un gros succès à Tuczepy, à deux lieues au sud de Jaroslaw. En sorte que l'armée allemande, arrêtée sur son front, serait maintenant menacée d'une prise à revers sur ses deux ailes, mais il faut attendre la confirmation du succès russe que les dépêches de Vienne démentent.

Entre le San supérieur, dès Przemysl jusqu'aux sources du Dniester, un massif boisé sépare les origines des deux rivières. Là se trouvent les armées des généraux autrichiens Boroëvic et Bœhm-Ermolli. Leur objectif est de masquer la forteresse et de couper la voie ferrée qui la relie à Lemberg. Les Allemands de Jaroslaw et les Autrichiens de Sambor ont évidemment le projet de se tendre la main à l'est de Przemysl.

A la droite des Autrichiens, toujours en suivant le front d'attaque, manœuvre le général allemand von Lissingen. Son armée est à Dolina et Skole et menace Stryj; c'est tout ce que nous en savons. Si elle avait remporté des succès, Berlin et Vienne nous l'auraient annoncé sans doute.

Plus à droite encore, sur le front Stryj-Stanislau-Kolomea-Czernowitz, les Autrichiens, rejetés derrière le Pruth, n'ont pas tenté depuis le milieu du mois de reprendre l'attaque qui les avait menés jusqu'au Dniester. Les Russes ont dès lors passé la rivière et menacent Czernowitz.

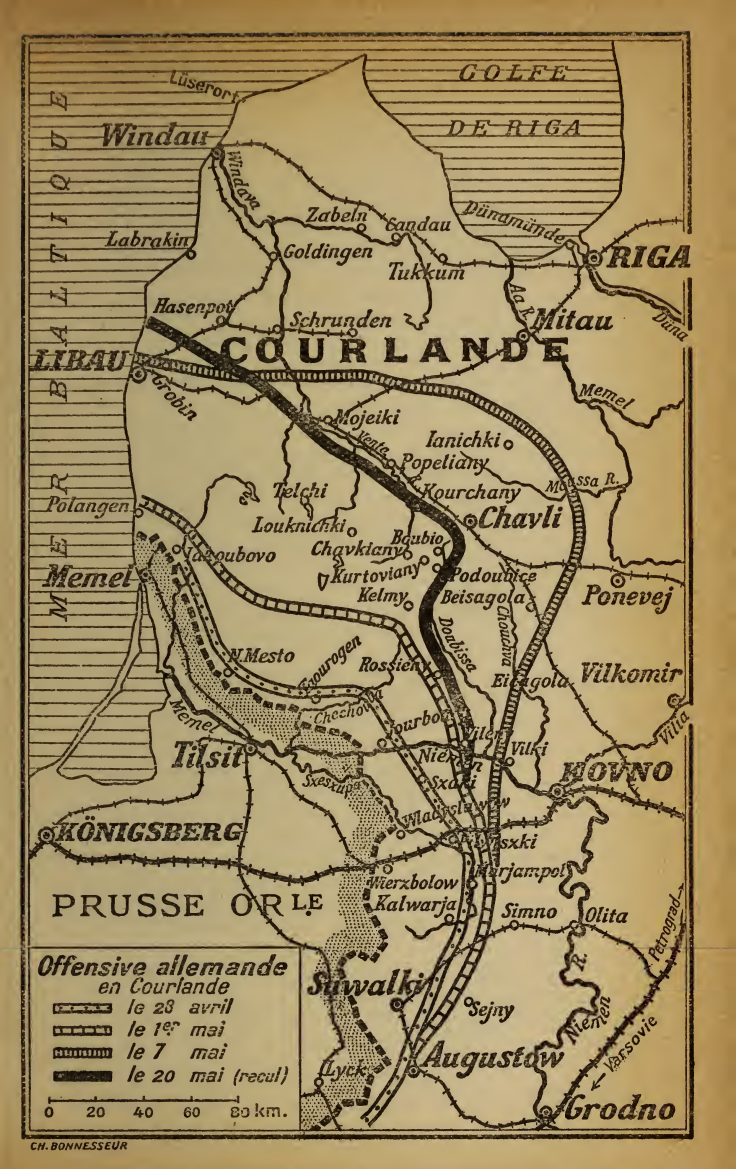
Résumons. Sur tout le front, de la Pilitza en Pologne à Czernowitz en Bukovine, les Russes se maintiennent. Par leur droite, en Pologne et en Galicie, au nord et au sud de la Vistule; par leur gauche, en Bukovine, ils marchent contre les deux ailes extrêmes du front ennemi. Pendant ce temps, les Austro-Allemands cherchent encore à percer le centre russe sur le front Jaroslaw-Przemysl-Sambor et à gagner Lemberg.

La lutte est acharnée partout. Le sang coule à flots et les cadavres se comptent par milliers. C'est une effroyable bataille entre les armées des trois empereurs. Qu'en sortira-t-il? Nous nous garderons bien de prophétiser. Nous ne pouvons que donner ici une impression : la marche sur Lemberg nous paraît compromise. Dans le dos de l'immense front austro-allemand, un autre danger a surgi auquel il faudra parer à bref délai. C'est l'offensive italienne.

DARDANELLES.

Les opérations du 25 avril au 4 mai.

(*Officiel*). — Les opérations de débarquement aux Dardanelles avaient été préparées à Alexandrie et dans les îles de la mer Egée servant de base aux corps expéditionnaires anglais et français.



CH. BONNESSEUR

L'OFFENSIVE ALLEMANDE EN COURLANDE (28 AVRIL-20 MAI 1915).

Le 23 avril, tout était prêt et le commandant décidait que l'opération aurait lieu le surlendemain au point du jour. Les forces alliées allaient entreprendre de mettre des troupes à terre de vive force sur une côte sans abris naturels et ne présentant, comme points d'atterrissage, que quelques plages de développement restreint dominées par des hauteurs à faible distance. On a trouvé sur un officier turc un ordre dans lequel le commandant d'une division ottomane rassurait ses troupes en leur disant que tout débarquement était impossible sous le feu des tranchées et des redoutes qui hérissaient le rivage des Dardanelles.

Le 25 avril, à 3 h. 30 du matin, une flotte imposante de bâtiments de guerre et de transports apparaît au débouché des Dardanelles : la mer est unie, le temps calme. 5 heures : sur un cuirassé battant pavillon de contre-amiral, le clairon sonne le branle-bas de combat; tous courent prendre leur poste; les navires vont occuper les points qui leur ont été désignés. Le feu commence : les vives lueurs des grosses pièces éclatent partout dans la lumière encore incertaine de l'aube. Les vieux forts turcs de Koum Kaleh, de Yeni-Sher, de Seddul-Bahr tremblent et se déchirent sous les coups des obus.

Les zones d'action ont été nettement définies; l'attaque principale contre la presqu'île est menée par les Anglais; un détachement français est chargé d'une opération démonstrative sur la côte d'Asie, où il doit tenir l'ouvrage de Koum Kaleh jusqu'à l'achèvement des débarquements anglais. Pendant que les files d'embarcations britanniques s'approchent des plages qui leur ont été assignées, les grands transports français déversent dans les canots leurs garnisons de marsouins et de Sénégalais, que les torpilleurs et chalutiers remorquent vers l'embouchure du Méandre, où nos troupiers vont combattre sur le terrain qui vit les héros d'Homère.

La tâche de notre détachement est particulièrement ardue; il n'a pour prendre pied qu'un terre-plein de quelques mètres carrés, surplombés par la masse noire de l'enceinte de Koum Kaleh, garnie de fusils et de mitrailleuses. A quelques pas de là se dresse un moulin du haut duquel une mitrailleuse s'apprête également à ouvrir le feu. Enfin les batteries d'In-Tépé ont repéré leur tir sur la côte. La défense, établie solidement semble en bonne posture et capable d'empêcher qu'un seul ennemi pose le pied sur le sol ottoman : mais elle a compté sans la valeur et la détermination de nos troupes.

9 h. 30 : la première file d'embarcations approche du terre-plein; elle est couverte de projectiles. Un obus éclate dans un canot et met hors de combat tous ceux qui y ont pris place. Le capitaine saute à la mer et entraîne ses Sénégalais à l'eau. En un instant les vaillants noirs ont envahi le terre-plein; leur capitaine a le bras percé d'une balle, mais il refuse de se faire panser et escalade une brèche de la muraille à la tête de ses hommes. La mitrailleuse du moulin se met de la partie, mais elle n'a pas tiré sa

première bande qu'un obus bien pointé par un cuirassé la fait sauter en l'air avec tous ses servants. Après le vieux fort, le village est nettoyé et nos tirailleurs rejoints par d'autres convois de troupes garnissent la lisière où ils s'installent solidement.

L'ennemi aussi reçoit des renforts. Pendant toute la journée, de ses tranchées, il bat les abords de la localité, mais c'est pour la nuit qu'il a réservé son principal effort. Quatre fois il renouvelle de furieuses attaques contre nos lignes; quatre fois ses efforts viennent se briser sur un mur inébranlable de baïonnettes. Le lendemain on compte les cadavres par centaines devant nos tranchées, sur une profondeur de 100 à 400 mètres.

La matinée du 26 est calme; l'adversaire est démoralisé par ses échecs répétés. Dans l'après-midi, une grande ligne de défense turque, située environ à mi-chemin entre Koum Kaleh et Yeni-Sher, est prise sous le feu d'enfilade des cuirassés, d'un croiseur auxiliaire et sous le feu de front d'une batterie de 75, débarquée peu après notre infanterie; le bataillon qui l'occupe se désagrège, une moitié de son effectif s'enfuit vers l'intérieur poursuivi par nos shrapnells, l'autre moitié jette ses armes et vient à nous en agitant des mouchoirs et des fanions blancs; on fait ainsi 500 prisonniers. La résistance turque sur la rive asiatique est brisée. A ce moment même le général en chef estimant que le détachement français a « admirablement » rempli sa mission lui fait donner l'ordre de réembarquer. Cette opération délicate n'est aucunement inquiétée par les fantassins turcs, trop ébranlés pour esquisser le moindre mouvement offensif. Seule leur artillerie nous cause quelques pertes.

Pendant que notre détachement livrait sur la côte d'Asie le brillant combat de Koum Kaleh, l'armée anglaise accomplissait héroïquement la tâche qui lui était confiée. Les troupes sautaient des embarcations sur la rive, et, après deux jours d'efforts, gagnaient la première ligne des crêtes qui traverse la péninsule.

Bientôt le corps français débarquait ses unités à son tour et occupait, au cap Hellès une partie du front tenue jusque-là par l'infanterie britannique, et, de concert avec elle, se portait à plusieurs kilomètres en avant. A peine les troupes alliées avaient-elles atteint la première ligne où le commandement leur avait prescrit de s'établir, que les Turcs cherchaient, par des attaques violentes et réitérées, à les rejeter à la mer.

Du 1er au 14 mai, tous les jours et surtout toutes les nuits, de nouveaux régiments turcs sont amenés à l'assaut; leurs unités décimées sont remplacées à chaque attaque par des unités fraîches qui sont fauchées comme les premières. Devant le tir de nos fantassins, devant les rafales du 75, les bataillons fondent l'un après l'autre. Non seulement nous avons réussi à prendre pied dans la presqu'île, mais nous nous y maintenons et fortifions nos positions en attendant de prendre l'offensive qui fera tomber les défenses intérieures et permettra à la flotte de franchir la passe.

Les opérations du 4 au 14 mai.

(*Officiel*). — Les opérations dans la péninsule de Gallipoli, après le débarquement des 25 et 26 avril, ont présenté une physionomie très nette. Attaques des Turcs, toujours faites de nuit, dans le but de jeter à la mer les forces alliées; attaques de jour du corps expéditionnaire, afin d'étendre la zone conquise, de consolider les positions occupées, en un mot de se renforcer jusqu'à l'arrivée des troupes et du matériel qui permettront de prendre l'offensive avec des moyens suffisants pour briser la résistance de l'ennemi.

Cette phase de transition a été surtout pénible pour les premières troupes débarquées, qui eurent à repousser avec des effectifs restreints, les assauts des contingents ennemis sans cesse renouvelés par l'entrée en ligne d'unités fraîches. Dans ces combats qui ont revêtu un caractère d'acharnement exceptionnel, la bravoure incontestable de l'infanterie ottomane est venue se briser contre le calme, l'endurance et l'héroïque ténacité des Anglais et des Français. S'il est vrai que le débarquement même sur les rives des Dardanelles fut une opération militaire sans précédent dans l'histoire, on peut ajouter que les batailles livrées ensuite dans l'étroite langue de terre resserrée entre le détroit et le golfe de Saros, offrent des épisodes de vaillance rarement égalés dans le passé.

Les Turcs, malgré leur échec sanglant du 2 mai, reprirent presque aussitôt l'offensive; mais au lieu de porter leurs attaques sur tout le développement de la ligne alliée, ils se bornèrent, dans leur seconde tentative qui eut lieu au cours de la nuit du 3 au 4, à essayer d'enfoncer le front tenu par les Français. Depuis 22 heures jusqu'au lever du jour, les vagues de fantassins ennemis vinrent mourir sur nos baïonnettes. Les Turcs chargèrent avec la plus grande détermination. Ils avaient l'ordre de ne pas tirer et, à cet effet, leurs premiers rangs étaient démunis de cartouches. On a relevé le cadavre d'un tambour qui s'est fait tuer sur le parapet d'une de nos tranchées sans aucune arme à la main, son mousqueton en bandoulière. Mais tous les efforts de l'ennemi furent vains. Au lever du soleil, la ligne française se retrouva sur les mêmes positions que dans la soirée précédente; elle n'avait pas perdu un pouce de terrain.

Le 6 au matin, le général prescrivit une offensive sur tout le front dans le but de s'emparer de plusieurs points, dont l'occupation devait faciliter nos progrès ultérieurs, et l'attaque de la position principale ennemie. Le mouvement se heurta à des ouvrages puissamment organisés à loisir et garnis de mitrailleuses. Le manque d'espace rendait la manœuvre difficile et obligeait nos compagnies à aborder de front les retranchements. Pendant les journées du 6 et du 7, les progrès, quoique lents, furent constants; dans l'après-midi du 8, toute l'infanterie se lança, dans une charge magnifique, à l'assaut d'un éperon dominant l'ensemble de la

région située entre le détroit des Dardanelles et le ruisseau qui coule au milieu de la presqu'île. Il y avait deux lignes de tranchées à enlever successivement, puis une redoute construite sur le sommet du mamelon. En dépit des salves de shrapnells, des rafales de mousqueterie et de mitrailleuses, nos vaillants coloniaux, appuyés par les régiments métropolitains, surmontèrent tous les obstacles; les hommes qui tombent sont aussitôt remplacés par leurs camarades sur la ligne de feu. Enfin, on voit briller aux dernières lueurs du soleil couchant les baïonnettes françaises sur le point le plus élevé de l'éperon. La redoute est à nous!

L'ennemi, immobile pendant la journée du 9, va tenter dans la nuit, un effort désespéré pour nous reprendre cette importante position. Il ne s'agit déjà plus pour les Turcs de nous jeter à la mer, mais seulement de reconquérir un ouvrage perdu. A la faveur de l'obscurité, les colonnes d'attaque se forment et, de plusieurs côtés, se ruent sur les quelques pieds carrés tenus par le bataillon de marsouins du commandant d'A.... L'attaque est soudaine et d'une rare violence. Elle échoue encore et les Turcs s'enfuient en couvrant de leurs morts les glacis de la redoute. Depuis ce jour, l'ennemi a renoncé à toute entreprise contre nos lignes et s'est borné à d'inoffensives tirailleries.

La prise, puis la défense de la redoute de l'éperon ne sont pas les seuls épisodes héroïques de la série de combats qui se sont livrés dans la péninsule de Gallipoli. Chaque action a mis en relief le courage, l'abnégation de nos officiers et de nos soldats. C'est le commandant Z... qui, blessé à la tête, refuse de se faire évacuer et trouve, quelques instants après, la mort à la tête de son bataillon. Le capitaine T..., des zouaves, blessé mortellement, reste à son poste jusqu'à son dernier soupir. Le lieutenant S..., d'un régiment colonial, grièvement blessé à la tête en conduisant sa section à l'assaut, continue à mener la charge, ne se fait panser que sur l'ordre de son chef de corps et revient au point le plus périlleux, où il se dépense toute la nuit pour assurer le ravitaillement en munitions. Le légionnaire D..., voyant le clairon de sa compagnie tomber en sonnant la charge, ramasse l'instrument et reprend le refrain entraînant qui accompagne ses camarades jusque dans les tranchées ennemies. Le caporal de zouaves T..., tous les agents de liaison de son régiment étant hors de combat, saute sur un cheval abandonné et porte, sous le feu le plus violent, les ordres du général de division à son colonel. Le caporal d'infanterie F..., blessé de deux balles et incapable de tirer, reste néanmoins sur la ligne de feu et, pendant toute la journée, rend les plus grands services en transmettant les renseignements.

Le clairon C..., grièvement blessé à la cuisse et ne pouvant ni marcher ni rester debout, s'assied pour sonner la charge jusqu'à l'enlèvement de la position ennemie. On pourrait citer bien d'autres exemples de la valeur de nos troupiers; elle a conféré à

leurs jeunes drapeaux la gloire dont se parent les enseignes des plus vieux régiments.

Peu de spectacles furent plus impressionnants que la cérémonie du 11 mai, au cours de laquelle le général d'Amade remit au lieutenant-colonel N..., la croix d'officier de la Légion d'honneur devant un des régiments de sa brigade. Le lieutenant-colonel N..., déjà blessé à Koum Kaleh, le 26 avril, venait d'avoir le bras traversé d'une seconde balle le matin même. Dans le carré formé par les troupes, se groupent le général, les officiers de la Légion d'honneur et le récipiendiaire. Le lieutenant-colonel souffre visiblement, on apporte une chaise, mais il refuse de s'asseoir devant sa troupe et se contente de s'appuyer au dossier, de son bras valide. Les soldats, eux aussi, se redressent fièrement et défilent d'un pas impeccable devant les chefs qui les ont déjà conduits au succès et partageront demain avec eux l'honneur de la victoire finale.

Sur mer.

Le 4 mai, bombardement du Bosphore par la flotte russe.

Le 24, un sous-marin anglais qui a pénétré dans la mer de Marmara, torpille plusieurs navires turcs devant Constantinople.

RÉSUMÉ DE LA SITUATION MILITAIRE SUR LE FRONT ORIENTAL

En Pologne, la situation est sans changement du côté de Mariampol, Kalvaria, Augustowo.

Les troupes allemandes occupent, en outre, en Pologne, la plus grande partie des gouvernements de Lomja et de Plock (dans ce dernier, on lutte toujours autour de Prasznitz et de Mlava), la totalité de ceux de Kalisz et de Pétrokow, partie de celui de Varsovie, où ils restent installés sur la rive gauche de la Bzura et de la Rawka, partie de celui de Kielce et le sud de celui de Radom, où, sur la rive gauche de la moyenne Vistule, nos alliés les ont fait reculer d'Opatow (sur l'Opatowka) derrière Ivaniska (sur la Kopzrywianka).

En Galicie, les Russes se défendent, contre la poussée austro-allemande partie de la région de Cracovie, sur le San, rivière qui prend sa source vers le col d'Uzzok, dont le cours, d'abord assez tortueux, arrose Lisko, Sanok, Przemysl et Iaroslaw, et qui se jette dans la Vistule entre les provinces de Radom et de Lublin. Sur le bas de la rivière, continuant leur succès au sud d'Opatow, les Russes ont réussi à maintenir leurs adversaires sur la rive gauche à Tarnobzreg et Roszwadow. En remontant la rivière, dans la région Lézajzk-Iaroslaw, les Allemands ont réussi à se maintenir sur la rive droite. Plus haut encore, Przemysl est, en

partie, investie et bombardée. Au sud de la place, dans la région comprise entre elle et les marais du Dniester, nos alliés ont remporté un succès à Hussakow (20 kilomètres est de Przemysl).

Plus à l'Est, nos alliés combattent face au Sud dans les vallées des affluents du Dniester, la Tysmiénica (Drohobycz), le Stryi (Stryi), la Lomnica (Dolina) et la Bystrzyka (Nadvorna) ainsi que dans la haute vallée du Pruth sur la ligne Deratyn-Kolomea. Dans ces deux dernières vallées, ils ont remporté de sérieux avantages et ramassé prisonniers et butin.

En Bukowine, enfin, ils menacent de nouveau Czernowitz.

En Arménie, la lutte est toujours sur la frontière, tant dans la vallée du Tchorok (Artwin) que dans celle de l'Olty Tschaï (Olty). Dans la province de Van, les Russes viennent d'enregistrer un succès.

Dans la presqu'île de Gallipoli que les Turcs avaient eu le loisir d'organiser à outrance, sous la direction des Allemands, de brillants assauts nous ont rendus maîtres des hauteurs qui s'étendent en avant de la ligne Kaba-Tépé-Krithia, d'où nous dominerons les défenses du canal.

Une partie de la flotte a pu s'engager dans le goulet dont les défenses sont en partie ruinées; elle a, par son tir précis, contribué à l'enlèvement des hauteurs.

Des mines ont été posées par la flotte alliée dans le golfe de Smyrne, entre Smyrne et Vurla (30 kilomètres à l'ouest de Smyrne).

Les Turcs organisent la défense d'Adalia, port de l'Asie Mineure, au fond du golfe de ce nom, au nord-ouest de Chypre, contre un débarquement éventuel des Italiens.

Il n'est plus question d'agression contre le canal de Suez. L'éventualité en est du reste écartée du fait de la présence en Égypte des dépôts et services d'armée du corps de débarquement des Dardanelles.

Juin 1915.

Du 1er au 10 Juin

Le 2, les Allemands échouent malgré l'emploi de gaz asphyxiants sur la Bsoura et la Rawska.

Le 3, succès des Allemands dans la région de Stryi.

Le 4, les Russes abandonnent Przemysl.

Le 5, des forces navales allemandes sont signalées dans la Baltique. Nouveau bombardement d'Ossovietz. Prise de Starzawa (nord-ouest de Przemysl) par les Allemands. Sur le San inférieur, résistance des Russes à la poussée autri-

chienne. Les Allemands passent sur la rive droite du Pruth, à la hauteur de Kolomea.

Le 7, les Allemands passent le Dniester dans la région de Jurawno.

Le 9, en Galicie, combats opiniâtres.

Le 10, vive lutte sur la rive gauche du Dniester.

Du 11 au 20 Juin

Le 11, l'ennemi a été rejeté sur la rive droite du Dniester, près de Jurawno. 6500 prisonniers, 17 canons, 49 mitrailleuses capturés.

Le 12, attaque allemande repoussée à l'est de Chavli.

Le 13, combats en Lithuanie. Sur le Dniester, dans la région de Jurawno, les Russes ont fait 15700 prisonniers. Sur le front Nezwiska-Zalesczikо, les Allemands ont réussi à traverser le fleuve.

Le 15, les Allemands bombardent Chavli. Les Autrichiens sont chassés de la région de Volaïa. Attaques allemandes repoussées au nord de Prasnysz. Les Russes font de nombreux prisonniers dans la région du Dniester, mais entre ce fleuve et le Pruth, près de Czernowitz, les Russes ont dû reculer au delà de leur frontière. Au Caucase, occupation par les Russes de Sorp sur le lac de Van.

Le 17, succès russes en Lithuanie et dans la région du Niemen.

Le 18, sur le front du Dniester, l'ennemi a été rejeté en désordre. En amont de Jurawno, les Russes ont capturé 8544 soldats, 202 officiers et du matériel.

Les 19 et 20, les Russes se sont retirés derrière les lignes des lacs à Grodek, mais ils résistent entre le Pruth et le Dniester.

Du 21 au 30 Juin

Le 21, vif combat entre le Pruth et le Dniester. Le 22, les Russes se retirent des lacs de Grodek sur les positions de Lemberg.

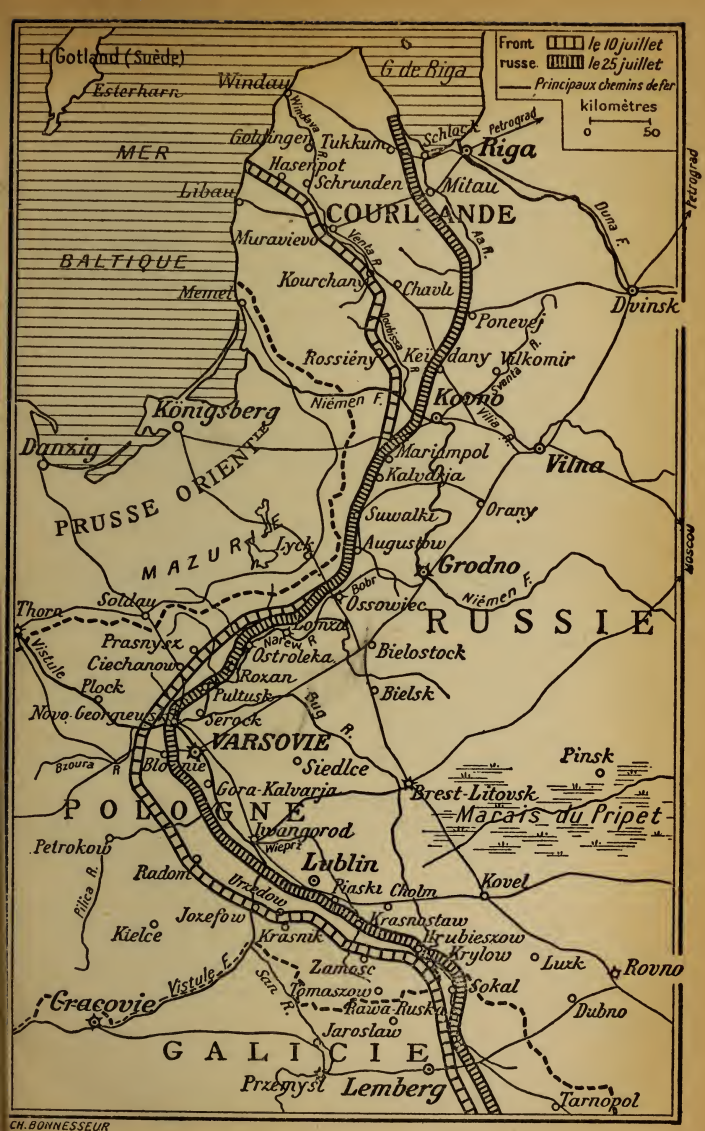
Le 23, sur le Dniester, les Autrichiens sont rejetés au delà du fleuve.

Le 29, les Russes repoussent une attaque austro-allemande sur le Gnita-Lipa.

MONTÉNÉGRO.

Rome, 29 juin. — Les Monténégrins ont occupé Alessio, puis Selac et Temai, villages malissores, et, enfin, Scutari.

Les Monténégrins, qui étaient à peu de distance de Scutari, partirent du pont de Messi vers la ville dont les condi-



CH. BONNESSEUR

LES VARIATIONS DU FRONT RUSSE EN COURLANDE ET EN POLOGNE EN JUILLET 1915.

tions d'occupation avaient été débattues entre le prince Ridboda et le quartier général.

L'annonce officielle en fut donnée le matin par une proclamation de la municipalité qui invita la population à recevoir dignement les soldats monténégrins.

A midi eut lieu l'entrée triomphale des Monténégrins. Après une avant-garde, composée d'un millier d'hommes et des popes en tenue de cérémonie portant la croix et les étendards religieux, le gros de l'armée entra dans la ville précédé du général et du consul du Monténégro. Des bandes d'irréguliers albanais venaient ensuite.

Le consul d'Autriche retira le drapeau autrichien et se plaça sous la protection du consul de Grèce.

(On sait que la prise de Scutari par les Monténégrins, au printemps 1913, sur les Turcs d'Essad pacha, faillit provoquer un conflit européen. L'Autriche s'opposa au maintien d'une garnison monténégrine dans la ville, qui reçut une garnison internationale.)

Note du Monténégro aux Puissances.

Une note du Monténégro aux puissances, dit que le Monténégro a compris que les menées autrichiennes contre son territoire, du côté de l'Albanie, avaient pour but de distraire son attention du front principal.

Cet état de choses est devenu très critique lorsque les Albanais, sur le fleuve Bojana, ont mis à sac les transports monténégrins et fait, en masses considérables armées par l'Autriche, irruption sur le territoire monténégrin.

Le gouvernement royal a été obligé d'occuper quelques positions.

Maintenant, les troupes monténégrines qui étaient obligées de garder la frontière albanaise, sont libres de participer aux opérations sur le front principal contre l'ennemi commun du Monténégro et de ses alliés.

Serbie.

Le *Giornale d'Italia*, à propos des bruits de paix séparée qui aurait été offerte à la Serbie par l'Autriche, publie une interview de M. Ristich, ministre de Serbie à Rome, qui a déclaré :

Jamais la Serbie ne signera une paix séparée : son avenir est indissolublement lié à celui des Alliés ; jamais la Serbie ne trahira les traités signés. Il est certain que les empires centraux seront battus, et une paix séparée lui serait fatale, car dans l'hypothèse

impossible de la victoire des empires centraux, nous ne pouvons pas avoir foi dans les déclarations et les promesses de gouvernements qui considèrent les traités comme des chiffons de papier.

Les bruits sur les menées de la Serbie en Albanie sont faux; nous avons occupé seulement les points stratégiques pour nous garantir contre les attaques des Albanais et empêcher le renouvellement de ces attaques. Le sort de l'Albanie sera décidé par nos fidèles alliés.

DARDANELLES.

Les opérations du 1er au 8 juin.

(*Officiel*). — La relation des événements de la dernière quinzaine de mai avait mis en lumière les conditions très spéciales des opérations dans la péninsule de Gallipoli, où, faute d'espace pour manœuvrer, les progrès ne peuvent se réaliser que graduellement, en avançant de point d'appui en point d'appui. Le commandement avait décidé de procéder à un mouvement de cette nature dans la journée du 4 juin. Toute la ligne devait entrer en action, de manière à immobiliser l'ennemi et faciliter la tâche des troupes chargées de s'emparer des parties du terrain qu'on tenait à occuper et à conserver.

Vers 11 heures, tout est prêt pour l'attaque. L'artillerie donne plus d'intensité à son feu et couvre de projectiles les tranchées ennemies. Du sol desséché par une longue période de chaleur sans pluie s'élèvent des colonnes de poussière, que le vent du Nord rabat malheureusement vers nos lignes. Nos avions sillonnent le ciel au-dessus du front turc pour observer les résultats du tir de l'artillerie et l'aider à neutraliser les batteries adverses; ils obtiennent un plein succès, et bientôt les canons ennemis sont réduits au silence. Pendant toute la durée du combat, les pièces ottomanes ne répondront que faiblement, à longs intervalles, aux coups répétés de nos obusiers et aux rafales des 75.

A midi, l'infanterie sort de ses abris. Des falaises qui dominent le golfe de Saros jusqu'au ravin abrupt de Kérévès-Déré, on voit scintiller les baïonnettes en avant des tranchées alliées.

L'effort principal se porte dans le secteur central du front anglais, auquel on a adjoint un certain nombre de batteries françaises dont le tir balaie la côte montant à Krithia. Du premier élan les fantassins kaki sautent dans les tranchées turques, dont presque tous les défenseurs ont été tués par les obus à la mélinite. Sans s'attarder, après ce premier succès les assaillants se lancent à nouveau en avant et prennent pied dans les tranchées de deuxième ligne. Cette pointe, poussée à quatre cents mètres au delà de leur point de départ, permet aux troupes britanniques de se rabattre à droite et à gauche et de prendre à revers d'autres fractions de la première ligne, qui tiennent encore; une redoute turque, ainsi attaquée, est capturée avec tous ses défenseurs.

Dans le secteur français, c'est sur la droite, à travers la région difficile qui précède le Kérévès-Déré, que nous avançons rapidement; en quelques minutes, la tranchée de première ligne est à nous; tous les retours offensifs ne parviennent pas à nous en déloger. La proximité d'un ouvrage turc très puissant, que nos troupiers ont dénommé le « Haricot », ne nous permet pas de passer à l'attaque de la seconde ligne, attaque qu'il faut préparer à loisir, en raison des multiples défenses accessoires, fils de fer et rangées de chevaux de frise, qui barrent l'accès des tranchées. Le feu de cette seconde ligne et du « Haricot » gênent les travailleurs occupés à organiser les retranchements conquis, dont l'aménagement n'avance que lentement et n'est terminé que la nuit.

Les gains obtenus portent sur plus de deux kilomètres de front, dans une zone d'une profondeur variant de cent cinquante à quatre cents mètres.

Nous avons éprouvé des pertes, comme il arrive toujours dans un assaut de ce genre, mais celles que nous avons infligées à l'ennemi sont énormes. Sur la pente de Krithia, les tranchées sont pleines de cadavres couchés les uns sur les autres; les boyaux, bouleversés par les projectiles à explosifs, ont à demi enterré les files de fantassins; partout des monceaux de morts attestent les effets destructeurs de notre feu.

Les troupes britanniques ont pris environ 500 prisonniers, dont 10 officiers, dans la tranchée attaquée à revers. Il est intéressant d'apprendre de la bouche des Turcs les fables qu'on colporte dans leurs régiments pour ranimer le courage et rendre quelque espoir aux hommes déçus par leurs échecs successifs. Depuis huit jours, les soldats ont appris notamment que les Russes ont offert sept de leurs provinces à la Turquie pour obtenir la paix; que la Roumanie a déclaré la guerre à la Triple-Entente. On n'a pu cacher l'entrée en ligne de l'Italie, mais on s'est empressé d'annoncer que deux millions d'Austro-Allemands ont immédiatement écrasé les armées de notre nouvelle alliée.

Parmi les soldats ennemis capturés se trouvent six Allemands, faisant partie d'une compagnie de mitrailleuses. Cette compagnie, qui a perdu dans l'action les deux tiers de ses pièces, un de ses officiers et presque tous ses hommes, se composait exclusivement d'Allemands. Les uns étaient des marins débarqués du *Gœben* et du *Breslau*, d'autres des sujets prussiens habitant la Turquie et mobilisés sur place, d'autres enfin étaient venus de leur pays par l'Autriche et la Bulgarie. Des déclarations de ces hommes il résulte que l'Allemagne n'a cessé depuis plusieurs mois de ravitailler l'armée ottomane en cadres et en techniciens. Soit individuellement, soit par petits groupes, ces auxiliaires arrivent en un afflux constant à Constantinople, d'où on les dirige sur les arsenaux ou les armées.

Presque toutes les grandes unités ont à leur tête des officiers prussiens. Les prisonniers faits à Koum Kaleh le 26 avril apparte-

naient à la division du colonel von Nicolaï; ceux qui ont mis bas les armes le 4 juin étaient sous les ordres de Weber pacha.

Partout, sur terre comme sur mer, lorsqu'un officier turc est investi d'un commandement important, il est doublé d'un ou de deux Allemands. La griffe germanique tient ce malheureux pays dans ses serres impitoyables. C'est de Berlin, non de Stamboul, qu'on pousse contre nous ceux qui furent hier encore nos amis et que nous avons aidés, soutenus depuis quatre siècles. Telle est l'œuvre qu'a accomplie l'Allemagne sur les rives du Bosphore, avec la complicité d'une poignée d'ambitieux qui ont sacrifié leur pays à leur intérêt personnel.

Ainsi nous retrouvons ici, comme partout, comme toujours, l'Allemagne devant nous. Nos soldats le sentent bien. Ils savent qu'ils forment l'aile droite du grand front et ils abordent l'ennemi dans la presqu'île de Gallipoli avec la même ardeur, le même esprit de sacrifice que leurs camarades qui, sur le sommet des Vosges, voient surgir de la plaine alsacienne les flèches de la cathédrale de Strasbourg.

La légation d'Angleterre communique à la presse :

Une dépêche de l'amiral anglais commandant aux Dardanelles dit que le ravitaillement des Turcs et des Allemands est effectué par des navires grecs. Cette attitude observée par une partie du peuple hellène est contraire à la neutralité et amènera certainement des conséquences fort regrettables dont souffriront également les armateurs et commerçants honnêtes.

COMMUNIQUÉ OFFICIEL ANGLAIS.

Sir Jan Hamilton communique les détails suivants sur l'attaque prononcée par l'ennemi dans la nuit du 29 au 30 juin.

Vers 2 heures du matin, les projecteurs du navire *Scorpion* découvrirent un demi-bataillon turc qui avançait près de la mer, au nord-ouest de Krithia. Le *Scorpion* ouvrit immédiatement le feu et peu d'ennemis échappèrent aux obus et aux shrapnells anglais. En même temps, l'ennemi attaquait la butte conquise par nous à l'ouest de Krithia, avançant en formations serrées et en plusieurs lignes. L'attaque fut prise sous un feu d'artillerie et une fusillade d'enfilade. L'ennemi subit de grosses pertes.

Les premiers détachements turcs parvinrent à 35 mètres du talus, mais peu d'hommes purent s'y maintenir. Pendant toute la nuit, les Turcs tentèrent à plusieurs reprises de violentes attaques. L'ennemi était armé de grenades. Par deux fois, nos troupes furent repoussées sur une courte distance, mais, au matin, dès la première heure, nous reprîmes les tranchées perdues à la baïonnette et, depuis ce moment, ces tranchées ont été renforcées.

Des rapports complémentaires sur l'action des corps australiens et néo-zélandais déclarent que l'action turque contre notre flanc

droit a commencé vers minuit par un feu très violent qui a duré jusqu'à 1 h. 30. A ce moment, nos hommes ne répondirent que par des hourras. Les Turcs alors lancèrent définitivement leur attaque et s'avancèrent tout droit à la baïonnette. Ceux qui réussirent à atteindre nos sapes furent aussitôt tués. Les autres subirent le même sort dans une riposte très violente des 7e et 8e régiments de cavalerie légère (Light Horse), dont les hommes étaient armés de grenades et de fusils.

Dès 2 h. 30, l'attaque ennemie était brisée et, en se retirant, l'ennemi subit des pertes importantes en tués.

A la droite, les Turcs attaqués encore plus vivement, furent entièrement surpris par une sape dissimulée construite fort en avant de notre ligne principale. Dans ces tranchées gisent de nombreux morts; quelques éléments ennemis parvinrent à pénétrer sous notre sape et plusieurs la traversèrent. Tous furent anéantis par le feu de notre fusillade tiré d'un parapet se trouvant plus à l'arrière.

Le 30 juin, les troupes anglaises enlèvent plusieurs tranchées turques près de Krithia.

Juillet 1915.

Du 1er au 10 Juillet

Du 1er au 6, autour de Lublin entre le Wieprz et le Bug, progression de l'ennemi. Dans la même région, les Russes qui ont pris l'offensive, ont en trois jours fait 11 000 prisonniers.

Les forces austro-allemandes, battues par les Russes dans la région de Krasnik, étaient commandées par l'archiduc Joseph-Ferdinand; elles comprenaient la 4e armée en entier, plus quelques corps de l'ancienne armée Dankl et une partie de l'aile gauche de Mackensen. Cette défaite, sans les renforts envoyés aussitôt par le maréchal allemand, se serait, sans doute, transformée en déroute.

Notons que le communiqué allemand du 8 juillet ne souffle mot de ce grave échec; il dit : « La situation des troupes allemandes entre le Dniester et la Vistule supérieure est sans changement; à l'ouest de la Vistule supérieure, une série de positions ennemies ont été prises d'assaut.

Plus franc, pour cette fois, le communiqué autrichien du même jour, 8 juillet, avoue l'échec en ces termes : « Devant des forces ennemies considérables amenées pour servir de couverture à Lublin et qui s'avançaient pour contre-attaquer, nos troupes ont

été ramenées des deux côtés de la chaussée sur les hauteurs au nord de Krasnik. »

Quoi qu'il en soit, l'offensive russe se développe méthodiquement, tandis que se poursuit la retraite de l'ennemi. Le nombre des prisonniers faits par les Russes dans ces dernières affaires autour de Krasnik s'élève à plus de 15 000 hommes.

Toutefois, il convient d'attendre patiemment les développements de la campagne et de considérer que le succès de nos alliés a seulement amélioré, de façon appréciable, la position de l'armée russe.

Du 11 au 20 Juillet

Le 15, sur la Vistule, les Russes font prisonniers 23 000 ennemis.

Le 16, combats acharnés sur le Dniester.

Du 21 au 31 juillet

Le 23, l'ennemi franchit la Narew entre Rojany et Pultusk.

Le 24, l'ennemi commence son offensive le long du golfe de Riga.

Le 25, il avance dans le gouvernement de Kowno.

Le 27, combats autour de la Narew, d'Ivangorod, entre la Vistule et le Bug.

Le 29, avance de l'ennemi au sud-ouest de Varsovie.

Dardanelles.

Le 2 juillet, six lignes de tranchées turques sont enlevées par les Français.

Attaque générale des Turcs repoussée. Lourdes pertes ennemies.

Ordre du jour du général Gouraud.

En quittant la presqu'île de Gallipoli, le général Gouraud, grièvement blessé, a adressé aux troupes du corps expéditionnaire d'Orient, placées sous ses ordres, l'ordre du jour suivant :

Le général se sépare avec un profond regret de ses vaillantes troupes et de leurs officiers, il en laisse le commandement au général Bailloud et emporte la pleine confiance que le corps expéditionnaire d'Orient continuera à être digne de son nom.

Il salue leurs chers drapeaux, emblèmes de la patrie; que des jours de gloire luisent encore pour eux!

A bord du *Tchad*. Général Gouraud.

Le 15 juillet, positions enlevées par les forces alliées dans la basse vallée de Kerevès.

Bombardement d'Achi-Baba et de la côte d'Asie.

La prise du ravin de Kerevès-Déré.
(*21 juillet.*)

Le Kerevès-Déré est franchi. Le « Haricot » est pris. L'un, au nom officiel, est un ravin; l'autre, baptisé ainsi par les nôtres, un monticule déguisé en fortin. Quelle impression produira bien en France cette nouvelle? C'est si loin, les Dardanelles, et les choses y marchent si lentement! Peut-être ne la saluerez-vous pas comme l'annonce d'un succès important?

Et, cependant, c'est peut-être le plus grand pas qu'on ait encore fait sur la presqu'île sur le front français; un de ceux qui marquent le plus notre maîtrise; c'est sûrement l'un des coups les plus sérieux qu'on ait encore portés à cet Atchi-Baba, ce Pic de l'Arbre, cette 216, qui voit chaque jour s'accentuer sa vulnérabilité. Et cela restera comme l'un des plus beaux faits d'armes du corps expéditionnaire.

Après les combats des premiers jours de mai — ces combats aux alternatives de succès et de revers, d'espoirs enthousiastes et d'angoisses infinies, de courage et d'héroïsme toujours; ces combats où nous avons lutté jusqu'à un contre dix; où nous avions à faire face à deux ennemis : le Turc et la mer; où il n'était pas permis d'échouer, parce qu'alors c'était la noyade; ces combats où le salut de tous commande de mourir sur place; après ces combats, dis-je, nous avions porté nos lignes en bordure du Kerevès-Déré. C'est lui qui, du côté des Dardanelles, nous barrait le chemin de la 216.

C'est un ravin profond et assez large qui, partant des détroits, serpente quelque deux kilomètres pour se perdre, sans solution de continuité, sur le plateau du Pic de l'Arbre.

Découpé en dents de scie, qui forment autant de saillants rocheux, c'est par la nature même du sol un très sérieux obstacle. A ces défenses naturelles, le Turc a greffé la science artificielle qu'il tient du Boche : les saillants sont autant de positions, de fortins parfois, comme le « Haricot »; le sol, bouleversé, troué comme une écumoire de chausse-trapes, de pièges à loups, est lacéré de tranchées.

Dans celles-ci, des défenseurs fanatisés, qui nous attendront tout à l'heure avec la grenade meurtrière ou le lance-bombes. Véritable forteresse, le Kerevès-Déré semblait devoir rester inexpugnable. Deux de nos attaques s'y étaient brisées; deux tentatives menées cependant à fond, à plein cœur, n'avaient pas réussi. Pris d'enfilade de toutes parts et sous le feu d'une artillerie chaque jour plus agissante, les nôtres avaient dû se replier.

Les Turcs feraient-ils la passe de trois et devrions-nous nous avouer impuissants? Tant de courage resterait-il sans effet et devrait-on s'avouer vaincus?

Eh bien, non, quelque brave qu'il se soit montré, le Turc n'a pas pu résister à notre fougue. Nous tenons maintenant le Kerevès-Déré : l'attaque du 21 juillet restera décisive.

Après un bombardement formidable, où au grondement sourd des Rimailho et des 120 se mêlait le claquement sec et si reconnaissable du 75, après qu'on leur eut envoyé un déluge de fer, rendu plus meurtrier par la science de nos artilleurs, l'attaque était donnée. Sur toute la ligne, on s'est jeté en avant « à la fourchette ». Chacun fonçait droit devant soi, sur la tranchée ou le fortin adverse, et nettoyait tout sur son passage.

Un moment, cependant, nous avons bien cru que c'était à recommencer, mais les légionnaires venaient renforcer la ligne, et, dans leur sillage, lignards et coloniaux passaient le Kerevès-Déré, enlevaient le « Haricot ».

Ils sont à nous, maintenant, et nous les garderons. Par la contre-attaque nocturne qu'ils ont tentée quelques heures à peine après notre succès, contre-attaque si violente qu'elle rappelait celles des premiers jours de mai, on sent mieux aujourd'hui le prix qu'ils attachaient à la possession de ce ravin. C'est un coup formidable qu'on leur a porté et dont ils ne se relèveront pas de si tôt. C'est aussi une nouvelle atteinte à la 216. Elle est encore loin, mais, cette fois, s'il faut marcher, l'homme seulement nous barrera le chemin.

Mais il ne faudrait pas s'illusionner. Le passage du Kerevès-Déré et la prise du « Haricot » ne nous donnent pas encore la 216. On l'enserre, on l'étouffera bientôt, mais, pour l'instant, elle respire et souffle encore sa mitraille.

Elle est encore loin, d'ailleurs, et avant d'y grimper, il s'écoulera bien des jours. D'autres combats seront livrés, où les nôtres ne gagneront qu'une centaine de mètres; il se dépensera encore et toujours de l'énergie, de la bravoure pour une avance qui vous paraîtra peu sensible.

Mais ce sera quand même un résultat appréciable : songez qu'avec leurs tranchées, qu'ils défendent — il faut le reconnaître — avec le plus grand courage, les Turcs ont l'avantage de la position, qu'ils balaient sous leur feu de mousqueterie ou de mitrailleuses, comme ils le feraient des glacis d'une forteresse. Aussi, point d'illusions. Il faudra du temps pour obtenir des résultats importants, sinon décisifs.

Un officier turc, que nous avons fait prisonnier et que l'on interrogeait, a bien répondu que les nôtres pourraient aller à Constantinople, mais qu'ils ne prendraient jamais la « 216 ». Ultime bravade du vaincu! Nos poilus sauront infirmer cette fanfaronnade. Et en admettant même que Atchi-Baba soit enlevé, il serait puéril de penser que les Turcs nous céderont la place. Nous trouverons certainement derrière d'autres défenses où ils auront organisé leur nouvelle ligne de résistance.

Nous n'en doutons pas ici un seul instant. Il serait bon aussi que cette idée s'ancrât en France, et que l'on prît patience.

On s'est forgé des chimères. L'expédition d'Orient : bagatelle... de la Porte. Les Turcs : soldats de carton qui se rendront en

masse. Dès l'apparition des Alliés, ils décamperont au premier coup de canon. Le débarquement, fichaise : la flotte a déjà détruit les forts. Ils débarqueront sans combat. Ils traverseront Gallipoli à une allure de bolide, ils seront à Constantinople en quinze jours et la paix signée en trente. Eh bien! non, il faut en démordre. Nous ne sommes plus aux temps des épopées et des chevauchées merveilleuses, déjà centenaires, des campagnes qui durent un mois avec pour résultat la défaite irrémédiable de l'ennemi. Il faut savoir regarder les choses en face et de sang-froid. Les Turcs nous ont enlevé ces illusions, ou mieux les ont enterrées avec Koum Kaleh et Seddul-Bahr. Tireur remarquable autant que savant utilisateur du terrain, le soldat turc joint à une bravoure indéniable une certaine dose de fanatisme. Ajoutez à cela qu'il est sous la main d'officiers allemands déguisés en Turcs, qui connaissent quelles sont ses faiblesses et ses qualités et qui savent utiliser les unes et annuler les autres. Et les nôtres s'en rendent bien compte : ils ne mésestiment pas cet adversaire qui leur a rendu si ardue la tâche.

Ce sont là les réflexions de nos combattants qu'ils aimeraient voir se répandre en France.

La contribution qu'on leur a imposée est déjà suffisamment lourde pour qu'ils désirent qu'on reconnaisse leurs efforts et qu'on leur fasse crédit.

Qu'ils se soient, eux aussi, fait des illusions, nul ne songe à le nier, mais ils sont maintenant désabusés.

Comme sur le front occidental, les Turcs à Gallipoli leur ont imposé la guerre de tranchées. Et celle-là ne permet pas de progressions rapides. Bien qu'elle soit contraire au caractère français, force leur a été de l'accepter. Élèves pendant quelque temps, ils sont bientôt passés maîtres.

Et avec elle, cette guerre de tranchées a imposé son cortège de boyaux, de places d'armes, de chambres de repos, de fils de fer, de chausse-trapes, de redans, de fortins. Ils s'y sont d'abord résignés, puis habitués; ils y manifestent maintenant leur maîtrise. Demain, ils vaincront.

Ayez donc confiance. Conscients du noble devoir qui leur est tracé, ils ont à cœur de le remplir jusqu'au bout. Et ils y ont peut-être aussi plus de mérite.

Sous un soleil de feu durant le jour, dans des tranchées transpirantes la nuit, voilà deux mois qu'ils combattent sans trêve ni merci. Fatigues, privations, ravitaillements précaires, luttes dans des conditions souvent désavantageuses — dans un pays où la maladie se fait souvent l'alliée de la mitraille — avec, pour champ de bataille, une terre qui leur était presque un exil, ils ont tout surmonté.

Et, maintenant, ceux-là qui ont franchi le Kerevès et enlevé le « Haricot » restent, croyez-le bien, certains du succès; et quand on leur demandera l'effort pour la « 216 », ils seront prêts à lui donner l'assaut.

Dans la nuit du 18 juillet, les Anglais ont enlevé une tranchée en face de leurs lignes dans le secteur Nord des opérations. Tous les Turcs se sont enfuis, laissant un mort.

Le 18 juillet, dans le secteur Sud, les Turcs ont attaqué dans le secteur français quelques-unes des tranchées récemment conquises et ont été repoussés. Dans le secteur britannique, les tranchées prises le 12 et le 13 ont été consolidées chaque jour méthodiquement et étendues sur quelques points.

Le 21 juillet, les Anglais ont enlevé une petite redoute avec des pertes insignifiantes, et ont attaqué avec succès une partie de la tranchée turque de communication. L'artillerie française a culbuté une mitrailleuse turque en face de notre gauche. L'artillerie turque a été active dans les deux secteurs.

Le 29 juillet, occupation de Mitylène par les Alliés.

Sur mer.

Le 3 juillet, les Russes bombardent Loungouldak, dans la mer Noire.

Le 5, le paquebot français *Carthage* est torpillé et coulé au cap Hellès.

Dans l'air.

Les avions alliés bombardent Tchunak et Smyrne.

RÉSUMÉ DES OPÉRATIONS AUX DARDANELLES

Si l'opération des Dardanelles a donné peu de résultats, en elle-même, elle a du moins eu pour effet d'obliger les Turcs à abandonner leur projet contre l'Égypte et sans doute aussi à diminuer les contingents qu'ils opposent aux Russes dans les vilayets d'Arménie.

Les attaques contre l'Égypte sont à peu près complètement abandonnées; c'est à peine si, de temps en temps, une petite bande fait une démonstration pour obliger les Anglais à conserver quelques troupes sur les rives du canal de Suez.

CHAPITRE III

HORS D'EUROPE

Mai 1915.

Les colonies allemandes. — L'Allemagne a déjà vu les Australiens conquérir la Nouvelle-Guinée allemande et les îles voisines, le Togo et le Cameroun, à peu près conquis par des forces anglo-françaises, l'Afrique orientale menacée par les Anglais : sa liquidation coloniale s'étend maintenant au Sud-Ouest africain, dont le général Botha vient d'occuper la capitale, Windhoeke.

Le Cap, 13 mai. — (*Officiel*). Le général Botha est entré hier à Windhoeke, capitale du Sud-Ouest africain allemand, sans rencontrer aucune résistance.

Le Cap, 13 mai. — (*Officiel*). Les prises de guerre dans la capitale du Sud-Ouest africain allemand sont considérables. Le général Botha a proclamé la loi martiale sur tout le territoire conquis. Dans un ordre du jour adressé à l'armée, le général Botha dit que les troupes ont montré la plus grande vaillance et un esprit de sacrifice dans des circonstances très difficiles. Il fait ressortir ensuite la responsabilité leur incombant du fait de l'occupation de Windhoeke, dont la population non combattante doit être respectée. Il termine en disant que le résultat de cette expédition est des plus importants pour l'empire, car il signifie pratiquement l'entière possession du Sud-Ouest africain allemand.

Le Sud-Ouest africain allemand était la colonie la moins peuplée de l'empire : il n'a pas 100 000 habitants sur ses 835 000 kilomètres carrés (France 536 000). C'est une terre en grande partie soumise au régime désertique que subit une large zone faisant, dans le sud de l'Afrique, pendant au Sahara. Mais le pays est tempéré, habitable pour les Européens qui y prospèrent; la perte du Sud-Ouest africain sera d'autant plus pénible à l'Allemagne que c'était sa seule colonie de peuplement; les colons de race blanche y sont une quinzaine de mille contre moins de 85 000 indigènes.

L'événement est d'autant plus douloureux qu'il donne un

démenti ironique à une des grandes idées coloniales des Allemands. En s'établissant dans le Sud-Ouest africain, l'Allemagne espérait inspirer des idées de solidarité germanique aux Boers, qui parlent, comme on sait, le hollandais, soit un dialecte bas-allemand, et les faire entrer dans son orbite. Reprenant cette idée au commencement de la guerre, elle a essayé de faire révolter les Boers contre l'Angleterre. Elle y a si bien réussi que c'est le général Botha, un des chefs de la résistance des Boers contre l'Angleterre, devenu depuis, grâce à la politique libérale des Anglais, premier Ministre de l'Union sud-africaine, une des grandes colonies britanniques, qui vient d'occuper Windhoeke au nom du roi George.

Au nord de l'Afrique, faillite de la guerre sainte; au sud, faillite du mouvement pangermaniste chez les Boers. Que de faillites dans cette liquidation des ambitions coloniales de l'Allemagne, en attendant que le corps de l'empire ait à en souffrir lui-même!

Nos succès au Cameroun. — Un télégramme du gouverneur général de l'Afrique occidentale française annonce que, le 11 mai, la colonne française, commandée par le colonel Mayer, a enlevé, après un mouvement tournant heureux et une action brillante, le poste d'Escka, au Cameroun. Nos pertes ont été insignifiantes et celles de l'ennemi sérieuses. Cette nouvelle a été confirmée par le gouvernement anglais.

Juin 1915.

Turquie d'Asie. — A la fin de mai, une expédition fut envoyée un peu au nord de Kourna, et même quelques troupes furent expédiées en amont de ce point sur l'Euphrate. Mais c'est sur le Tigre que les progrès des forces britanniques commencèrent par être le plus sensibles, et dans leur poursuite de l'ennemi, qui se retirait aussi vite que possible vers le Nord, les troupes anglaises sont arrivées à Amara. Le 3 juin, la ville s'est rendue avec beaucoup de matériel de guerre et environ 2000 prisonniers. La hausse printanière des eaux du Tigre a beaucoup favorisé ces opérations et on assure qu'à Bagdad on s'attendait, il y a quelques semaines, à l'arrivée des forces anglo-indiennes. Par contre, la situation

des Turcs est rendue extrêmement difficile par le manque de charbon qui ne leur permet guère de faire circuler leurs vapeurs sur les eaux du Tigre, qui s'ouvrent de plus en plus aux transports anglais.

Juillet 1915.

Turquie d'Asie. — Le bureau de la presse annonce, le 24 juillet, que la ville de Scheikh-Othman, dans la presqu'île d'Aden, que les Anglais avaient évacuée récemment, a été réoccupée. Les Turcs ont été chassés facilement et ont été poursuivis jusqu'à 8 kilomètres de la ville.

Sheikh-Othman est maintenant solidement tenue, et la population civile revient rapidement. Nos pertes s'élèvent à une vingtaine d'hommes.

Les Turcs sont encore à Lahedj, mais ils sont décimés par les maladies.

En Mésopotamie, après avoir porté leurs positions très en avant sur le Tigre, les Anglais ont opéré sur l'Euphrate. Le 24 juillet, les forces britanniques, commandées par le général Gorringe, attaquaient les troupes ennemies près de la petite ville de Nassiryieh, peuplée de 12 000 habitants, qui fut bombardée le soir; pendant la nuit, les Turcs se retirèrent en désordre de la ville que les Anglais occupèrent le 25 au matin. Ils ont ramassé, sur le champ de bataille du 24, onze canons, deux mitrailleuses, plusieurs centaines de prisonniers et constaté la présence de plus de cinq cents cadavres. Les pertes anglo-indiennes ont été de trois cents à quatre cents hommes.

La saison rend très difficile la continuation des opérations en Mésopotamie : la chaleur est formidable, elle atteint plus de 50 degrés à l'ombre. Il a fallu fournir les troupes de tout un matériel particulier pour les aider à résister à ce climat.

Cameroun (*Officiel*). — Le Ministre des colonies vient de recevoir la nouvelle que les troupes alliées qui avaient pris récemment le poste de Caroua, après avoir forcé sa garnison à se rendre sans conditions, ont continué leur marche victorieuse jusqu'à la ville de N'Gaoundéré, dont elles se sont emparées le 29 juin à la suite d'une brillante action.

N'Gaoundéré, qui est le nœud de nombreuses routes se dirigeant sur les divers points de la colonie, paraissait devoir être, grâce à sa situation dans une région à la fois accidentée, riche et saine, le réduit de la défense allemande contre les colonnes françaises et anglaises qui procèdent méthodiquement à la conquête du Cameroun.

La perte de ce réduit constitue un échec sérieux pour nos ennemis. Aussi ont-ils essayé de le reprendre par une vive contre-attaque de nuit qui leur a valu une nouvelle défaite. Ils ont alors battu en retraite dans la direction de Tibati, qui se trouve au sud-ouest de N'Gaoundéré.

A ce beau fait d'armes est venu s'ajouter un autre succès remporté par les troupes franco-anglaises opérant dans une région plus rapprochée de la côte. Elles se sont, en effet, emparées, à la date du 14 juillet, des postes de Dehane et de Tjahe. Ainsi se poursuit de plus en plus serré l'encerclement des forces allemandes et s'étend sans cesse la zone effectivement occupée par les Alliés.

DEUXIÈME PARTIE

DIPLOMATIE ET POLITIQUE

CHAPITRE I

NÉGOCIATIONS ET ACTES DIPLOMATIQUES

Mai 1915.

Le rapport officiel sur l'emploi des gaz asphyxiants par les Allemands. — Le *Journal officiel* publie ce matin le troisième rapport présenté à M. le Président du Conseil par la Commission instituée en vue de constater les actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.

Nous avons l'honneur de vous faire connaître que nous venons de nous transporter au quartier général de l'armée française en Belgique et dans le département du Nord, pour procéder à une enquête au sujet de l'emploi, par les Allemands, de gaz asphyxiants contre nos troupes. Le résultat de nos investigations auprès des officiers témoins du fait, et des médecins qui ont soigné les victimes, ne saurait laisser aucun doute sur la réalité et l'importance de cette nouvelle violation du droit de la guerre. En voici d'ailleurs le résumé :

Le 22 avril, un rapport d'aviateur signala qu'une fumée jaune avait été aperçue de place en place entre Bixschoote et Langemarck, dans les tranchées allemandes. Vers 5 heures du soir, un épais nuage de vapeurs lourdes, d'un vert jaunâtre, sortait des mêmes tranchées et, poussé par la brise, arrivait sur les lignes alliées, suivi par des contingents ennemis qui s'avançaient en tirant des coups de fusil.

Nos hommes ressentirent immédiatement des picotements et une irritation intolérable dans la gorge, le nez et les yeux ainsi que des suffocations violentes et de fortes douleurs dans la poitrine, accompagnées d'une toux incoercible. Beaucoup tombèrent pour ne plus se relever. D'autres essayant vainement de

courir durent, sous les balles et les obus, se replier en titubant, en proie à des souffrances cruelles et pris de vomissements dans lesquels apparaissaient des filets de sang. La plupart de ceux qui purent s'échapper furent malades pendant plusieurs jours et un certain nombre d'entre eux, malgré les soins qu'on leur prodigua, ne tardèrent pas à succomber aux suites d'accidents pulmonaires causés par l'asphyxie.

Le 22 avril également, dans la région de Boesinghe, l'ennemi a couvert le terrain occupé par nos soldats d'obus qui, en éclatant, dégageaient des gaz suffocants. Depuis, à plusieurs reprises, notamment le 27 avril et le 2 mai, il s'est encore servi des mêmes moyens avant d'attaquer. Il semble du reste que les Allemands aient l'intention de généraliser l'usage de procédés de ce genre, formellement interdits par les conventions internationales, et qu'ils y soient déterminés depuis longtemps déjà, car ils ont préparé, à cet effet, tout un matériel, dont les déclarations d'un prisonnier ont, dès le 14 avril, révélé l'existence. Ce matériel consiste en des récipients en métal munis de tubes commandés par des robinets. L'homme qui en a fourni la description aurait été envoyé à l'instruction à Roulers, pour y apprendre le maniement des engins et, d'après lui, des bouteilles à gaz se trouveraient disposées sur une partie du front, à raison d'une batterie de vingt bouteilles tous les quarante mètres.

Le 27 avril, un autre prisonnier, sous-lieutenant d'infanterie, a dit à l'officier interprète chargé de l'interroger qu'il considérait les gaz asphyxiants comme une nouvelle arme au service de l'Allemagne; et dans une lettre qui a été trouvée sur un soldat allemand, celui-ci écrivait, le 26, à sa mère : « Vraisemblablement on va donner maintenant leur compte à ces maudits Anglais. Nous avons employé un nouveau moyen de combat contre lequel ils sont tout simplement sans défense. »

Enfin, ce qui prouve mieux encore une organisation longuement préparée, c'est que les troupes qui se sont jetées le 22 avril sur les tranchées françaises, étaient munies d'appareils destinés à les protéger contre l'asphyxie. Certains hommes avaient la tête recouverte de masques lumineux, qui les faisaient ressembler à des scaphandriers. Les autres, en plus grand nombre, portaient sur le nez et sur la bouche une muselière en caoutchouc, en forme de groin, d'une fabrication très ingénieuse. Un de ces derniers instruments, trouvé sur le terrain, nous a été remis. Il se fixe à l'aide d'un élastique passant derrière la nuque. Son extrémité est formée par une paroi percée de plusieurs trous, et à laquelle est adapté un tampon imprégné d'une substance de nature à neutraliser l'effet des gaz. L'aspiration se fait à travers ce tampon, et l'expulsion de l'air respiré se produit au moyen d'une petite valve en mica, jouant dans un dispositif métallique placé sur un des côtés de l'appareil.

M. Kling, directeur du laboratoire municipal de Paris, a été

chargé, par le Ministre de la guerre, de déterminer la nature du gaz qui a été employé par les Allemands contre nos soldats. Il résulte de ses recherches que ce produit est du chlore gazeux, qui doit être considéré comme un « agent suffocant meurtrier », capable de provoquer la mort par asphyxie secondaire.

Veuillez agréer, etc.

C. Payelle, président, Armand Mollard,
G. Maringer, Paillot, rapporteur.

Un ultimatum du Japon à la Chine.

Tokio, 7 mai. — Le Japon a présenté un ultimatum à la Chine, demandant une réponse dans les 48 heures.

L'ultimatum par lequel le Japon enjoint à la Chine de signer les conventions qu'il a préparées devait être remis le 7 mai à 15 heures (heure de Pékin). Le délai expirerait donc, d'après notre heure, dans la matinée du 9 mai. On estime en général que la Chine cédera.

Elle a fait le 6 mai une dernière démarche qui indique ses intentions : pour avoir le temps d'apporter des concessions nouvelles, elle a demandé que l'ultimatum fût retardé de quelques heures. Ces concessions nouvelles consistaient à accepter toutes les conditions imposées par le Japon — même celles qui sont relatives à l'emploi de conseillers japonais par le Gouvernement chinois et à la commande de munitions chinoises au Japon — mais l'acceptation était encore vague. Les Japonais ne s'en sont pas contentés et ont remis leur ultimatum.

On ne sait pas jusqu'à quel point Yuan-Ché-Kaï, le président chinois, regrettera que le Japon ait ainsi créé un cas de force majeure. Yuan-Ché-Kaï ne s'est pas beaucoup occupé de politique extérieure depuis qu'il a pris le pouvoir. Il s'est presque entièrement consacré, et non sans succès, aux questions du dedans. Il connaît bien ses compatriotes, et il exerce une puissante influence sur eux. S'il leur explique que des circonstances, auxquelles la Chine ne peut absolument rien, la mettent dans l'impossibilité de résister aux exigences japonaises, on ne lui reprochera guère d'avoir cédé. En Chine plus que partout ailleurs, la politique est, comme disait Bismarck, l'art des possibilités. D'ailleurs, une rébellion générale ne trouverait en ce moment ni chefs, — ils sont hors du pays, — ni armes, ni argent. S'il doit se produire des troubles, on ne prévoit que des incidents localisés.

Il est vrai que nous assisterons probablement à un boycottage des marchandises japonaises, le troisième, sauf erreur. Mais les deux précédents ont bientôt fini, faute de « boycotteurs », et il pourrait en être de même cette fois aussi. La vente des produits japonais rapporte, en effet, de sérieux bénéfices aux intermédiaires chinois.

Cependant, en admettant que toutes ces suppositions apaisantes se vérifient, on ne se fait encore qu'une idée très lointaine des transformations qui se préparent dans le monde chinois.

D'abord, il semble bien ressortir des paroles prononcées par sir Edward Grey, le 4 mai, que, malgré les notes reproduites par la presse, le public ignore toujours l'exacte teneur des conditions imposées par le Japon. Il serait du reste contraire à tous les précédents qu'un accord conclu entre des gouvernements d'Extrême-Orient ne contînt pas de clauses confidentielles.

D'autre part, si les Chinois excellent à céder après avoir résisté, ils n'excellent pas moins à résister après avoir cédé. Leur patiente et subtile ténacité a corrigé déjà bien des décrets de l'histoire. Jamais les Japonais n'ont obtenu en Chine toute la place que la guerre de Mandchourie semblait leur livrer sans conteste et sans appel. Assurément, les conventions qu'ils somment la Chine de signer vont accroître largement leurs moyens d'action; mais les frottements s'accroîtront aussi.

Ne regrettons donc pas de ne pouvoir consacrer aujourd'hui aux événements de Chine qu'une attention assez distraite. Nous les retrouverons : on ne brusque point l'espace ni le temps. — J. Herbette (*Écho de Paris*).

La réponse de la Chine au Japon. — De Pékin au *Daily Telegraph*; le 8 mai :

La Chine remettra aujourd'hui, à 4 heures, sa réponse définitive au Japon.

Cette note sera rédigée sur un ton courtois, mais indiquera clairement l'impossibilité d'accepter les demandes japonaises qui empiètent sur la souveraineté chinoise.

M. Poincaré au roi Victor-Emmanuel III. — Au cours de son voyage dans les Vosges et en Lorraine, le Président de la République a envoyé à S. M. le roi d'Italie le télégramme suivant :

A Sa Majesté Victor-Emmanuel, roi d'Italie, Rome.

A l'heure solennelle où l'Italie entre résolument dans la voie glorieuse que lui tracent ses destinées, la France entière se réjouit de penser que les deux nations sœurs vont lutter, une fois de plus, pour la défense de leur civilisation commune et pour l'affranchissement des peuples opprimés.

Rapprochées déjà par la parenté, par leurs traditions, par la force immortelle du génie latin, l'Italie et la France s'unissent à jamais par cette nouvelle fraternité d'armes et par cette consécration réfléchie de leurs relations naturelles.

J'exprime à Votre Majesté mes vœux les plus fervents pour la victoire de ses vaillantes troupes, avec lesquelles les armées

alliées seront fières de combattre jusqu'au bout les ennemis de la justice et de la liberté.

Je souhaite à la noble Italie l'heureuse réalisation de ses aspirations nationales, et je prie Votre Majesté de croire à mes sentiments d'amitié dévouée.

Au moment où l'Italie a commencé les hostilités, Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel avait adressé au Président de la République un télégramme personnel. Le Président a reçu aujourd'hui du roi d'Italie la nouvelle dépêche ci-après :

En entrant en campagne, j'adressais à Votre Excellence mon salut et mes vœux auguraux. Mon télégramme s'est croisé avec le message par lequel Votre Excellence, en prenant occasion de la nouvelle fraternité d'armes, rappelait les traditions et les liens qui unissent la France et l'Italie dans le passé et qui les réunissent aujourd'hui dans un nouvel idéal : la libération des peuples opprimés et la défense de notre civilisation commune.

Profondément sensible aux éloquentes expressions de Votre Excellence, je tiens à lui renouveler, ainsi qu'à la France les assurances de ma pensée cordiale et de mon fervent souhait pour que la victoire de nos armes conduise à l'établissement d'une paix durable, basée sur l'accomplissement des revendications nationales, sur la justice et sur la liberté. J'envoie à Votre Excellence les assurances personnelles de mon amitié cordiale.

VICTOR-EMMANUEL.

L'amitié franco-américaine. — Le 28 mai, à la Sorbonne, M. Poincaré et de nombreux artistes et écrivains français ont remis à M. William Sharp, ambassadeur des États-Unis, un album blasonné des écussons de la France et d'Amérique contenant des dessins et des autographes.

M. Bonnat, président du comité, a remercié M. Poincaré dont la présence atteste que la France entière est reconnaissante au peuple américain pour sa générosité constante témoignée depuis le début de la guerre. Puis il a prié M. Sharp de transmettre à l'Amérique les remerciements des artistes et écrivains.

M. Hanotaux, en remettant l'album, a dit que les deux grands peuples ont échangé par leurs représentants une accolade fraternelle. Ils sont fermement convaincus du triomphe final des causes justes et des principes augustes qui les guident : patriotisme, religion du droit et culte de la liberté.

M. Sharp a remercié et rappelé éloquemment l'amitié traditionnelle franco-américaine, et il a souligné la pensée con-

solante que, dans les jours troublés par la guerre, les peuples des deux grandes républiques mondiales sont en paix et que rien ne viendra jamais les désunir.

Un avertissement de la Triple Entente à la Porte. — Le 24 mai, la France, la Grande-Bretagne et la Russie se sont entendues pour publier la déclaration suivante :

Depuis un mois environ, la population kurde et turque de l'Arménie procède de connivence et souvent avec l'aide des autorités ottomanes à des massacres des Arméniens. De tels massacres ont eu lieu vers la mi-avril à Erzeroum, Dertchun, Eguine, Akn, Bitlis, Mouch, Sassoun, Zeitoun et dans toute la Cilicie : les habitants d'une centaine de villages aux environs de Van ont été tous assassinés; dans la ville même, le quartier arménien est assiégé par les Kurdes. En même temps, à Constantinople, le Gouvernement ottoman sévit contre la population arménienne inoffensive.

En présence de ces nouveaux crimes de la Turquie contre l'humanité et la civilisation, les Gouvernements alliés font savoir publiquement à la Sublime Porte qu'ils tiendront personnellement responsables desdits crimes tous les membres du Gouvernement ottoman ainsi que ceux de ses agents qui se trouveraient impliqués dans de pareils massacres.

La Turquie étend les hostilités au canal de Suez. — D'après un télégramme de Constantinople *via* Berlin, la Porte a adressé, le 28 mai, aux puissances amies et neutres la circulaire suivante :

Considérant que le Gouvernement britannique non seulement n'a pas observé vis-à-vis des puissances les engagements auxquels l'oblige la convention de 1888 stipulant qu'aucun bâtiment de guerre ne peut demeurer dans le canal de Suez, mais qu'en outre il fortifie maintenant le canal, tandis que d'un autre côté le Gouvernement français, en vue d'une action hostile contre l'empire ottoman, a débarqué des troupes en Égypte, le Gouvernement impérial ottoman s'est vu, en raison de ces faits, dans la nécessité impérieuse de prendre des mesures militaires pour la protection du territoire impérial, dont l'Égypte fait partie, et d'étendre les hostilités au canal de Suez.

La note ajoute que si de telles mesures causent un préjudice quelconque à des bâtiments neutres, il est bien évident que la responsabilité en reviendra aux Gouvernements français et anglais.

Juin 1915.

L'entente financière anglo-italienne. — On annonce de source officielle que le Ministre du Trésor italien, M. Carcano, a conféré à Nice, les 4 et 5 juin, avec le Chancelier de l'Échiquier, M. Mac Kenna. Au cours de ces conférences, les ministres ont discuté la question de la coopération financière des deux puissances et ont arrêté, au nom de leur Gouvernement respectif, les mesures à prendre à cet effet.

Les conférences ont démontré la parfaite harmonie qui existe entre les deux gouvernements, ainsi que leur résolution de coopérer pour l'emploi des moyens financiers avec la même largeur d'esprit qui inspira l'action de leurs forces de terre et de mer.

Le Chancelier de l'Échiquier était accompagné du gouverneur de la Banque d'Angleterre et du secrétaire financier du Trésor britannique. Le Ministre du Trésor était accompagné du directeur général de la Banque d'Italie et du chef du service étranger de cette même banque.

Un « Livre rouge » autrichien. — Le 13 juin, le Ministre des Affaires étrangères publie un *Livre rouge* contenant les documents diplomatiques relatifs aux relations de l'Autriche-Hongrie avec l'Italie, pendant la période allant du 20 juillet 1914 au 23 mai 1915.

Ces documents consistent surtout en communications et ordonnances du Ministère des Affaires étrangères à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Rome et de rapports de ce dernier.

Les négociations entre les Gouvernements austro-hongrois et italien se rapportèrent d'abord à l'interprétation à donner à l'article 7 du traité de la Triple Alliance parlant du droit de compensations, puis à l'application de cet article à la guerre de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie et le Monténégro. Le Gouvernement italien exigeait qu'avant de commencer son action contre la Serbie, le Gouvernement austro-hongrois accordât à l'Italie des compensations et lui cédât même des portions de son propre territoire que l'Italie occuperait immédiatement.

Les conversations et les négociations furent menées à Vienne. Il y eut pourtant en même temps des entretiens entre l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Rome et le Ministre italien des Affaires étrangères.

La discussion continua même après que l'Italie eut déclaré, le 4 mai, que l'alliance était rompue; mais cette discussion se poursuivit dès lors surtout à Rome. Le Gouvernement austro-hongrois

fit de plus amples concessions, mais comme il ne pouvait admettre une partie des revendications italiennes et ne voulait pas céder immédiatement les territoires qu'il était disposé à abandonner à l'Italie, cette dernière déclara la guerre le 23 mai.

La collection des documents contient, outre les principaux documents déjà connus, d'autres pièces montrant clairement la mauvaise foi manifestée par le Gouvernement italien dans toute la phase des négociations.

Il ressort des rapports de l'ambassadeur Macchio que M. Sonnino donna de fausses informations au roi et à la plupart de ses collègues du cabinet sur les offres de l'Autriche-Hongrie et les dispositions de cette dernière. On se rend compte également que l'état-major général, mal informé par l'attaché militaire italien à Vienne, ne sut pas voir les difficultés d'une guerre contre l'Autriche-Hongrie. Le ministre Martini semble avoir été le chef du parti désirant la guerre.

Un appendice à ce document des années 1914-1915 contient des documents des années 1909 à 1911 et 1912. Il montre que le point de vue de l'Autriche-Hongrie sur l'article 7 était aussi partagé, dans ces années indiquées, par le Gouvernement italien. L'Autriche-Hongrie avait voulu vainement en demander l'application lors de la guerre de Tripolitaine. L'Autriche-Hongrie pouvait invoquer un précédent pour repousser les prétentions italiennes.

Juillet 1915.

Quadruple Entente économique. — Le 3 juillet, le Dr Riener, éminent homme d'affaires allemand, lors d'une conférence qui s'est tenue ces jours derniers à Vienne et à laquelle assistaient les principaux hommes d'affaires allemands et autrichiens, a dit que les quatre puissances de l'Entente, non seulement ont jeté les bases d'accords politiques, mais ont encore conclu d'importants accords économiques, en stipulant qu'aucune d'elles ne pourra signer de traités commerciaux avec l'Allemagne ou l'Autriche sans le consentement des autres. Ce qui signifie que la Quadruple Entente a déjà pris des mesures pour empêcher l'Allemagne de reconquérir sa suprématie sur les marchés du monde, qui était une menace pour l'indépendance économique.

Au sujet du torpillage du « Lusitania ». — Le 16 juillet, Lord Mersey, président du tribunal chargé d'examiner le cas de la destruction du *Lusitania*, prononce son jugement :

Le *Lusitania* fut coulé par des torpilles lancées par un sous-

marin allemand, dans l'intention non seulement de couler le navire, mais aussi de détruire la vie des passagers; que le *Lusitania* n'était pas armé; qu'aucun avertissement ne lui fut donné par le sous-marin de son intention de l'attaquer; qu'aucune demande ne fut faite au *Lusitania* de s'arrêter, et qu'aucune occasion de s'échapper ne fut donnée aux passagers par le sous-marin; que le *Lusitania* ne portait ni munitions spéciales, ni canons, ni canonniers, ni troupes et que, par conséquent, le navire ne violait pas les lois des États-Unis; que le *Lusitania* portait des boîtes de cartouches, mais que celles-ci avaient été déclarées dans le connaissement; qu'il n'y avait pas d'autres explosifs à bord; que l'Amirauté avait pris toutes les précautions nécessaires, mais qu'à certains égards, le capitaine Turner ne suivit pas les conseils à lui donnés par l'Amirauté.

Néanmoins, l'avis de lord Mersey est que le capitaine Turner ne mérite aucun blâme, que tout le blâme en ce qui concerne la cruelle destruction d'existences dans cette catastrophe retombe sur ceux qui ont projeté et commis le crime. Lord Mersey croit que tout le possible a été fait pour lancer les chaloupes et sauver les passagers après que le *Lusitania* eut été torpillé.

Les rapports entre l'Italie et la Turquie. — Le Conseil des Ministres d'Italie, qui s'est tenu le 22 juillet, a porté particulièrement son attention sur les communications de M. Sonnino, Ministre des Affaires étrangères, au sujet de l'état des rapports de l'Italie avec la Turquie.

M. Sonnino a informé ses collègues qu'il n'a pas manqué de rappeler avec l'énergie nécessaire le Gouvernement turc au respect des Italiens et de leurs biens, sérieusement menacés par des marques d'hostilité dont les responsabilités restent obscures.

Le conseil a pris acte, avec satisfaction, des démarches énergiques du ministre pour inviter la Porte à abandonner son attitude hostile.

CHAPITRE II

EN FRANCE

Mai 1915.

La Croix de guerre. — Le 5 mai, la Chambre a adopté le texte du projet voté par le Sénat sur la Croix de guerre :

Il est créé une croix, dite « Croix de guerre », destinée à commémorer, depuis le début de la guerre de 1914-1915, les citations individuelles, pour faits de guerre, à l'ordre des armées de terre et de mer, des corps d'armée, des divisions, des brigades et des régiments.

Jusqu'à cessation de ladite guerre, cette croix sera distribuée, dans les mêmes conditions que ci-dessus, dans les corps participant à des actions de guerre en dehors du théâtre principal des opérations.

Un décret réglera l'application de la présente loi.

Les Bons de la Défense nationale à la Chambre. — Le 7 mai, M. Albert Métin, au nom de la commission du budget, dépose le rapport sur le projet tendant à porter de 4 milliards et demi à 6 milliards la limite d'émission des Bons ordinaires du Trésor et des Bons de la Défense nationale.

Le rapport conclut à la ratification des propositions du Gouvernement.

M. Ribot, Ministre des Finances, demande la discussion immédiate. Elle est ordonnée.

M. Ribot. — Comme le dit le rapport de la commission, l'émission des Bons de la Défense nationale s'opère dans d'excellentes conditions. En France, le total des Bons placés atteint le 30 avril 4 milliards 337 millions; les Bons placés à l'étranger portent le total à 4 milliards 975 millions.

Ce chiffre dépasse de près de 500 millions la limite de l'émission autorisée.

Nous recueillons en ce moment les épargnes accumulées.

Le Ministre indique ensuite la situation des Bons correspondant aux avances à faire aux puissances alliées.

En avril, la souscription aux Bons de la Défense nationale s'est élevée à 650 millions, celle des obligations à 345 millions, soit un total de 945 millions.

Le public comprend qu'il doit nous apporter de plus en plus son concours.

A l'heure actuelle, les dépenses atteignent environ 1 500 millions par mois, mais le mois d'avril a été particulièrement lourd. Il y a les dépenses d'explosifs, les dépenses de formations nouvelles du corps expéditionnaire; il y a aussi les indemnités aux soldats, aux familles. Il faut donner largement.

Ce serait une indignité de tenir compte, pour des concessions, de situations ou d'opinions personnelles. Mais il ne faut pas tolérer que rien soit détourné indûment de l'argent nécessaire à la défense nationale. C'est le rôle de la Chambre et de la Commission de ne pas se laisser entraîner à des générosités imprudentes.

Nous avons, jusqu'ici, au point de vue des fournitures à demander au dehors, bénéficié d'un change très favorable.

L'Europe, présentement, demande aux États-Unis 700 à 800 millions par mois. Nous devons profiter de l'exemple que nous donne l'Amérique. Habituée à emprunter à l'Europe, elle n'est pas habituée à lui prêter. Elle a besoin de beaucoup de capitaux pour son industrie.

M. Barthou. — Nous aurions dû l'imiter.

M. Ribot. — J'ai souvent exprimé ce sentiment.

M. Ribot conclut à l'union absolue de la Chambre et du Gouvernement jusqu'au succès de nos armées et à la victoire.

La fin de son discours est saluée par une longue acclamation de la Chambre tout entière.

Le projet a été voté à main levée sans opposition.

Les Bons de la Défense nationale au Sénat. — Après un court débat, le Sénat a adopté, le 14 mai, le projet relatif à l'émission des Bons ordinaires du Trésor et des Bons de la Défense nationale.

A ce propos, le Ministre des Finances a renouvelé les explications qu'il avait déjà fournies à la Chambre sur la situation de nos ressources financières.

Malgré les efforts déjà faits, les réserves du pays, constate d'abord M. Ribot, sont loin d'être épuisées.

J'ai confiance que le pays fera davantage encore que jusqu'à présent. Les épargnes sont considérables en temps de guerre, grâce aux profits industriels, aux salaires; elles doivent aider le Trésor à faire face à ses lourdes charges.

Il faut qu'on comprenne que le pays doit être défendu grâce à l'apport de tout l'argent disponible dans le pays.

Nous irons jusqu'au bout. Nous vaincrons les difficultés à condition que les Ministres comprennent qu'on ne peut augmenter les dépenses sans une nécessité absolue.

Les dépenses doivent n'être consenties qu'avec la pensée qu'en épargnant le plus possible on permettra de soutenir la guerre jusqu'au bout.

Le Ministre explique ensuite dans quelles conditions le Gouvernement français a dû s'entendre avec l'Angleterre et les États-Unis pour se procurer certains éléments nécessaires à la défense nationale. Ces arrangements sont d'ailleurs entièrement favorables à la France.

Et le Ministre des Finances termine ainsi son discours :

Avec la prolongation de la guerre, les difficultés financières s'accroissent. Mais cela ne nous effraie pas ; nous ne nous laisserons pas décourager ni abattre. Pour dissiper, s'il en était besoin, toute préoccupation, il nous suffirait de tourner les yeux vers notre armée, qui donne à ce pays un si bel exemple de vaillance et de jeunesse.

L'opinion unanime du monde est avec nous et contre les auteurs de ces crimes abominables que l'on commet au nom de la raison d'État.

L'impunité dont jouissent jusqu'à présent ces crimes-là ne sera pas éternelle.

Nous triompherons de toutes les difficultés ; ainsi nous serons dignes de ce pays, qui veut que nous ne nous laissions arrêter par rien ; que nous allions jusqu'au bout, jusqu'à la terminaison heureuse de la lutte formidable qui nous a été imposée.

Au sujet de l'entrée en scène de l'Italie. — A la Chambre, M. Viviani a prononcé les paroles suivantes :

Messieurs,

Au moment où l'Italie apporte sa part de sacrifices à la réalisation de son rêve et à la délivrance humaine, je salue, au nom du Gouvernement de la République, la nation italienne dans son inébranlable fermeté.

D'un bout à l'autre de la péninsule, tout le peuple s'est levé avec l'enthousiasme inhérent à sa noble nature et ainsi, après avoir pendant neuf mois considéré sans fléchir le spectacle de la guerre, il s'est levé, maître de ses destinées, et voulant le rester, dans un sursaut de sa fierté patriotique et dans la révolte de sa probité outragée. Il a acclamé son roi, digne héritier du grand ancêtre qui, avec Cavour et Garibaldi, a fondé l'unité nationale. Il va lutter pour le droit, pour le droit — et M. le président le rappelait dans son éloquent discours — qui, avec l'art, et avant lui, a été le don le plus magnifique qu'ait fait au monde le génie latin.

En cette heure exceptionnelle pour l'histoire, la France tourne son regard et son cœur vers cette terre auguste, terre d'héroïsme et de beauté, de son épée, légère encore à sa main robuste, elle salue l'Italie frémissante sous son armure.

Ainsi, autour de la barbarie moderne, le réseau de fer et de feu se rétrécit, ainsi la victoire préparée se rapproche, ainsi notre fraternité rajeunie va refleurir.

Fils de la même race, laissons monter à nos lèvres le cri de notre conscience et de notre cœur, le cri unanime, le cri vibrant de : « Vive l'Italie! Vive la France! »

Finances françaises. — La commission du budget de la Chambre française vient d'achever l'examen des crédits supplémentaires demandés, sur l'exercice 1914, pour les ministères de la Guerre et de la Marine.

Au total, les sommes dépensées pendant les cinq premiers mois de guerre pour le matériel de l'artillerie s'élèvent à 530 millions.

Pour l'habillement et le campement, il est demandé un crédit supplémentaire de 253 millions, qui porte les dépenses de ce chef, du 1er août au 31 décembre 1914, à 899 347 000 francs.

Les achats supplémentaires dont on demande la régularisation portent, pour 46 millions sur les chaussures, pour 43 millions 1/2 sur les draps, laines, toiles, flanelles; pou- 37 millions sur les havresacs et cartouchières; pour 45 milr lions sur les tentes, gants, chemises, mouchoirs, couvertures, paletots, chaussettes.

Dans les crédits demandés pour le paiement de fournitures commandées à l'étranger figurent pour 23 millions de munitions d'artillerie, 15 millions de francs pour cartouches pour armes portatives, 25 millions pour camions, 39 millions 1/2 pour harnachements, ferrures et couvertures.

Les permissions agricoles. — Le Ministre de la Guerre vient d'adresser au gouverneur militaire de Paris et aux généraux commandant les régions, la circulaire suivante :

Comme suite aux dispositions adoptées par circulaire n° 6391-1/11 du 3 mai, j'ai décidé que les permissions agricoles pourraient être accordées, dans les conditions prévues dans ladite circulaire, non seulement aux hommes exerçant les professions agricoles, mais encore aux maréchaux ferrants, nécessaires pour ferrer les animaux employés aux travaux et pour réparer les machines agricoles.

Je saisis cette occasion pour appeler votre attention sur la nécessité qui s'attache au début de la période de fenaison, à ce que les dispositions de ma circulaire du 3 mai soient appliquées dans l'esprit le plus large.

La fenaison représente un des travaux agricoles les plus délicats, notamment par la célérité qu'exige sa réussite, si bien que

l'absence d'une main-d'œuvre suffisante au moment voulu peut se produire par des pertes extrêmement importantes.

Il m'a été signalé en particulier, que certains territoriaux s'étaient vu refuser une permission agricole parce qu'ils étaient incorporés depuis peu de temps ; d'autres, parce qu'ils étaient détachés de la portion centrale de leurs dépôts, dans un camp d'instruction. Ces interprétations sont absolument contraires à mes vues. La permission agricole ne doit pas être considérée comme une faveur exceptionnelle, accordée à titre de récompense, mais comme un moyen normal de mettre à la disposition des communes la main-d'œuvre qui leur est indispensable pour mener à bien un travail urgent dont l'importance ne peut être contestée.

En résumé, mon intention est d'apporter à l'agriculture l'aide la plus sincère, la plus large et la plus efficace, dans la mesure compatible avec les nécessités militaires.

Je vous prie de vouloir bien vous inspirer de cette idée et de l'inculquer, le cas échéant, à vos subordonnés.

M. Albert Thomas est nommé au sous-secrétariat de la Guerre. — Voici le rapport adressé par le Ministre de la Guerre au Président de la République pour justifier cette nomination :

Paris, le 18 mai 1915.

Monsieur le Président,

L'importance des services dépendant de la 3e direction du Ministère de la Guerre (artillerie), la multiplicité des fabrications tant de l'industrie privée que des établissements de l'État qui en dépendent, m'ont amené à considérer que, tout en maintenant ces services sous les ordres d'un seul chef, responsable vis-à-vis de moi, il était expédient d'en mettre chacune des branches essentielles sous l'autorité particulière d'un technicien. L'orientation générale comme la surveillance détaillée de l'exécution des ordres ministériels continueraient d'être assurées par la personnalité unique placée à la tête de la direction de l'artillerie.

J'ai pu, depuis huit mois, apprécier chaque jour le dévouement, le zèle et la compétence de M. le député Albert Thomas qui a exercé, d'accord avec moi et avec mon administration, sur toutes les branches des fabrications de l'artillerie, le contrôle officieux le plus minutieux et le plus utile. L'autorité qu'il s'est ainsi acquise, tant à l'armée qu'à l'intérieur, près de tous ceux qui l'ont vu à l'œuvre désigne M. Albert Thomas pour continuer à la direction même de l'artillerie la tâche si heureusement entreprise par lui depuis le début des hostilités.

L'amplitude des services qu'il aura à diriger, comme sa qualité de membre du Parlement, conduisent naturellement à lui donner le rang et le titre de sous-secrétaire d'État.

Si vous approuvez ces considérations, je vous serai obligé de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement,

Le Ministre de la Guerre,
MILLERAND.

Le rendement des impôts. — Le recouvrement des impôts indirects pendant le mois de mai a produit 246 036 400 francs, soit par rapport aux résultats du mois de mai 1914, une moins-value de 20,35 pour 100, tout à fait comparable à celle des mois précédents.

Les recettes douanières continuent leur marche ascendante : elles présentent, par rapport aux produits de mai 1914, une plus-value de 30,20 pour 100 (11,46 pour 100 en avril). Mais l'importance de ce chiffre, due surtout aux importations faites pour le compte de l'armée, n'a pas la signification qu'elle offrirait en régime normal. Il est toutefois intéressant de noter que le relèvement des entrées de matières premières et de machines agricoles destinées à suppléer au défaut de main-d'œuvre, que l'on avait déjà observé au cours des derniers mois a continué en mai.

Comment un correspondant de journal allemand voit Paris. — Un des journaux les plus considérés d'Allemagne a un chroniqueur à Paris. La gratitude de cet écrivain pour un pays qui ne l'a pas envoyé dans un camp de concentration ne lui donne pas le change sur l'impression qu'on éprouve dans la capitale française. « Elle est accablante ». Les cafés des boulevards sont désertés par la société élégante qui naguère y passait ses après-midi (*sic*); seuls nos « thés » sont encore un peu fréquentés. Dans ce Paris « sans fiacres ni autos », « le lilas pousse non seulement au Bois de Boulogne, mais aux jardins du Boulevard ». C'est parmi ces jardins qu'on ne rencontre que « Russes et Roumaines ». Les employés du Métropolitain et des tramways ont été remplacés par de « jeunes personnes », et même dans les omnibus » on trouve un nouveau personnel de mine très équivoque ». Presque toutes les maisons de Paris ont été transformées en hôpitaux. Quant aux dames de la Croix-Rouge, elles sont pour les trois quarts un ramassis de créatures qui ne s'emploient à soigner les blessés que pour éviter les affres de la disette.

Juin 1915.

Au Parlement. — M. Dalbiez, député, a présenté un projet de loi où est annoncée l'intention de donner plus de bras à la défense nationale. Cette initiative, après avoir subi d'importantes modifications dans le sein de la Commission chargée de l'examiner, a donné à M. Millerand l'occasion de parler des mesures prises par lui en vue précisément d'assurer l'utilisation de toutes les forces de la nation.

Dès le début, il s'est préoccupé de la question des usines. Il a vivement insisté auprès des industriels pour qu'ils reconstituent au plus tôt leurs ateliers, leur demandant de dresser la liste des ouvriers dont ils avaient besoin. Il s'engageait, pour sa part, à trouver ces ouvriers et à les leur donner par tous les moyens.

Sans doute, il y avait des abus à prévoir. Le Ministre les a prévus, mais en temps de guerre, il faut savoir subordonner le secondaire au principal.

Avant tout, il fallait aller vite et mettre en marche les usines.

Oui, il y a eu des abus, qui étaient prévus, parmi les ouvriers, il s'est trouvé des notaires, des chefs d'orchestre. Mais le mouvement avait repris.

Le lendemain, quand les usines ont marché, nous étions sauvés, nous étions sûrs d'avoir les munitions dont nous avions besoin.

La production étant ainsi lancée, on a songé aussitôt à corriger les abus.

Les ouvriers des ateliers ont été divisés en trois catégories :

1° Ouvriers spécialistes;

2° Ouvriers n'exerçant pas une profession se rattachant au travail de l'usine, et inutiles dans les ateliers;

3° Ouvriers qui, bien que non spécialistes, ont acquis une certaine habileté depuis leur entrée dans les usines et y rendent des services.

Les spécialistes ont été conservés, et les ouvriers n'exerçant pas une profession utile au travail de l'usine ont été renvoyés au front.

Quant aux ouvriers de la 3e catégorie, le remplacement ne pouvait être que progressif pour éviter une diminution de la production des usines. Les ouvriers ne devaient être renvoyés qu'autant que leurs remplaçants auraient été mis au courant.

Deux colonels d'artillerie furent désignés pour faire le départ entre les catégories d'ouvriers, mais les industriels ont alors déclaré que si leur personnel était inquiété chaque jour, leurs ouvriers remplacés, ils ne pourraient tenir leurs

engagements. Le Ministre ne pouvait faire fi de leurs plaintes. De nouvelles instructions furent alors adressées aux commandants de région. D'autre part, des officiers jeunes revenus blessés du front, et en convalescence, ont été chargés de faire le tour des dépôts.

Qu'ont donné toutes les mesures? Le ministre l'indique :

Pour les réformés et exemptés, nous avons fait rentrer dans le service armé 241 585 hommes. Pour les services auxiliaires 282 710 hommes.

Ajoutez 40 000 hommes venant de remplacements dans les emplois sédentaires et 88 340 hommes prélevés dans les administrations publiques et vous arrivez au chiffre de 650 635 hommes, rendus au service armé. Voilà le résultat des mesures déjà prises. Maintenant, qu'est-ce que l'on veut faire?

Et après avoir exposé ce qui a été fait, le ministre pose cette question : « Qu'ajoute aux résultats indiqués la proposition Dalbiez? »

C'est là que le ministre, lettres de ses collègues en mains, affirme que le nombre des fonctionnaires mis en sursis d'appel ne peut être réduit.

Le ministre des Postes a répondu que la proposition lui retirerait 25 000 hommes. Lui prendre 25 000 hommes, c'est arrêter tout le service des postes. Ailleurs, c'est la même situation.

M. Lloyd George, dans un discours récent, en indiquant quel était le caractère de la guerre d'aujourd'hui, rendait un hommage qui me sera permis de cueillir au passage, à l'organisation française dans la production des munitions et du matériel.

Ce que nous avons fait — nul mieux que moi sait que cela ne suffit pas — que nous devons intensifier notre production et que nous n'avons pas le droit de nous arrêter jamais, car nous n'aurons jamais trop de munitions.

Nous sommes d'accord sur le but à atteindre, mais gardons-nous de toute mesure qui peut paraître imprudente.

Dans cet exposé, je ne mets aucun amour-propre, j'accepte toutes les critiques, je ne doute pas que mon œuvre soit importante, qu'un autre aurait pu faire mieux; mais, pas plus dans l'esprit des auteurs de la proposition, que dans celui des orateurs qui m'ont précédé, pas plus que dans le mien, il ne peut y avoir une ombre d'amour-propre : nous cherchons ensemble la meilleure solution.

Le ministre de la Guerre termine son discours par cette déclaration, que l'Assemblée ratifie de ses applaudissements :

Je me suis abstenu de citer aucun des articles que la presse allemande, nous guettant toujours, a consacrés à maintes reprises à cette question des embusqués. Pourquoi est-elle ainsi à l'affût de tous les incidents de notre vie publique? C'est parce que nos ennemis sont toujours dans le même état d'esprit qu'ils avaient lorsqu'ils nous ont déclaré la guerre.

Ils ont cru qu'ils se trouveraient en présence d'une France déchirée, s'avouant d'avance vaincue. Ils se sont forgé cette idée à laquelle ils ne veulent pas renoncer. Pour eux, le Français est un être versatile, incapable d'une discipline et d'un effort prolongé. S'ils sont ainsi à l'affût de tous les incidents qui peuvent surgir ici, c'est pour cacher à leur peuple la vérité qui éclate maintenant aux yeux des plus éclairés d'entre eux, c'est qu'ils sont perdus. Et, pour se cacher à eux-mêmes cette vérité ils disent : « Mais la France ne tiendra pas : elle est incapable de l'effort prolongé qui donne la victoire ».

Cette maîtrise, cette certitude réfléchie de la victoire, dont toute notre armée, depuis le simple soldat jusqu'au général en chef, nous donne l'impression, la France de l'intérieur se l'est appropriée, et pour cela, elle n'a eu qu'à regarder ici, elle n'a eu qu'à voir, depuis la mémorable séance du 4 août, le spectacle qu'a offert le Parlement.

Unis jusqu'à la victoire finale, nous chercherons ensemble, en faisant abstraction de toute ambition personnelle, une seule chose, le bien du pays et l'intérêt de la défense nationale.

Discours de M. Viviani. — Le 23 juin, à la Chambre, le Président du Conseil répond à diverses critiques adressées au Gouvernement.

Il regrette qu'une interpellation n'ait pas été déposée, car alors il aurait su sur quels faits il avait à répondre. Toutefois, il retient les critiques faites sur la création d'un sous-secrétariat à la Guerre et les éloges adressés à M. Albert Thomas, titulaire de ce portefeuille important. Ces éloges, il les complète ainsi :

Nous avons appelé M. Albert Thomas près de nous, parce que nous avions reconnu tous les services qu'il avait rendus depuis dix mois dans les fonctions qu'une lettre de service lui avait confiées. Je me félicite du choix heureux tombé sur un homme qui, par son patient labeur, sa probité intellectuelle, son effort de volonté, justifie outre mesure la confiance que nous avons placée en lui.

Nous avons pensé qu'à l'heure présente, s'agissant des armes de l'artillerie, des munitions, il était nécessaire de placer à côté de ces diverses directions un homme qui, par sa largeur d'esprit, pût faire la synthèse indispensable, de façon que sur cette question si importante, il pût arriver à des résultats et les préparer.

L'orateur dit ensuite de son œuvre et de celle de ses collègues du cabinet :

Je ne dis pas que d'autres hommes n'auraient pas évité ces erreurs, ces fautes, mais quel que soit le respect que j'aie pour les qualités éminentes de ceux qui nous critiquent, je ne suis pas certain qu'ils n'en eussent pas commis d'autres.

Qu'avons-nous essayé de faire? D'unir chaque jour davantage le Parlement et le Gouvernement dans leur œuvre sacrée.

M. Viviani, parlant du contrôle parlementaire dit :

Le Gouvernement ne veut pas se priver de l'appui des commissions. Le rôle de celles-ci est d'examiner les projets et aussi de se transporter sur place, d'interroger.

Les Ministres doivent donner des ordres et en surveiller l'exécution. Dans un régime démocratique. les commissions ont le droit et le devoir de contrôler, de suggérer, de critiquer, de corriger.

Des députés qui ne font pas partie des commissions peuvent jouir des possibilités de voir, d'examiner, de circuler, même sur les zones de l'armée, d'accord avec le commandement.

Enfin, après avoir rappelé que le Conseil supérieur de la défense nationale était un conseil des Ministres réduit, mais qu'on avait pensé qu'en temps de guerre son rôle devait passer au conseil des Ministres élargi de conseils techniques, M. René Viviani termine par cet appel :

Il ne faudrait pas que des paroles de pessimisme, de découragement, à l'heure où nous sommes tombassent de la hauteur où se trouve la tribune nationale.

La France ira jusqu'au bout; elle fera, sans défaillance, tout son effort. La tâche sera rude; elle peut être longue, je l'ai dit en janvier; nous y ferons face.

Quand on a sur le front l'armée admirable qui lutte sans répit, les chefs auxquels nous faisons confiance : quand, à l'intérieur, on a la joie hautaine, orgueilleuse, de voir ce qu'est cet admirable peuple de France, digne héritier de son passé de gloire et d'héroïsme; quand on a cela sous les yeux, quel plus beau spectacle pourra-t-on donc avoir?

Que chacun soit à son poste; car il y a, dans cette formidable tourmente, un poste de devoir pour tous.

Il y a ceux qui combattent; il y a aussi ceux qui, à l'intérieur, doivent donner l'exemple au pays, qui ne doivent pas semer des paroles de pessimisme ou de découragement, qui doivent faire confiance aux héroïques combattants qui luttent pour que la liberté et la justice, qui semblaient exilées un moment de la terre, reviennent y régner demain.

La situation financière. — La discussion du projet sur les douzièmes provisoires a été substituée, le 25 juin, à celle de la proposition Dalbiez, afin que le Sénat puisse être saisi à temps et que les crédits puissent être votés avant la fin du mois.

M. Ribot, ministre des Finances, a saisi cette occasion de faire devant la Chambre un exposé de notre situation financière.

Constatant d'abord que nos dépenses militaires augmentent rapidement, puisque d'un milliard 340 millions elles vont atteindre, pour le trimestre suivant, un milliard 870 millions par mois, M. Ribot déclare que, ces dépenses, nous devons les faire sans hésiter pour continuer la lutte jusqu'à la victoire finale.

La guerre a changé de caractère, il ne s'agit plus seulement d'hommes combattant courageusement poitrine contre poitrine, mais de machines opposées à des machines, des munitions contre des munitions.

« Je ne veux pas, déclare M. Ribot, comme ministre des Finances, ralentir la progression de ces dépenses parce qu'elles correspondent à une progression de notre force et tendent à hâter la fin de cette terrible guerre. »

Et cependant le ministre n'hésite pas à recommander une politique d'économies qui, en ce moment-ci, s'impose à tous, à l'État, aux administrations, aux particuliers.

Il faut que les particuliers épargnent pour apporter à l'État le produit de leurs économies, afin de l'aider à supporter les charges de la guerre.

Ceux qui ne sont pas au front ont les mêmes devoirs que ceux qui se battent dans les tranchées; ils doivent nous apporter l'obole du pauvre, les capitaux du riche pour les mettre en commun, parce que nous luttons tous pour la défense du patrimoine commun.

Il y a cependant des dépenses qu'on fait trop largement, ce qui n'est pas extraordinaire lorsque l'on vit sur l'emprunt.

Il faudra modifier, sur ce point, l'esprit général si la guerre se prolonge. Il faudrait que les intendants militaires se convainquissent qu'ils ne doivent pas dépenser comme ils veulent.

De même, il ne faudrait pas que les commissions locales fissent, avec les allocations, des largesses au détriment du Trésor. De même, il faudrait tâcher de limiter dans la mesure du possible les achats énormes que nous faisons à l'étranger.

Les crédits nécessités par la création du sous-secrétariat de la Guerre sont ensuite adoptés.

Le Ministre de la Guerre devant le Sénat. — Le 29 juin, et après un discours de M. Viviani, M. Millerand reprend l'exposé présenté par lui à la Chambre et il ajoute :

A la veille de la guerre, le Parlement avait adopté un programme de 1 400 millions destinés à renforcer notre armée. La guerre nous a surpris avant qu'il pût être réalisé. Après la mobilisation militaire, nous avons dû décréter la mobilisation industrielle. La tâche était difficile ; je n'ai pas à rappeler comment les difficultés ont été vaincues. Du 1er août au 1er avril, nous avons sextuplé la production. La courbe pour les munitions n'a pas été sans cesse ascensionnelle : il y a eu des fléchissements : cela tient aux difficultés de mise en œuvre pour les usines.

La courbe n'a pas cessé de monter pour la fabrication des éléments de nos canons de 75; les prévisions annoncées se réalisent; nous faisons tout pour les dépasser.

Je puis donner des assurances satisfaisantes pour l'artillerie lourde. La production des munitions n'a cessé d'être poussée avec activité. En ce qui concerne particulièrement les poudres et explosifs, je voudrais rendre hommage à l'effort merveilleux de nos établissements de l'État et de l'industrie privée, nous étions jusqu'à la guerre tributaires de l'Allemagne. La courbe de production est passée de 0 à 400 au 15 mai 1915.

Je veux dire un mot des armes portatives ; nous avions, avant la guerre, abandonné la fabrication du fusil 1886; nous l'avons reprise, grâce au dévouement de nos ouvriers d'État et à la collaboration précieuse de l'industrie privée.

Du 1er janvier au 15 mai, la production des mitrailleuses a doublé. Les courbes sont tout aussi encourageantes pour tous nos autres moyens de combat : nous sommes décidés à suivre nos ennemis sur tous les terrains, quelles que soient les armes qu'ils emploient. Nos chimistes, ceux du Ministère comme ceux de l'Académie, travaillent activement au problème des gaz asphyxiants.

La réorganisation du service de santé était loin d'être achevée au début des hostilités; la tâche était particulièrement difficile pour le recrutement du personnel. Il m'est agréable de rendre hommage au dévouement, au patriotisme, à l'héroïsme de tous nos medecins militaires et civils, mais les médecins civils n'étaient pas, au début, tous choisis suivant leurs aptitudes et leurs spécialités ; ils ne connaissaient pas tous suffisamment les règlements administratifs. Personne ne conteste que des progrès considérables ont été réalisés dans l'organisation du service de santé.

Le service de l'intendance avait également un personnel insuffisant au moment de la mobilisation. Le pays a reconnu les efforts qui avaient été faits et les résultats qui ont été obtenus.

Personne plus que moi ne connaît les erreurs et les faiblesses commises ; c'était mon devoir de n'en laisser passer aucune ; j'ai conscience de ne pas avoir manqué à ce devoir. J'ai rendu à la

vie civile 138 officiers généraux dans la zone de l'intérieur. Je suis fermement résolu à poursuivre sans relâche le redressement des erreurs et des fautes. Il ne faut pas cependant que les détails nous fassent perdre de vue l'ensemble: nos alliés qui ont inspecté nos services rendent un public hommage à nos industries de guerre. Je demande à mes compatriotes de ne pas être moins équitables.

Des membres du Parlement ont pu isolément signaler les défaillances et les relever vivement; ce sont des fautes inévitables. Mais il appartient au Parlement seul de distribuer le blâme ou l'éloge.

S'il est au plus haut degré souhaitable que le Gouvernement et le Parlement collaborent, il n'est pas de collaboration possible sans confiance réciproque. Le sentiment de mon devoir et de mes responsabilités ne me permettra de continuer ma tâche que si je me sens soutenu dans cette tâche par les représentants du pays.

La loi Dalbiez. — Article premier. — Les hommes autorisés à ne pas rejoindre leur corps immédiatement ou mis à la disposition des Ministres de la Guerre ou de la Marine en vertu de l'article 42 de la loi du 21 mars 1905, ainsi que ceux placés en sursis d'appel pour le service des administrations publiques (Etat, départements, communes), seront, s'ils n'appartiennent pas au service auxiliaire ou à la réserve de l'armée territoriale, incorporés après avoir été remplacés conformément aux dispositions de l'article 2 ci-après, à moins que leur remplacement ne soit déclaré, par leurs chefs responsables, de nature à entraver le fonctionnement des services. Ils seront, dans ce cas, maintenus à leur poste.

Art. 2. — Dans les administrations, établissements et services publics, il sera pourvu au remplacement temporaire des fonctionnaires, agents ou sous-agents incorporés :

1° Par des fonctionnaires, agents ou sous-agents retraités qui pourront, sur leur demande et s'ils sont reconnus aptes, être rappelés à l'activité pour la durée de la guerre;

2° Par des militaires mutilés ou réformés pendant la guerre qui pourront, sur leur demande, et après examen d'aptitude, être admis à des emplois compatibles avec leurs infirmités;

3° Par leurs femmes, mères, filles ou sœurs ou, à défaut, par d'autres femmes, de préférence femmes, mères, filles ou sœurs de militaires tués ou blessés pendant la guerre.

Art. 3. — A partir de la promulgation de la présente loi, tous les hommes des classes mobilisées ou mobilisables du service auxiliaire, de même que les hommes du service armé qui seraient proposés par les médecins chefs de service comme susceptibles

d'être versés dans le service auxiliaire, devront être examinés par une commission médicale spécialement désignée à cet effet.

Ceux de ces hommes qui seront reconnus aptes au service armé suivront le sort de leur classe.

Ceux qui seront maintenus ou classés dans le service auxiliaire feront l'objet d'une fiche motivée et signée par les médecins des commissions qui auront statué.

Ils seront employés selon les besoins de l'armée et conformément à leurs aptitudes.

Sont dispensés de la visite prescrite au premier alinéa du présent article :

1° Les hommes du service auxiliaire appartenant aux classes de la réserve de l'armée territoriale;

2° Les hommes classés et maintenus dans le service auxiliaire soit par les commissions de réforme, soit par les conseils de revision, soit par la commission des trois médecins.

Art. 4. — Les exemptés ou réformés ainsi que les hommes dégagés par leur âge de toute obligation militaire sont autorisés à contracter dans les services de l'armée et dans la mesure des besoins, pour la durée de la guerre et après vérification d'aptitude, un engagement spécial pour un emploi à leur choix.

Art. 5. — Les hommes du service armé employés :

1° Dans les emplois sédentaires des services de l'armée, soit à l'intérieur, soit dans la zone des armées;

2° Dans les services automobiles de l'intérieur, seront remplacés :

a) Par des hommes contractant un engagement volontaire, conformément aux dispositions de l'article 4;

b) Par des hommes du service auxiliaire et, à défaut, par des réservistes territoriaux ou par des territoriaux, en commençant par les classes les plus anciennes, et, dans chaque classe, en commençant par les pères de famille ayant au moins quatre enfants mineurs à leur charge.

Art. 6. — Il est institué, dans chaque région, une ou plusieurs commissions composées en nombre égal de membres patrons et de membres ouvriers présidées par un délégué du Ministre de la Guerre et de la Marine.

Ces commissions indiqueront au Ministre de la Guerre, d'une part les noms des hommes mobilisés susceptibles d'être utilement employés dans les usines, fabriques, ateliers ou établissements travaillant pour l'armée et la marine et, d'autre part, ceux des ouvriers qui ont été employés, sans aptitude spéciale, dans un de ces ateliers ou établissements et qui devront être remplacés.

Pour les exploitations houillères, il sera constitué, avec la même mission, au siège de chaque mine, une commission spéciale présidée par l'ingénieur en chef des mines ou son délégué ingénieur,

composée en nombre égal de patrons et d'ouvriers mineurs et dont fera partie le délégué mineur ou son suppléant.

Les mineurs des régions envahies seront répartis dans les mines en activité par les soins de la commission militaire des mines à laquelle seront adjoints un membre patron et un membre ouvrier.

Le remplacement des hommes visés aux paragraphes précédents ainsi qu'aux articles 1er et 5 sera opéré par fractions, en commençant par les plus jeunes classes et de manière, en tout cas, à ne compromettre ni le fonctionnement des services publics, ni l'intensité de la production.

Art. 7. — Ceux qui auront trompé ou tenté de tromper l'autorité sur leur qualité véritable, profession ou aptitude et ainsi obtenu ou tenté d'obtenir, maintenu ou tenté de maintenir un sursis d'appel, seront poursuivis devant le conseil de guerre et punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 500 francs à 5 000 francs.

Tout chef de service dans l'ordre administratif ou militaire, tout directeur d'usine ou d'entreprise privée ou toute autre personne qui aura facilité sciemment le délit ci-dessus spécifié, sera poursuivi dans les mêmes conditions comme complice et puni des mêmes peines.

L'article 463 du Code pénal est applicable.

Les peines ci-dessus énoncées ne seront exécutées qu'à la cessation des hostilités.

Art. 8. — Les gradés et hommes de troupe du service armé appartenant aux classes de l'armée active et de sa réserve, aptes à faire campagne, qui n'ont pas été sur le front depuis le début de la campagne, présents dans les dépôts au moment de la promulgation de la présente loi, ne pourront y être conservés sous aucun prétexte.

Marine. — L'amiral de Fauque de Jonquières, qui avait été chargé par intérim des fonctions de chef d'état-major général de la marine depuis l'entrée au Val-de-Grâce de l'amiral Aubert, en est nommé officiellement titulaire. L'amiral de Jonquières va être atteint le 12 de ce mois par la limite d'âge; sa nomination indique qu'il sera maintenu au service actif malgré son passage dans la section de réserve.

Armée. — Le général de division Bourgeois, directeur du service géographique, est adjoint au sous-secrétaire d'État au ministère de la Guerre pour être chargé des questions relatives à l'artillerie de campagne et à ses munitions, aux harnachements, aux équipages militaires et au personnel, en remplacement du général Baquet, mis, sur sa demande, à

la disposition du général commandant en chef les armées du Nord et du Nord-Est.

Le général de brigade d'artillerie Dumezil est nommé inspecteur des études et expériences de l'artillerie, en remplacement du général Sainte-Claire Deville, nommé général de division et appelé sur sa demande à d'autres fonctions.

Le général de division Baquet est inscrit au tableau spécial de la Légion d'honneur pour le grade de commandeur.

Deux nouveaux sous-secrétariats d'État à la Guerre. — M. Millerand adresse ce rapport au Président de la République :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'initiative que vous avez bien voulu approuver en revêtant de votre signature le décret qui plaçait à la tête de la direction de l'artillerie un sous-secrétaire d'État a, de l'aveu unanime, produit de si heureux résultats qu'il a paru utile d'entrer plus avant dans la voie ouverte par cette innovation.

Aussi bien l'une des parties importantes de la tâche du Ministre de la Guerre dans les circonstances actuelles est-elle de se déplacer fréquemment, tant pour visiter à l'intérieur les manufactures et usines travaillant pour la défense nationale, que pour se tenir en contact permanent, par des tournées sur le front avec les armées. Il lui sera d'autant plus aisé de faire face à ces obligations qu'il sera assisté pour l'administration même de son département de nouveaux collaborateurs. Le Gouvernement a été ainsi amené à penser que la nomination de deux sous-secrétaires d'État placés à la tête, l'un des services de l'intendance, l'autre du service de santé, était à tous points de vue justifiée.

J'ai en conséquence, l'honneur de soumettre à votre signature les projets de décrets ci-joints.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

A. MILLERAND.

Suit le décret nommant M. Joseph Thierry :

ARTICLE PREMIER. — M. Joseph Thierry, député, est nommé sous-secrétaire d'État au ministère de la Guerre.

Il est placé en cette qualité à la tête de la direction générale du ravitaillement des armées et des places fortes et de la direction de l'intendance militaire.

Un décret analogue nomme sous-secrétaire d'État au ministère de la Guerre M. Justin Godard, député, et le place

en cette qualité à la tête de la direction du service de santé militaire.

La mobilisation scientifique. — Le 9 juin, M. Appell, doyen de la Faculté des Sciences, donne la portée exacte d'une communication faite la veille à l'Académie des Sciences par le sous-secrétaire d'État à la Guerre :

Dès le 4 août, l'Académie des Sciences se mettait à l'absolue disposition du Ministre de la Guerre. Des sous-commissions étaient constituées dans lesquelles chacun de nous, suivant sa compétence spéciale, pouvait examiner les problèmes qui lui étaient soumis. La plupart d'entre nous étaient en même temps membres de la Commission — très élargie dès le mois d'août — des inventions concernant les armées de terre et de mer. Ils eurent donc toutes facilités pour se livrer à un travail utile. Mais lorsque le Gouvernement prit la sage mesure de se rendre à Bordeaux, cette Commission ne put le suivre. Elle se trouva dès lors séparée des organismes qui pouvaient avoir besoin de ses conseils — les différentes directions du ministère de la Guerre — et dès lors son rôle fut singulièrement restreint.

Mais les laboratoires continuèrent, chacun pour son compte, les recherches entreprises; à la Sorbonne, à l'École normale supérieure, à l'Institut Pasteur, à la Faculté de Médecine, partout en un mot on abattit de la besogne, et l'on peut affirmer que de ces travaux sont sorties des améliorations considérables. L'aviation, en particulier, a eu à se féliciter tout spécialement de ces recherches, qui lui ont fait accomplir de tels progrès qu'on peut dire qu'elle a été totalement transformée.

La Commission des inventions a repris aujourd'hui ses travaux, mais elle est littéralement submergée par le flot toujours montant des inventions. L'état de guerre a particulièrement surexcité le cerveau des inventeurs, et on nous soumet les choses les plus invraisemblables et les plus folles.

C'est ainsi qu'on nous a proposé entre mille autres de placer sur la tête de chiens un revolver dont la gâchette serait actionnée par un fil relié à la mâchoire. En lâchant les chiens sur les troupes ennemies, ils devaient se mettre à aboyer et actionner ainsi automatiquement leurs revolvers.

Un autre ne voulait-il pas que, au-devant de nos tranchées, soit installé un appareil qui aurait reçu les balles allemandes et, après leur avoir fait suivre un trajet en spirale, les aurait renvoyées dans les lignes opposées.

La destruction des zeppelins par des faucons spécialement dressés nous a été suggérée nombre de fois!

La Commission examine tout cependant, ne voulant rien laisser perdre.

Mais un autre organisme, purement destiné à la recherche et à

l'étude, s'imposait. Le sous-secrétaire d'État a pensé que l'Académie des Sciences, et par elle tous les laboratoires dont elle peut disposer, était tout indiquée pour cela.

Il ne manquait qu'un agent de liaison entre ceux qui sont chargés de mettre en pratique les procédés nouveaux et ceux qui les étudient.

Il existe désormais. Les chercheurs qui avaient une idée pourront demander aux officiers délégués auprès de chaque sous-commission de notre Académie si elle répond à un véritable besoin, quelles sont ses chances de réalisation et dans quelles conditions elle doit être étudiée.

Les chefs d'armée, de leur côté, pourront nous demander s'il ne serait pas possible de réaliser tel ou tel dispositif, de construire tel ou tel appareil qui leur paraîtrait utile.

Après la mobilisation scientifique effectuée depuis dix mois, c'est une heureuse concentration qui est ainsi opérée. L'union deviendra de plus en plus étroite entre les savants, les ingénieurs et les officiers commandant les troupes.

Nous nous étions longtemps refusés à demander à la science ce qu'elle peut posséder de ressources qu'on pourrait appeler malfaisantes. Nous ne voulions ni brûler, ni asphyxier, ni empoisonner nos adversaires. Leur façon de procéder nous a obligés à renoncer à tant de magnanimité.

Aujourd'hui, nous répondrons œil pour œil, dent pour dent. Et je suis désormais bien tranquille. La science française, alerte, personnelle, vivante, féconde, ne saurait céder le pas à la science allemande lourde, partout emprunteuse et capable seulement de s'adapter les idées géniales de ses voisins.

La main-d'œuvre et la Défense nationale. — Mesures prises pour assurer le concours des compétences aux œuvres de la Défense nationale.

1° Le Gouvernement a décidé de rendre aux industriels (sous le contrôle des services producteurs du ministère de la Guerre), quelle que soit leur classe et quel que soit leur grade, les ouvriers ayant travaillé autrefois dans leurs usines et qu'ils réclament nominativement comme indispensables à leurs fabrications. Une dépêche les a avertis de cette résolution.

2° Le Gouvernement a décidé, outre ces rappels individuels, de répondre aux demandes d'ouvriers professionnels ou manœuvres, qui lui sont adressés par les industriels pour le renforcement de leurs effectifs du temps de paix incomplètement reconstitués.

3° Un service de placement, organisé par le sous-secrétariat d'État à la Guerre, et qui centralisera tout à la fois les offres des industriels et les demandes des ouvriers permettra d'utiliser aussi toute la main-d'œuvre ancienne ou nouvelle que l'activité métallurgique du temps de guerre a déjà accrue dans la population civile.

La situation économique de la France. — D'une enquête faite, le 23 juin, par le ministère du Travail sur la situation économique de la France, il résulterait que le Nord est fort éprouvé, que le Centre et l'Ouest luttent avec chances égales contre les inconvénients de la guerre et que le Sud-Est prospérerait.

L'Or à la Banque de France. — Le Ministre des Finances ayant invité les détenteurs de pièces d'or à les mettre au service de la Défense nationale, M. Raphaël-Georges Lévy explique, dans le *Petit Journal*, l'acte véritablement patriotique que feront les déposants :

Suivant une proportion généralement admise, chaque franc d'or gage une circulation de 3 francs. C'est ainsi que, contre 500 millions de numéraire que nous avons expédiés en Angleterre, le Gouvernement britannique nous a ouvert un crédit de 1 500 millions. Si les 3 milliards de francs d'or, minimum auquel on évalue l'existence de ce métal aux mains des particuliers en France, rentraient dans les caves de la rue de la Vrillière, ils gageraient, à eux seuls, les 9 milliards de francs de billets correspondant à l'avance que la Banque doit fournir au Trésor. On voit combien il est urgent que les espèces sortent des cachettes pour venir s'échanger à la Banque contre des billets. Une fois en possession de ceux-ci, beaucoup de particuliers comprendront qu'ils n'ont aucune raison de les garder chez eux, où ils sont exposés aux chances de vol, d'incendie et autres. Ils les remettront à la Banque, qui les portera à leur crédit dans un compte, où ils puiseront au fur et à mesure de leurs besoins. Ce versement aura le double avantage de les affranchir du soin et du risque de la conservation de la monnaie à leur domicile et de diminuer le chiffre de la circulation de la Banque, chose particulièrement désirable en ce moment. N'oublions pas d'ailleurs que ces pièces d'or ne pourraient même pas servir à des paiements dus à l'étranger, puisque la sortie de France en est interdite.

Les Allemands ont réussi à augmenter de plus d'un milliard l'encaisse de la Banque impériale, depuis l'ouverture des hostilités. On a critiqué ou plaisanté certaines mesures prises par eux à cet effet. Nous avons nous-même cité comme un exemple de ces inventions d'une portée douteuse le jour de congé donné aux écoliers qui apportaient une pièce de 10 ou de 20 marks à leur instituteur. Mais en admettant que tous les moyens employés n'aient pas été également heureux, nous devons constater le résultat obtenu. Il a été dû, pour une part, au patriotisme éclairé d'un certain nombre d'Allemands qui ont compris leur devoir.

Rien de semblable ne s'est produit chez nous. Il faut le proclamer. Nos compatriotes ne doivent pas ignorer qu'en dérobant

l'or à la circulation, ils font acte de mauvais citoyens. Alors même qu'en le versant à la Banque de France ils y perdraient quelque chose, ils devraient le faire. Mais cet acte de civisme ne nuira en rien à leurs intérêts, bien au contraire. A quoi leur sert de garder indéfiniment ce capital improductif? J'ai connu un brave homme, mort cet hiver à l'âge de 83 ans. Il vivait modestement aux environs de Paris, où il dépensait quelques milliers de francs par an. On a trouvé dans son coffre-fort 50 000 francs en or. S'il les eût placés depuis le temps où ils sommeillaient derrière la serrure à secret, on voit quelle somme d'intérêts le soi-disant prévoyant eût ajoutée à son patrimoine. Aujourd'hui où les fonds français rapportent deux fois plus qu'avant la guerre, où les obligations 5 % de la Défense nationale se capitalisent à près de 6 %, il est encore d'une bien plus mauvaise administration que jadis de ne pas faire fructifier ses fonds disponibles en les consacrant à l'acquisition de rentes nationales qui, au mérite de leur solidité joignent l'attrait d'un rendement élevé.

Allons jusqu'au bout des arguments que les pessimistes pourraient nous opposer : imaginons qu'à un moment donné le franc d'or vaille plus que le franc de papier. Nous ne le croyons pas, pour notre part. Nous sommes persuadé que le crédit de la France est tel que notre billet gardera toujours sa pleine valeur. Mais en envisageant, pour un instant, cette hypothèse invraisemblable, il faudrait que la dépréciation du papier fût de 20 % afin de compenser la perte d'intérêt subie par celui qui, pendant trois ans seulement, aurait négligé de placer ses fonds et les intérêts de ces fonds en obligations françaises. On admettra avec nous que les pires Cassandres ne sauraient prédire à notre billet un avenir aussi sombre.

Toutes les raisons se réunissent donc pour engager nos Harpagons à ne plus faire les yeux doux à leur chère cassette, ou plutôt à lui sourire en la vidant dans celle de M. Pallain, gouverneur de la Banque de France. Avec les beaux papiers bleus que celui-ci leur remettra en échange, ils iront acheter à M. Ribot, notre excellent Ministre des Finances, ses obligations, dont le prochain coupon se détache le 16 août, et ils continueront, de 6 mois en 6 mois, à toucher un substantiel revenu, jusqu'à ce qu'en 1925 au plus tard leur capital leur soit remboursé.

Notre commerce extérieur dans les premiers mois de 1915. — Les documents statistiques publiés par l'administration des douanes sur notre commerce extérieur pendant les cinq premiers mois de la présente année, nous fournissent des renseignements précieux quant à la valeur comparée des marchandises exportées et importées durant cette période, en 1914 et 1915.

Les importations pour 1915 ont subi un déficit total de

près d'un milliard : seuls les objets fabriqués présentent une plus-value de près de deux cents millions.

Pour les exportations, le déficit total dépasse un milliard et demi, et la moins-value est générale sur toutes les matières. La diminution, qui est de 25 pour 100 seulement pour la première catégorie, atteint donc, pour la seconde, 58 pour 100.

De cette étude, il résulte que la situation de notre commerce d'exportation ne s'est nullement améliorée. Nos ventes, tant aux colonies qu'à l'étranger, ont sensiblement fléchi.

En ce qui concerne les importations, au contraire, l'amélioration est manifeste. Elle est due, pour la plus grande part, aux achats de produits fabriqués pour le compte de l'armée.

Il serait à souhaiter que nos usines et manufactures soient à même enfin de produire le matériel, les étoffes et les vêtements que nous devons aller chercher à l'étranger. Un progrès d'ailleurs se constate ces derniers mois, dans le réapprovisionnement national industriel.

La situation agricole en France au 1er juin. — Le ministère de l'Agriculture publie des renseignements sur la situation agricole au 1er juin dans les dix régions entre lesquelles notre territoire est partagé à ce point de vue.

Ces renseignements sont précédés de l'aperçu général suivant :

Le mois de mai a été, dans notre pays, caractérisé par la douceur de la température, l'absence de gelées et la fréquence des pluies orageuses, surtout dans la première quinzaine : cette situation climatérique a exceptionnellement favorisé les cultures. Le retard de la végétation, qu'on avait pu observer fin avril, à la suite d'un abaissement sensible de la température, a été largement regagné.

La croissance des blés et des seigles est actuellement très active, et sauf dans les parcelles, d'ailleurs peu nombreuses, qui ont été envahies par les mauvaises herbes, les rendements paraissent devoir être excellents. La levée des avoines, des orges et des premiers sarrasins s'est effectuée dans d'excellentes conditions. Il est à noter que d'une façon générale les céréales d'automne sont dans une situation encore meilleure que les céréales de printemps auxquelles des pluies plus fréquentes seraient nécessaires.

Les plantes sarclées, telles que les pommes de terre et les betteraves, ont une levée satisfaisante.

La production fourragère est extrêmement abondante et les agriculteurs n'ont qu'une crainte, c'est de ne pouvoir effectuer la fenaison avec toute la rapidité désirable, en raison de l'insuffisance de la main-d'œuvre. On ne saurait à cet égard trop engager les personnes qui n'auraient pas actuellement d'occupations bien définies et désireraient augmenter leurs ressources à se joindre aux populations de la campagne pour leur prêter une aide qui, à l'heure présente, serait des plus précieuses : des renseignements pourront leur être fournis à ce sujet par l'Office de la main-d'œuvre agricole (quai Malaquais, 11, Paris).

La vigne est en général très vigoureuse et a belle apparence. Malheureusement il n'est pas toujours possible d'effectuer en temps voulu les traitements anticryptogamiques, ainsi que les travaux de labourage et d'entretien.

La récolte des fruits s'annonce comme devant être assez abondante, surtout pour les fruits à pépins. La production des pommes à cidre paraît devoir être très bonne.

La main-d'œuvre rurale. — L'Office national de la main-d'œuvre agricole a été institué en février dernier au ministère de l'Agriculture sous la direction de M. Brancher. Installé dans une dépendance de l'Ecole des Beaux-Arts, l'Office, ouvert le 15 mars, a, jusqu'au 1er juin, enregistré 9103 offres, 4419 demandes et fait 5390 propositions de placement. Les filiales qu'il a déjà créées dans une vingtaine de départements vont prolonger en province son œuvre.

L'Office ne se borne pas à rechercher la main-d'œuvre fournie par les réfugiés français ou belges; il fait appel à la main-d'œuvre étrangère. Par suite de l'entrée en guerre de l'Italie, ni ce pays, ni la Suisse, qui employait beaucoup d'ouvriers italiens, ne peuvent plus exporter d'hommes, et c'est à l'Espagne qu'il faut s'adresser. Une entente des administrations a aboli les formalités inutiles au passage de la frontière. Actuellement, les trois bureaux de Cerbère, Hendaye et Cette délivrent gratuitement des permis de séjour aux Espagnols désireux de s'employer chez nous.

Enfin l'Office vient d'obtenir de M. Schollaert, Ministre d'État belge, la collaboration de son Gouvernement pour recruter des travailleurs agricoles dans la partie non envahie de la Belgique, parmi les évacués en Angleterre, enfin parmi les militaires convalescents ou non encore appelés.

La Mobilisation et la Compagnie de l'Est. — Le rapport du Conseil d'administration de la Compagnie de l'Est à ses

actionnaires donne sur la mobilisation dans ce réseau, des détails montrant l'effort accompli.

Le 5 août, les transports de concentration commençaient, ils représentaient, venant de tous les points de la France 4064 trains de troupes et de matériel de guerre répartis sur seize journées, mais de façon très inégale. L'effort maximum fut concentré le 9 août avec 388 trains, le 10 août avec 395 trains, le 11 août avec 384 trains ; par contre, le 19 août, le réseau ne recevait que 34 trains et le lendemain, dernier jour de la concentration, plus que 14 trains seulement.

Tous les trains militaires, tant de couverture que de concentration, sont arrivés à destination dans les délais prévus. Les transports qui viennent d'être indiqués ont d'ailleurs été effectués en même temps que d'autres mouvements fort importants. Il faut noter d'abord, à la fin de juillet et dans les premiers jours d'août, le retour précipité de nombreuses personnes qui comptaient passer la belle saison dans l'Est. En outre, du 2 au 8 août, il a fallu transporter vers l'Ouest ou le Midi 40000 ouvriers étrangers, italiens pour la plupart, venant des mines de Briey et de Longwy, qui fuyaient devant la guerre.

Pendant le mois d'août, la Compagnie a eu enfin à ravitailler les armées, à évacuer les blessés et à effectuer des transports tactiques, ce qui représente 7900 trains. Si on les ajoute aux trains de mobilisation et de concentration, on arrive au total de près de 12000 trains militaires.

Le Conseil d'administration déclare que si la Compagnie a pu suffire à cette lourde tâche, elle le doit en grande partie au dévouement et au patriotisme dont tous ses agents sans exception n'ont pas cessé un instant de faire preuve.

Note du Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie à l'Ambassadeur des États-Unis à Vienne. — Le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie a envoyé la note suivante à l'ambassadeur des États-Unis à Vienne, à la date du 29 juin :

Depuis longtemps le commerce des munitions de guerre sur la plus grande échelle continue entre les États-Unis d'une part et la Grande-Bretagne et ses alliés d'autre part, tandis que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont été complètement isolées du marché américain.

Les conséquences profondes de ces faits ont retenu l'attention du Gouvernement autrichien depuis le commencement.

Bien que le Gouvernement autrichien soit convaincu que l'attitude des États-Unis en cette matière n'est pas dictée par une autre intention que celle d'observer la neutralité la plus stricte et

de s'adapter aux définitions des conventions internationales, la question se pose néanmoins de savoir si les circonstances qui se sont produites pendant la guerre, indépendamment du désir du Gouvernement américain, ne sont pas de nature à renverser dans leurs effets les intentions des États-Unis.

Si la réponse à cette question est affirmative — et dans l'opinion du Gouvernement autrichien elle est sans aucun doute affirmative — alors se pose cette autre question, de savoir s'il ne paraît pas possible ou même nécessaire de prendre des mesures propres à faire respecter le désir qu'a le Gouvernement américain de rester strictement impartial entre les deux partis belligérants.

Un Gouvernement neutre ne peut pas permettre un libre commerce en contrebande si ce commerce prend un tel caractère ou de telles proportions que la neutralité du pays en soit mise en péril.

La note déclare ensuite que l'exportation du matériel de guerre, telle qu'elle se fait actuellement des États-Unis, n'est pas en conformité avec la définition de la neutralité.

Elle ajoute :

Le Gouvernement des États-Unis est donc sans aucun doute justifié à interdire cette exportation. En ce qui concerne l'objection possible que l'industrie américaine veut bien fournir l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, mais qu'elle ne le peut pas à cause de l'état de guerre, le Gouvernement des États-Unis pourrait, sans doute, porter remède à cette situation. Il suffirait parfaitement de faire savoir aux ennemis de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne que l'envoi des vivres et du matériel de guerre sera interrompu si le commerce légitime des mêmes articles entre l'Amérique et les pays neutres ne redevenait pas libre.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie termine en faisant appel aux anciennes traditions des États-Unis, à l'amitié ininterrompue entre l'Autriche-Hongrie et les États-Unis, et en demandant au Gouvernement américain de prendre cette note en sérieuse considération.

Juillet 1915.

Au Parlement. — Le 1er juillet, le texte amendé du projet de loi Dalbiez revenant devant la Chambre, le Ministre de la Guerre a exposé l'économie générale de la proposition :

Deux catégories de mobilisables, explique-t-il, sont visées par le nouveau texte.

L'une s'occupe des employés des administrations publiques. L'article premier règle leur sort.

L'autre comprend ceux qu'on pourrait appeler les travailleurs de la défense nationale. L'article 6 s'occupe d'eux.

De la première catégorie, un seul mot.

Les chefs responsables de la bonne marche des administrations publiques sont, sous leur responsabilité, maîtres de la décision qui concerne leurs subordonnés; ils diront si l'intérêt du service exige qu'ils soient soustraits à la défense nationale.

Pour les travailleurs de la défense nationale, la caractéristique de l'article 6 est l'institution, en vue d'aider le Ministre de la Guerre, d'une commission consultative dont le rôle est double : rôle de recrutement et rôle de revision.

Pour le recrutement, car nous aurons besoin d'un supplément de personnel pour ces usines, les commissions recevront communication des tableaux de recrutement de la région où elles opèrent; elles seront en mesure de fournir au Ministre de la Guerre des indications sur les hommes qui, mobilisés, pourraient être appelés à travailler dans les usines.

Voilà leur premier rôle.

Leur second est un rôle de revision.

Elles connaîtront les noms des hommes mobilisés dans les usines et elles seront ainsi en mesure, si elles se trouvent en présence de cas exceptionnels, qui n'en seraient pas moins scandaleux, d'adresser au Ministre des indications précieuses.

Ces commissions seront composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers; elles s'éclaireront à l'aide de renseignements émanant des grandes associations ouvrières et patronales.

Remplacer de mauvais ouvriers, envoyer aux usines qui en manquent les hommes dont elles ont besoin, voilà le but.

C'est donc par erreur que, sur certains points, des hommes ont cru qu'il leur suffirait de se faire inscrire sur les registres ouverts dans les dépôts pour avoir droit à attendre une désignation éventuelle. Il n'en est rien.

De même il ne résultera pas du vote de la loi, pour les familles d'ouvriers qui travaillent pour la défense nationale, le droit de réclamer que leurs parents reviennent reprendre leur place dans les usines où ils travaillaient. Sans doute, si l'on manque d'ouvriers dans ces usines, on fera appel à eux. Mais ce n'est que s'il en est besoin.

On s'est ému à tort du danger qui allait naître pour les parcs de l'armée des appels qui seraient faits aux ouvriers de l'État. En effet, quand le général en chef a été invité à mettre à ma disposition tous les ouvriers spécialistes dont la présence était nécessaire dans les usines à l'intérieur, c'est sous la réserve que ces ouvriers ne seraient pas déjà employés comme spécialistes à l'armée.

Là où le mobilisé est utile, que ce soit à l'intérieur ou au front, là, il doit demeurer ou aller, sans souci de ses préférences. Car ce serait un singulier procédé que de dégarnir les services du front au profit des ateliers de l'intérieur.

Le contrôle parlementaire. — La question du contrôle parlementaire a fait l'objet de longues délibérations entre députés hors séances pendant près d'une semaine. Elle a donné lieu, le 7 juillet, à l'occasion du vote de crédits pour les deux nouveaux sous-secrétaires d'État désignés à la Guerre, M. Albert Thomas pour les munitions et M. Thierry pour les approvisionnements, à cette déclaration de M. Viviani :

La victoire que nous voulons, que le pays veut, vous ne l'obtiendrez pas en tenant ce langage, vous l'ajourneriez.

En temps de paix, comme en temps de guerre, il y a deux manières de se conduire envers un gouvernement : ou le soutenir, ou le renverser.

Mais ne pas vouloir le renverser et lui créer mille difficultés, l'affaiblir, l'énerver, l'arracher à sa tâche quotidienne, c'est inadmissible, surtout dans les conditions actuelles.

Après la mise en demeure et les sommations adressées au Gouvernement, je déclare que le Gouvernement a besoin d'une autorité morale qui ne peut résulter que du vote d'un ordre du jour de confiance.

La Chambre, confiante dans le Gouvernement et approuvant ses déclarations, passe à l'ordre du jour. Il a été voté à mains levées à la quasi unanimité. A la contre-épreuve, seuls deux socialistes levèrent la main.

La situation financière. — M. Aimond, rapporteur du budget au Sénat, compare tout d'abord dans son travail les crédits demandés pour le troisième trimestre avec ceux accordés précédemment pour le premier semestre. Ces derniers représentaient 10 009 798 510 fr., soit 5 004 899 251 fr. par trimestre. Ceux relatifs aux trois mois de juillet à septembre se montent à 5 605 630 133 fr. L'augmentation trimestrielle est donc de 600 millions, soit de 200 millions par mois.

Cette augmentation trimestrielle de 600 millions n'est pas répartie entre tous les ministères. Plusieurs ministères présentent une réduction de dépenses : 149 millions à l'Intérieur, 90 millions aux Travaux publics, 35 millions au Commerce. Par contre, les dépenses de la Guerre sont

en hausse de 688 millions et celles des Finances de 212 millions.

M. Aimond indique comment sont réparties les dépenses depuis le 1er août 1914 jusqu'au 30 septembre 1915, c'est-à-dire pour les quatorze premiers mois de la guerre. Ces dépenses, effectuées ou prévues, représentent en chiffres ronds 24 milliards, sur lesquels les seuls besoins de la guerre absorbent 16238 millions, soit 73 pour 100 du total. La dette, avec 1427 millions, absorbe 7 pour 100 du total. Les dépenses de solidarité sociale comptent pour 11 pour 100. La commission sénatoriale appelle l'attention sur l' « inquiétante » progression de ces dernières dépenses, qui, en ce qui concerne les allocations, se sont accrues de 125 pour 100 depuis la fin de l'an dernier.

La pension des veuves et orphelins. — Promulgation de la loi fixant l'origine du droit à pension des veuves et orphelins de militaires et marins. En voici le texte :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2, paragraphe 2, du décret du 9 octobre 1914 est remplacé par la disposition suivante :

En cas de décès de ce dernier, la naissance du droit à pension, pour les veuves et les orphelins, demeure fixée au lendemain du décès; pour ceux qui auront bénéficié des dispositions du précédent paragraphe, la jouissance des arrérages sera suspendue pendant la durée de la délégation.

Toutefois, dans le cas où le montant de la délégation sera inférieur au taux de la pension, la délégation prendra fin à la date du décès, et les dispositions de l'article 18 *b*, du décret du 10 janvier 1912, déterminant les conditions dans lesquelles les ayants droit peuvent toucher des avances sur leur pension, recevront, à partir de cette date, leur application.

Rappel sera fait, en outre, dans tous les cas, aux ayants droit, des avances sur pension auxquelles ils auraient pu prétendre, lorsque la date du décès sera antérieure au point de départ de la délégation.

ART. 2. — L'article 1er, paragraphe 2, du décret du 17 décembre 1914 est remplacé par la disposition suivante :

Dans ce cas, la naissance du droit à pension, pour les veuves et les orphelins, demeure fixée au lendemain du décès. Pour ceux qui auront bénéficié des dispositions du précédent paragraphe, la jouissance des arrérages sera suspendue pendant la durée de la délégation.

La « Journée de Paris ». — La veille du 14 juillet, l'appel suivant a été affiché sur les murs de Paris et du département de la Seine :

Le 14 juillet sera, cette année, la « Journée de Paris »; nous vous convions à célébrer la fête nationale en venant en aide à nos soldats.

Ce jour-là, les sœurs, les filles et les fiancées de ceux qui défendent héroïquement la patrie solliciteront votre offrande pour les œuvres de guerre de l'office départemental. Paris et le département feront honneur à cet appel.

Faire parvenir des effets ou des aliments à nos soldats sur le front, à nos blessés dans les hôpitaux, à nos prisonniers dans les camps de l'étranger, ravitailler les trains qui transportent les blessés, secourir les mutilés et les amputés, procurer le nécessaire aux vaillants qui combattent comme aux malheureux que l'envahisseur a chassés de leurs foyers, telle est la noble mission que le Conseil municipal de Paris et le Conseil général de la Seine ont confiée à l'office départemental et qu'avec votre concours il entend réaliser.

Toutes les poitrines, dans cette patriotique journée, voudront se parer de l'insigne municipal.

Paris doit son salut à l'armée nationale; il ne lui marchandera pas sa reconnaissance.

Les cendres de Rouget de Lisle aux Invalides. — Au cours de la cérémonie organisée pour le transfert des cendres de Rouget de Lisle aux Invalides, M. Raymond Poincaré, Président de la République, a prononcé le discours suivant :

MESSIEURS,

En décrétant que les cendres de Rouget de Lisle seraient solennellement ramenées à Paris, le jour de la fête nationale, au cours d'une guerre qui décidera du sort de l'Europe, le Gouvernement de la République n'a pas seulement entendu célébrer la mémoire d'un officier français par qui s'exprima, en une heure tragique, l'âme éternelle de la patrie; il a voulu rapprocher sous les yeux du pays deux grandes pages de notre histoire, rappeler à tous les fortes leçons du passé, et pendant que de nouveau la France lutte héroïquement pour la liberté, glorifier l'hymne incomparable dont les accents ont éveillé au cœur de la nation tant de vertus surhumaines.

La sublime improvisation de Rouget de Lisle a été, en 1792, le cri de vengeance et d'indignation du noble peuple qui venait de proclamer les Droits de l'homme et qui se refusait fièrement à ployer le genou devant l'étranger. Les armées prussiennes s'avançaient vers le Rhin. Par le Nord et par l'Est, les Autrichiens menaçaient nos frontières. Le 20 avril, l'Assemblée nationale avait voté la guerre, et suivant le mot d'un des orateurs, elle avait émis le vœu que les feux des discordes intestines s'éteignissent aux feux des canons.

La nouvelle était parvenue, dès le 25, en cette loyale Alsace qui, le 14 juillet 1790, unie aux fédérations de toutes les provinces, avait à jamais juré fidélité à la France indivisible. Et voyez, messieurs, comme aussitôt tout conspire à faire du chant guerrier, composé par Rouget de Lisle, une œuvre magnifiquement symbolique.

C'est un modeste enfant du Jura, devenu simple capitaine et affecté à la défense de Strasbourg, qui, au moment fixé par les destinées du pays, va être inopinément l'interprète de tous les citoyens. C'est le maire de la grande ville alsacienne qui va conseiller au jeune officier d'écrire une marche pour l'armée du Rhin; et bientôt, lorsque les strophes enflammées de Rouget de Lisle se seront envolées jusque dans le Midi, ce seront des volontaires marseillais qui, prêts à mourir pour la patrie, les chanteront joyeusement sur les routes de la France, les feront applaudir par Paris enthousiasmé et leur laisseront un nom impérissable. Si bien, messieurs, que dans la genèse de notre hymne national, nous trouvons, tout à la fois, un splendide témoignage du génie populaire et un exemple émouvant de l'unité française.

Qu'importe, après cela, que Rouget de Lisle ait achevé dans l'ombre une existence médiocre et qu'il n'ait reçu qu'après la révolution de Juillet une croix et une pension! Qu'importe qu'il ait entendu la calomnie lui contester la paternité de son chef-d'œuvre et que des organistes allemands, élevés à l'école du mensonge, aient cyniquement prétendu le dépouiller de sa gloire! Son chant immortel, adopté par tout un peuple, couvre désormais, de ses sonorités puissantes, les murmures de l'envie et les clameurs de la haine.

Partout où elle retentit, la *Marseillaise* évoque l'idée d'une nation souveraine qui a la passion de l'indépendance et dont tous les fils préfèrent délibérément la mort à la servitude. Ce n'est plus seulement pour nous autres Français que la *Marseillaise* a cette signification grandiose. Ses notes éclatantes parlent une langue universelle et elles sont aujourd'hui comprises du monde entier.

Messieurs, il fallait un hymne comme celui-là pour traduire, dans une guerre comme celle-ci, la généreuse pensée de la France.

Une fois de plus, l'esprit de domination est venu menacer la liberté des peuples. Depuis de longues années, notre démocratie laborieuse se plaisait aux travaux de la paix; elle ne cherchait qu'à entretenir avec toutes les puissances des relations courtoises; elle aurait considéré comme un criminel ou comme un insensé tout homme qui aurait osé nourrir des projets belliqueux. Malgré des provocations répétées, malgré les coups de théâtre de Tanger et d'Agadir, elle était restée volontairement silencieuse et impassible. Lorsque les premiers nuages s'étaient

amoncelés sur les Balkans, elle avait tout fait pour conjurer l'orage menaçant; c'était elle qui, la première, avait cherché à organiser et à maintenir le concert européen. Lorsque, en dépit de ses efforts inlassables, la guerre avait éclaté en Orient, elle avait tâché de localiser et d'éteindre l'incendie qui s'était déclaré. Lorsque enfin le calme s'était rétabli, elle s'était aussitôt prêtée à de nouvelles négociations pour étouffer, entre elle et l'Allemagne, les dernières causes latentes de difficultés et de conflits. Et c'est au lendemain du jour où venait d'être signé un accord franco-allemand qui réglait, à la satisfaction des deux pays, les questions orientales, c'est à un moment où l'Europe rassurée commençait à reprendre haleine, qu'un coup de tonnerre imprévu a fait trembler les colonnes du monde.

L'Histoire dira la suite. Elle dira comment l'Autriche, malgré les avertissements réitérés de l'Italie, a prémédité une attaque contre la Serbie. Elle dira comment cette petite et vaillante nation a, sur les conseils de la Russie et de la France, répondu dans les termes les plus conciliants à un ultimatum injurieux. Elle dira comment l'Autriche, au lieu de se laisser désarmer par cet exemple de modération, a persévéré dans son dessein meurtrier. Elle dira comment, depuis le début de cette crise redoutable, le Gouvernement de la République n'a cessé d'agir, auprès de tous, et avec une volonté tenace, dans le sens de la paix.

Mais l'impérialisme militaire des pays germaniques était résolu à défier le jugement des peuples civilisés. La guerre a été brusquement déclarée à la Russie; elle a été, sous des prétextes hypocrites, déclarée à la France, et la postérité apprendra avec stupéfaction qu'un jour l'ambassadeur d'Allemagne, après avoir vainement cherché à se faire insulter par la population parisienne, a présenté sans rire, comme un *casus belli*, au Ministre des Affaires étrangères de France, une fable imaginée dans les bureaux de la Wilhelmstrasse: le raid d'un de nos aviateurs qui serait allé jeter des bombes sur Nuremberg, sans y être, et pour cause, aperçu par personne.

Et l'Histoire vengeresse dira également le reste : l'ignominie et la lâcheté des propositions faites à l'Angleterre et dédaigneusement repoussées par l'honneur britannique, la neutralité de la Belgique outrageusement violée, les traités les plus solennels et les plus sacrés impudemment déchirés comme des chiffons de papier, les moyens les plus barbares employés pour terroriser, dans les régions traversées, des habitants inoffensifs, la science déshonorée au service de la violence et de la sauvagerie.

Chacun de nous, messieurs, peut, en toute sérénité, ranimer ses souvenirs et interroger sa conscience. A aucun moment nous n'avons négligé de prononcer le mot ou de faire le geste qui aurait pu dissiper les menaces de guerre, si un fol attentat contre la paix européenne n'avait été, depuis longtemps, voulu et préparé

par des ennemis implacables. Nous avons été les victimes innocentes de l'agression la plus brutale et la plus savamment préméditée.

Mais, puisqu'on nous a contraints à tirer l'épée, nous n'avons pas le droit, messieurs, de la remettre au fourreau avant le jour où nous aurons vengé nos morts et où la victoire commune des alliés nous permettra de réparer nos ruines, de refaire la France intégrale et de nous prémunir efficacement contre le retour périodique des provocations.

De quoi demain serait-il fait, s'il était possible qu'une paix boiteuse vînt jamais s'asseoir, essoufflée, sur les décombres de nos villes détruites? Un nouveau traité draconien serait aussitôt imposé à notre lassitude, et nous tomberions, pour toujours, dans la vassalité politique, morale et économique de nos ennemis. Industriels, cultivateurs, ouvriers français seraient à la merci de nos rivaux triomphants, et la France humiliée, s'affaisserait dans le découragement et dans le mépris d'elle-même.

Qui donc pourrait s'attarder un instant à de telles visions? Qui donc oserait faire cette injure au bon sens public et à la clairvoyance nationale? Il n'est pas un seul de nos soldats, il n'est pas un seul citoyen, il n'est pas une seule femme de France qui ne comprenne clairement que tout l'avenir de notre race, et non seulement son honneur, mais son existence même sont suspendus aux lourdes minutes de cette guerre inexorable. *Nous avons la volonté de vaincre, nous avons la certitude de vaincre.* Nous avons confiance dans notre force et en celle de nos alliés, comme nous avons confiance en notre droit.

Non, non, que nos ennemis ne s'y trompent pas! Ce n'est pas pour signer une paix précaire, trêve inquiète et fugitive entre une guerre écourtée et une guerre plus terrible, ce n'est pas pour rester exposée demain à de nouvelles attaques et à des périls mortels que la France s'est levée tout entière, frémissante, aux mâles accents de la *Marseillaise.*

Ce n'est pas pour préparer l'abdication du pays que toutes les générations rapprochées ont formé une armée de héros, que tant d'actions d'éclat sont, tous les jours, accomplies, que tant de familles portent des deuils glorieux et font stoïquement à la patrie le sacrifice de leurs plus chères affections. Ce n'est pas pour vivre dans l'abaissement et pour mourir bientôt dans les remords que le peuple français a déjà contenu la formidable ruée de l'Allemagne, qu'il a rejeté de la Marne sur l'Yser l'aile droite de l'ennemi maîtrisé, qu'il a réalisé, depuis près d'un an, tant de prodiges de grandeur et de beauté.

Mais ne nous lassons pas, messieurs, de le répéter : la victoire finale sera le prix de la force morale et de la persévérance.

Employons tout ce que nous pouvons avoir de calme, de vigueur et de fermeté à maintenir étroitement dans le pays l'union de toutes les provinces, de toutes les classes et de tous les partis,

à protéger attentivement l'opinion contre l'invasion sournoise des nouvelles perfides, à fortifier sans cesse l'action gouvernementale et l'harmonie nécessaire des pouvoirs publics, à concentrer sur un objet unique toutes les ressources de l'État et toutes les bonnes volontés privées, à développer sans relâche notre matériel de guerre et nos moyens de résistance, à ramasser, en un mot, la totalité des énergies nationales dans une seule pensée et dans une même résolution : la guerre poussée, si longue qu'elle puisse être, jusqu'à la défaite définitive de l'ennemi et jusqu'à l'évanouissement du cauchemar que la mégalomanie allemande fait peser sur l'Europe.

Déjà, le jour de gloire que célèbre la *Marseillaise* a illuminé l'horizon; déjà, en quelques mois, le peuple a enrichi nos annales d'une multitude d'exploits merveilleux et de récits épiques. Ce n'est pas en vain que ce seront levées en masse, de tous les points de la France, ces admirables vertus populaires. Laissons-les, messieurs, laissons-les achever leur œuvre sainte : elles frayent le chemin à la victoire et à la justice!

Les attributions des sous-secrétaires d'État. — Le 18 juillet, le rapport suivant est adressé par M. Millerand au Président de la République :

Trois sous-secrétaires d'État ont été nommés au ministère de la Guerre par les décrets du 18 mai et du 1er juillet 1915 et placés respectivement à la tête d'une part, de la direction de l'artillerie, d'autre part de la direction générale du ravitaillement et de la direction de l'intendance, enfin de la direction du service de santé; mais leurs attributions n'ont point été fixées, par ces décrets, d'une façon précise; il importe donc de les définir.

L'intérêt qui s'attache à accélérer autant qu'il est possible l'étude de la solution de toutes les mesures susceptibles de renforcer la défense nationale, conduit nécessairement à réserver aux nouveaux collaborateurs du Ministre de la Guerre la plus large initiative et les pouvoirs propres les plus étendus, dans la partie de leurs services où doit s'exercer leur action d'orientation et de direction générale; à cet égard, il m'a paru qu'une autorité complète devait leur être notamment donnée dans toutes les questions d'ordre technique ou relatives à la création du matériel et à la constitution des approvisionnements.

J'ai estimé également que, dans un but de coordination, il convenait de charger le sous-secrétaire d'État, placé à la tête de la direction de l'artillerie, d'assurer, par délégation permanente du Ministre, la création des approvisionnements de poudres et explosifs de toute nature, ainsi que des munitions spéciales des directions du génie et de l'aéronautique.

Un décret conforme a paru le lendemain au *Journal officiel.*

Au Conseil national du parti socialiste français. — Le Conseil national du parti socialiste français a, le 19 juillet, adopté à l'unanimité une résolution où il est dit :

Le Conseil se référant à la déclaration de Londres et confirmant la résolution votée le 7 février par la conférence des secrétaires de fédérations, constate à nouveau devant le monde socialiste que la France ne porte pas la responsabilité du conflit qui a déchaîné sur l'Europe le fléau d'une guerre générale, qu'elle n'a fait que se défendre contre une agression préméditée de l'impérialisme allemand qui, pour atteindre son but, n'a pas reculé devant la violation de la Belgique garantie par les traités ;

Déclare que la lutte imposée aux Alliés par les dirigeants de l'Allemagne doit être conduite à son terme logique, c'est-à-dire jusqu'à la défaite du militarisme allemand, afin que soit donnée au monde la grande et nécessaire leçon d'une entreprise d'hégémonie brisée par la résistance des peuples libres ;

Que de cette guerre — et pour qu'elle soit la dernière — doit sortir une Europe nouvelle fondée sur le respect des traités et l'indépendance des nationalités, où les peuples, ayant recouvré le droit de disposer d'eux-mêmes, pourront enfin rejeter le fardeau écrasant du militarisme.

Répudiant à la fois toute politique de conquête au delà des restitutions légitimes et toute pensée de défaillance devant l'invasion.

Approuve à nouveau l'action menée depuis le début de la guerre par la commission administrative permanente et le groupe socialiste au Parlement et leur donne mandat de poursuivre dans le même esprit de fermeté inflexible l'œuvre de défense nationale.

Le cours des blés. — M. Daniel Zolla écrit dans la *Revue des Deux Mondes :*

Quelles seront, demain, les variations nouvelles de la cote, et peut-on redouter vraiment une hausse qui imposerait des sacrifices accablants aux consommateurs pauvres ?

A cet égard, les nouvelles sont fort rassurantes et ne justifient nullement des mesures révolutionnaires. Les prix baissent aux États-Unis. La récolte de 1915 sera probablement plus belle encore que celle de 1914, déjà excellente. Les Américains du Nord sont trop avisés pour ne pas avoir compris qu'il fallait augmenter rapidement les surfaces cultivées en blé *et profiter ainsi des*

hauts prix. Pour les seuls froments d'hiver, nous savons que la superficie emblavée a augmenté de 11 *pour* 100. Au Canada, elle s'est accrue de 9 *pour* 100. Aux Indes, elle a augmenté d'un *cinquième*. En France même, malgré les difficultés énormes que présentaient la préparation du sol et les semailles à l'automne dernier, nous savons que la surface ensemencée dans les départements non envahis n'a pas été réduite de plus de 5 à 6 pour 100. Les pronostics relatifs à la récolte étant excellents, il est fort possible que la moisson de 1915 soit aussi bonne et aussi abondante que celle de 1914. Nous avons donc les plus sérieuses raisons de croire que le cours des blés va diminuer en France au lieu de s'élever encore....

Le prix du charbon. — M. H. Gomot, sénateur du Puy-de-Dôme, ancien ministre, écrit dans le *Petit Journal* :

Le charbon coûtera plus cher, il faut s'y résoudre, mais il ne manquera pas, c'est le point capital. Le mal vient surtout de la pénurie de main-d'œuvre, pénurie pour l'extraction, pénurie pour les transports, pénurie pour les livraisons.

La question des transports par chemin de fer et par mer souffre quelques difficultés à raison du petit nombre des ouvriers embauchés. Nos ports de débarquement sont encombrés de navires qui attendent souvent des semaines le déchargement. C'est là que beaucoup de chômeurs de France et de Belgique trouveraient un utile emploi.

Un froid examen de la situation devrait calmer les inquiétudes; néanmoins nous trouvons naturel que chacun, faisant acte de prévoyance, se prémunisse en vue de la saison rigoureuse qui n'est pas éloignée. La Ville de Paris en donne elle-même l'exemple, puisque son Conseil municipal vient de voter un crédit de 20 millions pour l'acquisition de charbon destiné à l'alimentation parisienne en cas d'insuffisance.

L'Allemagne n'est pas non plus sans quelque souci sur son ravitaillement en houille. Industriels, bourgeois, ouvriers, cherchent à assurer leur provision hivernale. L'Association centrale de leurs négociants en charbon lance à ce sujet des circulaires qui laissent percer certaines craintes. Les gares frontières préparent des locaux pour emmagasiner le précieux combustible. N'est-il pas navrant de savoir qu'ils seront remplis avec les charbons extraits de nos mines des départements envahis!

En Alsace. — Le 21 juin, l'administration militaire a adressé aux maires des communes reconquises la circulaire suivante :

République française.
Administration de l'Alsace.

—

MONSIEUR LE MAIRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il y aura cette année, avant les grandes vacances, une distribution solennelle des prix dans toutes les écoles de la vallée.

Les vieux Alsaciens se souviennent encore de cet usage bien français; cette cérémonie restaurée, leur rappellera les meilleurs moments de leur enfance.

Les élèves montrent beaucoup d'ardeur dans l'étude de notre langue. Il faut qu'ils sachent tous que la France s'intéresse à leurs progrès et qu'ils aient plaisir à travailler.

Les instituteurs et les institutrices porteront cette lettre à la connaissance de tous les enfants et les préviendront que, dans chaque classe, vers la fin de juillet, aura lieu un petit concours de français et que les meilleurs élèves recevront des prix. Ce concours consistera, pour les plus jeunes, dans la récitation d'une fable; pour les plus avancés, dans un devoir écrit et portera uniquement sur la langue française.

L'Association amicale du Haut-Rhin vient de mettre à la disposition de l'administration militaire environ 1500 livres de prix qui lui ont été adressés dans le courant de l'année et qui sont destinés à récompenser les meilleurs écoilers.

Les Bons de la Défense nationale. — M. Ribot, Ministre des Finances, a déposé à la Chambre un projet de loi ayant pour objet d'élever de nouveau la limite d'émission des Bons de la Défense nationale.

Cette limite avait été fixée à six milliards, par une loi du 18 mai dernier. Elle se trouve aujourd'hui dépassée de cent cinquante millions environ. D'où la nécessité d'une nouvelle loi.

M. Ribot demande que la limite d'émission des Bons soit portée à sept milliards.

Durant le mois de mai, il a été souscrit 776 millions de Bons de la Défense nationale, et pendant juin environ 454 millions.

Le rendement des impôts en juillet. — Le rendement des impôts indirects et monopoles a atteint en juillet 290 758 000 francs, en diminution de 87 115 100 francs sur les recettes du mois correspondant de 1914. Voici le détail

des recouvrements et de la comparaison avec l'année dernière.

PRODUITS	RECOUVREMENTS	COMPARAISON avec juillet 1914	
		EN PLUS	EN MOINS
Impôts et revenus indirects			
Enregistrement	58.924.500	»	38.464.500
Timbre	18.571.000	»	4.574 000
Opérations de Bourse	45.500	»	583.000
Valeurs mobilières	23.861.000	»	8.186.500
Douanes	60.536.000	2.231.000	»
Contributions indirectes	42.962.000	»	18.944.000
Huiles minérales	12.000	»	30.000
Sels	2.194 000	»	419 000
Sucres	11.267.000	»	4.772.000
Monopoles			
Contributions indirectes	46.805.000	»	6.616.000
Postes	16.497 100	»	5.673.100
Télégraphes	6.015.500	953.100	»
Téléphones	2.972.600	»	1.995.100
Produits de diverses exploitations (Journaux officiels)	94.800	»	42.000
Total	290.758.000	— 87.115.100	
Différences pour les 7 premiers mois		— 513.297.500	

Le tableau ci-dessous indique la moins-value dans le rendement des impôts indirects enregistrée pour chacun des sept premiers mois de l'exercice en cours :

97 141 500 francs en janvier,
66 846 400 — en février,
58 884 300 — en mars,
71 435 100 — en avril,
62 899 200 — en mai,
68 975 900 — en juin,
87 115 100 — en juillet.

Le Ministère des Finances communique, au sujet du rendement des impôts en juillet, les observations suivantes :

Le produit des impôts et revenus indirects et des monopoles de l'État pendant le mois de juillet dernier s'est élevé à

290 758 000 francs, chiffre qui fait apparaître une moins-value de 23,05 pour 100 par rapport à la période correspondante de 1914.

L'examen détaillé des recouvrements ne donne lieu à aucune observation spéciale. On peut néanmoins remarquer que la loi du 29 mars 1914 continue à procurer au Trésor des plus-values : c'est ainsi que les droits de timbre sont de 26,40 pour 100 supérieurs à ceux perçus en juillet 1914. Par contre, la taxe sur le revenu a fléchi d'une manière sensible (25,54 pour 100) et pour un motif qui ne permet guère d'espérer que la situation de cette branche de recettes s'améliore d'ici à un certain temps : le fléchissement provient en effet de la faiblesse des bénéfices réalisés par les sociétés en 1914, bénéfices qui servent de base au calcul provisoire de la taxe en 1915.

Les droits accessoires des douanes, droits de statistique, droits de navigation, droits de timbres et de plombs, etc. qui peuvent seuls donner quelques indices sur l'activité économique du pays, ont encore amélioré leur rendement et diminué le coefficient de leur moins-value sur 1914 : 13,94 pour 100, au lieu de 25,27 pour 100 en juin.

Aucune donnée nouvelle n'est fournie par les contributions indirectes, où la plus-value, qui continue à se manifester sur les vins, est absorbée comme précédemment par la perte de recettes sur les alcools, les bières, les licences et les poudres.

Il ne paraît pas sans intérêt de compléter les renseignements qui viennent d'être donnés en ce qui concerne les impôts et revenus indirects par quelques indications relatives aux contributions directes et aux taxes assimilées. Malgré les retards apportés dans la publication des rôles, les recouvrements effectués au titre de ces contributions ont atteint au 31 juillet une somme de 420 millions, représentant à peu près cinq douzièmes. Les recouvrements du mois de juillet se sont élevés à 145 millions environ, correspondant à 1 douzième 64.

La prohibition de l'exportation de l'or. — Rapport de M. Ribot, Ministre des Finances, au Président de la République, sur les nécessités de prohiber l'exportation de l'or.

La France, à la différence de la plupart des pays d'Europe n'a pas jusqu'à présent prohibé l'exportation de l'or.

Ce régime de libre sortie de numéraire a certainement des avantages en ce qu'il facilite le règlement des achats faits à l'étranger, mais il peut prêter à des abus et à des trafics dangereux. L'or qu'on recherche n'est pas toujours destiné à des pays neutres dont la France est débitrice. On a toutes raisons de penser que les billets de banque contre lesquels on offre de l'échanger proviennent au moins en partie, de réquisitions faites dans nos provinces envahies. Cela nous détermine à prendre des mesures pour arrêter ce trafic.

Sur l'avis unanime du conseil général de la Banque de France, nous vous proposons d'interdire, jusqu'à nouvel ordre, l'exportation de l'or, en exceptant de cette prohibition les sorties qui seront faites par la Banque de France ou par son intermédiaire.

Suit le décret du Président de la République, dont voici l'article principal :

ARTICLE PREMIER. — Sont prohibées la sortie ainsi que la réexportation, sous un régime douanier quelconque, de l'or brut en masses, lingots, barres, poudre, objets détruits, ainsi que des monnaies d'or.

Cette disposition n'est pas applicable aux exportations de la Banque de France.

D'autre part, nos contrats au dehors en vue de la guerre nous obligent à décaisser beaucoup d'or. C'est assez dire l'intérêt de la France à obtenir des citoyens qu'ils se dessaisissent de ce métal contre de la monnaie fiduciaire.

Tout le monde l'a compris.

Les versements d'or. — M. Ribot, Ministre des Finances, a adressé une lettre au gouverneur de la Banque de France :

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Le groupe des députés de la Seine a émis le vœu que la Banque de France ouvrît un guichet spécial à Paris et dans ses succursales pour recevoir l'or que les particuliers lui apporteront, dans une pensée patriotique, en échange de billets de banque. Il a exprimé, en outre, le désir qu'un reçu fût délivré, pour servir de témoignage à ceux qui, au lieu de garder sans emploi l'or qu'ils possédaient, l'auront spontanément mis à la disposition de la Banque de France pour servir à la défense nationale.

Je ne doute pas que vous ne preniez les mesures nécessaires pour donner satisfaction au vœu exprimé par les députés de la Seine.

Veuillez recevoir, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de ma haute considération.

LE MINISTRE DES FINANCES.

M. le gouverneur de la Banque de France a fait savoir à M. le Ministre des Finances qu'il avait donné des ordres pour que les caisses de la Banque centrale et de l'annexe de la place Ventadour fussent désormais ouvertes jusqu'à quatre heures du soir pour recevoir les versements d'or. Des instructions vont être données pour que des reçus spéciaux soient délivrés, tant à Paris que dans les succursales, à l'occasion des échanges d'or contre des billets.

Dès le lendemain, l'affluence des grands et petits por-

teurs d'or à la Banque de France commençait. Elle a continué dans la France entière et dans les colonies.

Et ce fut une manifestation de patriotisme souvent touchante. On avait quelque fierté à montrer au retour un reçu artistique tiré en sanguine.

Décret concernant la prorogation des échéances des valeurs négociables. — Voici les principales dispositions de ce décret :

ARTICLE PREMIER. — Les délais accordés par les articles 1er, 2, 3 et 4 du décret du 29 août 1914 et prorogés par les articles 1er des décrets des 27 septembre, 27 octobre, 15 décembre 1914, 25 février et 15 avril 1915 sont prorogés, sous les mêmes conditions et réserves, pour une nouvelle période de quatre-vingt-dix jours francs.

Le bénéfice en est étendu aux valeurs négociables qui viendront à échéance avant le 1er novembre 1915, à la condition qu'elles aient été souscrites antérieurement au 4 août 1914.

ART. 2. — Le porteur d'un effet de commerce appelé à bénéficier pour la première fois d'une prorogation d'échéance, est tenu d'aviser le débiteur qu'il est en possession dudit effet et que le paiement peut en être effectué entre ses mains.

ART. 3. — Sont maintenues toutes les dispositions des décrets des 29 août, 27 septembre, 27 octobre, 15 décembre 1914, 25 février et 15 avril 1915, qui ne sont pas contraires au présent décret.

Toutefois, l'application des articles 2, paragraphes 2 et 3, et 3, paragraphe 2, du décret du 27 octobre 1914, concernant le recouvrement des valeurs négociables et des créances à raison de ventes commerciales ou d'avances sur titres, est suspendue jusqu'à l'expiration dudit délai de quatre-vingt-dix jours.

Du vin à nos soldats. — La lutte contre l'alcoolisme a eu pour premier et curieux effet de réhabiliter le vin dans l'opinion publique. Il manquait cependant à ce regain de popularité une consécration officielle, celle de l'Académie de Médecine. C'est aujourd'hui chose faite. Appelée à se prononcer sur l'introduction du vin dans la ration du soldat, l'Académie a voté sur la proposition de MM. Widal, Landouzy et Pinard, le vœu suivant :

Que le vin naturel soit introduit en quantité modérée — cinquante centilitres — dans la ration alimentaire du soldat et que des précautions soient prises pour que là où l'administration fournira du vin aux soldats, ceux-ci ne puissent en consommer ailleurs.

La discussion fut cependant très longue, plusieurs membres de l'Académie ayant exprimé la crainte que l'introduction officielle du vin dans la ration du soldat n'entraînât à des excès. Mais le vœu présenté mit tout le monde d'accord. Du vin pour nos soldats, certes, mais pas trop cependant. Tel est l'avis de l'Académie, que l'on pourrait traduire par le vieil adage : l'excès en tout est un défaut.

Les otages de Roubaix. — Les autorités militaires allemandes viennent de se signaler, dans le territoire envahi, par de nouveaux attentats contre le droit des gens que l'opinion du monde civilisé sera unanime à flétrir.

Elles ont envoyé en Allemagne, pour y être internés, 130 otages pris parmi les industriels et négociants de Roubaix. Ils avaient refusé de faire fabriquer des sacs à terre pour les retranchements ennemis. Comme ces industriels invoquaient les termes de la convention de La Haye, il leur fut répondu que « les questions de droit n'intéressaient nullement les autorités allemandes et que les populations devaient obéir aux ordres qu'elles recevaient, ordres qui seraient exécutés malgré tout, même s'il fallait en arriver pour cela à détruire la ville ».

La liste des otages roubaisiens comprend les noms des plus hautes personnalités de cette ville, comme M. Eugène Motte, l'ancien député et maire; son frère, M. Albert Motte; MM. Tiberghien, etc. Ils ont été enfermés, avec 6 ecclésiastiques et 35 conseillers municipaux, au camp de Gustrow (Mecklembourg), où ils manquent de tout. Malgré leur âge et bien que plusieurs, comme M. Albert Motte, soient très souffrants, ils sont au régime des sous-officiers. Ils ont été emmenés séance tenante, sans avoir pu passer chez eux et prendre ni un sou ni un vêtement.

A Lille, des faits analogues sont signalés. La production des sacs à terre ayant été jugée insuffisante, la ville fut frappée d'une nouvelle amende de 300 000 marks. La municipalité se déclara impuissante à réunir les fonds. Alors la kommandantur fit forcer au chalumeau le coffre-fort de la mairie. Plusieurs industriels furent arrêtés et également envoyés en forteresse en Allemagne. Un ouvrier fut exécuté pour avoir encouragé ses camarades à ne pas fabriquer de sacs pour les tranchées allemandes.

La statistique des chômeurs parisiens. — Le Directeur de l'Assistance publique de Paris a fourni au conseil de

surveillance de cette administration un exposé de la situation des secours de chômage à Paris, du 22 août 1914 au 18 avril 1915, qui est des plus instructifs à tous égards. On y voit et la lourde charge qui incomba dès le début des hostilités aux bureaux de bienfaisance parisiens, démunis de personnel par la mobilisation, et l'importance des sommes dépensées. On y puise aussi cette constatation rassurante que le chômage va sans cesse en diminuant : les chiffres suivants le prouveront surabondamment.

La première seizaine (on sait que les secours de chômage sont accordés et payés pour une durée de seize jours), qui allait du 22 août au 6 septembre, avait porté à Paris sur 146 684 familles, qui avaient reçu 3 727 000 francs. La dernière comprise dans la statistique dont nous parlons, et qui va du 3 au 18 avril, ne porte plus que sur 129 300 familles, auxquelles ont été accordés 2 832 664 francs. La période la plus chargée, c'est-à-dire celle où le chômage a été le plus intense dans la capitale, se place du 9 au 24 octobre dernier : 201 655 familles y reçurent près de 5 millions de francs, exactement 4 742 640.

La répartition de ces sommes énormes ne se fait pas, on le pense bien, d'une façon égale pour tous les arrondissements de Paris : le vingtième est celui qui compte le plus de chômeurs, par conséquent qui coûte le plus cher. A lui seul il a déjà absorbé, depuis la mobilisation jusqu'au 18 avril dernier, 7 371 000 francs. Le dix-huitième et le onzième le suivent de près, avec plus de 6 800 000 francs chacun.

Le moins infortuné est le huitième, qui n'a dépensé que 476 000 francs, et le premier, qui n'atteint pas 900 000 francs.

Lorsqu'on étudie la statistique des chômeurs par sexe, on peut relever encore quelques constatations intéressantes. Le nombre des chômeuses est, bien entendu, infiniment plus élevé que celui des chômeurs : 97 000 femmes pour 66 000 hommes. L'industrie du vêtement est, entre toutes, celle qui est le plus atteinte ; elle compte 36 516 chômeuses et plus de 5 000 chômeurs. Puis vient la catégorie des domestiques et gens de maison, qui englobe près de 27 000 femmes et plus de 5 000 hommes. Puis le commerce et les banques, qui donnent au chômage 20 000 personnes. Enfin les autres industries, dont celle du livre, qui porte sur 4 800 femmes et 3 700 hommes.

Pour lutter contre cette effroyable crise, des mesures de toutes sortes ont été tentées : M. Mesureur en a cité quelques-unes dues à l'initiative des bureaux de bienfaisance, dont la plus ingénieuse est peut-être celle tentée au cinquième arrondissement : « Au moment du paiement de la seizaine, le chômeur reçoit une feuille d'inscription du bureau de placement, où il est tenu de se présenter, et sur laquelle sont consignées les dates auxquelles il

s'est adressé à ce bureau. Le paiement de la seizaine suivante lui est refusé s'il a négligé de remplir cette formalité sans motif plausible ou s'il est établi qu'il a refusé un emploi. » 40 pour 100 des chômeurs ont été ainsi « débusqués » et radiés.

De telles mesures étaient indispensables. Elles ont eu pour effet de diminuer singulièrement le nombre des allocations, qui reste cependant encore considérable à Paris.

De M. Lucien Descaves, dans le *Journal* :

A Paris il y a certains réfugiés qui cherchent du travail en priant Dieu de n'en pas trouver, comme on dit. Ils ont peur que l'allocation ne leur soit retirée s'ils font œuvre de leurs dix doigts. A chaque jour suffit pour eux la peine de *toucher* vingt-cinq sous, bien préférable à la peine de *gagner* davantage. Les marchands de charbon manquent de bras pour leurs livraisons, mais les hommes vigoureux que Paris héberge et qui flânent ne sont pas rares dans la circulation. On perd plus vite qu'on ne la prend l'habitude du travail. Faire bien attention à cela, si l'on veut obvier à des surprises fâcheuses, au lendemain de la guerre.

CHAPITRE III

CHEZ LES ALLIÉS

Mai 1915.

Angleterre. — Le 4 mai, M. Lloyd George a dit à la Chambre des Communes :

Le moment actuel est très défavorable pour faire des prévisions sur les nécessités financières de l'année; celles-ci dépendront dans une large mesure des progrès de la guerre. Personne à l'heure actuelle ne peut dire combien de temps la guerre durera; les opérations de l'été prochain pourront donner une indication, non sur son issue finale, qui n'est pas douteuse, mais sur sa durée.

Ce n'est donc pas le moment de proposer des mesures pour faire face à des dépenses que je ne puis pas évaluer d'une façon assez précise.

Le coût de la guerre jusqu'à la fin de mars, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'exercice financier, fut de neuf milliards, y compris un milliard 301 750 000 francs d'avances faites aux colonies. Il a été progressif. Au cours des derniers mois, les dépenses augmentèrent la dette nationale de un milliard 145 millions; elle est actuellement de 29 milliards 146 250 000 francs.

Les prévisions pour l'exercice 1915-1916 donnent un total de recettes de 6 milliards 758 millions 300 000 francs, soit une augmentation de un milliard 90 millions 950 000 francs sur l'exercice précédent.

Le coût moyen de la guerre à l'heure actuelle peut être évalué à 52 millions 1/2 par jour. Si la guerre dure seulement six mois encore, le total des dépenses de l'année budgétaire s'élèvera à 19 milliards 761 millions 450 000 francs. Si la guerre dure toute l'année, le total des dépenses budgétaires sera de 28 milliards 410 millions 850 000 francs. Le déficit sera alors de 21 milliards 558 millions de francs.

La nation entière devra venir en aide au Gouvernement qui compte sur les réserves financières de la communauté. Il est d'importance vitale, ajoute le ministre, pour que nous puissions conduire la guerre jusqu'au succès, que nous

aidions financièrement nos alliés et que nos réserves nationales augmentent.

Le torpillage du « Lusitania ». — Le *Lusitania*, torpillé le 8 mai par un sous-marin allemand, comme le *Titanic*, de triste mémoire, appartenait à la Cunard Line. C'était un des plus grands, des plus luxueusement aménagés des paquebots dernier modèle qui font la traversée d'Europe en Amérique.

L'attentat était depuis de longs jours prémédité. Il avait paru dans les journaux américains un avis ainsi conçu, publié par l'ambassade d'Allemagne aux États-Unis :

AVIS

On rappelle aux voyageurs ayant l'intention de s'embarquer pour un voyage sur l'Atlantique, qu'un état de guerre existe entre l'Allemagne et ses alliés et la Grande-Bretagne et ses alliés; que la zone de guerre comprend les eaux entourant les Iles Britanniques; que suivant un avis formel donné par le Gouvernement impérial allemand, les navires portant le pavillon de la Grande-Bretagne ou d'un quelconque de ses alliés sont susceptibles d'être détruits dans ces eaux, et que les voyageurs naviguant dans la zone de guerre sur les navires de la Grande-Bretagne ou de ses alliés le feront à leurs risques et périls.

Ambassade impériale allemande, Washington.
22 avril 1915.

L'indignation aux États-Unis est unanime, sauf chez les pro-Germains, stylés par M. de Bernstorff, qui prêchait le calme en attendant une dépêche contestant les faits.

A la Chambre des Communes. — A la Chambre des Communes, répondant à plusieurs questions sur la perte du *Lusitania*, M. Winston Churchill déclare, le 10 mai, qu'une enquête sera faite, mais en aucune circonstance on ne peut rendre publiques les dispositions navales.

Nos ressources ne nous permettent pas d'escorter les paquebots courriers ou passagers.

L'Amirauté avait connaissance, d'une façon générale, de l'avertissement allemand publié aux États-Unis et elle avait en conséquence, envoyé des instructions au *Lusitania* sur la route à suivre.

M. Winston Churchill juge inutile de fournir de plus amples détails actuellement. Répondant à une autre question, il déclare :

Si nous exceptons le désastre du *Lusitania*, nous ne devons pas perdre de vue que le trafic maritime de la Grande-Bretagne se poursuit, sans pertes appréciables.

Un député demande au premier ministre si, en raison de la violation réitérée de toutes les conventions de La Haye par l'Allemagne, le Gouvernement anglais songe à porter tous ces faits à la connaissance des neutres.

M. Asquith répond :

Tous ces faits sont universellement connus et je ne vois aucune utilité d'en référer aux gouvernements neutres, à moins que ceux-ci ne soient disposés à prendre quelque résolution décisive à ce sujet.

Nous estimons que les pays neutres comprennent de plus en plus combien le résultat final de cette guerre intéresse le monde civilisé entier et l'avenir de l'humanité.

Note allemande concernant le torpillage « du Lusitania ». — Le Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne se borne à faire tenir aux Gouvernements des Etats neutres la note suivante :

Le Gouvernement allemand désire exprimer sa plus profonde sympathie pour la perte d'existences américaines à bord du *Lusitania*. La responsabilité en repose pourtant sur le Gouvernement anglais qui, par son plan d'affamer la population civile allemande, a forcé l'Allemagne à recourir à des mesures de représailles en dépit de l'offre faite par le Gouvernement allemand de mettre fin à la guerre de sous-marins dans le cas où le plan d'affamer l'Allemagne serait abandonné.

Les navires de commerce anglais étant généralement armés de canons et ayant à plusieurs reprises essayé de couler les sous-marins, une visite préalable est impossible et ils ne peuvent être traités, par conséquent, comme des navires marchands ordinaires. Une récente déclaration faite par un secrétaire parlementaire à la Chambre des Communes en réponse à une question de Lord Beresford a établi qu'actuellement tous les vaisseaux marchands anglais étaient armés et munis de grenades à main. En outre, il a été ouvertement admis par la presse anglaise que le *Lusitania* dans ses précédents voyages a transporté à plusieurs reprises une grande quantité de matériel de guerre. Dans le voyage actuel, le *Lusitania* avait à bord 5410 caisses de munitions et le reste de sa cargaison consistait principalement en contrebande.

Si l'Angleterre, après les avertissements répétés officiels et officieux de l'Allemagne, a considéré qu'elle était en mesure de déclarer que le navire ne courait aucun risque et, le cœur léger, a ainsi assumé la responsabilité de l'existence des hommes qui se

trouvaient à bord d'un navire, lequel, en raison de son armement et de sa cargaison, était susceptible d'être détruit, le Gouvernement allemand, en dépit de sa cordiale sympathie pour la perte d'existences américaines, ne peut que regretter que les Américains soient plus enclins à ajouter foi aux promesses anglaises qu'à prêter attention aux avertissements qui leur viennent du côté allemand.

Note du Gouvernement des États-Unis à l'Allemagne. — Voici le texte de la note adressée le 13 mai par le Gouvernement américain au Gouvernement allemand :

Étant donnés les actes récents des autorités allemandes en violation des droits des Américains sur mer, actes dont le dernier a été le torpillage et la destruction du paquebot anglais *Lusitania*, le 7 mai 1915, entraînant la mort de plus de cent citoyens américains, il apparaît parfaitement sage et désirable que le Gouvernement des États-Unis et le Gouvernement impérial allemand arrivent à un accord clair et complet quant à la grave situation qui a résulté de ces faits.

Le coulage du vapeur anglais *Falaba* par un sous-marin allemand, le 28 mars, qui causa la mort d'un citoyen américain, M. Léon C. Thracher; l'attaque du navire américain *Cushing*, le 28 avril, par un aéroplane allemand; le torpillage du vaisseau américain *Gulflight*, le 1er mai, par un sous-marin allemand, qui eut pour résultat la mort de deux citoyens américains; enfin le torpillage et la destruction du paquebot *Lusitania* constituent une série d'événements que le Gouvernement des États-Unis a observés avec un souci, une inquiétude et un regret croissants.

Se rappelant l'attitude humaine et éclairée assumée jusqu'ici par le Gouvernement impérial allemand en matière de droit international, et particulièrement en ce qui concerne la liberté des mers; ayant appris à reconnaître que l'Allemagne a toujours, jusqu'ici, au point de vue des obligations internationales, employé son influence à défendre la cause de la justice et l'humanité; et étant convaincu que les instructions données par le Gouvernement impérial allemand à ses officiers navals devaient être inspirées par les mêmes sentiments d'humanité que prescrivent les codes maritimes des autres nations, le Gouvernement des États-Unis ne pouvait croire — et il ne peut maintenant encore se décider à croire — que ces actes si absolument contraires aux règles, aux pratiques et à l'esprit des méthodes de la guerre moderne pouvaient avoir l'agrément ou la sanction de ce grand Gouvernement. En conséquence, le Gouvernement des États-Unis estime qu'il est de son devoir de s'adresser à ce sujet au Gouvernement impérial allemand avec la plus entière franchise et dans l'espoir le plus sincère qu'il ne s'est pas trompé en attendant de la part du Gouvernement impérial allemand une action qui corrigera les

malheureuses impressions créées de ce fait et qui justifiera une fois de plus l'attitude dudit Gouvernement allemand en ce qui concerne la liberté sacrée des mers.

Le Gouvernement des États-Unis a été informé que le Gouvernement impérial allemand se considérait comme obligé, par les circonstances extraordinaires de la présente guerre et par les mesures adoptées par ses adversaires en vue de priver l'Allemagne de tout commerce, d'adopter des mesures de représailles qui dépassent de beaucoup les méthodes ordinaires de la guerre maritime, et de proclamer une zone de guerre hors de laquelle il avait averti les bâtiments neutres de se tenir. Le Gouvernement des États-Unis a déjà eu l'occasion d'aviser le Gouvernement impérial allemand qu'il ne peut admettre l'adoption de telles mesures ni un tel avertissement du danger d'opérer dans cette zone, non plus qu'une diminution quelconque à aucun degré des droits des commandants de navires américains ou des citoyens américains voyageant légalement comme passagers sur des navires de commerce de nationalité belligérante; et qu'il doit tenir le Gouvernement impérial allemand pour strictement responsable de toute infraction à ces droits, intentionnelle ou accidentelle.

Le Gouvernement des États-Unis ne peut penser que le Gouvernement impérial allemand mette ces droits en question. Il estime, au contraire, que le Gouvernement impérial accepte, comme il est naturel, la règle que la vie des non-combattants, qu'ils soient de nationalité neutre ou qu'ils appartiennent à l'une des nations en guerre, ne peut légalement ni équitablement être mise en péril par la capture ou la destruction d'un navire marchand non armé, et que le Gouvernement impérial reconnaît aussi, comme le font toutes les autres nations, l'obligation de prendre les précautions usuelles de visite et de recherche pour s'assurer si un navire marchand suspect est en fait de nationalité belligérante, ou porte effectivement de la contrebande de guerre sous un pavillon neutre.

Le Gouvernement des États-Unis désire en conséquence attirer l'attention du Gouvernement impérial allemand de la manière la plus sérieuse sur le fait que l'objection formulée contre la méthode d'attaque de l'Allemagne contre le commerce de ses ennemis est fondée sur l'impossibilité pratique d'employer des sous-marins à la destruction du commerce, sans violer ses règles de justice, de raison et d'humanité, que l'opinion moderne du monde entier considère comme obligatoires.

Il est pratiquement impossible pour les officiers d'un sous-marin de visiter les navires de commerce en haute mer et d'examiner ses papiers et sa cargaison.

Il leur est pratiquement impossible de le saisir à titre de prise et s'ils ne peuvent pas mettre un équipage de prise à bord d'un tel bateau, ils ne peuvent pas le couler sans laisser son équipage et toutes les personnes à bord exposées dans les canots aux dangers de la mer.

Ces faits, le Gouvernement impérial allemand les reconnaît, assure-t-on, franchement.

Nous sommes informés que dans le cas particulier dont nous avons parlé on n'a même pas donné le temps nécessaire pour donner cette sécurité trop mesurée à l'équipage et aux passagers, et dans deux autres des cas qui ont été cités aucun avertissement n'a été donné.

Manifestement les sous-marins ne peuvent pas être employés contre les navires de commerce, comme les dernières semaines l'ont prouvé, sans la violation inévitable de beaucoup des principes sacrés de la justice et de l'humanité.

Les citoyens américains ne font qu'user de leurs droits incontestables, en montant sur des navires et en voyageant partout où les appellent leurs affaires légitimes et ils exercent ces droits dans la confiance qui devrait être bien justifiée que leur vie n'est pas mise en danger par des actes commis en violation évidente des obligations internationales universellement reconnues et certainement avec la confiance que leur propre gouvernement les soutiendra dans les exercices de leurs droits.

Il a récemment été publié dans les journaux des États-Unis, je regrette d'en informer le Gouvernement impérial allemand, un avertissement formel qui prétendait venir de l'ambassade impériale allemande à Washington, adressée au peuple des États-Unis et déclarant en résumé que tout citoyen des États-Unis qui exercerait ce droit de voyager librement sur les mers ne le ferait qu'à ses propres périls si son voyage l'amenait dans la zone des eaux sur lesquelles la marine impériale allemande use des sous-marins contre le commerce de la Grande-Bretagne et de la France et cela en dépit de la protestation sérieuse du Gouvernement des États-Unis.

Je ne rappelle pas cela pour attirer cette fois l'attention du Gouvernement impérial allemand sur l'irrégularité surprenante de communications adressées par l'ambassade impériale allemande à Washington, au peuple des États-Unis, par l'intermédiaire des journaux, mais seulement pour indiquer qu'aucun avertissement qu'un acte illégal et inhumain sera commis ne peut le moins du monde être considéré comme une excuse ou une atténuation de cet acte ou comme une diminution de la responsabilité de ceux qui le commettent.

Le Gouvernement, qui connaît depuis si longtemps le caractère du Gouvernement impérial allemand et les principes élevés d'équité qui l'ont dirigé et guidé dans le passé, ne peut pas croire que les commandants des navires qui commettaient ces actes contraires à toutes fois, aient pu le faire sinon sous l'effet d'une mauvaise interprétation des ordres qui leur avaient été donnés par les autorités navales allemandes.

On considère comme certain, pour le moins dans tous ces cas, qu'on attendait des commandants mêmes des sous-marins qu'ils

ne mettraient pas en danger l'existence des non-combattants ou la sécurité des navires neutres, même s'ils devaient manquer leur but de capture ou de destruction.

Le Gouvernement des États-Unis attend avec confiance que le Gouvernement impérial allemand désavoue les actes dont les États-Unis ont à se plaindre, qu'il accorde les réparations autant que cela est possible pour des dommages qui sont sans mesure et qu'il prendra des mesures immédiates pour éviter le retour de quoi que ce soit d'aussi évidemment contraire aux principes de la guerre auxquels le Gouvernement impérial allemand est resté dans le passé si sagement fidèle.

Le Gouvernement et le peuple des États-Unis comptent sur le Gouvernement impérial allemand pour une action prompte, juste et éclairée en cette matière vitale, avec d'autant plus de confiance que les États-Unis et l'Allemagne sont liés ensemble non seulement par des liens spéciaux d'amitié, mais aussi par les stipulations explicites du traité de 1828 entre les États-Unis et le royaume de Prusse.

Des expressions de regret et des offres de réparation pécuniaires dans le cas de la destruction de navires neutres coulés par erreur, si elles peuvent satisfaire aux obligations internationales dans le cas où il n'y aurait pas eu mort d'homme, ne sauraient justifier ni excuser des pratiques dont l'effet naturel et nécessaire est de soumettre les nations neutres et la personne des neutres à des risques nouveaux et impossibles à mesurer.

Le Gouvernement impérial allemand ne doit pas attendre du Gouvernement des États-Unis l'omission d'un seul mot ni d'un seul acte qui serait nécessaire à l'accomplissement de son devoir sacré de soutenir les droits des États-Unis et de leurs citoyens, et d'en assurer libre exercice et jouissance.

WOODROW WILSON,
Président des États-Unis.

WILLIAM JENNINGS BRYAN,
Secrétaire d'État.

A la fin du mois seulement, la chancellerie de Berlin a transmis à Washington une sorte de mémoire où elle proteste de son désir de s'éclairer sur les malentendus éventuels.

Le Gouvernement impérial allemand désire contribuer aussi pour sa part, ouvertement et amicalement, à éclaircir tous les malentendus éventuels. Le Gouvernement de Berlin a déjà annoncé qu'il n'avait pas l'intention de laisser attaquer, dans la zone militaire, des navires neutres ne commettant pas d'actes d'hostilité, et il a donné à maintes reprises aux forces navales allemandes des instructions dans ce sens.

C'est par suite de méprises que des vaisseaux neutres ont été endommagés.

Puis un véritable réquisitoire contre l'Angleterre et contre les États-Unis eux-mêmes, qui auraient laissé embarquer des munitions de guerre et des explosifs à bord d'un paquebot qui n'aurait pris des passagers que comme protection pour ses transports de munitions; elle prétend que si le *Lusitania* a coulé si rapidement, entraînant la perte de tant de vies humaines, c'est certainement à cause de l'explosion de ces munitions provoquée par l'éclatement de la torpille et que c'est, par conséquent, la Compagnie Cunard qui est responsable de la mort de M. Vanderbilt et des autres passagers du *Lusitania*.

L'Allemagne ne fait donc pas un pas en arrière, écrit dans le *Figaro* M. Fitz-Maurice. Elle prétend qu'en faisant torpiller le *Lusitania* elle se trouvait en état *de légitime défense*, et elle revient purement et simplement à son ancienne proposition de mettre fin à la piraterie des sous-marins si l'Angleterre renonce à affamer l'Allemagne. Elle a fait plus : pour bien marquer sa résolution de persévérer dans son atroce chantage, dans la voie criminelle où elle s'est engagée, elle a fait précéder l'envoi de sa note du torpillage du vapeur américain *Nebraskan*.

La situation générale. — Le 18 mai, à la Chambre des Lords, le Ministre de la Guerre, Lord Kitchener, a parlé de la situation actuelle des armées alliées.

Au sujet des récentes opérations autour du saillant d'Ypres, le Ministre a dit que la retraite effectuée en face de lourds nuages de gaz a eu pour résultat d'exposer le flanc gauche de la division canadienne, qui a eu grandement à souffrir de ces gaz, mais qui a néanmoins maintenu ses positions avec beaucoup d'opiniâtreté. Des brigades anglaises ont été aussitôt dirigées vers l'endroit en danger et l'avance ennemie a été arrêtée.

Les efforts de l'ennemi dans cette région lui ont d'ailleurs coûté très cher.

En raison de ce mouvement, le maréchal French a décidé de retirer sa ligne quelque peu en arrière du saillant d'Ypres; le mouvement a été exécuté le 3 mai sans pertes sérieuses.

Depuis, les Allemands ont fait des tentatives furieuses contre nos positions en face d'Ypres; nous avons repoussé

toutes leurs attaques en leur infligeant des pertes sérieuses.

Pour faire suite au plan concerté entre le général Joffre et le maréchal French, l'armée française a prononcé une vigoureuse offensive au sud de la Bassée et au nord d'Arras, vers Douai, tandis que l'armée britannique effectuait en même temps une poussée vers les crêtes d'Aubers.

Nous avons tous suivi avec admiration, ajoute lord Kitchener, le mouvement d'offensive de nos braves alliés, qui a été couvert d'un succès complet et qui se poursuit dans des conditions qui indiquent des résultats tout à fait favorables.

L'attaque livrée par nos troupes n'a pas été marquée du même succès immédiat, en raison des travaux de défense exécutés par les Allemands après leur expérience de Neuve-Chapelle; néanmoins, pendant la nuit du 15, les forces britanniques ont renouvelé leur effort, et ont repoussé l'ennemi sur un front d'environ deux milles à une distance considérable, lui faisant de 400 à 500 prisonniers.

Notre propre action se poursuit également en conformité avec les opérations françaises et nous en espérons d'importants résultats.

L'offensive contre les tranchées ennemies nécessite une grande dépense de munitions et j'ai confiance que, dans un avenir prochain, nous nous trouverons dans une situation satisfaisante en ce qui concerne la fourniture de tout le matériel de guerre.

Lord Kitchener dit que les pertes françaises et anglaises ont été très élevées pendant les récentes opérations; mais, malgré cela, l'état d'esprit des troupes n'a jamais été aussi admirable que maintenant.

Lord Kitchener définit ensuite la situation de la Russie, indiquant que les Russes occupent maintenant une forte ligne de l'est des Carpathes vers Przemysl, qui remplit le rôle d'un pivot pour leurs lignes, lesquelles se dirigent de là le long de la rivière du San vers la Vistule.

Les Russes ont pris l'offensive en Bukovine et ont repoussé les Autrichiens du Dniester vers le Pruth.

Les pertes allemandes en tués et blessés durant ces opérations ont été énormes et des milliers de prisonniers non blessés sont tombés entre les mains des Russes.

Au sujet des Dardanelles, l'orateur dit que les progrès dans cette région sont nécessairement lents, en raison de la position fortement retranchée occupée par les Turcs; l'ennemi est obligé néanmoins de se retirer graduellement devant la pression des alliés et, en général, les nouvelles de ce front sont satisfaisantes.

L'orateur fait également l'éloge du général Botha, dont les succès dans les récentes opérations du Sud-Ouest Africain allemand ont confirmé l'admiration qu'on a pour lui en Angleterre, comme soldat et comme homme d'État.

En Mésopotamie, les soldats ont démontré leur valeur et déployé une grande vaillance en mettant en déroute les forces turques envoyées contre eux.

Lord Kitchener termine ainsi son discours :

Le moment est venu de porter à la connaissance du pays qu'un plus grand nombre d'hommes est maintenant nécessaire; j'ai lancé un appel pour 300 000 recrues, en vue de la formation de nouvelles armées; je désire que ceux qui sont employés à la production du matériel de guerre ne quittent pas leur travail; c'est à ceux qui ne sont pas occupés par ce devoir que j'adresse mon appel et je suis convaincu que la jeunesse anglaise encore disponible y répondra loyalement.

La reconstitution du Cabinet. — Le Premier Ministre, M. Asquith, a déclaré à la Chambre des Communes, le 19 mai, que l'on étudie des mesures en vue de la reconstitution du Gouvernement sur des bases plus larges, au point de vue des personnes et au point de vue politique.

Rien n'est encore définitif, mais, pour écarter toute appréhension, le Premier Ministre tient à déclarer d'une manière très claire qu'il y a trois choses qui ne seront pas affectées par les changements.

D'abord la situation du Premier Ministre et celle du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Ensuite, il n'y aura aucune modification dans la politique du pays en ce qui concerne la continuation de la guerre avec la dernière énergie à l'aide de toutes les ressources possibles.

Enfin, la reconstitution du cabinet ne sera faite qu'en vue de la poursuite de la guerre et non parce que des membres du cabinet abdiqueraient leurs idées politiques.

M. Bonar Law répond ainsi à la déclaration du Premier Ministre :

Je crois qu'il est nécessaire de déclarer, en mon nom et au nom de mes amis, que notre objectif, en ce qui concerne les modifications ultérieures du cabinet, sera d'examiner les meilleures méthodes pour poursuivre cette guerre jusqu'au succès final; et nous éliminons complètement de notre pensée toutes les considérations politiques ou autres. Naturellement, si de tels accords

sont effectués, notre conviction politique sur tous les autres sujets demeurera inébranlable.

Le nouveau Cabinet anglais. — Le 25 mai, le nouveau cabinet est constitué de la manière suivante :

Premier Ministre et Premier Lord du Trésor : M. Asquith.
Ministre sans portefeuille : Lord Lansdwone.
Lord chancelier : sir Stanley Buckmaster.
Lord président du conseil privé : Lord Crewe.
Lord du sceau privé : Lord Curzon.
Chancelier de l'Échiquier : M. Mac Kenna.
Ministre de l'Intérieur : Sir John Simon.
Ministre des Affaires étrangères : Sir Edward Grey.
Ministre des Colonies : M. Bonar Law.
Secrétaire pour l'Inde : M. Chamberlain.
Ministre de la Guerre : Lord Kitchener.
Ministre des Munitions : Sir Lloyd George.
Premier Lord de l'Amirauté : M. Balfour.
Board of Trade : M. Runciman.
Local Government Board : M. Long.
Chancelier du duché de Lancastre : M. Winston Churchill.
Ministre pour l'Irlande : M. Birrell.
Ministre pour l'Écosse : M. Mackinnon. Wood.
Ministre de l'Agriculture : Lord Selborne.
Premier commissaire des travaux : M. Harcourt.
Ministre de l'Instruction publique : M. Henderson.
Attorney général : Sir Carson.
Lord Haldane reçoit l'ordre du Mérite.

M. John Redmond a refusé d'accepter le portefeuille qui lui était offert.

Le nouveau ministère qui porte le nom de ministère des Munitions, sera chargé d'organiser la fourniture des munitions. M. Lloyd George a accepté de former et de diriger temporairement ce nouveau ministère, et, pendant cette période, il abandonnera les fonctions de Chancelier de l'Échiquier.

M. Henderson prêtera son concours au Gouvernement en ce qui concerne les questions de travail se rattachant spécialement à la guerre.

Le nouvel emprunt. — Le 29 mai, après un exposé des conditions du nouvel emprunt, M. Mac Kenna, le nouveau Chancelier de l'Échiquier, termine ainsi son discours :

Celui qui souscrit maintenant accomplit une action généreuse vis-à-vis de son pays; celui qui fait effort actuellement pour économiser sera on ne peut plus satisfait après la guerre, non seulement de sa propre prévoyance, mais aussi de l'assurance qu'il aura qu'une telle aide a été décuplée pour le pays, qui lui sera profondément reconnaissant de sa générosité.

La Chambre vote ensuite à l'unanimité le nouvel emprunt 4 1/2 o/o.

Le Commerce extérieur de la Grande-Bretagne. — L'ambassadeur d'Angleterre a reçu du Foreign Office de Londres le télégramme suivant, daté du 13 mai 1915 :

Le commerce étranger du Royaume-Uni a montré une remarquable élasticité depuis l'ouverture de la campagne entreprise par l'Allemagne avec les sous-marins.

En mars et en avril, la valeur des marchandises importées a atteint des totaux plus élevés que ceux mentionnés jusqu'ici pendant ces mêmes mois des années précédentes. En avril, les importations s'élevaient à 73678000 livres sterling; les exportations de produits britanniques, à 32170000 livres sterling et les réexportations à 9957000 livres sterling. Comparées avec janvier, en dépit de l'interruption causée par les vacances de Pâques, les importations ont été plus élevées de 6000000 livres sterling; les exportations britanniques l'ont été de près de 4000000 livres sterling et les réexportations de 3000000 livres sterling.

Les importations des produits alimentaires se sont bien maintenues, le poids total du blé et de la farine étant d'un million de quintaux supérieur à celui de l'année dernière.

Parmi les matières brutes, les quantités de bois de construction, de coton, de laine et de pétrole, ont montré des augmentations considérables; et parmi les articles manufacturés, celles du cuivre, de l'étain, des instruments mécaniques et du cuir.

Le tonnage des bâtiments entrés en janvier et février avec des cargaisons de produits étrangers a été de 5100000, et en mars et avril, de 5700000.

Le Mouvement germanophobe en Angleterre. — La décision prise par le Gouvernement d'interner Allemands et Autrichiens a eu l'heureux résultat de mettre fin, à Londres du moins, aux manifestations violentes qui s'étaient déroulées ces jours derniers. La police n'a eu à intervenir hier que dans un très petit nombre de cas dans certains quartiers excentriques, notamment à Tottenham.

Les tribunaux, du reste, devant lesquels plusieurs centaines de délinquants ont comparu hier, ont menacé ceux-ci de peines extrêmement sévères au cas de nouveaux troubles. Les autorités municipales également font valoir aux manifestants qu'après tout ce seraient eux qui auraient finalement à payer pour les dégâts ou déprédations qu'ils commettaient. Et ce n'est pas menace négligeable, puisqu'on estime que dans le seul district de West Ham, populaire et

pauvre, des indemnités dépassant deux millions et demi auront à être payées.

Un résultat curieux des manifestations est que dans ce même district la plupart des boulangers étant Allemands et leurs boutiques étant closes, il règne actuellement une disette de pain.

Les Allemands envoyés dans les camps de concentration. — La police s'est contentée le 14 mai d'avertir les « étrangers ennemis » d'avoir à se tenir prêts à partir au premier signal pour des camps de concentration, et peu d'arrestations ont été opérées. Par contre, de nombreux Allemands, qui se croient plus en sécurité sous la garde du Gouvernement que dans la rue, se sont présentés dans les postes de police, d'où on les a dirigés dans les véhicules les plus divers, depuis le taxi-auto jusqu'au wagon de déménagement capitonné, vers les gares correspondant aux villes où se trouvent des camps de concentration. Cinq cents Allemands ont été notamment envoyés à Southend, que l'autre matin visita le zeppelin et où un millier d'Allemands sont déjà internés à bord du navire *Royal-Edward*; d'autres furent dirigés sur Aldershot et Stratford.

La police ne compte pas que les opérations d'internement prennent fin avant quelques semaines. Ainsi que nous l'avons déjà dit, la question de l'hospitalisation — il s'agit de trouver un gîte pour quelque trente mille personnes — est des plus compliquées.

A Scotland Yard, on assure posséder un relevé très exact des Allemands et Autrichiens actuellement en Angleterre. On estime que peu échapperont au coup de filet. La perspective d'une amende de 2500 francs ou d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois fera évidemment réfléchir ceux qui voudraient donner asile aux ennemis de l'Angleterre.

Le Service militaire obligatoire. — Le colonel Repington écrit dans le *Times :*

Le service national veut dire que toute personne dont l'état physique est satisfaisant doit être prise non seulement pour servir dans la flotte et dans l'armée, mais aussi dans toute capacité où le Gouvernement déclare que ses services sont nécessaires. Ces services peuvent être requis dans les chemins de fer, dans les mines, dans la marine marchande, dans les dépôts de remonte, dans les bureaux militaires, dans toute espèce d'industrie, qui

s'occupe de la production de matériel de guerre de quelque genre que ce soit.

L'expérience a montré que ce principe de service obligatoire personnel et soumis à une discipline est encore plus vital dans l'usine que dans l'armée; qu'il est inutile d'entreprendre l'entraînement de millions d'hommes, à moins que les usines qui produisent le matériel de guerre aient tout leur complément de personnel et soient organisées pour produire en quantité suffisante pour les besoins de l'armée.

Il n'est ni pratique, ni sage de continuer plus longtemps à compter sur le service volontaire, parce que le problème devient trop vaste, parce qu'il n'est ni économique ni juste que nous ayons dans les rangs tant d'hommes mariés tandis que tant de célibataires sont restés chez eux; parce que seul un Gouvernement qui ait pleins pouvoirs de commander les services de tout citoyen pourra organiser la distribution des forces militaires au front et celles du travail dans le pays; parce que nous avons envoyé à l'étranger la plus grande partie des territoriaux de première ligne qui ne s'étaient pas enrôlés pour combattre à l'étranger et qui commencent à se demander — comme d'ailleurs toute l'armée — pourquoi ce devoir n'est pas également assumé par tous les autres citoyens; parce qu'il est indispensable que nous ayons l'assurance d'un contingent d'hommes disponibles à dates fixes pour maintenir à leur niveau les grandes forces qui sont au front et parce qu'il n'est ni légitime, ni juste à l'égard de nos bons soldats du front et de nos fidèles travailleurs de l'intérieur que quiconque puisse éluder sa part du fardeau national.

Après le raid du zeppelin. — Du *Times* sur le dernier raid de zeppelins en Angleterre :

Au point de vue moral, le raid de l'aviation allemande a été aussi nul qu'au point de vue matériel, mais il est probable que l'on se tromperait en supposant que l'ennemi, en l'effectuant, avait l'intention de nous causer des dommages sérieux. Nous sommes enclins à supposer que le zeppelin s'était perdu et que, comme il avait à bord un chargement de bombes, il les a laissées tomber çà et là au petit bonheur.

L'hypothèse suivant laquelle le zeppelin avait perdu sa direction est confirmée par ce fait qu'une grande quantité de bombes sont tombées dans le voisinage de Henham Hall, où un hôpital est installé. On sait ce dont les Allemands sont capables sur ce point; mais il est difficile de croire que la destruction de Henham Hall était leur objectif. Il est beaucoup plus probable qu'ils prirent cette localité pour une autre à laquelle ils attachaient une importance au point de vue militaire.

Il est également possible que le but de la visite du zeppelin n'ait été qu'une simple expérience de vol au-dessus de la mer,

expérience qui est longue à acquérir. L'Allemagne a été extraordinairement malheureuse avec ses grands aéronats. Elle a perdu bon nombre de ses pilotes expérimentés.

Or, les pilotes aussi bien que l'équipage des zeppelins ont besoin de s'exercer et ce n'est qu'après de longs exercices qu'ils peuvent réaliser de sérieux exploits au point de vue militaire.

Le jugement d'un Anglais éminent. — Du *Journal des Débats :*

Au cours de la réunion annuelle de la *Lothian Mine Worker's Ambulance League*, qui s'est tenue récemment à Edimbourg, lord Murray of Elibank a prononcé un discours dont un passage rend, à des oreilles françaises, un son particulièrement agréable. Lord Murray, qui vient de passer quelques jours à Reims, a appelé les réflexions de son auditoire sur la situation de cette noble et infortunée cité soumise depuis le 13 septembre à un bombardement incessant. « Voir cela, dit lord Murray, fait comprendre l'expression « l'abomination de la désolation ». Mais a-t-on suffisamment conscience, ajoute-t-il, de la vaillance française? Un éminent homme politique français, avec lequel je m'entretenais récemment, tira de sa poche la lettre qu'il avait reçue, le matin même, de son fils, un jeune homme de dix-neuf ans, actuellement dans les tranchées, une lettre, ajoutait-il, semblable à celles que reçoivent des milliers de parents français. La lettre disait : « Je ne vous reverrai probablement plus, mais je me réjouis de ma date de naissance, qui me permet de mourir pour la France en 1915. Voilà ce qu'on pense dans nos tranchées. » Lord Murray cite en outre le jugement qu'il a entendu porter sur nos troupes, sur notre artillerie, par un général anglais : « L'armée française est une bande de héros anonymes qui n'attendent ni récompense ni publicité et qui, tous, marchent allègrement à la mort, avec la seule préoccupation de l'honneur de la France. Le soldat français au combat est toujours le soldat de Napoléon, qui ignore les difficultés et qui se glorifie d'une illustre tradition militaire. » A-t-on, comme il convient, apprécié en Angleterre que les Français tiennent une ligne de 550 milles, au long de laquelle sont venues se briser les plus furieuses attaques? Que cela est chevaleresque! »

Éloge du soldat français. — L'amiral Lord Charles Beresford, ancien Premier Lord naval de l'Amirauté, en sa qualité de président du Comité des ambulances anglaises affectées à l'armée française, a fait une tournée d'inspection sur le front français.

De passage à Paris, il donne à un journal les impressions que lui a laissées son voyage.

« De taille moyenne, droit et trapu, Lord Charles Beresford porte avec aisance, malgré ses cheveux blancs, l'uniforme kaki. Le regard bleu donne à la fois une sensation d'énergie et de malice. Lord Charles Beresford, qui est d'origine irlandaise, s'exprime d'ailleurs avec l'enjouement particulier à cette race.

Je rapporte de mon voyage une impression extraordinaire.

Et tout d'abord j'ai été frappé de l'harmonie qui règne entre nos infirmiers anglais et les autorités françaises.

Je suis ému de cette manifestation si concrète de l'Entente cordiale. Je suis fier qu'à deux reprises des ordres du jour officiels aient rendu hommage au dévouement de nos infirmiers civils anglais ainsi qu'à notre organisation due à l'activité de M. Peyman.

Cette guerre scellera définitivement l'union désormais indissoluble du peuple anglais et du peuple français.

L'armée française m'est apparue admirable : le soldat français n'est pas seulement courageux et intrépide, il possède ces qualités incomparables : l'initiative et le tact. J'ai pu constater cette dernière qualité dans les villages d'Alsace occupés par les troupes françaises : nulle part les habitants n'ont été molestés. Chacun vaque à ses occupations habituelles sans contrainte et sans crainte.

Par contre, dans les localités où les Allemands ont passé, quel spectacle de désolation ! La comparaison différencie bien les deux races.

Je ne crois pas pouvoir mieux résumer mon opinion sur l'armée française qu'en contant cette anecdote :

Je venais de passer en revue un régiment de chasseurs alpins, lorsque l'idée me vint de dire à ces hommes ce que je pensais d'eux. Voici le texte intégral du discours que je leur adressai : « Je vous ai vus !.. Pauvres Boches !!! »

L'amiral ajoute :

Il y a quelques jours, j'ai servi de cible à des taubes ? J'habitais dans un petit village où ma présence avait sans aucun doute été signalée. Un soir, une bombe tomba tout près de la maison où je logeais, tuant une pauvre femme. Le lendemain, je venais à peine de partir lorsque sur cette maison même tombent coup sur coup trois autres bombes de taubes qui causent d'assez grands dégâts !

Ces trois projectiles jetés sur le même but indiquent clairement que l'intention de l'aviateur était bien déterminée.

Au fond, cela ne dépasse pas l'importance d'une anecdote de voyage. Je garderai d'ailleurs un souvenir profond de cette tournée, c'est celui de la sœur Julie, cette femme admirable dont

le Gouvernement français a reconnu les mérites en lui accordant la Légion d'honneur.

Elle a vu les Allemands à l'œuvre; elle connaît leur férocité, et mon entretien avec elle n'a fait qu'accroître ma conviction qu'il n'y aura de paix possible pour l'Europe que lorsque nous nous serons débarrassés de l'Allemagne barbare.

Et ce jour viendra inéluctablement.

Un député travailliste donne ses impressions du front. — Également M. Thomas, membre du Parlement et secrétaire adjoint de l'Union nationale des travailleurs des chemins de fer, qui vient de rentrer d'un voyage sur le front de bataille en France, a prononcé, le 28 mai, à Derby, un discours sur les impressions qu'il a rapportées de sa visite.

Après avoir fait un vif éloge du service des transports et des services sanitaires, avoir rendu hommage au dévouement des médecins et des femmes françaises et belges, et exprimé son admiration pour l'héroïque sang-froid du soldat anglais, l'orateur a dit :

Il y a trois semaines, les Français ont lancé sur les positions allemandes 200 000 obus à haute puissance explosive, et ils ont pu opérer ensuite une forte avance, tout simplement parce qu'ils avaient détruit ainsi jusqu'au dernier morceau de fil de fer barbelé et tué tous les Allemands se trouvant dans la ligne de tir.

Le lendemain, nos hommes tentèrent également d'avancer; mais leur mouvement commencé, ils constatèrent qu'ils n'avaient pas réussi à détruire les défenses en fil de fer barbelé de l'ennemi, et ils furent littéralement fauchés par les mitrailleuses allemandes.

Cela démontre la grande nécessité d'une fourniture inépuisable d'explosifs puissants. Si nous voulons épargner nos hommes, nous devons les aider en leur envoyant à profusion ce dont ils ont besoin.

Les grèves en Angleterre. — Les dépêches anglaises annoncent toute une agitation ouvrière en Grande-Bretagne et en Écosse.

Une enquête menée ces jours-ci par un collaborateur du *Times* dans les chantiers de la Tyne et de la Clyde fournit des lumières sur les illusions dont se repaissent les ouvriers dans ces parages.

Je me suis mêlé à eux, j'ai bu avec eux et causé avec eux en toute bonne camaraderie. Ils ont un mépris sans nom pour les Allemands. Et ce mépris est spécialement vif dans les ports de

mer. Sur la Tyne ils déclarent qu'un Anglais vaut cinq Allemands, sur la Clyde ils affirment qu'un Écossais en vaut dix. Ils n'ont pas la moindre idée de la puissance et des ressources de l'énorme machine dressée contre nous.

Belgique. — Le *Times* apprend que le gouverneur général de Belgique, le général von Bissing, vient de publier le budget de la Belgique pour 1915. Les recettes, pour cette année, s'élèvent à 7 millions 006 381 livres sterling et les dépenses à 7 millions 926 381 livres sterling. Le général von Bissing dit qu'il faudra trouver un moyen de pourvoir aux 920 000 livres qui manquent.

« Mais quel moyen? Sans doute, l'odieux gouverneur compte pressurer davantage les infortunés Belges, de même qu'il essaye de réduire par la famine les employés des chemins de fer belges qui refusent de s'employer au transport des troupes allemandes; ils refusent, en d'autres termes, de servir d'auxiliaires à l'armée allemande!

L'administration allemande place ces milliers de travailleurs devant ce dilemme : ou faire ce qui, à leurs yeux, constitue un acte de trahison envers leur pays, ou mourir de faim. Elle arrête les personnes qui payent aux employés leurs salaires ou celles qu'elle soupçonne de le faire. Au moins trente personnes, membres de la Chambre, du Sénat et autres, ont été arrêtées pour ces motifs. Il est défendu aux autorités municipales de prêter une aide quelconque aux employés de chemins de fer. « Nous pensons, dit le journal hollandais le *Volk*, que quelques paroles de protestation énergique contre cette nouvelle barbarie auraient eu un certain poids, émanant d'un pays neutre. »

Malgré tout, la résistance morale ne faiblit dans aucun milieu belge, comme le prouve la réponse que vient de faire au général von Bissing le président du conseil d'administration de l'Université de Bruxelles.

Le gouverneur allemand, désireux de voir l'Université reprendre ses cours, avait fait venir le président du conseil d'administration et il lui posa cette question :

« Pourquoi ne rouvrez-vous pas votre Université?

— Je ne tiens pas, répliqua le chef de l'Université libérale, à me mettre dans une situation favorisée vis-à-vis de l'Université catholique de Louvain, qui n'est pas à même de continuer à donner ses cours, vous savez pour quels motifs.

— Mais vous allez nuire considérablement aux jeunes gens qui

fréquentaient vos cours avant la guerre, fit observer le gouverneur général allemand.

— Plus des deux tiers de mes étudiants se sont engagés, monsieur le gouverneur, et sont maintenant sous les armes.

— Il reste l'autre tiers.

— Celui-là ne m'intéresse pas, monsieur le gouverneur. »

Le général von Bissing a compris qu'il était inutile d'insister.

Une émouvante statistique est celle que vient d'établir l'administration provinciale du Brabant; elle a trait aux dommages causés par les Allemands. Cette statistique constate que, dans la « seule province du Brabant », 5482 maisons ont été incendiées et 16000 maisons ont été endommagées.

D'autre part, 837 civils ont été fusillés et 2112 emmenés comme prisonniers en Allemagne.

Une mise au point belge. — Une note officieuse belge, publiée au Havre, le 5 mai, relève les assertions de *Kriegs-Zeitung*, qui a annoncé, reproduit par toutes les agences de presse allemandes, que M. de Broqueville avait éprouvé de sérieux mécomptes dans une démarche récente faite à Londres en vue de procurer à l'armée belge du nouveau matériel de guerre et d'obtenir les crédits nécessaires pour les 300000 réfugiés belges en France. Le Ministre aurait, en conséquence, de graves soucis au sujet de la difficulté de maintenir au niveau voulu la valeur de l'armée belge. Autant de mots, autant d'erreurs.

Le dernier voyage du chef du cabinet belge à Londres n'avait pas le but que lui assigne le journal allemand. Chaque fois que le baron de Broqueville s'est rendu à Londres, il n'a eu qu'à se féliciter, sans aucune exception, de l'accueil cordial des autorités anglaises, non moins que du résultat pratique de ses démarches. Des crédits pour les Belges réfugiés en France n'ont jamais été demandés en Angleterre. Le Gouvernement français a eu l'attention, dès l'arrivée des réfugiés, de leur attribuer lui-même, spontanément, les allocations de subsistance nécessaires.

La question du matériel de guerre est, comme celle des finances, résolue depuis longtemps. Exemple : l'armée belge possède actuellement, en campagne, six fois plus d'artillerie lourde qu'elle n'en avait au début de la guerre dans les places fortes. Le reste est à l'avenant.

Et quant à maintenir la valeur de l'armée belge au niveau

voulu, le Ministre de la Guerre belge n'a, à ce sujet, aucun souci : l'armée belge se charge elle-même de le démontrer chaque jour aux Allemands. Ceux-ci viennent, d'ailleurs, d'expérimenter une fois de plus la valeur de l'armée belge sur l'Yser, qu'ils ne sont pas parvenus à forcer devant elle, en dépit même du criminel emploi de gaz asphyxiants.

Les Allemands violent les lois de la guerre. — Une nouvelle violation des lois de la guerre consiste à forcer les fonctionnaires d'État à travailler, dans la partie occupée du territoire belge, contre les intérêts de leur propre armée. Et c'est en prenant des mesures pour empêcher que ces fonctionnaires soient encore payés par l'État belge, que l'Allemagne les réduit à entrer à son service ou à... mendier leur pain.

Le paiement des salaires avait, jusqu'à ce jour, pu être effectué en cachette. Mais les espions ont découvert la chose et une dizaine de personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles M. de Bue, questeur de la Chambre qui, condamné à deux ans et demi d'emprisonnement, a été transporté en Allemagne, il y a quelques jours.

D'autres condamnations ont encore été prononcées, parmi lesquelles je cite : M. de Lalieux, député et bourgmestre de Nivelles, condamné à trois mois d'emprisonnement; M. Constantin de Burlet, directeur général des chemins de fer, un mois d'emprisonnement; M. Lecocq, quatre mois d'emprisonnement; M. Dumont, cinq mois d'emprisonnement; M. Lejour, quatre mois d'emprisonnement; M. Rysheuvers, quatre mois, et M. Dendal, un mois.

Ces cinq derniers étaient attachés au ministère des chemins de fer. M. Seghers, secrétaire à la gare de Bruxelles-Sud, a été condamné à quatre mois d'emprisonnement.

Une visite au cardinal Mercier. — Le *Corriere della Sera* (de Milan) publie une relation de la visite faite par son correspondant, M. Louis Barzini, au cardinal Mercier :

J'écoutais sa voix douce, profonde, pénétrante, et je me sentais entraîné par la musique de sa parole exacte, méditée, sereine, et cependant gonflée de douleur. La passion montait à ses lèvres sans tempête, avec le calme immense d'une marée, une marée de larmes.

Sa haute conscience religieuse a vu dans la souffrance de la Belgique toute la grandeur du martyre; il a retrouvé comme une espèce de lien entre la foi et le patriotisme; il a trouvé dans les

Évangiles les maximes réconfortantes de cette union étroite entre le citoyen et le chrétien, et il a crié au peuple belge opprimé, éperdu : « Courage, tu es avec Dieu, et Dieu est avec toi; la gloire du triomphe t'attend, espère! »

Par deux fois on a solennellement démenti l'arrestation à domicile du cardinal Mercier. Cette arrestation a bien eu lieu.

A un certain moment, le cardinal voulant passer d'une aile du palais dans l'autre, sortit dans la cour. A la vue de la pourpre, il y eut comme une alarme. Les soldats se précipitèrent sur leurs fusils. Ils croyaient que l'ennemi assiégé tentait une sortie.

Leur consigne devait être bien rigoureuse. Ils restèrent perplexes, l'arme en main, subjugués par la majesté du prisonnier, jusqu'à ce qu'ils le virent disparaître de l'autre côté de l'édifice.

« Pourquoi ces mesures de rigueur? Elles sont inutiles. Je donne ma parole d'honneur de ne pas essayer de me sauver. Vous pouvez vous fier à moi. »

L'officier demanda de nouvelles instructions par téléphone. Les ordres précédents furent inexorablement confirmés.

« Voilà la différence entre vous et nous, dit le prélat à l'officier, avec une triste amertume. Pour nous la parole d'un honnête homme vaut plus qu'un coup de pistolet. Pour vous un coup de pistolet vaut plus que la parole d'un honnête homme!... »

Italie. — L'Italie et la guerre. — Le caractère des négociations ourdies entre le prince de Bülow et M. Giolitti, ancien président du Conseil, avait préoccupé dès le début. Ce qui en transpirait peu à peu laissait percevoir que les deux interlocuteurs, chacun de son côté, dépassaient les limites légitimes de leur intervention. Pendant que M. de Bülow s'ingérait manifestement dans la politique intérieure italienne, M. Giolitti n'en gênait pas moins ouvertement l'action gouvernementale de son successeur, après avoir été à la Chambre le promoteur du blanc-seing octroyé à M. Salandra. Ce dernier voulut en avoir le cœur net et retrouver ses coudées franches. Le 13 mai il donna sa démission.

Cette démission pouvait-elle diminuer les raisons qui devaient décider l'Italie à faire la guerre? Non, dit M. J. Herbette dans l'*Écho de Paris* :

Pourquoi les Italiens ont-ils envisagé la possibilité d'une guerre contre l'Autriche et l'Allemagne? Pour deux motifs qu'ils ont maintes fois développés.

D'abord parce que l'Italie, qui ne peut pas laisser fonder une nouvelle Europe sans réaliser ses aspirations nationales, risque de ne pas obtenir de l'Autriche toutes les concessions auxquelles elle a droit.

Ensuite parce que l'Italie, même si elle obtenait de l'Autriche

des concessions suffisantes, craindrait que l'Allemagne ne lui en garantit pas sincèrement la possession.

Quel que soit le ministère qui gouverne à Rome, ces deux problèmes se dressent impérieusement devant lui. Puisque l'Europe est bouleversée, il faut des concessions, et puisque les Austro-Allemands ne font des concessions qu'à leur corps défendant, il faut des garanties.

Aucun ministère n'était plus apte que le cabinet Salandra à obtenir ces garanties de l'Autriche qui, avait réservé sa décision. Le 14, M. Salandra fut prié de reprendre le pouvoir. Les dés étaient jetés.

Le 20 mai, M. Salandra, après une émouvante séance à la Chambre, obtient des pleins pouvoirs. Le 21, au Sénat, le prince Colonna, maire de Rome, rapporteur d'un projet identique, déclare :

Ce même cri de douleur qui, en 1859, s'était élevé de toute l'Italie vers le grand cœur de Victor-Emmanuel, s'élève maintenant vers le cœur du roi de ce peuple, invoquant la conscience du Parlement, de ces terres qui déjà alors voulaient faire partie de la patrie italienne.

Le roi, le Parlement, le peuple, accueillant ce cri unanimement et pleins de confiance, remettent aujourd'hui, de Rome immortelle, à l'armée et à la marine, les destinées de la patrie dans une juste guerre.

La commission propose unanimement l'adoption du projet; elle adresse à l'armée et à la marine ses sentiments de confiance en leur héroïsme sacré, en leur vertu inflexible de sacrifice, en leur enthousiasme patriotique; elle envoie son salut déférent et dévoué à l'auguste souverain. (Tous les sénateurs et les ministres sont debout, applaudissant longuement et criant : « Vive le roi! Vive la maison de Savoie! Vive l'Italie! et les dignes princes de la maison de Savoie. ».)

Dans la ferme confiance que le drapeau italien flottera victorieusement sur nos Alpes et sur la mer, elle vous invite à adopter le projet aux cris de : « Vive l'Italie! Vive le roi! »

M. Canevaro et quelques autres sénateurs déposent l'ordre du jour suivant :

Le Sénat, après avoir entendu les déclarations du Gouvernement, affirmant si hautement la volonté de la nation, passe au vote du projet.

M. Salandra accepte cet ordre du jour, qui est adopté, par appel nominal, à l'unanimité des 281 sénateurs présents.

On vote sur le projet au scrutin secret :

Le projet est adopté par 262 voix contre 2; la proclamation du résultat du vote est vivement acclamée.

Texte de la déclaration de guerre. — Le *Correspondenz Bureau* de Vienne publie la note ci-dessous :

Le duc d'Avarna, ambassadeur d'Italie, a remis cet après-midi au baron Burian, Ministre des Affaires étrangères, la déclaration de guerre suivante :

Vienne, le 23 mai 1915.

Conformément aux ordres de S. M. le Roi, son auguste souverain, le soussigné, ambassadeur d'Italie, a l'honneur de remettre à S. Ex. le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie la communication suivante :

Dès le 4 de ce mois, déclaration a été faite au Gouvernement impérial et royal des graves motifs pour lesquels l'Italie, confiante dans son bon droit, proclamait annulé et désormais sans effet son traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie, violé par le Gouvernement impérial et royal, et reprenait son entière liberté d'action à cet égard.

Le Gouvernement du Roi fermement résolu de pourvoir, par tous les moyens dont il dispose, à la sauvegarde des droits et des intérêts italiens, ne saurait manquer à son devoir de prendre, contre toutes menaces actuelles et futures, les mesures que les événements lui imposent pour l'accomplissement des aspirations nationales.

S. M. le Roi déclare se considérer, dès demain, en état de guerre avec l'Autriche-Hongrie.

Le soussigné a l'honneur de faire connaître en même temps à S. Exc. le Ministre des Affaires étrangères que les passeports seront remis aujourd'hui même à la disposition de l'ambassadeur impérial et royal à Rome, et il saura gré à S. Exc. de vouloir bien lui faire remettre les siens.

Note aux puissances. — Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie a adressé, le 24 mai, aux puissances la déclaration suivante :

Le caractère éminemment conservateur et défensif de la Triple-Alliance résulte évidemment de la lettre et de l'esprit, du traité et des intentions clairement manifestées et consacrées dans les actes officiels des ministres qui fondèrent l'alliance et la renouvelèrent. La politique italienne s'est constamment inspirée du maintien de la paix; en provoquant la guerre européenne, en repoussant la réponse conciliante de la Serbie qui donnait à l'Autriche-Hongrie toutes les satisfactions qu'elle pouvait légitimement demander, en refusant d'écouter les propositions conciliantes que l'Italie avait présentées, d'accord avec d'autres puissances, dans l'intention de

préserver l'Europe d'un conflit qui aurait fait verser le sang et accumulé des ruines dans des proportions qui ne s'étaient jamais vues et que l'on ne s'imaginait même pas, l'Autriche-Hongrie a déchiré de ses propres mains le pacte d'alliance avec l'Italie, lequel, jusqu'au moment où loyalement il n'avait pas été interprété comme un instrument d'agression d'autrui, avait puissamment contribué à éliminer les occasions et à écarter les motifs de conflit et à assurer aux peuples pour beaucoup d'années les bénéfices inestimables de la paix.

L'article premier du traité consacrait une règle logique et générale de toute espèce de pacte d'alliance, c'est-à-dire l'engagement de procéder à un échange d'idées sur les questions politiques et économiques d'un caractère général qui pouvaient se présenter éventuellement.

Il en résultait qu'aucun des contractants n'était libre d'entreprendre, sans un accord commun préventif, une action dont les conséquences auraient pu causer aux autres une obligation envisagée par l'alliance ou toucher de toute façon leurs intérêts les plus importants.

A ce devoir l'Autriche-Hongrie a contrevenu par l'envoi à la Serbie de sa note en date du 23 juillet 1914 sans un accord préalable avec l'Italie.

L'Autriche-Hongrie a violé ainsi indiscutablement le traité dans une de ses clauses fondamentales. L'Autriche-Hongrie était tenue de s'accorder préalablement avec l'Italie, d'autant plus que son action intransigeante contre la Serbie créait une situation tendant directement à provoquer une guerre européenne. Et dès le commencement de juillet 1914 le Gouvernement royal, préoccupé des tendances qui prévalaient à Vienne, avait fait parvenir au Gouvernement impérial et royal des conseils donnés à plusieurs reprises de modération et des avertissements sur les périls de caractère européen qui pouvaient en résulter.

L'action entreprise par l'Autriche-Hongrie contre la Serbie portait, en outre, directement atteinte aux intérêts généraux italiens, politiques et économiques, dans la péninsule balkanique, et l'Autriche ne pouvait légitimement penser que l'Italie pourrait rester indifférente à l'atteinte portée à l'indépendance serbe.

A ce sujet, le Gouvernement royal n'avait pas manqué d'adresser des avertissements.

Depuis longtemps l'Italie avait plusieurs fois averti l'Autriche-Hongrie, dans des termes amicaux mais clairs, que l'indépendance de la Serbie était considérée par l'Italie comme un élément essentiel de l'équilibre balkanique, que l'Italie n'aurait jamais pu admettre qu'il fût troublé à son préjudice.

Ces avertissements n'avaient pas été seulement donnés dans des conversations privées de ses diplomates, mais ses hommes d'État l'avaient proclamé hautement et publiquement.

Par suite, en attaquant la Serbie avec un ultimatum qui n'avait

été précédé — au mépris de tous les usages internationaux — d'aucune démarche diplomatique vis-à-vis de l'Italie, et avait été préparé dans l'ombre avec le soin le plus jaloux de le tenir caché à l'Italie pour qu'elle en soit informée en même temps que le public par les agences télégraphiques avant de l'être par la voie diplomatique, l'Autriche s'est mise non seulement en dehors de l'alliance avec l'Italie, mais s'est érigée en ennemie des intérêts italiens.

Départ du baron Macchio. — La *Tribuna*, dans sa quatrième édition du 23 mai, publie l'information suivante :

En exécution de la délibération du Conseil des Ministres d'hier après-midi, M. Sonnino a télégraphié au duc d'Avarna, ambassadeur d'Italie à Vienne, le texte de la déclaration de guerre. Par suite de l'interruption des communications, cette dépêche n'est pas parvenue à notre ambassadeur à Vienne. En conséquence, aujourd'hui, M. Sonnino a remis à 3 h. 30 au baron Macchio, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, le texte de la déclaration de guerre avec des passeports pour tout le personnel diplomatique et consulaire d'Autriche-Hongrie.

L'ambassadeur partira ce soir ou demain; il passera par la Suisse; le duc d'Avarna et le personnel de l'ambassade d'Italie à Vienne suivront la même voie.

Nos consuls rentreront en Italie aussitôt que la nouvelle de leur rappel pourra leur parvenir.

Départ du prince de Bülow. — Suivant une dépêche de Rome en date du 23 mai, *via* Berlin, M. von Hindenburg, conseiller de l'ambassade d'Allemagne, s'est rendu à 17 heures à la Consulta et, sur les instructions du prince de Bülow concernant la rupture des relations entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie, demanda les passeports pour l'ambassadeur d'Allemagne.

Le prince de Bülow et le personnel de l'ambassade, ainsi que les ministres de Prusse et de Bavière près le Saint-Siège, partiront ce soir par deux trains spéciaux. Le train du prince de Bülow quittera Rome à 21 h. 30 et arrivera à Chiasso à 9 h. 30 demain matin.

L'Armée italienne. — M. Lucien Nicot écrit dans le *Gaulois* :

L'organisation est, dans ses lignes générales, assez semblable à la nôtre. Le service est personnel et obligatoire; il commence à vingt ans accomplis et dure deux à trois ans sous les drapeaux, cinq à six ans dans la réserve, trois à quatre ans dans la milice mobile et sept ans dans la milice territoriale. Les jeunes gens

non incorporés constituent la deuxième catégorie et servent deux à six mois; ceux qui sont exemptés pour causes personnelles forment la troisième catégorie et ne sont astreints, en temps de paix, qu'à trente jours d'exercices. Le contingent est beaucoup moindre qu'en France : il n'atteint pas 100 000 hommes.

L'infanterie comprend :

2 régiments de grenadiers;
94 régiments d'infanterie de ligne;
12 régiments de bersagliers;
8 régiments d'alpins.

C'est un total de 350 bataillons.

L'effectif normal du régiment est de 62 officiers et 1 422 hommes; sur le pied de guerre, cet effectif est de 78 officiers et 3 113 hommes. Chaque régiment est pourvu d'une section de mitrailleuses et d'une compagnie cycliste. L'armement comprend le fusil à chargeur modèle 1889.

La milice mobile d'infanterie comprend 51 régiments à 3 bataillons, 20 bataillons de bersagliers et 38 compagnies alpines.

La cavalerie comprend :

29 régiments désignés par un numéro et un nom propre : Nice-cavalerie, Piémont-Royal-cavalerie, etc.

12 régiments sont des régiments de lanciers et les autres des régiments de chevau-légers; ils forment un ensemble de 145 escadrons, dont l'effectif est de 3 officiers et 132 hommes; les cavaliers sont armés du mousqueton modèle 1891.

La milice mobile compte 31 escadrons.

L'artillerie comprend :

24 régiments de campagne.
1 régiment à cheval.
2 régiments de montagne.
3 régiments de côte.
3 régiments de forteresse.

Les régiments de campagne ont 5 batteries de 75, 3 batteries de 87 et 1 ou 2 compagnies du train, soit un total de 186 batteries à 6 pièces et 36 compagnies du train, l'effectif de paix de la batterie est de 3 officiers et 91 hommes, l'effectif de guerre de 4 officiers et 152 hommes.

Le régiment à cheval compte 6 batteries de 75 et 4 compagnies du train; son effectif de paix est de 4 officiers et 121 hommes et celui de guerre de 4 officiers et 155 hommes.

Les régiments de montagne comptent, au total, 24 batteries d'un effectif de paix de 3 officiers et 101 hommes et, de guerre, de 5 officiers et 185 hommes.

L'artillerie de côte comprend 35 compagnies et l'artillerie de forteresse 37 compagnies, ayant un effectif de 5 officiers et 200 hommes.

La milice mobile forme 78 batteries de côte et de forteresse et la milice territoriale 100 compagnies.

Le génie comprend :

2 régiments de sapeurs;

1 régiment de mineurs.

Ces trois régiments sont constitués à 12 compagnies et ont un effectif de 62 officiers et 1 332 hommes.

L'armée italienne compte en outre :

1 régiment de télégraphistes.

1 compagnie d'aérostiers, ainsi que des sections de radiotélégraphie et de photographie.

1 régiment de pontonniers.

6 compagnies de chemins de fer, etc., etc.

Telles sont les données que nous fournissent les derniers états de l'armée italienne publiés à la veille de la guerre. Depuis huit mois passés, des modifications importantes ont été apportées à l'organisation ancienne, mais les détails que l'on vient de lire suffisent à donner une idée de la puissance réelle de l'armée italienne.

L'infanterie, de l'avis de tous ceux qui l'ont vue et étudiée, est excellente; elle ne peut qu'être digne de celle qui se battit si vaillamment à San-Martino — le jour de Magenta — sous les ordres de son valeureux roi Victor-Emmanuel, le grand-père du Roi actuel, le même que nos zouaves, enthousiasmés, nommèrent caporal sur le champ de bataille.

La cavalerie a la réputation d'être une des meilleures du monde. Le comte de Turin, son inspecteur général, en a fait un corps superbe qu'il commandera dans la bataille et dont on peut attendre beaucoup.

L'artillerie laisserait plutôt à désirer. Elle est encore munie, en partie, du canon de 87, en bronze, pièce Krupp, peu maniable, que l'on s'est efforcé, ces temps derniers, de remplacer par une pièce de 75, dans le genre du canon de campagne français.

Quant aux chefs de l'armée italienne, l'occasion de donner leurs preuves ne leur a pas encore été fournie, et l'on peut croire qu'ils s'empresseront de la saisir dès qu'elle se présentera. Le corps d'officiers est solide, instruit et très patriote. L'Académie militaire de Turin, l'École militaire de Modène, les Collèges militaires de Rome et de Naples, d'où sort la grande majorité des officiers, ont une réputation européenne, réputation de tous points méritée.

C'est naturellement au nord de la péninsule, sur la frontière autrichienne, que l'armée italienne est appelée à opérer. L'organisation défensive de l'Italie contre l'Autriche s'appuie sur les obstacles naturels que présente la frontière des deux pays ; une première défense est formée par la zone alpine, une deuxième par l'Adige et le Pô, une troisième par l'Apennin toscan. La première défense, la seule intéressante pour l'instant, s'étend de la frontière suisse à l'Adriatique, en contournant presque tout le Tyrol et une partie de la Carinthie et de la Carniole. Sur le front

du Tyrol, théâtre nécessairement essentiel des opérations, ce ne sont que chaînes très élevées, dont quelques sommets atteignent plus de 3000 mètres d'altitude, et qui sont coupées de quelques cols, la plupart d'un accès difficile. D'un côté de la frontière comme de l'autre, Italiens et Autrichiens ont ajouté aux obstacles naturels une quantité d'ouvrages fortifiés qui ont été, dans ces derniers mois, considérablement renforcés et armés.

Tel est, dans ses lignes générales, l'exposé de la force militaire de l'Italie. L'heure décisive semble proche; attendons-la avec confiance, certains que les soldats italiens d'aujourd'hui sont les dignes fils de nos vaillants compagnons d'armes de Sébastopol, de Magenta et de Solférino, et qu'ils sauront bravement combattre le bon combat pour l'honneur et la gloire de la plus grande Italie.

Du colonel Repington, dans le *Times* :

L'armée italienne commencerait les opérations dans le Nord dans des conditions extraordinairement favorables, et pourrait raisonnablement espérer réaliser les aspirations nationales dans une campagne d'été. Si ces aspirations sont strictement limitées à l'acquisition du Trentin et de Trieste, il faut nous attendre à voir une attaque enveloppante sur la première de ces provinces et une avance sur l'Isonzo supportée par l'action de la flotte italienne. Mais si les ambitions de l'Italie ne se bornent pas là, le mode d'action alternatif serait le blocus du Trentin et des manœuvres pour une grande bataille dans les plaines de Hongrie. On a aussi discuté fréquemment un débarquement dans le golfe de Fiume. Mais, sans aucun doute, quelle que soit la stratégie adoptée, on doit parer à la menace que constitue le Tyrol.

La ligne avancée du déploiement d'une grande armée italienne contre l'Autriche, dans les conditions actuelles, irait de Trieste à Tarvis, la ligne naturelle d'avance dans la direction de Vienne passant par Gratz.

Les campagnes de 1787 et 1809 ont démontré de façon conclusive qu'une armée ne peut pas marcher en sécurité de Vénétie en Styrie sans se débarrasser d'abord du Trentin et sans occuper de façon effective la vallée supérieure de la Piave.

La situation de l'armée italienne n'était pas absolument favorable au début de la guerre, mais, ces mois derniers, tout ce qui était possible a été fait pour que l'armée soit bien prête à entrer en campagne.

La question des saisons joue également un très grand rôle pour des hostilités dans les Alpes, et, à ce point de vue, l'intervention de l'Italie arrive au moment le plus favorable pour le succès de ses armes.

La Marine italienne. — Du vice-amiral Besson dans le *Gaulois* :

L'entrée en lice de l'Italie apporte aux Alliés un supplément de

forces dont la colère témoignée par les Austro-Boches, les injures dont ils accablent le roi Victor-Emmanuel et les pouvoirs publics italiens montrent l'importance.

Au point de vue maritime, ce renfort est considérable ; la flotte italienne comprend, en effet, douze cuirassés portant ensemble 93 canons de 305 millimètres et représentant une force totale de 264 000 chevaux-vapeur ainsi qu'un déplacement global de 207 000 tonneaux. On doit y ajouter neuf croiseurs cuirassés armés de pièces de 284 m/m et déplaçant en tout 74 000 tonneaux, douze croiseurs plus légers, quarante-huit contre-torpilleurs dont quinze seront prochainement achevés, dix-huit sous-marins en service et huit en construction. Je ne parle pas des torpilleurs.

L'escadre autrichienne se compose de dix cuirassés, dont deux ne sont probablement pas achevés, qui portent en tout 27 canons de 225 millimètres et 60 de 305, avec une force totale de machines de 202 000 chevaux et un déplacement de 152 000 tonneaux. Il faut y ajouter six petits cuirassés sans grande valeur militaire, douze croiseurs dont trois cuirassés, douze contre-torpilleurs et six sous-marins. A tonnage égal, les cuirassés de toutes les nations se valent à peu près ; le rapport du tonnage des cuirassés, 207 000 à 152 000, montre la force relative des marines de combat des deux adversaires. La marine autrichienne est donc en état d'infériorité incontestable malgré la valeur personnelle, qui n'est pas niable de ses officiers et de ses équipages et de la qualité de ses bâtiments. Le personnel italien paraît valoir le personnel autrichien. A ces éléments, il faut ajouter un élément nouveau, c'est l'entrée en lice d'un ou deux sous-marins allemands peut-être bientôt suivis d'autres, auxquels leur grand tonnage donne un rayon d'action de 4 000 milles, leur permettant de venir sans se ravitailler d'Allemagne dans la Méditerranée où des bâtiments de commerce déjà désignés, sans doute, et pourvus de tous les papiers constatant leur neutralité, sont déjà prêts à leur donner en pleine mer, ou dans une crique, tout le combustible, les vivres et les approvisionnements nécessaires.

Les deux flottes réunies de l'Autriche et de l'Italie sont actuellement un peu inférieures à la flotte française : la Triple-Alliance ambitionnait de leur voir prendre contre nous la maîtrise de la Méditerranée. Les fautes politiques commises par le kaiser et l'empereur François-Joseph, leur agression brutale contre la Serbie, qui a déchaîné la guerre européenne bien qu'ils osent affirmer avoir été provoqués, ont détaché d'eux l'Italie et tourné contre eux une force qu'ils préparaient contre nous. C'est ainsi que sombrent les prévisions humaines. C'est ainsi qu'il y a loin de la coupe aux lèvres.

Ajoutons que l'Italie possède le cuirassé le plus rapide actuellement à flot : le *Dante-Alighieri*, qui marche à 24 nœuds et demi, c'est-à-dire 1 nœud de plus que notre *Jean-Bart*. L'Italie a, d'ailleurs, beaucoup sacrifié, dans la construction de ses cuirassés, à

la vitesse qui est un élément primordial dans les combats de mer.

Une flotte de guerre ne va pas sans arsenaux pour la construire, la réparer et la ravitailler. L'Italie n'a, dans l'Adriatique, qu'un arsenal, celui de Venise, sans une très grande importance, je crois, mais qui possède un bassin de radoub de 200 mètres de long. Son arsenal principal, la Spezzia, dans le golfe de Gênes, est en dehors de l'action immédiate de la flotte autrichienne.

Les Autrichiens possèdent dans l'Adriatique l'arsenal de Pola muni de tous les ateliers nécessaires à la construction de grands cuirassés, et muni pour leur entretien et leur réparation d'un dock flottant de 178 mètres de long. La rade est formidablement défendue. A Trieste, on trouve le Stabilimento Technico qui contient deux cuirassés dont il n'y a pas lieu de prévoir l'action dans la guerre actuelle; enfin, l'admirable rade de Cattaro sur les ressources de laquelle nous manquons de renseignements.

La côte de Dalmatie, bordée d'îles derrière lesquelles peuvent circuler incognito ou se réfugier des flottes entières, alors que la côte italienne d'en face manque d'abris, donne à l'Autriche, au point de vue naval, une position stratégique nettement supérieure à celle de l'Italie. Toutes ces côtes, ces entrées de ports ou de rades sont parsemées de mines; des sous-marins et des destroyers y circulent à leur aise, certains de trouver un refuge s'ils en sentent la nécessité. Que pourra l'Italie contre elles? Si la flotte autrichienne ne se présente pas au combat? Je ne le sais et, si je le savais, je ne le dirais pas, mais il est probable que son action navale se bornera au blocus, justifiant celle de notre armée navale qui s'est contentée de faire à l'ennemi le plus grand mal qu'elle puisse lui faire en le bloquant et en l'empêchant de se ravitailler. Ce blocus deviendra plus étroit encore, et les navires contrebandiers qui nous échappent ne pourront plus circuler.

Il ne m'appartient pas de parler de l'action des armées de terre; je voudrais cependant conter ici comment le Trentin fut, à la paix de Villafranca, conservé à l'Autriche.

Au moment où les armées franco-italiennes et autrichiennes étaient en présence à Solférino, Peschiera, à l'extrémité sud du lac de Garde, était assiégée par les Italiens. Dans le port étaient trois canonnières, dont l'une commandée par le capitaine de corvette Monfroni de Montfort. Le gouverneur de la ville leur avait défendu de sortir, sous quelque prétexte que ce fût.

Le commandant Monfroni apprend que les Garibaldiens vont longer le lac pour aller attaquer la ville de Trente. Malgré la défense du gouverneur, il appareille, va s'embosser le long d'une falaise au pied de laquelle les Garibaldiens devaient passer. Quand ils paraissent, il les mitraille et en fait un tel carnage que ceux-ci, malgré tout leur courage, sont obligés de se retirer et de renoncer à leur expédition. La ville de Trente était sauvée! Sur ces entrefaites, la paix est signée; le Trentin, n'ayant pas été occupé par les Italiens, reste à l'Autriche.

Le commandant Monfroni de Montfort fut fait chevalier de l'ordre de Marie-Thérèse, ordre fondé en 1757, ne comprenant que quelques membres et destiné à récompenser les actes d'initiative remarquables; il n'a pas été nommé de membres de l'ordre depuis 1878. Monfroni de Montfort est mort vice-amiral, en 1889.

Le rôle de l'Italie dans les Balkans. — Le *Messagero* publie, le 29 mai, une interview prise par son correspondant de Pétrograd à M. Sazonoff, Ministre des Affaires étrangères de Russie :

Nous n'avons jamais douté, a dit M. Sazonoff, de la participation de l'Italie à la guerre aux côtés des puissances de la Triple-Entente, comme l'exigent ses intérêts vitaux. L'alliance avec les empires du centre était pour l'Italie une amitié chargée de chaînes; nous sommes heureux de voir que les chaînes sont tombées.

L'Italie recueillera, dans l'avenir, la plus grande part de l'influence de l'Allemagne et de l'Autriche dans les Balkans; ce sera un des principaux résultats de sa politique; elle fera bien de s'occuper immédiatement de ce marché d'une exceptionnelle importance; mais pour en tirer de bons résultats, elle devra conserver de bonnes relations avec ses voisins dont il est nécessaire de gagner la confiance.

Une fois pour toutes, j'affirme que l'Italie n'a rien à craindre de la Russie.

L'Adriatique, avec Valona, Pola, Otrante et Venise, sera une mer fermée. Nous avons déjà deux mers fermées, la Baltique et la mer Noire; si l'Adriatique communiquait directement avec l'Atlantique, peut-être pourrait-elle présenter des avantages pour nous; mais nous n'avons rien à chercher dans l'Adriatique; il n'existe donc aucune raison de désaccord entre la Russie et l'Italie; de nombreux intérêts nous rapprochent, aucun ne nous sépare. Après la fraternité d'armes, doit venir la fraternité d'intérêts qui doit avoir sa répercussion principalement sur les rapports politiques. Nous ne demandons qu'une chose à l'Italie, c'est de ne rien faire qui puisse être interprété comme un acte d'hostilité envers les Slaves.

Nous demandons à l'Italie d'être bonne et généreuse, animée d'un esprit amical envers ses voisins slaves. Si cela ne se produisait pas, la côte dalmate, assignée à l'Italie, au lieu d'être un pont de rapprochement, deviendrait un mur entre les rapports commerciaux de l'Italie et des Balkans. Nous ne demandons aucun sacrifice à l'Italie en Adriatique où nous n'avons aucun intérêt ni moral ni politique. Nous sommes une grande puissance continentale et ne caressons nullement un rêve d'aventures sur les mers. La Russie ne veut plus étouffer et être enfermée. Nous avons déjà subi des dommages énormes par suite de la fermeture des Dardanelles, cela doit cesser. Nous voulons avoir la porte de notre maison ouverte quand nous le voulons et nous le voudrons

toujours, car c'est notre intérêt. La Bulgarie et la Roumanie n'ont rien à craindre ; car à travers le Bosphore et les Dardanelles, les droits commerciaux sont égaux ponr tous. Le Bosphore et les Dardanelles aux mains de la Russie, c'est la garantie de l'ordre et de la sûreté de la navigation.

Les accords entre l'Italie et la Triple-Entente. — Maintenant que l'Italie participe ouvertement aux opérations militaires, associant ses destinées et sa politique à celles de la Triple-Entente, il n'y a sans doute plus d'indiscrétion à faire connaître, sinon tous les détails, du moins les points principaux des accords qui ont amené la réalisation de cette nouvelle alliance.

1. Dans l'Adriatique, l'Italie a obtenu la promesse d'une triple annexion territoriale aux dépens de l'Autriche-Hongrie : d'une part, les terres irrédimées, auxquelles sera ajoutée l'Istrie jusqu'à Porto-Ré, à quelques kilomètres au sud de Fiume; d'autre part, la Dalmatie, depuis l'embouchure de la Zermagna jusqu'à l'embouchure de la Narenta; enfin, en troisième lieu, l'archipel illyréen. La zone de Valona lui est, en outre, reconnue tout entière.

2. En Afrique, l'Italie obtient, en principe, une rectification de la frontière tuniso-tripolitaine. Cette rectification fera passer sous la domination italienne la rive gauche de l'oued Mogda avec une partie du massif montagneux de Douirat, les lagunes de la côte, et les deux importantes routes de caravanes qui mettent en communication d'une part Douirat avec Ouazzen, et, d'autre part, Douirat avec Ghadamès. Enfin, du côté de l'Egypte, l'Italie obtient certains privilèges pour son commerce par la voie de la mer Rouge.

3. En Asie, une zone d'influence avait été antérieurement reconnue à l'Italie. Cette zone s'étendait approximativement d'Alaya (à l'extrémité orientale du golfe d'Adalia) jusqu'au cap Aloupa (à l'extrémité méridionale du promontoire Phœnix). Depuis la défaillance de la Grèce et la chute de M. Venizelos, la Triple-Entente n'a vu aucun inconvénient à étendre vers le Nord les limites de la zone italienne, et à réduire d'autant la part qui avait été promise à la Grèce. Actuellement, la zone territoriale réservée à l'Italie en Asie Mineure est comprise entre Alaya et l'embouchure du Méandre, et embrasse en outre Rhodes, Cos et le Dodécanèse.

La victoire de l'Austro-Allemagne pouvant compromettre la réalisation de ces accords, on comprend que l'Italie ait jeté dans la balance européenne, et au bénéfice de la Triple-Entente, le poids de son épée.

Juin 1915.

Angleterre. — M. Asquith, en déposant le 16 juin, à la Chambre des Communes, une nouvelle demande de crédit de 250 millions de livres sterling, fait la déclaration suivante :

Ceci fera le cinquième vote de crédits depuis le commencement de la guerre. Les dépenses quotidiennes de la guerre s'élèvent en gros à 1 million et demi de livres sterling (37 millions et demi de francs).

Les 250 millions qu'on vous demande nous conduiront jusqu'au milieu de juillet. Pendant la période du 1er avril au 12 juin (73 jours), nos dépenses journalières ont été de 2 600 000 livres sterling (65 millions de francs).

Des prévisions exactes sont aujourd'hui très difficiles. L'extension du théâtre de la guerre et nos obligations financières vis-à-vis de nos alliés élèveront nos dépenses journalières à 3 millions de livres sterling (75 millions de francs).

La situation sans pareille dans l'histoire exige une grande patience et une grande prévoyance de la part du Gouvernement. Heureusement, la nation reste inébranlablement résolue à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire.

Nous nous sommes trouvés dans la nécessité de former un cabinet de coalition, d'élargir les bases du Gouvernement afin qu'on ne puisse pas dire qu'il appartient à un parti quelconque. Nous démontrons ainsi à notre peuple et au monde entier, à nos alliés, à nos ennemis et aux neutres mêmes que le peuple britannique, après bientôt une année de guerre et des vicissitudes, est plus résolu que jamais à unir tous les efforts moraux et matériels pour poursuivre son idéal.

M. Asquith relève ensuite l'adhésion de l'Italie à la cause des Alliés, adhésion dont il est impossible d'exprimer trop haut la valeur morale et matérielle.

Il n'y a, dit-il, aucune place pour la discorde. Nous avons pour le moment un devoir très clair et très important à remplir, mettre au service de l'État une aide volontaire et organiser la communauté, où tout homme, toute femme a sa place marquée. Quand nous aurons réussi à faire rendre justice à la cause que nous défendons, une fois que la paix régnera sur la terre, il faut qu'on puisse inscrire une page glorieuse dans l'histoire de notre pays. Pas un seul foyer, pas un seul atelier du Royaume-Uni ne doit manquer de prendre sa part à la lutte commune et de mériter sa part de gloire dans son triomphe.

Un député demande si le cabinet entend s'assurer de l'assentiment du Parlement en ce qui concerne les prêts consentis aux puissances étrangères, chose qui fut toujours faite dans le passé.

M. Asquith répond :

Dans la guerre actuelle, l'autorisation du Parlement pour l'assistance financière aux alliés de l'Angleterre a toujours été obtenue jusqu'ici au moyen du vote général des crédits par la Chambre des Communes; je ne vois aucune raison de nous départir de cette règle dans l'avenir.

Le même député demande s'il ne serait pas conforme aux traditions des libertés parlementaires que le montant des sommes accordées et les noms des puissances bénéficiaires fussent spécifiés dans les projets de crédit.

M. Asquith répond que cette question est très délicate. D'ailleurs, ce qui importe, c'est que le contrôle parlementaire soit sauvegardé, et il espère qu'il le sera toujours.

La Chambre vote à l'unanimité les crédits de 250 millions de livres sterling.

M. Dillon, au nom des nationalistes irlandais, déclare au milieu des applaudissements que les Irlandais, tout en usant du droit de critiquer le Gouvernement de coalition, n'ont aucun désir de lui créer des difficultés. Ils ont l'intention, au contraire, honnêtement et sincèrement, d'aider le Gouvernement à pousser la guerre jusqu'au triomphe.

M. Asquith, parlant des Dardanelles, dit : « Nous pousserons l'entreprise jusqu'au succès final. »

L'emprunt anglais. — Le nouvel emprunt de guerre anglais est productif d'un intérêt de 4 1/2 o/o par an, il est émis au pair dans les conditions suivantes, la plus petite souscription étant de 100 livres sterling : 5 livres doivent être payées en souscrivant, 10 livres le 20 juillet, 15 livres le 3 août, 15 livres le 17 août, 15 livres le 31 août, 10 livres le 14 septembre, 10 livres le 28 septembre, 10 livres le 12 octobre, 10 livres le 26 octobre.

Les souscriptions supérieures à 100 livres sterling ne sont reçues que pour des multiples de 100. Pour favoriser la petite épargne, les souscriptions inférieures à 100 livres sterling sont reçues par l'intermédiaire des bureaux de poste.

L'exportation du coton. — Le 22 juin, la Chambre des Communes vote le bill des douanes et de restriction des exportations.

Il va être aussitôt suivi d'un arrêté prohibant l'exportation à destination de la Hollande de toute marchandise autre que celles consignées au trust néerlandais d'outre-mer, organisation qui garantit qu'aucune marchandise ne sera expédiée en pays ennemi telle quelle ou modifiée. Cette organisation, qui fonctionne depuis quelque temps déjà, s'est toujours conformée à ce principe.

Le bill permet d'étendre l'arrangement aux autres pays neutres et prévoit des sanctions s'élevant à 500 livres sterling d'amende ou deux années d'emprisonnement. Il fait peser la responsabilité sur les expéditeurs et les transporteurs.

On veillera au nombre des expéditions : on arrêtera l'exportation de tout article qui ira dans les pays neutres en quantités dépassant la consommation normale du pays.

Au cours des débats, M. Dalziel a fait remarquer qu'à Copenhague, il n'y a pas assez d'entrepôts à l'heure actuelle pour emmagasiner tout le coton destiné à l'Allemagne : des rues entières sont pleines de balles de coton.

Le service militaire obligatoire. — Le 23 juin, le colonel Repington écrit de nouveau dans le *Times* :

L'importance, au point de vue militaire, de l'enregistrement de tous les hommes d'âge à porter les armes, enregistrement que le Gouvernement a maintenant décidé, est difficile à exposer clairement dans la presse, puisqu'il n'est pas possible d'indiquer le chiffre actuel des forces armées ou la façon dont ces forces sont réparties, tant en Grande-Bretagne qu'à l'étranger.

Pourtant, plus on indiquerait ces chiffres de façon nette et plus l'enregistrement apparaîtrait nécessaire comme un acte d'élémentaire prudence. Nous nous bornerons cependant aux faits connus de chacun et nous ne nous servirons dans nos calculs que de chiffres ronds.

On peut dire, de manière générale, que nous cherchons à obtenir une armée de 3 millions d'hommes, que la population totale du Royaume-Uni, en hommes de 18 à 40 ans, est d'environ 8 millions; que par conséquent, 5 millions d'hommes d'âge militaire (desquels doivent être déduits ceux qui sont impropres au service ou ceux qui travaillent à des tâches où ils sont indispensables) ne prennent aucune part personnelle dans cette guerre pour l'existence à laquelle nous avons été forcés et rejettent tout le fardeau du service militaire sur une minorité patriote.

Les opinions diffèrent quant à la proportion de ces 5 millions d'hommes, qui sont impropres au service ou qui sont nécessaires aux industries du pays, y compris la production du matériel de

guerre. Mais il y a certainement 2 ou 3 millions d'hommes qui ne figurent pas dans ces catégories et que l'État pourrait requérir pour ses besoins militaires. Préparer une mesure telle qu'en cas de nécessité le devoir de servir porte de façon juste sur ces hommes est une précaution si indispensable qu'il est difficile de voir quelle objection peut être avancée contre elle.

Quels sont nos besoins? A mesure que la guerre se prolonge, il doit devenir plus clair pour chacun qu'il est possible que nous ayons besoin de tous les hommes qui pourront être recrutés et armés. Nous avons besoin d'hommes sur le front; nous en avons besoin pour la défense éventuelle de nos foyers; nous avons besoin de renforts importants, notamment pour l'infanterie, qui, de toutes les armes, souffre le plus. Nous n'avons pas encore pu briser l'offensive allemande dans l'Ouest, ni la défensive turque dans les Dardanelles, tandis que les affaires de notre alliée russe ne sont pas des plus prospères.

Le premier devoir de notre Gouvernement est d'établir, après des conférences avec nos alliés, le caractère et l'étendue de l'effort qu'on attend de nous pour poursuivre la guerre jusqu'à une conclusion satisfaisante. Ce n'est qu'après que des chiffres suffisamment précis auront été établis que le Ministre des munitions pourra nous donner au bon moment le matériel de guerre nécessaire à nos besoins.

Nos armées qui se battent au front demandent avec insistance que tous les célibataires soient enrôlés. Le service militaire obligatoire satisfera même beaucoup de ceux que la mesure affectera, parce qu'il est des milliers et des milliers d'hommes qui ne considèrent pas qu'il soit de leur devoir de s'enrôler avant que le Gouvernement fasse appel à eux, mais qui viendront avec joie s'ils savent qu'on a besoin d'eux.

La marine anglaise. — Le bureau de la presse a publié, le 19 juin, les chiffres relatifs aux arrivées et aux départs des navires dans les ports anglais et celui des navires coulés ou pris par l'ennemi.

Pendant la semaine qui a pris fin le 9 juin, 1 335 navires de toutes nationalités et d'un tonnage supérieur à 300 tonnes sont entrés dans les ports anglais ou en sont sortis, 9 navires marchands anglais jaugeant ensemble 16 235 tonnes ont été coulés par les sous-marins ainsi que 30 bateaux de pêche coulés ou capturés par les navires ennemis.

Pendant la semaine qui a pris fin le 16 juin le total des arrivées et des départs a été de 1 347 et durant cette même période un navire anglais a été coulé par une mine et sept par des sous-marins, la perte totale étant de 26 076 tonnes; cinq bateaux de pêche jaugeant 818 tonnes au total ont été coulés ou capturés.

Depuis le début du blocus sous-marin il y a eu 24 442 arrivées ou départs de navires de toutes nationalités. Durant cette même

période 82 navires marchands anglais jaugeant 252 286 tonnes ont été perdus, 5 ayant été coulés ou capturés par des croiseurs ennemis, 2 par des mines et 75 par des sous-marins. Durant la même période 72 bateaux de pêche jaugeant 12 335 tonnes ont été perdus, 6 ayant été coulés par des mines et 66 coulés ou capturés par des navires ennemis.

Depuis le commencement de la guerre les pertes de la marine anglaise atteignent 543 104 tonnes, dont 524 050 tonnes réparties entre 145 navires marchands et 19 024 tonnes entre 118 bateaux de pêche. (*Daily Mail.*)

Les raids des zeppelins. — Le 24 juin, au cours d'un sermon, l'évêque de Londres a fait ainsi allusion aux raids des zeppelins :

Lorsque des gens se plaignent du danger que les zeppelins font courir à Londres, j'estime, moi, qu'ils devraient remercier Dieu de pouvoir affronter un peu le danger. Nous ne voulons pas que nos soldats, sur la ligne de feu, soient seuls à l'affronter.

Remercions Dieu qui nous procure l'honneur d'un peu de danger. J'aurais honte de Londres si nous ne pouvions faire face au péril avec des nerfs impressionnables.

Hommage à la France. — *Le Morning Post* publie un article de fond où il fait un vif éloge de la France :

La France, dit-il, a souffert dans cette guerre plus atrocement que nous ne pouvons le concevoir. Ses provinces les plus belles et les plus riches ont été souillées, violées, désolées par un envahisseur abominable. Tous les actes d'intimidation et de brutalité qu'a pu imaginer l'esprit prussien ont été mis en œuvre pour faire céder la République : la France ne recule pas.

Les soldats français obligent à la défensive sur toute la ligne l'ennemi le plus puissant de l'histoire du monde. Les généraux français savent tirer avantage de toute circonstance, comme l'escrimeur habile en impose à un adversaire plus fort, mais moins adroit. Tôt ou tard, ils perceront sa défense.

Alors, les Allemands subiront une attaque française aussi vive et aussi vigoureuse qu'aux jours où les grands maréchaux de la France parcouraient l'Allemagne jusqu'aux portes de Berlin. En outre, la France industrielle a saisi d'une manière splendide la grande occasion qui s'offrait à elle. Nous nous appellions autrefois l'atelier du monde; mais alors que notre pays n'a pas pu donner à son armée, relativement petite, la provision d'armes et de munitions dont elle avait besoin, la France, qui ne possède pas les mêmes ressources, a tenu à fournir largement son armée beaucoup plus grande.

Si la France était aussi riche en population qu'elle l'est en ingéniosité et en ressources militaires, la guerre serait bientôt terminée.

La « Journée française ». — On organise pour le 7 juillet dans tout le Royaume-Uni une journée qui sera dénommée : « Journée de France », et qui sera au bénéfice des œuvres de la Croix-Rouge française. Le lord-maire de Londres a fait savoir tout l'intérêt qu'il porte à l'organisation de cette journée, qui est placée sous les auspices de l'aristocratie britannique, et notamment de la duchesse de Somerset, de la duchesse de Devonshire, de la duchesse de Buckingham and Chandos, de lady Arthur Paget, de lady Rumbold, de lady Slade, de la comtesse de l'Isle, de la comtesse Wrangel, de la marquise de Bath, etc., etc.

L'entrée en scène de l'Italie. — Le 7 juin, à la Chambre des Communes, M. Asquith a salué l'entrée de l'Italie dans la guerre aux côtés des Alliés.

Pendant le dernier demi-siècle, a déclaré le Premier Ministre, il n'y a jamais eu de discorde entre l'Italie et l'Angleterre. Nous reconnaissons que l'Italie est une des gardiennes des traditions des libertés de l'Europe; elle a rendu un culte aux idées les plus élevées. Nous souhaitons la bienvenue à ses braves soldats et marins en lutte pour la liberté du monde.

Les Allemands pirates. — Le 9 juin, à la Chambre des Communes, M. Balfour déclare qu'afin de détruire toute interprétation erronée de la part du public concernant le traitement spécial des équipages des sous-marins allemands prisonniers, le Gouvernement a décidé que ce traitement sera dorénavant identique à celui des autres prisonniers de guerre :

Je n'ai pas besoin d'ajouter que ceci n'implique aucun changement d'opinion de la part du Gouvernement quant aux actes auxquels ces marins se sont livrés.

Le Gouvernement anglais pense que les actes commis non seulement sont en contradiction avec les usages de la guerre reconnus, mais encore qu'ils sont en eux-mêmes lâches et brutaux.

On doit toutefois se rendre compte que les attaques des sous-marins contre les navires sans défense sont loin de constituer les seuls actes commis en violation des lois humanitaires dont les Allemands se sont rendus coupables. En conséquence, le Gouvernement pense que cette question des sous-marins ne doit pas être isolée de la question générale de responsabilité personnelle dont la solution est réservée jusqu'à la fin de la guerre.

Commerce anglais pendant la guerre. — Le Board of Trade vient de publier les statistiques du commerce pendant le mois de juin 1915. Elles permettent, par la comparaison

des chiffres du premier semestre des années 1914 et 1915, de mesurer la répercussion de la guerre sur le mouvement des échanges (en milliers de livres sterling) :

Premier semestre 1914 et 1915.

	1914	1915	Différence
Importations	375.903	429.104	+ 53.201
Réexportations	59.276	51.323	— 7.953
Importations nettes	316.627	377.781	+ 61.154
Exportations	255.457	183.623	— 71.834
Excédent des importations	61.170	194.158	+ 132.988

On voit que, d'après ces chiffres, les importations ont augmenté de 14,4 o/o, les exportations et les réexportations ont diminué respectivement de 28,1 et de 13,4 o/o.

Si au lieu de comparer les résultats globaux des deux semestres on institue une comparaison mensuelle, on constate une évolution remarquable du mouvement des importations, des exportations et des réexportations, comme le montrent les chiffres suivants :

Différence avec les mois correspondants de 1914.

	1915			
	Mars	Avril	Mai	Juin
	o/o	o/o	o/o	o/o
Importations	+ 12.9	+ 19.6	+ 21.1	+ 30.6
Exportations	— 32.2	— 19.4	— 20	— 16.6
Réexportations	— 15.4	— 5.4	— 1.2	+ 6.8

Ces chiffres montrent que le volume mensuel des importations augmente dans une proportion de beaucoup supérieure au relèvement du chiffre des exportations. La balance commerciale pour l'année, sur la base des résultats du premier semestre, se traduirait par un excédent des importations sur les exportations de 400 000 000 livres sterling, au lieu d'un excédent normal de 140 000 000 livres sterling.

Il faut observer d'autre part que les tableaux ci-dessus ne comprennent pas les stocks considérables de toutes sortes de produits que le Gouvernement a achetés directement pour les armées ou les services coloniaux.

Cette progression du chiffre des importations tient, pour un certain nombre de produits, comme le bœuf, le mouton, le beurre, le sucre, le thé, moins peut-être aux quantités importées qu'à l'inflation considérable des prix.

Belgique. — Le ravitaillement de nos départements envahis. — On sait que le ravitaillement des départements français occupés par les troupes allemandes est assuré par les soins du Comité national belge.

M. Edmond Carton de Wiart, qui s'occupe à Londres de cette organisation, déclare que le ravitaillement de ces régions belges et françaises est parfait, les moindres villages sont régulièrement ravitaillés et l'opération se fait dans les meilleures conditions économiques par les communes, celles-ci n'ayant à payer ni fret, ni intermédiaires.

A l'heure qu'il est, le prix du pain en Belgique est plutôt en dessous du prix payé dans l'ensemble des pays alliés, puisqu'il n'est que de 45 centimes le kilo.

La loyauté belge. — M. le baron Beyens, dernier Ministre de Belgique à Berlin, réfute, dans la *Revue des Deux Mondes*, l'imputation, forgée par l'Allemagne, d'un traité secret anglo-belge :

En 1906, le lieutenant-colonel Barnardiston eut plusieurs entretiens avec le général Ducarne, chef de notre état-major, au sujet de la coopération d'une armée anglaise à la défense de notre territoire ; c'était au lendemain de la première alerte, causée par la politique, grosse de menaces, de l'Allemagne dans la question marocaine. Le général belge n'avait pas de motifs pour se refuser à ces conversations privées, strictement confidentielles et militairement intéressantes. Mais il n'avait pas non plus reçu le mandat de les poursuivre au nom du Gouvernement du Roi. Il en adressa un rapport écrit à son chef, le Ministre de la guerre, après qu'elles eurent pris fin. Son travail contient en marge cette annotation capitale, omise à dessein par les autorités allemandes dans le texte du document, quand elles en ont publié l'automne dernier la traduction : « L'entrée des Anglais en Belgique ne se ferait qu'après la violation de nôtre neutralité par l'Allemagne. »

Le Gouvernement belge ne laissa pas que d'être très surpris de l'initiative prise par l'attaché militaire anglais, mais il n'était pas en son pouvoir d'empêcher un officier étranger d'exprimer des craintes personnelles sur les intentions hostiles d'un Gouvernement voisin et ami de la Belgique. Toujours confiant dans la garantie donnée depuis 1839 à notre neutralité par les puissances, au nombre desquelles figurait la Prusse, c'est-à-dire aujourd'hui l'Allemagne, fille de l'État prussien et héritière de ses obligations, il résolut de laisser sans aucune suite les confidences du lieutenant-colonel Barnardiston. Celui-ci avait rapporté les idées de l'état-major anglais ; ses conversations — il le reconnaissait lui-même — ne pouvaient pas lier son Gouvernement. Vous remarquerez que les officiers britanniques voyaient très clair dès cette

époque dans les projets de l'Allemagne. L'invasion de la Belgique a été un fait de guerre prévu à Londres depuis dix ans.

Quelques années après, en avril 1912, le lieutenant-colonel Bridges, autre attaché militaire anglais à Bruxelles, eut un entretien sur le même sujet avec le général Jungbluth, qui dirigeait alors notre état-major. Cette démarche prouverait, s'il en était besoin, l'inexistence d'un engagement secret antérieur entre l'Angleterre et notre pays. Tout en causant, l'Anglais exprima l'opinion que le devoir de son Gouvernement serait de débarquer des troupes en Belgique, même si leur concours n'était pas sollicité. C'est la pure doctrine du droit des gens, d'après laquelle l'intervention de l'État garant doit se produire d'office, s'il la juge nécessaire, et même malgré l'opposition de l'État neutre. A cette prétention, le général Jungbluth opposa aussitôt la thèse qui a toujours été soutenue par les autorités belges : le consentement préalable de la Belgique est indispensable. Le lieutenant-colonel Bridges n'insista pas, et les choses en restèrent là.

Le Gouvernement belge, averti par un rapport du chef de l'état-major, ne le chargea pas de continuer la conversation.

Après l'invasion de la Belgique, les autorités allemandes, en fouillant parmi les papiers de l'état-major, trouvèrent les rapports Ducarne et Jungbluth :

Trouvaille inespérée! Vite la *Gazette de l'Allemagne du Nord* s'empresse de la communiquer au public, en se plaignant que la Belgique eût fait une convention militaire avec l'Angleterre et la France, sans en donner avis à l'Allemagne et sans en proposer une autre du même genre à cette puissance, en prévision d'une agression française ou anglaise. L'organe de la Wilhelmstrasse, ne pouvant fournir de la convention aucune preuve, pour la bonne raison qu'elle n'existait pas, se permit d'altérer le rapport Ducarne en traduisant le mot conversation dans cette phrase : « Notre conversation est confidentielle », par « Abkommen », qui signifie convention.

Audition musicale au profit des hôpitaux belges. — Le 15 juin, en la chapelle du château de Versailles, une audition musicale a été donnée, au profit des hôpitaux belges du front, sous le haut patronage de S. A. R., Mme la duchesse de Vendôme, princesse de Belgique, et du baron Guillaume, Ministre de Belgique. Le comité d'honneur était ainsi composé : Princesse Pierre de Caraman-Chimay, comtesse Charles d'Ursel, baronne Beyens, Mme van der Elst, Mme Ernest Mallet, comtesse Armand de Kergorlay, MM. Dalimier, Autrand, préfet de Seine-et-Oise; le général Pénaud, Simon, maire de Versailles; M. de Nolhac.

Les événements de Malines. — A la fin de mai, l'autorité allemande demanda aux ouvriers de l'arsenal de reprendre le travail afin de procéder à la réparation de wagons de chemin de fer. Les ouvriers refusèrent, disant que ce serait là « servir l'ennemi ». Le gouverneur général fit alors publier que ce qu'il demandait aux ouvriers n'était pas une prestation militaire, les wagons qu'il s'agissait de remettre en état étant destinés au transport des voyageurs belges. La circulaire ajoutait que si, le 3 juin, 500 ouvriers ne s'étaient pas mis au travail indispensable, la ville de Malines serait bloquée : le bureau des passeports serait fermé; le trafic par voitures et charrettes serait supprimé; bref, Malines serait isolée, le comité national de ravitaillement conservant seul le droit de circuler librement.

En dépit de cette menace, les ouvriers persistèrent dans leur refus et le blocus commença. L'effet immédiat de cette mesure fut le renchérissement des vivres, en particulier des légumes et autres denrées de marché, plus spécialement encore des asperges, un produit aussi renommé qu'abondant des environs de Malines; des milliers de bottes demeurèrent hors de l'atteinte des consommateurs et des revendeuses, les maraîchers n'étant autorisés à les amener à Malines qu'à dos d'homme. Aussi les asperges et tous les légumes sont-ils hors de prix.

Le 11 juin, des revendeuses ayant manifesté avec énergie, des coups de fusil furent tirés par des soldats allemands. Il y eut des blessés.

Société internationale de Secours aux Belges. — On mande de Bruxelles le 12 juin :

On lit dans le rapport que vient de présenter la Société internationale de Secours aux Belges, que de novembre à avril ont été distribués à la population : 2 000 000 de quintaux métriques de froment; 1 300 000 quintaux de farine, 110 000 quintaux de riz, 210 000 quintaux de légumes secs, 33 000 quintaux de viande et de lard, 418 000 quintaux de maïs, 80 000 quintaux de pommes de terre, 26 000 quintaux d'aliments divers. En outre, un grand nombre de vêtements et de meubles ont été distribués. La valeur totale des vivres distribués s'élève à 150 millions de francs. On évalue à 7 millions le nombre d'habitants demeurés en Belgique, dont 1 400 000 complètement sans ressources.

Le conseil de guerre allemand en Belgique. — Le conseil de guerre, à Namur, a rendu, au cours du mois, plusieurs jugements qui contribueront à faire haïr plus encore la domi-

nation allemande. Deux hommes ont été condamnés à dix ans de travaux forcés pour avoir hébergé, pendant plusieurs mois, un sergent français. Un autre a reçu cinq mois de prison parce qu'il avait parlé, avec peu de respect, des employés allemands du chemin de fer. Cinq membres de la garde civique ont reçu une même peine pour avoir chanté la *Brabançonne* lors de l'appel. Deux dames et un monsieur ont eu deux mois de prison pour n'avoir pas dénoncé à l'autorité allemande la résidence d'un soldat belge qui leur était connue. Une dame, qui avait reçu une lettre de France introduite clandestinement par la frontière hollandaise, a été condamnée à un mois de prison.

Éloge de M. de Broqueville. — L'œuvre de M. de Broqueville, Ministre de la Guerre, reçoit le témoignage d'un de ses compatriotes autorisés :

Après dix mois de guerre, trois sièges, plusieurs batailles rangées, quand le pays presque tout entier est aux mains de l'ennemi, notre armée de campagne est numériquement plus forte, mieux équipée, mieux pourvue de tout qu'au premier jour. Notre artillerie lourde notamment est six fois plus nombreuse qu'au début de la guerre. Au mois de septembre, un grand journal anglais l'appelait « le Kitchener belge ». Nous sommes certains que l'histoire ratifiera ce jugement. L'histoire dira aussi que le chef du Gouvernement a été l'égal du Ministre de la Guerre, et que M. de Broqueville n'a rien négligé pour préparer, pendant cette rude campagne, la solution juste et nationale de tous les problèmes intérieurs et extérieurs qui s'imposeront au pays dès le lendemain de la paix.

La tâche qu'il a accomplie n'est rien auprès de celle qui l'attend, au lendemain de la victoire, dans notre pays en ruines. Il faudra, en se tenant au-dessus des partis, refaire matériellement et moralement une nation ravagée, bouleversée, aigrie, et où l'ennemi aura jeté tant de semences de discorde ! Sa popularité l'y aidera puissamment. Elle n'est dépassée que par celle du souverain. L'un et l'autre d'ailleurs n'y voient qu'un levier pour l'action, une facilité pour faire accepter au peuple belge les remèdes nécessaires. Le roi Albert a trouvé dans M. de Broqueville le ministre que méritaient son amour du bien public et sa noblesse d'âme ; M. de Broqueville sert un roi qui le comprend. Ils sauront être, l'un et l'autre, les hommes de la nation.

Les réfugiés belges en Hollande. — On a pu établir officiellement en Hollande le nombre de Belges réfugiés depuis le début de la guerre.

A la chute d'Anvers, ce nombre s'élevait à 720 000.

A la fin d'octobre, la moitié de ce nombre était rentrée au pays, quelques milliers s'étaient rendus en Angleterre.

En décembre, 108 400 Belges étaient absolument dénués de ressources; une centaine de mille vivaient de leurs propres moyens.

A la fin du mois dernier, il y avait encore en Hollande 80 000 Belges, dont 25 000 indigents.

Indépendamment des dons venus de l'étranger, le comité néerlandais consacre aux réfugiés des sommes importantes, et beaucoup de particuliers hébergent à leurs frais des familles de réfugiés belges.

Italie. — Communiqué officiel du 6 juin :

Les belles qualités combatives de nos troupes se confirment. Sur toute l'étendue du front, nos armées triomphent toujours des difficultés du terrain et des duretés du climat.

Les anciens combattants de Libye et les nouvelles classes sont, dans la main de leurs chefs, des forces disciplinées et résistantes dans lesquelles on peut avoir toute confiance.

Sa Majesté le roi continue à se dépenser pour les troupes, spécialement pour celles qui opèrent dans des conditions difficiles; les encouragements du souverain ne manquent jamais là où s'accomplissent des actes de courage et où se supportent des malaises et des dangers.

Un des commandants en chef a transmis ces jours derniers l'éloge du roi à ses troupes par le bel ordre du jour suivant:

Sa Majesté a daigné m'exprimer sa haute satisfaction pour la valeur exemplaire et l'admirable persévérance que mes troupes ont montrées dans les derniers combats, au milieu des difficultés du terrain et sous le mauvais temps continuel, contre un ennemi renforcé et préparé de longue main. En cette première épreuve brillamment surmontée, nous avons vu parmi nous, sur le front, la personne sacrée et vénérée du roi. Nos blessés ont reçu sa parole d'encouragement, nos braves son éloge. Nous répondons tous : « Vive le roi ! » décidés plus que jamais à vaincre toujours.

Le joug économique allemand. — l'*Idea nazionale* écrit :

Ce n'est pas exagéré que d'affirmer que l'Italie, par exemple, était devenue une des plus lucratives colonies commerciales et financières de l'Allemagne.

Un des buts de la guerre doit être de nous soustraire à une sujétion économique et financière qui, à la longue, finit toujours par se transformer en sujétion politique ; nous n'arriverons jamais à l'atteindre si, ayant chassé les Allemands par la porte, nous les laissons rentrer par la fenêtre.

Ce n'est un mystère pour personne que de nombreux commer-

çants, industriels et financiers allemands, qui ont abandonné l'Italie, continuent tranquillement à gérer et à diriger leurs affaires par le moyen de procurations fictives.

Beaucoup de maisons allemandes ont changé provisoirement de titulaire, mais restent la propriété de leurs propriétaires réels et sous leur direction; ceux-ci, de la frontière, demeurent en correspondance avec leurs remplaçants.

Si demain le Gouvernement italien voulait décréter la confiscation des maisons allemandes, il se trouverait dans l'étrange situation de ne plus trouver une maison allemande sur laquelle il puisse exercer le droit de confiscation.

L'enthousiasme en Italie. — De M. André Maurel, envoyé du *Petit Parisien :*

Tous vibrent d'accord et parlent de même. Peuple, bourgeois, aristocrates, c'est la même âme; ce sont les mêmes yeux qui me regardent, brillants, heureux de ce retour :

« Nous sommes alliés! » monsieur, me disait, d'un accent indéfinissable, un notable Milanais.

Et il y avait dans ce mot tout un monde d'affection, tout un passé inoublié, une délivrance, un espoir aussi, le tout magnifié d'une joie ivre presque.

Dans les trains, dès que l'on s'aperçoit à mon accent de ma nationalité, on me traite avec une affection vraiment émouvante. On vient, des compartiments voisins, me serrer la main, me faire un petit discours, et la bonne nouvelle se répand....

Les propos d'amour ne se répètent pas.... Je n'ai donc rien à redire. Et voici seulement, à cet égard, ce que je puis citer de plus caractéristique qui fera voir où l'Italie en était arrivée dans sa fièvre latine, et où l'entraînaient ceux qui, sous couleur de la retenir, en réalité la précipitaient.

Ceci se passait à Rome, la semaine même de la crise Giolitti-Salandra. On donnait une soirée au Costanzi au profit des Belges. Le prince de Teano et sa femme, née Colonna, y assistaient. Les Teano sont Caetani, famille pontificale. Les Colonna on les connaît.

Or, au milieu de la représentation, le prince de Teano et sa femme se levèrent debout dans leur loge et, à pleine voix, entonnèrent la *Marseillaise*, après l'avoir énergiquement réclamée de l'orchestre. C'est le même prince qui disait partout :

« Jamais je n'oserai plus me montrer dans un pays quelconque d'Europe, si l'Italie reste neutre! »

Et il ajoutait :

« Si elle reste neutre, je prends un fusil et je descends dans la rue! »

Cet état d'esprit était général ici dans les classes cultivées, s'il ne l'était pas dans la classe à laquelle appartient le prince de Teano. Cette guerre où l'Italie s'engage avec tant de vaillance est

acclamée par le peuple dont le sang latin et guelfe se réveille et frémit d'espérance. On peut dire cependant qu'elle a été tout entière voulue, préparée et faite par les classes cultivées qui raisonnaient, elles, l'instinct populaire.

Et les trois catégories sociales s'embrassent aujourd'hui réconciliées.

Russie. — Le correspondant du *Secolo* à Pétrograd a recueilli de la bouche de M. Sasonoff, Ministre des Affaires étrangères, les indications suivantes :

Les Russes espèrent, en juillet, être refournis de munitions, et, en mettant sur pied de nouvelles armées, reprendre l'offensive. Tous les ateliers russes fabriquent des munitions. De grandes quantités de munitions, d'armes et de matériel de guerre arrivent aussi dans les ports d'Arkangel et de Wladivostock. Il est possible que les Russes abandonnent Lemberg sans essayer de la disputer. Les fortifications laissées par les Autrichiens à Lemberg ne suffisent pas, en effet, pour se maintenir dans la ville, et les Russes n'ont rien fait pour augmenter la valeur militaire et la force de résistance de ces fortifications.

Les Russes ont fait passer en Galicie l'armée de Sébastopol, forte de deux cent mille hommes, qui était destinée à opérer un débarquement dans le Bosphore. Ce changement de front et le retard de l'entrée dans l'escadre du dreadnought qui devait assurer à la flotte russe la maîtrise absolue de la mer Noire retardent l'ouverture des détroits, qui activerait le ravitaillement de la Russie en armes et en munitions. Le général Radko Dimitrieff, commandant de l'armée qui formait l'aile droite des forces russes en Galicie, est tombé en disgrâce du jour où les Austro-Allemands réussirent à enfoncer le front russe de la Dunajec. Il a été remplacé par le général Lœtsch.

Un rescrit impérial. — Un rescrit impérial publié le 30 juin au nom du président du Conseil, M. Goremykine, porte :

De tous les côtés du pays natal, je reçois des appels témoignant une forte volonté de tous les Russes de consacrer leurs forces à l'œuvre de l'approvisionnement de l'armée. Je puise dans cette unanimité nationale, l'assurance inébranlable d'un avenir radieux. La guerre prolongée demande des efforts toujours nouveaux; mais, surmontant les difficultés croissantes et parant aux vicissitudes inévitables de la guerre, nous raffermissons et trempons dans nos cœurs la résolution de mener la lutte, avec l'aide de Dieu, jusqu'au triomphe complet des armées russes. L'ennemi devra être abattu, sans quoi la paix est impossible. Avec une foi ferme et des forces inépuisables, la Russie attend que les institutions gouvernementales et publiques, l'industrie russe et tous les

fidèles fils de la patrie, sans distinction d'idée ni de classe, travaillent solidairement et unanimement pour satisfaire aux besoins de notre vaillante armée. C'est ce problème unique et désormais national qui doit attirer toutes les pensées de la Russie unie et invincible dans son unité.

Ayant formé pour la discussion des questions d'approvisionnements une commission spéciale avec la participation des membres des chambres législatives et des représentants de l'industrie, je reconnais nécessaire de rapprocher en conséquence la date de réouverture de ces institutions législatives pour écouter la voix de la terre russe. Aussi ayant décidé la reprise des sessions à la Douma et du conseil de l'Empire pour le mois d'août au plus tard, je confie au conseil des ministres le soin d'élaborer, selon mes indications, les projets de loi nécessités par le temps de guerre.

A la Pologne! — Une page de M. Maurice Maeterlinck :

Au nom de la Belgique, j'apporte ici l'hommage de la nation martyre à la nation crucifiée!

De tous les peuples engagés dans cette épouvantable guerre, la Pologne et la Belgique auront le plus souffert! Et il faut ajouter (bien que toutes les souffrances dans une guerre inique soient nécessairement iniques) : elles auront le plus injustement souffert! Elles sont toutes deux victimes de leur innocence et de leur grandeur d'âme!

Elles ont dans le malheur et dans la gloire la même destinée : l'une se sacrifiant tout entière à un culte, à une passion de l'honneur sans exemple, vient peut-être, en brisant le premier élan de l'invasion barbare, de sauver l'avenir de l'Europe, comme l'autre, sa sœur aînée dans la Douleur et l'Héroïsme, il y a plusieurs siècles, en sauva plusieurs fois le passé! Elles viennent de s'unir à jamais dans la mémoire des hommes.

Au-dessus des combats qui se livrent et des maux qu'elles endurent, elles se tendent la main dans le même sacrifice, mais aussi dans le même espoir invincible.

Aujourd'hui, elles ne sont plus que ruines! Il ne leur reste rien; elles paraissent mortes! Mais nous qui sommes leurs fils et qui les connaissons comme on connaît sa mère, nous savons, nous sentons dans nos cœurs qu'elles ne furent jamais plus vivantes, plus pures et plus belles!

Après avoir offert au monde un grand exemple de fierté, d'abnégation et d'héroïsme, elles vont lui donner encore une leçon plus profonde, plus précieuse et plus efficace. Elles vont lui prouver qu'aucun malheur ne compte et que rien n'est perdu tant que la foi reste debout, tant que la tête se redresse, tant que l'âme n'abdique point! et que les puissances des ténèbres ne prévaudront jamais contre les forces d'amour et de clarté qui mènent l'humanité vers des hauteurs que déjà la victoire nous montre à l'horizon!...

Serbie. — Des officiers italiens sont arrivés fin juin au quartier du général Putnik.

La Serbie a envoyé au quartier général du roi Victor-Emmanuel un attaché militaire pour compléter la liaison entre les deux armées et, à l'heure voulue, deux cent cinquante mille hommes, c'est le chiffre des combattants dont la Serbie dispose actuellement en dehors des services de l'arrière, attaqueront l'Autriche sur son propre territoire et dans des régions où ils sont attendus en libérateurs par leurs frères de race prêts à se joindre à eux.

L'armée du roi Pierre est prête à reprendre son rang dans la lutte en envahissant le territoire ennemi. La place qu'a laissée vacante la Roumanie et la distance qui sépare le Danube du Pruth empêchent le roi Pierre d'apporter en ce moment aux Russes le concours direct qu'il souhaite.

Par contre, l'offensive serbe est à même de collaborer avec l'avance italienne par une action concertée. C'est ce qui paraît se préparer et l'étroite fraternité d'armes qui en résultera sera le meilleur gage de l'amitié durable des deux nations qui sont désormais appelées à vivre sur les rives de l'Adriatique.

Les Serbes en Albanie. — Les troupes serbes ont repris l'offensive en Albanie et ont procédé à l'occupation d'une portion du territoire albanais. Toutefois, elles ne pousseront pas jusqu'à Durazzo. La question du débouchement serbe sur l'Adriatique ne sera réglée qu'après la guerre, ainsi que l'ensemble de la question albanaise.

Vraisemblablement, l'Albanie a vécu comme royaume indépendant et autonome. Cette création de l'Albanie en principauté libre avait été voulue exclusivement par l'Autriche, et elle était le résultat d'un compromis entre l'Italie et l'Autriche. Il était fatal que la guerre européenne mît fin à cette création artificielle. L'Italie la première a commencé à pourvoir à ses intérêts en s'installant à Valona. Aujourd'hui, c'est le tour de la Serbie qui garantit la sécurité de ses frontières en occupant les portions du territoire albanais qui servent de refuge aux bandes albanaises.

Les propositions autrichiennes à la Serbie. — Le 26 juin, le *Secolo* apprend d'Athènes qu'il est exact que l'Autriche-Hongrie aurait fait proposer à la Serbie une paix séparée.

Deux jours avant la déclaration de guerre de l'Italie, le sous-chef d'état-major de l'armée grecque, le colonel Metaoa,

fit visite au Ministre serbe à Athènes et lui aurait offert, au nom de l'Allemagne, une paix immédiate avec l'Autriche. Celle-ci eût donné comme compensation une partie de la Bosnie et un débouché sur l'Adriatique.

Japon. — Le baron Kato, Ministre des Affaires étrangères du Japon, a exposé, à un banquet offert par l'Association « Concordia », les grandes lignes de la politique japonaise. Voici quelques-unes des intéressantes déclarations qu'il a faites après avoir tout d'abord constaté la cordialité des relations américano-japonaises :

En ce qui concerne la politique du Japon en Chine, il a été publiquement déclaré, et cela à plusieurs reprises, que le Japon n'avait aucun dessein de conquête sur le territoire de la Chine ou sur celui de toute autre nation. Il faut toutefois admettre que le Japon n'est pas sans ambitions, mais je déclare que ces ambitions sont légitimes...

... Quant à la question de Tsing-Tao, il faut comprendre qu'elle ne pourra être réglée qu'après que la guerre à laquelle le Japon prend part sera terminée. Comment elle sera résolue? C'est une chose que j'ignore, mais il faut que l'on sache que le Japon a toute latitude pour disposer de ce territoire. Il n'a promis à personne de le restituer à la Chine, et je ne comprends pas comment on a pu le croire aux États-Unis.

Juillet 1915.

Angleterre. — Les importations de coton en Allemagne. — Sir Henry Dalziel a posé le 14 juillet une nouvelle question au Gouvernement au sujet des importations de coton en Allemagne. Les chiffres des importations des cotons américains dans les pays neutres sont, d'après la *Cotton Gazette* de Liverpool, les suivants :

	Du 31 août 1913 au 30 avril 1914.	Du 31 août 1914 au 30 avril 1915.
Hollande	32.870	413.820
Danemark	»	65.370
Norvège	60	107.400
Suède	24.930	735.510

(En balles de coton).

Importations de coton en fil.

	Juin 1914.	Juin 1915.
Norvège	218.700	348.300
Suède	108.900	260.800
Danemark	106.400	204.700
Hollande	3.200.000	4.493.000

(En livres anglaises).

En Grèce, les importations du coton en fil, en juin 1915, ont été supérieures de 2 millions de livres à celles de juin 1914.

Au nom du Gouvernement, lord Robert Cecil a répondu en exposant les difficultés que soulèverait un décret déclarant le coton contrebande de guerre.

Selon le *Times*, l'intention du Gouvernement britannique est de négocier des accords avec les puissances neutres en vue d'empêcher la réexportation en Allemagne. Le Gouvernement britannique espère obtenir cette solution en insistant auprès des neutres sur le fait que l'Angleterre se verrait obligée d'interdire l'importation du coton chez les neutres si les gouvernements neutres n'arrivent pas en empêcher la réexportation en Allemagne.

Les crédits votés depuis le début de la guerre. — M. Asquith, en déposant, le 20 juillet, le projet de crédits de 150 millions de livres sterling, à la Chambre des Communes, a dit que cela portera le montant total de l'année financière présente à 650 millions et le montant total de crédits votés depuis le commencement de la guerre à 1012 millions de livres sterling (25 milliards, 300 millions de francs).

J'espère, dit-il, que ces nouveaux crédits nous conduiront jusqu'à fin septembre. Les dépenses journalières de la guerre montrent une tendance naturelle à augmenter, de plus le chapitre des prêts aux Alliés pourrait également s'accroître par suite de l'adhésion à notre cause d'États n'ayant pas encore pris part à la guerre.

En ce qui concerne le chapitre des avances aux Alliés, il avait été expressément spécifié jusqu'ici qu'aucune avance ne serait consentie à un Etat ou à une autre puissance ne tombant pas sous la définition de dominions et protectorats de Sa Majesté ou de puissances alliées.

Nous avons cette fois-ci évité avec intention cette définition restrictive et je suis certain que le Parlement n'exigera pas que j'entre dans les détails à ce sujet.

Dans la situation actuelle, nous croyons raisonnable que des

pouvoirs plus larges nous soient concédés en rapport avec les États auxquels des avances pourraient peut-être être consenties et je suis sûr que le Parlement est d'avis que le Gouvernement ait la main quelque peu plus libre en cette matière.

La Chambre adopte à mains levées le crédit de 150 millions de livres sterling.

Fraternité franco-anglaise. — Le 29 juillet, M. Asquith, dans son discours à la Chambre des Communes, rend un éclatant hommage aux armées russes et françaises et ajoute :

En France, je ne crois pas qu'il y ait jamais eu à aucun moment, depuis le commencement de la guerre, une période où les deux armées alliées fussent mues par des sentiments fraternels et un esprit de camaraderie plus complets qu'ils ne le sont actuellement et où elles eussent davantage confiance que la victoire (je ne prédirai pas exactement quel en sera le moment ou la saison, ce qui serait vain) sera finalement leur apanage.

En ce qui concerne les opérations des Dardanelles, que nous avons entreprises de concert avec la France, je demande que l'on ne me presse pas trop de faire une déclaration définie aujourd'hui; je puis seulement répéter ce que j'ai déjà dit la dernière fois, que notre confiance dans le résultat de ces opérations n'est nullement diminuée.

Au sujet de notre flotte, je n'ai besoin d'ajouter aucune autre chose que ceci : si elle se trouvait forte au commencement de la guerre, elle est aujourd'hui encore plus forte et la liberté des mers est due à sa puissance et à son activité pourtant très discrète, car, après tout, cette menace des sous-marins, aussi sérieuse qu'elle puisse apparaître, ne peut infliger de pertes fatales ou même substantielles au commerce britannique et diminuer nos approvisionnements en vivres et en matières premières.

Un combat glorieux a été jusqu'ici refusé à notre flotte; mais nous ne devons pas moins lui exprimer notre reconnaissance pour la dette de gratitude que nous avons contractée vis-à-vis d'elle, car nous savons que c'est grâce à sa vigilance inlassable que ce pays peut, aujourd'hui, se rire de toute menace d'invasion et que nous sommes, jusqu'à un point inconnu de tous les autres belligérants, à l'abri des ravages et des dangers de la guerre.

Nous avons toujours été une grande puissance navale; mais voyons aussi maintenant quelle est la position de notre armée.

M. Asquith conclut ainsi :

Si je compare notre position d'aujourd'hui avec celle d'il y a un an, je me permettrai de dire : A-t-on jamais plus calomnié notre peuple à la fois ici et par delà les mers en prétendant qu'il n'a pas su s'élever à la hauteur des circonstances extraordinaires

et pourtant si, il y a une plus grande calomnie, c'est celle qui suggère que nos alliés n'ont pas pleinement apprécié notre contribution au triomphe ultime de la cause commune.

Le Parlement et le pays inaugurent la deuxième année de la guerre dans le même état d'esprit; ne fournissons aucune arme aux pusillanimes et surtout aux médisants qui découragent nos alliés et encouragent nos ennemis.

Que le Parlement et le pays conservent ce même esprit d'énergie et de détermination qui, pendant douze mois, nous a inspirés et nous permettra de persévérer vers l'issue triomphale de la lutte.

Éloge de la France par lord Curzon. — Dans le discours qu'il a prononcé le 7 juillet devant l'aristocratique assemblée de Montagu-House, à l'occasion de la « Journée Française », lord Curzon a dit, notamment :

L'Alliance franco-britannique est fondée, non seulement sur l'intérêt, mais sur l'affection réciproque des deux peuples, affection cimentée par douze mois de sacrifices, de souffrances et de larmes. Et voilà que le symbole de la croix s'élève sur les tombes de milliers de soldats anglais et français, reposant côte à côte dans un sol consacré par l'héroïsme dont l'ennemi ne parviendra pas à faire la conquête.

Cet ennemi comptait entrer dans Paris en septembre et passer à Londres les fêtes de Noël.

Ses canons, qui menacent actuellement Calais et Dunkerque, sont aussi pointés sur Douvres.

La France et l'Angleterre combattent pour une cause commune plus élevée encore que celle de la défense de leurs territoires : elles combattent pour empêcher l'extinction de la liberté, cette flamme qui brûle depuis des siècles dans le sanctuaire des cœurs des deux peuples.

Cette alliance est celle des esprits et des corps.

Les deux peuples ont revêtu la cuirasse pour vaincre ou périr.

Une victoire de l'Allemagne, a continué lord Curzon, serait l'occupation de leurs territoires, la ruine de leurs ressources, la perte de leurs colonies, l'asservissement de leurs citoyens, la destruction de tout ce qui rend la vie précieuse; ce serait un coup mortel porté à la civilisation et à l'humanité entière.

La France voit son sol envahi depuis un an, ses champs dévastés, ses villes et ses villages détruits, ses églises, cathédrales, monuments exquis de foi et d'art du passé, réduits en décombres, ses populations dispersées et soumises à des horreurs sans nom par un ennemi qui se trouve aussi rapproché de sa capitale qu'Oxford l'est de Londres.

La France a perdu des centaines de mille de ses enfants; et cependant, elle ne fait entendre ni plainte ni murmure et ne manifeste aucun symptôme d'hésitation ou de faiblesse.

La gaieté du peuple français a fait place à une résolution in-

flexible et indomptable. La France n'a plus qu'un parti : ce parti est la nation.

Lord Curzon fait l'éloge de l'artillerie de la France, de l'habileté de ses canonniers, de sa puissance d'organisation et de sa science technique qui ont donné maintes fois la victoire à ses alliés et à elle-même.

La France reste indomptée et indomptable, s'écrie l'orateur; elle n'est, comme l'a proclamé M. Viviani, ni lassée ni résignée, et, à l'approche du moment suprême, elle conserve la ténacité et la résolution avec lesquelles elle n'a cessé jusqu'ici de faire face à tous les périls.

La France a ajouté des gloires nouvelles à ses glorieuses traditions. Elle est, pour l'Angleterre, une source d'inspirations, et pour toute l'humanité un exemple.

Un discours de Lord Kitchener. — Une grande manifestation patriotique a eu lieu le 9 juillet au Guildhall, au cours de laquelle Lord Kitchener a pris la parole au sujet du recrutement.

L'idée principale du discours de Lord Kitchener a été que le recrutement jusqu'ici a été satisfaisant, mais qu'il faut un plus grand nombre d'hommes.

J'ai déjà averti mes compatriotes, a-t-il dit, que la guerre serait non seulement dure, mais longue : j'ai déjà déclaré que j'aurais besoin de plus d'hommes et de plus d'hommes encore, jusqu'à ce que l'ennemi soit écrasé; je tiens à vous le redire aujourd'hui avec une grande insistance. La situation est meilleure aujourd'hui qu'il y a dix mois; cependant, notre position reste sérieuse.

De la préparation méthodique de l'Allemagne, due à ses efforts prolongés pendant quarante ans, il est résulté une organisation militaire complète : jamais, auparavant, une autre nation ne s'est organisée d'une façon aussi élaborée pour imposer sa volonté à d'autres nations. Il est vrai que, grâce à cette préparation, l'Allemagne a été à même d'employer toutes ses ressources dès le début de la guerre, tandis que les nôtres ont seulement augmenté graduellement, ce qui fait qu'on pourrait dire avec vérité que la force de résistance de l'Allemagne doit diminuer tandis que la nôtre augmente.

Lord Kitchener dit ensuite que le manque d'équipements et de munitions, qui aurait pu l'empêcher de demander un plus grand nombre d'hommes, n'existe plus maintenant, et il ajoute :

Le registre national va nous permettre de nous rendre compte de tous les hommes entre 19 et 40 ans qui ne travaillent pas aux

munitions et tous ceux dont la constitution physique le permettra, et de préférence ceux qui ne sont pas mariés, seront regardés comme des candidats possibles pour notre grande armée.

Lord Kitchener termine son discours par les exhortations suivantes :

Mon appel s'adresse à deux catégories d'hommes : 1° ceux qui, employés sous une forme quelconque à un travail en rapport avec l'armée, se sont jugés indispensables ; 2° ceux qu'on appelle du vilain nom de « tire-au-flanc ».

Après tout, si le pays vous conseille seulement de vous engager, sans vous l'ordonner, cela veut-il dire que ce n'est pas votre devoir de partir ? Ne vous sentez-vous pas capables de partir librement ? Où sera votre mérite si vous partez seulement quand on viendra vous chercher ? Où est votre patriotisme dans ce cas ? Ce n'est pas à moi de vous dire où est votre devoir ; c'est affaire à votre conscience. Mais interrogez-vous, décidez-vous et cela promptement ; soyez honnêtes vis-à-vis de vous-mêmes. Faites en sorte de ne pas avoir à jeter un regard en arrière avec un sentiment de honte.

Une heure solennelle sonne pour notre existence nationale, et par conséquent pour tout Anglais.

Aussi, maintenant ou jamais, nous devons en sentir toute la gravité.

Que chacun n'épargne rien, ne refuse rien, ne recule devant rien, pour que nous puissions de toute notre force accélérer l'élan qui donnera la victoire à notre cause : l'honneur et la liberté.

Le même jour, le Ministre, M. Walter Long, disait aux autorités municipales :

Il semble y avoir beaucoup de confusion dans l'esprit du public au sujet de la décision du Gouvernement en ce qui concerne la question du service obligatoire.

On dit que des réponses données par le Premier Ministre au cours des débats sur le projet de « registre national » démontrent que le service ne sera pas obligatoire ; que les mains du Gouvernement sont liées par ses propres déclarations, et qu'en conséquence le Gouvernement ne peut pas envisager l'établissement du service obligatoire.

Ces conclusions ne reposent sur aucun fondement. Le projet de loi concernant le « registre national » a trait non au service, mais à ce qui doit précéder le service, c'est-à-dire l'organisation. Quant à l'adoption du service obligatoire, laissez-moi vous dire tout de suite très franchement que le Premier Ministre serait le dernier homme dans ce pays à dire aujourd'hui, étant donnée la situation où nous nous trouvons, quoi que ce soit qui pût empê-

cher le Gouvernement d'adopter le service militaire demain, s'il pensait cette mesure bonne ou nécessaire pour amener la fin de la guerre.

Nos mains sont absolument libres. Je ne resterais pas vingt-quatre heures membre du Gouvernement, si j'avais une raison quelconque de penser que nous hésiterions à adopter les mesures que nous croirions en conscience être nécessaires pour conduire la guerre à bonne fin.

Quand le Gouvernement aura toutes les informations que fournira le « registre national », je vous engage ma parole qu'il fera tout son pouvoir pour en faire un usage pratique en vue du but que nous avons tous à cœur : mettre fin à la guerre aussi rapidement que possible.

L'emprunt de guerre anglais. — M. McKenna a annoncé, le 13 juillet, à la Chambre des Communes les résultats suivants :

Reçu par la Banque d'Angleterre : 550 000 souscriptions, portant sur 570 millions de livres sterling.

Reçu par les bureaux de poste (les listes ne sont pas encore closes) : 547 000 souscriptions, portant sur 15 millions de livres.

Ensemble (résultat encore incomplet) : 585 millions de livres, ou environ 14 milliards 625 millions de francs.

Le Chancelier espère pouvoir donner sous peu le montant souscrit à l'aide de coupures de 5 et 10 shillings.

Après cet exposé, le Chancelier a ajouté :

Nous ne devons pas oublier que les échanges en Bourse ont été pratiquement interrompus ce montant de l'emprunt représente de l'argent réellement disponible ; nous le devons à la réponse patriotique de la nation entière; toutes les classes de la communauté y ont contribué et nous devons nos remerciements à tous.

L'emprunt est une affirmation nécessaire des ressources sans parallèles de l'empire britannique et constitue une déclaration à l'égard de nos alliés et aussi à l'intention de nos ennemis.

Le Royaume-Uni entend demeurer fidèle à la cause des Alliés.

M. Paul Leroy-Beaulieu écrit dans l'*Économiste français* :

La souscription à l'emprunt britannique a été en *argent frais*, c'est-à-dire indépendamment de conversions autorisées de titres anciens qui ne procurent aucune ressource nouvelle au Trésor. Ce sont des obligations portant 4 1/2 pour 100 d'intérêt (en réalité 4 pour 100, car ces titres supportent l'impôt sur le revenu).

Le Gouvernement s'est engagé à ne pas rembourser cet emprunt avant dix ans et à le rembourser complètement dans les trente ans.

La situation financière de l'Angleterre et de l'Allemagne. — Du *Daily Chronicle :*

Le contraste entre notre situation financière et celle de l'Allemagne ressort suffisamment des simples chiffres ci-dessous. Le montant total des deux emprunts qu'elle a émis s'élève à environ 16 milliards 725 millions; la somme qu'ont produite nos emprunts, non compris les souscriptions du Post Office, est de 23 milliards.

Mais le contraste réel est plus grand encore. Avant l'émission du premier emprunt, le Gouvernement allemand avait établi, dans tout le pays, des *Darlehnkassen* (caisses de prêts) dont la fonction était de consentir des prêts — en papier-monnaie — sur tous titres non liquides de propriétés mobilières ou immobilières que quiconque désirait engager. Le papier ainsi prêté fut employé à souscrire au premier emprunt; et, d'une manière générale, ce que fit le Gouvernement fut de prêter du papier d'une main et de le réemprunter de l'autre. Ni l'une ni l'autre de ces opérations n'était basée sur une encaisse d'or, le papier n'étant pas convertissable en espèces.

Quand le besoin se fit sentir d'un second emprunt, on eut recours à une nouvelle mesure. On prêta aux souscripteurs du premier emprunt du papier-monnaie sur le gage de leurs titres, et on le réemprunta pour le second emprunt. Naturellement il n'y a rien derrière ce procédé qui consiste à garantir des engagements l'un par l'autre.

Lors du dernier emprunt, le docteur Helfferich, Ministre des Finances, a dit au Reichstag que cet espoir ne pouvait être réalisé que par une Allemagne victorieuse, sur la base d'une indemnité de guerre; et si la victoire et l'indemnité de guerre s'évanouissent, il est difficile de voir ce qui reste, si ce n'est la banqueroute. Notre situation financière est assez ardue en présence de l'appel formidable fait à nos ressources par la guerre, mais par comparaison elle est infiniment plus solide que celle de l'Allemagne.

Défense de faire grève dans le Pays de Galles. — M. Lloyd George, Ministre des munitions, qui est Gallois, fait publier le 13 juillet la note suivante :

Le Ministre des munitions annonce qu'une proclamation sera publiée aujourd'hui, suivant laquelle toute tentative de grève ou de lock-out dans le bassin houiller du sud du Pays de Galles sera considérée comme une offense directe vis-à-vis de l'État, et punie conformément à la loi sur les munitions.

La « Journée du Drapeau français » à Londres. — Du *Gaulois* :

Il avait été convenu que la journée du 14 juillet s'appellerait la « Journée du Drapeau français » et que des petits drapeaux tricolores seraient vendus dans les rues au profit de la Croix-Rouge

française. Deux cents villes du Royaume-Uni se sont jointes, ce jour-là, à Londres pour rendre hommage à la France.

On a vendu quatorze millions de petits drapeaux français. Glasgow en avait pris trois millions, Edimbourg quinze cent mille et Leeds douze cent cinquante mille.

Le chiffre exact des recettes n'est pas encore connu. Mais, à la fin de la journée, le secrétaire du comité, M. J.-H. Dickinson, estimait que ce chiffre atteignait deux millions cinq cent mille francs. La ville de Londres figure pour un million dans cette estimation.

Tous les ministres, à Londres, portaient ce jour-là, à leur boutonnière, l'emblème des trois couleurs françaises. Les maisons étaient artistement décorées. On remarquait la résidence du Premier Ministre, M. Asquith, au fronton de laquelle un grand drapeau français déroulait ses plis au milieu d'écussons et d'ornements s'harmonisant avec les trois couleurs.

Toutes les musiques jouaient la *Marseillaise*. Ce fut celle des horse-guards qui donna le signal, le matin, en exécutant l'hymne de Rouget de L'Isle devant la foule assemblée, qui se découvrit aux premiers sons du chant national français.

Les dames et les jeunes filles qui vendaient le petit drapeau français, étaient vêtues de blanc et portaient des écharpes tricolores.

On cite Mlle Megan Lloyd George, la plus jeune fille du Ministre des munitions, parmi les vendeuses qui ont fait à Londres les plus grosses recettes. La fillette de M. Lloyd George se tenait aux abords de Downing street. Des centaines d'originaires du Pays de Galles, en ce moment à Londres, voulurent recevoir leur petit drapeau français des mains de la fillette de leur illustre compatriote. Mlle Lloyd George fut donc fort occupée. Mais elle ne semblait pas moins distraite, cherchant son père. Elle voulait, en effet, que celui-ci fût décoré par elle. Mais quand elle finit par le trouver dans Downing street, il était trop tard, M. Lloyd George portait à sa boutonnière le petit drapeau français. Et comme il l'avait acheté de la fille d'un de ses collègues, Mlle Lloyd George dut s'incliner, sa rivale étant là.

La crise charbonnière dans le Pays de Galles. — Une crise charbonnière dans le Pays de Galles qui préoccupe vivement le Gouvernement anglais, bien que l'Amirauté ait annoncé que ses approvisionnements en charbon pour la flotte sont toujours abondants, paraît à la veille d'être résolue.

Les délégués des mineurs, réunis à Cardiff, font les propositions suivantes :

1° Les demandes des mineurs seront concédées sans contrat pour la période actuelle;

2° Les hommes reprendront le travail immédiatement;

3° Leurs demandes d'ensemble, avec le compromis offert

par le président du Board of Trade au nom du Gouvernement, seront soumises à une cour d'arbitrage.

Le 19 juillet au soir, on annonce que M. Lloyd George est parti avec MM. Runciman, Ministre du Commerce, et Henderson, Ministre de l'Instruction publique, pour Cardiff. M. Lloyd George aura cette nuit des entretiens avec lse représentants des mineurs.

Le 20, un accord a été conclu entre le Gouvernement et les délégués mineurs. Les ouvriers reçoivent satisfaction, sauf ceux travaillant au jour, qui n'obtiennent pas complètement l'augmentation demandée. Les nouvelles clauses devront être respectées pendant les six mois qui suivront la signature de la paix.

La grève des mineurs du Sud du Pays de Galles est terminée. Le travail sera repris jeudi matin.

Les impôts en Angleterre. — La journée du 22 juillet a vu se produire un fait probablement unique dans l'histoire de tous les pays, anciens et modernes.

Une délégation, nommée dans une grande réunion de négociants et de banquiers de la Cité de Londres, est allé demander à M. Asquith d'augmenter les impôts, directs et indirects.

C'est la guerre, bien entendu, et plus particulièrement le souci d'économiser l'un de ses éléments essentiels, qui a motivé cette démarche extraordinaire.

Étant donnée l'énormité des dépenses que nécessite cette guerre, les délégués sont d'avis qu'il faut absolument épargner sur les dépenses civiles, officielles et privées. Pour eux, le meilleur moyen d'obtenir de bons résultats dans cette voie, c'est d'augmenter l'impôt sur le revenu et d'en étendre l'application à tous, même aux ouvriers.

Bien qu'en majorité libre-échangistes, ils jugent aussi qu'il convient de diminuer le plus possible l'exode des fonds britanniques en réduisant autant qu'il se peut les importations des objets et denrées qui ne sont pas de première nécessité, même en les frappant de droits à l'entrée.

M. Asquith a répondu aux délégués que, sur la question de principe ils prêchaient un converti. En ce qui concerne les impôts directs, le Premier Ministre a déjà dit, même avant la guerre, qu'il était désirable que l'impôt sur le revenu frappât les contribuables à partir d'un degré de revenu moindre que celui qui sert actuellement de base.

« Il est très important, dit-il, que toutes les classes contribuent, non seulement indirectement, mais encore directement, aux dépenses nécessaires de l'État. »

Parlant ensuite des impôts indirects, M. Asquith a déclaré, qu'étant donnée la situation économique et financière anormale et sans précédent que la guerre a créée dans le monde entier, et spécialement les conditions où se trouve l'Angleterre en tant que grand pays créancier, il est évident que pour conserver son crédit et se procurer les ressources pécuniaires requises pour la conduite de la guerre, elle doit diminuer la consommation des marchandises importées, tout en maintenant autant que possible son commerce d'exportation dans toute son étendue.

En terminant, le Premier Ministre a exprimé l'espoir que le Gouvernement pourrait arriver à mener à bien le remaniement de l'impôt sur le revenu et l'établissement de droits sur les importations, si cette mesure était nécessaire pour réduire ces importations. Mais il n'a pas dissimulé que réaliser à la fois ces deux choses était une tâche hérissée de difficultés.

En tout cas, le Parlement sera saisi sans retard de propositions tendant à faire fournir au contribuable une part équitable des dépenses exceptionnelles que nécessite la guerre.

Canada. — La totalité des engagements est au 26 juillet de 140 000 hommes pour la défense du pays et le service au delà des mers.

Belgique. — Le ravitaillement de la Belgique. — Le ravitaillement du pays se fait désormais assez régulièrement grâce à la commission américaine « for relief in Belgium » et au comité de secours et d'alimentation. Voilà six mois que la commission américaine procure les aliments de première nécessité à une population de sept millions et demi d'habitants.

Ces vivres doivent être achetés dans le pays d'outre-mer et importés au milieu des difficultés que crée l'état de guerre. Ils passent par la Hollande et une fois introduits en Belgique doivent être répartis entre les diverses régions du pays.

Le 85e anniversaire de l'indépendance de la Belgique. — Les nombreux Belges établis au Havre et à Sainte-Adresse ont fêté, le 21 juillet, le 85e anniversaire de la proclamation

de l'Indépendance de la Belgique. Pour tous ce fut une occasion nouvelle d'affirmer avec leurs sentiments patriotiques la foi dans l'avenir qui les anime tous également. Partout les couleurs belges flottaient aux fenêtres, à côté des drapeaux français, l'hôtel de ville, du bas au faîte, était décoré d'oriflammes belges et françaises.

La cérémonie du salut au drapeau fut l'occasion d'une belle manifestation d'enthousiasme patriotique. Spontanément aux officiers et fonctionnaires qui, chaque jour, aux côtés du colonel de Grunne viennent saluer le drapeau et acclamer le roi et la Belgique, étaient venus se joindre MM. Carton de Wiart, Ministre de la Justice, Klobukowski, ministre de France, et de Fontarce, conseiller de la légation, le général de Lallement et de nombreux ministres étrangers.

C'est d'une seule voix que successivement tous reprirent, à la suite du colonel de Grunne, les cris de : « Vive la Belgique libre et indépendante! » « Vive le roi! » « Vive la France hospitalière! ».

Au *Te Deum* solennel célébré à midi, en l'église de Sainte-Adresse, assistaient tous les membres du Gouvernement et du corps diplomatique, et c'est au milieu de l'émotion générale que fut chantée la *Brabançonne*. A l'issue de la solennité, tous les personnages officiels, avant de quitter l'église, sont allés successivement serrer la main aux ministres, leur souhaitant de pouvoir bientôt, dans la Belgique libérée, assister à un *Te Deum* triomphal.

Proclamation du gouverneur allemand de la Belgique. — Le 21 juillet, pour punir les Belges de n'avoir pas oublié l'anniversaire de leur indépendance, le gouverneur allemand von Bissing a fait cette proclamation :

La façon dont la population s'est conduite le 21 juillet, et la manière exagérée dont elle a porté les couleurs belges, me forcent d'émettre l'ordre suivant :

Je défends, à partir de ce jour, le port, l'exposition, l'achat et la vente des couleurs belges, des portraits de la famille royale, des feuilles vertes avec ou sans inscription, ou tout autre étalage de couleurs combinées pour indiquer des inclinations politiques.

Je défends à tous les Belges de porter les insignes de quelque ordre ou décoration que ce soit.

Pour toute contravention à ces interdictions, il sera infligé une amende maximum de 5 000 marks ou un emprisonnement maximum de cinq ans, ou les deux peines à la fois.

Cet ordre sera affiché sur les murs, il est exécutoire immédiatement.

La haine de l'Allemagne. — De M. Émile Verhaeren, dans la *Revue de Hollande* :

La nation belge pouvait donc compter sur le respect et l'admiration, non seulement des nations neutres et mineures, mais sur l'admiration des nations majeures et souveraines. Celles-ci, d'ailleurs, lui avaient juré protection toutes ensemble. Et jamais cette protection ne fut aussi méritée que le jour où l'une d'elles saisit la Belgique à la gorge, traîtreusement, pour l'étouffer.

Car c'est là la honte suprême de l'Allemagne. Elle a choisi la petite nation la plus digne de vivre et de grandir, pour prouver quel cas elle faisait du travail et de l'existence des autres. Bien plus, se sentant la plus forte — dites, de combien de milliers d'hommes — elle ne l'a même pas attaquée franchement. Elle a rusé, elle a menti, elle a flatté. Deux heures avant son ultimatum monstrueux, elle protestait encore de ses intentions pures. Elle pouvait offrir la bataille, elle n'a su que préparer le guet-apens. Aussi la haine qu'elle s'est attirée est si violente et si unanime qu'elle traversera les couches des générations successives, on ne sait jusqu'à quelle profondeur. Autant qu'une chose humaine peut être éternelle, cette haine le sera.

Elle fera partie de l'enseignement primaire dans nos écoles et des traditions de famille dans nos foyers. Elle nous sera comme une sainte réserve d'énergie et de fureur. Nous raisonnerons tous comme cet admirable paysan qui me disait l'autre soir, dans un village de la côte entre Coxyde et Oost-Dunkerke : « Le jour où je mourrai, je veux que la toute dernière force que je conserverai au fond de moi-même soit encore saturée de malédictions et de rages contre l'Allemand. »

Italie. — L'importance de la coopération italienne. — Le colonel Repington termine ainsi, dans le *Times*, une étude sur la situation sur le front austro-italien :

Le grand avantage que présente l'action italienne pour la cause des Alliés est qu'elle oblige l'Autriche à se défendre sur un nouveau front d'environ 650 kilomètres de long, allant de la Suisse au golfe de Trieste, sans parler de la ligne côtière plus au Sud. Il est évident que de grandes forces autrichiennes doivent être consacrées à cette défense, et ceci est d'autant plus vrai que l'archiduc Eugène et le général Conrad von Hoetzendorf ont pris la direction des opérations. Quels que soient les succès que les Italiens pourront réaliser avant que l'hiver limite leurs opérations, il n'est pas douteux que la prise des défilés montagneux et leur front si ferme sur l'Isonzo leur permet d'envisager avec confiance une augmentation éventuelle de la pression autrichienne ou même une contre-offensive sur une grande échelle. L'Italie, au moment précis où la Russie court le plus grand danger, poursuit une offensive vigoureuse. En agissant ainsi elle

s'honore et elle sert de la manière la plus évidente les intérêts de la cause des Alliés.

L'Italie et ses échanges. — Le courant des échanges d'Italie en Allemagne et vice versa est maintenant interrompu, car la quantité de marchandises pouvant parvenir de l'une à l'autre par les pays neutres est négligeable. Qui donc en souffrira le plus? Il est hors de doute que l'Italie se procurera sans peine les produits achetés en Allemagne chez les concurrents de celle-ci, c'est-à-dire en les payant un peu plus cher aux Français, aux Anglais ou aux Américains. Notons en passant que l'Italie est positivement inondée d'offres de machines américaines à des prix relativement modérés. Si le fret n'était pas aussi élevé, les agriculteurs italiens auraient tous adopté les modèles américains. Il est certains produits qu'on trouvera plus difficilement au dehors, mais ils ne sont pas de première nécessité et l'Italie pourra s'en passer. A la vérité, les seuls qu'on ne puisse obtenir sont les couleurs, l'aniline en particulier. Cette circonstance est gênante, mais à la rigueur l'Italie s'en privera encore.

L'Allemagne est dans une situation toute différente, car depuis l'intervention italienne les importations de fruits, légumes verts, pommes de terre, œufs, lui ont été coupées. Bref, en ce qui concerne les produits alimentaires de première nécessité, l Autriche-Hongrie ne pourra en aucun cas trouver un fournisseur autre que l'Italie. D'autre part, les importations de chanvre, de soie grège seront interrompues, ce qui causera un préjudice grave à l'industrie textile. En outre, le soufre qui sert pour la fabrication des explosifs ne sera plus expédié d'Italie. Il s'ensuit que l'intervention italienne portera un coup sérieux à l'Allemagne.

Les économistes italiens discutant cette question sont arrivés aux conclusions suivantes, qui paraissent très naturelles :

L'intervention italienne crée à l'Allemagne une situation très difficile sous tous rapports et contribuera à l'épuisement de ses forces à un point tel que ce pays devra bientôt admettre sa défaite fatale.

Les Alpins italiens. — Le *Petit Marseillais* écrit :

Les Autrichiens, on le savait, avaient parsemé les routes et tous les endroits facilement abordables de mines : ce sont des boîtes rectangulaires en fer-blanc, remplies d'explosifs, et munies d'un détonateur que met en action une mince tige de bois dur.

On enfouit la mine, on la recouvre de terre, on bat le sol pour faire disparaître toute trace du travail qui, lorsqu'il est terminé, laisse affleurer à peine la pointe de la tige, presque invisible même pour une personne prévenue. Qu'une troupe vienne à passer sur un sol ainsi préparé. Une première tige, enfoncée par un marcheur, fait exploser sa mine qui ouvre un véritable petit cratère, couchant des victimes. La troupe se débande, s'égaille, d'autres mines sautent, les cratères se multiplient. C'est la déroute, fatalement.

Prévenus, les alpins italiens avaient réuni des troupeaux de brebis et de chèvres. La nuit du 24 mai, ils poussèrent devant eux ces animaux qui entrèrent en trottinant dans les champs des mines. Explosions. Mais, quand les Autrichiens, ignorants du stratagème, sortirent de leurs tranchées et de leurs embuscades voisines pour achever, croyaient-ils, la déroute des alpins, ceux-ci bondirent sur eux à la baïonnette, les pourchassèrent à travers le sol bouleversé, tuèrent tout ce qui refusa de se rendre, et ils conquirent d'un seul élan les premières positions ennemies.

Russie. — A propos de la conférence qui s'est réunie pour préparer la réalisation des libertés polonaises, le *Novoïé Vrémia* dit :

En ouvrant, sous la présidence de M. Goremikine, la série des conférences russo-polonaises, les représentants de deux nations sœurs abordent la question polonaise, conformément au programme dont les traits généraux ont été tracés par le manifeste du grand-duc Nicolas.

Virtuellement la question russo-polonaise, autrefois si brûlante et si embrouillée, se trouve déjà résolue dans le cœur du peuple russe et polonais : il ne reste qu'à trouver une formule exacte pour la direction prise, et la consacrer par des actes d'État. Dès les premiers coups de canon qui retentirent sur la frontière russo-allemande, dès la déclaration même de la guerre de race, l'âme slave s'est réveillée dans la poitrine du peuple polonais, et lui a impérieusement indiqué la place même qu'il doit occuper dans le camp des adversaires de son oppresseur séculaire.

Il a suffi aux Polonais de se sentir Slaves, et la question dite polonaise s'est trouvée résolue d'elle-même.

D'un seul coup, la ruée allemande a détruit tout ce qui divisait les Polonais et les Russes pendant des siècles. Guillaume a uni les désunis. La magnifique élévation des sentiments fraternels fera peu à peu disparaître le souvenir de l'ancienne animosité. Toute méfiance envers le frère slave s'évanouit, les mesures restrictives deviennent superflues, injustes, et également injurieuses pour l'une comme pour l'autre partie. L'honneur de la Russie et le triomphe de la vérité russe exigent non pas la restriction et l'oppression, mais au contraire, l'épanouissement le plus large et le plus libre de la personnalité nationale du peuple polonais.

Démenti russe. — Le 19 juillet, la direction générale de l'état-major communique la note suivante :

Nos ennemis ne ménagent aucun effort pour répandre sur notre compte des inventions désobligeantes, de caractère très divers, accordant une valeur particulière à la publication de ces inventions dans la presse des pays neutres.

C'est ainsi que les journaux suédois, d'après une communication de correspondants berlinois, ont relaté que « par suite des proportions énormes atteintes par leurs pertes en Bukovine et sur le Dniester, les Russes ont été contraints de demander aux Autrichiens, pour recueillir leurs morts et leurs blessés, un armistice qui leur fut accordé pendant quatre heures ».

Au cours de cet armistice, les Autrichiens auraient pu constater les pertes énormes soi-disant subies par les troupes russes, « pertes qui les forcèrent à reculer de plusieurs kilomètres ».

Le fait signalé par cette communication est complètement faux.

Sur le Dniester et en Bukovine, il n'a été, en aucun cas, engagé de pourparlers pour la conclusion d'un armistice, qui devait permettre de recueillir les morts et les blessés.

Nous n'avons jamais éprouvé le besoin d'armistices de ce genre.

La Russie en prières. — A l'occasion des services religieux célébrés dans toute la Russie sur l'initiative du Saint-Synode pour la victoire des armées russes, le grand-duc Nicolas a lancé, le 22 juillet, aux troupes l'ordre du jour suivant :

Sur la volonté du Tsar et du Saint-Synode, toute la Russie prie aujourd'hui pour la victoire des armes russes. Je crois profondément que vos prières, jointes à celles du Tsar et de son peuple seront exaucées par Dieu. Toute la Russie a uni ses forces pour approvisionner l'armée de tout ce qui est nécessaire pour une lutte victorieuse. Troupes et flotte héroïques qui me sont confiées, n'oubliez pas que le Tsar et toute la Russie vous aident de leurs prières et de leurs travaux. Pénétrons-nous de cette pensée. Par notre courage et nos exploits nouveaux nous leur manifesterons notre reconnaissance. Dieu et son appui puissant sont avec nous. Nous porterons avec nous la foi, gage de la victoire.

Serbie. — La presse italienne — particulièrement le *Giornale d'Italia* et le *Corriere della Sera* — a manifesté quelque inquiétude au sujet de l'intervention serbo-monténégrine en Albanie.

Il est intéressant d'ajouter quelques éclaircissements — en ce qui touche la Serbie — aux explications déjà fournies par la note monténégrine.

Les délégués serbes à la conférence de Londres, et spé-

cialement M. Vestnich, avaient montré, en 1913, que la frontière réclamée par l'Autriche pour l'Albanie n'était pas une frontière rationnelle. Elle constituait même un danger, dans l'ordre militaire, pour le territoire serbe, qui était mal défendu contre les incursions des tribus.

C'est pour parer aux attaques de ces mêmes tribus, que le cabinet de Nisch a dû envoyer récemment des contingents occuper des districts albanais limitrophes du royaume. Mais cette opération avait un caractère strictement provisoire, et, de l'aveu des personnalités serbes que nous avons consultées, elle ne viserait nullement à une annexion définitive.

Le gouvernement de Pierre Ier a voulu se prémunir contre tout renouvellement d'agression de la part des tribus albanaises. Mais il entend, pour la distribution future des territoires, s'en remettre à la décision du congrès européen qui clôturera la guerre. Telle est, au surplus, la déclaration qu'ont faite ses représentants dans les capitales des puissances alliées, déclaration qui remonte au milieu du mois dernier.

Les Alliés et les Yougo-Slaves. — Une délégation du Comité yougo-slave, conduite par son président, Dr A. Trumbitch, député de la Diète de Dalmatie et ancien syndic de Spljet (Spalato), a été reçue le 2 juillet au Foreign Office par lord Crewe, remplaçant sir E. Grey, empêché pour raison de santé.

Le Dr Trumbitch a remis à lord Crewe, au nom du comité qui représente les Yougo-Slaves de l'Autriche-Hongrie, un mémoire détaillé sur la situation et sur les aspirations des Yougo-Slaves et l'a salué en ces termes :

Permettez-moi, Monsieur le Ministre, de vous présenter les hommages du Comité Yougo-Slave dont je suis le président et dont mes amis ici présents sont des membres.

Ce Comité est composé de représentants de tous les pays yougo-slaves de l'Autriche-Hongrie pour soutenir auprès des nations amies les intérêts de leurs aspirations nationales.

Les Puissances de la Triple-Entente ont, par la bouche de leurs représentants les plus autorisés, proclamé comme une des tâches principales de cette guerre sanglante la libération des peuples opprimés et le triomphe du principe des nationalités.

Nous, Yougo-Slaves en Autriche-Hongrie, éparpillés entre onze administrations différentes, nous subissons la domination odieuse de nos ennemis.

Nous fiant aux promesses solennelles des Puissances de la

Triple-Entente, nous autres Yougo-Slaves qui, malgré les trois dénominations de Serbes, Croates et Slovènes, sous lesquelles nous apparaissons dans l'Histoire, ne formons qu'une seule et même nation yougo-slave, nous voulons à la fois notre délivrance du joug austro-hongrois et l'union avec nos frères libres de la Serbie et du Monténégro dans un État uni.

Les Yougo-Slaves avaient jadis la tâche de barrer la route à l'invasion ottomane. Ils l'ont remplie glorieusement avec des sacrifices indicibles. Une autre mission historique leur est échue dorénavant, c'est de servir de digue à la marée germanique vers l'Égée et la Méditerranée.

Nous pouvons être cette digue si nous sommes forts. Et nous ne pourrions l'être qu'unis dans un même État.

La Serbie a rendu par son héroïsme un service immense à la civilisation contre la barbarie savante. Mais il nous semble qu'elle a tout spécialement mérité de la Grande-Bretagne. Car si les Austro-Allemands étaient passés par-dessus son corps ensanglanté, l'Égypte et les Indes, c'est-à-dire votre Empire mondial aurait été menacé.

Cette démarche qui a été bien accueillie à Londres, était importante. La défense d'une annexion ou protectorat sur les pays occupés par les groupes slaves offrirait à la Serbie une compensation aux sacrifices de territoire qu'elle pourrait être amenée à faire dans l'intérêt commun.

Japon. — L'alliance japonaise est possible. Serait-elle utile? se demande le *Bulletin de l'Asie française.*

Pour ce qui est de la Russie, la question ne se pose pas, puisque l'intervention des Japonais à côté des troupes russes ne pourrait qu'être profitable à l'empire du Tsar en hâtant et en facilitant la victoire.

Pour ce qui est du Japon, la situation est moins claire. Il s'agirait pour lui d'augmenter son prestige, de développer son action dans les grandes affaires du monde. Il pourrait être tenté de le faire à la condition, sans aucun doute, d'obtenir une large compensation financière de ses dépenses. En s'associant d'une manière plus étroite aux quatre grandes puissances européennes qui sont engagées dans la guerre actuelle, il trouverait sans doute des garanties définitives pour la situation qu'il s'est acquise en Chine.

Ajoutons que la manière dont il a réglé ses affaires avec la République chinoise, pendant cette guerre, lui rend possible, non seulement un accord plus étroit avec la Russie, mais encore avec les Alliés de cette puissance. Nous savons d'ailleurs comment la politique japonaise a su être suffisamment modérée : ayant commencé par des demandes d'ordre très général qui, si elles avaient été poussées jusqu'au bout, auraient assuré-

ment laissé une certaine amertume et des désirs de réparations dans l'esprit des Anglais, elle s'est bornée, en fin de compte, à étendre son emprise sur des régions délimitées : la Mongolie intérieure, la Mandchourie méridionale, le Chan-toung et le Foukien. On conçoit parfaitement que, sur de telles bases, la Russie puisse s'allier d'une manière plus étroite avec le Japon sans risquer d'être compromise par une politique japonaise qui l'exposerait à des heurts avec ses alliés européens d'aujourd'hui.

Le Japon peut donc trouver avantage à confirmer son alliance avec la Russie, à la fondre, pour ainsi dire, dans une alliance avec l'Angleterre, c'est-à-dire, en définitive, à entrer dans une Quadruple Alliance comprenant la Russie, l'Angleterre, la France et le Japon. C'est la combinaison qui, d'ailleurs, semblait déjà s'esquisser, bien que d'une manière encore très vague, dans les accords extrême-orientaux séparés, mais presque simultanés et en harmonie les uns avec les autres, conclus entre ces quatre puissances en 1907.

Pour ce qui est de l'Angleterre et de la France, il est évident qu'aucun de leurs intérêts extrême-orientaux ne serait lésé par une pareille combinaison, tandis qu'elles trouveraient un bénéfice appréciable dans tout ce qui faciliterait maintenant à la Russie une campagne victorieuse. Dès à présent, et sans qu'il se soit associé à la déclaration à trois signée à Londres, le 5 septembre 1914, le Japon est tenu par les termes généraux de son alliance avec l'Angleterre de ne pas conclure une paix séparée avec l'Allemagne. Dès à présent aussi il est intervenu dans la lutte, non seulement à Tsing-Tao, mais même en Europe, en faisant fournir à la Russie, non pas par ses industries privées, mais par ses arsenaux impériaux eux-mêmes, une quantité de munitions qui ne cessent de venir sur les champs de bataille de Pologne par le chemin de fer transsibérien.

On constate donc, sans qu'il soit encore possible d'avoir aucune certitude en ce qui concerne la conclusion de cette alliance, qu'aucune des puissances qu'elle affecterait n'est détournée par des intérêts importants de la conclure, et l'on voit des raisons pour toutes, y compris le Japon, de vouloir signer le pacte d'une entente internationale fondée sur la reconnaissance de la situation que les Japonais ont acquise en Extrême-Orient, sur celle que les autres puissances doivent y conserver et aboutissant à cette consécration solennelle de leur union : l'intervention d'un corps expéditionnaire japonais sur les champs de bataille de l'Europe.

Complot allemand au Japon. — D'après le *Choun-t-ien-che-pao*, les autorités japonaises ont découvert, dans le courant de juillet, un complot tramé par certains Allemands du nord de la Chine, d'accord avec les Houng-Hou-Tze, pour faire sauter les ouvrages d'art de la ligne du Sud-Mandchourien.

Le journal annonce que des mesures radicales ont été prises et coûteront très cher aux conjurés.

Impressions d'un Japonais qui revient de notre front. — De la *Renaissance* :

A Port-Arthur, les batteries japonaises, à force de tirer tout le temps, finissaient par n'avoir plus de munitions, ou plutôt n'avaient que peu de munitions. Un de mes amis, officier, me disait qu'il y avait des moments où il était forcé de ne pas tirer plus de trois coups à l'heure. Pourtant il fallait enlever la place avant l'arrivée de la flotte de Rodjetsvensky. Les hommes remplaçaient les obus. La mitraille humaine, à défaut de l'autre, allait enfoncer l'ennemi. Ainsi nous avons pu enlever la place imprenable.

Il est évident qu'on ne peut pas demander pareille façon d'attaque aux Français. Un officier me conte comment les soldats du 20e corps sont les plus beaux soldats de toute la France; sans eux Nancy eût été pris. Il était très beau de les voir pénétrer en Alsace au début de la guerre. Un blessé, mais très grièvement blessé au milieu de la bataille, disait à son compagnon d'armes qui voulait le soigner : « Va-t'en, ça fait un homme de moins à tirer. »

Je suis né dans un village où tous les villageois sont incorporés au 6e d'infanterie. Au Japon, ce régiment existe depuis le premier jour que le Japon a organisé une armée moderne; il a fait de nombreuses campagnes, entre autres les sanglantes batailles de Seï-Nan, la guerre sino-japonaise et la guerre de Mandchourie. Le drapeau n'a jamais été déshonoré et les hommes étaient fiers de voir dans leur caserne un drapeau qui a eu tant d'honneur : il ne restait que juste un peu de frange à la hampe. A la bataille de Moukden, il combattit jusqu'au dernier homme, mais il ne fut jamais pris. Dans ces régiments d'élite, ceux qui succèdent sont aussi courageux que les prédécesseurs et conservent honorablement la réputation de leurs régiments; cela doit être pareil en France. Quelques régiments qui étaient faibles au début de la guerre se battent bien actuellement. Oui, cela peut être vrai, puisque je constate chaque fois que je voyage au front, de l'amélioration chez les armées françaises, surtout la discipline de l'armée a fait un progrès incroyable.

CHAPITRE IV

CHEZ LES ENNEMIS

Mai 1915.

Allemagne. — Le 18 mai, le chancelier a signalé l'aggravation des relations austro-italiennes et a indiqué les offres suivantes de concessions à l'Italie :

1° Cession d'une partie du Tyrol habitée par les Italiens;

2° Cession de la rive occidentale du fleuve Isonzo, en tant que la population soit uniquement italienne, et la ville de Gradisca;

3° Trieste, déclarée ville libre impériale, recevrait une université italienne, et l'administration municipale aurait le caractère italien de cette ville;

4° Reconnaissance de la souveraineté italienne sur Valona et sur la sphère d'intérêts dépendant de Valona;

5° Désintéressement politique de l'Autriche-Hongrie concernant l'Albanie;

6° Prise en considération spéciale des intérêts nationaux des Italiens résidant en Autriche-Hongrie;

7° Amnistie pour les crimes militaires et politiques commis par les ressortissants des territoires cédés;

8° Promesse de prendre en considération d'une façon bienveillante les autres vœux italiens sur les questions relatives à l'ensemble de l'accord;

9° Après la conclusion de l'accord, l'Autriche-Hongrie ferait une déclaration solennelle sur les cessions de territoires;

10° Des commissions mixtes seraient désignées pour régler les détails de l'accord;

11° Après la conclusion de l'accord, les soldats austro-hongrois originaires des territoires cédés ne prendraient plus part à la guerre.

Le chancelier a ajouté que le peuple et le Parlement italiens choisiront entre la paix ou la guerre, mais l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, qui ont fait tout le possible pour maintenir l'alliance, sauront faire face au nouveau danger.

Les cabinets de Berlin et de Vienne ont offert d'ailleurs toutes les garanties pour les concessions offertes.

Au sujet d'un discours du Chancelier. — La *Gazette de Francfort* le commente dans les termes suivants :

Quel autre homme d'État, en ce temps de grandes et terribles épreuves, eût pu parler comme M. de Bethmann-Hollweg, sans phrases, sans haine, sans vantardise, avec une croyance presque naïve en la puissance de la vérité et de notre sainte cause? Ce fut tout à fait allemand. Le sens de la justice et de la sainteté de la formule s'est perdu avec bien d'autres choses en ce temps de massacres, c'est seulement de loin que la voix de la justice nous vient de quelque pays neutre, d'origine germanique. Le chancelier a déclaré qu'il n'abandonnait pas tout espoir de maintenir la paix avec l'Italie. On a réellement peine à croire que les gouvernants italiens veulent la guerre malgré tout. S'il en est ainsi, qu'ils prennent sur eux, devant leur pays, la pleine responsabilité du sort terrible qu'ils lui imposent. L'Allemagne fera son devoir d'alliée, lorsque la guerre sera déclarée, tout comme elle l'a fait pour tâcher de sauvegarder la paix. Elle attend tranquillement et avec calme ce que décidera l'Italie.

Une note officielle allemande. — L'agence Wolff publie, le 23 mai, la note officielle suivante :

Le Gouvernement italien a fait savoir aujourd'hui par son ambassadeur, le duc d'Avarna, au Gouvernement austro-hongrois, que l'Italie se trouvait en état de guerre avec l'Autriche-Hongrie à partir de minuit.

Le Gouvernement italien, par cette attaque hors de propos contre la monarchie danubienne, a rompu également sans droit et sans raison l'alliance avec l'Allemagne.

Le pacte de fidélité entre l'Autriche-Hongrie et l'empire allemand, encore affermi par la fraternité des armes, est resté intact malgré l'apostasie du troisième allié et son passage dans le camp ennemi.

L'ambassadeur d'Allemagne, prince de Bülow, a par conséquent reçu pour instruction de quitter Rome en même temps que le baron Macchio, ambassadeur d'Autriche-Hongrie.

Le Discours du 27 mai. — L'Italie se décide. Le 27 mai, au Reichstag, M. de Bethmann-Hollweg, dit :

Quand, il y a huit jours, je vous adressais la parole, il subsistait encore un rayon d'espoir de voir l'Italie ne pas participer à la guerre. Cet espoir a été déçu.

Le sentiment allemand luttait contre la croyance qu'un pareil changement fût possible. Mais aujourd'hui, c'est l'Italie elle-même qui inscrit en caractères éternels et sanglants au livre de l'Histoire du monde la violation par elle de la foi jurée.

Machiavel, je crois, dit un jour que toute guerre nécessaire est aussi une guerre juste. Envisagée de ce point de vue sage d'un politique pratique dégagé de toute considération morale, cette guerre était-elle nécessaire? N'est-elle pas, en outre, une pure folie?

Qui menaçait l'Italie? Personne, à coup sûr, ni l'Allemagne, ni l'Autriche. La Triple-Entente se borna, elle, à offrir des perspectives séduisantes. L'Histoire le dira plus tard.

Sans verser une goutte de sang, sans mettre en péril la vie d'un seul Italien, l'Italie pouvait obtenir les concessions dont je vous lisais récemment la longue liste.

Au Tyrol et sur l'Isonzo, tout le territoire où résonne la langue italienne ; à Trieste, satisfaction des désirs nationaux, en Albanie, les coudées franches ; à Valona, un port précieux. Pourquoi n'a-t-elle pas accepté?

Désire-t-elle peut-être conquérir le Tyrol allemand? Eh bien! à bas les mains!

L'Italie voulait-elle provoquer l'Allemagne, l'Allemagne à laquelle elle doit tant, qui l'a aidée à devenir une grande puissance, et dont elle n'est séparée par aucun conflit d'intérêt?

Nous avons quitté Rome avec la certitude que les coups portés par les Italiens aux troupes austro-hongroises atteindraient aussi les troupes allemandes.

M. de Bethmann-Hollweg continue :

Pourquoi Rome refusa-t-elle d'un cœur si léger les propositions de Vienne?

Le manifeste de guerre italien qui, sous de vaines phrases, dissimule une conscience mal à l'aise, ne nous fournit aucune explication; peut-être était-on trop timide pour dire ouvertement ce que la presse et les commérages de couloirs de la Chambre répétaient comme prétexte, à savoir que l'offre de l'Autriche arrivait trop tard et qu'il ne fallait pas s'y fier.

Voilà les faits. Il n'appartient pas aux hommes d'État italiens de juger à quel degré les autres nations méritent la confiance, en prenant pour mesure le degré de loyauté avec lequel eux-mêmes observent les traités.

Cette virulence de langage trouve un écho multiplié dans la presse berlinoise.

Le *Tag* écrit :

Quand nous avons vu que Sonnino repoussait les offres de l'Autriche, nous en avons éprouvé un véritable soulagement. *Quos vult perdere Jupiter dementat.*

Quand nous avons vu le peuple italien se mettre à la remorque d'un histrion, nous avons eu un hoquet de dégoût. La patrie de

Luther, Gœthe, Kant et Wagner ne veut plus rien avoir de commun avec le pays des Leoncavallo et des d'Annunzio.

A Londres et à Paris on est en fête. L'or anglais a gagné à Rome la bataille perdue à Lisbonne, à Athènes et à Tokio. Qu'importe! Plus nous aurons d'ennemis, surtout de cette espèce, plus nous en serons fiers, même si nous devions succomber glorieusement sous leur nombre, mais ce n'est point le cas.

L'Italie ne fera pas pencher vers nos ennemis la balance irréductiblement fixée du destin, ce n'est pas l'heure d'un facile triomphe qui s'ouvre pour elle : c'est l'heure de la revanche de Tripoli, l'heure de nos justes représailles pour ses provocations et ses injures, l'heure du grand châtiment!

Trêve à notre sentimentalisme naturel, pas de pitié pour les traîtres! Que le *furor teutonicus* retombe de tout son poids sur leurs épaules, et que le fouet allemand pénètre jusqu'aux moelles des maîtres chanteurs italiens!

De pareilles excitations devaient chez les lecteurs de ces journaux se soulager d'autant plus volontiers que l'impunité avait été acquise aux insulteurs de M. Cambon, notre ambassadeur. Déjà, le 21 mai, un individu courant derrière l'automobile de l'ambassadeur d'Italie, avait fait sauter le chapeau de ce dernier d'un coup de canne. Dans les derniers jours du mois de mai, la vie des Italiens résidant en Allemagne a couru plus d'un danger.

Déclaration des réserves de métaux. — Un premier décret obligeait les imprimeurs à déclarer auprès du Ministère de la Guerre les réserves de métaux qu'ils pouvaient avoir en magasin et leur interdisait de toucher à leur stock après cette déclaration.

Un nouveau décret en date du 1er mai exige non seulement la déclaration des réserves, mais encore celle de toutes les provisions métalliques, en particulier les caractères d'imprimerie, les galvanos de cuivre, les clichés et les cylindres en cuivre, les gravures de musique.

Télégramme de Guillaume II au général von Falkenhayn. — L'empereur Guillaume II a adressé au chef du grand état-major de l'armée allemande, le général d'infanterie von Falkenhayn, le télégramme suivant :

D'un coup d'œil prompt et clair, avec une juste appréciation de la situation, vous avez reconnu le point vulnérable du front russe et vous m'avez fait des propositions qui devaient aboutir à un grand succès. La magnifique victoire qui vient d'être remportée

me fournit de nouveau l'occasion de vous exprimer mes remerciements et ceux de la patrie tout entière pour le travail dévoué que vous accomplissez silencieusement à mon service et au service du pays.

Parmi ceux qui ont permis à l'armée allemande de faire front à un monde d'ennemis et de remporter sur eux de grands succès, vous vous trouvez au premier rang comme chef de l'état-major général de l'armée de campagne.

En signe de reconnaissance, je vous confère mon ordre de l'Aigle-Noir.

Leurs sentiments. — Carte postale écrite le 29 avril dernier par une Dorothée à son fiancé, officier des armées du Kaiser. L'officier a été tué dans un récent combat, et c'est un de nos colonels, beau-frère d'un membre de l'Institut, qui a trouvé sur lui cette carte. La blonde et sentimentale vierge de Germanie s'y épanche de la sorte :

Nous avons ici plus de dix mille prisonniers, Anglais, Russes, Français, Irlandais.... Les Français et les Anglais sont les plus arrogants. *N'en envoyez plus en Allemagne. Assommez-les tous, car ils ne valent pas qu'on les nourrisse.*

Reçois mille baisers de ta petite fiancée. Au joyeux revoir, mon cher cœur.

Le pain « bouleau ». — Le 1er mai, la *Gazette de la Croix* publie un article du professeur Haberlandt, de Berlin, sur la nutrition de l'homme et de l'animal.

Examinant la valeur nutritive du bois, M. Haberlandt arrive à des constatations réjouissantes. Sa communication incite à utiliser les ressources nutritives accumulées dans les forêts. Sur ses données, on a préparé un pain d'une consistance molle, contenant 50 pour 100 de sciure de bois. Ce pain fut déclaré délicieux par de nombreuses personnes.

M. Haberlandt déclare que les cellules des arbres accumulent en hiver une quantité considérable d'éléments substantiels, savoir : fécule, sucre, huile, graisse et une petite dose d'albumine. Pour la nutrition de l'homme et de l'animal, il faut prendre seulement l'aubier et le bois tendre des branches et des rameaux. Le cœur du bois est inutilisable.

Se basant sur des études anciennes, le professeur dit que le cinquième et même le quart du volume total du bois est formé de tissus et de cellules contenant des fécules. Pour assurer une bonne digestion du bois, il faut le réduire en une poudre très fine.

L'érable, le peuplier, l'ormeau, le tilleul, le bouleau sont excellents pour la nourriture de l'homme et des animaux domestiques. Il faudra faire des analyses chimiques et des essais sur la digestion, afin de définir la valeur nutritive de chaque essence. De toutes façons, il faudra y ajouter de la farine de blé ou de la farine de pommes de terre en quantités plus ou moins grandes et que la technologie chimique déterminera.

En 1816 et 1817, qui furent des années de disette, le chancelier de l'université de Tubingue, M. von Antewricke, fit des essais similaires qui lui permirent de fabriquer du pain de bouleau.

Difficultés économiques en Allemagne et en Autriche. — M. Kuczinsky, directeur de l'Office statistique de Berlin, publie un article, que reproduit le *Vorwærts*, pour établir que la réserve de 2 millions de tonnes de pommes de terre, que le Gouvernement se propose de constituer pour arriver à la prochaine récolte, ne serait suffisante que pour 30 millions et non pour 65 millions d'habitants.

D'autre part, le maréchal Hindenburg ordonne, le 5 mai, la confiscation dans la partie de la Pologne russe occupée par les Allemands du blé et de l'orge. Il permet aux habitants de garder seulement 24 kilos par tête comme provision jusqu'à la récolte prochaine. La population ne peut pas avoir de viande, ni de lait, parce que le maréchal Hindenburg a fait précédemment confisquer le bétail pour l'envoyer dans la Prusse orientale où on va envoyer également le blé et l'orge.

La réglementation des subsistances. — Du *Berliner Tageblatt* :

Depuis quelque temps nous nous sommes occupés à plusieurs reprises des fâcheuses expériences du commerce et de l'agriculture avec l'association des agriculteurs allemands. Au lieu d'approvisionner l'agriculture, cette association n'a produit qu'un arrêt du trafic des céréales. Une maison de Hambourg nous écrit à ce sujet que « le but principal, qui était d'assurer opportunément les fournitures aux consommateurs pour leur permettre de faire durer les autres produits qu'ils avaient en réserve, n'a pas été atteint. Les fabriques et marchands de sucre se considèrent comme particulièrement lésés. Les règlements permettent à l'association de revendre les stocks restants de brut à des prix très bas au détriment des détenteurs primitifs qui ont couru tous les risques ». Chacun comprendra que le fait de priver quelqu'un d'un profit qui lui revient en faveur de l'association des agriculteurs alle-

mands soit susceptible de faire naître un grand mécontentement et même de l'irritation parmi les intéressés.

On aurait tort de croire que les habitants accueillent la réglementation avec soumission. Il suffit de lire les journaux pour voir que les amendes de 100 à 150 marks pleuvent sur de pauvres femmes coupables d'avoir simplement mis un peu de farine en réserve pour éviter le K K de pain et se préparer du pain blanc. Et au moment où on souffre déjà de cette première expérience, les autorités compétentes pressent le Gouvernement de s'occuper de réglementer la prochaine récolte en tablant sur un renchérissement des prix.

La question du prix des vivres. — Selon le *Vorwærts*, du 30 mai, les assemblées provinciales et le groupe socialiste de la deuxième Chambre de la Diète prussienne ont représenté au Gouvernement que son devoir était de prendre d'urgence des mesures pour l'abaissement des prix des vivres, puisqu'il interdisait les réunions publiques où ces questions devaient être discutées.

Dans le courant de mai, le parti socialiste avait annoncé des réunions publiques où l'on devait discuter la question suivante : « Guerre et prix usuraires ». La police de Dresde interdit ces réunions parce que les organisateurs et les orateurs avaient refusé de faire connaître leurs ordres du jour et les grandes lignes de discours. Plus de trente meetings furent ainsi suspendus. En outre, on dressa procès-verbal à des distributeurs de prospectus annonçant des réunions. Des décisions analogues furent prises à Lausitz et dans d'autres villes de Saxe.

Le Conseil fédéral de l'empire a décidé de livrer 15 pour 100 des approvisionnements de sucre à la consommation intérieure. Le prix du sucre de consommation a été fixé jusqu'à la fin août à 20 marks 65 et 21 marks 45 les 100 kilos.

L'industrie allemande. — Il est avéré que l'état de l'industrie est le point faible de l'Allemagne. Même le charbon et le fer ont subi une réduction énorme dans leur production. L'extraction du fer, qui, avant la guerre, était de 1 600 000 tonnes par mois, descendit à 590 000 tonnes, pour remonter peu à peu à moins d'un million, tandis que celle du charbon, qui était de 270 000 tonnes avant la guerre, tomba à 97 000, pour remonter à 186 000. Malgré la transformation des industries — les fabriques de pianos ont été

converties en fabriques de cartouches, les filatures de soie en usines pour la fabrication des shrapnells — l'activité industrielle de l'Allemagne va graduellement en diminuant.

Les économies de bouts de chandelles. — La municipalité de Berlin a affiché dans ses bureaux les avis suivants :

Le papier à écrire doit être employé avec beaucoup d'économie. Il a été prescrit de n'employer qu'une demi-feuille pour les messages dont le contenu ne dépasse pas un côté de la page. Cette prescription est très souvent transgressée.

Les cas où une demi-feuille ou un quart de feuille peuvent être employés au lieu d'une feuille ou d'une demi-feuille se multiplieront, par exemple, pour une invitation à une séance. Naturellement, pour les notes, pour les calculs, il ne faut employer que des bouts de papier.

Les crayons et les crayons encre doivent être livrés par les chefs de bureau, mais à la condition qu'on leur rende des bouts de crayon qui ont été usés. D'ailleurs l'administration délivre des porte-mines qui rendent possible une utilisation plus complète des crayons. Les crayons doivent être usés jusqu'au dernier bout.

Les enveloppes ouvertes prudemment peuvent servir une seconde fois. Dans certains cas, en retournant le papier, on peut utiliser encore l'enveloppe. Cependant, il ne faut agir ainsi que dans les rapports entre les services de la ville, et dans les rapports des administrations entre elles.

Il ne faut employer les cachets à la cire que pour des envois faits à des adresses autres que celles de l'administration.

Il faut éviter que l'encre s'encrasse ou s'évapore. Il faut donc fermer ou couvrir les encriers quand on n'en a plus besoin.

Il faut économiser les plumes en acier. Une plume en acier doit pouvoir durer trois jours.

Le journal socialiste fait remarquer avec raison que les frais d'affichage d'un tel avis dépasseront certainement les menues économies qui pourront résulter des mesures qu'il préconise. Il y a longtemps que la sagesse des nations a honni les « économies de bouts de chandelles ». Quand on en est là, c'est mauvais signe.

La foire de Leipzig. — Un commerçant américain, M. Edward Calderhead, de la maison Gimbel Brothers, qui s'était rendu à la foire de Leipzig, vient de faire part de ses impressions, en rentrant en Amérique.

Après avoir constaté qu'il avait pu circuler assez facilement en Allemagne, il ajoute cependant que lorsque le temps presse et qu'il faut faire viser un passeport, un billet de cinq marks n'est pas inutile.

Les acheteurs qui se rendent à Leipzig, si nombreux en temps habituel, sont très clairsemés cette année. De toutes les marchandises, les objets fabriqués en bois sont les seuls qui n'aient pas augmenté de prix.

Tous les ans, M. Edward Calderhead a l'habitude de faire une commande de poupées qui se chiffre à 56 000 marks. Cette année, des sept concurrents qui avaient coutume de se disputer sa clientèle, il n'en restait plus qu'un seul, avec lequel il lui fut facile de traiter. Sur les six autres, quatre manquaient des matières premières (caoutchouc et moire), et les deux autres n'avaient plus d'ouvriers. Cependant, le prix des poupées n'a pas sensiblement augmenté.

M. Calderhead rendit également visite à un grand fabricant d'objets en caoutchouc, mais dont toutes les provisions sont prises par le Gouvernement. Aussi, en est-il réduit à fabriquer les ballons d'enfants en gélatine, affirmant que ces ballons rebondissent aussi bien, et sont moins chers.

Il n'en est pas de même des objets fabriqués en celluloïd, dont les prix sont majorés de 40 pour 100. Quant aux métaux : cuivre, laiton et aluminium, il est inutile d'en chercher ; on n'en trouve à aucun prix. Partout où c'est possible on les remplace par du fer-blanc noirci.

Les tissus de laine sont entièrement réservés à l'armée, et lorsque M. Calderhead voulut se procurer des jouets dans lesquels il entre de la peau, il n'en trouva qu'un petit nombre, dont les prix sont majorés de 50 pour 100. Dans la plupart de ces jouets, la peau était remplacée par du feutre ou de la peluche.

Les petites boules de verre qui servent à décorer les arbres de Noël sont introuvables, non que les prix aient augmenté, mais parce que la plupart des usines ont dû fermer, faute d'ouvriers.

Un industriel allemand avait exécuté, avant la guerre, une commande de neuf mille boîtes de jouets pour la France et l'Angleterre. Bien que cette commande lui restât pour compte, il ne voulait pas s'en défaire parce que les avances consenties par les Banques, sur l'ordre du Gouvernement, lui permettaient d'attendre la paix.

La situation financière de la France et la Bourse de Paris. — De l'*Economiste Européen*, sous la signature de M. Edmond Théry :

La presse officieuse allemande prétend que la situation des finances de l'empire germanique est excellente : 1° parce que le deuxième emprunt de guerre a été souscrit jusqu'à concurrence de 9 milliards de marks ; 2° que le stock d'or de la *Reichsbank* a augmenté de près d'un milliard depuis le début des hostilités ; 3° enfin, que les cours des fonds publics allemands se tiennent mieux que ceux de l'Angleterre, de la France ou de la Russie.

Sur le premier point, nos lecteurs savent que le deuxième

emprunt de guerre allemand a été purement et simplement un *emprunt forcé* et que le chiffre de 9 milliards n'a aucune signification, puisque c'est le Dr Helfferich et ses collaborateurs qui en ont fixé d'avance le montant, en imposant aux divers établissements qui ont participé à l'emprunt, la somme que chacun d'eux devait verser au Trésor impérial.

En ce qui concerne l'augmentation du stock d'or de la *Reichsbank*, nous avons eu plusieurs fois l'occasion d'indiquer les procédés frisant l'escroquerie qui ont été mis en œuvre pour dépouiller le public allemand des quelques marks d'or qu'il possédait encore. Pour être logiques, les journaux d'outre-Rhin devraient aussi se féliciter de l'augmentation du nombre des pendules que l'invasion de la Belgique, de la Pologne et de la France a procurées à l'Allemagne.

Quant à la bonne tenue des cours des valeurs allemandes, elle a été bien facile à obtenir, puisque toutes les Bourses de l'empire sont fermées depuis le commencement de la guerre et qu'il est rigoureusement interdit à la presse de publier des cours quelconques sur les effets publics et les changes étrangers.

Grâce à ces petites précautions, la rente allemande n'a pas baissé en Allemagne... mais la valeur du crédit allemand s'est absolument effondrée sur les marchés neutres!

Autriche-Hongrie. — Les concessions à l'Italie expliquées à la Chambre hongroise. — Le 18 mai, à la Chambre des députés, le comte Andrassy, membre de l'opposition, a demandé au président du conseil si la nouvelle des journaux de Berlin disant que l'Autriche-Hongrie avait offert à l'Italie de lui céder des territoires comme prix de sa neutralité définitive répondait à la réalité. Le comte Tisza a répondu que si ces nouvelles des journaux ne sont pas officielles, elles répondent cependant à la réalité, en ce sens que de telles cessions territoriales ont été offertes à l'Italie. Les dirigeants responsables de la politique de la monarchie se sont décidés à cette démarche parce qu'ils étaient convaincus qu'une amitié durable entre les deux pays correspondait aux intérêts de la monarchie et de l'Italie. Ces intérêts durables, considérables, vitaux, ont poussé l'Autriche-Hongrie, même au prix des plus lourds sacrifices, à écarter tout ce qui pourrait provoquer des frottements entre les deux nations à la suite d'événements de la guerre actuelle. Ces sacrifices n'étaient pas consentis dans un but tactique ou pour écarter des difficultés passagères.

La Chambre a pris acte à l'unanimité des déclarations du président du conseil et les a approuvées.

Message de François-Joseph à ses peuples. — L'empereur François-Joseph adresse au comte Sturghk, président du Conseil des Ministres d'Autriche, le message suivant, qu'il le prie de porter à la connaissance de ses peuples :

Vienne, 23 mai.

A mes peuples,

Le roi d'Italie a déclaré la guerre. Une trahison, telle que l'histoire n'en connaît pas, a été commise par le royaume d'Italie envers ses deux alliés. Après une alliance de plus de trente années, pendant lesquelles elle a pu accroître ses territoires et prendre un essor magnifique, l'Italie nous a quittés à l'heure du danger et s'est rendue, drapeau déployé, dans le camp de nos ennemis.

Nous ne menacions pas l'Italie. Nous ne voulions pas porter atteinte à son prestige ni toucher à son honneur et à ses intérêts. Nous avons toujours rempli fidèlement nos devoirs d'allié et lui avons accordé notre protection lorsqu'elle entrait en campagne. Nous avons fait plus : lorsque l'Italie jeta des regards de convoitise par-dessus nos frontières, nous, pour maintenir le pacte d'alliance ainsi que la paix, nous étions prêts aux plus grands et aux plus douloureux sacrifices, à des sacrifices auxquels notre cœur paternel était particulièrement sensible. Mais les convoitises de l'Italie, qui a cru devoir profiter du moment, ne pouvaient plus se satisfaire.

Que le destin s'accomplisse !

Mes armées ainsi que celles de mon éminent allié ont, au cours d'une gigantesque lutte de dix mois, tenu tête au puissant ennemi du Nord. Le nouvel ennemi vers le Sud n'est pas pour elles un nouvel adversaire.

Les grands souvenirs de Novare, Mortara, Custozza, Lissa, qui sont l'orgueil de ma jeunesse, l'esprit de Radetzki, de l'archiduc Albrecht, de Tegetthof, qui se perpétue en mes armées et ma marine, me garantissent que nous saurons défendre aussi vers le Sud la frontière de la monarchie.

Je salue mes troupes valeureuses et victorieuses et j'ai confiance en leurs chefs. J'ai confiance en mes peuples, dont l'exemplaire esprit de sacrifice est digne de mes remerciements sincères et paternels.

Je prie le Tout-Puissant de bénir nos drapeaux et de protéger notre juste cause. FRANÇOIS-JOSEPH.

Ordre du jour de l'archiduc Frédéric. — Le 29 mai, en communiquant aux troupes la proclamation de François-Joseph, l'archiduc Frédéric, généralissime autrichien, la fait suivre de l'ordre du jour suivant :

Soldats, en cette heure grave, vous arrive la parole de notre auguste souverain. Elle vous montre toute l'ignominieuse canail-

lerie de notre nouvel ennemi, qui paye d'une trahison honteuse des décades de fidélité. Elle assigne également à nos soldats un devoir pour l'accomplissement duquel Sa Majesté et la patrie ont pleine confiance en vous.

L'ennemi que nous avons devant nous n'a rien d'honorable. C'est un traître qui nous tombe tout à coup sur le dos, après dix mois de lutte acharnée avec la moitié de l'univers, au moment même où les armées et les flottes victorieuses de l'Autriche et de l'Allemagne demeurent jusqu'à présent invincibles et toujours plus fermes en face de la lutte formidable. A nous. soldats, incombe le devoir de châtier cette trahison sans exemple de notre ennemi, avec le fer et le sang, sur ce chemin que déjà nous lui avons montré à Novare, à Custozza, à Lissa.

Notre très aimé et auguste souverain, qui tenta tout pour éviter à nous et à nos alliés cette nouvelle épreuve, doit retrouver en nous l'âme de Radetzki, de l'archiduc Albert, de Tegetthoff. Nous voulons être leurs dignes descendants. Beaucoup d'ennemis, beaucoup d'honneur : voilà quel doit être notre cri de guerre.

C'est ainsi que nous saluons notre très aimé empereur et roi, nos fidèles frères d'armes; c'est ainsi que nous, combattants du Nord, nous saluons nos camarades du Sud, qui s'apprêtent à punir la honteuse agression qui se produit sur notre dos. Et nous attendons avec confiance le moment où pour l'ennemi du Sud également viendra l'heure du châtiment.

Soldats! sans effroi et avec un courage joyeux, en avant, en avant contre notre nouvel adversaire! Avec l'aide de Dieu, avec nos frères d'armes, avec nos alliés, celui-là aussi nous saurons le mettre en déroute.

Turquie. — Le 4 mai, l'ambassade des États-Unis à Paris a fait connaître au Gouvernement français qu'Enver pacha a déclaré à l'ambassadeur des États-Unis à Constantinople que si les troupes alliées ne cessaient pas de bombarder Gallipoli et les autres localités de la péninsule, les Français et les Anglais présentement à Constantinople seraient transportés aux endroits attaqués et exposés au danger.

Cette menace appelait une réponse. M. Delcassé proposa donc au Gouvernement britannique de faire savoir à Constantinople, par l'entremise de l'ambassadeur des Etats-Unis, que si la menace était exécutée les Gouvernements alliés tiendraient comme personnellement responsables de tout dommage, sévice ou blessure, subi par chaque Français ou Anglais, le Ministre de la Guerre, le grand vizir et les membres du Gouvernement ottoman ainsi que les hautes autorités militaires commandant les troupes du sultan.

Cette proposition ayant été accueillie par sir Ed. Grey, le Gouvernement français a fait le 11 mai, à l'ambassade des États-Unis à Paris, la même communication qu'a faite le Gouvernement britannique à Londres.

Entre temps, le Gouvernement des États-Unis a fait savoir que, donnant suite à sa menace, Enver pacha avait embarqué vingt-six Anglais et vingt-quatre Français sur un bateau à destination de Gallipoli. L'ambassadeur des Etats-Unis a obtenu que deux journalistes américains fussent autorisés à les accompagner.

Juin 1915.

Allemagne. — Du *Berliner Tageblatt :*

L'Italie n'a pas seulement mobilisé contre l'Autriche-Hongrie. Elle sait et doit savoir qu'elle a en même temps par cette mobilisation provoqué de la plus violente façon l'Empire allemand.

De la *Gazette de Francfort*, du 2 juin :

A la guerre succédera la paix, écrit-elle. Nous pourrons de nouveau, sans danger de mort, visiter l'Italie; mais pour nos sentiments ce sera une autre Italie. Nous n'aurons à l'avenir plus rien à voir sur la piazza de Florence, ou devant Saint-Marc de Venise....

« *Allemagne caput* ». — Les *Leipziger Neueste Nachrichten* publient des lettres du front, qui relatent comment les troupes allemandes apprirent l'intervention de l'Italie :

Nous entendîmes venir des tranchées françaises ce cri : « Vive l'Italie! Allemagne caput! Grand malheur! »

« Ah, ah! — dit alors un de nos camarades, qui se tient au courant, en lisant les journaux — alors cela veut dire que l'Italie a déclaré la guerre. » Personne ne voulait y croire.... Plus tard, une ordonnance arrive et nous confirme la nouvelle, en nous communiquant aussi cet ordre du général : « A 11 h. 30, les soldats des tranchées devront crier un triple hurrah pour notre alliée l'Autriche-Hongrie. » On ne pense plus à dormir. On forme des groupes, on discute, et à 11 h. 30, dans la nuit, éclate le grand hurrah, suivi du *Deutschland über alles.*

Les impressions du prince de Bülow. — Rentré à Berlin, le prince de Bülow a confié ses impressions à un journaliste de

ses amis, le comte Voltolini, qui les publie dans la *Neue Zürcher Zeitung :*

Le prince de Bülow avait manifesté à ses amis d'Italie et d'Allemagne la ferme espérance de réussir. Neuf semaines après, il quittait la villa Malta. De retour à Berlin, M. de Bülow, dans ses conversations avec les hommes politiques, indiqua les raisons principales de son insuccès.

Si auparavant il s'était montré optimiste, c'est parce qu'un certain équilibre semblait atteint entre les demandes de l'Italie et les offres de l'Autriche. Peu après, cet équilibre s'évanouit. M. de Bülow attribue la responsabilité de cet échec aux hésitations excessives de la cour de Vienne.

Entre temps, la diplomatie de la Triple-Entente était entrée en action. Lorsque le prince de Bülow vit que les pourparlers de la Triple-Entente avec l'Italie avaient pris une forme concrète, il s'efforça de se mettre en contact avec les partis politiques italiens favorables à la paix, notamment avec M. Giolitti. Celui-ci, selon le prince de Bülow, était convaincu, depuis longtemps, de la possibilité d'une solution diplomatique et pacifique de la question; le prince de Bülow se défend de l'accusation de l'avoir gagné à sa thèse par des moyens illicites.

Mais les efforts de l'ex-chancelier furent définitivement compromis par une gaffe : l'envoi en Italie, en mission officieuse, de M. Erzberger, l'homme de confiance de M. de Bethmann-Hollweg, auquel on avait donné le mandat d'influencer l'Italie en se servant du Vatican. Pour les gens qui connaissent tant soit peu l'état des rapports entre le Quirinal et le Vatican, l'entreprise de M. Erzberger devait paraître non seulement difficile, mais extrêmement dangereuse. C'est pour cela que le prince de Bülow, lorsque M. Erzberger arriva à Rome, ne cacha plus son pessimisme et annonça que la partie était perdue.

Opinion contradictoire sur la valeur de l'armée italienne. — Major Moraht, dans le *Berliner Tageblatt :*

Indiscipline, manque de bons sous-officiers, de chevaux, pardessus tout préparation défectueuse de milices mobiles et grande ignorance de la milice territoriale, absence de camaraderie de corps des officiers. Un commandement général qui en est encore à faire ses preuves.

Pour le colonel Gædke, l'armée a fait de grands progrès depuis la guerre de Libye. « *Il ne faut pas mépriser l'importance militaire de l'Italie* », dit-il.

Rêves de pangermanistes. — La presse allemande publie le texte d'un ordre du jour du comité directeur du parti national libéral :

A l'unanimité, le comité a exprimé le vœu que le Gouvernement tire toutes les conséquences politiques des succès obtenus par l'armée et la flotte. A l'Ouest, il faudra annexer à l'Empire allemand les territoires nécessaires pour assurer et fortifier la situation de l'Empire sur terre et sur mer. A l'Est, il ne faudra pas seulement tracer une frontière plus avantageuse au point de vue stratégique; il faudra aussi acquérir de nouveaux territoires de peuplement. Le domaine colonial de l'Empire allemand devra subir un accroissement correspondant à l'étendue et à l'importance des intérêts commerciaux de l'Allemagne.

A ce prix, l'Allemagne accepte que la *Gazette de la Croix* ouvre cette perspective :

Si même la guerre se termine comme nous l'espérons, nous ne vivrons pas des temps faciles. Nous jouirons de la haine de toute l'Europe. Nous devrons faire des efforts beaucoup plus considérables qu'avant. Nous ne pourrons plus laisser une partie de la jeunesse sans instruction militaire; l'éducation de la guerre devra commencer dès le plus jeune âge; les armements devront être complétés sur une grande échelle et renouvelés d'après l'expérience que nous donne la guerre.

Si nos frontières s'élargissent en Orient et en Occident, les dépenses nouvelles et les secours aux victimes de la guerre seront exorbitants; la plus grande économie et le plus grand désintéressement seront donc imposés, si nous voulons être dignes du grand avenir que nous prépare cette guerre, car les impôts seront très lourds, et ce ne sera pas comme en 1870, où la riche France a payé une indemnité énorme après une courte campagne. Même après de grandes victoires, le vainqueur fera cette fois une tout autre expérience.

L'Allemagne voudrait boycotter les Etats-Unis. — La *Deutsches Wehrverein* — Ligue de défense de l'Allemagne — fera parvenir au chancelier de l'Empire un projet pour lutter contre la fourniture d'armes de l'Amérique aux alliés.

Les exportations d'armes et de munitions devront être empêchées par tous les moyens possibles. Comme moyen efficace, le projet de la ligue préconise l'interdiction d'exporter en Amérique tous les articles qu'elle est habituée à recevoir d'Allemagne, et en même temps le boycottage de toutes les marchandises importées d'Amérique en Allemagne, afin de frapper les Américains à la bourse.

Le projet réclame en outre que toute proposition du président des Etats-Unis s'offrant comme médiateur pour la paix soit repoussée avec énergie.

L'état d'âme des Alsaciens. — La plus pangermaniste des feuilles allemandes d'Alsace-Lorraine, la *Strassburger Post*, publie un article dans lequel elle manifeste son profond étonnement du scepticisme opposé par les Alsaciens aux nouvelles des victoires allemandes. Ce journal dit, entre autres choses :

Les Alsaciens, en grande partie, ignorent la situation militaire, pourtant si favorable aux Allemands, et ils l'ignorent parce qu'ils ne veulent pas croire aux continuelles victoires germaniques annoncées à grands renforts de cloches, de musiques et de hourras. Dieu sait pourtant si les journaux accumulent les renseignements, les détails, publient des listes formidables de prisonniers et de canons enlevés.

Les Alsaciens secouent la tête avec ironie. Il suffit qu'un Francillon dise, au sujet de quelque nouvelle sensationnelle : *M'r broicht's je nit zo globe* (je ne suis pas obligé de le croire) pour que tous ceux qui l'entendent montrent le même scepticisme.

Les paysans qui vont à Colmar en reviennent avec les plus extraordinaires affirmations. On a si bien détruit dans le pays la croyance à la valeur et à l'honnêteté allemandes et si bien établi l'idée insensée de la supériorité française que l'âme populaire a besoin des impostures les plus grossières. Il serait temps de mettre fin à cette campagne abominable.

Un discours du roi de Bavière. — Une dépêche de Munich, du 7 juin, signale le discours suivant, que vient de prononcer le roi de Bavière au banquet de la Ligue des canaux (Canalverein) :

Quand les Anglais ont déclaré la guerre, j'ai dit : « Je suis content, car maintenant nous pourrons régler nos comptes avec nos ennemis et nous pourrons au moins nous assurer avec la mer des communications plus favorables par l'Allemagne centrale et l'Allemagne du Sud. »

Dix mois se sont écoulés et beaucoup de sang précieux a été versé, mais ce n'aura pas été en vain. Renforcer l'Empire allemand, l'étendre au delà des frontières autant qu'il est nécessaire pour nous assurer contre les attaques futures, voilà quels seront les fruits de cette guerre.

Ceux qui marchent avec nous et nous appuient solidement, je veux dire l'Autriche et la Turquie, se réjouiront avec nous, mais jamais les faux amis qui simulaient l'amitié pour passer ensuite à l'ennemi.

En réalité, nous ne sommes pas battus ; et cet ennemi, qui a tant parlé de lui-même, n'a pas encore osé tenter la moindre attaque sérieuse, bien qu'il ait eu assez de temps pour se préparer.

De son côté, le prince héritier Ruprecht de Bavière, qui commande une armée allemande dans le Nord, a fait à un rédacteur de la *Bayerische Stadtzeitung* les déclarations suivantes :

On parlera de la paix quand les résultats de la guerre seront tels qu'il soit possible de l'imposer selon les besoins du pays ; elle sera déterminée par les besoins de l'État, non par le sentiment, la fatigue ou les égards pour l'ennemi. L'avenir dira quelles seront les nouvelles frontières de l'État ; si les frontières s'élargissent, ce sera la tâche prudente des hommes d'État de proposer un projet d'adaptation ou de fusion. Il y a, à ce sujet, des possibilités et des moyens divers, de toute manière il y aura une indemnité de guerre proportionnée aux frais de la guerre.

La presse bâillonnée. — Le directeur d'un journal socialiste quotidien de Breslau, la *Volkswacht*, a été condamné à dix semaines de prison pour publication d'articles subversifs.

Les socialistes des provinces rhénanes, qui paraissent être les partisans les plus actifs d'une politique pacifiste, viennent de fonder une nouvelle revue mensuelle : *l'Aurore*, dont le programme avoué est de « servir la cause de la paix ». A peine le premier numéro avait-il été publié que la police envahissait les bureaux du quotidien socialiste la *Freie Presse* d'Elberfeld, où le *Morgenrot* est imprimé, et confisquait tous les exemplaires de cette revue. Cette perquisition a été opérée à l'instigation des autorités militaires sans qu'on en expliquât le motif.

La *Gazette de la Croix* dit que les conseils de guerre d'Alsace-Lorraine jugent un grand nombre d'habitants de cette région coupables de témoigner de la sympathie à l'égard des ennemis de l'Allemagne. Le président d'un de ces conseils de guerre a déclaré qu'à titre d'exemple il infligerait le maximum de la peine à tous les prévenus.

A Khosten, dans la province de Posen, la *Gazeto Polsko*, journal quotidien publié en polonais, a été suspendue pour huit jours sous prétexte que certains de ses articles tendaient à diminuer l'enthousiasme pour la guerre. Des meetings socialistes qui devaient avoir lieu à Dresde et dans d'autres villes de la Saxe ont été interdits parce que les discours qui devaient y être prononcés eussent troublé l'ordre.

Il paraît d'ailleurs qu'en Saxe les autorités ont décidé d'empêcher d'avance toutes les réunions qui devaient être tenues sous les auspices du parti socialiste.

L'effort allemand. — Exemples d'organisation des ressources en vue de la prolongation de la guerre :

La société pour la plus grande consommation des légumes et des fruits encourage la population à sécher de grandes quantités de légumes pour l'hiver, car le fer-blanc manquera pour la confection des boîtes de conserves.

La commission du budget prussienne a décidé de demander au Gouvernement d'autoriser de défendre par le fusil et au moyen de chiens sauvages les moissons, fourrages et autres récoltes contre toutes détériorations intentionnelles.

Des prisonniers de guerre pourraient être mis à la disposition des agriculteurs; on devrait libérer temporairement du service tous les petits propriétaires et les ouvriers techniques utiles à l'agriculture.

D'innombrables réclamations, plaintes et pétitions sont arrivées à la commission à ce sujet.

Enfin on se préoccupe de la préparation au combat des éléments moins aptes et moins souples qui formeront les dernières levées.

Les *Münchner Neueste Nachrichten* publient une série de conseils pour la préparation des hommes d'un certain âge qui seront mobilisés avec les prochaines classes du landsturm; ils devront tous les jours faire de la gymnastique, de la natation, des ablutions d'eau froide, s'exposer à toutes les températures, habituer leur estomac au jeûne, à des repas plus ordinaires que d'habitude et moins fréquents, et s'abstenir de boissons alcooliques. Les pieds seront débarrassés des cors et soignés tout spécialement; enfin les hommes devront faire des marches progressives en portant des poids que l'on augmentera de cinq livres à chaque nouvelle marche, auxquelles on ajoutera des exercices de saut et de flexion.

Les banques allemandes organes de propagande à l'étranger. — Un de nos agents diplomatiques, M. Revelli, consul de France à Porto (Portugal), vient d'adresser au ministère des Affaires étrangères un rapport fort intéressant et documenté sur le rôle de propagande joué à l'étranger par les banques allemandes et sur l'utilité qu'il y aurait pour la France à s'inspirer de cet exemple :

Au cours de ma longue carrière, dit-il, j'ai souvent dû regretter l'absence de banques françaises dans des pays où notre commerce et notre industrie s'étaient créé des débouchés importants. La guerre à outrance à laquelle se livrent les nations productrices, et par conséquent exportatrices, a transformé, en l'élargissant, la mission des banques, pour faciliter les relations économiques des peuples. Le banquier ne se borne plus à escompter des effets de commerce, ni à ouvrir des comptes courants ou de dépôts à

ses clients : il est devenu leur collaborateur actif, fournissant des renseignements sur les acheteurs, choisissant des placeurs, signalant même de nouvelles affaires, commanditant des entreprises. Mais la lutte économique devenant de plus en plus ardente, la banque s'est vue imposer la mission délicate d'agent informateur; des clients l'ont, dans certains cas. poussée à ce que l'on commence à appeler « l'espionnage commercial ». Et cet espionnage existe en effet. L'Allemagne, en particulier, a su donner au « service d'informations » un tel caractère, qu'il serait puéril d'en dédaigner l'action puissante, et de ne pas en tenir compte.

Prenons, par exemple, des faits qui, avant la guerre, se reproduisaient chaque jour:

Les exportateurs d'outre-Rhin exigeaient de certains établissements financiers, chargés de leurs recouvrements, la liste de leurs concurrents et de la clientèle de ces derniers, les chiffres des affaires traitées et les crédits accordés, etc. Evidemment, tous les banquiers ne se prêtaient pas à ces besognes plutôt louches et qui peuvent être considérées comme une violation des secrets professionnels. Mais, cependant, un grand nombre, afin d'assurer un chiffre d'affaires considérable et dans la crainte de voir s'adresser leurs clients à des maisons rivales, faisaient taire leurs scrupules et agissaient. Alors les résultats se faisaient bientôt sentir....

C'est pourquoi nos exportateurs doivent se montrer très circonspects dans les banques qu'ils chargent du recouvrement de leurs factures à l'étranger et surtout ne pas hésiter à confier leurs encaissements aux établissements français qui ont des succursales au delà de nos frontières.

Je signale, en outre, certaines banques allemandes qui envoient tous les ans, à l'extérieur, des employés de confiance, sorte de voyageurs financiers, chargés de recruter, sur les places importantes, des clients pour leurs maisons.

Et M. Revelli termine ainsi :

La concurrence commerciale devenant chaque jour plus vive sur tous les points du globe, il sera de plus en plus prudent de suivre de près les moyens employés par nos rivaux pour attaquer nos situations, acquises non sans peine, ou pour nous devancer sur les nouveaux marchés.

A l'usine Krupp. — Plus de 100 000 ouvriers travaillent jour et nuit dans l'usine Krupp :

Cette usine Krupp n'était en 1812 qu'une petite forge, située dans le modeste bourg d'Essen, peuplé alors de 4 000 habitants; elle est aujourd'hui la plus grande exploitation houillère et métallurgique du monde. Tout le monde parle de ses gigantesques ateliers, sans d'ailleurs les connaître, car l'entrée en est rigoureusement interdite. Outre les établissements d'Essen et les char-

bonnages de la Ruhr, Krupp possède encore les houillères et aciéries de Rheinhausen, sur la rive gauche du Rhin, les aciéries d'Annen, en Westphalie ; les chantiers navals de Germania, à Kiel ; les ateliers de grosse mécanique de Buckau ; à Magdebourg ; les hauts fourneaux d'Engers et de Neuwied et des participations dans une foule d'entreprises diverses : mines de fer, batellerie fluviale, etc. Les deux polygones d'artillerie de Tangerhutte et de Mappen sont sa propriété. Ce dernier mesure 25 kilomètres de longueur sur 4 kil. 5 de large. Enfin, le nombre des ouvriers et employés occupés par la Société s'élève à 75 000.

On compte cinq sociétés rhénanes-westphaliennes qui disposent de 100 à 200 millions de capital. Ce sont la *Harpener* (154 millions), à Dortmund, qui n'exploite que des charbonnages et des fours à coke. Beaucoup de millions français sont engagés dans cette Société, qui comme production houillère est la plus importante de tout le bassin (8 millions de tonnes), après Gelsenkirchen (10 millions).

La *Hibernia*, houillère et coke (142 millions); production : 6 millions de tonnes ;

La Société *Mannesmann* (100 millions), siège à Dusseldorf, tuyaux et grosse chaudronnerie ;

La *Rombacher Huttenwerke* (115 millions), siège à Rombach (Lorraine annexée), mines et usines dans de nombreux districts, notamment à Zeebrugge (Belgique);

La *Rheinische-Westphalische-Electricitäts-Gesellschaft*, centrale électrique (100 millions), à Essen.

Viennent ensuite 32 sociétés dont le capital oscille entre 20 et 100 millions.

La popularité du Kaiser et du Kronprinz. — Un correspondant neutre écrit au *Times* :

Lorsque, au mois d'août dernier, l'empereur allemand proclama que, par sa volonté, l'état de guerre existait entre lui-même, la Russie et la France, il suivait les vieilles traditions de ses prérogatives impériales. Plus tard, lorsqu'il fit connaître son intention de faire une entrée triomphale à Paris, à une date fixée, il observait encore ces traditions.

Vint ensuite la réaction. Lorsque l'avance sur Paris échoua, on chuchota parmi les classes supérieures en Allemagne, puis dans la rue, que l'empereur était intervenu dans les plans du grand état-major et avait ordonné l'avance brusquée sur Paris, alors que c'est vers la campagne orientale que tous les efforts auraient dû être tournés.... Le prestige de l'empereur baissa visiblement. Les gens évitaient de mentionner son nom.... Le kronprinz, le « vainqueur de Longwy », était alors extrêmement populaire.

Mais dès que l'empereur s'aperçut qu'il avait fait fausse route, il changea de tactique et disparut de la scène. Il ne fit plus de proclamations ni de discours et fit savoir qu'il ne s'occupait plus de questions militaires.

Le correspondant explique qu'aujourd'hui Guillaume II a perdu beaucoup de son influence personnelle, mais qu'il est devenu le symbole respecté de la souveraineté impériale :

Quant à la popularité du kronprinz, elle diminue chaque jour. Le récit de ses escapades en France est considéré comme très vrai, en Allemagne. On estime que sa conduite est incompatible avec la dignité de la situation qu'il occupe non seulement comme héritier présomptif, mais comme général.

Nouveaux sous-marins. — L'Allemagne, depuis la guerre, a achevé la construction d'un dreadnought de 25 000 tonnes et d'un croiseur cuirassé de 26 200 tonnes, avec canons de 15 pouces au lieu de 12, comme il avait été d'abord prévu; ce changement fut opéré en raison de la réputation faite aux canons du super-dreadnought anglais *Queen-Élizabeth.*

On affirme qu'on a également terminé en Allemagne deux croiseurs très rapides, et qu'à la fin de l'année il y aura quatre dreadnoughts nouveaux et un certain nombre de croiseurs cuirassés.

Les Allemands auraient, en outre, construit de nombreux sous-marins, notamment vingt-quatre de 1200 tonnes, avec rayon d'action de 3000 milles et une vitesse de 16 nœuds en immersion et de 20 nœuds en surface.

La situation financière et économique. — La crise financière, commerciale et alimentaire augmente visiblement d'intensité. Au début de la guerre, l'Allemagne possédait une richesse dont notre optimisme se masquait l'étendue.

En septembre 1913, alors qu'il était directeur de la *Deutsche Bank*, le Dr Helfferich, aujourd'hui ministre des Finances de l'Empire, s'appuyant sur le rendement des impôts sur le revenu qui avait donné, en Prusse seulement, 25 800 000 marks, établissait que le revenu annuel total de l'Empire était de 43 milliards. Le montant des fortunes privées s'élevait à 260 milliards. Les divers patrimoines de l'empire représentaient une valeur de 50 milliards, en regard d'un passif de 25 milliards de dettes publiques, soit un excédent d'actif de 25 milliards. La fortune nationale allemande avait donc une valeur de 285 milliards.

Dix mois de guerre ont porté un coup sensible à cette prospérité, témoin le rapport annuel qu'ont rédigé les administrateurs d'une importante institution de la Bourse berlinoise, le *Makler Verein* ou association des remisiers et qui

explique comment l'association a éprouvé des pertes considérables depuis le début de la guerre :

La guerre et la fermeture de la Bourse ont empêché tout arrangement à l'amiable et toute poursuite qui aurait conduit à régler les engagements restés en souffrance par suite d'insolvabilité. Aux pertes que les créances de Bourse irrécouvrables ont fait subir à l'association se sont ajoutées les sommes sensiblement plus considérables qu'un certain nombre de nos propres clients se trouvent devoir, en plus des couvertures qui avaient été déposées. Au total, les pertes qu'il est actuellement impossible de réparer et qu'il faut amortir s'élèvent à 1 030 840 marks. Nos commandites, pour les mêmes raisons, se règlent en perte. Sur la commandite d'un million fournie à la maison *Les successeurs d'Alexandre Lœwenberg*, et sur la commandite de 300 000 francs fournie à MM. Veit Selberg et Cie, nous avons dû amortir en tout 460 000 marks.

Quant aux agents de change, ils tiennent seulement une réunion privée tous les jours pour faire de petites affaires. Aucune cote n'est publiée. Un certain nombre de financiers et de spéculateurs demandent maintenant la réouverture de la Bourse, mais le Gouvernement s'oppose toujours fortement à cette réouverture, craignant l'effet que produirait la cote des papiers qui ont énormément baissé. Les seuls papiers qu'on demande à présent en Allemagne sont les actions des fabriques et maisons qui fournissent des munitions, des armes et des approvisionnements militaires.

Si l'industrie de la guerre réalise d'importants bénéfices, si la bourgeoisie ne souffre pas encore dans sa vie matérielle, le peuple pâtit du renchérissement de la vie :

Le 9 juin, le *Vorwärts* de Berlin dit qu'un vif mécontentement se fait jour en ce qui concerne les marchés de la viande à Berlin; celui de l'Eldenär-Strasse, par exemple, n'est ouvert que quatre jours par semaine, pendant quatre heures de la matinée. Des centaines de femmes attendent leur tour dans la rue, en plein soleil, depuis 7 heures du matin. Certaines sont munies de pliants. La police surveille la foule et, à partir de 11 heures, elle recommande aux nouveaux arrivants de retourner chez eux, car ils ne peuvent avoir l'espoir d'être servis.

On demande que l'Etat fixe le prix de la viande comme il l'a fait pour les céréales et les pommes de terre, car les prix augmentent de semaine en semaine. Le jambon se paie 2 marks 80 à 3 marks la livre, tandis que les fournisseurs en gros le vendent 165 marks le quintal.

Le commerce berlinois. — Un correspondant neutre, à Berlin, écrit au *Times* :

D'une manière générale, le commerce est stagnant. On s'en aperçoit particulièrement dans les grands magasins, surtout chez Wertheim. Ordinairement, ces maisons sont encombrées d'une foule de clients.

Lorsque je demandai des articles spéciaux ou des modèles nouveaux qui n'étaient pas en stock, on me répondit que l'on ne pouvait les avoir en magasin ni me les procurer parce que le public n'achète que les objets de nécessité, sauf en ce qui concerne les marchandises ayant trait directement à la guerre. Partout, on essaye d'écouler de vieux stocks. Les petits boutiquiers de toutes sortes font montre d'une grande habileté pour exploiter la situation. Toute marchandise dont on veut activer la vente est dotée d'un symbole de Guerre. La Croix de fer est le symbole le plus usité. On la trouve sur les marchandises les plus invraisemblables. Les broches, les bagues, les médaillons, les bracelets, les montres et même les cuillers et les couteaux portent cet emblème.

Dans les rues, les enfants mangent du chocolat en forme de Croix de fer et jouent avec des balles Croix de fer.

A Hanovre, un des grands magasins de nouveautés exhibe des chemises de nuit sur lesquelles sont brodées des Croix de fer....

La détresse de Hambourg. — Après avoir tracé de Hambourg, devenu, du fait du blocus maritime de l'Allemagne, une véritable ville morte, un tableau saisissant, le correspondant du *Times* ajoute ces détails :

... Un résultat de cette métamorphose est que Hambourg, ville où sévissait autrefois l'anglomanie, est devenue la ville la plus anglophobe de toute l'Allemagne.

Autrefois, on parlait anglais à Hambourg plus qu'en nulle autre ville du continent; les Anglais jouissaient d'un prestige énorme. Aujourd'hui, le plus insignifiant des journaux de Hambourg compte parmi les ennemis les plus acharnés de l'Angleterre. Il reflete ainsi les sentiments de ses lecteurs. Quelques chiffres expliqueront cette rage. Plus de dix-huit mille navires entraient annuellement dans le port de Hambourg. Le total des marchandises exportées ou importées s'élevait à 17 500 000 000 de francs par an. Actuellement, le nombre de navires pénétrant dans le port peut être compté sur les doigts de la main; le commerce maritime a presque cessé. Hambourg était le plus grand port de transit pour le continent européen. Tout cela est passé. Hambourg était le grand entrepôt des articles d'outre-mer. Aujourd'hui, les entrepôts sont vides. Hambourg était le centre du commerce du café, dont il possédait le plus gros stock. Ces magasins sont vides....

L'éloge du soldat français par un Allemand. — Le docteur Delins écrit dans le *Tag*.

Je suis surpris de l'esprit guerrier qui règne en France et qui prend sa source dans la conviction unanime que la France défend sa civilisation et ses foyers contre une invasion de barbares conduite par les Hohenzollern.

Un jeune sous-officier, repartant pour le front après être guéri d'une première blessure, m'a dit :

« Nous nous ferons tuer jusqu'au dernier homme plutôt que de nous soumettre. »

Le soldat français a sur tous les autres soldats une supériorité évidente, celle d'être et de se sentir citoyen au lieu d'obéir machinalement à une discipline aveugle, de comprendre les devoirs que ce titre lui impose pour défendre sa patrie.

C'est dans ce patriotisme conscient que les Français ont trouvé, dès le début, leur force de résistance, et que le peuple et l'armée puisent aujourd'hui leur opiniâtre volonté de vaincre.

Ce patriotisme leur aurait même permis de supporter sans défaillance des épreuves beaucoup plus terribles que celles qu'ils ont subies.

Un homme politique m'a dit à ce propos :

« Nos fils donnent leurs jeunes vies pour la victoire, et nous, les pères, nous acceptons leur sacrifice. Pendant quarante-quatre ans nous avons souffert en silence. Même après cela, nous n'avons pas voulu la guerre, mais puisque l'Allemagne l'a déchaînée, nous la mènerons jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à son écrasement. »

Au sujet des pertes allemandes. — La *Tägliche Rundschau* du 11 juin publie l'arrêté suivant émanant du gouverneur militaire de la région :

AVIS DE GUERRE.

Berlin, 10 juin.

En vertu du § 9 B de la loi sur l'état de siège du 4 juin 1851, j'ai décidé pour la région de la ville de Berlin et de la province de Brandebourg d'interdire la publication et la communication d'informations militaires.

Néanmoins, on a publié des chiffres relatifs aux pertes totales de l'armée allemande et de la flotte allemande qui, bien que se fondant sur les nombres donnés par les listes officielles, ne sauraient avoir la prétention d'être exacts et sont en partie très exagérés.

De telles communications peuvent provoquer dans la population une émotion injustifiée et donner à l'étranger des idées inexactes sur les pertes de l'Allemagne.

En conséquence, j'interdis expressément toutes publications de

ce genre sans distinction d'aucune sorte. Toute contravention à cet arrêté sera punie d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an.

Le commandant en chef de la région des Marches.
Général VON KESSEL.

Au Reichstag. — Le 23 juin, la séance a été particulièrement agitée :

Le député Wiemer, progressiste populaire, dit : Lorsque, parmi les socialistes, un conflit s'est élevé au sujet de la conclusion de la paix, le socialiste Hugo Heinemann a exprimé, je l'espère, l'opinion de la majorité des socialistes lorsqu'il disait qu'aucune bouche allemande ne prononcerait l'appel de « A bas les armes ! » avant que l'adversaire ait reconnu au peuple allemand le droit de développer toutes ses capacités et sa force économique.

Le député LIEBKNECHT. — Nous sommes d'un autre avis !

WIEMER. — Nous voulons maintenir intacte l'union du peuple. C'est un moyen puissant de réaliser toutes nos aspirations.

LIEBKNECHT. — Aspirations capitalistes !

WIEMER. — C'est par là que nous nous garantirons réellement contre de telles agressions criminelles.

BRAUN, socialiste. — Nous avions vaincu la faim lorsqu'un nouvel ennemi a surgi : l'usurier en denrées alimentaires, qui exploite le peuple. Une fraction du Gouvernement a jeté dans les poches de certains spéculateurs sans conscience de grands bénéfices provenant des poches du peuple. La majorité réelle du peuple n'est pas d'accord avec la conduite de la guerre allant jusqu'à réaliser des projets d'annexion. Que le Gouvernement ne néglige aucune occasion de conclure bientôt la paix. Les annexions, de quelque nature qu'elles soient, telles qu'elles ont été préconisées par un prince confédéré allemand, ainsi que par de nombreux groupes intéressés, seraient un mal pour l'Allemagne. Elles portent en elles le germe de nouvelles guerres. Le socialisme répudie une telle politique de conquête qui ne servira qu'à prolonger cette guerre néfaste. Le peuple allemand ne veut pas de conquêtes. Il veut la paix sans humiliation.

DELBRÜCK, vice-président du ministère d'État. — Les sacrifices pour la guerre ne peuvent être utiles que lorsque les milieux salariés se soutiennent entre eux, mais non lorsqu'ils se font mutuellement des reproches, ainsi que l'a fait le précédent orateur.

L'orateur précédent a été écouté. Nous exigeons que les socialistes écoutent aussi le ministre. Le Gouvernement s'efforce de nourrir le peuple si possible à bon marché et en suffisance. Des articles tels que les pommes de terre, dont la conservation et le traitement sont extrêmement délicats, ne peuvent être réquisitionnés. Le Gouvernement fait tout pour améliorer la situation, d'autant plus qu'il est persuadé que ses efforts ne sont nulle part aussi puissamment secondés que dans l'agriculture.

Dans la guerre une seule pensée doit dominer, celle de terminer la guerre d'une façon qui nous dispense d'en recommencer une. Ce but, qui est celui du chancelier de l'Empire et du Gouvernement, les socialistes devraient le poursuivre également s'ils comprenaient les véritables intérêts de la patrie. Les orateurs de tous les partis bourgeois ont regretté la désunion apportée par les socialistes dans le débat d'aujourd'hui et se sont prononcés en faveur de la résistance jusqu'à ce que la victoire assure à l'Allemagne une paix durable.

A la fin de la séance, le président a déclaré :

Les événements sur le théâtre sud de la guerre justifient la tranquillité avec laquelle la déclaration de guerre de l'Italie a été accueillie chez nous. Le colosse russe peut être considéré comme à peu près terrassé dans sa force vitale et momentanément impuissant à entreprendre une offensive vigoureuse. Sur le front occidental, la troisième offensive de l'adversaire a échoué contre le mur de granit de nos braves troupes.

Nous n'avons pas voulu la guerre maritime avec l'Angleterre dans sa forme actuelle. C'est l'Angleterre qui l'a voulue ainsi. Et nous aurons comme mot d'ordre un « En avant! » inexorable jusqu'à ce que l'Angleterre modifie sa manière de nous faire la guerre — ainsi qu'aux États vraiment neutres qui sont nos amis — et renonce à sa suprématie injuste sur le monde.

En ce qui concerne la fabrication du matériel de guerre, la supériorité de notre industrie est hors de doute. Ainsi sur tous les fronts nous pouvons attendre avec confiance les événements. Ce que les premiers mois de la guerre nous ont appris sur la force militaire, économique, financière et morale de notre peuple est un gage si puissant de la victoire finale que personne n'a le droit d'en douter. Dieu accordera également à l'avenir la victoire à nos armes et la force, l'endurance et la volonté de sacrifice à notre peuple.

Tous les partis bourgeois poussent le hourra en l'honneur de la patrie, de l'armée et de son chef suprême, puis la séance est levée.

L'emprunt de guerre austro-hongrois. — L'emprunt de guerre ne manifeste aucune augmentation malgré une forte pression et des annonces.

Les nobles tchèques et les grandes firmes industrielles, qu dans le premier emprunt de guerre étaient seulement représentés par des quantités de 25 000 à 50 000 francs ont maintenant souscrit pour des quantités de 1 000 000 et en un cas de 5 000 000. Le vieil empereur, pour donner l'exemple, a souscrit par deux fois de très grandes quantités. Tous les membres de la famille royale

l'ont imité. Et cependant, il semble que cela ne serve à rien, car bien que les renseignements officiels ne soient pas encore publiés, on sait généralement que l'emprunt ne dépasse pas quinze cents millions.

Le Gouvernement commence à témoigner de l'impatience et du malaise; il est en train de changer sa politique de douce pression pour quelque chose de plus effectif. Des menaces voilées paraissent tous les jours dans les organes gouvernementaux; les unes sont dirigées contre le clergé, d'autres contre les grands propriétaires terriens à qui l'on fait remarquer qu'ayant gagné sur le blé cinquante millions de livres de plus que l'année précédente, il ne serait que juste d'en prêter une partie à l'État. La liste des souscripteurs est envoyée à un département spécial du ministère de l'Intérieur: parfois, des souscripteurs reviennent après un jour ou deux pour souscrire à nouveau, car on leur a fait savoir du ministère que la somme pour laquelle ils avaient souscrit d'abord était inférieure à ce que l'on attendait d'eux. En fait, les trois quarts du total souscrit maintenant ont été obtenus de cette façon.

Des banques faisant affaire avec le Gouvernement ou la Banque austro-hongroise sont menacées du retrait de capitaux pour le cas où elles n'obéiraient pas; à d'autres, on accorde des privilèges, on promet des contrats gouvernementaux et l'on se sert d'elles pour presser et agir sur leurs clients et actionnaires que l'on tâche de faire souscrire de toutes les manières imaginables.

La situation économique et surtout l'énorme renchérissement des denrées alimentaires aggravent encore les choses. On ne peut rien acheter au prix maximum qui a été fixé, car personne ne veut l'observer.

Le pain mi-farine et mi-maïs coûte 1 franc le kilo, et il est peu probable que les conditions soient meilleures après la récolte, car le comte Tisza a déjà déclaré que tout le blé et le froment seront réquisitionnés et le superflu envoyé en Autriche et en Allemagne. La Hongrie ne peut exporter qu'environ 46 pour 100 de sa récolte, et cela n'est pas assez même pour la population autrichienne. Cependant le comte Tisza veut fournir aussi l'Allemagne, ce qui signifie que l'année prochaine sera aussi mauvaise que la présente. Un employé qui gagne 320 francs par mois ne peut manger de la viande que deux fois par semaine; les légumes et le laitage sont si chers qu'il meurt presque de faim avec ce salaire.

Dans de telles conditions économiques et sans le moindre rayon d'espoir pour après la récolte, c'est de la folie pure que de se figurer qu'un nouvel emprunt de guerre peut réussir. Un banquier me dit que les dépenses journalières du royaume sont d'environ 21 millions de francs; le premier emprunt de guerre avait donné 3 750 000 000. L'Allemagne a donné 2 500 000 000 il y a deux mois; il est probable que le présent emprunt produira autant, et l'on peut

en conclure que dans cent cinquante jours, tout cet argent sera parti.

Il ne saurait être question d'un troisième emprunt de guerre, surtout en hiver, s'il y a une campagne d'hiver. Les réserves d'or ont presque complètement disparu, car le Gouvernement a dû payer en or tout ce qui a été importé de l'étranger.

L'union sacrée compromise en Autriche. — Du *Standard* :

Toutes les informations émanant de Vienne signalent que le mécontentement s'accentue dans les classes ouvrières d'Autriche où l'on est absolument las de la guerre et de ses conséquences désastreuses.

L'arrestation de l'un des membres les plus éminents du parti socialiste, M. Otto Gloeckel, député au Reichsrath autrichien, montre que les autorités militaires savent bien quelle proportion prend l'agitation contre la guerre.

M. Gloeckel, qui a été incarcéré malgré ses droits à l'immunité parlementaire, est accusé de trahison sous le prétexte qu'au cours d'une allocution prononcée il y a quelques jours à Pluthen (Bohême), dans sa circonscription, il accusa le Gouvernement de continuer la guerre après qu'il était apparu comme évident que tous les peuples d'Autriche voulaient la paix.

L'arrestation de M. Gloeckel, très populaire parmi les ouvriers d'Autriche, a vivement mécontenté le parti socialiste. Des protestations ont été adressées au président du conseil; mais elles sont demeurées jusqu'ici sans résultat.

Cette arrestation a une signification d'autant plus grande qu'elle se produit immédiatement après celle de M. Kramarz, chef du parti tchèque en Autriche.

Une rupture aussi nette entre le Gouvernement et deux partis politiques aussi importants que les socialistes et les Tchèques rend très précaires les conditions intérieures de l'Autriche.

La défensive autrichienne. — Le critique militaire du *Journal de Genève* voit, dans la défensive observée par les Austro-Allemands sur le front italien, la preuve que les Empires centraux n'ont plus les ressources suffisantes pour faire face à ce nouvel adversaire.

Non seulement, dit-il, les Autrichiens sont sur la défensive, contrairement à ce qui s'est passé sur tous les fronts depuis le commencement de la guerre, en Belgique, en France, en Prusse, en Galicie, au Caucase et à Suez; mais les Italiens ont pu porter leurs avant-lignes sur les passes élevées de la frontière avec une facilité relative, ce qui prouve, étant donné les avantages défensifs offerts par le terrain, des effectifs ennemis en nombre réduit.

Les Italiens paraissent agir, au surplus, avec beaucoup de méthode. Les communiqués du chef d'état-major général Cadorna

sont d'impeccables résumés d'un cours de tactique parfait d'école de guerre; on peut ainsi considérer comme élucidé le premier élément du problème stratégique actuel. Les Austro-Allemands ont été obligés de réduire au strict minimum les forces chargées de défendre les frontières du Tyrol et de la Carniole, et se trouvent obligés de constituer maintenant derrière cette couverture une armée jusqu'ici inexistante, pour défendre le sol national.

Juillet 1915.

Allemagne. — La situation financière. — M. Thiébault-Sisson écrit dans le *Temps* :

Comme je me trouvais en Suisse avec des directeurs de maisons de banque et avec des chefs de grandes entreprises commerciales et industrielles suisses, je leur demandai leur avis sur la situation financière en Allemagne. J'avais espéré des indications précises; je n'en ai reçu que d'assez vagues. Il m'a semblé cependant que le sentiment de personnes aussi compétentes ne serait pas inutile à connaître. Les réponses qui m'ont été faites peuvent, en somme, se résumer aisément et je les ai groupées en une seule; l'impression n'en sera que plus nette.

« Vous vous étonnez, m'a-t-on dit, de la résistance financière de l'Allemagne; mais la raison en est simple : depuis longtemps l'Allemagne s'était organisée financièrement en vue d'une guerre brusquement déclarée. Le crédit était militarisé en Allemagne comme le sont les chemins de fer, les postes et les télégraphes, les usines. Toutes les banques avaient été mises dès le temps de paix dans la main de la Banque d'empire, ou Reichsbank, et elles étaient préparées à soutenir une offensive que le Gouvernement avait espérée foudroyante. Elles ont été dressées à obéir avec une promptitude et une régularité mécaniques à toutes les suggestions de cet organe central.

« Elles y trouvent leur compte de deux manières différentes : quand elles fléchissent, on les soutient; quand elles prospèrent, on donne à leur directeur la satisfaction très enviée d'être membre du syndicat impérial des grandes banques. Ce syndicat, qui est censé régler, de concert avec la Reichsbank et le Ministère des Finances, toutes les questions d'emprunts, d'émissions, n'est en réalité qu'une façade devant un espace vide. Jamais on ne consulte l'ensemble de ce groupement. Il est représenté, dans les discussions auxquelles donnent lieu la préparation et le lancement des affaires, par un comité directeur, composé d'un très petit nombre de personnes dont l'État et la Reichsbank ont éprouvé dès longtemps la sûreté et la fidélité. Le syndicat opine

du bonnet pour la forme, sans qu'on l'ait consulté. Mais le seul fait d'en être membre donne aux chefs de banques, et par conséquent aux établissements qu'ils dirigent, une surface considérable, les désigne à la confiance du public, et en leur permettant d'élargir le cercle de leurs opérations, leur assure de plus gros bénéfices.

« La médaille, il est vrai, a son revers. Les emprunts de l'État, en Allemagne, se sont, depuis bon nombre d'années, succédé à raison d'un par an. On n'hésitait pas, outre-Rhin, à entasser emprunts sur emprunts, sans se préoccuper de savoir si les banques avaient placé tous les titres de l'emprunt précédent et si la nouvelle émission n'allait pas faire baisser dans des proportions inquiétantes tout ce qu'il en restait d'implacé dans le portefeuille des petites ou des grandes banques. A ce désagrément s'en joignait un autre, c'est que ce genre d'opérations n'a jamais été rémunérateur pour les banques allemandes. Celles-ci ne sont jamais consultées ni sur l'opportunité de l'emprunt, ni sur les conditions auxquelles elles le placeront. Non seulement elles sont tenues d'office, suivant leur importance, à en prendre pour un chiffre déterminé qu'elles ne discutent jamais, car ce serait leur déchéance ou leur mort, mais le Ministère des Finances leur impose son tarif de courtage, qui n'a jamais dépassé un demi pour cent. Les banques se rattrapent par ailleurs, comme elles peuvent, et toujours sur le dos du client, à qui elles imposent elles-mêmes, suivant l'importance de son crédit, un nombre fixe de titres, et qui ne regimbe pas davantage.

« Une seule maison allemande, la maison Bleichrœder, s'est soustraite à ce mode de domestication. Il n'est donc pas exagéré de dire que sauf cette exception, la Reichsbank tient toutes les banques et tous les établissements de crédit dans sa main, qu'elle les dirige et les fait manœuvrer à son gré, et que le crédit de l'autre côté du Rhin est discipliné et militarisé comme tout le reste.

« C'est ce qui explique le fonctionnement, les services, le succès momentané d'une institution qui a fonctionné dès le début de la guerre : la Caisse impériale de prêts de guerre. C'est grâce à cette institution que ce moratorium dont vous souffrez tant a pu être évité en Allemagne.

« Grâce à elle, les banquiers ont pu mobiliser leurs titres, les industriels ou les commerçants leurs stocks, payer à l'échéance et se faire payer à leur tour. Grâce à elle, la fabrication ne s'est pas arrêtée un instant. Partout où la main-d'œuvre des femmes a pu remplacer celle des hommes, le travail a persisté dans les mêmes conditions de célérité et d'exactitude dans les livraisons qu'auparavant. »

Un de mes interlocuteurs, à ce propos, me citait l'exemple d'industriels qu'il connaît et qui ont pu exécuter pour des maisons suisses, dans un temps invraisemblablement court, des commandes importantes de machines. Un autre me faisait observer

que tout ce que l'Allemagne tirait autrefois de l'étranger, elle a dû, depuis la guerre, le fabriquer elle-même, spécialement dans les industries du vêtement. De là, un mouvement considérable d'affaires.

« Cette organisation, me disait-on. a réussi à entretenir dans la masse une confiance sans bornes. Cela ne changera rien, évidemment, au résultat final, qui sera la banqueroute, le jour où, acculée à rembourser réellement la masse des capitaux fictifs représentés par les billets de la Caisse de prêts et par les émissions d'obligations communales, l'Allemagne se trouvera en face d'une impossibilité matérielle. Ce jour-là, tout s'effondrera, maisons de banque, sociétés commerciales, sociétés industrielles, sociétés de navigation.

« Mais en attendant, on vit sans trop de misère, croyez-le, et l'on tient. Après onze mois et demi de guerre, c'est beaucoup. Seulement l'organisation s'use; l'illusion des billets, qui eût pu ne pas trop se faire sentir si elle eût été brève comme on l'avait espéré, sera percée à jour, avec la crise des prix qu'un crédit factice entraîne fatalement. Le Gouvernement a beau ne reculer devant aucun procédé d'intimidation et devant aucune mesure brutale pour fortifier sa réserve d'or, il se reconnaît ainsi lui-même à bout d'expédients. Dans ce que vous appelez, en France, la guerre d'usure, ce côté des choses n'est certainement pas le moins grave pour l'Allemagne. »

Les fonds allemands. — Avant la guerre, c'est-à-dire le 27 juillet 1914, le 3 pour 100 allemand était coté 74 francs et le 3 1/2 pour 100 prussien 83 francs.

Il y a quelque temps ces valeurs étaient tombées respectivement à 52 50 et 58 50.

A la date du 5 juillet on a constaté une nouvelle baisse des fonds allemands. Le 3 pour 100 est tombé à 49 1/4 et le 3 1/2 pour 100 prussien à 55.

A la mi-juillet, a eu lieu une rencontre des Ministres des Finances des États confédérés pour un échange d'idées sur la situation financière de l'Empire et sur les questions financières en corrélation avec la guerre.

Le *Wall Street Journal*, premier organe financier de l'Amérique, écrit le 17 juillet :

Il est tout à fait possible que la guerre se termine en octobre; mais le kaiser n'aura rien à dire pour sa durée ni pour sa fin. L'Allemagne a été battue quand sa première ruée sur Paris a échoué. Elle n'est pas que battue; à présent, c'est la banqueroute. La raison pour laquelle les banquiers allemands se remuent est le désir de fixer le maximum de la faillite inévitable. Ils savent

bien que tout salut leur sera refusé avec un autre hiver de guerre. Que pourront-ils faire ? Ils ont concentré déjà tout l'or du pays à la Banque d'empire, où il n'a qu'une valeur de parade.

Le mar hé des changes étrangers a émigré à New-York. Dans six mois, le mark de papier n'aura plus que la valeur de sacs d'épiciers, en ce qui concerne le commerce mondial.

Si les banquiers allemands veulent sauver quelque chose du naufrage financier de l'empire, il faudra qu'ils arrêtent la guerre maintenant et qu'ils fassent la liquidation du peu d'actif qui leur reste.

Un ordre du jour du Kronprinz. — La *Saarebrücker Volkszeitung* publie l'ordre du jour suivant du Kronprinz :

QUARTIER GÉNÉRAL DE L'ARMÉE,
19 juillet.

Camarades !

Pendant dix mois de difficiles et sanglants combats nous avons pas à pas, et tranchée après tranchée, refoulé vers le Sud l'adversaire tenace et courageux. Par vos victorieux assauts contre la position organisée particulièrement solidement par l'adversaire, vous avez, mes troupes de l'Argonne, montré de nouveau que bien que la situation militaire nous impose ici sur ce front occidental, d'une manière générale, une attitude défensive, nous sommes cependant en mesure, quand c'est nécessaire, d'asséner de vigoureux coups aux Français. Je suis fier et heureux de pouvoir être à la tête de pareilles troupes. Je suis convaincu que lorsque le moment viendra où notre chef suprême ordonnera une nouvelle marche en avant, je pourrai avoir confiance en vous et que nous attacherons de nouveaux lauriers à nos drapeaux victorieux.

GUILLAUME,
Kronprinz de l'empire allemand et de Prusse,
commandant en chef.

Indication italienne ! — La guerre sera l'effondrement de la puissance économique et financière de l'Allemagne en Italie, puissance qu'elle avait pris tant de peine à édifier. Des gens compétents évaluent à plusieurs milliards les capitaux allemands engagés en Italie. On comprend dès lors pourquoi l'Allemagne n'a pas encore déclaré la guerre à l'Italie : elle espérait sauver sa situation financière dans la péninsule; mais elle devra bientôt y renoncer si, comme tout porte à le croire, les choses se précipitent.

Une opinion allemande sur l'armée russe. — Le général von Blume écrit dans les *Dernières Nouvelles de Munich :*

Les Russes ne peuvent fabriquer dans leur propre pays qu'une quantité limitée de matériel de guerre, et leurs communications

avec l'étranger sont difficiles. Mais ils tiennent encore la campagne avec des forces considérables. Il est possible que ces forces, plus ou moins ébranlées, se prêtent moins que par le passé à des opérations offensives de grande envergure. N'empêche que le soldat russe s'est montré jusqu'ici remarquable par sa ténacité et par son stoïcisme extraordinaire qui lui a fait affronter sans faiblir la mort et les souffrances.

Aussi longtemps que l'appui du pays et du peuple ne manquera pas à une telle armée, elle saura nous imposer encore bien des efforts, peut-être moins durs que ceux que nous venons de faire.

Il faut considérer que le système des voies ferrées russes, tout défectueux qu'il soit, offre encore assez de ressources au chef des armées. Il est en tout cas plus sage que nous comptions ainsi au lieu de nous abandonner aux espérances exagérées qui se manifestent depuis que tant de bonnes nouvelles nous arrivent de l'Est.

Alimentation. — Il n'y a pas à nier que nous et nos alliés aient nourri quelques illusions au sujet de l'efficacité du blocus en ce qui concerne les vivres.

Il y a toujours des infiltrations à travers les pays neutres que des considérations politiques obligent à ménager. Il faut tenir compte de la sortie des bouches inutiles, le Gouvernement allemand ayant convié, dit-on, les 5 millions d'habitants aisés à quitter le pays pendant la guerre et, en fait, 2 millions d'hommes des armées allemandes trouvent leur nourriture en partie dans les pays ennemis qu'ils occupent. Il faut aussi noter qu'il y a toujours dans un pays riche certains approvisionnements. Que, d'autre part, en temps normal il y a un certain gaspillage que la nécessité porte à réduire en temps de guerre; qu'en outre, on peut, sans tomber d'inanition, réduire dans une certaine mesure, ne fût-ce que 5 à 6 pour 100, les consommations alimentaires.

On ne doit donc pas tenir pour absolument négligeables les affirmations des autorités allemandes rassurantes pour le peuple. Mais, comme ces déclarations ont naturellement pour objet de décourager les Alliés et de leur persuader de rendre moins rigoureux l'encerclement, il convient de voir clair dans leur optimisme.

Ce qui est certain, c'est que la nouvelle récolte présentée comme favorable, ne l'est pas au point d'éviter une réglementation gênante pour la population :

D'après la nouvelle réglementation, les récoltes sont saisies sur pied. Le propriétaire n'en est que le détenteur pour le compte de l'État, et il doit veiller à leur conservation. Toutefois, après le

battage du grain, il a la libre disposition de la paille. Il n'y a d'exception à la saisie que pour les quantités de grain servant à la subsistance du propriétaire et de sa famille (800 grammes de farine par mois et par tête) et aux semences.

Une modification importante a été apportée au mode de répartition et de distribution de la farine. Une société du blé de guerre avait été créée à cet effet au cours de l'hiver dernier, mais elle s'est trouvée aux prises avec des difficultés particulières, car il était malaisé, plusieurs mois après la récolte, de saisir le grain qui avait déjà quitté les granges et d'en assurer la répartition.

Il a donc fallu trouver une autre solution. C'est par l'intermédiaire des communes que les saisies et achats auront lieu. Ces communes jouiront d'une autonomie complète pour opérer oes saisies et effectuer ces achats, dans la mesure de leur consommation probable.

D'autre part, un organe centralisateur était indispensable. Le conseil fédéral a créé à cet effet un « office impérial des céréales », qui fonctionnera sous le contrôle du chancelier, tant pour sa section administrative que pour sa section commerciale.

Ces mesures rigoureuses conjureront-elles sinon la famine du moins la pénurie ? D'une statistique publiée dans le *Corriere della Sera*, M. Jean Herbette tire, dans l'*Echo de Paris*, cette indication :

Pendant les quatre derniers mois de 1913 l'Italie, après une récolte exceptionnelle de 58 millions de quintaux, avait (réexportations déduites) importé 4 628 700 quintaux. Pendant les quatre derniers mois de 1914, après une récolte moyenne de 46 millions de quintaux et alors que le port de Gênes travaillait avec une intensité qu'on n'avait jamais vue, elle n'a importé (réexportations déduites) que 1 070 790 quintaux.

Cependant il est parfaitement clair que pendant les quatre derniers mois de 1914 les *arrivages* de céréales en Italie ont été très supérieurs à ce qu'ils avaient été pendant les quatre derniers mois de 1913. Comment se fait-il qu'en fin de compte les stocks aient grossi de 1 070 790 quintaux au lieu de grossir de 4 628 700 quintaux, soit une différence en moins de 3 557 910 quintaux ?

La réponse n'est pas douteuse : cette différence de 3 557 910 quintaux, *plus toute la différence entre les arrivages de 1914 et ceux de 1913*, ont passé en Allemagne.

Nous n'avons aucun reproche à faire là-dessus aux Italiens : c'est en décembre seulement que les accords nécessaires ont été conclus pour arrêter le ravitaillement de l'Allemagne à travers l'Italie, et dès le mois de janvier la statistique montre que les céréales apportées en Italie y restaient en quantités beaucoup plus grandes (363 800 quintaux restés en décembre, 1 063 490 quintaux restés en janvier).

Mais il n'en est pas moins vrai que l'Allemagne a pu faire venir

par l'Italie plus de trois millions et demi de quintaux, et peut-être le double de cette quantité (la statistique montre que l'Italie est outillée pour doubler son importation de céréales : 2 400 250 quintaux en mars-avril 1914, 5 052 210 quintaux en mars-avril 1915).

Or quelle est la quantité de farines que le Gouvernement allemand a déclaré avoir devant lui cette année, en plus des besoins de l'Allemagne rigoureusement rationnée?

Neuf millions de quintaux, qui avec les procédés de mouture employés aujourd'hui en Allemagne correspondent à dix millions de quintaux de grain environ.

Admettons que la quantité indiquée par le Gouvernement allemand est exacte (quoiqu'il ait un intérêt évident à l'exagérer).

De ce surplus qui a permis à l'Allemagne de ne pas être effleurée par le spectre de la famine, l'Italie avait fourni peut-être la moitié, et peut-être davantage. Or elle ne fournit plus rien.

La Roumanie, de son côté, avait dû envoyer en Allemagne un nombre respectable de millions de quintaux.

Est-ce que le problème de l'alimentation ne reste pas pour l'Allemagne une cause d'angoisse?

Est-ce que nous ne devons pas redoubler de précautions?

Presque tous les prix, fait remarquer le *Vorwärts*, sont augmentés en juin et juillet, surtout pour la viande. Le *Vorwärts*, sur ses renseignements particuliers, conclut à la nécessité de fixer des prix maxima pour le beurre, le fromage et le lait.

Ces statistiques donnent tout au moins une base d'appréciation plus solide que les on-dit qui s'opposaient jusqu'ici.

Selon une autre statistique dressée par la *Morgenpost*, d'après le cours des denrées alimentaires, en deux cents endroits différents d'Allemagne, les prix se sont élevés, de juillet 1914 à mai 1915, de 45 pour 100. Cela justifie les plaintes qui surgissent partout contre le renchérissement de la vie.

La bière manque, déplore en ces termes le *Berliner Tageblatt* :

Les cafetiers de Berlin serviraient bien de la bière à leurs clients, mais voilà, ils n'en ont plus! Ce cauchemar, qu'on aurait dû prévoir depuis longtemps, tombe maintenant sur Berlin comme sur les autres cités de l'empire. Le manque de bière est aujourd'hui un fait. Et avec cela nous avons un été de plomb et une soif en conséquence. La bière manque non seulement chez nous, chez ceux qui sont restés à la maison, mais il n'y en a pas non plus pour être expédiée sur le front, à nos soldats qui se battent pour nous. On s'imagine aisément tout ce que nos soldats doivent souffrir, le long des routes poussiéreuses de la Champagne, dans les tranchées en Pologne et dans les Flandres. Le vin de France,

si bon soit-il, ne vaut pas notre bière pour éteindre la soif d'un Allemand. Il est inutile d'essayer de donner du thé à nos troupes. Les soldats allemands ne sont pas des cosaques. Le thé ne leur réussit pas. Il faut de la bière à des estomacs germains. C'est donc avec raison que notre état-major a décidé de prélever en Bavière vingt pour cent sur toute la production de la brasserie pour l'envoyer sur le front. Toutefois, il faut remarquer que, depuis le 1er mars déjà, la production générale de la bière n'est plus que de 60 pour 100 de ce qu'elle est en temps normal. Mais aujourd'hui les provisions d'orge sont épuisées et la récolte n'est pas encore faite. Or, il est indiscutable que la production actuelle est absolument insuffisante pour satisfaire les besoins de la consommation, particulièrement énorme cette année. Voilà pourquoi nos brasseurs se voient dans la triste obligation de fournir à leur clientèle des bières trop jeunes et d'un goût pour le moins douteux. Mais le plus inquiétant c'est que même cette bière commence à faire défaut. La plus grande brasserie berlinoise, la Hofbraühaus, qui débitait tous les samedis de 120 à 150 hectolitres, n'en obtient pas seulement 50 hectolitres. Sans doute, ce ne serait pas un grand mal si l'on buvait un peu moins de bière, mais la question se complique singulièrement au point de vue économique.

D'autre part, les généraux qui commandent les trois régions militaires de la Bavière ont pris une mesure de rigueur contre les commerçants qui vendent trop cher les objets de première nécessité. Voici l'ordonnance du général commandant la première région ; elle a servi de modèle aux deux autres :

Sera puni de prison jusqu'à un an :

1° Quiconque, en achetant pour les besoins de sa profession des objets de nécessité journalière, offre des prix qui sont plus hauts qu'il ne convient, lorsque les circonstances font supposer qu'il existait une intention d'amener un renchérissement ou de faire relever les prix maxima qui ont été fixés (par l'administration);

2° Quiconque s'abstient de vendre des stocks d'objets de nécessité journalière qui sont destinés à être vendus, dans l'intention d'amener un renchérissement ou de faire relever les prix maxima;

3° Quiconque, exerçant la profession de commerçant en détail, demande ou accepte pour des objets de nécessité journalière des prix qui, étant donné l'état du marché, sont d'une élévation injustifiée;

4° Quiconque, exerçant le commerce des objets de nécessité journalière, refuse de livrer ses marchandises à un acheteur qui lui en offre le prix, quand il n'a pas d'excuse valable et quand ses stocks sont encore suffisants.

Le jugement prescrira l'annonce de la condamnation, aux frais

du coupable, dans trois journaux désignés par le tribunal. Sur la question de savoir si les prix sont convenables ou exagérés, c'est la police du district qui décide sans appel.

Ce texte revient à mettre tous les commerçants en denrées alimentaires et en autres objets de première nécessité sous la dépendance absolue de la police, qui peut les faire condamner quand elle l'entend à une peine de prison allant jusqu'à un an.

Aussi la population ouvrière s'émeut-elle.

Le 1er juillet, les corporations ouvrières et les social-démocrates ont organisé une manifestation à Nuremberg contre le renchérissement de la vie; ils ont distribué des milliers d'exemplaires d'une feuille portant le discours prononcé par le député Wurm au Reichstag, le 29 mai.

Les métaux. — D'un travail publié par le *Journal*, sous la signature de Jacques Dhur, il résulte que malgré le contrôle de l'Angleterre, l'Allemagne a pu s'approvisionner de cuivre en Amérique par le Danemark, la Suède et surtout la Hollande. La contrebande lui procure aussi souvent ce métal venant des mines espagnoles. L'Allemagne a dû augmenter très sensiblement sa dépense en métaux pour lesquels elle est tributaire de l'étranger : le plomb, le zinc, le nickel. Elle y est parvenue au moins en partie. Elle prétend aussi avoir trouvé le moyen de remplacer l'aluminium, indispensable pour la construction de la flotte aérienne, par le magnésium métallique. Mais certains petits métaux, non moins nécessaires, paraissent lui manquer, ou lui manqueront, si la flotte alliée fait bonne garde; par exemple le chrome et le vanadium qui augmentent considérablement la force et la dureté de l'acier, l'antimoine, les minerais de cobalt, de manganèse.

Quant au caoutchouc, l'Allemagne offrait avant l'intervention de l'Italie, à Gênes, 32 francs du kilo de cette substance, qui coûte couramment 7 francs à Londres et à Paris. C'était pour le vendeur un bénéfice d'au moins 400 pour 100. Ce qui explique que les exportateurs n'en sont pas à une confiscation près.

En outre, on fabrique de l'autre côté des Vosges un caoutchouc dit synthétique, trop grossier pour remplacer ceux du Brésil et des plantations de l'extrême Asie, mais qui peut les suppléer momentanément.

Le manque de pétrole a été une préoccupation que la reprise des puits de la Galicie atténue.

Dans l'ensemble, l'Allemagne est encore outillée formidablement en vue d'une guerre, que c'est le devoir de la Quadruple-Entente de faire « d'usure » pour les métaux comme pour les hommes.

Cinq discours de Guillaume II. — Si grande que puisse être la confiance mise par l'Allemagne dans ses armements et aussi dans la valeur tant de ses capitaines que de ses soldats, justifie-t-elle pleinement le langage de son empereur et de sa presse ?

A quelques jours de date, l'empereur Guillaume a prononcé ces cinq discours :

A Lemberg, s'adressant aux états-majors allemands et autrichiens, il a dit :

Nous sommes réunis en cet endroit pour célébrer l'un des plus grands exploits que mon armée, jointe à celle de Sa Majesté François-Joseph, ait accomplis depuis le début de la guerre. La valeur allemande, l'énergie allemande, la science militaire allemande sont irrésistibles. Nos ennemis à l'Est comme à l'Ouest sont écrasés par la puissance de l'Allemagne secondée par la loyauté de ses alliés. La victoire complète, suprême, est déjà en vue. L'Allemagne régnera dans sa gloire et sera à la fois la libératrice de l'Europe et la gardienne de la civilisation.

Quelques jours plus tard, à Cracovie :

Il y a un siècle et demi que mon illustre ancêtre Frédéric le Grand tint tête à toute l'Europe et combattit avec héroïsme. Son nom a passé à la postérité. Il reste une des plus grandes figures de l'histoire. Ce que ce grand fils des Hohenzollern a accompli au XVIIIe siècle, nous l'accomplissons à nouveau aujourd'hui. La Prusse a combattu contre un monde d'ennemis; l'Allemagne combat aujourd'hui contre une conspiration qui s'étend sur le monde entier, même en Extrême-Orient, et qui aspire à la faire disparaître de la face de l'univers. Mais l'Allemagne ne sera jamais battue. Le Tout-Puissant se sert de l'Allemagne pour accomplir une mission. Il a réservé un travail spécial aux Allemands. L'Allemagne ne pourra pas succomber et tous ceux qui se lèveront contre elle seront défaits et comprendront un jour que leur entreprise était vaine. L'Allemagne est une forteresse imprenable et inexpugnable. L'Allemagne est irrésistible en son avance et en ses progrès; elle prouvera maintenant au monde qu'elle peut vaincre tous ses ennemis et négocier la paix selon les termes qui lui conviennent. L'appui loyal et utile de ses alliés, l'Autriche-Hongrie et la Turquie, ne sera jamais oublié, particulièrement à l'heure de la victoire.

Puis en Silésie, dans la ville de Beuthen, devant une réunion de personnes privilégiées :

Nous approchons maintenant de la fin de cette terrible guerre qui nous a coûté tant de sang et qui a fait périr tant de précieuses vies allemandes. La nation allemande a répondu avec vaillance à l'appel aux armes l'été dernier. Notre peuple a combattu avec gloire pendant tous ces formidables combats. Aucun sacrifice n'a été trop grand pour lui; il n'a reculé devant aucune épreuve. Toute l'Allemagne s'est levée comme un seul homme avec enthousiasme pour soutenir cette guerre de défense et protéger la patrie contre l'envahisseur. Il n'y a pas de désaccord, de désunion, de faiblesse. La guerre a été conduite avec toutes les armes qui étaient mises à notre disposition. Nous nous sommes défendus comme un homme dont la vie est menacée à la fois par un groupe de lâches bandits. Tous les ennemis qui s'étaient unis contre nous ont pensé qu'ils pourraient nous détruire, mais ils se sont trompés; ils commencent maintenant à ressentir la lourdeur des coups que porte l'Allemagne; ils commencent maintenant à comprendre que l'Allemagne est assez forte pour lutter contre tous les autres ensemble. Les neutres que nos ennemis avaient essayé d'attirer dans des combinaisons antiallemandes ont vu le danger qu'il y avait à s'associer avec nos ennemis; ils préféreront conserver leur neutralité jusqu'à la fin ou même se joindre à nous. C'est ce que fit l'empire ottoman il y a déjà plusieurs mois. L'empire ottoman, grâce à la sagesse de son illustre monarque et à la prudence de ses hommes d'État, vit d'avance que le triomphe de l'Allemagne était inévitable. Aujourd'hui nous marchons tous les trois de concert vers la victoire.

A Königsberg, en Prusse orientale :

Les sacrifices que nous avons faits pour mener cette guerre ont été très grands. La guerre nous a été imposée par des ennemis méchants et pleins de haine. Tous nous pouvons être reconnaissants à Dieu d'avoir rendu toutes leurs tentatives vaines. Nous pleurons quand nous songeons à toutes les vies allemandes qui ont été détruites pour assurer la défense de l'Allemagne; mais ceux qui sont morts au champ d'honneur vivront éternellement dans notre mémoire, car ils ont contribué à créer la plus grande Allemagne. Une victoire complète sur tous nos ennemis et sur tous les champs de bataille est proche. Notre triomphe définitif ne saurait plus être ajourné très longtemps. Nos ennemis sont dans le désordre, dans la confusion; ils ne sont point unis entre eux; ils sont désorganisés par la lutte, découragés par la conscience qu'ils sont dans l'impossibilité de vaincre l'Allemagne. La bravoure allemande, l'organisation allemande, la science allemande sont sorties avec honneur de cette épreuve la plus redoutable qu'ait jamais supportée un pays. L'Allemagne est plus grande et plus puissante qu'elle ne l'a jamais été. Assurément, l'heure

présente est triste à cause du deuil universel dans lequel la nation est plongée, mais un avenir radieux est déjà en vue. Ce sera le triomphe de l'Allemagne et des Allemands. Nous devons remercier le Seigneur; nous devons remercier ceux qui protègent l'Allemagne avec leurs bras et leur épée.

Enfin à Berlin, à l'occasion de l'anniversaire du début de la guerre, ce manifeste :

Un an s'est écoulé depuis que je fus obligé d'appeler le peuple aux armes. Une époque sanguinaire inouïe est arrivée pour l'Europe et le monde. Devant Dieu et devant l'Histoire, je jure que ma conscience est nette; je n'ai pas voulu la guerre.

Après dix ans de préparation, les puissances de l'Entente, pour lesquelles l'Allemagne devenait trop puissante, ont cru le moment venu d'humilier l'empire, qui loyalement soutenait son alliée l'Autriche-Hongrie, dans une cause juste, ou de l'écraser sous des forces accablantes de tous côtés.

Ainsi que je l'ai déjà annoncé, aucun désir de conquête ne nous a poussés à la guerre. Aux jours d'août, quand tous les hommes sains se sont précipités autour du drapeau et que les troupes sont parties pour la guerre défensive, tous les Allemands du monde se sont sentis d'accord, à l'exemple unanime du Reichstag, que c'était une lutte pour le bien le plus élevé de la nation, pour sa vie et sa liberté.

Ce que nous pouvons attendre, si l'ennemi réussit à décider du sort de notre peuple et de l'Europe, on peut en juger par les malheurs de notre chère province de la Prusse orientale.

Le sentiment que la lutte nous était imposée a réalisé des miracles. Les conflits politiques se sont tus; d'anciens adversaires ont commencé à se comprendre et à s'estimer; un esprit de vraie camaraderie a régné dans le peuple entier.

Avec notre entière reconnaissance, nous pouvons dire aujourd'hui que « Dieu était avec nous ».

Les armées ennemies, qui se vantaient qu'elles entreraient à Berlin après quelques mois, ont été repoussées par des coups formidables loin à l'Est et à l'Ouest. Le grand nombre des champs de bataille sur des points divers de l'Europe et les combats navals sur des côtes proches et lointaines démontrent ce que la colère allemande, agissant sur la défensive, et la stratégie allemande peuvent accomplir.

Aucune violation des lois internationales par l'ennemi ne peut ébranler le fondement économique de notre conduite de la guerre.

Les associations d'agriculture, d'industrie, de commerce, de science, d'art, ont essayé d'adoucir les peines de la guerre. Se rendant compte de la nécessité de mesures pour le libre-échange des marchandises et entièrement dévoués à leurs frères combattant sur les champs de bataille, les habitants de l'Allemagne ont exercé toutes leurs énergies pour écarter le danger commun.

Avec une grande reconnaissance, la patrie se souvient aujourd'hui et se souviendra toujours de ses guerriers, de ceux qui, au mépris de la mort, offrent à l'ennemi un front courageux, de ceux qui sont blessés et qui sont revenus malades, de ceux surtout qui reposent après le combat sur le sol étranger ou au fond de la mer.

Je partage la douleur des mères, des veuves et des orphelins pour leurs bien-aimés qui sont morts pour la patrie.

La force intérieure et la volonté unanime de la nation, animées par l'âme des fondateurs de l'empire, garantissent la victoire. Les digues que ces fondateurs ont bâties parce qu'ils prévoyaient la nécessité de défendre encore ce que nous avions gagné en 1870 ont repoussé la marée la plus haute de l'histoire du monde.

Après les preuves sans précédent de l'habileté individuelle et de l'énergie nationale, j'ai la vive confiance que le peuple allemand, se maintenant fidèlement dans la purification résultant de la guerre, continuera de tenir sur les lignes anciennes déjà éprouvées et s'engagera avec confiance sur de nouvelles voies.

Les grandes épreuves donnent à la nation la fermeté du cœur. En agissant héroïquement, souffrons et travaillons sans fléchir jusqu'à ce que la paix arrive, une paix qui nous offre les garanties militaires, politiques et économiques nécessaires à notre avenir, une paix qui remplit les conditions pour le développement de notre énergie productrice chez nous et sur la mer libre.

De cette façon, nous sortirons honorablement de cette guerre pour le droit et la liberté de l'Allemagne, si longtemps qu'elle puisse durer, et nous serons dignes de la victoire devant Dieu que nous prions dans l'avenir de bénir nos armes.

D'autre part, l'*Universul* de Bucarest publie, sans un démenti, le télégramme suivant de l'empereur à la reine de Grèce :

Mon épée destructive s'est abattue sur les Russes. Ils auront besoin de six mois pour se reformer. Dans peu de temps je t'annoncerai de nouvelles victoires de mes braves, qui se sont montrés invincibles dans leur lutte contre le monde presque entier. Le drame de la guerre touche à sa fin.

Salutations à Dino (*le roi Constantin*).

GUILLAUME.

La presse marque le pas de parade derrière l'auguste orateur. Si quelquefois le *Vorwärts* met une sourdine à l'arrogance de ses coreligionnaires socialistes acceptant et même réclamant l'annexion de la Belgique, si l'indépendant Harden écrit : « La plus dure épreuve que l'Allemagne aura à subir ce sera pendant la deuxième année de la guerre, qui ne sera peut-être pas la dernière année de cette guerre », la

presque unanimité de la presse dépèce déjà le monde et le distribue au peuple allemand.

Et c'est à peine si les intellectuels jugent exagéré le langage d'un Carl Schrœder qui, selon le mot de M. Georges Malet, de la *Gazette de France*, « écrit tranquillement » :

Quand nous aurons abaissé nos ennemis et confisqué leurs territoires, si l'un quelconque de ces anciens indigènes, qu'il soit Anglais, Français, Italien, Américain (*sic*) ou tout autre de race inférieure, élève la voix plus haut qu'un soupir, nous le briserons contre terre.

Et après que nous aurons démoli ces cathédrales vermoulues et autres constructions hideuses, y compris les temples de l'Inde et autres contrées païennes, nous construirons des cathédrales bien plus grandes et des temples autrement splendides pour honorer notre noble kaiser et les grands actes de son peuple, destructeur des races pourries du monde.

Oh! combien nous sommes reconnaissants que Dieu ait choisi notre grand et incomparable kaiser et son peuple pour accomplir cette grande mission, car Darwin n'a-t-il pas dit (et il a dû prendre cette idée dans nos grands professeurs allemands) que le mieux adapté seul doit survivre? Et les Allemands ne sont-ils pas les plus capables en tout? Aussi, nous autres, Allemands, disons-nous : « Que les charognes pourrissent, il n'y a d'hommes nobles que les Allemands. »

En attendant Berlin s'ennuie. Les non-combattants ont l'emploi de leur journée.

Au profit des victimes de la guerre, on a organisé dans l'hôtel de M. Oscar von Mirbach, une exposition où l'on a réuni, moyennant finance, tous les objets de culte volés par les soldats du kaiser en Belgique et en France; des calices, des chasubles, des draps d'autel, des tableaux, des statuettes et même des cloches de dimensions modestes qui ont pu être emportées.

A chacun de ces objets est attaché un carton sur lequel se trouve inscrit l'endroit d'où il a été pris.

Les noms de Louvain, de Malines sont ceux qu'on rencontre le plus fréquemment en visitant l'exposition.

D'autres oisifs vont en bande voir des simulacres de tranchées à Charlottenbourg, le Passy de la capitale de l'Empire, et le soir les uns et les autres se ruent au théâtre.

Je suis allé à l'Opéra, écrit un envoyé du *Petit Parisien*. On jouait, ce soir-là, le *Barbier de Bagdad*. Comme j'étais arrivé un peu en retard, je ne pus trouver qu'un strapontin. Dans la salle, des uniformes, des habits noirs, beaucoup de femmes en décol-

e té. Le papotage habituel des soirées. Peu ou point d'allusions à la guerre. L'administration des théâtres, s'inspirant de la notice de la kommandantur apposée dans les chemins de fer, a sans doute défendu d'en parler. Je ne saurais l'affirmer. C'est de ma part, une simple supposition. Le programme des représentations de la semaine était affiché. Il comportait : *Carmen*, le *Mariage de Figaro*, *Violetta*, *Aïda*, *Mme Butterfly*, *Mignon* et *Lohengrin*. Au bureau de location, où je me présentai pour retenir des places, j'appris que pour *Carmen*, *Mignon* et *Lohengrin*, tout était loué. Les théâtres ne chôment pas. Cela fait partie de l'illusion que, d'ordre supérieur, il s'agit de créer et d'entretenir. Du petit au grand, l'Allemand travaille avec cette idée qui le domine, qui revient sans cesse comme un *leitmotiv*, cette idée qui le hante : *Deutschland über alles!* L'Allemagne au-dessus de tout!

Autriche-Hongrie. — Polémique entre Alliés. — Un Allemand avait soutenu, dans la *Nouvelle Gazette de Zurich*, le point de vue italien et avait douté de la sagesse d'une politique qui enchaîne l'Allemagne à l'Autriche, en la rendant ennemie de la Russie et de l'Italie.

Dans le même journal, un Autrichien lui répond.

L'Allemand avait écrit que l'Autriche, en majeure partie slave, pouvait échapper au « poing directeur » de l'Allemagne; l'Autrichien observe là-dessus ironiquement :

C'est vraiment bien parlé d'une alliée qui, depuis onze mois, partage dans la bonne et la mauvaise fortune le sort de l'Allemagne, et qui, dernièrement encore, par condescendance pour l'Allemagne, était prête à céder un morceau de son territoire. Laissons de côté le « poing directeur », car l'Autriche n'en connaît d'autre que le sien. Les Allemands d'Autriche, eux-mêmes, s'indigneraient de cette prétention de faire de leur pays un Etat vassal. Nous admirons l'Allemagne, nous voulons la prendre pour modèle sur bien des choses, mais cette guerre, avec les batailles de Limanovo, des Carpathes et de Tarnow, a fait découvrir que nous aussi nous comptions pour quelque chose au monde. Nous sommes les alliés de l'Allemagne et nous ne savons rien de son poing.

Finances et Économie sociale. — De M. Thiébault-Sisson, dans le *Temps* :

J'avais essayé aussi de connaître l'opinion de mes interlocuteurs sur la situation financière de l'Autriche; mais ils manquaient d'informations, et voici en quelques mots tout ce qu'ils m'ont dit :

« En Autriche, impossible d'évaluer, même approximativement, la situation financière. Les éléments d'appréciation font défaut. Depuis le commencement de la guerre, la Banque de l'empire

autrichien n'a pas publié de bilan. Tout ce qu'on peut dire, c'est que le dernier emprunt fait par l'Autriche aux États-Unis *avant* l'ouverture des hostilités, lui a coûté fort cher. Elle a dû payer son argent *sept pour cent.*

De la *Gazette de Francfort :*

Le Gouvernement hongrois vient d'instituer le carême national de deux jours par semaine, pour obvier au renchérissement fantastique de la viande, et l'Allemagne doit, sans retard, suivre son exemple.

L'abatage forcé de sept millions de porcs pour conserver à la population l'usage des pommes de terre, ainsi que les achats précipités de tout le bétail disponible par la municipalité et l'intendance ont produit ce résultat, et aujourd'hui ce n'est pas seulement deux jours, mais sept jours par semaine que le peuple doit s'abstenir de viande.

Il est urgent que le Gouvernement prenne les mesures nécessaires pour restreindre au profit des pauvres, la consommation des riches. Puisque ceux-ci ne limitent pas spontanément leur appétit, il faut les y contraindre par la force. Pour la loi, il ne doit pas y avoir deux classes d'Allemands : ceux qui mangent et ceux qui jeûnent, mais des Allemands égaux devant l'étal du boucher.

Une enquête instructive. — A la prière du cardinal Piffl, de Vienne, des ecclésiastiques autrichiens ont entrepris en Belgique une enquête indépendante sur l'attitude des prêtres belges pendant l'invasion allemande en Belgique.

Cette enquête est terminée. Son résultat, qui s'appuie sur une surabondance de documents authentiques démontre que cinquante prêtres ont été tués, que plus de deux cents ont été gravement maltraités par les Allemands, et que, dans chaque cas particulier, le traitement a été absolument indigne.

Le résultat de l'enquête est une réfutation complète et une condamnation de la version officielle allemande.

CHAPITRE V

CHEZ LES NEUTRES

Mai 1915.

Espagne. — Le président du conseil, M. Dato, parlant des manifestations neutralistes du 30 mai, a déclaré :

Nous réprimerons énergiquement toute manifestation quelle qu'elle soit. Le cabinet maintient sa stricte neutralité, appuyé par l'opinion espagnole. Nous tâchons d'augmenter notre puissance militaire, qui est actuellement beaucoup plus forte que jamais. Nous continuerons à l'augmenter tant que les circonstances l'exigeront. Ces efforts n'ont pourtant aucun but offensif. Ils n'ont d'autre objet que de nous permettre de repousser toute tentative d'agression contre notre territoire ou nos intérêts, chose d'ailleurs improbable, puisque tous les pays belligérants font constamment preuve de considération à l'égard de l'Espagne.

Hollande. — Du *Temps*, à la date du 23 mai :

Un fort mouvement se dessine en Hollande en faveur de l'établissement du service militaire général. Depuis des mois déjà, de nombreuses voix dans la presse et dans le public ne cessent de demander que l'on exerce tous les hommes en état de concourir à la défense de la nation, et qu'à côté de 300 000 hommes actuellement sous les armes, on forme des réserves qui pourraient au besoin tripler le chiffre des combattants. On a commencé par faire appel aux engagements volontaires, mais les résultats obtenus par cette voie ont été insuffisants, et de plus en plus s'est imposée la nécessité de mesures plus radicales et plus efficaces.

Il y a quelques jours est parvenue à la seconde Chambre une adresse, signée de nombreuses notabilités du monde de l'industrie, du commerce et des milieux universitaires, demandant qu'en attendant l'établissement urgent du service général total, il soit procédé à la préparation militaire de tous les hommes valides et à l'augmentation en conséquence des provisions d'armes et de munitions. L'adresse a atteint son but, en ce sens qu'elle a posé la question devant le Parlement. A l'occasion de la discussion de quelques projets militaires de détail, présentés par le Gouvernement, plusieurs députés ont donné leur adhésion à l'idée formulée dans l'adresse, et il est apparu qu'il y avait à la Chambre une majorité favorable à la réforme.

Le Ministre de la Guerre a déclaré que l'établissement immédiat du service généralisé se heurtait à des difficultés de diverse nature qui l'empêchaient de s'y rallier sans réserve, mais qu'un projet de loi, réalisant un pas dans cette voie, était en préparation à son département, et ne tarderait pas à être soumis au Parlement.

Roumanie. — Du *Gaulois :*

De toutes parts on entend cette question :

« Que fait la Roumanie? » On s'était bercé de l'espoir que cette sœur latine marcherait contre l'ennemi commun en même temps que l'Italie, et voici qu'il n'en est rien.

Rendons justice à ce peuple héroïque, qui a si vaillamment et si utilement aidé les Russes dans la guerre de 1877 contre les Turcs : la Roumanie est prête à se joindre aux Alliés; elle assiste frémissante à l'action de l'Italie et serait déjà entrée en lutte avec l'Autriche, si son action diplomatique était aussi avancée que sa préparation militaire. Il y a trois jours, la Roumanie célébrait sa fête nationale et le roi passait en revue, à Bucarest, une partie de son armée, dont l'attitude martiale et la superbe allure donnaient à tous l'espoir de voir bientôt ces soldats combattre pour l'affranchissement de leurs frères de Transylvanie.

L'action de la Roumanie ne comporte pas cependant une indépendance aussi complète que celle de l'Italie. Les questions balkaniques sont toujours compliquées, et, en premier lieu, il fallait se garder contre une attaque de la Bulgarie, qui aurait mis la Roumanie entre deux feux : les Autrichiens au Nord, les Bulgares au Sud. Il n'y a plus lieu de craindre pareil événement : le voyage de M. Bratiano, président du conseil à Sofia, a dissipé toute crainte à ce sujet. Les négociations, les concessions même, ont abouti à une entente absolue. La loyauté du Tsar Ferdinand et de son peuple est engagée et ne saurait faillir. Peut-être même les procédés de la Roumanie, la cordialité qui a présidé de part et d'autre à cette entente auront-ils un autre résultat, plus tard.

La Roumanie a donc les mains libres, et ses aspirations nationales peuvent prendre leur essor. Il lui faut cependant, comme à l'Italie, une certitude sur les résultats auxquels peut prétendre son intervention. La question des nationalités, qui constitue la base du programme des Alliés, se heurte ici aux difficultés des frontières naturelles. Les statistiques ethniques montrent en certains territoires un enchevêtrement de races diverses, des îlots de population d'origine différente, et il est impossible, dans le Banat aussi bien qu'en Macédoine, de « contenter tout le monde et son père », comme a dit La Fontaine.

En Bukovine, les Roumains ont peuplé une partie du territoire; les Ruthènes et les Russes ont peuplé le reste. La Roumanie demande les limites du Pruth, qui prend sa source aux Carpathes, enclave Czernowitz et, un peu plus loin, sert de limite actuelle

entre la Roumanie et la Bessarabie, autrefois annexée par la Russie. C'est donc une bonne partie de la Bukovine que voudraient avoir les Roumains, pour que leur frontière naturelle ne fût pas interrompue jusqu'aux Carpathes.

En ce qui concerne la Transylvanie, où la population est presque exclusivement roumaine, le droit de la Roumanie est si peu contestable que le cabinet de Vienne était disposé, en ces derniers temps, à accorder l'autonomie à cette province longtemps opprimée par la Hongrie. Autour de cette région montagneuse, la race roumaine s'est déversée comme une nappe d'eau sur les plaines hongroises, et dans tel district elle est la majorité, alors qu'elle est en minorité dans un autre.

Pour englober les territoires, où les Roumains sont dans la proportion de 50 à 70 pour 100, les aspirations de la Roumanie vont des sources du Pruth aux sources de la Tiza, à travers le district de Maramures, et descendent ensuite en ligne oblique vers la Theiss, qui se jette dans le Danube, presque en face de Belgrade, englobant ainsi le Banat.

Le Banat, qui confine au Danube, entre la Theiss et la Transylvanie, se compose de trois districts. Dans deux de ces districts, les Roumains sont en majorité, tandis que dans le troisième, celui de Torontal, les Serbes prédominent. De là une rivalité sur ce territoire, et l'offre du Temès comme frontière naturelle, la Serbie voulant avoir un horizon serbe devant Belgrade.

Nous ne faisons qu'exposer les revendications, sans prétendre en juger. Nous souhaitons vivement que les négociations aboutissent le plus tôt possible, et nous avons des raisons de l'espérer, parce que la grande et généreuse Russie mettra le poids de son influence dans les questions balkaniques.

On ne saurait se dissimuler que les cartes de la Roumanie étaient plus belles avant l'entrée en jeu de l'Italie, parce qu'on pouvait supposer qu'il y avait partie liée. L'Italie a mis, la première, l'épée à la main; la Roumanie reste seule, et cette expectative ne peut la servir que si elle dure peu.

Nous faisons des vœux pour que nos frères latins de Roumanie voient leurs aspirations satisfaites dans la mesure du possible, et qu'ils prennent bientôt rang, avec leur belle et solide armée, à côté de ceux qui luttent pour le Droit et la Justice pour l'Europe nouvelle que nous voulons établie, pour toujours, dans la paix.

De M. Emmanuel de Martonne, dans la *Revue de Paris :*

Le royaume karpathique roumain occupera une situation avantageuse et d'une grande importance pour l'équilibre européen. Abandonnant définitivement toute prétention dans la péninsule balkanique. il pourra d'autant mieux y agir le cas échéant comme arbitre désintéressé. Peut-être une entente ne sera-t-elle pas impossible avec une Hongrie diminuée, mais plus homogène, concentrée dans la riche plaine de la Pussta, véritable domaine du peuple

magyar, comme les Carpathes sont celui du peuple roumain. En tout cas, la Roumanie karpathique, possédant les bouches du Danube gardera, la chose est inévitable, des rapports économiques étroits avec les puissances de l'Europe centrale. Mais ses relations avec les puissances occidentales pourront se développer plus librement. Il est permis d'espérer que ses clients habituels deviendront dans une plus large mesure ses fournisseurs. La métallurgie et les industries textiles anglaises et françaises auront certainement une place à prendre, en attendant que l'industrie se soit développée, comme la chose est probable, dans la Roumanie agrandie.

Nul doute en tout cas que les sympathies traditionnelles pour la France ne soient réveillées et ne triomphent définitivement de l'influence germanique.

Bulgarie. — En vue d'établir un contrôle sérieux sur la provenance et la nature des marchandises destinées à la Turquie et passant en transit par la Bulgarie, le ministère des Finances a adressé une circulaire à toutes les autorités douanières, les informant que dorénavant le transit à travers le territoire bulgare des marchandises venant de Roumanie et destinées à la Turquie ne pourra être fait que sur l'autorisation spéciale dudit ministère.

D'autre part, on mande d'Athènes à l'agence des Balkans :

Le Gouvernement britannique vient d'informer le Gouvernement grec que toutes les marchandises débarquées à Dedeagatch à destination de la Bulgarie ou de la Roumanie, sont saisies et confisquées sur leur passage en territoire turc. Il recommande par conséquent qu'il soit enjoint aux navires grecs de s'abstenir désormais de débarquer à Dedeagatch des vivres ou d'autres marchandises similaires.

Suède. — Le 4 mai, au cours d'un banquet offert par la ville de Gotheborg, à l'occasion du lancement d'un nouveau cuirassé, le roi a prononcé un important discours, dont voici le passage principal :

Cet incendie mondial qui menaçait depuis si longtemps est enfin devenu une dure réalité. Jusqu'à présent, nous avons pu tenir notre pays en dehors de la lutte, et j'espère ardemment qu'il nous sera possible de l'y maintenir jusqu'au bout avec l'aide du Tout-Puissant.

Mais le danger pour nous d'être entraînés dans la guerre n'est pas moindre maintenant qu'au début des hostilités. Depuis le commencement, j'ai tenu dans l'intérêt de la patrie à observer, comme un devoir indispensable, une stricte neutralité, qui a été unanimement approuvée par le pays.

En terminant, le roi a exhorté tous les citoyens à ne rien entreprendre qui puisse aggraver la position du pays.

Grèce. — L'amélioration constatée depuis le 27 mai dans la santé du roi Constantin se maintient.

A midi, la température était de 36°,8, le pouls de 88 et les respirations de 20. A 20 heures, la température était de 37 degrés, le pouls de 88 et les respirations de 18.

Le professeur Eiselsberg, de Vienne, est attendu demain matin à Athènes, où le professeur berlinois Krause arrivera dimanche matin.

Cette maladie du roi ajourne en Grèce les affaires sérieuses.

Saint-Siège. — L'*Osservatore Romano* du 29 mai conseille de démentir le bruit suivant lequel le pape aurait prié les États en guerre avec l'Italie de rappeler temporairement leurs diplomates.

Le journal croit pouvoir affirmer que les diplomates ont estimé devoir quitter Rome parce que leur présence était impossible dans les circonstances actuelles, non parce que leur sécurité personnelle aurait pu courir un danger sérieux, mais parce que leur situation serait devenue moralement insoutenable et inacceptable. Même en admettant que le Gouvernement italien se fût montré disposé à leur consentir l'autorisation de correspondre par l'intermédiaire et sous la responsabilité du Saint-Siège avec leurs gouvernements respectifs, une pareille situation n'aurait point été acceptable pour eux; elle ne répondait pas à la dignité de leurs charges et aux exigences de leur mission.

États-Unis. — Du *Financial News :*

Il est intéressant de comparer les deux opinions opposées qu'on exprime sur les conséquences possibles d'une déclaration de guerre des États-Unis à l'Allemagne. Les Américains germanophiles déclarent « que l'Allemagne n'a rien à craindre. Le kaiser sait bien qu'il ne peut pas recevoir d'approvisionnements des États-Unis tant que le contrôle des mers par les Alliés ne sera pas brisé. Quelques navires de plus appartenant à la flotte américaine ne constituent pas un facteur important capable de contrecarrer les plans de l'Allemagne. Il est peu probable qu'elle attaquera les États-Unis, faute de pouvoir y envoyer des troupes. Le seul résultat de l'intervention sera que les navires américains courront les mêmes dangers que ceux des Anglais ou des Français dans la zone de guerre sous-marine. Mais l'Allemagne ne peut récolter aucun profit dans une guerre avec les États-Unis, qui provoquerait un déchaînement de haine durable ».

Les partisans des États-Unis tiennent un tout autre langage. « Si le pays entrait dans le conflit, disent-ils, cela voudrait dire que toute sa richesse, toute sa puissance militaire et navale, toute son activité industrielle et commerciale seraient jetées dans la balance, et cet ensemble serait d'un intérêt considérable pour les Alliés. Il faut compter avec la formidable accumulation de richesses disponibles qui, dans les guerres modernes, constitue un facteur de première importance. Elle rehausserait le crédit des nations Alliées. De plus, l'effet moral de l'entrée en scène de l'Amérique serait considérable sur les autres puissances neutres, en particulier la Hollande et la Scandinavie, qui ont également souffert des sous-marins. Tout en prêtant son concours, en aidant les Alliés de son crédit, elle faciliterait leur tâche en forçant sa production de munitions de guerre, en vue de laquelle son industrie est si bien outillée. Ce point a une importance particulière, vu la pénurie actuelle de munitions. De plus, automatiquement, l'interdiction d'exporter des sous-marins et autres fournitures de guerre serait levée. Dans ces conditions, l'intervention des États-Unis ne serait nullement négligeable et pourrait hâter la fin de la guerre. »

Exportations allemandes en fraude. — On télégraphie de New-York le 20 :

Aujourd'hui a commencé le procès de six agents allemands qui sont poursuivis à la requête du Gouvernement, pour avoir exporté du caoutchouc en Allemagne, par la voie des pays neutres. Ils enfermaient ce caoutchouc dans des barils contenant des déchets de coton ou de la résine, et trompaient ainsi les autorités du port.

Cette fraude a été découverte grâce aux rayons Rœntgen.

Des preuves existent que les accusés avaient de grands crédits ouverts à Berlin et à Vienne; en outre, les lettres trouvées en leur possession démontrent qu'en Allemagne et en Autriche on a un besoin urgent de caoutchouc.

Si les accusés sont condamnés, ils sont passibles de l'emprisonnement.

Les agents britanniques dans les ports américains ont découvert dernièrement que les Allemands recourent à des ruses extraordinaires pour exporter du caoutchouc.

Une caisse ouverte hier et contenant, selon l'étiquette du couvercle, de la « papeterie », renfermait un énorme bloc de caoutchouc, assez grand pour permettre la fabrication de pneumatiques d'automobiles.

Ce caoutchouc portait l'inscription : « Gomme à effacer. »

On a surpris une autre ruse consistant à envoyer des saucisses de caoutchouc dans des boîtes de conserves.

L'Allemagne avertit les armateurs américains. — L'ambassadeur des États-Unis à Berlin transmet, le 29 mai, à son

Gouvernement un avertissement urgent que l'Allemagne adresse aux armateurs américains, leur recommandant de ne pas traverser la zone navale de la guerre sans observer de grandes précautions; elle engage tous les neutres à faire usage de façon bien nette de tous signes de nature à faire connaître leur qualité de neutres, y compris les feux nocturnes.

L'Allemagne dit que pendant ces dernières semaines il est arrivé souvent que des vaisseaux neutres ont été coulés dans la zone de guerre qui a été définie le 4 février par l'amirauté allemande; et il a été établi notamment qu'un sous-marin allemand a coulé dans les ténèbres un navire neutre qu'il avait pris pour un navire anglais parce que ses feux n'étaient pas suffisants pour éclairer les « signes de la neutralité ».

L'Union sud-américaine. — On annonce de Buenos-Ayres que les trois Ministres des Affaires étrangères de l'Argentine, du Brésil et du Chili signeront un traité de cinq ans, semblable à celui déjà signé avec les États-Unis, obligeant les trois républiques à soumettre à l'examen d'une commission internationale tous les différends éventuels qui pourraient s'élever entre les trois États et portant l'engagement de ne pas déclarer la guerre et de ne pas ouvrir les hostilités avant que ladite commission ait terminé son enquête et rédigé son rapport. Ce traité doit avoir pour effet de rendre toute guerre presque impossible.

Le président de la République Argentine, M. de La Plaza, a reçu officiellement les Ministres des Affaires étrangères du Brésil et du Chili. A cette cérémonie assistaient le corps diplomatique, les membres du Parlement, les hauts fonctionnaires, les chefs de l'armée et de la marine, et de nombreuses personnalités politiques et littéraires. Les troupes ont rendu les honneurs militaires. Les musiques ont joué les hymnes nationaux des trois républiques.

La ville est brillamment pavoisée et illuminée. Les Ministres ont assisté aux courses à l'hippodrome. La foule leur a fait une ovation enthousiaste.

L'ambassadeur des États-Unis, doyen du corps diplomatique, a offert un dîner en l'honneur des trois Ministres des Affaires étrangères de l'A. B. C. auquel assistaient tous les membres du corps diplomatique.

Juin 1915.

Espagne. — De l'*Economista*, de Madrid :

Le député Mella, qui a parlé clairement, dit que « nous ne devons pas intervenir officiellement; que le Gouvernement doit s'abstenir de toute action, mais que le pays est tenu de montrer ses sympathies à l'Allemagne ». En Allemagne, on rira de ce discours. Toutes les sympathies ne valent pas un coup de canon contre ses ennemis. Les libéraux et les républicains affirment « que nous ne devons pas intervenir, mais qu'il nous faut témoigner de la sympathie, de l'amitié aux Alliés, les aider au besoin ». Ceci est mieux déjà. Mais comme notre aide ne consistera pas en envoi d'argent ou de soldats pour leurs armées, il en résulte que notre rôle se bornera à leur vendre des approvisionnements, des produits fabriqués, des munitions, des armes. Il y a pourtant deux limites à une action de ce genre. La première est la contrebande de guerre déclarée, précisée, par les belligérants. La seconde est notre consommation personnelle de subsistances. L'envoi de contrebande de guerre est réellement une infraction à la neutralité. Mais depuis le début de la guerre on ne peut pas dire qu'aucune nation neutre ait refusé de vendre à l'un quelconque des groupes de belligérants, ou même aux deux quand l'occasion de le faire avec profit s'est présentée.

L'Italie qui a fini par déclarer la guerre à l'Autriche, l'a approvisionnée pendant des mois comme elle a approvisionné la Serbie et la France. Quant à l'Espagne, il est de toute évidence qu'elle a vendu des denrées, des chevaux et du bétail à la France et à l'Angleterre, de même qu'elle a vendu, au fur et à mesure des possibilités, aux Allemands et aux Autrichiens. C'est pourquoi le commerce et l'industrie, qui ne voient que leur intérêt, font des folies dans leur recherche du bénéfice. Les gouvernements neutres, de leur côté, tout en édictant des prohibitions, se montrent bienveillants et peu rigoureux, moins par sympathie pour les belligérants qu'en raison de l'intérêt de leurs nationaux. Et c'est sur de telles bases que des personnages politiques prétendent établir une plate-forme ou un programme de parti plus ou moins négatif sur le principe essentiel de la neutralité.

Il ne peut en résulter qu'un flux de paroles, vides de sens ou à double sens. Et alors on n'arrive ni à satisfaire les belligérants qui veulent une aide militaire, ni à se créer des motifs de gratitude, des droits à leur reconnaissance, car hors de l'Espagne, nos discours perdent toute leur valeur.

L'incident auquel avait donné lieu une exécution à Liége, par les Allemands, de cinq sujets espagnols, est définitivement réglé. Mais dans les milieux politiques de Madrid, on

considère l'indemnité de 228 000 pesetas, accordée par le Gouvernement impérial allemand, comme dérisoire et injurieuse.

Hollande. — Le mémoire que le Gouvernement des Pays-Bas a soumis à la Chambre, en déposant un projet de loi destiné à renforcer l'armée, débutait ainsi :

Depuis qu'a éclaté la présente guerre, on s'aperçoit de plus en plus qu'un peuple ne peut pas se permettre de laisser sans emploi les forces propres à assurer la défense de son territoire. Certains indices montrent avec évidence que le peuple néerlandais est arrivé à cette profonde conviction.

De la *Gazette de Voss*, de Berlin :

Pourquoi la guerre a-t-elle causé en Hollande un revirement complet des sentiments envers l'Allemagne? Qu'a donc fait l'Allemagne pour désagréger l'affinité de *kultur*, sans parler des liens naturels de race?

Il y a à cette question bien des réponses. La peur d'une invasion allemande, disent les uns, les habiles mensonges des ennemis de l'Allemagne, disent les autres. On essaye de résoudre le problème de cette façon, mais on n'y arrive qu'en apparence et parce que les Allemands se basent sur l'affinité de *kultur*. Mais cette affinité existe-t-elle? Ou, posant la question plus exactement, les Hollandais la reconnaissent-ils? Un Allemand qui a vécu quelque temps en Hollande et a quelque peu observé, devra répondre par la négative.

Je prétends, m'appuyant pour cela sur l'affirmation de nombreux Hollandais intelligents, que les Hollandais considèrent et ont toujours considéré tout ce qui est allemand, *kultur*, manières et coutumes en général, comme quelque chose de très étranger et de très éloigné. Le Hollandais ne peut comprendre que l'Allemand le regarde comme un demi-frère, parce qu'il n'a jamais éprouvé semblable sentiment à son égard, pas même pendant la guerre sud-africaine. Il ne faut pas croire que le Hollandais ait un penchant plus marqué pour les Anglais que pour les Allemands. Il a cependant adopté plus des mœurs anglaises que des allemandes.

Le cœur des Hollandais a toujours été français, il l'est toujours resté.

« Si nous devions perdre notre indépendance, me disait l'autre jour un Hollandais, nous préférerions que ce fût au profit de la France, car nous savons, depuis Napoléon que si les Français occupaient notre pays ils nous laisseraient notre individualité nationale. L'Allemagne, au contraire, voudrait faire de nous des Allemands.

Le sentiment intime du Hollandais est profondément français. A La Haye il se manifeste avec emphase et plus que nulle part ailleurs en Hollande.

La Haye est la ville la plus hostile à l'Allemagne, la seule ville où les bulletins de victoires des Alliés soient affichés à la devanture des boutiques.

Et pourtant La Haye est la capitale de la Hollande.

Roumanie. — Le cabinet Bratiano semble continuer à tout craindre de l'Entente, alors que les conservateurs et les libéraux paraissent de plus en plus poussés vers la Triple-Entente.

Reprise de l'exportation du pétrole roumain. — Suivant une information de Berlin, la Roumanie a rouvert sa frontière à l'exportation du pétrole vers l'Autriche et l'Allemagne.

Après une fermeture de quelques semaines, la frontière roumaine avait été rouverte vers le 9 mai pour être fermée de nouveau vers le 25 mai. Le Gouvernement roumain s'applique à ne laisser sortir du pétrole qu'en échange d'autres marchandises (munitions, etc.), que lui livrent l'Autriche et l'Allemagne. La réouverture de la frontière semble donc indiquer qu'un nouvel arrangement est intervenu, peut-être à la suite du séjour qu'a fait à Bucarest, M. Strauss, ex-directeur de la société pétrolière Steana Romana, et actuellement directeur de la Deutsche Bank.

Suisse. — Selon les *Basler Nachrichten* du 9 juin, le Conseil fédéral s'est déclaré favorable, en principe, au projet qui consisterait à interner en Suisse, jusqu'à leur complète guérison, vingt mille prisonniers de guerre malades ou convalescents.

Chacun des groupes des nations en guerre enverrait chez nous dix mille de ses prisonniers qui lui seraient rendus au fur et à mesure de leur rétablissement. Les vides causés par les renvois, ainsi que par les décès, seraient aussitôt comblés.

Le Pape appuie de tout son pouvoir ce projet et il a fait sonder à ce propos, le Conseil fédéral, par un envoyé spécial, le comte Santucci.

La proposition concernant cette généreuse initiative du Pape a été présentée aux gouvernements intéressés pour obtenir leur agrément et leur acceptation.

Quelques gouvernements ont envoyé déjà une réponse favorable et reconnaissante. D'autres réponses sont attendues, mais on a confiance que la proposition si humanitaire et opportune ne rencontrera aucun obstacle.

La proposition du Pape se référant au territoire suisse, concerne naturellement les prisonniers français, anglais et belges d'un côté,

et les Autrichiens et les Allemands de l'autre, c'est-à-dire les seuls pouvant jouir de l'hospitalité suisse.

Mais cela ne signifie pas que le Pape se désintéresse des prisonniers des autres nationalités belligérantes, au contraire, nous sommes informés que le Pape a déclaré que les prisonniers russes, serbes, monténégrins en Autriche, en Allemagne et en Turquie, et les prisonniers autrichiens, allemands et ottomans en Russie, Serbie et au Monténégro, ne pouvant pas trouver une hospitalité en Suisse, seront l'objet de soins ultérieurs du Saint-Siège, qui ne manquera pas d'entamer des conversations à ce sujet avec les gouvernements respectifs.

Luxembourg. — Le Luxembourg est vu de mauvais œil par les *Münchner Neueste Nachrichten :*

Le Luxembourg a échappé au sort de la Belgique grâce au bon sens de son Gouvernement, qui ne s'est pas opposé par la force au passage des troupes allemandes. Le Luxembourg a été amplement dédommagé. Tout ce qu'il est et tout ce qu'il possède, il le doit d'ailleurs à l'Allemagne, à ses capitaux, à son esprit d'initiative. Dans ces conditions, il eût été naturel de lui en témoigner quelque gratitude. Or, savez-vous comment cette gratitude se manifeste? Par le mot de « sale Prussien », qui se trouve dans la bouche de tout Luxembourgeois parlant d'un Allemand. Au lieu de produire la reconnaissance que nous attendions, nos bienfaits n'ont produit que l'insolence et le mépris. La *Gazette du Luxembourg* annonce aujourd'hui que plus de huit mille hommes, c'est-à-dire plus de trois pour cent de la population du pays, se sont engagés au service de la France et ont été accueillis par nos ennemis avec un grand enthousiasme.

Cette nouvelle n'ayant pu être communiquée à la *Gazette* que par le Gouvernement luxembourgeois dont elle est l'organe officiel, il y a là un acte d'hostilité manifeste qui doit attirer toute l'attention du Gouvernement allemand.

Danemark. — Le 18 juin, le Folketing a adopté à l'unanimité la motion suivante, signée par les représentants de tous les partis :

Comme dans tout le peuple danois, sans distinction de partis, on est d'accord que le Gouvernement, qui pratique une politique de neutralité absolue et uniforme, doit être soutenu, l'Assemblée promet son appui au ministère actuel qui travaille pour cette politique.

M. Zahle, président du Conseil, avait exposé que le Gouvernement désirait cette déclaration de la part de l'Assemblée afin d'obtenir une situation politique claire pour l'avenir et de constater si tous les partis du Parlement

étaient disposés à appuyer le ministère dans sa politique de neutralité absolue. L'adoption de cette motion constitue une réponse nette à cette question. Le président du Conseil a déclaré au nom du ministère que celui-ci, après l'adoption de la motion, est prêt à poursuivre son œuvre.

Grèce. — Le 5 juin, l'*Ethnos*, journal venizeliste, s'exprimait ainsi :

Le peuple élira M. Venizelos, car il sait que lui seul est capable de diriger la politique extérieure qui s'impose au pays. Que sera cette politique? Elle n'impliquera certes point cette intervention immédiate aux côtés de la Triple-Entente, que désirait M. Venizelos au moment où il a dû abandonner le pouvoir, car la situation a été totalement modifiée, depuis lors, par suite de l'intervention de l'Italie et des négociations qui se sont engagées entre la Bulgarie et la Roumanie.

Une nouvelle étude de la question et de nouvelles négociations seront nécessaires, et ce n'est qu'ensuite qu'une décision pourra être prise au sujet de l'intervention avec des garanties et des compensations territoriales.

La *Hestia*, également venizeliste, dit :

Ceux qui croient que M. Venizelos suivra, lorsqu'il sera revenu au pouvoir, la même politique que celle qui motiva sa démission feraient bien de se renseigner afin de mieux éclairer le public sur l'état d'esprit dans lequel M. Venizelos reprendrait le pouvoir des mains du Gouvernement actuel. Que reste-t-il, en effet, de la situation où se trouvait alors la Grèce, et que sera-t-il possible d'en sauver?...

Discours programme de M. Gounaris. — L'inauguration du club électoral ministériel a fourni, le 11 juin, l'occasion au président du Conseil, M. Gounaris, de prononcer un discours dont voici la substance :

Le président du Conseil fit tout d'abord l'historique du conflit qui amena la démission du précédent cabinet, plaçant très habilement la couronne et le ministère dans leurs rôles respectifs, de façon à ne pas découvrir le roi devant les électeurs, tout en laissant nettement comprendre que ceux-ci auront à se prononcer entre la façon de voir du souverain et celle des adversaires du cabinet actuel.

Puis, entrant dans le vif, M. Gounaris s'est attaqué à la politique de M. Venizelos, et a rappelé les notes confidentielles de l'ancien président du Conseil, en s'efforçant d'en démontrer les conséquences.

Le président du Conseil déclare que la Grèce, en ne suivant

pas la politique de M. Venizelos, a gagné de ne pas avoir eu sa flotte écrasée devant les Dardanelles, de n'avoir pas eu une division détruite, et de ne pas avoir été épuisée après une lutte malheureuse de trois mois et devenue inutile à ses amis et la mettant à la merci de ses ennemis, tandis qu'au contraire « nous sommes aujourd'hui aussi vigoureux qu'auparavant et toujours en état d'aider ceux dont les intérêts concorderaient avec les nôtres, de façon à motiver notre coopération ».

La politique du Gouvernement n'entend exposer la Grèce à une guerre que lorsque les intérêts helléniques l'exigeront et lorsque la participation grecque sera devenue une nécessité.

Le reste du discours est consacré à la politique intérieure et aux réformes faisant l'objet du programme du Gouvernement.

Saint-Siège. — Un journaliste français, M. Latapie, reçu en audience par le Pape, a publié dans la *Liberté*, sur cette entrevue, un récit que le cardinal Gasparri, au nom du Souverain Pontife, n'accepte pas sans réserves devant un rédacteur du *Corriere d'Italia :*

Benoît XV n'a jamais confondu les exécutions de prêtres belges avec la question des prêtres autrichiens pris comme otages par les Italiens, ni avec celle du sort de 1 500 israélites reproché aux Russes.

Le Pape sait que les prêtres autrichiens emmenés comme otages par les Italiens sont très bien traités par ceux-ci. Ils ne peuvent même pas être réellement considérés comme des otages. Ni le Pape, ni moi, déclara Mgr Gasparri, n'avons jamais reçu de lettres du gouverneur de Belgique pour nous signaler officiellement les actes en question.

Quant à la violation de la Belgique, il est absolument faux que le Pape ait à ce sujet prononcé la phrase injurieuse que vous savez en déclarant « que cela s'était passé sous le pontificat de son prédécesseur Pie X ».

Je pourrais vous répéter la vraie réponse du Souverain Pontife, mais mon intention actuelle est de rectifier et non de compléter les affirmations de M. Latapie.

Mais plus grave encore est la confusion faite par M. Latapie en ce qui concerne les rapports du Saint-Siège avec le Gouvernement italien. Il est vrai que le Saint-Siège désirait que l'Italie restât en dehors du conflit européen moyennant l'octroi par l'Autriche de concessions opportunes, telles qu'elles pussent écarter tout motif de froissement entre les deux nations, soit parce que le Pape, ayant invoqué Dieu pour le rétablissement de la paix, ne pouvait naturellement pas désirer l'extension de l'incendie; soit parce qu'il désirait épargner à l'Italie bien-aimée, dans laquelle il vit, les peines et les horreurs de la guerre; soit enfin, parce qu'il était préoccupé de la situation délicate dans laquelle se trouverait ou

pourrait se trouver le Saint-Siège si l'Italie entrait dans le conflit.

Mgr Gasparri déclare également dénaturé et faux tout ce que M. Latapie a écrit au sujet des rapports entre le Vatican et l'Italie. L'affaire des lettres ouvertes par la censure est considérée au Vatican comme un fait insignifiant. La phrase attribuée au pape disant que les Italiens sont le peuple le plus mobile de toute la terre est une pure invention.

Benoît XV, dites-le bien, ne veut créer aucun embarras à l'Italie et n'attend aucun changement dans sa situation, de l'action des armées étrangères ; le Pape ne compte que sur le triomphe de la justice.

Ajoutez, déclara Mgr Gasparri, que le pape a blâmé énergiquement le torpillage de la *Lusitania* et qu'il ne fit aucune déclaration comparative sur le blocus établi par l'Angleterre.

Quant à l'entrevue que M. Latapie aurait eue avec Mgr Gasparri lui-même, celui-ci déclare n'avoir aucunement parlé de la rupture des rapports diplomatiques avec la France.

En se résumant, Mgr Gasparri a déclaré que M. Latapie aurait mieux fait de ne rien publier sans lui avoir soumis son article et sans sa préalable autorisation.

La loi des garanties. — La note suivante est communiquée le 23 juin à la presse, de source officielle :

Un journal français a publié le compte rendu d'une entrevue attribuée au Pape, dans laquelle on fait dire au Souverain Pontife que par suite de la guerre, les relations du Saint-Siège avec les nations ennemies de l'Italie sont en réalité supprimées. Or, pour ce qui concerne l'Italie, dès la déclaration de guerre, elle prit soin d'appliquer scrupuleusement et avec une grande largeur d'appréciation, la loi des garanties qui veut que le Pape corresponde librement avec les évêchés et tout le monde catholique.

En conséquence, des instructions précises furent données au bureau de la censure de la poste étrangère pour que toutes les lettres du Pape ou pour le Pape et le secrétaire d'État du Saint-Siège fussent aussitôt transmises à leur adresse. Ces dispositions furent étendues aussi à la correspondance des différentes congrégations, à savoir la Pénitentiaire, la Consistoriale, le Saint-Office, etc.

Parmi toutes les centaines de lettres qui, journellement, parviennent au Saint-Siège et en partent, deux seulement furent par erreur ouvertes : une adressée à la secrétairerie d'État, l'autre à la Pénitentiaire. Les deux lettres ne parvenaient pas de l'étranger, mais de la zone italienne de guerre. Aussi fut-il ordonné au bureau de la censure dans la zone de guerre de faire passer librement les correspondances dirigées au Saint-Siège ou expédiées par lui.

L'ordre fut scrupuleusement appliqué. Les correspondances dirigées par le Saint-Siège sur l'Autriche-Hongrie furent ponc-

tuellement expédiées *via* Suisse; mais ce fut l'Autriche-Hongrie qui ne voulut pas les recevoir. Deux lettres timbrées de la secrétairerie d'État, dont une adressée à Mgr Scapinelli, nonce à Vienne, qui avaient été ponctuellement expédiées en Autriche, *via* Suisse, furent retournées avec la déclaration écrite sur les enveloppes que c'était par l'Autriche qu'elles étaient repoussées, « comme provenant de pays en guerre ».

Il ne peut pas y avoir de doute au sujet de l'acheminement de ces lettres, parce qu'elles portaient le timbre du bureau postal de Zurich, ce qui montre que l'Italie les envoya à l'Autriche, *via* Suisse. Partant, si les rapports entre le Saint-Siège et l'Autriche sont supprimés ou rendus difficiles, la faute doit en être attribuée uniquement à l'Autriche-Hongrie.

États-Unis. — M. Pichon, sous le titre : *Le Devoir Présent*, montre les Allemands se multipliant sur terre, sur mer, dans l'air et dans les chancelleries pour vaincre le Destin qui les accule peu à peu à la conclusion fatale de leurs machinations infernales.

Ils n'ont pas hésité à ne laisser sur notre front que les troupes qu'ils considèrent comme suffisantes dans leur infériorité numérique pour contenir l'offensive anglo-franco-belge, afin de transporter contre les Russes tous les corps d'armée qu'ils jugent nécessaires pour les chasser de la Bukovine et de la Galicie. Concurremment, ils poursuivent dans la Baltique une campagne qui, dans leur pensée, devrait aboutir à la prise de Riga.

Plutôt que de se dégarnir en Pologne et de s'affaiblir sur d'autres points, ils ajournent la guerre contre l'Italie, et laissent les Autrichiens, refoulés sur les hauteurs du Tyrol, résister seuls à la poussée violente et victorieuse des soldats du roi Victor-Emmanuel. Ils ne viendront, sans doute au secours de leurs alliés que lorsqu'ils ne pourront plus faire autrement.

Sur mer, l'activité de leurs sous-marins s'accroît sans cesse. Du 5 au 12 juin, ils n'ont pas coulé moins ds 46 navires, sans compter les deux torpilleurs anglais *10* et *12*. Dans la seule journée du 17, ils ont détruit sept bateaux neutres, hollandais, suédois, norvégiens, danois, et plusieurs vapeurs appartenant aux ports de la Grande-Bretagne.

Dans l'air, ils ont envoyé leurs taubes et leurs zeppelins sur les côtes anglaises et sur plusieurs villes françaises. Ajoutons, d'ailleurs, que ces raids se sont uniquement traduits, comme d'habitude, par l'assassinat de quelques victimes appartenant à la population civile et n'ont produit que peu de dégâts.

Enfin, à l'intérieur de l'Empire, le travail des arsenaux et des usines n'a jamais été plus intense. Hommes et femmes sont employés partout en vue de la guerre. On se rend compte de ce qu'il faut d'armes, de munitions et de fournitures pour répondre

aux besoins de tous les fronts de bataille; elles sont le triple de celles que nous devons nous procurer nous-mêmes; il y est pourvu par un personnel de plusieurs centaines de milliers d'ouvrières et d'ouvriers.

Quant à l'action diplomatique de leurs agents, elle s'est renforcée partout où il leur reste l'espoir de lutter contre le sentiment public, qui leur est défavorable, et de prévenir des interventions qui leur porteraient le dernier coup, en Roumanie, en Bulgarie, en Grèce. En même temps, elle s'est fortifiée dans les pays scandinaves, et tout particulièrement en Suède, où les mensonges répandus sur la politique russe ont amené M. Sazonoff à faire des déclarations péremptoires.

Mais c'est à Washington que la chancellerie de Berlin use de ses procédés habituels, tour à tour insinuants et brutaux. Le 3 juin, l'ambassadeur d'Allemagne se plaint au Président de n'avoir pu, en raison du fonctionnement défectueux de la station de T. S. F. de Nayville, informer son Gouvernement de la façon dont l'opinion publique américaine considérait le torpillage de la *Lusitania*.

D'après lui, si son Gouvernement avait été mieux éclairé, sa réponse eût été plus satisfaisante.

Le même jour il rendait visite au secrétaire d'État, M. Bryan, et lui remettait des déclarations sous serment, d'après lesquelles la *Lusitania* aurait bien eu à bord des canons, qui avaient été cachés au moment de la visite de M. Malone, inspecteur des douanes.

Cette déclaration était signée par quatre personnes qui affirmèrent qu'elles visitèrent le transatlantique avant qu'il partît pour son dernier voyage, et qu'elles y virent des pièces d'artillerie dissimulées.

Le malheur est que ces quatre témoins sont des réservistes allemands.

La démission de M. Bryan. — Le 8 juin, M. Bryan a écrit à M. Wilson pour lui faire part des regrets qu'il éprouve d'avoir été obligé de donner sa démission et lui exprimer les souhaits qu'il forme pour le succès de son cabinet et de sa politique. M. Bryan a ajouté :

Animé par les motifs les plus élevés, vous avez préparé, pour être transmise au Gouvernement allemand, une note à laquelle je ne peux pas m'associer sans violer ce que je crois être une obligation envers mon pays. La solution de la question qui est en jeu est si importante que rester membre du cabinet serait aussi injuste à votre égard qu'à l'égard de la cause qui me tient à cœur, à savoir, empêcher la guerre; c'est pourquoi je vous remets ma démission. Désireux comme vous de trouver une solution pacifique des problèmes soulevés par l'emploi de sous-marins contre des navires marchands, nous sommes en désaccord absolu sur les méthodes à employer.

A vous incombe la responsabilité de parler officiellement au nom du pays, mais je considère qu'il est de mon devoir d'essayer, comme simple particulier, d'aboutir au résultat que vous recherchez, mais par des moyens que vous ne croyez pas avoir la liberté d'employer.

M. Wilson a répondu à l'ancien Ministre des Affaires étrangères en termes très cordiaux; après avoir rappelé leurs relations personnelles très amicales et avoir fait l'éloge du concours dévoué que lui a donné M. Bryan, le Président ajoute :

J'accepte votre démission uniquement parce que vous insistez à la donner, mais je l'accepte avec un sentiment de regret profond mêlé de douleur; même à l'heure actuelle, étant donné le but que nous nous efforçons d'atteindre, nous ne sommes séparés que par la méthode que nous suivons; voilà pourquoi votre démission avive mes regrets. Nos objectifs sont identiques, nous devrions en poursuivre ensemble le succès. Je cède à votre désir uniquement parce qu'il le faut; nous continuerons à travailler pour la même cause quoique de façon différente.

Le succcesseur de M. Bryan. — M. Robert Lansing succède à M. Bryan. M. Lansing fut conseiller du département d'État et le conseiller confidentiel du président Wilson. Il a servi les États-Unis dans plusieurs postes diplomatiques et est considéré comme une des plus grandes autorités des États-Unis sur les lois internationales. Il est né à Watertown en 1864, passa ses examens à Amherst et fut admis à la barre en 1889. Il est en accord complet avec le président Wilson et sa politique, et on compte sur lui pour soutenir jusqu'au bout l'attitude du président Wilson envers l'Allemagne.

La deuxième note américaine. — Voici le texte de la note envoyée le 10 juin à M. Gérard, ambassadeur des États Unis à Berlin :

Le Gouvernement des États-Unis remettra sous peu des informations complètes concernant les vapeurs *Cushing* et *Gulflight*.

En ce qui concerne le torpillage du *Falaba*, où un citoyen américain a trouvé la mort, le Gouvernement américain est surpris de voir le Gouvernement allemand prétendre que le fait pour un bâtiment marchand de se sauver ou d'appeler assistance puisse modifier les obligations de l'officier qui a à opérer la capture, tout en sauvegardant la vie des personnes qui sont à bord. Rien autre que la résistance armée ou des tentatives répétées de se dérober n'a jamais, jusqu'ici, mis en danger les passagers ou

l'équipage d'un bâtiment marchand qui a reçu l'ordre de s'arrêter pour permettre de procéder à l'examen des papiers du bord.

Le Gouvernement allemand, en discutant la question des pertes des vies humaines résultant de la destruction de la *Lusitania*, s'étend longuement sur certaines informations qu'il aurait reçues concernant le caractère et l'équipement de ce bâtiment, indiquant en même temps que de telles informations n'ont pas été portées à la connaissance de États-Unis.

Le Gouvernement allemand dit : « On déclare de façon irréfutable que la *Lusitania* était armée de canons, qu'elle portait des servants entraînés, qu'elle avait à bord des troupes canadiennes, et qu'elle transportait des munitions en même temps que des passagers, ceci en contravention avec les lois américaines; que, virtuellement, la *Lusitania* constituait un croiseur auxiliaire anglais. »

Ce sont là heureusement des matières sur lesquelles le Gouvernement des États-Unis est en état de fournir des informations officielles au Gouvernement allemand.

C'était d'ailleurs le devoir des États-Unis de s'assurer que la *Lusitania* n'était pas équipée pour l'offensive; de fait, si c'eût été un bâtiment de guerre anglais, il n'eût pas reçu les mêmes certificats de sortie qu'un bâtiment marchand. Le Gouvernement des États-Unis a accompli ce devoir avec une vigilance scrupuleuse par l'intermédiaire de fonctionnaires officiels et il est, par conséquent, à même d'assurer le Gouvernement allemand qu'il a été mal informé.

Si le Gouvernement allemand s'estime en possession de preuves évidentes et convaincantes que les fonctionnaires américains officiels n'ont pas rempli soigneusement leur devoir, les États-Unis espèrent sincèrement que l'Allemagne lui soumettra ces preuves.

Quel que soit le point de vue auquel se place le Gouvernement allemand concernant le transport de munitions à bord de la *Lusitania* ou l'explosion de ces munitions par suite du torpillage, le Gouvernement des États-Unis se borne à déclarer qu'un tel point de vue n'a rien à faire avec la légalité et les méthodes employées par les autorités navales allemandes dans la destruction du bâtiment, parce que la destruction d'un navire quelconque transportant des passagers implique le respect des principes d'humanité et relègue au second plan toutes les circonstances accessoires qui sont supposées affecter ces questions.

Quels que soient les faits secondaires concernant la *Lusitania*, le fait principal est que le grand paquebot, destiné en premier lieu au transport des passagers et qui portait plus d'un millier de personnes, qui ne pouvaient en aucune façon être l'objet d'une poursuite de guerre, a été torpillé et coulé sans l'ombre d'un avertissement préalable et que des hommes, des femmes et des enfants ont trouvé la mort dans des circonstances sans précédent dans les guerres modernes.

Cette note ne donne pas satisfaction à tous les pangerma-

nistes. Une partie importante de la presse reçoit cependant l'invitation de s'en accommoder.

Non seulement la note n'est pas un ultimatum, écrit-on de Munich, mais elle est, au fond, beaucoup plus conciliante que sa devancière, puisqu'elle offre formellement tous les offices des États-Unis pour amener entre l'Angleterre et l'Allemagne une atténuation au caractère impitoyable de la guerre maritime.

Certes, le point de vue américain est encore fort éloigné du nôtre, mais la distance qui les sépare commence à ne plus paraître infranchissable. Sur la question de fait, c'est-à-dire sur le point de savoir si la *Lusitania* était armée et chargée de munitions, les Etats-Unis se bornent, en effet, à nous demander des preuves susceptibles d'infirmer leur propre enquête, ce qui équivaudrait à nous proposer une conversation contradictoire, d'où, nous l'espérons bien, jaillira la lumière.

Sur la question de droit, la divergence paraît naturellement plus grave. L'Amérique voudrait nous faire admettre que la vie d'un non-combattant ne peut pas être mise en péril à bord d'un bateau de commerce n'offrant aucune résistance. Fidèles à notre réponse du 28 mai, nous prétendons, au contraire, que tous les bateaux pénétrant dans les zones de guerre définies par notre amirauté le font à leurs risques et périls et s'exposent, par là même, à être détruits sans nouvel avertissement.

Là-dessus le désaccord demeure complet et l'entente presque impossible; mais, par le seul fait qu'elle est amicale et courtoise et qu'elle n'exige de notre part aucune réponse précipitée, la note américaine ouvre la voie à toutes les discussions et ferme la porte à toutes les chances de rupture si ardemment escomptées par nos adversaires.

Réponse à la deuxième note américaine. — L'Allemagne a répondu dans les termes suivants à la note américaine du 10 juin :

Le Gouvernement impérial a constaté avec satisfaction, d'après la note américaine, que les États-Unis désirent cordialement voir appliquer les principes d'humanité dans la guerre actuelle.

Cet appel trouve un plein écho en Allemagne, qui a toujours adhéré à ce principe qu'il faut faire la guerre à la force organisée d'une puissance ennemie et respecter la population civile ennemie autant que possible.

Le Gouvernement des États-Unis sait comment, dès le début, avec une insensibilité croissante, les ennemis de l'Allemagne ont visé la destruction, non seulement des armées allemandes, mais encore de la vie du peuple allemand, renonçant à toutes les règles du droit international, négligeant tous les droits des neutres, paralysant complètement le commerce possible entre l'Allemagne et les pays neutres.

Pendant que les ennemis ont ainsi ouvertement déclaré une guerre impitoyable allant jusqu'à notre destruction complète, nous faisons la guerre pour la défense de notre existence nationale et pour une paix durable.

Nous avons été obligés d'adopter la guerre des sous-marins contre les méthodes de guerre adoptées par nos ennemis, méthodes qui sont contraires au droit international.

Le terrible cas précis de la *Lusitania* fait voir où la méthode de guerre de nos ennemis les entraîne.

La recommandation faite aux navires de la marine marchande britannique d'être armés et d'attaquer les sous-marins, ainsi que la promesse de récompense, suppriment toute distinction entre les navires marchands et les vaisseaux de guerre, et, par conséquent, les passagers voyageant à bord des navires marchands sont exposés au plus haut degré à tous les dangers de la guerre.

Si le commandant du sous-marin qui détruisit la *Lusitania* avait permis à l'équipage et aux passagers de se sauver dans les canots, avant de tirer une torpille, cela aurait certainement entraîné la destruction de son propre vaisseau.

Après des expériences faites en coulant des bateaux beaucoup plus petits et en moins bon état, il était probable qu'un grand bateau du tonnage de la *Lusitania* resterait à flot assez longtemps après avoir été torpillé pour permettre aux passagers de se sauver dans les canots.

Des circonstances exceptionnelles, particulièrement la présence de grandes quantités de matières facilement explosives, ont trompé cette attente.

Il faut en outre remarquer qu'en s'abstenant de torpiller la *Lusitania*, des milliers de caisses de munitions seraient parvenues aux mains de l'ennemi, et le résultat en eût été que des milliers de mères et d'enfants allemands auraient été privés de leurs défenseurs.

Afin d'éviter de mettre en danger les vapeurs à passagers américains, des instructions seront données aux sous-marins allemands pour qu'ils laissent passer ceux qu'on leur aura permis de reconnaître par des signes distinctifs spéciaux et dont le passage aura été signalé un temps suffisant à l'avance.

Mais le Gouvernement impérial espère, avec confiance, que le Gouvernement des États-Unis lui donnera garantie que lesdits vaisseaux ne porteront aucune contrebande.

Afin de fournir les moyens de transports suffisant pour les citoyens américains à travers l'Atlantique, le Gouvernement allemand propose d'augmenter le nombre des vapeurs disponibles par un nombre raisonnable de vapeurs neutres, dont le chiffre devra être convenu et qui feraient le voyage comme navires à passagers sous pavillon américain, dans les mêmes conditions déjà exposées pour les vapeurs américains.

Cette note n'a d'autre but que de gagner du temps, écrit M. Pichon, qui continue ainsi :

Cela résulte à la fois du texte de ce document et des déclarations faites à côté par les personnages qui l'ont rédigé.

« Nous ne demandons pas mieux que de discuter, dit M. de Jagow, mais il faut d'abord nous entendre sur les faits. Autrement, nous travaillerions dans l'obscurité. Recherchons dans quelles conditions se sont produites les attaques de nos sous-marins contre les navires qu'ils ont coulés; ensuite, nous verrons ce qu'il convient de faire. Nos intentions, à cet égard, sont aussi pures que le fond de notre cœur. »

Et la note, et le ministre allemand, formulent toute une série d'allégations dont ils demandent l'examen par une commission d'enquête, qui serait nommée conformément à l'une des conventions de La Haye déchirée par eux avec la même désinvolture que les traités de neutralité de la Belgique et du Luxembourg. Pour peu qu'on les suive dans cette voie, il est clair que le débat pourra se prolonger plusieurs années après la conclusion de la guerre. Les victimes des assassinats de la mer du Nord et de la mer d'Irlande seront depuis longtemps oubliées avant qu'on ait fixé le point de savoir si elles ont sombré en vingt minutes ou coulé en quelques secondes.

Quant au fait que des munitions de guerre auraient été transportées par la *Lusitania* (ce qui intéresse fort peu les familles des malheureux dont la mort crie vengeance), on aura beau le déclarer radicalement faux en Angleterre, les Allemands, dont on connaît la bonne foi, le proclameront incontestable comme un dogme, et pendant que les démentis seront échangés, le souvenir du paquebot détruit et des vies sacrifiées aura le temps de s'effacer de la mémoire des hommes,

C'est précisément ce que veut le Gouvernement allemand. Le président Wilson se prêtera-t-il au stratagème? Ce serait alors qu'il préférerait ne pas pousser l'affaire à fond et ne pas déduire de sa protestation première toutes les conséquences qu'elle comporte. Car personne ne peut le croire assez naïf pour tomber innocemment dans le piège qui lui est tendu.

En réalité, écrit l'*Écho de Paris* :

Le Gouvernement allemand se trouve dans une position très délicate. L'immense majorité de l'opinion publique est déchaînée contre les Américains. Le premier soin de la *Tages-Zeitung*, qui avait été suspendue pour ses attaques contre les États-Unis, a été de publier en reparaissant aujourd'hui un article insultant pour le président Wilson. Elle l'accuse d'avoir fermé le canal de Panama au trafic ordinaire pour hâter le ravitaillement de la Russie et d'avoir demandé des sauf-conduits pour des navires anglais qui étaient des arsenaux flottants. Mais ce langage qui enthousiasme

le peuple allemand, son armée et surtout sa marine, ne plaît plus autant à son Gouvernement, depuis que celui-ci a compris que les États-Unis, grands fournisseurs de coton et grands détenteurs de navires allemands, ne reculeraient pas devant une rupture.

La diplomatie allemande essaye donc de calmer les Américains. Elle tente même de se faire auprès d'eux un mérite de la difficulté de sa tâche, et elle leur laisse apercevoir la colère populaire qui gronde en Allemagne, comme, au moment des incidents Mannesmann, elle se faisait un mérite auprès de la France de ne pas obéir à la campagne antifrançaise de ces aventuriers. En même temps, elle cherche à tâter le terrain en faisant publier aux États-Unis des résumés tendancieux de sa future note. Si elle constate que l'opinion américaine semble satisfaite, elle tâchera de retirer ses concessions dans la rédaction définitive du document.

Le même journal dit, à propos d'un mémorandum anglais envoyé le 25 juin aux États-Unis :

On se rappelle que les États-Unis avaient répondu, par une longue note datée du 30 mars, aux mesures prises par l'Angleterre (et par la France) pour restreindre le commerce maritime de l'Allemagne. Cette note avait surtout le caractère d'une argumentation juridique, mais son but positif était de réserver aux États-Unis la possibilité de réclamer des indemnités si leurs navires ou leurs ressortissants se trouvaient lésés.

La réponse anglaise laisse de côté la question de doctrine et se borne à rappeler les tempéraments fort importants que l'Angleterre a apportés, dans la pratique, à sa déclaration du 1er mars et à l'*Ordre en conseil* qui l'a suivie.

Cette manière de rédiger la réponse anglaise était la seule concevable, tant que l'Allemagne n'a pas répondu elle-même aux protestations américaines qui ont pour point de départ son fameux manifeste du 4 février, qui annonçait le blocus par sous-marins.

Il ne faut pas oublier, en effet, que les mesures prises en mars, par l'Angleterre et par la France, contre le commerce allemand, n'ont été que la conséquence des atrocités annoncées le 4 février — et commises depuis lors — par la marine allemande. Il ne saurait être question de plaider au fond sur l'effet tant que la cause subsistera.

L'Amérique sans défense. — L'attitude gardée vis-à-vis de l'Europe par Washington, que M. Bryan trouve trop audacieuse et que M. Roosevelt estime trop prudente, s'expliquerait-elle par la révélation d'un livre qui a du retentissement de l'autre côté de l'Atlantique : *L'Amérique sans défense* ?

« Que peuvent faire, opine l'auteur, M. Maxim Hudson, dans

les circonstances actuelles, les États-Unis, pour protéger leurs nationaux contre la piraterie allemande? Rien. Nous sommes le peuple le plus riche de la terre, mais nous en sommes aussi, eu égard à notre population, le plus faible. »

Notre marine? Je citerai les paroles de l'amiral Knight, président du *Naval War College* : « Dans son ensemble, notre flotte est beaucoup moins puissante qu'elle ne pourrait et devrait l'être. Nous n'avons que 33 cuirassés qui datent de moins de vingt ans. Or, l'Amirauté dit que nous devrions en avoir 48. Nous n'avons que 68 torpilleurs, et l'Amirauté dit que nous devrions en avoir 192. Elle dit aussi que nous devrions avoir 71 000 hommes d'équipage, et nous n'en avons que 52 300.

D'autre part, l'Amiral Fiske déclare : « Nous n'avons qu'un seul mouilleur de mines. Il nous en faudrait cinq. A bord de cet unique mouilleur, il n'y a que 336 mines. L'Allemagne avait 20 000 mines au début de la guerre. »

M. Maxim Hudson insiste aussi sur le manque de charbonniers et de croiseurs légers :

Dans la guerre contre l'Espagne, nous avons été réduits à emprunter des cargot-boats ordinaires et à les armer en transports et en croiseurs légers, et cette lacune nous aurait perdus, si nous n'avions trouvé dans les Espagnols un adversaire encore plus mal préparé que nous. Si nous avions eu affaire à une grande puissance navale, nous aurions été balayés de la surface des mers.

Et l'armée? Ici nous entendons s'élever la voix du major-général Wood, qui écrit, dans une lettre sensationnelle : « Nous n'avons ni munitions ni canons suffisants pour nous assurer la moindre chance de victoire contre une armée seulement égale à la nôtre.... »

Quant à la doctrine de Monroë, c'est, suivant les expressions de M. Hudson, *le bluff le plus retentissant de l'Histoire, et celui qui a eu le plus de succès*. Telle que les États-Unis l'interprètent aujourd'hui, la doctrine de Monroë, non appuyée par des forces militaires suffisantes, ne constitue que l'un des points du plus considérable engagement dont un État moderne ait osé prendre l'initiative.

La France se fait ouvrir un crédit à New-York. — On annonce fin juin qu'un arrangement a été conclu entre la maison Morgan et la maison Rothschild de Paris pour l'émission en Amérique d'un emprunt français.

Cet emprunt serait garanti au moyen d'obligations de

chemins de fer américains de premier ordre, déposées à la Banque Morgan.

On ne connaît pas encore le montant de l'émission. On croit qu'il sera un peu inférieur à 250 millions de francs. Le taux serait d'environ 5 pour 100.

L'opération relativement peu importante dont il s'agit est évidemment destinée, comme l'indique d'autre part le correspondant du *Daily Telegraph* à New-York, à stabiliser le cours du change. La France ayant en ce moment beaucoup plus d'achats à faire aux États-Unis qu'elle n'a de marchandises à leur livrer, la monnaie française pourrait être exposée à se déprécier en Amérique s'il n'y avait pas, sur place, une caisse chargée de payer en monnaie américaine au nom de la France.

Les Allemands aux États-Unis. — C'est entre 3 millions et 3 500 000 qu'il faut évaluer le total des Allemands nés en Europe et vivant aujourd'hui aux États-Unis.

Selon les estimations les plus serrées, les colons d'autrefois sont représentés par 6 millions d'Américains et les petits-fils de ceux-ci au XIXe siècle dépassent 2 millions. Vingt millions d'hommes, le quart des États-Unis, ont donc du sang allemand dans les veines. Le *Deutschtum* les revendique. Coloniser, a dit Macaulay, c'est créer de nouvelles nations.

Juillet 1915.

Espagne. — Le 13 juillet, on télégraphie de Barcelone :

La population du quartier des anciens abattoirs de Gracia, où sont cantonnés de nombreux Allemands sans aveu, a adressé aux autorités des plaintes au sujet d'abus de toutes sortes commis contre les personnes et les propriétés par les sujets de Guillaume II, trop souvent ivres.

De Madrid :

C'est surtout à Barcelone que l'effervescence est grande parmi les radicaux par suite de l'attitude chaque jour plus arrogante et provocatrice des jaimistes, contre lesquels M. Lerroux s'élève violemment dans un éditorial du *Radical*.

Il paraît que les jaimistes barcelonais, que le chef des radicaux appelle « la milice des cléricaux », se sont complètement militarisés. Imitant les Allemands cantonnés dans un ancien abattoir de Barcelone, qui défilent dans les rues au pas de parade, et dont

un certain nombre fréquentent ouvertement les centres traditionalistes, ils organisent des marches militaires, musique en tête, au cours desquelles on s'exerce au tir au revolver.

Tout cela au début était jugé par les gens sérieux comme de simples enfantillages; mais l'inquiétude a commencé à naître quand on a vu des Allemands parmi les manifestants jaimistes.

Les radicaux estiment qu'ils ont fait preuve de trop de patience et qu'ils ne sauraient tolérer davantage les fanfaronnades agressives des jaimistes appuyés dans leurs démonstrations par l'élément teuton.

Hollande. — La Chambre adopte par 55 voix contre 13, les socialistes ayant voté contre, un projet dont le but est le renforcement progressif de la défense de la Hollande. Ce renforcement aura pour effet : la formation d'une forte réserve, le remplacement de la réserve actuelle, l'entraînement d'un grand nombre d'hommes qui, jusqu'à ce jour, n'ont rien fait pour la défense du pays.

Le commerce hollandais. — Il n'est pas douteux que les transactions entre la France et la Hollande et entre la Hollande et la France n'augmentent après la guerre dans des conditions considérables.

Le boycottage dont vont être l'objet en France, pendant de nombreuses années, tous les produits allemands, permettra au commerce et à l'industrie hollandais de se créer une clientèle importante sur le marché français.

La présence en Hollande pendant de nombreux mois d'un si grand nombre de réfugiés belges, qui dans les magasins de La Haye, d'Amsterdam, de Rotterdam, de Flessingue ou de Maëstricht, ont habitué les commerçants à voir réclamer par la clientèle l'article français de préférence à tout autre, fut le plus utile moyen de vulgarisation des produits français dans les Pays-Bas.

Les liens historiques de sentiments, de culture commune qui unissent déjà si profondément les deux pays ne pourront que favoriser les relations commerciales qui vont se créer et se développer très rapidement.

Le Gouvernement français est décidé à favoriser dans toute la mesure de son influence les transactions entre la France et la Hollande.

Les importantes modifications que la déchéance du traité de Francfort peut apporter dans les relations économiques de la France avec les autres nations européennes ne sauraient laisser la Hollande indifférente. Elle est appelée à en

bénéficier dans la plus large mesure et à voir se développer et prospérer son industrie et son commerce nationaux, sans plus avoir la crainte d'être absorbée dans quelque tyrannique Zollverein.

Suisse. — A la date du 29 juillet, le 13e convoi de grands blessés a traversé la Suisse :

Le treizième convoi des grands blessés était mixte et comprenait 200 sanitaires et 150 grands blessés. Nos troupiers, qui n'avaient séjourné que quelques jours à Constance, paraissaient avoir beaucoup souffert.

Dès 1 heure du matin le quai suisse était noir de monde et l'on peut évaluer à 20 000 le chiffre des personnes qui assistèrent à l'arrivée. Sur le quai, dix énormes paniers en osier furent remplis en un clin d'œil de cadeaux et de fleurs.

A l'arrivée du train, l'ovation faite à nos soldats est impossible à décrire; ce fut un immense cri de : « Vive la France! » Dans les wagons, nos soldats marchaient sur les fleurs. La *Marseillaise* fut chantée par une centaine de jeunes filles. Le train au départ avait sa machine décorée de bouquets de fleurs et d'un drapeau suisse. Sur la voie noire de monde, une nouvelle et formidable manifestation de sympathie eut lieu.

Les convois d'évacués civils ajournés en Allemagne vont reprendre demain, à raison, pense-t-on, de deux convois par jour. 20 000 évacués rentreraient en France en passant par Genève et Annemasse.

Le commerce suisse. — La *Gazette de Lausanne* publie des statistiques sur le commerce suisse qui lui permettent de conclure ainsi :

L'augmentation de l'exportation des articles considérés comme contrebande de guerre, qui atteint 519 millions de dollars (soit environ 2 600 000 000 de francs), a été absorbée directement, pour une forte partie, par la France et l'Angleterre (environ 250 millions de dollars). Pour le reste, soit environ 270 millions de dollars, on constate que les neutres d'Europe en ont importé la plus forte partie. Comme l'augmentation a trait précisément aux articles de contrebande, il est évident que ces États neutres n'ont pas gardé tout ce qu'ils importaient en plus de leur normale.

La Suisse, par contre, n'a importé des États-Unis, en neuf mois, que pour 5 millions de francs de plus qu'en temps normal; cette augmentation s'explique par la situation géographique de la Confédération, qui l'a obligée à se pourvoir en raison des événements, mais il est évident que cette augmentation n'a pu contribuer au ravitaillement de l'Allemagne.

Ce n'est pas avec 5 millions de francs qu'il a été possible d'assurer un ravitaillement qui, pour le moins, représente une

somme de 1 200 millions. La Suisse n'a pas été un des intermédiaires d'expédition pour l'importation en Allemagne; les chiffres officiels du Gouvernement des États-Unis le démontrent péremptoirement; ils prouvent absolument que la Suisse a été et reste *neutre et loyale.*

Suède. — Des difficultés ont surgi entre la Russie et la Suède. Le président du Conseil de Suède, M. de Hammarskiold, répondant à une harangue d'une délégation pacifiste, avait déclaré que tout en étant résolument pacifique, il devait envisager des cas où il serait obligé de renoncer à la neutralité. Naturellement, la presse d'outre-Rhin interprète cette harangue dans un sens défavorable à la Russie.

En fait, depuis le début de la guerre, et bien que le parti progermain dirigé par l'explorateur Sven Hedin, — l'hôte du quartier général allemand et du kaiser — ait essayé d'exciter l'opinion suédoise contre le cabinet de Pétrograd, cette opinion est demeurée parfaitement calme. Les frictions ont été, au surplus, beaucoup plus nombreuses avec l'Allemagne qu'avec la Russie ou l'Angleterre, et les éléments démocratiques, qui disposent d'une forte majorité à la Chambre de Stockholm, ne sont point, loin de là... germanophiles.

La presse russe envisage avec beaucoup de sérénité le discours de M. de Hammarskiold, où elle ne découvre aucun sujet d'inquiétude.

L'autre incident eut lieu au sujet d'un obus russe tombé dans les eaux suédoises. La Suède protesta. La note suivante venue de Pétrograd explique que la difficulté a été rapidement levée :

La semaine passée le bruit circulait ici que les rapports entre la Suède et la Russie étaient tendus et que la Suède avait l'intention de participer à la guerre aux côtés de l'Allemagne. On apprend aujourd'hui que ce bruit a été provoqué par l'agitation du parti militaire suédois.

La grande réclame faite à toutes les actions austro-allemandes et l'activité des agents allemands, dans leur propagande contre la Russie, avaient réussi à créer un grand courant germanophile dans le parti militaire suédois. Mais le Gouvernement suédois a spontanément déclaré aux puissances de la Triple-Entente que cette agitation du parti militaire était superficielle et ne saurait déterminer la Suède à sortir de la neutralité.

Cette déclaration, loyale et amicale, a produit en Russie une impression très favorable.

L'armée suédoise. — D'après une statistique qui vient

d'être publiée à Stockholm, l'armée suédoise, au cours de son histoire, ne fut jamais si nombreuse ni si puissante qu'aujourd'hui. Depuis le début de la guerre, elle a presque doublé ; elle s'élève maintenant à plus de 540 000 hommes exercés, dont 360 000 de première ligne.

Norvège. — Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre a remis, le 20 juillet, au Ministre de Norvège, une note où il exprime ses regrets du retard apporté à la remise de la réponse anglaise à la note norvégienne au sujet d'actes de violation de neutralité.

Le Ministre anglais est persuadé que le Gouvernement norvégien n'interprétera pas ce retard — qui n'a pu être évité — dans ce sens que le Gouvernement britannique ait vu sans regret que les eaux territoriales norvégiennes avaient été violées par suite d'un oubli des navires britanniques. Les communications avec les navires qui surveillent la mer du Nord exigent nécessairement beaucoup de temps. C'est sans doute la raison pour laquelle le seul rapport qui soit parvenu jusqu'ici aux autorités militaires, est relatif à l'incident du vapeur *Pallas*, saisi par un vapeur de pêche armé, sur un point qui se trouve, ainsi que le Ministre des Affaires étrangères a le regret de le constater, à l'intérieur de la limite des eaux norvégiennes.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre déclare que dès qu'il fut informé de ce fait, il se hâta, à la prière du Ministre de Norvège, d'assurer le Gouvernement norvégien que le Gouvernement anglais regrettait profondément ce qui s'était passé, ajoutant qu'il avait demandé à l'Amirauté de recommander à la flotte de montrer une grande prudence aux environs des eaux territoriales norvégiennes.

Bulgarie. — Le 17 juillet, le président du Conseil, M. Radoslavof, a fait à l'envoyé spécial du *Temps* les déclarations suivantes :

L'orientation générale de la politique extérieure de la Bulgarie n'a subi aucune modification au cours des derniers mois. Mon Gouvernement était convaincu que l'intérêt de la Bulgarie était de maintenir la neutralité, qu'elle avait adoptée en conformité même des désirs de la Triple-Entente. Cette situation peut-elle subsister indéfiniment? Moi-même, je ne le pense pas; mais pour nous décider à entrer en action, il faut nous offrir des avantages sûrs, qui compensent les sacrifices que nous devrons nous imposer. Si nous nous engageons dans la lutte, c'est seulement avec la certi-

tude de réaliser définitivement nos aspirations nationales. On le sait à Paris : toutes les pensées de la Bulgarie sont tournées vers la Macédoine, et les premiers entretiens que vous avez eus vous auront déjà convaincu que le peuple bulgare est unanime à revendiquer cette province, qui est notre Alsace-Lorraine, à nous. Aucun de nous ne peut oublier que le tracé actuel laisse hors de nos frontières un million et demi de Bulgares, que nos victoires sur les Turcs nous permettraient de croire définitivement libérés d'un joug étranger. Nos voisins prétendent qu'ils ont annexé une population slave, travaillée il est vrai, depuis de longues années, par la propagande bulgare, mais qui peut accepter la nationalité serbe.

En réalité, la Macédoine est si profondément bulgare que 600 000 de ses habitants, plutôt que de devenir sujets de l'étranger, se sont réfugiés dans notre royaume. Nous les avons installés dans la Nouvelle-Bulgarie, et grâce à des avances qui leur ont permis d'acheter des outils et du bétail, ils forment maintenant un élément presque prospère de notre nation. Sans doute, hors de Macédoine, il reste des Bulgares qui ne sont pas encore rentrés dans l'unité nationale. La Thrace en a un demi-million dont nous en avions réuni 200 000. Les Turcs ont massacré ou chassé un grand nombre des autres. D'ailleurs une commission s'applique à régulariser les émigrations, qui sont la conséquence fatale des grands changements territoriaux survenus dans les Balkans, et l'accord entre les Gouvernements de Sofia et de Constantinople est maintenant complet à cet égard.

Nos rapports avec la Roumanie sont aussi satisfaisants. Vous savez que 500 000 Bulgares vivent actuellement en Roumanie et jusque dans la Bessarabie russe. L'indépendance de la Roumanie ayant précédé celle de la Bulgarie, il arriva souvent que des Bulgares, pour échapper au joug turc, devinssent sujets roumains. La Roumanie a acquis des réparations inévitables qui cimenteront le rapprochement des deux pays.

Quant à la Quadruple-Entente, nous avons, à ses déclarations, répondu en demandant des précisions.

La Bulgarie, pour se décider à une nouvelle guerre, au lendemain des deux campagnes qui lui ont coûté de si lourds sacrifices, doit savoir exactement ce qu'elle pourra lui rapporter. Le jour où elle se décidera à marcher, tout doit être réglé. On a cru voir, de certains côtés, dans notre dernière réponse un moyen de traîner les choses en longueur. Je puis vous assurer que cette réponse était faite dans l'esprit le plus sincère.

D'autre part, le *Corriere della Sera* reproduit, le 7 juillet, les déclarations suivantes, qui auraient été faites à la *National Zeitung* de Berlin par le même M. Radoslavof.

... Nous aussi, nous avons nos russophiles, mais ils ne sont pas nombreux et par surcroît ils n'ont aucune influence....

... Certainement, le jour viendra où nous devrons sortir de notre réserve, mais cela dépend en grande partie de l'attitude de la Grèce et du sort définitif de la Serbie. La situation en Serbie est terrible....

... La valeur des armées allemandes et autrichiennes est certainement la chose la plus admirable qu'on ait jamais vue. Le monde entier est soulevé contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et nous voyons que contre tant d'ennemis ces deux puissances se défendent victorieusement.

Négociations bulgares. — Une partie de la presse anglaise et russe considère comme existante une convention turco-bulgare, concernant un chemin de fer, que M. Pichon apprécie ainsi dans le *Petit Journal* :

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte et de connaître les précédents de l'opération pour savoir quelle est son importance et pour comprendre que son règlement n'est pas intervenu sans de graves motifs politiques. Ce n'est pas sans raison qu'en 1913 la Turquie s'était fait concéder intégralement le territoire qu'elle cède aujourd'hui, qui comprend Karagatch, Demotika, Kuleli-Bourgas, ouvre Andrinople à la Bulgarie, et fixe la frontière au cours de la Maritza. Ce n'est pas sans contre-partie qu'elle abandonne ce qu'elle s'était obstinée à reconquérir coûte que coûte et à conserver après la seconde guerre balkanique.

Pourquoi fermer les yeux à la lumière et vouloir quand même considérer comme insignifiant ce qui ne peut l'être? La diplomatie ne s'est que trop leurrée depuis un an dans les affaires de Constantinople, des Dardanelles et des Balkans. Il faut voir les choses comme elles sont : en même temps qu'elle traite avec les puissances de la Quadruple-Entente, la Bulgarie traite avec les empires germaniques et, sous leur direction, avec la Turquie, leur vassale. Le règlement de l'affaire d'Andrinople-Dedeagatch s'est effectué parce qu'il correspond aux intérêts de l'Allemagne et de l'Autriche, et parce qu'il leur sert à conjurer le péril d'une rupture turco-bulgare.

Dans quelle forme les arrangements ou les promesses qui se rattachent à cette négociation se sont-ils produits? Je l'ignore. Mais il y a, de toute certitude, des promesses et des arrangements. Ce n'est pas le lendemain du jour où la Bulgarie a obtenu de la Triple-Alliance austro-germano-turque la satisfaction territoriale qu'elle réclamait du Gouvernement de Constantinople, qu'elle prendra l'engagement de participer avec les Alliés à la guerre contre la Turquie. Le bon sens suffit à le faire comprendre.

Grèce. — Les journaux vénizélistes énumèrent les calamités qui atteindront l'hellénisme en cas de victoire des Austro-Allemands. En voici quelques-unes :

1° L'Autriche s'emparera de Salonique;

2° L'Albanie sera reconstituée et on lui ajoutera l'Épire du Nord, enlevée à la Grèce;

3° La Serbie sera disloquée; les deux tiers du territoire serbe seront donnés à la Bulgarie;

4° La Grèce perdra tous les territoires conquis en Macédoine;

5° Les deux grandes îles de la mer Egée, Mitylène et Chio, seront données à la Turquie;

6° Les millions de Grecs habitant l'empire ottoman seront exterminés graduellement par les Turcs, conduits et dirigés par les Allemands;

Etc., etc.

Mais, heureusement, ajoutent ces journaux, la Grèce et l'hellénisme ne verront pas ce spectre terrible, une victoire de l'Allemagne. Dieu, qui a toujours protégé la Grèce, lui épargnera ce grand malheur. L'Allemagne ne sera jamais victorieuse et elle ne peut pas l'être. Par contre, la victoire des puissances, qui luttent pour la civilisation et le droit, est sûre et positive. (*Le Gaulois.*)

Saint-Siège. — Benoît XV s'exprime ainsi au sujet de la paix :

Qu'il soit béni celui qui, le premier, élèvera une branche d'olivier et tendra la main à l'ennemi en lui offrant des conditions raisonnables de paix! L'équilibre du monde, le progrès, la sécurité, la tranquillité des nations reposent sur la bienveillance mutuelle et sur le respect des droits et de la dignité d'autrui, bien plus que sur le nombre des armes et sur les formidables enceintes des forteresses.

C'est un cri de paix qui s'échappe le plus haut de notre âme dans ce triste jour, et nous invitons les amis sûrs de la paix dans le monde à nous tendre la main pour hâter la fin de la guerre qui depuis un an a transformé l'Europe en un vaste champ de bataille.

Que par l'intermédiaire de la mère des douleurs, Jésus miséricordieux fasse enfin surgir, après l'effroyable tempête, l'aube radieuse et tranquille de la paix, image de son visage divin. Que les hymnes de reconnaissance au Très-Haut, auteur de tout bien, retentissent bientôt.

Souhaitons la réconciliation des États. Que les peuples redevenus frères reviennent aux pacifiques travaux des études, des arts et de l'industrie. Qu'une fois rétabli l'empire du droit, ils décident de confier dorénavant la solution de leurs différents non plus au tranchant de l'épée, mais aux raisons de justice et d'équité

étudiées avec le calme et la pondération nécessaires. Ce sera là leur conquête la plus belle et la plus glorieuse.

Dans la confiance que l'arbre de la Paix revienne bientôt réjouir le monde de ses fruits si désirables, nous donnons notre bénédiction apostolique à tous ceux qui forment le troupeau mystique qui Nous est confié, de même qu'à ceux qui n'appartiennent pas encore à l'Église romaine. Nous prions le Seigneur de les unir à Nous par les liens d'une parfaite charité.

Donné à Rome, au Vatican, le 28 juillet 1915,

BENOIT XV, pape.

Note remise par le cardinal Gasparri, secrétaire d'État du Saint-Père, à M. Van den Heuvel, Ministre de Belgique près le Vatican :

Le chancelier de l'empire allemand, de Bethmann-Hollweg, déclarait ouvertement, le 4 août 1914, en séance publique du Parlement, qu'en envahissant la Belgique, l'Allemagne en violait la neutralité, en contradiction avec les lois internationales. Tandis, par conséquent, que d'une façon générale, dans le conflit actuel, une partie accuse et l'autre nie, et que, par suite, le Saint-Siège ne pouvant faire la lumière au moyen d'une enquête se trouve dans l'impossibilité de se prononcer, le chancelier allemand, dans le cas présent, reconnaissait lui-même que, par l'invasion de la Belgique, il commettait une violation de la neutralité contraire aux lois internationales, encore qu'il la présentât comme légitimée par des nécessités militaires. Il en résulte que l'invasion de la Belgique se trouve directement comprise dans les paroles de l'allocution consistoriale du 22 janvier dernier, par lesquelles le Saint-Père réprouvait hautement toute injustice, de quelque côté et pour quelque motif qu'elle pût avoir été commise.

République Argentine. — Le correspondant du *Temps* à Rome écrit le 29 juillet :

Un de mes amis, qui vient d'arriver de l'Argentine, m'apprend qu'au départ de Buenos-Aires du paquebot italien *Principessa-Mafalda*, chargé de réservistes et de volontaires italiens partant pour le front, une formidable manifestation latinophile et germanophobe s'est produite. Elle a commencé longtemps avant le départ du bateau et n'a cessé que longtemps après, se déroulant aussi bien sur le port que dans toute la ville, qui était pavoisée de drapeaux argentins, italiens, français et anglais. Partout, la foule entonnait la *Marseillaise*, ainsi que l'hymne italien et le chant national.

Des membres du corps diplomatique, des députés, des sénateurs se sont rendus à bord du navire pour saluer les combattants de demain.

Ces démonstrations latinophiles, en même temps qu'antialle-

mandes, ont, paraît-il, donné lieu à un incident diplomatique.

Le Ministre d'Allemagne s'est plaint au Ministre des Affaires étrangères de la République Argentine, disant que le spectacle qui venait d'avoir lieu, s'il se renouvelait, pourrait être interprété défavorablement à Berlin.

États-Unis. — Dès le début du mois, la situation entre les États-Unis et l'Allemagne, qui ne désavoue pas le coulage de la *Lusitania*, atteint un point critique jusqu'à la réception, le 8, de la note allemande. A partir de ce moment, M. Wilson va à la campagne, refuse toute visite ou toute interview relative à la dernière note allemande. Il adresse seulement le 14, le télégramme suivant à son secrétaire :

Depuis le moment de l'arrivée du texte officiel de la note allemande, j'ai donné à cette affaire un examen attentif, je me tiens en communication continuelle avec le secrétaire d'État et avec toutes sources qui pourraient éclaircir la situation.

Aussitôt que le secrétaire d'État et moi aurons pleinement considéré la situation, je rentrerai à Washington prendre l'avis de mes conseillers intimes. Le cabinet sera alors réuni pour rédiger aussi promptement que possible une communication qui fera connaître les intentions du Gouvernement américain.

La note américaine. — On communique le 24 juillet le texte suivant de la note des États-Unis à l'Allemagne. Elle comporte six points principaux :

1° L'Allemagne ayant déclaré que ce n'est qu'en manière de représailles contre des actes soi-disant illégitimes de ses ennemis qu'elle conduit la guerre sous-marine comme elle le fait, les États-Unis voient dans cette déclaration l'aveu que l'Allemagne elle-même considère comme contraire au droit le fait de détruire sans avertissement des vaisseaux de commerce sans défense;

2° L'Allemagne a déjà prouvé que la conduite de la guerre maritime est conciliable avec la sauvegarde des vies humaines, conformément aux lois de l'humanité;

3° Les tats-Unis ne peuvent pas admettre que la guerre sur mer puisse avoir pour effet de diminuer les droits des neutres; en conséquence, toute nouvelle violation des principes affirmés par le Gouvernement américain et qui se traduirait par des destructions de vies américaines sera considérée comme inamicale;

4° Les États-Unis renouvellent avec insistance les représentations antérieurement faites concernant la destruction de la *Lusitania*;

5° Le Gouvernement américain se rend compte des conditions extraordinaires et anormales que le présent conflit a créées dans la conduite de la guerre sous-marine et consent à agir comme

intermédiaire entre les belligérants, en vue d'établir un *modus viendi* ou tout autre arrangement temporaire qui ne serait pas préjudiciable aux droits des États-Unis ;

6° Les propositions allemandes tendant à accorder l'immunité à un nombre déterminé de bateaux américains sont contraires aux principes fondamentaux des lois internationales et déclinées comme telles.

Le mot « unfriendly », c'est-à-dire inamical, du paragraphe 3, a été longuement débattu ; plusieurs membres du cabinet voulaient substituer à ce terme la phrase suivante : « Sera considéré comme grave par ses conséquences et comme devant menacer immédiatement les relations pacifiques des deux pays. » Mais, sur l'observation des experts, qu'en langage diplomatique le mot « inamical » impliquait précisément une action prochaine de la part du gouvernement offensé et une rupture des relations, le mot « unfriendly » fut finalement adopté.

Il ne fait doute pour personne que l'expression « unfriendly act » n'ait la plénitude de son sens. C'est une locution en quelque sorte historique et qui a été déjà deux fois employée : le 2 décembre 1823, par le président Monroë, dans son fameux message, et le 7 mai 1881, par M. James Blaine, secrétaire d'État, sous le président Garfield. Toujours, « unfriendly act » a signifié que le Gouvernement était irrité par un traitement abusif et prêt à user des dernières mesures si ce même traitement se répétait.

Le paragraphe 5 pourra être le pivot autour duquel tournera tout prochainement la négociation avec l'Angleterre, en vue d'obtenir un adoucissement du blocus.

La presse des États-Unis et celle de la Quadruple-Entente, celle-ci avec quelques réserves sur le sixième paragraphe, paraît approuver la note.

Un télégramme de l'Agence Wolff résume ainsi les commentaires de la presse berlinoise :

La note du président Wilson est considérée par les journaux berlinois de ce matin comme peu satisfaisante. Les journaux déclarent ouvertement que la note passe intentionnellement sous silence le point essentiel. Ce point est que l'Allemagne lutte pour son existence. On trouve incompréhensible que les propositions conciliantes de l'Allemagne soient rejetées et qu'on demande à l'Allemagne de renoncer au plein emploi de ses forces au cours d'une lutte où son existence se trouve engagée. La conclusion générale à laquelle arrivent les journaux est que l'Allemagne attache un grand prix aux relations amicales avec les Etats-Unis,

mais qu'elle ne veut, en aucune façon, faire des concessions qui seraient une humiliation pour l'Allemagne.

Un attentat au Sénat. — Une bombe éclate au Sénat des États-Unis, à Washington. Un Allemand, nommé Holt, tente d'assassiner M. Pierpont Morgan, le financier célèbre en qui les Alliés mettent une confiance justifiée :

New-York, 4 *juillet.* — Frank Holt, auteur de la tentative de meurtre commise contre M. Pierpont Morgan, fut, aussitôt après l'attentat, jeté dans l'automobile qui l'avait amené de la gare et qui attendait encore devant la maison.

Conduit au tribunal correctionnel, il comparut devant le juge qui lui demanda son identité.

« Je suis chrétien, monsieur », répondit le meurtrier.

Et, comme le juge insistait, voulant savoir qui avait inspiré à ce dernier son attentat, Holt ajouta, montrant le ciel :

« Cela m'est venu d'en haut. »

L'automobile prise par Frank Holt à la gare portait deux valises lui appartenant : lorsqu'on procéda à l'examen de ce bagage, on y découvrit deux bâtons de dynamite, une grande bouteille de nitro-glycérine et des boîtes de cartouches pour revolver.

L'agresseur avait sur lui deux revolvers.

Il consentit un peu plus tard à répondre à quelques questions d'un journaliste, qui apprit ainsi que ce professeur d'allemand de l'université de Cornell est marié et père de deux enfants, qui résident à Dallas (Texas).

Frank Holt déclara que l'idée de se présenter à M. Pierpont Morgan et de s'efforcer de le convaincre qu'il devait user de toute son influence pour mettre fin « à la criminelle exportation des munitions en Europe » lui vint il y a un mois.

Une interview de M. Herrick. — M. Myron Herrick, ancien ambassadeur américain à Paris, dit à l'envoyé spécial du *Petit Journal* aux États-Unis :

Je suis heureux de trouver encore une occasion de faire savoir à ce pays combien je l'admire, en ce moment plus que jamais. C'est tout simplement un pays de héros, la France ; et l'Amérique, qui aime toujours les choses grandes, belles, nobles, ne peut faire autrement que de la louer sans réserve à la vue de son épopée grandiose.

Le peuple français, avec son patriotisme, son sang-froid, son dévouement inlassable, excite l'admiration toujours grandissante du monde. Les officiers, et généraux aussi, donnent un bel exemple de fraternelle démocratie, lorsqu'au bivouac et dans les tranchées ils se mêlent toujours en camarades avec les troupes; mais ce qui est encore plus remarquable et restera comme une des plus belles pages de cette crise, c'est que tous, peuple, sol-

dats et chefs, ont battu les records de la galanterie dans l'histoire de la guerre, au milieu des luttes les plus sanglantes, des situations les plus cruelles contre des ennemis acharnés et impitoyables.

Que dirai-je encore des généraux plus connus comme Joffre, Foch, Maunoury, Dubail, Gallieni et tant d'autres, qui dirigent cette guerre? Leur sagacité, leur habileté, leur courage ont gagné toute l'Amérique, et moi, personnellement, je ne trouve pas de mots pour exprimer toute la grandeur de la tâche accomplie jusqu'ici, et, parfois, dans de bien difficiles circonstances.

En rentrant en Amérique, j'ai vu que ce n'est pas en vain que les Français y ont réalisé tant de prouesses, car plus que jamais la masse populaire s'est donnée à eux sans réserve, charmée par les nobles sentiments qui les inspirent et par le sacrifice inouï que tous, avec un stoïcisme égal, supportent....

Nous nous rendons bien compte ici de ce que c'est que la France. Ses fils combattent, le sang coule à flots, mais le but et les sentiments qui alimentent ce courage sont ce qu'ils ont été à travers les siècles; les idées sont toujours nobles, on se sacrifie volontiers pour le salut des autres peuples, on continue une fois de plus à élever un piédestal aux droits du genre humain avec les corps sanglants, déchiquetés de ses enfants héroïques....

L'histoire de la France est déjà riche en pages admirables, mais celle qu'on y ajoute avec cette guerre dépassera en éclat les plus glorieuses.

Un trait surtout mérite l'attention, car il révèle l'esprit, l'essence même de la race. Malgré l'acharnement de la lutte, malgré les offenses subies, suffisantes à elles seules pour abolir le sang-froid et les sentiments plus profonds d'altruisme, les Français combattent toujours sans haine, avec une générosité surprenante, avec une galanterie qui, comme je l'ai déjà dit, bat tous les records de l'Histoire.

Un peuple pareil a évidemment un avenir glorieux dans le monde; il doit vivre, il faut qu'il vive pour être un exemple perpétuel aux autres peuples, pour qu'on sache qu'il s'est fait grand par la justice et qu'il a été le premier à apporter aux autres, à sauvegarder ensuite pour lui-même la liberté et le salut au prix des plus durs sacrifices.

Dites-leur tout ceci aux Français, et ajoutez encore que l'Amérique suit avec tristesse cette hécatombe, et souhaite la fin prochaine de tant de douleurs, espérant qu'après on verra une France plus grande et plus glorieuse que jamais.

La guerre européenne jugée par un Américain. — Le docteur N. Murray Butler, président de l'Université Columbia, de New-York, auteur d'une belle lettre adressée au professeur Paszkowski, de Berlin, et par laquelle il a flétri les

crimes allemands, s'est exprimé récemment à New-York au sujet de la guerre, dans les termes suivants :

L'enjeu engagé dans cette guerre est plus grand qu'aucun de ceux qui ont été disputés entre les peuples d'Europe depuis que Charles-Martel a écrasé les Sarrasins à la bataille de Poitiers, en 732.

Trois fois dans l'histoire, le monde occidental a été forcé de jouer sur le champ de bataille une partie suprême dont on peut dire que dépendaient toute la forme et la substance de la civilisation.

La première partie s'est jouée entre les Perses et les Grecs, quand il a été décidé définitivement à Marathon, à Salamine et à Platée que les hordes orientales ne submergeraient pas la civilisation occidentale, laquelle apportait au progrès et à l'initiative individuels des occasions de développement inconnues jusqu'alors.

La seconde s'est jouée entre Charles-Martel et les Maures, quand il a été décidé que la civilisation européenne serait chrétienne et non musulmane. Ce fut encore une victoire pour l'initiative et le progrès individuels, la religion chrétienne exaltant la personnalité et l'âme individuelle. La victoire des Sarrasins eût renversé la liberté individuelle au profit du collectivisme asiatique.

Et maintenant, en 1914-1915, arrive ce que je considère comme la dernière de ces grandes conflagrations. La liberté individuelle et les institutions indépendantes ne sont plus menacées par le collectivisme oriental ou par une forme de foi religieuse capable de les stériliser et de les détruire. Elles sont menacées par un nouveau monstre de création moderne, une véritable *Frankenstein*, c'est-à-dire par la conception d'un État supérieur au droit et à la morale : un État n'étant pas l'œuvre des citoyens particuliers qui le composent, mais la création d'une autorité supérieure distincte, capable d'imposer au peuple l'obéissance et de le priver de sa liberté.

C'est la question de savoir qui l'emportera entre ces deux conceptions, celle de la domination et celle de l'indépendance individuelle, qui est en train de se décider maintenant de la mer du Nord jusqu'au Caucase.... Il ne peut y avoir qu'une seule issue à cette lutte, si coûteuse et longue qu'elle puisse être. Sinon, c'est la civilisation qui disparaîtra avec la liberté humaine.

Les commandes de guerre aux États-Unis. — Une correspondance datée de Boston et publiée par *the Economist* contient quelques renseignements sur les valeurs américaines de guerre, sur le montant des commandes reçues des belligérants et l'évaluation de leurs bénéfices. Voici, d'après ce correspondant, les noms des sociétés intéressées :

	Montant des commandes	Évaluation des bénéfices
	$	$
American Car Company	10.000.000	1.400.000
American Car and Foundry Company	2.800.000	500.000
American Locomotive Company	68.000.000	10.000.000
American Woollen Company	8.000.000	600.000
Baldwin Locomotive Company	22.000.000	3.800.000
Bethlehem Steel Company	80.000 000	12.000.000
Crucible Steel Company	15.000.000	2.500.000
General Electric Company	18.000.000	3.500.000
Lackawanna Steel Company	9.000.000	1.000.000
New-York Air Brake Company	17.000.000	2.000.000
Pressed Steel Car Company	5.000.000	800.000
Studebaker Company	18.000.000	2.000.000
Westinghouse Air Brake Company	19.000.000	2.500.000
Westinghouse Electric Company	55.000.000	7.000.000

La Bourse a escompté les résultats de ce supplément du chiffre d'affaires, et pour certaines valeurs une hausse considérable s'est produite sur les titres.

Le bénéfice de la Baldwin Locomotive Company paraît devoir passer de 350 230 dollars en 1914 à 3 800 000 dollars. Les actions ordinaires, cotées 41 le jour de la fermeture du New-York Exchange, ont bondi à 69 3/4.

La Westinghouse Electric aurait reçu 155 millions de dollars de commandes, qui lui laisseraient un bénéfice de 20 millions. L'action est passée de 69 1/2 en décembre 1914 à 108 au 30 avril 1915.

L'action Bethlehem Steel a été l'objet d'un véritable *boom*. Elle n'a jamais reçu de dividende. Cotée 30 fin juillet 1914, elle s'inscrivait à 169 1/2 le 11 juin 1915.

Il est difficile de préciser le volume de commandes passées aux États-Unis. On estime, en général, qu'elles représentent un chiffre de 1 500 000 000 de dollars ou plus de 7 500 000 000 de francs, réparties ainsi : 500 000 000 de dollars à l'Angleterre et autant à la Russie, 400 000 000 à la France, 100 000 000 à l'Italie.

Et ces commandes ne représentent qu'une partie de celles que la guerre a rapportées aux États-Unis. Il s'y ajoute un chiffre très important de fournitures de toutes sortes : produits chimiques, matériel d'hôpitaux, accessoires d'habillements, etc.

Le ravitaillement de la Belgique. — En quinze jours, la

générosité américaine a, par l'intermédiaire d'une commission, fourni à la Belgique 530 000 tonnes de froment, 50 000 tonnes de riz, 33 000 tonnes de pois et haricots, 13 000 tonnes de lard et de saindoux, 100 000 tonnes de maïs, 30 000 tonnes de marchandises diverses; soit au total 756 000 tonnes de vivres représentant une dépense de 300 millions de francs environ. La commission a su organiser un des plus vastes mouvements de solidarité qui aient jamais soulevé le monde.

Pour alimenter ce vaste mouvement, plus de mille comités se sont fondés dans toutes les parties du monde. Ces comités recueillent des dons en argent et en nature. La vente des denrées produit du reste des bénéfices; 13 millions ainsi réalisés ont été intégralement versés au fonds de secours pour les nécessiteux. Les dons en vêtements peuvent être évalués à environ 8 500 000 francs. La plus forte souscription a été fournie par la fondation Rockefeller : cinq millions de francs.

Un article de M. Owen Wister. — Le 29 juillet, l'éminent écrivain Owen Wister écrit dans le *Saturday Evening Post* un article très remarqué :

Non seulement M. Wister n'était pas hostile à l'Allemagne, mais il admirait et aimait ce grand pays. Il raconte qu'en mai et juin 1914, il parcourait la région rhénane, frappé à chaque pas de la beauté du paysage, de l'intelligence des habitants, de la savante organisation des grandes cités, du confort et de la richesse des plus petites villes. A Francfort, il assista à une représentation théâtrale où l'on avait convié tous les enfants des écoles pour leur faire entendre un opéra de Gluck, et il n'a pas assez d'éloges pour cette façon heureuse d'entendre l'éducation, de faire connaître, dès l'âge le plus tendre, les beautés de la musique et les gloires nationales. Il est rempli d'allégresse et d'attendrissement; il devient lyrique et imagine une âme à naître, qui, suspendue entre le ciel et la terre, pourrait opter pour son séjour d'élection; choisira-t-elle la France, ou l'Angleterre, ou même l'Amérique (c'est un Américain qui parle)? Non! Elle aurait choisi l'Allemagne, tant était beau et touchant le spectacle qu'offraient les écoles assemblées dans le théâtre de Francfort, le 7 juin 1914. Puis la phrase tourne brusque : « Onze mois plus tard, exactement, le 7 mai 1915, une torpille envoyait au fond de la mer la *Lusitania*, et les cités du Rhin faisaient célébrer cet événement par les mêmes enfants de leurs écoles. » Voilà la catastrophe, le coup de foudre, la secousse mortelle dont aucun Américain n'a pu se remettre. De ce jour, une Allemagne inconnue, terrible et hideuse, s'est dévoilée.

TROISIÈME PARTIE

À CÔTÉ DE LA GUERRE

CHAPITRE I

ÇÀ ET LÀ

Mai 1915.

Pensions de guerre. — Taux des pensions pour les veuves et les orphelins des militaires tués à l'ennemi ou morts d'une blessures de guerre :

Général de division	Fr. 5.250
Général de brigade	4.000
Colonel	3.000
Lieutenant-colonel	2.500
Commandant	2.000
Capitaine : 4e échelon	1.950
— 3e —	1.850
— 2e —	1.750
— 1er —	1.650
Lieutenant : 4e échelon	1.650
— 3e —	1.575
— 2e —	1.500
1er —	1.425
Sous-lieutenant : 2e échelon	1.400
— 1er échelon	1.150
Adjudant-chef	1.050
Adjudant	975
Aspirant	937
Sergent-major	900
Sergent	825
Caporal	675
Soldat	563

Taux de la pension des veuves et orphelins de militaires

décédés des suites de blessures ou de maladies contractées en service commandé :

Général de division	Fr. 3.500
Général de brigade	2.667
Colonel	2.000
Lieutenant-colonel	1.667
Commandant	1.333
Capitaine : 4e échelon	1.300
— 3e —	1.233
— 2e —	1.167
— 1er —	1.100
Lieutenant : 4e échelon	1.100
— 3e —	1.050
— 2e —	1.000
— 1er —	950
Sous-lieutenant : 2e échelon	933
— 1er échelon	767
Adjudant-chef	700
Adjudant	650
Aspirant	625
Sergent-major	600
Sergent	550
Caporal	450
Soldat	375

Le canon de Dunkerque. — Du colonel Feyler :

Ce canon, qui a lancé sur la place de Dunkerque des obus de 380 kilos, à une distance de plus de 30 kilomètres, n'est pas une construction inédite. Les journaux militaires allemands l'ont décrit, il y a deux ou trois ans, sauf erreur. On trouverait des indications à son sujet dans l'excellente revue que dirige le général Rohne, les *Artilleristische Monatshefte*, en 1912, peut-être même en 1911.

Le général Rohne, soit dit entre parenthèses, est un des officiers allemands qui ont le plus constamment appelé l'attention de leurs compatriotes sur les méthodes de l'artillerie française; et si l'évolution des méthodes allemandes n'a pas été plus lente encore, c'est beaucoup à lui que l'armée allemande le doit. Le canon dont on vient de relever les effets était destiné à la marine, comme bien l'on pense. Son tube, long de cinquante calibres, soit de vingt mètres, lance, à l'aide d'une charge de poudre de 313 kilogrammes, un projectile qui en pèse 750. Cela à la vitesse initiale de 942 mètres, avec une force vive de 33 m. 9 et à la distance maximum de 37 kilomètres, obtenue sous un angle de 45 degrés. Il sort des usines Krupp. Un modèle plus récent, qui peut être aussi envisagé dans le cas particulier, est un canon analogue un peu moins long (18 mètres), mais qui lance un pro-

jectile plus puissant encore : un obus de 800 kilos. La vitesse initiale et la force vive sont alors un peu moindres : 890 mètres et 30 m. 7; mais la pénétration permet de traverser, à la portée de 12 kilomètres, une cuirasse d'acier Krupp de 45 centimètres d'épaisseur.

Le canon de Dunkerque est probablement l'un ou l'autre de ces modèles. La portée permettrait de conclure en faveur du premier. D'autre part, le second a pour lui d'avoir été construit, à titre définitif de modèle, pour les cuirassés les plus récents, c'est-à-dire ceux mis en chantier dès l'année 1913.

Que ce soit l'une ou l'autre de ces constructions, l'effet stratégique reste le même. Il est nul à ce point de vue. C'est de l'argent, du métal et de la poudre gaspillés.

La bonne nouvelle. — M. Gaston Cagniard raconte, dans la *Liberté*, comment nos soldats apprirent aux locataires de la tranchée d'en face l'entrée en guerre de l'Italie contre l'Allemagne :

Quand parvint le résultat du vote de la Chambre italienne, nos poilus se dirent :

« On va rigoler!... »

Ils allèrent incontinent chercher un caporal qui parle allemand et, quand celui-ci fut venu, on héla *ceux* d'en face :

« Hé! les Boches! (*sic*).

— Quoi? »

Le caporal expliqua qu'on voulait causer. L'Allemand dit :

« Vous ne tirerez pas?

— Non! »

Les poilus se tordaient au fond de leurs trous, à la seule pensée de la « tête » qu'allaient faire les Allemands.... Deux minutes après, ceux-ci grimpaient — ils étaient une trentaine — sur le parapet de la tranchée. Les nôtres en faisaient autant.

« L'Italie vient de vous déclarer la guerre », annonça le caporal français.

Stupeur profonde sur la figure des soldats allemands. Sceptique, leur truchement s'écria :

« Ce n'est pas vrai!

— Pas vrai? répliqua le caporal; tiens, mon vieux, écoute ça... ».

Et il traduisit le discours de M. Salandra, cependant qu'un troupier inscrivait sur une pancarte : « Les députés italiens votent la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche par 467 voix contre 74. » On hissa la pancarte sur la tranchée. Les Allemands regardaient en roulant de gros yeux, tandis que les nôtres, au moyen d'une infinie variété de gestes expressifs, leur faisaient comprendre qu'ils appréciaient à son mérite l'attitude de l'Italie. Quelqu'un dit aux Allemands :

« Vous êtes fichus!...

— Oh! nous le savons! répliquèrent-ils.

— Alors, si vous le savez, pourquoi persistez-vous à vous battre?

— Il le faut bien! Si nous ne marchons pas, nous sommes mitraillés dans le dos!

— Ce n'est pas chez nous qu'on tolérerait ça. Mais chez nous on en met, et on en mettra tant qu'on ne vous aura pas eus! »

Juin 1915.

Un ordre du jour de l'amiral de Lapeyrère. — A la date du 7 juin courant, M. le vice-amiral Boué de Lapeyrère, commandant en chef de la première armée navale, a adressé aux unités placées sous ses ordres l'ordre du jour dont le texte suit :

Au moment où l'intervention italienne et les conventions établies relèvent l'armée navale française de son rôle de la garde immédiate de l'Adriatique, en mettant fin à ce concours de dix mois que les bâtiments de toutes classes viennent de soutenir avec une endurance vraiment remarquable, le commandant en chef considère comme un devoir de remercier chaudement ses subordonnés du zèle inlassable, de l'énergie et de l'abnégation que chacun a mis à le seconder dans une des tâches les plus pénibles et les plus ingrates que des forces navales puissent accomplir.

Les croiseurs, qui viennent de payer une si cruelle contribution au service de la patrie, sont dignes des plus grands éloges pour l'effort continu et considérable qu'ils ont soutenu jusqu'au bout malgré les embûches semées sur leur route.

Les torpilleurs et les sous-marins, leurs dignes émules, doivent être signalés pour leur ardeur jamais démentie dans les tentatives incessantes faites pour atteindre l'ennemi malgré les précautions inouïes de celui-ci pour ne pas se laisser approcher.

Enfin, les cuirassés de ligne, circulant au milieu des dangers de toutes sortes pour affirmer leur maîtrise de la mer et emprisonner l'escadre ennemie dans ses ports, tout en continuant leur entraînement avec une constance et une ardeur qu'on ne saurait assez louer, ont atteint, grâce à ceux qui les conduisent et les arment, un tel degré de puissance militaire qu'ils doivent être considérés comme la garantie absolue du succès final.

Aujourd'hui, comme il y a dix mois, pas un navire de combat n'est indisponible et tous ont vu augmenter leur valeur militaire dans des proportions considérables. Ces résultats sont dus à cet esprit d'initiative, de dévouement et de sacrifice que les chefs et états-majors ont su imprimer et répandre autour d'eux.

A la veille de nouvelles épreuves, le commandant en chef tient à adresser à tous le témoignage officiel de sa satisfaction, avec

mention spéciale pour le personnel mécanicien et chauffeur qui a si vaillamment et particulièrement travaillé et peiné.

Effectifs. — Le colonel Feyler, dans la *Gazette de Genève*, calcule ainsi les effectifs des belligérants sur le front occidental :

Chez les Anglais, le comblement des vides est rapide, puisque l'on a supposé moins de 200 bataillons pour 700 000 combattants, d'où une grosse proportion d'hommes de remplacement dans les dépôts.

Les Français sont, à cet égard, dans une moins avantageuse situation, mais elle est meilleure que celle des Allemands. Elle serait égale à celle-ci si l'on ne tenait compte que de la proportion entre la population métropolitaine et le nombre des bataillons. Il revient au même, pour une population de 40 millions d'habitants, d'alimenter 1 100 bataillons, que pour une population de 70 millions d'âmes, d'alimenter 1 800 bataillons (1 100 en Occident, 700 en Orient).

Mais, grâce aux Anglais et aux Belges, le front français est d'une centaine de kilomètres moins étendu que le front allemand, ce qui lui vaut, à nombre de fusils égal, une économie de 180 bataillons dans la ligne de feu. Puis, aux levées de la métropole s'ajoutent celles des colonies africaines, ces soldats que les communiqués allemands appellent des Français de toutes les couleurs. Enfin, les pertes éprouvées depuis le commencement d'avril par les 700 bataillons d'Orient doivent absorber des remplacements proportionnellement très forts, soit, pour les 1 800 bataillons allemands, une moyenne d'exigences supérieure à la moyenne des 1 100 bataillons français.

En résumé, la situation spéciale au front d'Occident est la suivante à la date de ce jour :

Maîtrise des mouvements aux alliés;

Supériorité numérique des unités tactiques;

Supériorité des facilités de remplacement des pertes.

L'artillerie allemande. — On a cité, comme extraordinaire, le nombre énorme des canons mis en batterie par les Austro-Allemands en Galicie : 4 000 pièces, a-t-on dit. Au premier énoncé, ce chiffre est fantastique. Pourtant, si on y réfléchit, on ne tarde pas à reconnaître qu'il n'a rien d'exagéré. Il est en rapport avec le développement du front qui, lui-même, est imposé par les effectifs mis en œuvre. 4 000 pièces sur un front de 400 kilomètres, ce n'est, en somme, qu'une moyenne de dix canons par kilomètre courant; et si la bataille devait atteindre partout le même degré d'intensité, *ce serait peu*. Tout est en proportion du côté allemand comme du côté russe. Si on s'étonne du nombre

des pièces, que dirait-on du chiffre des munitions d'artillerie et d'infanterie dépensées depuis la retraite de la Dunajec, jusqu'à la solution que nous ne tenons pas encore? Et que dirait-on des pertes qui en résultent? Un pareil effort ne peut pas se prolonger longtemps. Quelle qu'en soit l'issue, je ne vois pas la possibilité pour l'armée allemande qui l'aura fait de se retourner contre l'armée italienne.

Général BERTHAUT.

Les citations à l'ordre du régiment. — Les chefs de corps jouissent d'une indépendance entière en matière de citations à l'ordre du régiment. Toutefois, les officiers généraux ont le devoir de veiller à ce que les récompenses soient accordées par les chefs de corps d'une façon judicieuse et impartiale.

Jusqu'à ce jour, la publication des citations à l'ordre du jour de l'armée seule était permise. A la suite d'un nouvel examen, les journaux sont autorisés à publier, outre les citations à l'ordre de l'armée, qui sont seules insérées au *Journal officiel*, les citations à l'ordre des corps d'armée, divisions, brigades et régiments, avec l'indication des numéros des régiments, mais sans mentionner ceux des unités plus fortes, ni les noms des localités.

Une interview de M. Augagneur. — Le *Corriere della Sera* a publié de M. Augagneur, Ministre de la Marine, une interview dont voici le passage principal :

« Dix mois de guerre paraissent avoir bouleversé complètement les conceptions qu'on avait auparavant. Vous savez qu'on était resté sous l'impression de la guerre russo-japonaise et de la bataille de Tsoushima. On avait cru qu'il fallait se préparer surtout à des rencontres d'escadres toujours plus puissantes. C'est en vue de ces rencontres qu'on songea à augmenter autant qu'il était possible l'armement, la défense et la vitesse des navires. Il fallait une artillerie formidable, une cuirasse plus épaisse, la possibilité d'éviter le combat. Une autre école, au contraire, préconisait la construction d'un nombre toujours plus grand de bâtiments légers et de sous-marins : la torpille contre les canons, la ruse contre la force. On dirait que les événements ont donné raison, au moins en partie, à cette dernière école. Les grands combats d'escadres n'ont pas pu avoir lieu : les gros navires ont dû se mettre à l'abri contre des ennemis presque toujours invisibles. Les actions d'éclat, telles du moins qu'on se les imaginait, sont devenues beaucoup plus difficiles.

— N'y a-t-il donc pas des moyens pour combattre les sous-marins?

— Il faut une vigilance de tous les instants. Il y a des mesures de précaution qui donnent des résultats remarquables.

— Croyez-vous que la présence des sous-marins allemands dans l'Égée puisse retarder les opérations des Dardanelles?

— Les pertes qu'ils ont causées aux Alliés sont certainement regrettables, mais elles ne dépassent pas les prévisions. Toutes les précautions sont prises d'ailleurs autant qu'il est possible contre le retour d'accidents analogues.

— Quel est en somme le meilleur enseignement de la guerre?

— Que la victoire est certaine, mais qu'elle est au bout d'un effort persévérant, constant. »

Les pertes de l'armée allemande. — Les *Münchner Neueste Nachrichten* publient l'interdiction suivante :

Le ministère de la Guerre bavarois fait connaître qu'il y a eu des publications concernant le total des pertes de l'armée et de la marine allemandes, lesquelles, bien que basées sur les données officielles des listes de pertes, ne correspondent pas à l'exactitude et donnent des chiffres en partie trop élevés.

Des communications de ce genre contribuent à créer dans les populations une inquiétude exagérée et éveillent même à l'étranger des considérations fausses, relativement à la totalité des pertes allemandes.

S'appuyant sur l'article 4, chiffre 2 de la loi sur l'état de guerre, le Ministre fait savoir que toute communication ou publication de ce genre, qu'elle ait lieu par voie de la presse, de feuilles volantes, de bulletins, est interdite; les contraventions sont punies d'un emprisonnement qui peut aller jusqu'à une année.

Il y a lieu de remarquer que cette interdiction paraît au moment où sont publiées la 247e liste des pertes prussiennes, la 192e liste des pertes bavaroises, la 199e liste des pertes wurtembergeoises et la 157e liste des pertes saxonnes. En outre les opérations qui se poursuivent depuis un mois en Galicie ont coûté à l'Allemagne des pertes considérables.

D'après une dépêche de Copenhague, le total des pertes prussiennes, calculé par un neutre, s'élève, en effet, à 1 409 489 tués, blessés, manquants. Pour obtenir un total général des pertes allemandes il faudrait ajouter à ce chiffre celui des listes saxonnes, bavaroises et wurtembergeoises et des 34 listes navales.

La liste de nos morts. — M. Ferdinand Buisson, président de la Ligue des Droits de l'homme, avait demandé au

Ministre de la Guerre de faire publier la liste officielle de nos morts, blessés et disparus.

Le Ministre de la Guerre vient de répondre à M. Buisson que cette publication n'apparaît point « pour le moment nécessaire ».

« L'opinion n'a témoigné d'aucune impatience, ajoute M. Millerand; vous voulez bien constater vous-même sa sérénité héroïque. Une initiative prématurée pourrait, au contraire, au moment où nou sommes, servir de prétexte à des discussions inopportunes. »

Les atrocités allemandes. — Pétrograd. Le 26 juin, la direction de l'état-major général communique la note suivante :

La *Gazette Générale de l'Allemagne du Nord* écrit que depuis le début des hostilités, les Russes mènent une campagne pleine de haine et de calomnie par les communiqués officiels et par d'autres articles, contre les troupes allemandes, qu'ils accusent de cruautés à l'égard des Russes, d'infractions aux conventions de La Haye et de Genève, elle fait remarquer qu'il est difficile de réfuter les accusations russes, en raison de l'absence systématique de tout renseignement sur le lieu et l'époque où se seraient produits les cas de cruautés reprochés aux troupes allemandes.

Les exemples récemment cités par la direction de l'état-major général, des cruautés allemandes à l'égard du sous-officier Panassiouk, du soldat Vodianoï, du cosaque Pitchiououine, avec l'indication exacte du lieu et de l'époque, et que des enquêtes ont établis, montrent clairement combien les assertions allemandes sont contraires à la réalité.

Malheureusement, de pareilles cruautés ou infractions préméditées aux coutumes de la guerre commises par notre adversaire sont si fréquentes, qu'il est impossible de relater tous les cas avec les renseignements et les documents : il est nécessaire de se borner aux faits les plus typiques de cruauté démente des Allemands.

L'entrée en guerre de l'Italie et les « poilus ». — Le *Secolo*, de Milan, publie une enquête que son correspondant à Paris vient de faire sur la façon dont l'entrée en scène de l'Italie a été accueillie sur le front. En voici quelques extraits :

Ah! quelle journée! Des lointains fossés de l'Yser partit un cri qui se propagea, comme se propagent la flamme et le fracas des traînées de poudre embrasées, jusqu'aux dernières tranchées de Belfort : « Vive l'Italie!... » Un cri long de 700 kilomètres!...

« C'est de cette façon que furent informés les Allemands?

— Oh! pas de cette façon seulement! A peine la nouvelle nous fut-elle arrivée que sur le bord de toutes les tranchées nous plantions des banderoles italiennes que nous avions assemblées de notre mieux. Puis, beaucoup d'entre nous écrivirent sur des morceaux de papier : « L'Italie est avec la France? » qu'ils attachèrent à de petites pierres et lancèrent ainsi dans le camp ennemi. Ah! cher monsieur, ce fut autre chose que des grenades à main!...

— Et comment répondirent les Allemands?

— Sur plusieurs points, par le silence; sur d'autres, par des injures...

— Mais le meilleur moyen d'annoncer l'événement, c'est encore nous qui l'avons trouvé, dit soudain un « poilu » aux cheveux et à la barbe roux qui, pendant tout cet entretien, avait continué à mâcher religieusement le tuyau de sa pipe. Ayant reçu l'ordre de sortir des tranchées, nous avons chargé à la baïonnette au cri de : « Vive l'Italie! » Et ceux qui sont tombés étaient contents de mourir avec ce cri sur les lèvres.... »

Les officiers ne sont pas moins enthousiastes que les soldats; les opérations militaires du Frioul et du Trentin sont suivies par l'état-major français avec une curiosité fébrile : une grande victoire italienne sur l'Autriche peut imprimer à la guerre — à toute la guerre — une orientation inattendue. Cette fraternité d'armées, dont je parlais récemment, serait alors un fait accompli. Sans pouvoir insister autrement sur ces choses qui, sans nul doute, réconfortent notre orgueil d'Italiens, je ne m'étonnai plus en entendant le brillant officier qui m'accompagnait dans ma « tournée » murmurer pour la vingtième fois en deux heures :

« Ah! je voudrais bien connaître le communiqué italien!... »

Juillet 1915.

Le prix de la guerre. — M. Raphaël Georges-Lévy écrit dans la *Revue des Deux Mondes :*

Un statisticien anglais a essayé de dresser pour six puissances européennes un tableau de ce qui avait été dépensé ou détruit au bout d'un an de guerre, en supposant que celle-ci se termine le 31 juillet 1915.

Il a cherché à évaluer les dépenses directes des États, la valeur des propriétés ruinées, des vies humaines fauchées, le montant des sommes perdues par suite de l'arrêt de la production.

Évaluation (en milliards de francs) du coût total de la guerre jusqu'au 31 juillet 1915.

	Dépenses directes du Gouvernement	Destruction de propriétés	Vies humaines anéanties	Arrêt de la production
France.	14	4	9	15
Angleterre.	18	»	7	1
Russie.	15	2	8	10
Belgique.	1	6	6	5
Allemagne.	23	»	22	24
Autriche-Hongrie..	14	2	6	15
	85	14	58	70

soit 227 milliards.

Pertes d'unités navales par les mines flottantes. — Flotte anglaise : L'*Amphion*, 7 août; le sous-marin *D-5*, 3 novembre; le cuirassé *Formidable*, explosé dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier pour avoir touché une mine dérivante ; les deux cuirassés *Irresistible* et *Ocean* dans les Dardanelles.

Flotte française : *Le Bouvet*, le 18 mars.

Flotte japonaise : le croiseur *Takekisko*, de 3700 tonnes.

Flotte allemande : le croiseur *York*, de 9500 tonneaux, fin novembre.

A la même date, le *Hamidieh*, croiseur turc.

Les forces générales des belligérants. — Le critique militaire du journal hebdomadaire *Queen* évalue ainsi les forces armées et entraînées dont disposeront les six grandes puissances à la fin du mois de juillet :

Allemagne et Autriche ensemble : 6 millions 300000 hommes; France : 3 millions 500000; Grande-Bretagne : 2 millions; Italie : 2 millions; Russie : 4 millions. La Russie possédera en outre 5 millions de réserves; la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, 2 millions 1/2 de réserves.

Les pertes de l'armée allemande en officiers. — Les listes publiées en Allemagne, bien qu'elles soient incomplètes, permettent de juger quelles ont été les pertes de l'armée allemande en officiers. L'examen de ces listes fait ressortir que depuis le début des hostilités jusqu'au

1er juin, l'Allemagne a perdu 43 972 unités, dont 13 803 tués, 26 827 blessés, 2 349 disparus et 993 prisonniers. (Ce dernier chiffre doit être augmenté d'un assez grand nombre d'officiers qui figurent sur les listes allemandes parmi les disparus.)

La répartition par arme des pertes reconnues s'établit ainsi :

Généraux, 123; infanterie, 35 667; cavalerie, 1 550; artillerie, 4 257; services, 1 382.

Si l'on rapproche ces chiffres des effectifs du temps de paix, on constate que pour l'infanterie, qui forme la masse combattante par excellence, les pertes en officiers dépassent dès maintenant l'effectif total de l'armée allemande. Celle-ci comptait en effet, en temps de paix, 33 154 officiers d'infanterie, alors qu'elle en a perdu 35 667 jusqu'au 1er juin.

La chimie et la guerre. — De M. Paul Cazeneuve, sénateur du Rhône, rapporteur de la Commission sénatoriale de l'armée :

Tout d'abord, les Allemands n'ont rien à nous apprendre à propos de la poudre sans fumée, dont notre fabrication devient de jour en jour plus formidable sous l'impulsion de tel grand ingénieur des poudres et salpêtres, qui en a fouillé la nature chimique et les propriétés balistiques, et aussi sous l'impulsion d'une direction du Ministère de la Guerre qui mérite bien, en passant, quelque éloge.

Nos ennemis ont-ils des leçons à nous donner sur le chapitre des explosifs? Pas davantage. Les effets terribles de notre 75 et de nos rimailhos, pour ne citer que ces canons-là, disent assez nettement la valeur et la puissance de nos explosifs. Nos raids d'avions, armés d'obus, sur les usines allemandes ou sur les points stratégiques de l'armée adverse produisent des effets tout aussi probants.

La quantité? Elle ne fait pas défaut. J'ai en mains les preuves de la croissance de production, de décade en décade, des matières explosives. De semaine en semaine nos ressources prennent une ampleur très satisfaisante. Avec intention je reste dans l'imprécision : l'intérêt de la défense me commande une réserve que chacun comprendra.

Reste la question des produits chimiques suffocants ou asphyxiants, dont les Allemands font, depuis quelque temps, un copieux usage.

Les 22 et 26 avril, le 6 mai, nos ennemis ont déversé environ 1 000 tonnes de chlore sur le front. Avant la guerre, ils fournissaient de chlore liquéfié le monde industriel. Ils ont amené dans

les tranchées leur immense production, renfermée dans des cylindres munis de robinets, et l'ont lâchée, à bon vent, à la face des Canadiens, des Anglais ou de nos troupes. La preuve a été faite que ce chlore était mêlé, sur certains points du front, à du brome, à du peroxyde d'azote (vapeurs rutilantes), à du gaz chloroxycarbonique, toute la lyre des corps irritants.

Après les premières heures de surprise, les masques protecteurs, les muselières, les cagoules garnis d'ouate imprégnés de solutions aqueuses protectrices ont été vite expédiés sur le front. On peut, aujourd'hui, parer aux gaz asphyxiants dans une mesure assez satisfaisante, qu'on s'efforce d'améliorer chaque jour.

Puis, ces gaz, confiés aux caprices de l'atmosphère au bord de la tranchée sont une arme à deux tranchants. La moindre saute de vent rejette sur l'opérateur ses produits. Les Allemands l'ont cruellement éprouvé. Le fait ne peut être contesté. Prescription même a été faite par le commandement allemand de ne confier *le maniement* de cette arme nouvelle qu'à des hommes très exercés.

C'est la sixième arme, après la cinquième constituée par l'aviation.

Mais ce n'est pas tout. Nos ennemis utilisent des grenades à main, et des obus asphyxiants ou suffocants, qu'ils envoient avec le canon. Des obus non éclatés nous ont permis de reconnaître le bromure de benzyle, l'éther bromacétique, le brome lui-même, tous liquides, donnant des vapeurs irritantes, lacrymogènes.

Il est possible que demain les Allemands nous envoient d'autres produits plus ou moins analogues, mêlés ou non aux explosifs eux-mêmes dans les bombes ou dans les obus. Leur système est de faire des barrages avec ces vapeurs asphyxiantes ou irritantes entre la première tranchée et le commandement d'arrière, dans l'espoir de créer du désarroi dans nos rangs.

Dans l'Argonne, comme dans l'Artois, d'ailleurs, on a recueilli cette très claire observation. Et je crois qu'il serait profondément erroné de faire fi de ces moyens d'attaque, de ne s'en point préoccuper et de négliger aussi bien la protection que la riposte.

Comme protection, je demeure convaincu que le mieux est de donner à tous les hommes d'abord des lunettes souples, s'appliquant bien autour des yeux, et ensuite de leur remettre un paquet d'ouate de la grosseur des deux poings, desséchée après imprégnation d'une solution concentrée d'hyposulfite de soude et de carbonate de soude, additionnée de glycérine. Une éponge ordinaire, de la même grosseur, gonflée de cette même solution, et retenue devant les voies respiratoires par une filoche, une muselière, un appareil approprié, peut également protéger le soldat avec efficacité.

Mais à notre tour, que faisons-nous ? Ripostons-nous ? Usons-nous de représailles ? Le défi porté par l'industrie allemande ne restera pas sans réplique. La question a été posée un peu partout dans la presse et ailleurs.

Il serait, en effet, assez surprenant que quelle que soit notre indolence dans le domaine des applications chimiques avant la guerre, nous nous croisions les bras sans riposter. Il serait inacceptable que la patrie de Lavoisier, de Chevreul, de Dumas et de Berthelot, qui a jeté les bases de la chimie analytique et de la chimie synthétique et qui a vu naître sur son sol la grande industrie chimique, reste incapable, impuissante et inactive en face de ces moyens nouveaux d'agression.

Je ne trahirai aucun secret en déclarant que notre industrie chimique, bien qu'un peu désemparée, puisque notre région du Nord est momentanément envahie, vient de se réveiller avec une activité merveilleuse. Savants et industriels se sont mis à l'œuvre. Les corps chimiques à utiliser sont choisis, après expériences concluantes de laboratoire, dans le vaste arsenal de la chimie moderne. On charge des grenades, on charge des obus, on s'outille avec fièvre. Bientôt va sonner l'heure sérieuse des représailles, en même temps qu'apparaît l'aurore de la renaissance dans notre pays pour la fabrication des produits chimiques, dont profiteront largement ensuite les travaux de la paix.

L'effet imprévu des gaz asphyxiants dans l'armée allemande. — La *Novoïé Vremia* publie l'extrait d'un « journal » trouvé sur un officier allemand fait prisonnier dans la région de Pilitza, où il est fait allusion à l'utilisation des gaz délétères par les Allemands :

Quand notre armée commença à se servir de gaz asphyxiants, on nous assura — bien qu'il se fût agi d'un moyen cruel — que nous arriverions ainsi à vaincre tous nos ennemis sans subir de pertes et que nous hâterions ainsi la paix. En réalité, les résultats furent tout différents. J'ai constaté moi-même qu'en remplissant de gaz des cylindres, plus de la moitié du régiment fut asphyxiée. On envoya un effectif correspondant pour combler les vides, mais en remplissant les cylindres il y eut un éclatement et le gaz délétère se répandit au dehors. Je me trouvais à l'état-major du régiment avec de nombreux officiers. Une odeur insupportable vint jusqu'à notre pièce, bien que nous nous trouvions loin du lieu d'emplissage des gaz. Les résultats donnés par ce nouveau procédé de combat ne sont donc pas très brillants, et, d'autre part, nos ennemis n'en ont point peur. Je puis d'ailleurs certifier que nous n'avons pas remporté une seule victoire grâce aux gaz asphyxiants.

A propos de cette arme déloyale, M. Muret écrit dans la *Gazette de Lausanne :*

Nous avons inséré par courtoisie certain communiqué tendant à prouver que les Alliés ont employé les gaz asphyxiants avant l'armée allemande ; mais nous tenons à déclarer ici, en bonne

place, que cette affirmation n'a produit sur nous aucun effet. L'emploi des gaz asphyxiants, n'importe sous quelle forme, nous paraît fâcheux ; mais il y a pourtant une différence entre les projectiles employés par l'armée française, projectiles produisant des vapeurs simplement irritantes et non délétères, et les vapeurs asphyxiantes des Allemands, lesquelles occasionnent d'atroces souffrances et donnent le plus souvent la mort. Il ne faut pas confondre autour avec à l'entour. Qu'on n'essaye donc pas d'assimiler les gaz allemands et les gaz français !

La guerre et les modes. — Une association pour favoriser la mode allemande des chapeaux féminins s'est fondée à Berlin et compte déjà plus de 1300 membres. Ses fondateurs se plaignent de ce que les grands espoirs qu'ils avaient conçus ne se réalisent pas complètement. Par une note publiée dans le *Tag* de Berlin, ils exhortent leurs adhérents en ces termes :

Il sera impossible de renouer après la guerre des relations avec des ennemis qui voulaient ruiner l'industrie allemande. Il sera impossible de reprendre les modes anglaises et françaises. Ce serait une honte de vouloir retourner après la guerre chercher des modèles à Paris. Au reste les mesures prises par les ennemis de l'Allemagne ne nous le permettraient pas. Les maisons françaises ont décidé à l'unanimité de ne plus acheter de marchandises allemandes et de ne plus employer de sujets allemands. Le comité se plaint de ce que, malgré la puissante organisation de la confection allemande, les commandes faites par l'étranger à des maisons allemandes soient toujours exécutées d'après des modèles français. C'est là un état de choses qu'il faut faire cesser.

La Croix de guerre. — Le Ministre de la Guerre a décidé que pour la remise de la Croix de guerre aux parents des militaires décédés, les extraits d'ordres du jour concernant les intéressés seront adressés à leur famille par les commandants de dépôts, qui les reçoivent des chefs de corps sur le front.

Hommage au loyalisme de nos indigènes algériens. — D'une allocution prononcée par M. Lutaud, gouverneur général de l'Algérie, à l'occasion de l'ouverture de la session ordinaire des délégations financières :

Une propagande inlassable s'était exercée au milieu d'eux, et sous le voile du panislamisme, qui déguisait les pièges allemands les plus perfides, aucune calomnie, aucune attaque n'avait été épargnée à l'administration algérienne ; aucune promesse, aucune suggestion n'avait été négligée.... Les indigènes ont rejeté avec

mépris toutes les articulations de cette vile presse arabe qu'inspirait l'or allemand et qui distillait sous tant de formes les poisons les plus subtils.

Les indigènes ont eu le loisir de mettre en parallèle leur sort actuel avec celui que le joug allemand leur eût réservé. Ils ont opté pour la France. Je leur exprime ici, solennellement, la gratitude de la République.

Fort de notre connaissance des milieux indigènes, aussi bien de la société d'élite dont les représentants siègent ici que de la démocratie agricole avec laquelle nous avons entretenu de permanents contacts, nous avons garanti dès le premier jour la fidélité de tous à la France. Et les musulmans m'ont su gré de n'avoir pas douté d'eux. Des points les plus reculés du territoire a surgi comme un écho magnifique répondant aux engagements que j'avais pris en leur nom.

Parmi les manifestations de leur dévouement, nous en relevons d'éclatantes, comme ces engagements volontaires qui ont ajouté trente mille hommes à l'effectif normal de nos tirailleurs et de nos spahis. Il en est de touchants et de délicats, comme celui de ce modeste manœuvre de Chéragas, Chabane ben Mohamed, appelé à décharger des balles de pommes de terre destinées à la « soupe populaire », qui refuse toute rémunération en disant : « C'est pour la France que j'ai travaillé; je n'ai fait que mon devoir »; comme celle des tribus de diverses communes mixtes qui, recevant des commandes de peaux de chèvres et de moutons d'une valeur de 12654 francs, ont refusé tout paiement parce qu'il s'agissait d'envois à l'armée. D'autres tribus ont transformé le paiement de ces fournitures en dons à diverses sociétés de bienfaisance et d'assistance.

Le 14 juillet en Alsace. — Pour la première fois l'Alsace a fêté le 14 juillet par une grande revue.

Le général commandant la division, écrit-on au *Petit Parisien*, un chef jeune, énergique, se complaisant à porter la vareuse des alpins — l'arme d'élite à laquelle il appartenait encore au début de la guerre, en qualité de chef de bataillon, — arrive sur le terrain de la revue vers 9 h. 15. Il passe à cheval, à la tête d'un brillant état-major et d'une escorte de dragons-lanciers.

Le général répond aux respectueuses salutations de la foule. Comme il arrive à hauteur de l'église, les écoliers, massés sur le parvis de l'édifice, entonnent la *Marseillaise*. C'est pour tous les poilus qui sont là, et aussi pour les habitants, la plus heureuse des surprises. Les petits chantent entièrement notre hymne, que leur dévoué instituteur-soldat, M. G..., a su rapidement leur apprendre.

Vers 9 h. 45, une limousine apparaît sur la route. Les yeux les mieux exercés constatent qu'elle porte le fanion de l'armée : « C'est Joffre! » crie-t-on aussitôt. Et tandis que les clairons son-

nent aux champs, que les soldats se mettent au garde à vous, le généralissime saute vivement à terre, suivi du général commandant la division, et, à pied, passe rapidement devant le front des troupes. La robuste prestance du général, sa démarche dégagée, qui est plutôt d'un jeune homme, font la meilleure impression à tous ceux qui voient aujourd'hui pour la première fois le chef suprême des armées de la République. Alors que tous les généraux et tous les officiers de la suite ont revêtu les nouvelles tenues bleu horizon, le général Joffre continue à porter le classique uniforme d'avant la guerre. Il est en petite tenue : képi, tunique noire et pantalon rouge.

Le défilé a lieu. Aux sons de la fanfare, un bataillon d'alpins, qui a été de toutes les rencontres, passe superbement devant le généralissime, qui salue, devant la foule pleine d'émotion. Les mitrailleurs et leurs mulets, tout de neuf harnachés, clôturent la marche.

La revue finie, le général remonte en auto et reprend la route de la France. Il lui faudra s'arrêter plusieurs fois encore, car son passage a été annoncé et on l'attend pour lui offrir des fleurs et des compliments. A F..., notamment, la cérémonie est tout à fait charmante. Un groupe de jeunes filles costumées à la manière alsacienne sont là, au bord de la route, les bras chargés de fleurs. L'auto du généralissime s'arrête auprès d'elles. Et tandis que les petites récitent des compliments, les élèves des écoles groupés un peu plus loin, sous la direction de M. B..., l'instituteur-soldat de l'endroit, se mettent à chanter la *Marseillaise*.

Le général écoute les compliments, accepte les fleurs, embrasse les fillettes, ainsi que le petit Breitschmitt, de Thann, et à tous ces enfants laisse des petits cadeaux.

Ce sont ensuite les notables qui s'approchent du généralissime. Le maire, M. H..., est avec eux. Ils disent au chef suprême de nos armées la joie des habitants de pouvoir librement célébrer la fête nationale.

« *Vous êtes Français, vous resterez Français,* » répond le général Joffre en tendant la main à tous ces braves gens.

Et l'auto du généralissime se remet en route aussitôt. Plus loin, avant d'avoir atteint l'ancienne frontière, la voiture dut encore s'arrêter. C'est que les habitants des autres villages tenaient, eux aussi, à manifester à notre grand chef leur attachement à la France, leur patrie.

Les permissionnaires. — Ce fut le mois des permissionnaires. Si l'autorité militaire fut bien inspirée en donnant ce congé aux hommes, M. Charles Chenu, l'ancien bâtonnier, le dira aux lecteurs du *Gaulois*.

Ayant vu le permissionnaire à son arrivée, j'ai voulu le voir à son départ. J'avais des craintes. Que de fois j'ai, depuis une

semaine, entendu dire avec une moue d'inquiétude : « Oui, mais le retour ? »

J'apporte mon témoignage. J'ai, sur le quai de la gare de l'Est, entendu les godillots qui sonnaient sec : le pas ne traînait point. Les copains se retrouvaient, se serraient la main, ne criaient pas, s'installaient sans bruit. Les têtes se penchaient aux portières et toutes avaient le sourire.

Le train partit. Quelques femmes restèrent sur le quai. Je les observai. Pour juger leur attitude, je ne trouve qu'un mot et il suffit : « Elle est très chic, la femme française ! »

Permissionnaire, tu m'as fait du bien. Je te remercie.

CHAPITRE II

LES MUNITIONS

Juin 1915.

Dès les premières batailles livrées aux Carpathes par les Austro-Allemands est apparue aux belligérants la vérité de ce mot du général Maitrot en 1910 : « Il faut *trop* de munitions », que cet autre mot éclaire encore : « A une économie de munitions correspond toujours un gaspillage d'hommes. »

L'histoire établira plus tard les responsabilités de ceux qui n'ont pu fournir *assez* à leurs armées respectives. Mais dès à présent, il est permis de dire que cette nécessité de la prodigalité n'apparut, même à l'Allemagne, qu'au bout de plusieurs mois. Seulement cette dernière puissance a couru le plus vite et le plus efficacement au plus pressé.

France. — Nous avons dit dans nos *Six mois de guerre* le grand labeur accompli dès septembre par le Ministre Millerand. Le résultat a-t-il été proportionné à l'effort? Sur ce point des controverses de presse et de Parlement ont surgi. L'histoire s'essaiera un jour à en démêler le bien-fondé. Pour le moment *l'excès* dans la production est le mot d'ordre universel. Et des paroles chacun passe aux actes.

Au cours d'un voyage dans le Midi et dans le centre de la France, le Président de la République a visité des établissements publics et privés qui travaillent pour la défense nationale : à Tarbes, à Toulouse, à Saint-Chamond, à Imphy, à Fourchambault, au Creusot.

Partout il a insisté auprès des directeurs d'usines et des ouvriers sur l'urgence capitale que présente la fabrication intensive des canons, des engins de tranchées et des munitions.

Cette question, qui a retenu l'attention des commissions parlementaires et celle du Gouvernement, prend tous les jours, a-t-il dit, dans tous les pays belligérants, un intérêt plus grand.

« La victoire finale sera le prix de la force morale appuyée sur la force matérielle.

La force morale de nos troupes et celle du peuple français sont admirables.

L'ennemi ne les entamera jamais.

Mais nous devons accroître sans cesse notre puissance matérielle.

Tous ceux qui collaborent à cette œuvre patriotique portent aide et secours aux soldats qui se battent si vaillamment sur le front; ils facilitent leurs succès, ils épargnent des vies françaises, ils contribuent à la destruction de l'armée allemande.

Ils méritent donc, eux aussi, des encouragements et des félicitations, et le Président s'est déclaré heureux de les leur offrir au nom de la nation. »

De son côté, au début du mois, le Ministre de la Guerre est parti en tournée dans les usines et manufactures de la zone de l'intérieur.

Après avoir longuement visité les aciéries de Saint-Jacques, de la Société Châtillon-Commentry-Neuves-Maisons à Montluçon, M. Millerand s'est rendu à la fonderie de la Compagnie Commentry-Fourchambault-Decazeville, puis à Commentry même, où il a vu une aciérie annexe de la première de ces deux sociétés.

De Commentry, le Ministre de la Guerre s'est rendu à Saint-Étienne où l'attendait le général Desaleux. Il a passé à la manufacture d'armes une inspection complémentaire de celle qu'il avait faite à la fin du mois d'avril. Il s'est ensuite rendu dans plusieurs établissements industriels privés de Saint-Etienne.

Dans tous les établissements qu'il a visités, dans les usines privées comme à la manufacture de l'État, le Ministre de la Guerre a constaté une très grande activité. Il s'est rendu personnellement compte que, grâce au laborieux et progressif effort fourni jusqu'à ce jour, les prévisions seront partout réalisées, et que, dans beaucoup d'établissements, elles seront probablement dépassées.

A tous les directeurs, M. Millerand a témoigné sa satisfaction, en les priant d'en transmettre l'expression aux collaborateurs et au personnel placés sous leurs ordres.

Tout un programme s'élabore dans les Commissions parlementaires de l'armée, au Sénat notamment, et se fait jour ensuite dans la presse, quelquefois sous la plume des commissaires eux-mêmes.

Il faut, écrit M. Bérenger, membre de la Commission de l'armée au Sénat :

1° Rendre tous les travailleurs de guerre à toutes les usines de guerre;

2° Intensifier le rendement immédiat de toutes les fabrications de guerre;

3° Utiliser ce qu'on a plutôt qu'inventer ce qu'on n'a pas.

M. Charles Humbert dit, dans *le Journal* :

Il faut que tous les arsenaux, toutes les fabriques publiques ou privées d'armes, de munitions et de tout le matériel de guerre soient rétablis à la même puissance de production, avec le même personnel qu'avant la guerre. Les ouvriers, les contremaîtres, les ingénieurs y seront ramenés à leurs anciens postes, sauf s'ils sont détachés dans des parcs ou directions d'artillerie. Les sursis d'appel, au lieu d'être renouvelés incessamment pour des périodes trop courtes, seront rendus permanents.

Il faut enfin que toutes les industries, grandes ou petites, qui s'étendront ou se créeront, reçoivent libéralement tous les ouvriers, quels qu'ils soient, dont elles auront besoin, — que ceux-ci soient rappelés à cet effet des dépôts et du front, — et cela, sans discussion sur leur classe de mobilisation.

Ces mesures ne sont qu'un début. Nous demanderons aussi que l'on mette immédiatement à la disposition des armées tous les moyens de combat, toute l'artillerie lourde notamment, qu'un inventaire soigneux de nos ressources montrera disponibles, sur nos côtes et dans nos places ou ports de guerre. Nous demanderons que, sur tout le territoire, la production des munitions de tout calibre, des automobiles blindées, des tracteurs, des projecteurs, des aéroplanes, des appareils de visée, des téléphones, des explosifs, etc., etc., soit intensifiée de suite. Nous demanderons enfin que l'ingéniosité des chercheurs soit orientée sur tous les problèmes que posent la guerre et les méthodes inhumaines de combat de nos ennemis.

Pour obtenir le trop-plein de munitions exigé, le concours du dehors, surtout des États-Unis, est précieux. L'Allemagne le sait. M. Ch. Humbert écrit le 16 juin :

Une sensationnelle information nous est venue avant-hier de New-York.

L'Allemagne aurait formé le redoutable projet d'acheter, par l'intermédiaire de ses agents aux États-Unis, la majorité des actions dans les principales entreprises métallurgiques américaines. Maîtresse de ces firmes, elle y aurait arrêté les fournitures d'acier, de munitions et d'armes pour les Alliés.

Cette combinaison d'une infernale ingéniosité n'avait pas été loin, dit-on, de réussir. Nos ennemis avaient dirigé leurs efforts sur la Bethlehem Steel Corporation, — affaire gigantesque, la rivale de Krupp par la puissance de production, par la perfection de l'outillage, par le nombre des ouvriers, — et ils avaient proposé cinq cent millions de francs à M. Charles Schwab, le propriétaire du plus grand nombre des actions de cette société, pour lui racheter ses titres.

Fort heureusement, M. Charles Schwab avait repoussé cette

offre, quelque séduisante qu'elle fût. « J'ai des contrats, aurait-il ajouté; je ne peux pas les rompre. » La presse du monde entier a accueilli ces nouvelles avec une émotion profonde.

L'Allemagne, il faut le reconnaître, avait fait un calcul d'une suprême habileté. Tarir l'une des sources vitales du ravitaillement de ses adversaires en armes, munitions, matières premières indispensables, quel coup de poignard en plein dos!

Elle n'a pas pu en tout cas s'opposer à la livraison d'importantes fournitures de guerre. Le 25 juin, dans l'*American Review of Reviews*, M. Ch. F. Speare publie un article sur les contrats gigantesques que la Triple-Entente a passés avec des maisons américaines.

La Westinghouse Electric Company fabrique deux millions de fusils et va recevoir une nouvelle commande pour un nombre égal. La direction de cette société a l'intention de s'occuper dorénavant des armements et des munitions.

D'autre part, dans le dernier trimestre de l'année 1914, l'Amérique a reçu des commandes d'un tel nombre de chaussures, que tous les habitants de Pennsylvanie auraient pu en être chaussés. Les couvertures et les draps qu'elle a fournis auraient pu couvrir entièrement l'île de Manhattan.

Pendant les neuf premiers mois de la guerre, les belligérants ont acheté en Amérique 200000 chevaux, d'une valeur de 50 millions de dollars; 35000 mulets, pour 5 millions; 7000 automobiles, pour 20 millions de dollars; des harnachements, pour 15 millions; des matières explosives, pour 15 millions; des armes à feu, pour 6 millions; des machines-outils pour fabriquer les armes, pour 15 millions; enfin des fils de fer barbelés, pour 3 millions.

L'United Cartridge Company a reçu une commande de 600 millions de cartouches, d'une valeur de 18 millions de dollars.

Au milieu de mai, les commandes pour munitions de guerre atteignaient un total de 400 millions de dollars. Les denrées alimentaires, les vêtements, les chevaux, les automobiles, 500 millions de dollars.

La première commande de shrapnells fut faite en mars et en avril, et comportait 5 millions d'obus à shrapnells pour une valeur de 83 millions de dollars.

Enfin, l'Amérique fabrique en ce moment pour la Russie de 20000 à 30000 automobiles.

Des techniciens comme M. Le Chatelier donnent, dans le

Bulletin de la Société d'Encouragement pour l'industrie nationale, leur avis autorisé :

Toute usine allemande, si petite soit-elle, a un laboratoire pour suivre sa fabrication et contrôler la qualité de ses produits. Ce système a fait ses preuves de l'autre côté du Rhin, il peut être utilement employé chez nous.

L'utilisation systématique des laboratoires exige que le directeur technique d'une affaire ne soit pas un simple commerçant, comme cela arrive dans un trop grand nombre de nos industries. Il doit posséder non seulement des connaissances techniques et scientifiques étendues, mais avoir encore la pratique du laboratoire.

La préparation insuffisante de la plupart de nos chefs d'industrie explique les échecs qu'ils ont trop souvent éprouvés lorsqu'ils ont tenté d'installer, dans leurs usines, des laboratoires à l'instar de ceux des Allemands.

L'installation systématique des laboratoires dans les usines françaises entraînerait deux conséquences immédiates très importantes : l'abaissement du prix de revient et la possibilité de donner au consommateur des garanties de qualité.

Une des causes les plus importantes de l'élévation du prix de revient est la proportion des déchets de fabrication. Par un contrôle incessant des conditions du travail, le laboratoire permet de supprimer dans une large proportion ces déchets. Personne au monde ne songerait aujourd'hui à conduire une fabrication d'acier sans se guider sur des dosages répétés de phosphore. On arriverait facilement sans cela à 90 pour 100 de déchets.

Le laboratoire permet en outre à l'industriel, par le contrôle incessant de sa fabrication, de donner au consommateur des garanties très précieuses de qualité.... Une fabrique de ciment avait fourni du ciment pour l'escalier de la préfecture de C.... Le ciment gonfla et l'escalier tomba en ruines au bout de quelques mois. Depuis, l'usine n'a jamais pu revendre son ciment comme tel; elle doit l'écouler sous le nom de chaux améliorée et le vendre par suite aux prix de la chaux. De simples mesures d'invariabilité de volume eussent évité ce désastre commercial. Les exemples semblables sont légion.

Angleterre. — M. Lloyd George se multiplie pour porter la bonne parole. Le 5 juin, à Liverpool, il fait de la retraite russe en Galicie le thème de son discours :

Plus de 200 000 obus ont été lancés sur les Russes, rappelle-t-il, en l'espace d'une heure. Si nous avions eu une quantité suffisante d'obus explosifs, si nous avions pu employer les mêmes procédés, nous aurions déjà chassé les Allemands de France, nous aurions pénétré en Allemagne et la fin de la guerre serait proche.

Il faut à l'armée anglaise, plus encore que des hommes, des fusils, des canons, des projectiles, des fusées, des produits chimiques et des explosifs. Le meilleur moyen pour obtenir tout cela, c'est de se confier aux hommes d'affaires dans les différentes localités. Les comités locaux en voie d'organisation feront en sorte d'assurer la fabrication de projectiles complets, dans leurs propres districts, en établissant des ateliers.

Les ouvriers ont une responsabilité personnelle dans la guerre. Aucune classe ne souffrirait plus d'une victoire allemande que la classe ouvrière. Si les Allemands étaient victorieux, ce serait la domination sous la pire forme d'autocratie que le monde ait jamais subie depuis des siècles.

Le 12, à Bristol, devant les délégués d'une centaine de villes, il demande que les règlements des trades-unions soient suspendus pour la durée de la guerre :

Il faut, dit-il, permettre, comme en France, l'emploi des femmes pour seconder les ouvriers. Toutes les convictions politiques doivent céder le pas à celle-ci : « Le pays doit vaincre, car il a pour lui la justice. » En allant au combat, nos soldats doivent sentir que nous sommes derrière eux.

Nous n'étions pas prêts; regagnons le temps perdu; remplissons arsenaux et fourgons de matériel, afin que nos soldats percent les lignes ennemies comme ils le firent à Neuve-Chapelle, mais cette fois sans s'arrêter par manque de munitions. Il faut que nous fassions pleuvoir un déluge d'obus, qui crève la barrière des ouvrages allemands et permette à l'infanterie britannique de marcher au milieu des hourras à la victoire à travers les retranchements ennemis pulvérisés.

A Manchester, il revient à la charge :

Nous luttons contre une nation qui a tout sacrifié, jusqu'à son âme, dans le but d'écraser ses voisines. Nous voyons que contre elle se sont coalisées les nations libres qui avaient le goût de la liberté, qui recherchaient la paix, qui avaient voué à la paix une existence que leur grande antagoniste consacrait à préparer la guerre; mais à la guerre le seul moyen d'obtenir la victoire, et, par la victoire, d'obtenir la paix, consiste à être aussi belliqueux que l'adversaire et à lui être égal et supérieur en tout ce qui constitue la préparation technique, sur terre et sur mer.

En même temps, le Parlement s'est ému; et le 8 juin, la Chambre des Communes a passé à la troisième lecture de la loi autorisant la création d'un Ministère des Munitions, qui sera purement administratif.

M. Asquith a déclaré que M. Lloyd George sera responsable devant la Chambre et tout le pays de toutes les fournitures militaires.

Répondant à une question, à la Chambre des Communes, M. Forster dit que les dispositions prises pour produire un puissant explosif dénommé « trinitrotoluol » sont telles que le Royaume-Uni en sera abondamment fourni et pourra même en céder aux Alliés.

Trois cents usines privées, pourvues d'un outillage *ad hoc*, ont déjà offert leurs services à l'État pour la fabrication des munitions.

Le 22 juin, répondant à une question au sujet de la main-d'œuvre, M. Lloyd George, Ministre des Munitions, a fait, à la Chambre des communes, les déclarations suivantes :

Si nous ne pouvons pas obtenir ce qui est essentiel pour le succès du pays dans une guerre dont dépend la vie de la nation, nous recourrons aux moyens de tout État qui veut sauver son existence, lorsque les concours volontaires font défaut. Aucun citoyen ne nous refusera les pouvoirs nécessaires. Nous emploierons tous les travailleurs qui se présenteront volontairement : il y a environ 250 000 travailleurs capables; nous les défrayerons de leurs dépenses, notamment de leur voyage, et nous leur donnerons les mêmes salaires qu'ils recevraient dans les localités d'où ils viendront. Nous ferons en sorte qu'ils ne perdent rien en se sacrifiant au service de l'État.

Après avoir critiqué l'ancien système par lequel les maisons possédant des contrats avec le Gouvernement n'avaient aucune action, le ministre des munitions dit :

Depuis l'introduction du nouveau service, la production mensuelle avait été portée pour une seule ville de 150 000 à 200 000 obus. Des dispositions similaires seront prises pour Londres, qui peut parfaitement devenir un autre Woolwich. J'ai décidé d'organiser le pays en dix régions industrielles, placées sous l'administration d'une commission composée d'hommes de la région au courant des affaires.

Chaque fois que les Alliés ont fait des progrès sur un point quelconque du front, ils l'ont dû à la supériorité de leurs munitions. Les Alliés possèdent déjà la supériorité en hommes, à la fois en nombre et en qualité. On m'a dit que les puissances centrales de l'Europe fabriquent 250 000 obus par jour; nous pouvons non seulement égaler, mais même dépasser cette production, si nous nous y mettons sérieusement.

En ce qui concerne la matière première, il sera peut-être nécessaire que le Gouvernement assume le contrôle du marché des métaux, afin d'empêcher le gaspillage. Je regrette d'avoir à dire qu'on retient des stocks dans certains milieux, dans l'espoir d'une hausse, ce qui nous cause un sérieux retard; cette pratique devra cesser.

M. Lloyd George fait ensuite ressortir la grande importance de la main-d'œuvre :

Si nous pouvions nous procurer une main-d'œuvre appropriée, nous pourrions en quelques semaines doubler la fabrication des mitrailleuses. Je ne peux pas prévoir les besoins futurs de l'Allemagne; mais si cette dernière décide de lancer contre l'Ouest ses forces de l'Est, il sera d'un intérêt vital de fournir le plus possible de mitrailleuses à nos troupes. Les restrictions syndicales ayant pour effet d'arrêter la production devraient être temporairement abolies.

Le Gouvernement embauche des ouvriers habiles par l'entremise de syndicats pour les envoyer n'importe où on aura besoin d'eux pour la fabrication de munitions.

Si ce moyen réussit, on n'aura pas besoin de recourir à la mobilisation.

Les ouvriers qui s'engagent dans cette armée à part pourront y être contraints par un paragraphe inclus dans le projet de loi.

Les syndicats se sont engagés à fournir le nombre d'ouvriers nécessaire pour la semaine de sept jours et des annonces à cet effet seront publiées demain dans tous les journaux.

Le Gouvernement se propose également d'établir un contrôle et une certaine discipline dans les ateliers; en outre, des tribunaux composés des représentants des patrons et des ouvriers connaîtront de tous les cas d'absences injustifiées et de paresse.

D'un autre côté, le Gouvernement a promis aux syndicats ouvriers de limiter les bénéfices dans tous les établissements où les syndicats ont consenti à l'abandon de leurs privilèges.

Le Ministre français, M. Thomas, coopéra avec M. Morgan en vue d'accélérer l'expédition du matériel de guerre.

Nous développons de plus en plus notre coopération avec la France, en ce qui concerne les munitions.

Il y a beaucoup de choses que la France peut faire pour nous, de même que nous pouvons de notre côté faire beaucoup pour elle. En travaillant de concert, nous augmenterons la production des deux pays.

M. Lloyd George conclut ainsi :

L'Allemagne a accumulé du matériel : jusqu'à ce qu'elle eût été prête, elle a fait montre de dispositions amicales vis-à-vis de tout le monde; durant la crise balkanique, aucune autre ne fut plus modeste et sans prétention. Elle souriait bénévolement à la France; elle se promenait bras-dessus bras-dessous avec la Grande-Bretagne à travers les chancelleries européennes.

Nous avions vraiment cru qu'une ère de paix et de bonne volonté avait enfin sonné. Mais, en même temps, l'Allemagne fabriquait clandestinement des quantités énormes de matériel de guerre pour attaquer ses voisins par surprise et les assassiner

pendant leur sommeil. Si une telle méthode traitresse pouvait réussir, toutes les possibilités d'entente internationale seraient réduites à néant.

Il est essentiel à la paix du monde qu'une telle traîtrise échoue, et c'est notre tâche de faire le nécessaire pour cela.

En terminant son discours, M. Lloyd George a dit qu'il fallait observer désormais les prescriptions suivantes :

1° Aucun relâchement dans le travail;

2° Suspension pendant la guerre des restrictions syndicales sur promesses de la nation qu'elles seront rétablies comme elles existaient à leur origine;

3° Défense aux patrons de s'enlever leurs ouvriers;

4° Aucun lock-out ni aucune grève.

Le Bill des munitions. — Le texte du Bill des munitions a été publié le 23 juin.

L'article premier porte que le *Board of Trade* (Ministère du Travail) interviendra, s'il y a lieu, pour régler les différends entre les deux parties contractantes qui n'auraient pu s'entendre.

L'article 2 édicte qu'il ne sera déclaré ni grèves ni lock-outs tant que les différends possibles n'auront pas été portés devant le Board of Trade et qu'un arrangement ne sera pas intervenu dans l'espace d'un mois. Cet article ne s'applique pas seulement à tout ce qui concerne le travail des munitions, il vise aussi les différends de toutes espèces soulevés par les questions de travail, s'il est reconnu qu'il y a lieu de le mettre en jeu dans l'intérêt national.

La deuxième partie du Bill s'occupe des établissements contrôlés. On y prévoit que l'excédent des bénéfices nets sera versé au Trésor public.

Tous les règlements ou toutes les coutumes n'ayant pas force de loi et qui tendraient à restreindre la production ou l'embauche de la main-d'œuvre, seront suspendus. Toute personne qui aura sur ce point contrevenu à la loi sera passible d'une peine.

L'article 5 prévoit que le montant des profits distribuables d'un établissement contrôlé ne pourra excéder d'un cinquième le total des profits normaux. Il sera calculé en prenant la moyenne de deux périodes correspondantes précédant la déclaration de guerre.

L'article 6 prévoit qu'un ouvrier sera punissable s'il refuse de se mettre au travail, et qu'il en sera de même de

l'employeur qui engagera ou essaiera d'engager un ouvrier à ne pas entrer dans tel ou tel établissement.

Toute personne qui contreviendra aux clauses de ces articles encourra une amende de cinq livres sterling. S'il s'agit d'un patron, le montant de l'amende sera partagé entre tous ses ouvriers.

Les patrons qui déclareront un lock-out seront passibles d'une amende de cinq livres sterling chacun et par jour. La même pénalité sera appliquée dans le cas de grève.

Le Bill prévoit une amende de trois livres sterling pour le fait de contrevenir aux règles d'un établissement contrôlé.

L'article 7 vise tout patron qui embauchera les ouvriers d'une autre fabrique.

Il est spécifié qu'un ouvrier ne peut être puni de prison s'il n'a pu payer l'amende.

Les enrôlements des ouvriers. — Le 24 juin, les enrôlements de l'armée de volontaires d'ouvriers habiles pour la fabrication de munitions de guerre ont commencé en Grande-Bretagne.

Cinquante-quatre bureaux de recrutement ont été ouverts à Londres ainsi que d'autres dans toutes les grandes villes du Royaume. Chaque ouvrier qui se présente pour s'enrôler a à signer un imprimé donnant des détails complets sur son adresse, ses qualités, son nom, le nom de son patron et le genre de travail qu'il désire. Il doit en même temps signer un engagement par lequel il accepte d'être employé à fabriquer des munitions de guerre, pour 6 mois, dans des établissements contrôlés par l'État. S'il est envoyé très loin des lieux qu'il habite, il reçoit, en plus de son salaire entier, 2 sh. 6 d. par jour pour frais de sa pension.

On établit des états des maisons fabriquant ou se disposant à fabriquer des munitions, qui ont besoin d'ouvriers adroits. Il est évident déjà que la demande est pratiquement illimitée.

Les chefs des Trades-Unions se distinguent particulièrement par les encouragements qu'ils donnent au recrutement, et toutes les ressources des Unions tendent à faire un immense succès de l'armée des ouvriers volontaires.

M. Asquith a annoncé hier soir à la Chambre des Communes qu'un projet de loi pour l'établissement d'un registre national des ressources de la Grande-Bretagne serait déposé la semaine prochaine.

A la Fédération des Mineurs. — Le Ministre des Munitions a eu, le 24 juin, une entrevue avec le Comité exécutif de la Fédération des Mineurs de la Grande-Bretagne.

M. Lloyd George leur a fait saisir la nécessité qu'il y a d'arrêter immédiatement toutes les grèves et tous les lock-outs, surtout dans les industries qui se sont associées directement ou indirectement à la production du matériel de guerre.

Les chefs des mineurs se sont engagés à prendre en considération l'appel qui leur a été fait.

Russie. — Les fabricants de Moscou ont répondu avec un empressement patriotique à l'appel qui leur a été fait pour qu'ils achèvent les commandes destinées à l'armée.

La mobilisation de l'industrie est d'ailleurs le thème d'actifs pourparlers tant à Moscou qu'à Pétrograd.

Dans cette dernière ville s'est ouvert le neuvième Congrès de l'industrie. L'ordre du jour portait l'examen de questions purement corporatives, mais la discussion n'a pas tardé à rouler exclusivement sur la nécessité de mobiliser l'industrie nationale afin de fournir au pays les éléments que l'on a reconnus comme étant ceux le plus susceptibles de contribuer à la victoire. M. Falinsky, chef de service au Ministère du Commerce et de l'Industrie, et M. Féodoroff, ancien Ministre, ont parlé dans ce sens.

Au Congrès il a été décidé, le 15 juin, de constituer un comité central qui sera chargé d'organiser les ressources économiques du pays de manière à répondre aux besoins de la défense, d'accord avec le comité organisé par le général Soukhomlinoff, Ministre de la Guerre. Jamais l'alliance anglo-russe ne s'était manifestée d'une manière plus frappante que dans ces mesures identiques pour mobiliser et coordonner les industries pour la guerre.

Le général Froloff, chef du district militaire de Pétrograd, annonce aujourd'hui que toutes les usines et manufactures appartenant à des ressortissants ennemis seront dorénavant exploitées par le Gouvernement pour les besoins de la défense nationale.

Comme mesure de précaution contre l'espionnage allemand, à Pétrograd et dans le district, toutes les conversations téléphoniques en langue étrangère sont interdites, et toute infraction à cette règle sera passible de peines sévères.

Allemagne. — Celle-ci, non contente de faire travailler

jour et nuit les 120 000 ouvriers de la maison Krupp, qu'elle s'était bien gardé d'envoyer au front, et 300 000 artisans répandus dans d'autres usines déjà existantes ou créées pour le besoin de la guerre, s'est approvisionnée elle aussi aux États-Unis. Dans les grandes manufactures d'armes et de munitions de Bridgeport, Hartford et Waterbury, des agents allemands ont acheté de nombreuses munitions : 15 pour 100 de la production de celle de Bridgeport; 12 pour 100 de celle d'Hartford et 10 pour 100 de celle de Waterbury.

Ces munitions, payées et livrées, sont encore en juin expédiées dans l'Amérique du Sud d'où elles sont réexpédiées en Hollande et au Danemark.

L'inquiétude allemande. — Dès le 20 juin, les efforts que font les alliés pour se procurer une supériorité d'artillerie et de munitions inquiètent la presse allemande. La *Gazette de Francfort* cache à peine sa mauvaise humeur en constatant que la France et l'Angleterre s'acheminent vers un maximum de puissance, alors que l'Allemagne a déjà fourni le plus gros effort dont elle était capable lors de la bataille de Gorlice-Tarnow. Le journal reconnaît que c'est grâce aux sept cent mille obus lancés en quelques heures sur un secteur restreint que le front russe de la Dujanec a pu être enfoncé. La haute valeur de l'artillerie lourde et du feu concentré des gros canons et des mortiers est un dogme qui s'est établi définitivement dans le cours de la guerre actuelle.

Juillet 1915.

France. — Les trois mille bouches à feu signalées par les bulletins russes comme ayant occasionné le mouvement de recul des armées du grand-duc Nicolas devant les Carpathes, n'ont pas donné matière à réflexion aux seuls Russes.

Les arsenaux, les ateliers, en Angleterre et en France, ont reçu une impulsion énergique pour activer l'augmentation de l'artillerie de tout calibre et de toute portée.

La presse continue à stimuler le zèle tant des pouvoirs publics que des travailleurs à tous les degrés. Des journalistes reviennent de leurs visites aux usines chargés de notes,

d'aperçus qu'ils transcrivent avec la discrétion commandée par la nécessité de ne pas renseigner l'ennemi.

Dans cette grande usine nationale qu'est devenue la France, il est parlé de réformes, de façons de procéder qui s'imposent. Généralement, les patrons souhaiteraient de voir plus d'ouvriers techniques leur revenir du front. D'autres voudraient que l'Etat puisse réquisitionner des tours, des perforeuses non employées appartenant à de petits industriels mobilisés.

Sur ces fautes, ces lacunes signalées ensuite à la tribune, M. Albert Thomas s'explique à propos d'un projet de loi, qui fut adopté, organisant le travail « dans lequel l'État est le consommateur ». Il admet le bien-fondé de certains griefs, mais, dit-il, il ne faut pas se montrer d'une sévérité excessive pour la direction de l'artillerie, ce serait méconnaître les difficultés qu'elle eut à vaincre et les efforts qu'elle a réalisés.

Le sous-secrétaire d'État déclare ensuite que si beaucoup d'usines étaient inutilisées, c'est que, pour la plupart, leur outillage ne répond pas aux exigences voulues. La présente loi permettra de nous fixer exactement sur les ressources auxquelles on pourra faire appel à bon escient. Il promit au surplus, de soustraire le petit industriel au courtier et à l'intermédiaire. Et appelé à tenir compte, pour le rappel des ouvriers professionnels, de l'âge et des charges de famille, il dit :

Nous devons exclusivement nous placer, répliqua le sous-secrétaire d'État, au point de vue du meilleur rendement. En conséquence, lorsqu'un patron me demandera pour l'organisation d'une équipe de nuit, ou pour la mise en marche de telle machine, ou pour telle autre chose, un homme désigné nominativement par lui et qui lui paraîtra indispensable, je ne lui enverrai pas à sa place un homme qui n'aurait pour le recommander que des charges de famille.

Impressions d'un journaliste italien. — Un rédacteur du *Corriere della Sera* a pu pénétrer dans un établissement qu'il n'a pas le droit de nommer.

Il y a vu des blocs d'acier énormes comme des corps de locomotive et dont la plate-forme comme les affûts ont un aspect monumental avec la fermeture de la culasse qui ressemble à la porte d'un coffre-fort circulaire. Le tir de ce monstre peut arriver à 16 kilomètres. Tout projectile renferme presque un quintal d'explosif.

« On travaille jusqu'au dernier raffinement. Les ouvriers donnent des coups de lime pleins de précaution; une irrégularité de plus d'un centième de millimètre serait grave. Le colossal se perfectionne à la façon d'une miniature.

« Quelques-uns de ces engins avaient été étudiés avant la guerre, mais on y croyait si peu à cette guerre qu'il ne semblait pas urgent de passer du projet à l'exécution. L'Allemagne n'avait conquis aucune suprématie dans le champ de la génialité et de l'étude. Seulement, les projets français étaient sur le papier. Ils prennent maintenant, avec une énergie énorme, leur forme vivante. Leur intervention dans la lutte inaugurera une phase definitive. »

Angleterre. — Le nouveau Ministère des Munitions fait apposer, le 1er juillet, dans tout le Royaume-Uni, une affiche complétée par l'appel suivant :

BRITANNIQUES, TOUS COUDE A COUDE!

Aux habiles travailleurs de Grande-Bretagne.

Les volontaires de la guerre de munitions sont invités à se masser derrière nos soldats et nos marins.

Si vous n'êtes pas déjà avec eux, donnez-leur votre intelligence et vos forces.

Leur devoir est de combattre magnifiquement et héroïquement; ils le font.

Votre devoir impérieux est de leur fournir les munitions dont ils ont impérieusement besoin.

Rejoignez le « front des usines » pour aider « le front de bataille ».

A la British Science Guild. — Les savants anglais se plaignent amèrement qu'on ne fasse pas assez souvent appel à leurs lumières en ce qui concerne la lutte contre les Allemands, et le 1er juillet, au cours de la réunion annuelle de la British Science Guild, l'attitude du Gouvernement fut critiquée, l'assemblée, qui comprenait de nombreuses célébrités, telles que sir William Mather, sir William Ramsay, sir Philip Magnus, le professeur Perry, etc., émettant le vœu qu'à l'avenir on employât leurs connaissances scientifiques à la poursuite de la guerre. Une lettre sera envoyée à ce sujet au Premier Ministre.

A la Chambre des Communes, M. Lloyd George déclara que le Gouvernement se rendait parfaitement compte de l'intérêt qu'il y avait à utiliser les services des savants anglais

en ce qui concernait les essais de munitions et les engins de guerre et convint que la suggestion faite par un député irlandais, M. Lynch, de suivre l'exemple de la France et de rappeler de temps à autre du front des officiers qui conféreraient avec les savants, était « la plus excellente » des suggestions.

Discours de Lord Curzon. — Le 2 juillet, lord Curzon, déposant à la Chambre des Lords un projet de loi sur la fabrication des munitions, prononce le discours suivant :

Je crois que le pays a parfaitement compris que nous luttons pour notre existence et que c'est seulement au moyen de la concentration de toutes les énergies et de toutes les ressources que nous pouvons atteindre le but désiré. Nous avons dû modifier nos méthodes d'organisation et, en cela, nous ne pouvons pas mieux faire que de suivre l'exemple donné par la France, notre vaillante alliée. Elle a commencé la guerre avec des réserves substantielles de munitions. Bien qu'une grande partie de ses provinces industrielles soient aux mains de l'ennemi, elle a maintenu ses réserves et introduit un système admirable d'organisation de travailleurs professionnels et de manœuvres à travers tout son territoire.

J'ai la certitude que la résolution de notre pays n'est aucunement ébranlée; on doit bien faire remarquer que les forces à la disposition des Alliés s'accroissent, tandis que celles de l'ennemi diminuent.

Avant la fin de l'année, l'avantage en hommes et en munitions sera d'une façon décisive du côté des Alliés.

Lord Curzon ajoute :

Une amélioration appréciable et une grande accélération dans la production des munitions se produiront à bref délai; mais, une fois que tout aura été organisé, le moment viendra, au cours de l'année actuelle, où nous serons en mesure de satisfaire à nos propres besoins et d'une façon plus large à ceux de nos alliés. 46 000 hommes se sont déjà enrôlés dans l'armée industrielle des munitions, mais il y a place pour un plus grand nombre et le Gouvernement est certain que d'autres se présenteront.

Les hommes de science ont déjà prêté leur concours auquel MM. Asquith et Balfour songent à adresser un nouvel appel.

La Chambre des Lords vote ensuite le bill qui est aussitôt transformé en loi.

Le Bill de recensement adopté. — A la Chambre des Communes, le 5 juillet, répondant à une question qui lui est

posée, M. Lloyd George dit que 67 650 volontaires sont déjà enrôlés pour la fabrication des munitions.

On ne prend, ajoute-t-il, que des ouvriers compétents; la main-d'œuvre disponible varie au jour le jour. Les ouvriers volontaires, ceux de l'armée qui sont libérés et d'autres venus des colonies, assureront la fabrication. Le recrutement continuera.

Chez les suffragettes. — La célèbre féministe, Mme Pankhurst, prend la tête d'une croisade ayant pour but de déterminer les femmes à contribuer, dans la mesure de leurs forces, de leurs aptitudes et de leurs ressources, à l'œuvre de la fabrication des munitions, et à toutes celles où des hommes ont été à peu près exclusivement employés jusqu'ici.

Mme Pankhurst a donné pour exemple la femme française. « Nos sœurs de là-bas, a-t-elle dit en substance, remplacent maintenant les hommes dans bon nombre de travaux dont ceux-ci avaient précédemment le monopole et, là où femmes et hommes travaillent ensemble, l'accord le plus parfait règne entre eux. »

L'inscription nationale. — Le 5 juillet, la Chambre des Communes, par 253 voix contre 30, vote le National Registration Act, que la Chambre des Lords adopte à son tour, le 14 juillet. Ce n'est pas encore la *conscription*, mais bien l'*inscription* nationale, un peu à la façon dont Colbert institua chez nous l'inscription maritime.

En soutenant le projet du Gouvernement, le Ministre, M. Long, est amené à dire : « Cette loi n'a pas pour but d'obliger quiconque à servir soit sur le champ de bataille, soit dans les usines, mais elle oblige chacun à déclarer ce qu'il fait, ou qu'il ne fait rien pour aider son pays à une heure de crise capitale. »

La mobilisation des inventeurs. — Un certain nombre de savants se sont réunis le 16 juillet à Kings College afin de discuter l'établissement d'une association nationale qui s'occupera d'étudier les inventions relatives à la guerre.

Le professeur Geddes, qui présidait, fit remarquer qu'à l'heure actuelle le War Office était trop occupé pour pouvoir étudier à loisir les inventions qui lui étaient présentées et que les diverses commissions déjà formées, tant à la marine qu'à la guerre, étaient si surchargées de travail qu'elles ne

pouvaient s'occuper que des inventions se présentant sous une forme complète et d'application immédiate.

Le professeur Geddes se propose donc d'établir, d'accord avec ses collègues, une organisation de savants et de spécialistes à laquelle on posera un certain nombre de problèmes; par exemple : la découverte de la présence des sous-marins, l'établissement d'appareils pour abattre les dirigeables, les moyens de combattre les gaz asphyxiants, etc.

La réunion a décidé, avant de formuler un programme, d'attendre des renseignements plus complets sur les travaux des commissions officielles de l'Amirauté et du War Office.

La grève du Pays de Galles. — Le 18 juillet, une grève dans le Pays de Galles suspend le travail de dix mille mineurs. L'Angleterre s'émeut. Si considérables qu'ils soient les approvisionnements ne pourront pas longtemps suffire aux besoins de l'armée et de la marine.

Le 19, la joie déborde en Allemagne et en Autriche. Si l'on en croit le *Financial News*, la grève du sud du Pays de Galles coûterait à l'Allemagne 1 500 000 francs, qui auraient été versés, en or, aux personnes (des deux sexes) jugées en position de « berner » les mineurs.

Le correspondant du *Daily Express* à Cardiff assure que beaucoup d'orateurs qui excitent les hommes à la grève dans le sud du Pays de Galles ne sont ni mineurs ni Gallois.

Il ajoute que le pays est inondé de journaux et de brochures germanophiles, qu'il y a encore des maisons allemandes travaillant à Cardiff et dans d'autres centres industriels du sud du Pays de Galles, et conclut qu'il paraît extrêmement probable que la section de mineurs extrémistes qui a causé la grève a été inconsciemment victime d'agents secrets allemands.

M. Lloyd George se rend en toute hâte à Cardiff au Pays de Galles. Beaucoup de ces mineurs sont ses électeurs. Il les harangue, les adjure au nom de l'Angleterre de ne pas persévérer dans une attitude d'autant moins justifiable que les patrons leur ont fait d'importantes concessions. Il obtient gain de cause.

Le 21, s'adressant aux délégués, il prononce ce discours :

Pour moi, dit-il, c'eût été avec une véritable horreur que je me serais vu contraint d'engager la lutte avec mes meilleurs amis, avec des hommes dans les veines desquels passe le même sang que le mien. Nous sommes engagés dans un conflit, le plus colos-

sal qu'aucune nation ait jamais connu. Je me réjouis de la fin de cette grève, parce que je sais toute l'importance de la moindre querelle entre nous, à l'heure où nous avons besoin de toute notre force, de toute notre énergie, de tout notre enthousiasme pour combattre l'ennemi commun. Je ne parlerai pas du passé, qu'il soit enterré dans le puits le plus profond que vous avez dans le Pays de Galles.

Je vais vous demander de regagner le temps perdu. Vous savez que la grande majorité des mines françaises sont aux mains de l'ennemi. La France dépend de vous pour son charbon. Souvenez-vous qu'il n'y a pas de pays au monde qui ait plus fait pour la démocratie que la France. Ses vergers, riches en fruits, sont arrosés du sang de ses fils. La France fait appel à vous maintenant et ses cales, vides de charbon, attendent dans le port de Cardiff. Et moi, je viens vous supplier de l'aider, de faire de votre mieux, de réparer le temps perdu autant qu'il est en votre pouvoir et pour montrer au moins à la démocratie française que vous êtes prêts à l'aider dans sa lutte pour la liberté du monde.

Aidez notre flotte aussi. Aidez nos braves soldats à se battre à armes égales. La paix chez nous est essentielle à la victoire à l'étranger.

Si nous montrons à tous ceux qui se battent que nous sommes derrière eux; si vous le faites, vous dans vos vallées, les mécaniciens dans toute la Grande-Bretagne; si les hommes politiques et tous ceux qui travaillent, dans toutes les sphères font de même, nous remporterons pour la liberté de l'Europe la victoire; victoire dont l'écho résonnera à travers les âges de l'humanité.

L'effort britannique. — Le Parlement a tenu, le 28 juillet au soir et durant une partie de la nuit, une dernière séance, avant de se séparer pour une période de sept semaines.

Avant, M. Lloyd George a voulu fournir un aperçu du travail déjà accompli par le nouveau département ministériel qu'il dirige.

Le seul point noir dans la situation à laquelle le Ministère des Munitions doit faire face est la répugnance que manifestent certains syndicats, ou plus exactement certains de leurs membres, à abandonner temporairement les privilèges dont ils jouissent en temps de paix. M. Lloyd George n'a pas essayé de cacher l'état réel des choses. Il a surpris la Chambre en disant que la production actuelle pourrait être augmentée immédiatement de 25 pour 100 si les ouvriers consentaient à abandonner les pratiques du temps de paix, les règlements syndicaux concernant la durée des heures de travail et l'admission dans les usines d'ouvriers non qualifiés ou appartenant à d'autres professions.

Pour le surplus, le discours de M. Lloyd George est plein de données encourageantes. Des hommes d'affaires expérimentés ont apporté volontairement au Ministre des Munitions le concours précieux de leur aide et de leur expérience. Seize grandes usines nationales sont érigées dans différentes parties du pays et, en outre, de nombreuses usines particulières ont été réquisitionnées et placées sous le contrôle du Gouvernement pour la production du matériel de guerre.

Les deux principaux obstacles qui avaient jusqu'à la formation du Ministère des Munitions entravé la production du matériel de guerre étaient le manque de machines-outils et surtout le manque de main-d'œuvre. Dans de nombreux arsenaux et usines, une partie importante des machines était hors d'état de travailler pendant la nuit. Pour obvier à la première difficulté, le Gouvernement avait réquisitionné toutes les usines qui fabriquent des machines-outils. D'autre part, 40000 ouvriers et ouvrières, dont 50 pour 100 environ sont « qualifiés », ont été dirigés vers les usines où jusqu'à présent la main-d'œuvre était insuffisante.

Le Ministère des Munitions s'occupe activement de faire rentrer à l'usine les ouvriers mécaniciens, tourneurs, etc., qui se sont engagés dans l'armée. Ceux qui appartiennent aux unités en ce moment placées sur le front ou destinées à s'y rendre bientôt, ne seront pas rappelés. Par contre des milliers d'autres qui faisaient partie de régiments en cours d'entraînement sont revenus prendre place derrière l'établi et des milliers seront encore rappelés dans les semaines à venir.

M. Lloyd George a révélé en outre qu'au cours de la récente conférence qui a eu lieu à Boulogne entre les autorités militaires françaises et anglaises, on a échangé des notes et des informations, et on y a décidé que l'Angleterre s'engagerait immédiatement dans l'exécution d'un vaste programme pour développer encore la production du matériel. Dix nouvelles usines nationales seront fondées ; les immeubles sont déjà en cours de construction, les machines sont commandées, les équipes de personnel en voie de formation. L'équipement complet sera prêt dans quelques mois. Il y a un certain mystère autour de ce nouvel effort et sur l'objet auquel il va s'appliquer : n'essayons pas d'approfondir. Le point intéressant à propos de ces nouveaux arsenaux, c'est que la main-d'œuvre y sera en grande partie féminine.

Le Ministre a donné ensuite quelques détails sur le nouveau

département des inventions et sur les mesures prises pour augmenter la production des explosifs.

D'ici à quelques semaines, a conclu le Ministre, nous serons à même d'équiper nos armées de telle manière que les meilleures armées européennes ne leur seront pas supérieures en ce qui concerne le matériel. Chaque semaine il y a des progrès dans la fabrication des obus et j'ai confiance que d'ici à quelques semaines, lorsque nous aurons complété les mesures prises, nous serons à même de produire une quantité d'obus qui ne sera pas seulement suffisante pour appuyer nos soldats, mais pour leur permettre de se frayer un chemin vers la victoire.

Russie. — La Russie, dans sa pénurie héroïque, tourne les yeux vers les Alliés. M. Ludovic Naudeau, du *Journal*, se fait de Pétrograd son interprète :

O Albion, dont les îles ne sont qu'une vaste usine, ô *Great Britain too long asleep on your coal beds, on your iron mines*, ô France, si ingénieuse, si prompte à réparer d'anciennes erreurs, si habile à improviser, à créer, à inventer, pensez un peu à la Russie, à la Russie qui, pour continuer à lutter malgré l'insuffisance momentanée de ses parcs, sacrifie ses enfants par centaines de mille ! Vous représentez-vous bien cela ?

Est-ce qu'on ne vous l'avait pas dit il y a quelques mois, à vous, les Occidentales, dont les forges fument comme des volcans, est-ce qu'on ne vous l'avait pas dit, ici même, dans ces colonnes ? Oui, on vous l'avait dit : la Russie n'est pas le pays des grandes industries ; c'est la terre du blé, c'est la terre des hommes innombrables, la terre des paysans. Alors ? Alors, vous qui avez les ateliers, les machines, les métaux, les produits chimiques, servez-vous-en donc ! O Grande-Bretagne qui te bats pour la défense de ton industrie, qu'as-tu donc fait, pendant dix mois, de tes usines ? Comment n'as-tu pas compris qu'il fallait tout de suite penser aux frères russes ? On te l'avait dit....

Il n'est pas encore trop tard, mais il n'y a plus une minute à perdre.

Des munitions ! des munitions ! des munitions !

La Russie s'aide cependant avant d'être aidée par le ciel et par ses alliés d'Occident, aussi bien que par le Japon, dont les usines travaillent pour elle, et par le Canada puissamment outillé. Toutes les villes, à commencer par Pétrograd, ouvrent des usines, des ateliers, et en Russie ce n'est ni la bonne volonté ni les bras qui manquent.

Italie. — La mobilisation industrielle en Italie. — Le

décret que le Roi a signé au commencement du mois pour organiser la mobilisation industrielle de l'Italie contient des dispositions originales :

Art. 2. — Pour la fabrication des munitions et de tout matériel de guerre, le Gouvernement est autorisé à imposer et à faire exécuter les travaux nécessaires pour augmenter la puissance de production des usines privées dont le concours est considéré comme nécessaire, en tout ou en partie, pour les commandes et les approvisionnements qui concernent les administrations de la guerre et de la marine.

Art. 7. — Les industriels n'ont pas le droit de refuser la fabrication ni la fourniture du matériel nécessaire aux usages de la guerre. S'ils demandaient des prix excessivement élevés, ils devraient accepter les tarifs établis par l'administration pour chaque fourniture ou prestation, sauf leur droit à réclamer devant le tribunal arbitral prévu par l'article 10. (Ce tribunal comprend un arbitre choisi par l'administration, un arbitre choisi par l'industriel, et un troisième arbitre nommé par décret : il n'y a pas d'appel.)

Art. 8. — Le Gouvernement est autorisé à assujettir à la juridiction militaire, en tout ou en partie, le personnel des établissements qui produisent du matériel pour l'armée ou la marine, toutes les fois que cela paraîtra indispensable pour assurer la continuité et le développement de la production exigée par les nécessités de la guerre.

Ce dernier article contient implicitement la suppression du droit de grève, et il permet d'arrêter toutes les tentatives que des agents allemands ne manqueront pas de faire encore pour troubler le ravitaillement de l'armée italienne. D'autre part l'obligation est imposée aux industriels et à tous leurs collaborateurs, — pour permettre l'exécution de l'article 2, — de déclarer exactement la puissance de production, l'outillage, etc..., des usines. Toute contravention est punie de la réclusion jusqu'à trois mois ou d'une amende de 50 à 1 000 lires.

Allemagne. — Organisation des fabriques de munitions en Allemagne. — La répartition des commandes a été faite en tenant le plus grand compte des facilités et de l'outillage de chaque usine, de sorte que la mobilisation de l'industrie s'est opérée rapidement. Aujourd'hui, presque toutes les fabriques en activité travaillent pour l'armée.

Une stricte discipline règle le travail dans les manufactures ; les relations des ouvriers et des patrons sont plus correctes qu'avant la guerre, le régime militaire s'opposant à tout

conflit. Les grèves sont inconnues. Toutes les fois qu'une commande est donnée à l'industrie, une clause du contrat fixe le salaire payé à toutes les catégories d'ouvriers, de sorte que la responsabilité du patron n'est plus engagée, et toute réclamation est rendue impossible. D'autre part, les travailleurs sont prévenus qu'un relâchement de leur zèle les ferait envoyer au front.

Les journées de travail sont très longues, avec de courts intervalles de repos. Bien que l'on prétende avoir assez de munitions, on s'occupe fiévreusement à en fabriquer.

Dans les usines qui travaillent pour l'État, les salaires sont élevés. Le taux de la rétribution est augmenté de moitié pour les tâches effectuées le dimanche. Le salaire des femmes qui ont pris la place des hommes à l'atelier est en général moins élevé.

La production journalière d'obus. — M. Lloyd George a déclaré au Parlement que l'Allemagne et l'Autriche fabriquent en bloc 250000 obus par jour. Il espère que c'est un maximum, et donne ce chiffre comme devant être retenu par les Alliés.

La contrebande. — Elle s'opère par le moyen de marchands internationaux, et même, M. Jacques Dhur le rappelle dans le *Journal* — sous la caution d'un ancien sous-secrétaire d'État parlant le 11 mars à la Chambre française — directement par des Austro-Allemands « qui peuvent continuer à faire leurs affaires à l'encontre même des intérêts supérieurs du pays ».

C'est ainsi que nos huiles et nos graisses végétales, dont l'exportation fut tolérée, ont servi à faire des explosifs allemands.

L'Allemagne a-t-elle pu remplacer le nitrate chilien, utile à deux fins, comme engrais et comme matière première pour explosif? Artificiellement ce n'est pas impossible, mais on ne croit pas qu'elle puisse produire cette matière en quantité suffisante. En tout cas, M. Jacques Dhur observe qu'elle se rabat sur d'autres moyens de destruction, tels que le vitriol.

Mais où sa science est ingénieuse, c'est quand elle trouve des engins de guerre, même dans un pacifique ménage, depuis la casserole jusqu'au réchaud à gaz, ce dernier moins pour le cuivre du réchaud que pour son combustible :

Le Gouvernement allemand, écrit le *Temps*, recommande à ses

administrés de brûler le moins possible de charbon de terre et de faire leur cuisine sur des réchauds à gaz, et afin d'obtenir qu'ils se conforment à cette recommandation, il fait appel à leur patriotisme. A première vue, on ne conçoit pas très bien les rapports qui peuvent exister entre le réchaud et le patriotisme allemand, c'est-à-dire la guerre. Une explication n'est pas inutile.

En brûlant du gaz et non de la houille, la cuisinière fournit à l'armée allemande du trinitrotoluol, qui est l'explosif avec lequel notre ennemi charge ses obus.

Le trinitrotoluol s'obtient en traitant le toluol par l'acide azotique; or, le toluol est un carbure d'hydrogène qu'on extrait du goudron de houille. Le goudron de houille est un sous-produit de la fabrication du gaz d'éclairage ou de celle du coke industriel. La cuisinière allemande, en brûlant du gaz au lieu de houille, fournit donc à son pays du goudron et par suite du toluol; elle lui procure aussi de l'acide azotique. En effet, les Allemands ne recevant plus de nitrates de l'étranger, fabriquent l'acide azotique par divers procédés, et en particulier par la transformation de sels ammoniacaux, qui sont un autre sous-produit des usines à gaz. C'est ainsi que les cuisines bourgeoises allemandes sont devenues des annexes des usines où se fabriquent les explosifs.

En brûlant du gaz au lieu de houille, la cuisinière allemande procure encore du carburant aux automobiles de l'armée. L'Allemagne ne reçoit de pétrole qu'en quantités insuffisantes; elle y supplée par le benzol, qui est encore un sous-produit de la fabrication du gaz ou du coke industriel. La cuisinière allemande, en brûlant du gaz, non seulement participe à la production du trinitrotoluol, mais elle aide au transport des obus qui en sont chargés.

Chaque cuisine allemande où on brûle du gaz ne procurera pas à l'armée beaucoup d'explosifs et de benzol; il est cependant certain que si ce procédé de chauffage se généralisait, il donnerait des ressources qui ne seraient pas négligeables.

États-Unis. — Les grèves aux États-Unis. — Les grévistes ont attaqué, le 19 juillet, à Bayonne, État de New-Jersey, l'usine de la Standard Oil.

Les gardiens ont fait usage de leurs revolvers, blessant trois hommes et dispersant les autres.

L'attaque recommença plus tard. Cinquante personnes furent blessées. Il y a parmi elles des agents de police. Les blessés ont été transportés dans les hôpitaux.

Le chef de la police déclare que 5 000 grévistes prenaient part à l'attaque.

Six navires attendent dans le port de Bayonne la fin de la grève. On croit qu'ils avaient l'Angleterre pour destination.

Bridgeport, 20 *juillet*. — On annonce que les négociations relatives à la grève qui menace les fabriques d'armes ont échoué; les chefs travaillistes déclarent que les mécaniciens cesseront le travail mardi à midi; le chômage atteindra l'usine Remington et les autres usines exécutant des contrats analogues.

Bridgeport, 20 *juillet*. — De puissantes influences agissent pour amener la solution de la grève. Les chefs travaillistes assurent que, n'ayant pas de nouvelles du « personnage mystérieux » qui exercerait une pression sur les patrons, la grève commencera dans douze heures.

C'est ce personnage, dont on ignore l'identité, qui fit déjà ajourner précédemment la grève.

La mobilisation des Austro-Hongrois travaillant en Amérique. — De Washington au *Morning Post*, le 20 juillet :

Il n'est pas douteux que les Allemands et les Autrichiens n'hésiteront devant aucun crime pour embarrasser les Alliés et qu'ils disposent de capitaux illimités pour poursuivre aux Etats-Unis leur campagne de meurtres, d'incendies et de sabotage sur une vaste échelle. Toutefois, les Américains ne craignent pas la « mobilisation » des résidents austro-hongrois, dont les menace le comte Tisza, en vue d'empêcher la fabrication des munitions, car une telle « mobilisation » est impossible à accomplir sans être découverte à temps.

Bridgeport, 22 *juillet*. — Le vice-président du syndicat des mécaniciens annonce la fin du litige survenu aux usines Remington. Les ouvriers reprendront le travail lundi

New-York, 22 *juillet*. — D'après les dernières nouvelles de Bridgeport, un certain nombre de mécaniciens, obéissant à l'ordre de faire grève, ont quitté le travail aujourd'hui. Les chefs travaillistes déclarent que plus de 400 chôment.

Des désordres se sont produits devant l'usine Remington, mais la police les a rapidement réprimés.

Le coton contrebande de guerre. — Le coton sert à la fabrication des explosifs. L'Allemagne, dont les approvisionnements au début de la guerre étaient évalués à 250 000 tonnes, en consomme, d'après les calculs de sir William Ramsay, le célèbre chimiste anglais, 1 000 tonnes par jour. C'est presque exclusivement des Etats-Unis qu'elle tire cet article.

Or, le coton est déjà très rare en Allemagne, puisque son

prix est cinq fois plus élevé qu'en Angleterre. Si le Gouvernement anglais trouve un moyen d'empêcher le coton d'entrer dans l'Empire, il sera impossible pour l'Allemagne de poursuivre la guerre.

Les nouveaux renseignements qui viennent d'être fournis à la Chambre des Communes par sir Henry Dalziel sont tout à fait significatifs. Pour en apprécier la valeur, il suffit de consulter ce tableau qui indique les augmentations (en balles) d'importations de coton dans les pays neutres; on a comparé la période qui va du 31 août 1913 au 30 avril 1914 et la période comprise entre le 31 août 1914 et le 30 avril 1915 :

Hollande	32.870	413.820
Danemark	0	65.370
Norvège	60	107.400
Suède	24.930	735.510

Ces chiffres dispensent de commentaires, écrit M. Edouard Herriot, maire de Lyon, dans le *Journal* :

D'autre part, la *Cotton Gazette* de Liverpool signale l'augmentation des exportations en fil de coton. Pour la seule Grèce, les exportations de fil de coton ont été, en juin 1915, supérieures de 2 millions de livres à ce qu'elles étaient en juin 1914. Lecteurs tirez vous-mêmes les conclusions! On comprend donc la persistance patriotique avec laquelle sir Henry Dalziel insiste pour obtenir que le coton soit déclaré contrebande de guerre.

Le Gouvernement britannique semble vouloir se borner, pour l'instant, à faire des efforts auprès des neutres pour obtenir qu'ils ne réexportent point le coton; il insistera sur l'obligation où il pourrait se trouver d'interdire l'arrivage du coton dans les pays neutres si leurs gouvernements étaient impuissants à empêcher les réexportations.

Certes, le problème est compliqué. Le coton figure, comme valeur, au premier rang parmi les produits exportés des États-Unis, avant les grains, les viandes et le pétrole. On conçoit que l'Angleterre ne veuille mécontenter ni l'Amérique ni les pays scandinaves. La Grande-Bretagne vient d'avoir avec la Suède une difficulté postale qu'elle travaille à régler. Même à Copenhague, les milieux industriels se montrent hostiles à la création d'un bureau officiel d'importation. De toute évidence, la Grande-Bretagne ne veut pas imiter les procédés de l'Allemagne et son impitoyable guerre aux neutres.

Il y a une limite au libéralisme, cependant. Il faut, à tout prix, continuer l'étude et rechercher la solution du problème du coton. Le correspondant du *Times* à Washington suggère des moyens. On pourrait, déclare-t-il, acheter la part de récolte que prenait l'Allemagne ou, mieux encore, acquérir une quantité suffisante de

coton pour en maintenir le prix à un chiffre donné.... De toute façon, nous espérons que sir Robert Cecil poursuivra ses travaux. Nous pensons bien que le Gouvernement français ne se désintéresse pas de la question. Vouloir réduire à l'impuissance l'Allemagne par un blocus total, c'est une chimère à laquelle nous nous sommes trop longtemps attardés. Il faut déterminer les produits qui lui sont le plus nécessaires et concentrer sur ces produits l'action des Alliés. Sommes-nous bien sûrs que l'Allemagne ne cherche pas à accaparer, malgré toutes les difficultés qu'elle rencontre, le tungstène, le vanadium, indispensables à nos usines? A-t-on surveillé de ce côté-là? Imitons ses procédés. Pour la gêner dans sa production de munitions, c'est de coton qu'il faut la priver.

Or le temps presse. Chaque balle de coton qui atteint l'Allemagne, écrit un journal anglais, fait un boiteux ou un cadavre d'un soldat allié.

D'après une dépêche du correspondant du *Morning Post* à Washington, le 15 juillet, l'Allemagne fait tous ses efforts pour obtenir de l'Amérique qu'elle lui envoie du coton. A cet effet, elle exerce un véritable chantage sur le Gouvernement américain; spéculant sur la disette de matières colorantes aux Etats-Unis, elle se refuse à en permettre l'exportation, à moins que les Etats-Unis ne lui envoient en échange des cargaisons de coton d'une valeur égale.

En attendant, toute la chirurgie allemande est, à cette heure, dominée par cet ordre impérieusement venu d'en haut : économisez à tout prix le coton!

Dans chaque salle d'hôpital, dit M. Chassaigne dans le *Journal*, la surveillante a la responsabilité du stock de coton, et elle le distribue parcimonieusement. Les bandes de gaze ont été coupées et réduites à une largeur moitié moindre. Les « diaconesses » ont l'ordre formel de s'opposer à ce que les pansements soient renouvelés trop souvent. A l'un de nos médecins qui, à Ulm, réclamait du coton pour changer un bandage qui lui paraissait souillé, la « diaconesse » répondit : « Non, le malade attendra. L'Empire a besoin de ne point perdre la moindre parcelle d'une aussi précieuse matière. »

Il serait assez curieux que la conclusion d'une enquête qui s'annonçait d'ordre médical fût que tout de suite il est indispensable de prendre les mesures que sollicite depuis plusieurs mois William Ramsay : empêcher avec la plus extrême rigueur le coton d'entrer en Allemagne.

Pour que nos ennemis en soient à sacrifier leurs propres blessés à leurs explosifs, il faut que la crainte de manquer de nitro-cellulose soit des plus fortes. A nous de donner sur ce point raison aux appréhensions de l'ennemi.

CHAPITRE III

LES BLESSÉS

Mai 1915.

La liberté de conscience dans les hôpitaux. — D'accord avec le Ministre de la Guerre, le sous-secrétaire d'État du service de santé militaire a soumis au conseil des ministres, qui l'a approuvée, l'affiche dont le texte suit, placardée dans toutes les salles des hôpitaux :

AUX BLESSÉS

Tandis que la Nation en armes, dans une révolte enthousiaste, se jetait contre l'ennemi, une émouvante mobilisation de dévouement mettait au service des hôpitaux d'innombrables volontaires. C'est le pays tout entier qui, par son service de santé, par tant de femmes au cœur généreux, est à vos chevets, attentif à panser vos blessures.

Demain, la guérison obtenue, si quelque infirmité glorieuse amoindrit vos forces de travail, la Nation paiera sa dette à votre égard.

Donc, en toute tranquillité d'esprit, placés ici sous la protection de la science et de la solidarité, prenez le plein repos dû aux vaillants frappés sur le champ de bataille.

Vos corps meurtris par les balles ou la maladie sont prisonniers du mal, mais votre pensée demeure libre ; votre dignité de soldats, grandie par la légitime fierté du devoir accompli, exige que nulle atteinte ne soit portée aux droits de votre conscience, à vos convictions.

La République y veille.

Votre droit est absolu de pratiquer la religion à laquelle vous êtes attaché.

Votre droit est absolu de rester hors de toute religion.

La patrie reconnaissante entend qu'en vous le blessé soit entouré de soins éclairés et fraternels. Elle entend qu'en vous le citoyen soit respecté.

Autour de ceux qui souffrent doit régner le calme moral.

A ceux qui ont combattu pour la liberté du monde, la liberté est due.

Telle est la volonté impérieuse des patriotes qui, groupés dans

l'union sacrée, se sont imposé le devoir de ne regarder que du côté de la frontière.

Cette volonté est aussi celle du Gouvernement; elle doit être obéie de tous.

Le Ministre de la Guerre,
A. MILLERAND.

Le sous-secrétaire d'État du service
de santé militaire,
Justin GODART.

L'échange des grands blessés. — L'*Agence Wolff* a publié le 5 mai un télégramme reproduit par la presse suisse, et d'après lequel le second échange de grands blessés allemands et français se trouve retardé parce que la France n'y a pas encore donné son assentiment.

Cette assertion est exactement le contre-pied de la vérité.

Dès le 18 février, le Gouvernement français a adressé à l'ambassadeur d'Espagne à Berlin, pour la notifier au Gouvernement allemand, une liste précise des infirmités qui devaient donner lieu selon lui, sous condition de réciprocité, soit au rapatriement, soit à l'internement en pays neutre.

Le Gouvernement impérial, au contraire, éludant la question qui lui était posée, se borna à déclarer, le 20 février, à l'ambassadeur d'Espagne, qu'il procéderait à la sélection des grands blessés dans le plus large esprit et sans faire entrer en ligne de compte le nombre des invalides allemands que la France pourrait rapatrier.

Jugeant suffisamment net l'engagement que prenait le Gouvernement impérial de ne tenir aucun compte de la quantité respective des blessés à restituer et désireux de n'apporter aucun délai à la réalisation d'une œuvre philanthropique, le Gouvernement de la République a renvoyé en Allemagne, dans les premiers jours de mars, tous les blessés allemands qui présentaient l'une des infirmités mentionnées sur sa liste.

Le Gouvernement impérial cependant, grâce au vague qu'il avait laissé planer sur les conditions auxquelles le rapatriement des invalides était subordonné, s'attachait dès le début de ce rapatriement à fausser le sens de l'accord intervenu.

Après avoir amené en effet à Constance, au commencement de mars, des convois de blessés français déclarés libérables par les médecins allemands eux-mêmes, il se plaignit de n'être pas sûr de recevoir autant d'officiers prisonniers qu'il en renvoyait, s'efforçant, contrairement à la parole donnée, de transformer en un échange numérique par têtes de prison-

niers ce qui devait être un rapatriement collectif et simultané d'invalides désormais incapables de porter les armes. Une grande partie des blessés français réunis à Constance furent ramenés à la suite de cette tentative de marchandage dans les camps de concentration de l'Allemagne.

Depuis cette époque, le Gouvernement allemand a proposé de procéder, le premier de chaque mois, à un nouvel échange de grands blessés, proposition que le Gouvernement français s'est empressé d'accepter en principe. Mais, malgré les demandes réitérées du Gouvernement de la République, le Gouvernement impérial s'est systématiquement abstenu de répondre s'il acceptait la liste d'infirmités que celui-ci lui avait notifiée comme condition du rapatriement proprement dit ou de l'internement en pays neutre, ou bien, si jugeant cette liste soit trop étroite, soit trop large, il proposait soit de la compléter, soit de la restreindre.

Ce refus persistant de trancher nettement la question de principe ne peut s'expliquer que par le désir de laisser les autorités militaires allemandes libres de retenir arbitrairement, selon leur bon plaisir, un plus ou moins grand nombre de blessés français et de réserver ainsi, comme au début de mars, une possibilité de marchandage au moment de l'application.

C'est à quoi le Gouvernement français ne peut en aucune façon consentir. Il ne saurait accepter ni d'abandonner en Allemagne une partie des grands blessés français, ni de les échanger contre des prisonniers allemands valides et aptes à reprendre immédiatement les armes.

Il appartient donc aujourd'hui au Gouvernement impérial de répondre sans ambiguïté et sans délai aux propositions claires et déjà anciennes du Gouvernement de la République. Celui-ci lui a fait savoir, par l'entremise de l'ambassade d'Espagne à Berlin, qu'aussitôt après la conclusion d'un accord excluant toute équivoque il était disposé, pour en assurer l'application loyale, à accepter l'intervention d'un personnel médical neutre chez les deux belligérants.

Le silence et les réticences du Gouvernement impérial retardent seuls la solution de ces questions. (*Officiel.*)

—oo—

Juillet 1915.

Six cents grands blessés arrivent à Lyon. — Le 13 juillet, à Lyon, le train quotidien, qui ramène de Constance les grands blessés français, avait été spécialement réservé aux internes du service médical, au nombre de 600. Il y avait parmi eux le chirurgien anglais Brown, qui était médecin à bord du destroyer *Maori*, lequel coula le sous-marin allemand *U-8*, dans les parages de Zeebrugge, le 7 mai dernier. Le *Maori*, ayant heurté une mine, coula, et les 88 hommes qui le montaient furent faits prisonniers par un navire allemand croisant dans ces parages. Le docteur Brown fut dirigé sur le camp de Heidelberg. Parmi les rapatriés se trouvaient également le commandant Minoufleth, officier principal d'administration, qui dirigeait la formation sanitaire de Laon, ainsi que le pharmacien principal Lafay; les aides-majors Servais, de Revin (Ardennes); Patte, de Saint-Quentin; Berthoux, de Brunehamel et Tournioux, de Laon.

Il y avait également des aumôniers : l'abbé Desplante, de Malaumines (Pas-de-Calais); l'abbé Schuler, de Fontaines, près Épinal; les abbés Lhotelin, de Stremy (Aisne), et Dutoy, vice-recteur de l'Université catholique de Lille.

De même que tous les infirmiers, les officiers sont enchantés de la réception qui les accueillit en Suisse, dès la frontière allemande franchie.

La réception à Lyon ne fut pas moins enthousiaste. Deux délégués du Ministère de la Guerre entouraient M. Lapasset, directeur du service de santé de la quatorzième région, qui les harangua à la gare des Brotteaux, devant une table copieusement garnie de bouteilles de champagne; puis, précédés des clairons et d'une musique d'infanterie et encadrés de cuirassiers, les exilés furent conduits en cortège dans une caserne, où ils attendront de partir en permission.

Il est à souligner que, d'après une récente statistique, c'est le service de santé qui, après l'arme de l'infanterie, a payé le plus large tribut à la guerre.

Pendant que, cet après-midi, les exilés au brassard rouge étaient fêtés en ville, un même nombre de médecins et d'infirmiers allemands étaient embarqués à destination de Constance, où ils arriveront demain dans la matinée.

Les grands blessés allemands. — (Wolff). Le premier convoi de grands blessés et prisonniers échangés est arrivé le 12 juillet à la gare de Constance, qui était décorée pour la circonstance. Il comprenait 257 guerriers allemands dont 9 officiers.

Une foule de plusieurs milliers de personnes stationnait autour de la gare et acclama les grands blessés à leur entrée en gare. La musique jouait.

Tous les rapatriés sans exception font l'éloge de l'aimable réception qui leur fut faite en Suisse.

Le télégramme suivant a été adressé à Mgr Marchetti, envoyé par le pape à Berne : « Les premiers prisonniers de guerre allemands invalides, rentrant par l'Allemagne après leur captivité en France, se permettent de prier votre Eminence de bien vouloir transmettre à Sa Sainteté, à Rome, les sentiments d'infinie reconnaissance que nous éprouvons pour ses efforts en notre faveur. »

La Croix-Rouge française. — De M. de Valence, secrétaire général de la Société de la Croix-Rouge :

La « Société française de secours aux Blessés militaires » a, en France, 773 hôpitaux, 70 000 lits, 88 infirmeries de gare, 93 postes de secours, enfin 45 cantines de gare, le tout desservi par 10 000 infirmières diplômées et 10 000 auxiliaires ; 2 700 de ces infirmières sont en service dans les « hôpitaux militaires ». Et cependant, malgré une telle continuité dans l'effort, la Société n'a jamais interrompu l'envoi de ses infirmières au Maroc où, actuellement encore, elles desservent les hôpitaux d'Oudjda, de Guercif et de Fez ; enfin, depuis l'ouverture des hostilités, 21 d'entre elles ont été citées à l'ordre du jour, 35 ont reçu la « médaille des épidémies », 17 sont mortes, victimes du bombardement ou emportées par des maladies contagieuses, contractées au chevet des malades.

CHAPITRE IV

LES PRISONNIERS

Mai 1915.

Au sujet du traitement infligé à 39 officiers anglais en Allemagne. — Le 4 mai, le bureau de la presse communique la note suivante, reçue par l'ambassadeur des États-Unis à Londres, concernant le traitement infligé à 39 officiers anglais, prisonniers de guerre en Allemagne, en représailles des mesures prises contre certains équipages de sous-marins allemands.

Une enquête a été faite par l'ambassadeur des États-Unis à Berlin dans les camps de Burg et de Magdebourg. Chaque officier est en cellule. Les bains, la lecture, le tabac sont permis. Une heure d'exercice est autorisée le matin et le soir dans la cour de la prison, durant lesquelles les prisonniers se retrouvent. L'alimentation est bonne; aucune plainte n'a été formulée, sauf celle de se trouver ainsi enfermés.

Le Gouvernement allemand se conformera au traitement accordé aux équipages de ses sous-marins par l'Angleterre, aussitôt que l'ambassadeur des États-Unis aura visité ces prisonniers. Les officiers seront dès lors traités comme les autres prisonniers de guerre. Le traitement actuel de ces officiers est similaire à celui infligé aux officiers allemands en état d'arrestation.

Juin 1915.

Un Livre blanc sur le traitement des prisonniers de guerre. — Un important Livre blanc a été publié le 26 juin à Londres, récapitulant toutes les preuves réunies par le Gouvernement britannique au sujet du traitement des prisonniers de guerre en Angleterre et en Allemagne pendant les huit premiers mois de la guerre.

Il est certain, dit-on dans ce document, que beaucoup de déclarations contenues dans les lettres et les rapports décrivant les conditions de l'internement en Allemagne sont authentiques et qu'un grand nombre des terribles accusations qui y sont signalées doivent être véridiques.

Des prisonniers britanniques sont presque morts de faim et telles ont été leurs tortures qu'une trentaine, parmi eux, ont demandé à être fusillés. On ne leur donnait de la soupe aux pommes de terre que lorsque les prisonniers français étaient servis et s'il en restait.

Le rapport ajoute que le Gouvernement allemand a continuellement refusé de se conformer à la Convention de La Haye concernant les officiers prisonniers, tandis que le traitement des officiers allemands en Angleterre a toujours été conforme aux lois de la guerre.

Prisonniers malhonnêtes. — Les Sociétés de secours aux blessés militaires et aux civils internés en Allemagne, qui se sont groupées autour de l'Agence des prisonniers de guerre de la Croix-Rouge française, s'efforcent d'établir de l'ordre et de la méthode dans leurs envois en Allemagne. Un de leurs objectifs est d'éviter que ce soit toujours les mêmes prisonniers qui soient secourus, et que leurs camarades, aussi dignes d'intérêt, mais moins bien placés ou plus réservés, ne soient abandonnés. A ce point de vue, il faut bien le reconnaître, leur tâche est parfois rendue difficile par les agissements répréhensibles de certains prisonniers. Pour y mettre un terme, il est nécessaire de les faire connaître : un bon averti en vaut deux.

Dans ce but, le Bureau de secours de Berne s'est livré à une enquête « sur les abus qu'a fait naître l'élan de charité créé en France au profit des prisonniers ». Il a constaté que, dans plusieurs camps, des internés ont adressé des demandes individuelles à différents comités, alors même qu'ils recevaient des colis de leurs familles. Les comités ayant donné suite à leurs demandes, il en est résulté de véritables injustices, car ces hommes peu délicats ont reçu un grand nombre de colis au détriment de leurs camarades nécessiteux.

Le Bureau de Berne a relevé parmi les réponses qui lui ont été faites une vive indignation contre ces procédés, et il conclut à la « nécessité d'un contrôle pour prévenir une mendicité qui touche parfois au scandale ».

Dans quelques cas, il est vrai, le mal a été réprimé par l'initiative des sous-officiers du camp, ou à l'aide d'un comité de secours mutuels dirigé par des hommes de confiance.

Pour remédier à la situation envisagée différentes propositions sont à l'étude. Bientôt un plan d'action sera arrêté. Les familles pourront aider à son succès en ne se prêtant pas

aux manœuvres des prisonniers qui font indistinctement appel au concours charitable de tous leurs parents, amis et connaissances, et font faire par eux des démarches auprès de diverses personnalités en vue et de multiples sociétés de secours. Il n'est pas admissible, en effet, qu'au onzième mois de la guerre ces abus persistent. Ils sont une des raisons sur lesquelles s'appuie l'Allemagne pour entraver la circulation et la distribution des colis. Tous les prisonniers pâtissent donc par la faute de quelques-uns, et, ce qui est grave, cette faute leur aliène des sympathies. Des hommes généreux, qui jusqu'ici s'étaient occupés d'eux, se sont lassés à la suite de l'exploitation dont ils ont été victimes. L'un d'eux, dans une réunion, donnait à entendre de ne plus compter sur lui. Il avait trouvé que, parmi les prisonniers, il n'y avait pas eu assez de héros, mais qu'il y avait trop de quémandeurs sans scrupules.

Que les familles honnêtes s'emploient, comme les sociétés de secours et le comité de Berne, à faire cesser les demandes abusives. Il y va de l'intérêt de tous les prisonniers. L'Allemagne ne pourra plus arguer alors de motifs plausibles pour critiquer les expéditions venant de France, et les âmes charitables reprendront confiance. Que toutes les bonnes volontés fassent preuve d'un peu de discipline! La tâche des avocats des prisonniers est délicate, il ne faut pas la rendre impossible.

Juillet 1915.

Comment ils traitent les prisonniers. — De *la Gazette de Francfort :*

La guerre de famine organisée par nos ennemis frappe naturellement aussi les prisonniers. Or, aucun être raisonnable n'aura la prétention d'exiger de nous que nous enlevions à notre population des denrées que nous n'avons pas en abondance pour les donner aux prisonniers. Les Russes, les Anglais, tant blancs que de couleurs, et les Français ont chacun des exigences différentes. Il est donc impossible de les contenter tous. Ils se plaignent de l'insuffisance des rations de pain; mais il est aisé d'y remédier, pour peu que les patries respectives des différents prisonniers se chargent de leur en envoyer. Si elles ne s'en occupent pas, on ne peut demander que nous avantagions les prisonniers au détriment de notre propre population.

CHAPITRE V

PAGES HÉROÏQUES

Mai 1915.

Le Livre d'Or de l'Université. — Le Livre d'Or de l'Université en est à la trentième liste des membres de l'enseignement tués à l'ennemi ou morts des suites de leurs blessures.

D'après les chiffres — d'ailleurs et forcément incomplets — donnés par ces trente premières listes, les pertes universitaires se répartissent ainsi :

Enseignement supérieur. — 105 tués à l'ennemi, plus 12 morts à la suite de leurs blessures.

Enseignement secondaire. — 160 tués à l'ennemi, plus 60 morts de leur blessures.

Enseignement primaire — 1024 tués à l'ennemi, plus 338 morts à la suite de leurs blessures.

Il convient d'ajouter à ces chiffres 3 institutrices mortes à leur poste.

Citations à l'ordre de l'armée. — Le sous-lieutenant de réserve, Guy de Cassagnac, du 344e régiment d'infanterie :

A fait preuve, le 20 août, de la plus grande bravoure et d'un véritable mépris de la mort. Blessé une première fois, a continué à commander et à entraîner sa section en avant. A été tué au moment où, ayant pris le commandement de sa compagnie, il exaltait par ses paroles et son attitude le moral de ses hommes. Se sentant perdu, n'a pas voulu qu'on l'emportât, disant qu'il voulait rester en territoire annexé.

Mlle Lucie Morel, receveuse des postes à Réchésy (Haut-Rhin).

Par son sang-froid dans les circonstances les plus critiques, par son dévouement patriotique et par la manière dont elle a compris son service et l'a assuré depuis le commencement de la guerre, a rendu à l'autorité militaire, à son administration et à la France des services dignes de la récompense des braves.

Citations à l'ordre du jour. — Robillard, sergent au 71e d'infanterie.

Enterré jusqu'au cou entre les parois de la tranchée éboulée, à la suite d'une explosion de mine, sa tête seule émergeant au-dessus du sol, à 15 mètres de l'ennemi, a donné l'ordre formel aux travailleurs de sauver d'abord les hommes complètement ensevelis et dont on entendait les plaintes et qu'il ne cessait de réconforter en chantant des chants patriotiques.

Au Conseil de revision. — Du *Carnet de la Semaine.*

Le médecin-major Y... revient de passer la revision des jeunes Parisiens de la classe 1917. Il est extrêmement ému.

« Ah! les braves gosses! » nous dit-il, tout vibrant d'enthousiasme. Et il nous raconte que loin d'éviter d'être pris, ceux qui se savent douteux, dont le tour de poitrine est insuffisant, se gonflent pour donner l'illusion de la robustesse, que les malingres lui font remarquer la « puissance » de leurs muscles.

Un petit Ardennais qui n'a pas le poids requis va être ajourné.

« Monsieur le major, fait-il suppliant, prenez-moi quand même. Je ne suis pas gros mais je ne suis jamais malade. Et puis mes parents sont là-bas, au pays envahi, je suis seul, que voulez-vous que je fasse tout seul, je veux reprendre ma terre; je veux me battre, monsieur le major, prenez-moi. »

Et comme le médecin qui sent ses yeux se mouiller lui prend la main avec tendresse en lui disant: « Puisque tu y tiens, sois soldat », l'enfant s'écrie rayonnant d'une joie patriotique : « Oh! merci, monsieur, merci! »

Juin 1915.

Citations à l'ordre de l'armée. — Nordmann (Charles), sous-lieutenant au 12e régiment d'artillerie.

A réalisé un perfectionnement important pour le tir de notre artillerie et l'a appliqué sous le feu de l'ennemi, souvent dans des circonstances périlleuses, faisant preuve d'une grande énergie et de beaucoup de courage.

Le 33e corps d'armée, sous la conduite du général Pétain.

A fait preuve, au cours de son attaque du 9 mai, d'une vigueur et d'un entrain remarquables qui lui ont permis de gagner d'une haleine plus de 3 kilomètres, de prendre à l'ennemi 25 mitrailleuses et 6 canons et de faire 2 000 prisonniers.

Mme Danre, fermière au Puiseux, près Moulin-sous-Touvent.

S'est prodiguée du 13 au 20 septembre pour donner ses soins aux blessés français. Est allée elle-même rechercher sous le feu des blessés, est restée auprès d'eux pendant le bombardement de sa ferme, donnant à tous l'exemple du courage et du sang-froid.

Marcel Doumer, sous-lieutenant de réserve au 20e régiment de chasseurs à cheval, détaché à l'état-major d'une brigade.

Modèle de bravoure et de crânerie. S'est prodigué sans compter en toutes circonstances depuis le début de la campagne. Le 30 août 1914, allant porter un ordre à des avant-postes, a été entouré par les fantassins ennemis et ne s'est retiré de cette périlleuse situation que par son énergie et son sang-froid. Le 6 septembre, a ramené au combat des unités désorganisées et les y a maintenues en faisant le coup de feu avec elles.

Le contre-amiral commandant en chef de l'armée navale a porté à l'ordre du jour de l'armée le commandant, l'état-major et l'équipage du *Bouvet*, qui a sombré héroïquement le 18 mars 1915, dans l'attaque des forts des Dardanelles par l'escadre franco-anglaise.

Lequime, colonel commandant le 1er régiment d'artillerie, ancien commandant militaire du Palais-Bourbon.

A puissamment contribué par l'emploi et l'organisation de l'artillerie au maintien des fronts les plus menacés sur la première ligne d'une division. Extrêmement méritant, brave, prévoyant et hardi.

Leblanc, aumônier d'une division.

Depuis le début de la campagne, se prodigue avec un dévouement inlassable dans les ambulances et sur le champ de bataille, ne quitte pas les soldats, les visitant chaque jour dans les tranchées et vivant au milieu d'eux. Avant la bataille il les réconforte et excite leur patriotisme. Pendant la bataille il ne les quitte pas et on le voit courbé sous les balles et les obus pour relever et secourir les blessés. Tous les soldats aiment à voir au milieu d'eux ce jeune prêtre si bon et si dévoué dont la présence et les soins les réconfortent.

Mme Pana, infirmière-major à l'ambulance de Furnes, Mlle d'Haussonville, Mlle Murat, Mlle Waernder, Mlle Ansart, Mlle Kessissoglut, infirmières à l'ambulance de Furnes.

Ont fait preuve du plus grand dévouement et d'un très grand courage en soignant les blessés français des ambulances de

Furnes, malgré un bombardement presque journalier, sont restées à leur poste jusqu'au moment où le dernier blessé a été évacué.

7e compagnie du 29e régiment d'infanterie.

Du 22 au 26 avril, soumise à un bombardement très violent, a lutté sans répit pendant trois jours, repoussant avec un courage et une énergie inlassables les attaques continuelles de l'ennemi et s'est maintenue avec une ténacité, digne d'éloge, sur le terrain conquis.

La 13e division.

Sous l'impulsion énergique de son chef, le général de Cadoudal, a enlevé de haute lutte une position importante et s'y est maintenue avec un courage héroïque sous un bombardement ennemi d'une intensité exceptionnelle.

M. Jean Malaurie, combattant de 1870, a été blessé à Sedan. Depuis, il est entré dans les ordres. Il est aujourd'hui âgé de 71 ans. Cela ne l'a pas empêché de vouloir servir encore le pays, et il s'est engagé comme aumônier militaire du groupe de brancardiers d'une division d'infanterie. Il vient d'être, en ces termes, cité à l'ordre de l'armée.

Ancien combattant de 1870, blessé à Sedan, n'a pas hésité à affronter les fatigues de la guerre malgré ses 71 ans et a donné à tous au cours de rudes combats, le plus bel exemple de sang-froid et de courage en prodiguant sous un feu intense ses soins aux blessés.

Lehur, caporal au 65e d'infanterie : blessé à l'attaque du 8 juin, s'est retourné vers ses hommes en leur criant : « Vengez-moi et vive la France! »

De Boisdeffre, lieutenant; Abran, adjudant; Rojon, adjudant; Ageorges, sergent; Quinton, soldat, observateurs : ont pris part à de nombreuses missions de bombardement dans des conditions souvent périlleuses, soit sur le champ de bataille, soit sur des établissements militaires en territoire ennemi. Viennent d'accomplir des raids, l'un de 400, l'autre de 350 kilomètres à l'intérieur des lignes ennemies.

Brule, capitaine pilote aviateur, commandant l'escadrille VB 108 : commande d'une façon particulièrement brillante une escadrille de bombardement. A pris part, comme pilote, à de nombreuses expéditions de bombardement. Le 4 juin 1915, a eu son appareil gravement endommagé par un éclat d'obus et a pu réussir, grâce à son sang-froid à rentrer dans nos lignes.

La Croix de guerre. — Des renseignements officiels

fournis par le Ministère de la Guerre à la commission du budget de la Chambre, il semble que le nombre des officiers et soldats, ayant droit à la Croix de guerre était de 60 000 au 1er mars dernier. Depuis cette date, le bataillon des braves s'est accru de 20 000 unités. C'est donc, à ce jour, 80 000 militaires qui ont mérité par leur courage, leur audace et leur bravoure la Croix de guerre.

Les instituteurs héroïques. — Le bureau de l'Amicale des Instituteurs de Seine-et-Oise vient de présenter à M. Autrand, préfet du département, deux de ses membres, le sous-lieutenant Emile Gobron et le soldat Croizet, tous deux instituteurs à Argenteuil.

Parti sergent, M. Emile Gobron se signala si bien qu'il mérita la croix de chevalier de la Légion d'honneur, et son camarade, M. Croizet est, de son côté, titulaire de la Médaille militaire. Blessés tous deux, M. Gobron, qui a perdu l'œil droit, et M. Croizet, qui a subi l'amputation d'un bras, sont venus reprendre leur place aux écoles d'Argenteuil.

Ajoutons qu'un autre instituteur de Seine-et-Oise, M. Tavoillot, adjoint aux écoles de Corbeil, vient également de recevoir la croix de chevalier de la Légion d'honneur à l'hôpital de Baccarat, où il est en traitement.

Service pour les publicistes tués à l'ennemi. — Une assistance des plus nombreuses se pressait, le 24 juin, à Sainte-Clotilde, au service que la corporation des publicistes chrétiens faisait célébrer pour le repos de l'âme des journalistes et écrivains français ou alliés morts au champ d'honneur. Le cardinal Amette, assisté de Mgr Odelin, présidait. Le Président de la République s'était fait représenter par le lieutenant-colonel Bonnel.

Le prédicateur de Notre-Dame, R. P. Janvier, a prononcé un sermon, dans lequel il a commenté le texte du Livre des Macchabées : « Sachons tous mourir dans la simplicité de notre cœur. »

Comme type du publiciste français, le R. P. Janvier rappelle le comte de Mun, « lutteur de grande race, académicien, député, orateur, soldat surtout, qui s'est servi des dons royaux que la Providence lui avait faits pour faire étinceler sa plume comme une épée, et retentir sa voix comme un clairon ».

Puis, parlant de tous ceux qui sont morts glorieux, l'orateur ajoute :

Ils ont cru à l'avenir et au succès de leurs patries respectives. Appuyés sur cette foi, ils ont pour préparer cet avenir et ce succès donné leur temps, leur sang, leur vie. Nous ferons comme eux. La France et ses alliés ont besoin, pour s'arracher à l'étreinte implacable de l'ennemi, du dévouement absolu de tous leurs enfants. Il nous faudra encore, il nous faudra peut-être longtemps, beaucoup d'argent, beaucoup de courage, beaucoup de sang, si nous voulons définitivement secouer le joug qu'on avait la prétention de nous imposer. Nous ne nous lasserons pas de lutter contre l'envahisseur par tous les moyens légitimes dont nous disposons. Si c'est nécessaire, nous puiserons dans nos bourses jusqu'au dernier louis d'or pour l'offrir à la patrie, dans nos veines jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour la consacrer à la défense de la patrie. Puis, nous n'étions pas seulement sous la domination matérielle de notre adversaire, nous étions trop imprégnés de ses doctrines, de ses méthodes. Après avoir conquis en partie notre territoire, il s'emparait peu à peu de notre pensée pour l'asservir à la sienne. Je ne méconnaîtrai pas, messieurs, la force ni la ténacité de son génie, mais je dirai bien haut que notre littérature classique, fondée sur la nature humaine, l'emporte incontestablement sur celle de nos voisins; que notre philosophie traditionnelle vaut mieux que celle de Kant, d'Hegel, de Schelling; que les méthodes claires des Claude Bernard, des Pasteur, des Poincaré, n'ont de rivale ni pour la sincérité, ni pour la clarté, ni pour le sérieux, ni pour la fécondité; que Luther n'atteindra jamais à la hauteur de saint Thomas d'Aquin. Je dirai, messieurs, qu'en nous libérant sur ce terrain des choses intellectuelles et en favorisant la réaction salutaire qui s'est affirmée, nous servirons grandement les intérêts de notre race et nous achèverons l'œuvre d'affranchissement à laquelle vos confrères se sont sacrifiés.

Mort de l'abbé Jullian, aumônier du « Léon-Gambetta. » — Debout sur le pont du cuirassé, dans la nuit lugubre, et au milieu du bruit des vagues envahissantes, il cria aux marins qui allaient mourir : « Recommandez-vous à Dieu, je vais vous absoudre. » Puis, étendant la main vers tous ces infortunés, il traça sur eux un grand signe de croix, en prononçant la formule du pardon divin. Quelques instants après, le corps de ces intrépides défenseurs de la France disparaissait dans la mer.

Nos héros. — La *Dépêche Vosgienne* conte une scène de combat de Carency :

Le chasseur Édouard Hérat est cruellement blessé. Il essaie de ramper; ses forces l'abandonnent.

La bataille fait rage. Il appelle. Une voix lui répond, l'interroge, veut savoir qui il est, s'il a des enfants : « Trois gosses! »

« C'est bon, j'y vas! » répond la voix.

D'un bond, franchissant la tranchée, un jeune soldat de la classe 1914 rampe vers le blessé et, lui faisant un rempart de son corps, le ramène vers la tranchée française.

« Eh bien! conclut-il, tu les reverras tes gosses! Moi, je n'ai que ma peau! »

Le blessé, affreusement atteint, est pourtant hors de danger aujourd'hui. Son sauveur, un Parisien, s'appelle Serge Thiébaud.

La dernière lettre du lieutenant Ballande. — Le lieutenant Ballande, dont on se rappelle l'héroïque attitude à Casablanca, est mort avec ses camarades du *Léon-Gambetta*. Dans une lettre parvenue à sa famille huit jours après la perte du *Léon-Gambetta*, il commentait ainsi le récit officiel de la fin du *Bouvet* :

Est-il assez beau ce récit! Toutes les qualités immortelles de la race, toutes les nobles et sublimes traditions de notre marine y revivent et s'y épanouissent dans une floraison de dévouements superbes accomplis avec calme, sang-froid, simplicité, dans la pleine conscience du danger imminent. Ces officiers qui vont de sang-froid au danger, dans les fonds, et qui savent bien qu'ils n'en reviendront pas, mais peut-être pourront-ils, par leur intervention, retarder de quelques minutes la catastrophe et sauver quelques vies humaines; ces gradés qui ne pensent à eux que lorsque le sort de leurs hommes est assuré; ce médecin qui meurt auprès de son blessé espérant jusqu'au dernier moment le ranimer et le sauver, au lieu de songer à se sauver lui-même; ces hommes qui, à chaque coup de canon, tombent asphyxiés et qui continuent jusqu'au dernier, ah! le beau et réconfortant spectacle!

Et ce qu'il y a de plus réconfortant encore, c'est de se dire que sur tous nos bâtiments, dans toute notre flotte, c'est le même esprit qui règne, ce seraient les mêmes qualités qui se manifesteraient, les mêmes dévouements qui sont en puissance.

Quand j'entends dire, après cela, et après tout ce qui, chaque jour, se passe sur le front, que notre race est une race pourrie, jouisseuse, dégénérée, j'en suis indigné.

Pourquoi la juge-t-on sur quelques détraqués alors que le fond est resté le même, si noble, si beau, si généreux? C'est toute la race des Croisés, des grands illuminés de la Révolution, des soldats de Jeanne d'Arc et de la grande épopée qui revit chaque jour sur terre et sur mer, dans les fils de notre race, et quoi qu'il m'arrive, ma grande joie sera d'avoir la preuve et la certitude de cette renaissance nationale.

Et sous cette belle page, l'héroïque officier a mis la plus éloquente des signatures : sa mort.

—oo—

Juillet 1915.

Le général Gouraud blessé. — Le général Gouraud, commandant le corps expéditionnaire d'Orient, a été atteint par les éclats d'un obus tombé près de l'ambulance où il s'était rendu pour visiter les blessés. La vie du général n'est pas en danger. Il est évacué sur la France et le général Bailloud a pris provisoirement le commandement.

Le général Gouraud, qui succéda au général d'Amade, il y a quelques semaines, à la tête de notre corps expéditionnaire d'Orient, reçoit ainsi sa deuxième blessure de la campagne. On se souvient en effet qu'il avait été blessé au bras, en Argonne, où il commandait un corps colonial, mais sans quitter son poste de commandement.

C'est un grand chef dont la France doit souhaiter ardemment la prompte guérison.

Citations à l'ordre du jour de l'armée. — Clergerie, général, chef d'état-major du Gouvernement militaire de Paris.

Organisateur calme et méthodique, travailleur puissant; a su, en quelques heures, mobiliser les contingents envoyés par l'armée de Paris à l'aile gauche de forces opérant sur la Marne, assurer leur transport ainsi que leur arrivée en temps utile pour permettre la réalisation de la manœuvre ordonnée par le haut commandement au commencement de septembre.

Hirschauer, général, directeur de l'aéronautique militaire.

Chargé du commandement du génie du camp retranché au début de septembre 1914, a, dans un délai extrêmement court et dans des circonstances très difficiles, organisé le service du génie de de façon à satisfaire, non seulement aux besoins du camp retranché, mais aussi en partie à ceux des armées voisines; a fait exécuter des travaux importants, assuré la destruction de nombreux ouvrages d'art et leur remplacement ultérieur par des ponts de fortune; a pris en outre une part très active aux opérations sur le champ de bataille de l'Ourcq, faisant ainsi preuve d'un sang-froid et d'une activité au-dessus de tout éloge.

Boiron, commissaire de police.

S'étant rendu isolément, le 14 septembre 1914, au-devant d'une

ambulance allemande restée en arrière de nos lignes et pourvue de ses moyens de transport, la contrainte, par l'énergie de son attitude, à demeurer sur place et à s'embarquer dans un train d'évacuation immédiatement demandé, réalisant ainsi à lui seul la capture de quatre-vingts hommes, la plupart armés, et d'un nombreux matériel.

Légion d'honneur. — Promotions du 14 juillet. — Sont inscrits au tableau spécial de la Légion d'honneur :

Pour la dignité de Grand Officier.

Les généraux de division : Thévenet, Marabail, Radiguet, Carbillet, Vigy, Bernard, adjoint F. C. E. au commandant de la 13e région; Sucillon, commandant des troupes en Indo-Chine; le contrôleur général de première classe de Boysson.

Pour Commandeur.

Les généraux de division : Hely d'Oissel, Berdoulat, Remy, Mazel, Rouquerol, Kaufmant, Chevalier, Souchier.

Les généraux de brigade : Bouchez, Martin de Bouillon, Cheminon, Proye, Halna du Fretay, Petit, Curmer, Dolot, Mozat, Kruger, Rédier, Bernard, Mercier.

Les colonels : Pallu, Dubois, Vernadet, Hugot-Derville, Bertin, Thiébault, de Nadaillac, Dorbès, Genin, Houdaille, de Rieux.

Les médecins inspecteurs : Mignon, Dzicwonski, Clarac, le médecin principal de première classe Guillemin.

L'intendant général Retel, l'intendant militaire Brantière, le sous-intendant militaire de première classe des troupes coloniales Bunel.

L'inspecteur général des poudres Vieille.

L'inspecteur général de première classe des colonies Picanon.

Un mot superbe. — Raconté par M. Louis Barthou à la Salle des Agriculteurs de France, devant un millier de blessés réunis sous la présidence du marquis de Vogüé, président de la Société Française de Secours aux Blessés militaires.

Un capitaine tombe, dans une attaque, les autres officiers sont tués. Un sergent se précipite pour le secourir.

« Inutile, lui dit-il, j'y suis, mais je peux être encore bon à quelque chose, oui, à te servir de rempart. Mets-toi à l'abri derrière moi et tire tant que tu pourras. »

Et comme le sergent hésite, le capitaine a ce mot superbe :
« Je te l'ordonne, entends-tu, et si tu pipes, je te f... dedans! »

Le bachelier et la guerre. — Le jeune Habert, qui a passé son baccalauréat ès lettres, est un des conquérants du « Vieil-Armand ».

Il a dix-sept ans depuis quelques semaines. Il en paraît seize dans son costume de chasseur alpin, étoilé de la Croix de guerre.

La tête toute enveloppée ne laisse voir que la bouche, le nez, les yeux simples, brillants et purs. Des blessures atroces, le trépan, la méningite, voilà ce qu'attestent ces bandages.

Les professeurs ont interrogé le candidat avec un visible respect. Comme il hésitait quelque peu en présence d'une question difficile :

« Vous vous troublez, lui dit un de ses juges, on voit bien que vous n'êtes pas devant l'ennemi.... »

Dans une circonstance solennelle, le président Buffet en avait dit autant à un brave général qui restait court à la tribune.

Reçu avec la mention *assez bien*, le jeune Habert a été chaudement félicité par ses camarades du lycée Henri IV.

Le poète Gauthier-Ferrière tué à l'ennemi. — Le nom du soldat Gauthier-Ferrière, tué aux Dardanelles, s'ajoute à la liste déjà nombreuse des poètes de talent tombés pour la Patrie.

Gauthier-Ferrière sera un de ceux dont les lettres pleureront le plus douloureusement la fin. Sa « Bataille de Denain », couronnée par l'Académie française, l'a classé hors de pair comme bon ouvrier du vers. Il aurait certainement trouvé des accents de grandeur épique pour chanter la guerre dont il fut la noble victime et qui lui avait dicté cette jolie inspiration publiée par le *Figaro* :

L'HIRONDELLE.

Hirondelle, où vas-tu si vite
A travers le ciel printanier?
— Je vais où le printemps m'invite,
A Reims, où j'étais l'an dernier.

— Ne va pas si vite, Hirondelle,
Tout est détruit par le canon,
Et de l'antique citadelle
Il ne reste plus que le nom.

— Soit, loin des murs qu'on démantèle,
Louvain me garde un vieux clocher
Plus ajouré que la dentelle,
Et c'est là que je vais nicher.

Hirondelle, c'est inutile,
Et tu voyagerais en vain;
Les édifices de haut style
Sont anéantis à Louvain.

— Et quoi! Rien, pas même une pierre?
— Hirondelle, il n'en reste plus;
Les trous où passe la lumière
Ont été faits par les obus.

— Où logerai-je ma couvée?
— Hirondelle au vol triomphant,
Où la mère qui s'est sauvée
Logera-t-elle son enfant?

— C'est juste et ma douleur est sienne.
Elle et moi nous nous connaissons,
Car je logeais dans sa persienne
Et je passais dans ses chansons.

Ne pouvant plus vivre près d'elle
Je pars. — Attends encore un peu,
N'aimes-tu donc plus, Hirondelle,
Les ruines sous le ciel bleu?

— Si, les habiter est mon rêve,
Ami, je les aime en effet,
Mais lorsque le temps les achève
Non, quand c'est l'homme qui les fait.

LA SITUATION AU 31 JUILLET 1915.

Le 31 juillet, à l'occasion de l'anniversaire de la guerre célébré dans toute l'Allemagne avec tout l'apparat des services divins et des messages impériaux, l'homme le plus important de l'Allemagne après l'Empereur et les chefs de l'armée et de la marine, plus important peut-être que le chancelier, M. Helfferich, Ministre du Trésor, a devant le correspondant de l'*Associated Press*, dressé ce bilan économique et financier de la nouvelle année de guerre qui surgit.

1° Le projet de nous affamer a échoué. La production intérieure, combinée avec l'organisation des cartes de pain et le prix maximum assure, même au plus pauvre, la nourriture nécessaire et même à des prix inférieurs à ceux de l'Angleterre;

2° On ne peut plus nous faire souffrir de la famine ni même de la pénurie des matières premières. L'obstacle apporté à l'importation est incommode, non mortel. Nous produisons charbon et fer en quantité suffisante. Nous avons de grandes réserves des autres matières premières; administrées avec économie, elles sont pratiquement inépuisables;

3° Le spectre du chômage s'est évanoui. Il y a ici plus de travail que de travailleurs. La guerre donne plus d'occupation que n'en a jadis fourni l'exportation;

4° Au point de vue finances, l'Allemagne peut soutenir la guerre sans limite de temps. Nous produisons presque tout ce qu'elle réclame et ainsi les dépenses se transforment en épargnes mises avec le crédit de guerre à la disposition de l'Empire. Les dépôts affluent plus larges qu'en temps de paix dans les Caisses d'Épargne et dans les Banques. La réserve d'or dans les banques de l'Empire a pour ainsi dire doublé depuis le commencement de la guerre. Les billets à ordre et les dépôts sont couverts par l'or dans la proportion de 33 1/2 pour 100 contre 27,7 dans les banques de France et 21,7 dans celles d'Angleterre;

5° La confiance du peuple dans la force financière est illimitée comme celle de la supériorité militaire. Après une année de guerre, l'emprunt à 3 pour 100 est contracté à 7 et 8 pour 100 au-dessous du cours de mars 1914.

L'immense majorité de la presse allemande résume l'exposé du Ministre des Finances par cette déclaration que nous empruntons aux *Dernières nouvelles de Munich* :

Nous avons derrière nous l'année la plus difficile et la plus grande de l'histoire du peuple allemand.

Sans doute, il est arrivé à la Quadruple-Entente de se laisser gagner par l'illusion de croire que l'Allemagne serait assez vite, selon l'expression d'un Allemand, à genoux. Mais par quel mirage M. Helfferich, s'il est sincère, n'est-il pas lui-même aveuglé? Quel financier, quel économiste impartial pourra croire à l'exactitude de son tableau économique et financier des ressources de l'Empire, à cette fantasmagorie d'une guerre plus productrice de travail pour l'ouvrier que la paix industrielle et commerciale? Quel homme réfléchi, parmi les neutres même peu bienveillants pour nos alliés et nous, ne juge pas au fond comme un écrivain allemand, et non des moindres, M. Maximilien Harden, que les victoires remportées en Russie ne sont pas pratiquement définitives, et n'observe pas que sur le front occidental c'est la France qui a gagné depuis un an du terrain, et si précieux, celui d'Alsace.

M. Helfferich ne serait-il pas le financier qui, dans un bilan, oublie ce passif qu'est l'actif de l'ennemi?

Or cet actif, visiblement, selon une expression admise, « sous-estimé » en Allemagne, vaut qu'on s'y arrête. A cet impondérable puissant, la volonté de vaincre, si nettement manifestée le 14 juillet par M. Raymond Poincaré, plus récemment encore par MM. Asquith et Lloyd George, par le grand-duc Nicolas (télégramme adressé en son nom au *Temps*), par les porte-parole autorisés d'Italie et de Serbie, se joignent, chez nos alliés et nous, de sérieuses raisons de confiance dont la principale est la foi des belligérants de l'Entente en eux-mêmes et dans leurs alliés.

Foi justifiée :

D'abord dans la valeur de leurs armées. Viennent les munitions, tant de ses usines que du dehors, la Russie sait ce qu'elle peut attendre des fils de ceux dont Bugeaud a dit qu'il faut les abattre deux fois pour les tuer. Est-ce un secret, sauf pour les Allemands, que la « méprisable petite armée » devient de jour en jour formidable, pendant que la faillite des sous-marins semble suivre de près celle des zeppelins? Est-ce que nos armées à nous, de l'Yser à Belfort, ne révèlent pas chaque jour, avec le mérite des chefs, cet ascendant de nos soldats sur ceux d'en face qui force le chancelier de l'Empire à rendre hommage à « leur mépris de la mort. » Est-ce que la jactance teutonne traitera longtemps encore d'armées de mandolinistes ou de paysans grossiers les nobles soldats de l'Isonzo et les

250 000 Serbes debout maintenant pour leur troisième grande guerre depuis cinq ans!

Si la retraite russe, après la dernière avance dans les Carpathes, ajourne encore la coopération de certains neutres, ceux-ci, placés plus près que nous pour connaître les ressources en hommes de la Russie, sachant que tous les partis y sont unis dans le peuple avant de l'être, à l'exemple de l'Angleterre, dans les conseils du Gouvernement, attendront l'entrée des flottes alliées dans les Dardanelles ou, à défaut de nouvelles offensives heureuses, les résultats de la guerre d'usure, d'hommes et munitions, d'argent, faite à l'Allemagne, pour se ranger du côté de cette Europe dont M. Émile Faguet vient de dire qu'il importe au monde qu'elle soit libre, non « un empire lourd de chaînes, silencieux et obscur ».

Si quelques-uns parmi ces neutres apparaissent plus pressés que ne le fut, il y a deux mois, l'Italie de « courir au secours du vainqueur », ne pourraient-ils pas appréhender pour leurs intérêts de venir trop tard? Est-ce que dès à présent la *Tribuna* n'a pas le droit d'écrire :

En admettant même que l'Allemagne réussisse à conserver jusqu'au moment de la signature de la paix les territoires qu'elle a conquis, elle n'en serait pas moins vaincue, car les Alliés ont en main des gages autrement importants. Ces gages sont représentés par les 17 milliards du commerce maritime allemand que les Alliés ont paralysé, par l'arrêt du trafic de 2 500 navires marchands enfin par les colonies allemandes conquises par eux.

Si demain, par suite de l'équilibre des forces en présence, la guerre se réduisait à un arrêt total sur les fronts actuels; si, par conséquent, l'Allemagne conservait ses avantages territoriaux, et si, dans ces conditions, les deux parties se rencontraient à un congrès pour la paix, l'avantage des gages ne serait, certes, pas en faveur de l'Allemagne.

En effet, pour l'Allemagne, la nécessité de reconquérir la liberté de son commerce et de son trafic, afin de pouvoir conjurer la paralysie économique dont elle est frappée et s'épargner la décadence qui en serait la conséquence inévitable, s'imposerait impérieusement, beaucoup plus même que la libération du territoire de la Pologne pour la Russie ou celle de la Belgique et du nord de la France pour la France et l'Angleterre.

Et les « gages supérieurs » dicteraient la paix avant que les longues tergiversations en puissent bénéficier.

Dans l'ensemble, un journal hollandais nous semble dresser un bilan plus équitable que Helfferich :

Le résultat principal de la guerre, dit-il, au bout de cette première année peut se résumer ainsi : l'Allemagne peut étaler un plus grand nombre de succès, mais ses adversaires ont maintenant des chances meilleures qu'il y a un an. L'Allemagne ne se bat pas seulement contre la plus grande partie de l'Europe et contre le Japon et indirectement contre les États-Unis, mais simultanément contre le temps.

Retenons ce dernier facteur. Or, si les Alliés ont le temps pour eux, sera-ce présomption de leur part que de demander à l'Allemagne qu'elle se rappelle ce mot — s'appliquant aux peuples — de Gœthe, le meilleur des Allemands, a-t-il été dit « parce qu'il fut le moins Allemand » : « Ce que l'homme fait de plus intelligent sur terre, c'est de durer ».

Ce témoignage que la France dure, donné par nos Alliés, arraché à nos ennemis, doit nous émouvoir particulièrement sous la plume d'un des penseurs les plus considérables et les plus considérés des deux Mondes. Au regard du fameux Manifeste des Quatre-Vingt-Treize intellectuels allemands se flattant d'imposer le *credo* de leurs hautaines calomnies au monde savant, M. Butler, président de l'Université de Colombia, la plus célèbre des États-Unis avec la célèbre Harward, vient d'écrire ces lignes :

Comme tous les autres Américains, je suis profondément touché et ému par l'extraordinaire déploiement de courage moral, de valeur physique et de domination de soi-même que manifeste le peuple de France à cette heure critique de l'histoire du monde. Je ne me permets pas de mettre en doute le triomphe final d'une cause si juste et si nécessaire à l'humanité.

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

PREMIÈRE PARTIE : FAITS DE GUERRE.

CHAPITRE I. — *FRONT OCCIDENTAL*. 1

La prise de Carency et d'Ablain-Saint-Nazaire. — Nos succès dans le secteur Carency-Neuville. — Nos succès sur l'Yser. — Nos sapeurs à la bataille d'Arras. — Les combats de Neuville-Saint-Vaast. — Notre succès d'Ablain-Saint-Nazaire. — L'échec allemand de Ville-sur-Tourbe. — La conquête du bois Le Prêtre. — Comment fut prise la Sucrerie de Souchez. — L'enlèvement du saillant de Quennevière. — La prise des tranchées de Touvent. — Les ordres du général commandant en chef et la victoire de la Marne. — La conquête du Labyrinthe. — Le combat de Metzeral. — Le bombardement de Karlsruhe. — Le combat de la Fontenelle. — Nos nouveaux succès au Ban-de-Sapt. — Nos succès en Alsace. — Les Italiens bombardent Cattaro et Trieste.

CHAPITRE II. — *FRONT ORIENTAL*. 85

Résumé de la situation militaire sur le front sud-oriental et sur le front oriental. — La prise du ravin de Kerevès-Déré. — Résumé des opérations aux Dardanelles.

CHAPITRE III. — *HORS D'EUROPE*. 108

DEUXIÈME PARTIE : DIPLOMATIE ET POLITIQUE.

CHAPITRE I. — *NÉGOCIATIONS ET ACTES DIPLOMATIQUES* . . 113

Le rapport officiel sur l'emploi des gaz asphyxiants par les Allemands. — M. Poincaré au roi Victor-Emmanuel III. — Un *Livre Rouge* autrichien. — La Turquie étend ses hostilités au canal de Suez. — Quadruple-Entente économique. — Au sujet du torpillage du *Lusitania*.

Pages.

CHAPITRE II. — *EN FRANCE* 123

La Croix de guerre. — Les Bons de la Défense nationale. — Au sujet de l'entrée en scène de l'Italie (M. Viviani). — M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre. — La situation financière (M. Ribot) — Loi Dalbiez. — La mobilisation scientifique. — L'or à la Banque de France. — La mobilisation et la Compagnie de l'Est. — Le contrôle parlementaire. — La pension des veuves et orphelins. — Les cendres de Rouget de Lisle aux Invalides (discours de M. Poincaré). — Le rendement des impôts en juillet. — Prohibition de l'exportation de l'or. — Prorogation des échéances des valeurs négociables. — Les otages de Roubaix. Statistique des chômeurs parisiens.

CHAPITRE III. — *CHEZ LES ALLIÉS*. 164

Le torpillage du *Lusitania*. — Note allemande concernant le torpillage du *Lusitania*. — Note des Etats-Unis à l'Allemagne. — Discours de lord Kitchener sur la situation des armées alliées. — Le nouveau cabinet anglais. — Eloge du soldat français (lord Beresford). Une visite au cardinal Mercier. — L'Italie et la guerre (M. J. Herbette). — Texte de la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche. — L'armée italienne (M. Lucien Nicot). — Accords entre l'Italie et la Triple-Entente. — Le service obligatoire en Angleterre (colonel Repington). — Commerce anglais pendant la guerre. — La loyauté belge. — A la Pologne (Maurice Maeterlinck). — Les importations de coton en Allemagne. — Fraternité franco-anglaise. — Eloge de la France (lord Curzon). — Discours de lord Kitchener au sujet du recrutement. — La crise charbonnière dans le Pays de Galles. — La haine de l'Allemagne (Emile Verhaeren). — Importance de la coopération italienne (colonel Repington). — Les Alliés et les Yougo-Slaves.

CHAPITRE IV. — *CHEZ LES ENNEMIS*. 232

Le chancelier allemand signale l'aggravation des relations austro-italiennes et les offres de concessions à l'Italie. — Difficultés économiques en Allemagne et en Autriche. — Message de François-Joseph à ses peuples. Opinions contradictoires sur la valeur de l'armée italienne. — L'Allemagne veut boycotter les Etats-Unis. — Les banques allemandes organes de propagande à l'étranger. — A l'usine Krupp. — La situation écono-

Pages.

mique et financière en Allemagne. — L'éloge du soldat français par un Allemand. — Séance agitée au Reichstag. — La situation financière allemande (M. Thiébault-Sisson). — Une opinion allemande sur l'armée russe. — L'alimentation en Allemagne (M. J. Herbette). — Cinq discours de Guillaume II.

CHAPITRE V. — *CHEZ LES NEUTRES* 276

Déclarations neutralistes de M. Dato. — Que fera la Roumanie? — Contrôle de la Bulgarie sur les marchandises destinées à la Turquie. — Exportations allemandes en fraude. — L'Allemagne avertit les armateurs américains. — Revirement des sentiments en Hollande envers l'Allemagne. — Le conseil fédéral suisse et l'internement des prisonniers de guerre malades. — Discours programme de M. Gounaris. — Déclarations du cardinal Gasparri au sujet de l'interview du pape par M. Latapie. — La démission de M. Bryan. — La deuxième note américaine à l'Allemagne. — Réponse de l'Allemagne à la deuxième note américaine. — L'Amérique sans défense. — Le 13e convoi des grands blessés traverse la Suisse. — Difficultés entre la Russie et la Suède. — Déclarations de M. Radoslavof. — Benoît XV et la paix. — La note américaine à l'Allemagne. — Une interview de M. Herrick. — Les commandes de guerre aux Etats-Unis.

TROISIÈME PARTIE : A COTÉ DE LA GUERRE.

CHAPITRE I. — *ÇA ET LA* 315

Pensions de guerre. — Le canon de Dunkerque (colonel Feyler). — La bonne nouvelle (Gaston Cagniard). — Ordre du jour de l'amiral de Lapeyrère. — Effectifs (colonel Feyler). — L'artillerie allemande. — Les pertes de l'armée allemande. — Les atrocités allemandes. — Le prix de la guerre (M. Raphaël Georges-Lévy). — Les forces générales des belligérants. — Les pertes de l'armée allemande en officiers. — La chimie et la guerre (M. Paul Cazeneuve). — Le loyalisme des indigènes algériens. — Le 14 juillet en Alsace.

CHAPITRE II. — *LES MUNITIONS* 332

La production des munitions en France. — Discours de M. Lloyd George pour la fabrication des munitions en Angleterre. — Le Bill des Munitions. — Les fabricants de Moscou travaillent pour l'armée. — A la Bri-

Pages.

tish Science Guild. — L'inscription nationale. — La grève au Pays de Galles. — L'effort britannique. — La mobilisation industrielle en Italie. — Organisation des fabriques de munitions en Allemagne. — Le coton contrebande de guerre.

CHAPITRE III. — *LES BLESSÉS* 358

La liberté de conscience dans les hôpitaux. — L'échange des grands blessés. — Arrivée à Lyon des grands blessés. — Les blessés allemands. — La Croix-Rouge française.

CHAPITRE IV. — *LES PRISONNIERS*. 363

Traitement de 39 officiers anglais en Allemagne. — Un *Livre Blanc* sur le traitement des prisonniers. — Prisonniers malhonnêtes.

CHAPITRE V. — *PAGES HÉROIQUES*. 366

Le livre d'or de l'Université. — Citations à l'ordre de l'armée. — Citations à l'ordre du jour. — Au conseil de revision. — Les instituteurs héroïques. — Service religieux pour les publicistes tués à l'ennemi. — Mort de l'abbé Jullian. — Nos héros. — La dernière lettre du lieutenant Ballande. — Le général Gouraud blessé. — Légion d'honneur, promotions du 14 Juillet. — Le bachelier et la guerre. — Le poète Gauthier-Ferrière.

LA SITUATION AU 31 JUILLET. 377

IMPRIMERIE LAHURE
9, rue de Fleurus. Paris.

2497

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 073219203